

Union postale universelle

Documents du Congrès de Washington 1989

Tome I
Premier volume

Propositions soumises au Congrès

Berne 1990
Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Washington 1989, tome I/1

Table des matières

Page

1.	Table des matières	3
2.	Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Washington 1989	5
3.	Répertoire des propositions:	
	A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes	9
	B. Selon leur origine	41
4.	Propositions d'ordre général	49
5.	Propositions relatives aux Actes:	
	I. Constitution	87
	- Quatrième Protocole additionnel	96
	II. Règlement général	99
	- Annexe: Règlement intérieur des Congrès	115
	III. A. Convention (réglementation)	
	- Propositions d'ordre général	125
	- Convention	196
	- Protocole final	251
	- Règlement d'exécution	263
	- Formules	399
	B. Convention (tarification et rémunération)	
	- Propositions d'ordre général	453
	- Convention	460
	- Protocole final	499
	- Règlement d'exécution	502
	- Formules	561
	C. Convention (poste aérienne)	
	- Propositions d'ordre général	623
	- Convention	631
	- Protocole final	650
	- Règlement d'exécution	654
	- Formules	675
	IV. Arrangement concernant les colis postaux	685
	- Protocole final	726
	- Règlement d'exécution	756
	- Formules	783
	V. Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage...	793
	- Règlement d'exécution	868
	- Formules	882
	VI. Arrangement concernant le service des chèques postaux	905
	- Règlement d'exécution	978
	- Formules	988
	VII. Arrangement concernant les envois contre remboursement	993
	- Règlement d'exécution	1023
	- Formules	1028

Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Washington 1989

A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale (cette abréviation n'est toutefois pas utilisée quand il paraît indiqué de préciser, pour éviter tout doute, qu'il s'agit d'une Administration postale et non d'une autre administration)
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CE	Conseil exécutif
cf.	conférer (dans le sens de comparer deux choses pour juger en quoi elles s'accordent et en quoi elles diffèrent)
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
d...	lettre à compléter selon le cas, comme suit: d', de, des, du (ce sigle est employé principalement dans les formules)
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
id.	idem
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
M...	à compléter selon le cas, comme suit: Monsieur, Madame, Mademoiselle ou l'adresse (ce sigle est employé principalement dans les formules)
M.	Monsieur
MM.	Messieurs
Mlle	Mademoiselle
Mme	Madame
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres

Table des abréviations et signes

min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
Règl.	Règlement d'exécution
Règl. gén. ou Règlement général	Règlement général de l'Union postale universelle
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UPU ou Union	Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion
C	Convention
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

C. Autres abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

AI	avis d'inscription
AO	autres objets ou envois autres que les LC
A.R.	avis de réception
BT	bulletin de transit
F	feuille d'avis ou feuille de route
LC	lettres et cartes postales ou lettres, aérogrammes, cartes postales, mandats de poste, mandats de remboursement, valeurs à recouvrer, lettres avec valeur déclarée, avis de paiement, avis d'inscription et avis de réception
M (sacs)	sac spécial contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination
PP	port payé
R	recommandé
S.A.L.	Courrier de surface transporté par la voie aérienne
SV	sac vide
T	taxe à payer
t.m.	transit maritime
TP	taxe perçue
t.t.	transit territorial
V	valeur déclarée
XP	par exprès (indication de service taxée télégraphique)

Répertoire des propositions

- A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes
- B. Selon leur origine

Répertoire des propositions

A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

Note. –

1° Les propositions d'ordre général concernant l'Union sont précédées d'un «0».

2° Les autres propositions sont numérotées selon les principes suivants:

- la numérotation de base comporte 4 ou 6 chiffres dont
- les deux premiers chiffres correspondent à l'*Acte* ou à la *partie d'Acte* sur lequel porte la proposition conformément au tableau ci-après:

Acte ou partie d'Acte

Constitution	10
– Protocole final	13
Règlement général	15
– Protocole final	16
– Règlement intérieur des Congrès	17
Convention (Poste aux lettres – Réglementation)	20
– Protocole final	23
– Règlement d'exécution	25
– Formules	29
Convention (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)	30
– Protocole final	33
– Règlement d'exécution	35
– Formules	39
Convention (Poste aérienne)	40
– Protocole final	43
– Règlement d'exécution	45
– Formules	49
Colis, Arrangement	50
– Protocole final	53
– Règlement d'exécution	55
– Formules	59
Mandats, Arrangement	60
– Règlement d'exécution	65
– Formules	69
Chèques, Arrangement	70
– Règlement d'exécution	75
– Formules	79
Remboursements, Arrangement	80
– Règlement d'exécution	85
– Formules	89

- les chiffres suivants correspondent aux chiffres de l'article concerné;
- les chiffres après le point correspondent à l'ordre de présentation des propositions relatives au même article;
- les propositions visant à créer un nouvel article portent, après le point, le numéro de série 91;
- les numéros 1000, 1300, 1500, 1600, 1700, 2000, 2300, etc., sont utilisés pour numérotter les propositions concernant plusieurs articles ou l'ensemble de l'Acte respectif.

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Propositions d'ordre général				
01	CE	Résolution – Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	49	278, 729
02	CE	Résolution – Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	50	466, 729
03	CE	Résolution – Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement	51	489, 765
04	CE	Résolution – Assainissement des comptes arriérés de toute nature	52	489, 765
05	CE	Résolution – Exécution des Arrangements supprimés par l'UPU	53	660, 723, 726
06	Sierra Leone	Recommandation – Présence accrue de l'UPU sur le terrain dans le domaine de l'assistance technique	54	704
07	Hongrie (Rép. pop.)	Résolution – Délai de réponse aux questionnaires	55	472, 729
08	Japon	Décision – Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	57	324, 353, 787
09	CE	Vœu – Représentation des membres du Conseil exécutif	57	466, 729
010	CE	Résolution – Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	58	309, 744
011	CE	Décision – Institution d'un Débat général	60	309, 744
012	CE, CCEP	Résolution – Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	61	294, 307, 744
013	CE, CCEP	Résolution – Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	62	294, 307, 744
014	Pérou	Résolution – Hymne postal de l'UPU	63	496, 765
015	CE	Résolution – Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	64	700, 732
016	CE	Résolution – Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	66	443, 700, 732
017	CE	Résolution – Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	67	710, 740
018	CE	Résolution – Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	69	712, 753
019	CE	Résolution – Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	70	443, 705, 708, 740
020	CCEP	Résolution – Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994	71	286, 483, 740
021	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède	Résolution – Principes directeurs régissant les activités d'assistance technique de l'UPU	76	713, 753
022	CE	Décision – Admission de la presse au Débat général	77	80, 720
023	CE	Décision – Vice-présidences du XXe Congrès	78	29, 720
024	CE	Décision – Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès	79	31, 720
025/Rev 1	CE	Décision – Membres des Commissions restreintes	80	31, 720
026	Grande-Bretagne	Résolution – Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	81	443, 474, 732
027	Argentine	Résolution – Création de l'hymne mondial de la poste	82	450

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Propositions d'ordre général				
028	Australie, Barbade, Botswana, Canada, Chypre, Inde, Lesotho, Malaisie, Malawi, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Swaziland, Zimbabwe	Résolution – Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	83	475
Constitution				
1007.1	Chine (Rép. pop.)	Art. 7	87	471, 729
1007.2	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Vatican, Yougoslavie	Art. 7	88	471
1010.91	Colombie	Art. 10bis	89	469
1011.1	CE	Art. 11, par. 3 et 5	90	484, 748
1012.1	CE	Art. 12	90	484, 748
1021.1	CE	Art. 21, par. 4	91	484, 748
1021.2	Iraq	Art. 21, par. 4	92	484
1022.1	CE	Art. 22, par. 5	93	458, 725
1023.1	CE	Art. 23, par. 2 à 4	93	483, 748
1025.1	CE	Art. 25, par. 1 et 1bis	94	463, 725
1026.1	CE	Art. 26	95	483, 748
1033.91	CE	Quatrième Protocole additionnel – Adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle	96	483, 748
Règlement général				
1502.1	CE	Art. 102, par. 6	99	457, 726
1502.2	CE	Art. 102, par. 6	100	462, 725
1502.3	Bulgarie (Rép. pop.)	Art. 102, par. 6	100	474
1502.4	CE	Art. 102, par. 6	101	474, 732
1502.5	CE	Art. 102, par. 6	101	496, 765
1502.6	CE	Art. 102, par. 6	102	496, 765
1502.7	Colombie	Art. 102, par. 3 et 3bis	103	80, 482
1504.1	Hongrie (Rép. pop.)	Art. 104, par. 13	104	479, 732
1504.2	CE	Art. 104, par. 9	104	482, 748
1504.3	CCEP	Art. 104, par. 12	106	482, 748
1507.1	CE	Art. 107, par. 1, 3 et 4	107	496, 765

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Règlement général				
1508.1	CE	Art. 108, par. 2	108	485, 488, 765
1509.1	CE	Art. 109, par. 2	109	464, 487, 725
1509.2	CE	Art. 109, par. 2	109	484, 748
1515.1	CE	Art. 115	110	497, 765
1519.1	Bulgarie (Rép. pop.)	Art. 119, par. 4bis	110	474
1520.1	CE	Art. 120, par. 1	111	462
1520.2	Argentine	Art. 120	111	462, 725
1521.1	CE	Art. 121	112	462, 725, 733
1522.1/Corr 1	CE	Art. 122, par. 1	113	483, 748
1522.2	CE	Art. 122, par. 2	113	464, 725
1523.1	CE	Art. 123	114	464, 725
Règlement intérieur des Congrès				
1703.1	CE	Art. 3, par. 3	115	63, 720, 723
1705.1/Rev 1	Nouvelle-Zélande	Art. 5, par. 2	116	63, 720
1708.1	Togo	Art. 8, par. 1	116	63
1715.1	CE	Art. 15, par. 1bis	117	460, 725
1715.2	CE	Art. 15, par. 1ter	118	460, 725
1715.3	CE	Art. 15, par. 7bis	118	460, 725
1718.1	CE	Art. 18	119	63, 720
1719.1	CE	Art. 19, par. 0bis	120	63, 720
1720.1	CE	Art. 20	120	63, 720
Convention				
2000.1	CE	Résolution – Réglementation des imprimés	125	500, 726
2000.2	Suède	Recommandation – Utilisation dans les services postaux du papier fabriqué selon des procédés non polluants	126	500, 726
2000.3	Bangladesh	Résolution – Amélioration des services postaux des zones rurales	127	323, 500, 787
2000.4	CE	Résolution – Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU	128	524, 753
2000.5	Amérique (Etats-Unis)	Résolution – Action pour renforcer la sécurité et l'intégrité du courrier international	129	500, 727
2000.6/Rev 1	Canada	Résolution – Harmonisation des systèmes de transit utilisés pour la poste aux lettres de surface et les colis postaux de surface	131	500, 648, 748
2000.7	Canada	Recommandation – Enlissage d'enveloppes «plates»	131	548, 787

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
2000.8	Canada	Recommandation – Utilisation de matériel d'enlissage approprié	132	548, 787
2000.9	Canada	Recommandation – Conteneurisation accrue du courrier	132	549, 788
2000.10	Canada	Recommandation – Problèmes causés par l'inscription de slogans publicitaires sur les envois postaux	133	500
2000.11	Chili	Résolution – Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité	134	530
2000.12	CE	Résolution – Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international	135	500, 591, 787
2000.13	Brésil	Résolution – Logotype universel pour identifier les services postaux	136	501, 727
2000.14	CCEP	Service des envois à livraison attestée	137	528, 761, 821, 822
2000.15/Corr 1	CCEP	Résolution – Service EMS	148	515, 521, 749
2000.16	Grande-Bretagne	Décision – Service correspondance commerciale-réponse internationale	174	513, 741, 755, 765
2000.17	Grande-Bretagne	Résolution – Envois francs de taxes et de droits	187	526, 753
2000.18/Rev 1	Grande-Bretagne	Recommandation – Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie	188	504, 734, 755, 765
2000.19	Grande-Bretagne	Résolution – Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	191	466, 500, 729
2000.20	Canada	Résolution – Utilisation d'un symbole pour les céogrammes	193	540, 765
2000.21	Danemark, Grande-Bretagne	Recommandation – Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service	194	501, 727
2000.22	Amérique (Etats-Unis)	Décision – Service correspondance commerciale-réponse internationale	195	509
2001.1	URSS	Art. 1, par. 1	196	502
2002.1	Pakistan	Art. 2	197	502, 727
2004.1	Corée (Rép.)	Art. 4, par. 1	197	505, 733
2004.2	Iraq, Soudan	Art. 4, par. 1	198	505, 733
2006.1	CE	Art. 6	199	505
2006.2	Finlande	Art. 6	199	505, 733
2006.91	CCEP	Art. 6bis	200	517, 755, 793
2006.92	Amérique (Etats-Unis), Grande-Bretagne	Art. 6bis, par. 2 et 5	201	517, 750, 755, 793

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
2008.1	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Vatican, Yougoslavie	Art. 8, par. 1	202	500, 600
2008.2	Australie	Art. 8	202	600, 793
2018.1	CE	Art. 18, par. 1 à 4	203	500, 572, 575, 606, 750, 765
2018.2/Rev 1	Pakistan	Art. 18	204	505
2018.3	Argentine, Brésil	Art. 18, par. 1bis et 2bis	205	500, 572, 606, 804
2020.1	Luxembourg	Art. 20, par. 1bis	206	506, 733
2020.2	CCEP	Art. 20, par. 1	207	506, 733
2020.3/Rev 1	Allemagne, Rép. féd. d', France	Art. 20, par. 1	207	506, 733
2022.1	Brésil	Art. 22, par. 1bis	208	506
2026.1	Pakistan	Art. 26	209	512
2027.1	CE	Art. 27, par. 4bis	209	500, 606, 607, 753
2028.1	CE	Art. 28, par. 1	210	512, 740
2030.1	Arabie saoudite	Art. 30	211	512
2030.91	Grande-Bretagne	Art. 30bis	212	513, 741
2031.1	Belgique	Art. 31, par. 3	212	525
2031.2	CE	Art. 31, par. 3	213	500, 573, 575, 755, 766
2031.3	Brésil	Art. 31, par. 3	214	525
2031.4	CE	Art. 31, par. 2	214	500, 565, 732
2031.5	Iraq	Art. 31, par. 3	215	525
2031.6	Belgique	Art. 31, par. 3	216	525, 755, 760, 766
2032.1	CE	Art. 32, par. 1	216	518, 804
2032.2/Rev 2	Canada	Art. 32, par. 2bis	217	518, 748
2032.3	Grande-Bretagne	Art. 32, par. 2bis	218	518, 748
2032.91/Rev 1	CE	Art. 32bis	218	500, 506, 606, 755, 759
2032.92	CE	Art. 32ter	219	500, 607, 753
2033.1	Italie	Art. 33, par. 4	220	519
2033.2	Pakistan	Art. 33	221	507, 734, 738

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
2034.1	CE	Art. 34	222	500, 607, 754
2034.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. 34, par. 1	223	519, 748
2035.1	CE	Art. 35	223	500, 607, 754, 793
2035.2	CE	Art. 35, par. 6	224	522, 755, 765
2035.3	Pakistan	Art. 35	225	521
2035.4	Colombie	Art. 35, par. 8	226	522
2035.5	Espagne	Art. 35, par. 6bis	226	522, 754
2036.1	Suisse	Art. 36, par. 3	227	523
2036.2	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 36, par. 5	228	523
2036.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. 36, par. 8	229	524, 753
2036.4	Sénégal	Art. 36, par. 2	229	522
2036.5	Pakistan	Art. 36, par. 3	230	523, 753
2036.6	Pakistan	Art. 36, par. 9	231	524, 753
2036.7	Colombie	Art. 36, par. 6	231	523
2038.1	Pakistan	Art. 38, par. 1 et 2	232	525
2040.1	Pakistan	Art. 40, par. 4	233	526, 754
2042.1	Pologne (Rép. pop.)	Art. 42, par. 1	233	526
2042.2/Rev 1	CCEP	Art. 42, par. 4	234	526, 754
2042.3	Italie	Art. 42, par. 4	234	526
2043.1	Sénégal	Art. 43, par. 3	235	523
2046.1/Rev 1	Espagne, Finlande	Art. 46, par. 2	236	529, 759
2046.2	Pologne (Rép. pop.)	Art. 46, par. 3bis	236	504
2050.1	Autriche, Belgique, Espagne, Suisse	Art. 50, par. 1, 2, 4 et 6	237	529, 759
2050.2	Autriche, Belgique, Espagne, Suisse	Art. 50, par. 7	238	507, 733
2050.3	Brésil	Art. 50, par. 4	239	507
2050.4	Norvège	Art. 50, par. 4	239	530, 760
2050.5/Rev 1	Egypte	Art. 50, par. 7	240	529
2050.6	Soudan	Art. 50, par. 6	241	530
2052.1	Autriche, Belgique, Espagne, Suisse	Art. 52, par. 1	241	529, 759
2055.1	Chili	Art. 55, par. 3	242	531
2055.2	Jordanie	Art. 55, par. 3	242	509
2057.1	Chili	Art. 57	243	531
2057.2	Jordanie	Art. 57	244	528
2058.1	Grande-Bretagne, Norvège	Art. 58, par. 2 à 4	244	510, 740
2058.2	Tchécoslovaquie	Art. 58, par. 4	245	510
2058.3	Tchécoslovaquie	Art. 58, par. 4bis	246	510, 741

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
2058.4	CCEP	Art. 58, par. 2 et 4	247	531
2058.5	Chili	Art. 58, par. 4bis	247	510, 741
2090.91	CCEP	Art. 90bis	248	516, 749
2090.92/Rev 1	Suède	Art. 90bis	249	516
2091.1	CE	Art. 91	250	462, 531, 759
Convention, Protocole final				
2301.1	Malte	Art. I	251	561
2306.1	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède	Art. VI, par. 3	251	561
2307.91	Brésil	Art. VIIbis	252	561
2310.1	Iraq	Art. X, par. 1	252	561
2312.1	Chine (Rép. pop.)	Art. XII, par. 2bis	253	561
2312.2	Djibouti	Art. XII, par. 1 et 2	253	561
2312.3	Népal	Art. XII, par. 2bis	254	561
2312.4	Liban	Art. XII, par. 2bis	254	561
2312.5	Bolivie	Art. XII, par. 2bis	255	561
2312.6	Iraq	Art. XII, par. 2bis	255	561
2312.7	Angola	Art. XII, par. 1 et 2bis	255	561
2313.1	Djibouti	Art. XIII, par. 3	256	561
2314.1	Chine (Rép. pop.)	Art. XIV, par. 2bis	256	561
2314.2	Brésil	Art. XIV, par. 2	257	561
2314.3	Chili	Art. XIV, par. 2bis	257	561
2314.4	Colombie	Art. XIV, par. 2bis	258	561
2314.5	Djibouti	Art. XIV, par. 1	258	561
2316.1	Djibouti	Art. XVI, par. 2	258	561
2316.2	Mauritanie	Art. XVI, par. 2	259	561
2316.3	Guinée	Art. XVI, par. 1 et 2	259	561
2316.4	Iraq	Art. XVI, par. 1 et 2	259	561
2325.1	Djibouti	Art. XXV	260	561
2325.91	Amérique (Etats-Unis)	Art. XXVbis	260	561
2325.92	Canada	Art. XXVbis	260	561
2325.93/Rev 1	France	Art. XXVbis	261	561
2325.94	Iraq	Art. XXVter	261	561
2326.91	France	Art. XXVIbis	261	561
2326.92	Amérique (Etats-Unis)	Art. XXVIbis	262	561
2326.93	Brésil	Art. XXVIbis	262	561
2326.94	Australie	Art. XXVIbis	262	561

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
2500.1	CCEP	Résolution – Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides	263	559, 794
2500.2	CE	Voëu – Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	264	524, 753
2500.3	Chili	Résolution – Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9	266	544, 765
2500.4	CE	Résolution – Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits	267	533, 759
2500.5	CCEP	Recommandation – Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	304	500, 727
2501.1/Rev 1	Rép. dém. allemande	Art. 101, par. 2	306	500, 597
2501.2	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 101, par. 1 et 2	307	500, 597
2501.3	Chili	Art. 101, par. 3	308	500, 597
2501.4	Colombie	Art. 101, par. 3	309	500, 597
2501.5	Argentine	Art. 101, par. 2	310	500, 597, 793
2501.6	Chili	Art. 101, par. 1	310	509, 597
2503.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 103, par. 9	311	500, 597
2509.1	CE	Art. 109, par. 3	312	496, 532, 759
2509.2	Suisse	Art. 109, par. 1	312	532
2509.3	CE	Art. 109, par. 1	313	500, 607, 754
2509.4	CE	Art. 109, par. 1	313	531, 759
2509.5	Canada	Art. 109, par. 1	314	500, 624, 804
2509.6	Amérique (Etats-Unis)	Art. 109, par. 1	315	532, 760
2511.1	CE	Art. 111, par. 4	315	496, 532, 759
2511.2	CE	Art. 111, par. 2	316	532, 759
2512.1	CE	Art. 112, par. 1 à 3	317	496, 533, 759
2513.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 113, par. 2	317	534, 759
2513.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. 113, par. 7	318	534, 759
2513.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. 113, par. 1	319	519
2513.4	CCEP	Art. 113, par. 1	320	533, 759
2513.5	CCEP	Art. 113, par. 1	321	533, 759
2513.6	Canada	Art. 113, par. 1	321	515
2513.7	Amérique (Etats-Unis), Canada, France, Grande-Bretagne, Norvège	Art. 113, par. 1bis	322	533, 760
2513.8	Chili	Art. 113, par. 1	323	519, 748
2513.91	CE	Art. 113bis	323	500, 625, 794
2513.92	Argentine	Art. 113bis, par. 1	324	500, 625

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
2514.1	Corée (Rép.)	Art. 114	325	538, 765
2518.1	CE	Art. 118, par. 3bis	326	510, 742
2518.2	CE	Art. 118, par. 3	327	510, 740
2522.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 122, par. 1	328	539, 765
2522.2	Nouvelle-Zélande	Art. 122	329	538
2522.3	Nouvelle-Zélande	Art. 122, par. 4bis	330	538
2523.1	Japon	Art. 123, par. 2	331	539, 765
2524.91	CE	Art. 124bis	331	500, 606, 624, 753
2526.1	Luxembourg	Art. 126	332	539, 765
2527.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 127, par. 5	333	540, 765
2527.2	Luxembourg	Art. 127, par. 5	334	539, 765
2527.3	Australie	Art. 127, par. 5	334	540, 765
2529.1	Amérique (Etats-Unis)	Art. 129, par. 2bis	335	540, 765
2530.1	Suisse	Art. 130, par. 3	336	523
2530.2	Pakistan	Art. 130, par. 3	336	523, 753
2532.1/Rev 1	Suède	Art. 132, par. 1	337	541, 765
2532.2	Nouvelle-Zélande	Art. 132, par. 2	338	515
2532.3	Japon	Art. 132, par. 1	338	511, 741
2533.1/Rev 1	Nouvelle-Zélande	Art. 133, par. 2bis	339	517
2533.2/Rev 1	Japon	Art. 133, par. 1 et 1bis	340	517
2534.1	Nouvelle-Zélande	Art. 134, par. 1	341	541
2535.1	Grande-Bretagne	Art. 135, par. 6	341	541, 765
2535.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. 135, par. 4	342	541, 765
2535.3	Japon	Art. 135, par. 3	343	541, 765
2536.1	Brésil	Art. 136	343	538
2539.1	CE	Art. 139, par. 1	344	512, 740
2539.2	Brésil	Art. 139, par. 2	345	542, 766
2539.3	Arabie saoudite	Art. 139	345	512
2541.1	Chili	Art. 141, par. 9	346	542, 827
2541.2	CE	Art. 141, par. 4	348	500, 607, 753
2541.3	Pakistan	Art. 141, par. 2348	348	542
2543.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 143, par. 4	349	542, 765
2543.2	Chili	Art. 143, par. 4	350	538
2543.3	Canada	Art. 143, par. 4	351	500, 528
2543.91	CE	Art. 143bis	351	507, 732
2544.1	Pakistan	Art. 144	352	519, 749
2545.1/Rev 2	Espagne, Italie	Art. 145, par. 2 et 3	353	543, 765
2545.2	Pakistan	Art. 145	354	519, 749
2547.1	Amérique (Etats-Unis), Canada, Luxembourg	Art. 147, par. 12bis	355	543, 765

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
2547.2	Grande-Bretagne	Art. 147, par. 12	356	531, 759
2547.3	Brésil	Art. 147, par. 6bis	356	543
2547.4	Canada	Art. 147, par. 1	357	543, 765
2547.5	CCEP	Art. 147, par. 12	358	543
2550.1	CE	Art. 150, par. 1 et 2	358	546, 787
2551.1	Grande-Bretagne	Art. 151, par. 1	359	547, 787
2551.2	France, Suisse	Art. 151, par. 2	360	547, 787
2554.1	Belgique	Art. 154, par. 3	360	547, 788
2554.2	Grande-Bretagne	Art. 154, par. 3	361	548, 787
2554.3	CE	Art. 154	362	500, 624, 804
2555.1	CE	Art. 155	363	500, 624, 804
2555.2	URSS	Art. 155, par. 3 et 6	364	548, 788
2555.3	Canada	Art. 155, par. 1	365	500, 528
2555.4	Australie	Art. 155, par. 7	365	550, 788
2556.1	Chine (Rép. pop.)	Art. 156	366	retirée I/2 p. 78
2556.2	CE	Art. 156, par. 2	367	500, 594
2556.3	Canada	Art. 156, par. 2	368	549, 787
2556.4	Colombie	Art. 156, par. 2	368	retirée I/2 p. 78
2556.5	Colombie	Art. 156, par. 2	369	500, 594
2556.6/Rev 1	Canada, Colombie	Art. 156, par. 2	370	500, 594, 595, 794
2557.1	Canada	Art. 157, par. 1	374	549, 787
2560.1	CE	Art. 160	374	546, 787
2561.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 161	375	549
2562.1	CE	Art. 162, par. 1	376	546, 788
2562.2	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 162, par. 2bis	377	549, 787
2562.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 162, par. 5	377	retirée I/2 p. 78
2562.4	CE	Art. 162, par. 6	378	500, 596
2562.5	Canada	Art. 162, par. 2	379	538
2562.6	Canada	Art. 162, par. 2	379	500
2562.7	Australie	Art. 162, par. 9	380	550, 789
2562.8/Rev 1	Amérique (Etats-Unis)	Art. 162, par. 1	381	546, 787
2562.9	Amérique (Etats-Unis)	Art. 162, par. 6	381	500, 596, 794
2562.10	Amérique (Etats-Unis)	Art. 162, par. 9	382	550, 789
2563.1	URSS	Art. 163	383	502
2563.2	Canada	Art. 163, par. 3	383	511, 740, 818
2564.1	CE	Art. 164, par. 5bis	384	546, 787

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
2564.2	Brésil	Art. 164, par. 6	385	550, 789
2564.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 164, par. 5	385	retirée I/2 p. 78
2564.4	CE	Art. 164, par. 5	386	500, 596, 794
2564.5	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 164, par. 1bis	386	550
2565.1	Chili	Art. 165, par. 6bis	387	551
2565.2	Brésil	Art. 165, par. 17	388	557, 794
2565.3	Rép. dém. allemande	Art. 165, par. 17	388	557, 794
2565.4	Chine (Rép. pop.)	Art. 165, par. 1bis	389	retirée I/2 p. 78
2565.5	CE	Art. 165, par. 1	389	500, 596, 793
2565.6	URSS	Art. 165, par. 9	390	551
2565.7	Inde	Art. 165, par. 6bis	391	551, 787
2565.8	Amérique (Etats-Unis)	Art. 165, par. 6bis	391	551
2568.1	CE	Art. 168, par. 1bis	392	500, 596, 793
2568.2	Canada	Art. 168, par. 5	392	558
2568.3/Rev 1	Emirats arabes unis	Art. 168, par. 1bis	393	558
2568.4	Afghanistan	Art. 168, par. 1	393	558
2592.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 192, par. 1 à 3	394	559, 793
2592.2	Chili	Art. 192, par. 4	395	559, 793
2594.1	Belgique	Art. 194	395	559, 793
2595.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 195, par. 1	396	559, 794
2596.1	Belgique	Art. 196, par. 2	396	560, 793
2596.2	Belgique	Art. 196, par. 3	397	560, 793
2598.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 198	398	500, 597
Convention, Formules				
2902.1	Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	Formule C 2/CP 3	399	560, 796, 823
2903.1/Rev 1	Nouvelle-Zélande	Formule VD 3	400	541, 822
2904.1	Suède	Formule VD 4	400	560, 796, 823
2907.1	Pakistan	Formule C 7	403	519, 750, 818
2908.1	CE	Formule C 8	407	500, 626, 796
2908.2	Suède	Formule C 8	407	560, 796, 823
2909.1	CE	Formule C 9	410	546, 789, 822

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Formules				
2909.2	Suède	Formule C 9	412	560, 796, 822
2909.3	Nouvelle-Zélande	Formule C 9	415	541, 822
2910.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule C 10	416	559, 796, 824
2911.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule C 11	417	559, 796, 824
2912.1	Chine (Rép. pop.)	Formule C 12	418	retirée I/2 p. 78
2912.2	CE	Formule C 12	418	500, 594, 796, 820, 822
2912.3	Canada	Formule C 12	420	549, 789, 820, 823
2912.4	Colombie	Formule C 12	420	retirée I/2 p. 78
2912.5	Colombie	Formule C 12	422	500, 594
2912.6/Rev 1	Canada, Colombie	Formule C 12	424	500, 594, 595, 796, 824, 828
2914.1	Suède	Formule C 14	426	561, 796
2914.2	CE	Formule C 14	427	500, 596, 796, 824, 827
2914.3	Iraq	Formule C 14	430	561
2918.1	CE	Formule C 18	431	500, 596, 796, 824
2918.2	CE	Formule C 18bis	433	500, 596, 796, 824
2918.3	Chine (Rép. pop.)	Formule C 18	435	retirée I/2 p. 78
2918.91	CE	Formule C 18 S	437	500, 596, 796, 824
2919.91	Roumanie (Rép. soc.)	Formule C 19bis	439	509, 597
2922.1/Rev 1	Belgique, Norvège	Formule C 22	441	560, 796, 828
2927.1	Canada	Formule C 27	442	500
2928.1	Chine (Rép. pop.)	Formule C 28	443	retirée I/2 p. 78
2928.2	CE	Formule C 28	444	500, 596, 796, 824
2928.3	Canada	Formule C 28	445	500
2931.1	Roumanie (Rép. soc.)	Formule C 31/CP 22	445	500, 597
2931.2	Chili	Formule C 31/CP 22	447	500, 597
2933.91	CE	Formule C 33/CP 10bis	447	507, 734, 811, 825
2933.92	Chili	Formule C 33/CP 10ter	449	542, 822

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
3000.1	Grande-Bretagne	Résolution – Etude sur les frais terminaux	453	582, 761, 766, 805
3000.2	Grande-Bretagne	Résolution – Etude sur les frais de transit du courrier à découvert	454	580, 760
3000.3	CE	Résolution – Etude permanente des frais terminaux	455	582, 761, 766, 805
3000.4	CE	Recommandation – Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	456	582, 759
3000.5	CE	Résolution – Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit	457	580, 759
3000.6	Canada	Résolution – Poids des dépêches-avion à inscrire sur la formule C 12 aux fins de règlement des frais terminaux et des transports aériens internes	458	585, 767, 788
3000.7	Colombie	Résolution – Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial	459	580, 760
3019.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 19, par. 1	460	566
3019.2	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 19, par. 6	462	566, 733
3019.3	Luxembourg	Art. 19, par. 9	463	600, 793, 796
3019.4	Suisse	Art. 19, par. 1	464	566
3019.5	CE	Art. 19	465	573, 606, 804
3019.6	CE	Art. 19, par. 1	467	565, 733
3019.7	CE	Art. 19, par. 1	469	566, 732
3019.8	CE	Art. 19, par. 1bis	470	565, 732
3019.9	CE	Art. 19, par. 2	470	565, 732
3019.10	CE	Art. 19, par. 10	471	567, 732
3019.11	CE	Art. 19, par. 12bis	471	565, 733
3019.12	Nouvelle-Zélande	Art. 19, par. 2bis	472	566
3019.13	Australie	Art. 19, par. 3	474	573
3019.14	Pakistan	Art. 19, par. 1bis	474	565
3019.91	CE	Art. 19bis	475	573, 606, 804
3024.1	Luxembourg	Art. 24, par. 1	476	576
3024.2	Pakistan	Art. 24, par. 1	477	600
3024.3	Pakistan	Art. 24, par. 1	477	576, 753
3024.4	Arabie saoudite	Art. 24, par. 1	478	600
3062.1	Chili	Art. 62, par. 1bis	478	577
3062.2	Amérique (Etats-Unis), Australie, Grande-Bretagne	Art. 62, par. 4	479	577, 753
3063.1	CE	Art. 63, par. 1	480	577, 753
3064.1	CE	Art. 64	482	569, 571, 749
3064.2	Afghanistan	Art. 64, par. 2	484	569, 571, 749

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
3064.91	CE	Art. 64bis	484	581, 592, 794
3064.92	Colombie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Norvège, Suisse	Art. 64bis	485	592, 794
3065.1	Chili	Art. 65	486	581, 760
3065.2	CE	Art. 65	487	581
3065.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. 65	488	581, 760
3066.1	CE	Art. 66	488	577, 753
3067.1	Suède	Art. 67, par. 4	489	582, 760
3067.2	CE	Art. 67	490	582, 759
3067.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 67	490	retirée I/2 p. 78
3067.4	Chili	Art. 67, par. 1bis	491	582
3067.5	Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie	Art. 67, par. 4	492	582
3067.91	CE	Art. 67bis	492	582, 760
3067.92	CE	Art. 67ter	493	582, 765
3069.1	Bangladesh	Art. 69	494	579
3069.2	URSS	Art. 69	495	579
3069.3	Chili	Art. 69	495	578
3069.4	Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie	Art. 69	496	579
3069.5	Argentine	Art. 69	496	578
3069.6	Chine (Rép. pop.)	Art. 69	498	579, 759
Convention, Protocole final				
3303.1	CE	Art. III, par. 1	499	565, 732
3304.1	CE	Art. IV	499	565, 732
3307.1	Italie	Art. VII	500	601, 793
3318.1	Panama (Rép.)	Art. XVIII	500	601, 793
3320.1	Panama (Rép.)	Art. XX	501	601, 793
Convention, Règlement				
3500.1	Australie	Résolution – Etablissement et règlement des comptes	502	591, 787
3569.91	CE	Chapitre I	504	594, 793

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
3569.92	Chine (Rép. pop.)	Chapitre I	505	retirée I/2 p. 78
3570.1	CE	Art. 170	505	585
3570.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 170	506	retirée I/2 p. 78
3570.3/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. 170	507	retirée I/2 p. 78
3570.4	Colombie	Art. 170, par. 1	508	retirée I/2 p. 78
3570.5	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 170, par. 3	508	593
3570.6	Rép. dém. allemande	Art. 170, par. 3	509	593
3570.7	Colombie	Art. 170	509	588
3570.8/Rev 1	Canada, Colombie	Art. 170	511	585, 766
3570.9	Grande-Bretagne	Art. 170, par. 4	512	584
3571.1	CE	Art. 171, par. 3	512	593, 793
3571.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 171	513	retirée I/2 p. 78
3571.3	URSS	Art. 171, par. 3	514	593
3571.4	Colombie	Art. 171, par. 1	514	retirée I/2 p. 78
3571.5	Rép. dém. allemande	Art. 171, par. 3	515	593
3571.6/Rev 1	Canada, Colombie	Art. 171, par. 1	515	588, 787
3571.7	Colombie	Art. 171	516	593
3572.1	Chine (Rép. pop.)	Art. 172	516	593
3572.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 172	517	retirée I/2 p. 78
3572.3	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 172, par. 1 et 2	518	593
3572.4	Rép. dém. allemande, URSS	Art. 172, par. 1 et 2	519	593
3572.5/Rev 1	Canada, Colombie	Art. 172	520	593, 794
3572.6	Colombie	Art. 172	520	593
3572.7/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. 172, par. 2	521	593
3572.91	CE	Chapitre II	522	586, 765
3572.92	Chine (Rép. pop.)	Chapitre II	523	retirée I/2 p. 78
3573.1	CE	Art. 173	523	586, 766
3573.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 173	524	retirée I/2 p. 78
3573.3	Pologne (Rép. pop.)	Art. 173, par. 1	525	retirée I/2 p. 78
3574.1	CE	Art. 174	525	586, 765
3574.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 174	526	retirée I/2 p. 78
3575.1	CE	Art. 175	526	586, 765
3575.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 175	527	retirée I/2 p. 78

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
3575.91	CE	Art. 175bis	527	586, 765
3576.1	CE	Art. 176	528	586, 765
3576.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 176	528	retirée I/2 p. 78
3576.91	URSS	Art. 176bis	529	579
3577.1	CE	Art. 177	529	586, 766
3577.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 177	530	retirée I/2 p. 78
3577.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 177	531	retirée I/2 p. 78
3577.4	Rép. dém. allemande	Art. 177, par. 2	532	586
3577.5	Rép. dém. allemande, URSS	Art. 177, par. 2	532	586
3577.6	Grande-Bretagne	Art. 177, par. 4bis	533	584
3577.91	CE	Art. 177bis	533	586, 765
3577.92	CE	Art. 177ter	534	586, 589, 788
3577.93	CE	Art. 177quater	535	586, 589, 788
3577.94	CE	Chapitre IIbis	536	586, 589, 788
3577.95	Grèce	Art. 177quater	537	589, 788
3578.1	CE	Art. 178	537	589, 787
3578.2	Canada	Art. 178, par. 2	538	589
3580.1	CE	Art. 180	539	589, 788
3580.2/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. 180	540	retirée I/2 p. 78
3581.1	Hongrie (Rép. pop.)	Art. 181, par. 2	540	590
3581.2	CE	Art. 181	541	590, 787
3581.3/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. 181	542	590
3581.4/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. 181	543	retirée I/2 p. 78
3581.5	Grande-Bretagne	Art. 181, par. 6	543	584, 590
3581.91	Chine (Rép. pop.)	Chapitre III	544	598, 795
3582.1	CE	Art. 182	545	590, 626, 787
3582.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 182	546	retirée I/2 p. 78
3582.3	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 182, par. 5	546	590, 597
3583.1	CE	Art. 183	546	590, 787
3583.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 183	547	retirée I/2 p. 78
3584.1	CE	Art. 184	547	590, 787
3584.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 184	548	590
3585.1	CE	Art. 185	548	590, 787

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
3585.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 185	549	retirée I/2 p. 78
3585.3	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 185, par. 4	550	590
3585.4	Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	Art. 185	550	590
3586.1	CE	Art. 186	551	590, 787
3586.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 186	552	retirée I/2 p. 78
3587.1 R	Luxembourg	Art. 187	552	564, 732
3587.2	CE	Art. 187	553	591, 787
3587.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 187	554	591
3587.4	Rép. dém. allemande	Art. 187, par. 3	555	564, 591, 596
3588.1	Chili	Art. 188, par. 1	555	598, 795
3588.2	CE	Art. 188	556	598, 795
3589.1	CE	Art. 189	557	598, 793
3589.2	Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	Art. 189	557	598
3590.1	CE	Art. 190	558	586, 765
3590.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 190	558	retirée I/2 p. 78
3590.3	Rép. dém. allemande	Art. 190, par. 3	559	598
3590.4	Grande-Bretagne	Art. 190, par. 3	559	584
Convention, Formules				
3903.1/Rev 1	Canada, Colombie	Formule AV 3bis	561	598, 796, 825
3912.1 R/Rev 1	Luxembourg	Formule C 12ter	561	564, 734, 812
3912.2/Rev 1	Canada, Colombie	Formule C 12bis	562	598, 825
3912.3	CE	Formule C 12bis	564	598, 822
3912.4	CE	Formule C 12ter	566	599, 796, 822, 825
3912.5	Chine (Rép. pop.)	Formule C 12bis	568	retirée I/2 p. 78
3912.6	Chine (Rép. pop.)	Formule C 12ter	570	retirée I/2 p. 78
3912.7	Chine (Rép. pop.)	Formule C 12bis	572	retirée I/2 p. 78
3912.8	Chine (Rép. pop.)	Formule C 12ter	574	retirée I/2 p. 78
3912.9	Colombie	Formule C 12bis	576	retirée I/2 p. 78
3912.10	Colombie	Formule C 12bis	576	598, 822
3912.11	Colombie	Formule C 12ter	578	599, 822

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Formules				
3915.1	CE	Formule C 15	580	599, 796, 825
3915.2	CE	Formule C 15bis	581	599, 796, 825
3915.3	CE	Formule C 15ter	583	599, 796, 825
3915.4	Chine (Rép. pop.)	Formule C 15	585	retirée I/2 p. 78
3915.5	Chine (Rép. pop.)	Formule C 15bis	585	retirée I/2 p. 78
3915.6	Chine (Rép. pop.)	Formule C 15ter	586	retirée I/2 p. 78
3915.7	Chine (Rép. pop.)	Formule C 15bis	586	retirée I/2 p. 78
3915.8	Chine (Rép. pop.)	Formule C 15ter	588	retirée I/2 p. 78
3915.9 R	Luxembourg	Formule C 15ter	590	564, 734, 812
3916.1	CE	Formule C 16	590	599, 796, 825
3916.2	Chine (Rép. pop.)	Formule C 16	592	retirée I/2 p. 78
3917.1	CE	Formule C 17	592	599, 796, 825, 827
3917.2/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Formule C 17	593	599, 822
3917.3	Chine (Rép. pop.)	Formule C 17	595	retirée I/2 p. 78
3917.4	Rép. dém. allemande	Formule C 17	597	599, 822
3917.91	CE	Formule C 17bis	599	599, 796, 826, 827
3917.92	CE	Formule C 17ter	601	599, 796, 826, 827
3920.1	CE	Formule C 20	603	599, 822
3920.2	CE	Formule C 20bis	606	600, 796, 826
3920.3	Chine (Rép. pop.)	Formule C 20	609	599, 822
3920.4	Chine (Rép. pop.)	Formule C 20bis	611	retirée I/2 p. 78
3920.5	URSS	Formule C 20	613	599, 796, 826
3921.1	URSS	Formule C 21	616	600
3921.2	URSS	Formule C 21bis	618	600
3928.1	Chine (Rép. pop.)	Formule C 28bis	618	retirée I/2 p. 78
3928.2	CE	Formule C 28bis	619	600, 796, 826, 827
3962.1	CE	Formule AV 12	619	600, 796, 826

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention (poste aérienne)				
4000.1	CE	Recommandation – Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances-avion	623	607, 754
4000.2	CE	Recommandation – Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	625	609
4000.3	CE	Résolution – Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion	627	611, 766
4000.4/Rev 1	CE	Résolution – Taux de base du transport aérien du courrier	628	618, 788
4000.5	Grande-Bretagne	Recommandation – Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	629	609, 766
4071.1	CE	Art. 71	631	606, 753
4071.91	CE	Art. 71bis	631	606, 753
4072.1	CE	Art. 72	632	606, 753
4073.1	CE	Art. 73	632	606, 753
4074.1	CE	Art. 74	633	606, 753
4075.1	CE	Art. 75	633	606, 753
4076.1	CE	Art. 76	633	606, 753
4077.1	CE	Art. 77	634	606, 753
4078.1	URSS	Art. 78	634	609
4078.91	Brésil	Art. 78bis	635	609
4078.92	Amérique (Etats-Unis)	Art. 78bis, par. 4	636	609
4079.1	CE	Art. 79	636	607, 753
4080.1	CE	Art. 80	637	607, 753
4080.2	Grande-Bretagne	Art. 80	637	607, 804
4080.3	Argentine	Art. 80, par. 1	638	607
4080.4	Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie	Art. 80, par. 2	639	607
4081.1	CE	Art. 81	639	607, 753
4081.2	Grande-Bretagne	Art. 81, par. 1	640	607
4081.3	Argentine	Art. 81, par. 2	640	607, 754, 793
4081.4	Espagne	Art. 81, par. 2	641	607, 754, 793
4081.5	Chine (Rép. pop.)	Art. 81, par. 2	642	607, 754, 793
4082.1	CE	Art. 82, par. 4	642	622, 804
4082.2	CE	Art. 82, par. 4	643	623, 805
4082.3	Egypte	Art. 82, par. 4bis	643	623
4083.1	CE	Art. 83, par. 3	644	623, 804
4083.2/Rev 2	Grande-Bretagne	Art. 83, par. 6bis	645	356, 622, 805
4084.1	CE	Art. 84, par. 2	646	625, 793

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention (poste aérienne)				
4086.1	CE	Art. 86, par. 2	646	611, 765
4086.2	Chili	Art. 86, par. 1	647	611
4086.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 86, par. 2	647	611
4089.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 89	648	607
4090.1	CE	Art. 90	649	606, 753
4090.2	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 90	649	607
Convention, Protocole final (poste aérienne)				
4321.1	CE	Art. XXI	650	606, 753
4326.91	Chine (Rép. pop.)	Art. XXVibis	650	371
4326.92	Papouasie – Nouvelle-Guinée, Vanuatu	Art. XXVIII	651	371
4326.93	El Salvador	Art. XXVIII	651	371
4326.94	Dominicaine (Rép.)	Art. XXVIII	651	371
4326.95	Guatemala	Art. XXVIII	652	371
4327.1	Tchécoslovaquie	Art. XXVII	652	805
4327.2	Rép. dém. allemande	Art. XXVII	653	625, 795
4327.3	Canada	Art. XXIbis	653	371
4327.4	Brésil	Art. XXVII	653	371
Convention, Règlement (poste aérienne)				
4600.1	CE	Art. 200	654	625, 793
4601.1	CE	Art. 201	654	624, 804
4601.2	Grande-Bretagne	Art. 201, par. 1	655	625, 794
4602.1	CE	Art. 202, par. 1	655	624, 804
4602.2/Rev 1	Canada	Art. 202, par. 5	656	624, 804
4605.1	Suisse	Art. 205, par. 3bis	656	609, 766
4605.2	URSS	Art. 205	657	610
4606.1	CE	Art. 206, par. 1	658	622
4606.2	Suisse	Art. 206, par. 4	658	609, 766
4607.1	CE	Art. 207, par. 1bis	659	610, 767, 795, 828
4607.2	Suisse	Art. 207, par. 1bis	662	609, 766, 795
4607.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 207	662	610, 765, 793
4608.1	CE	Art. 208, par. 2bis	663	616, 789
4608.91	URSS	Art. 208bis	663	616
4612.1	CE	Art. 212	664	624, 804
4613.1	CE	Art. 213	664	624, 804

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Convention, Règlement (poste aérienne)</i>				
4614.1	CE	Art. 214, par. 1 et 4	665	624, 804
4615.1	CE	Art. 215, par. 3bis	665	625, 793
4615.2	CE	Art. 215, par. 1	666	625, 793
4615.3	Grande-Bretagne	Art. 215, par. 2bis	666	625, 795
4617.1	Brésil	Art. 217, par. 2	667	610, 767, 800
4619.1	CE	Art. 219	667	626, 793
4620.1	CE	Art. 220, par. 2	668	625, 793
4620.2	Canada	Art. 220, par. 1	668	626, 796, 805
4621.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 221	669	626, 795
4622.1	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 222	670	626, 795
4622.2	Rép. dém. allemande	Art. 222, par. 8	671	626, 793
4624.1	Brésil	Art. 224	671	610, 767, 800, 827
4625.1	Brésil	Art. 225	672	610, 767, 800
4626.1	Suisse	Art. 226, par. 1	672	626, 795
4627.1	CE	Art. 227, par. 2	673	626, 793
4627.2	CE	Art. 227	674	496, 626, 793
<i>Convention, Formules (poste aérienne)</i>				
4903.1	URSS	Formule AV 3	675	626, 800
4903.2	URSS	Formule AV 3bis	677	626, 800
4904.1	CE	Formule AV 4	677	625, 796, 827
4907.1/Rev 1	Brésil	Formule AV 7	678	610, 767, 800, 822
4908.1	Canada	Formule AV 8	679	606, 820
4908.2	Canada	Formule AV 8	679	606, 820
4908.91	CE	Formule AV 8ter	680	616, 789, 823
4908.92	Chili	Formule AV 8ter	681	616, 822
<i>Colis, Arrangement</i>				
5000.1	Suisse	Vœu – Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux	685	633, 730
5000.2/Rev 1	Suède	Résolution – Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international	686	632, 642, 749

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Arrangement				
5000.3	CE	Résolution – Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle	687	313, 630, 744
5000.4	CE	Recommandation – Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT	689	313, 630, 744
5000.5	CE	Recommandation – Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU	690	313, 630, 744
5000.6/Rev 1	Colombie	Résolution – Introduction et extension du service des colis postaux	691	631, 727
5002.1	Finlande, Italie	Art. 2, par. 1 et 2	693	631, 726
5004.1	Norvège, Belgique	Art. 4, par. 3	694	631, 728
5005.1	Finlande	Art. 5	694	631, 726
5005.91	Canada	Art. 5bis	695	642, 750, 755, 761, 766
5010.1	Pakistan	Art. 10, par. 2	696	631, 728
5013.1	Pakistan	Art. 13, lettre n)	696	630, 726
5014.1	Pakistan	Art. 14, par. 1	697	631, 728
5014.2	Pakistan	Art. 14, par. 1	697	642, 749
5021.1	Chili	Art. 21, par. 5	698	643, 748
5023.1	Finlande	Art. 23, par. 1	698	634, 730, 765
5023.2	Pologne (Rép. pop.)	Art. 23, par. 1	699	634
5027.1	Bangladesh	Art. 27	700	634
5028.1	Pakistan	Art. 28, par. 2	700	631, 728
5029.1/Rev 2	Hongrie (Rép. pop.)	Art. 29, par. 2	701	634, 730
5031.1	Pakistan	Art. 31, par. 1	701	630, 726
5035.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 35, par. 2	702	634, 729
5039.1	Luxembourg	Art. 39, par. 7	702	644, 748
5039.2	Finlande	Art. 39, par. 3	703	644, 750, 766
5039.3	Brésil	Art. 39, par. 3	704	643
5039.4	Autriche, Belgique, Suisse	Art. 39, par. 10	704	644, 749
5039.5	Norvège	Art. 39, par. 3 et 4	705	643, 748
5039.6	Pakistan	Art. 39, par. 3	706	643
5039.7	Iraq	Art. 39, par. 3	706	643
5042.1	Allemagne, Rép. féd. d', Turquie	Art. 42, par. 4707	707	646, 748
5042.2/Rev 1	Jordanie	Art. 42, par. 3	708	645
5043.1	Grande-Bretagne	Art. 43, par. 2 à 4	708	646, 749
5043.2	Tchécoslovaquie	Art. 43, par. 4	709	646, 749
5043.3	Tchécoslovaquie	Art. 43, par. 4bis	710	646, 749
5046.1/Rev 1	Finlande	Art. 46, par. 1	710	635, 730, 733

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Arrangement</i>				
5046.2	CE	Art. 46, par. 1	711	635, 730, 733
5046.3	CE	Art. 46	713	635, 730, 733
5046.4	Pakistan	Art. 46, par. 1	714	635
5047.1/Rev 1	Finlande	Art. 47, par. 1	715	636, 733
5047.2	CE	Art. 47, par. 1	715	636, 732
5048.1/Rev 1	Finlande	Art. 48, par. 2	719	636, 734
5048.2	CE	Art. 48, par. 2	720	636, 732
5050.1	Pakistan	Art. 50	722	631, 728
5051.1	CE	Art. 51, par. 4 et 5	723	624, 630, 793
5051.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 51, par. 5	724	624, 630
5056.1	CE	Art. 56	724	462, 647, 748
<i>Colis, Protocole final</i>				
5301.1	Afghanistan	Art. I, par. 1 et 2	726	649, 653, 750
5301.2	Chili	Art. I	726	649, 653, 748
5301.3	Egypte	Art. I, par. 1 et 1bis	727	649, 750
5301.4	Pakistan	Art. I	727	652, 759
5301.5	Brésil	Art. I	728	652, 759
5301.6	Grèce	Art. I	728	652, 759
5301.7	Sri Lanka	Art. I	728	652, 759
5301.8	Bulgarie (Rép. pop.)	Art. I	729	652, 759
5301.9	Tchécoslovaquie	Art. I	729	652, 759
5301.10	Somalie	Art. I	729	652, 759
5301.11	Bahrain	Art. I	730	653
5301.12	Rép. dém. allemande	Art. I	730	653
5301.13	Ethiopie	Art. I	731	653
5301.14	Zimbabwe	Art. I	731	653
5301.15	Papouasie – Nouvelle-Guinée	Art. I	731	653
5301.16	Kenya	Art. I	732	653
5301.17	Malaisie	Art. I	732	653
5301.18	Singapour	Art. I	732	653
5301.19	Brunei Darussalam	Art. I	733	653
5301.20	Yémen (Rép. dém. pop.)	Art. I	733	653
5301.21	Yémen (Rép. arabe)	Art. I	733	653
5301.22	Zambie	Art. I	734	653
5301.23	Jordanie	Art. I	734	653

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Protocole final</i>				
5301.24	Syrienne (Rép. arabe)	Art. I	734	653
5301.25	Viet Nam	Art. I	735	653
5301.26	Ghana	Art. I	735	653
5301.27	Vénézuéla	Art. I	735	653
5301.28	Ouganda	Art. I	736	653
5301.29	Israël	Art. I	736	653
5301.30	Algérie	Art. I	736	653
5301.31	Bénin	Art. I	737	653
5301.32	Congo (Rép. pop.)	Art. I	737	653
5301.33	Liban	Art. I	737	653
5301.34	Sierra Leone	Art. I	738	653
5301.35	Iraq	Art. I	738	653
5301.36	Népal	Art. I	738	653
5301.37	Mongolie (Rép. pop.)	Art. I	739	653
5301.38	Gambie	Art. I	739	653
5301.39	Gabon	Art. I	739	653
5301.40	Angola	Art. I	740	653
5301.41	El Salvador	Art. I	740	653
5302.1	Afghanistan	Art. II	740	649, 748
5302.2	Egypte	Art. II	741	649, 748
5302.3	France	Art. II	742	652, 759
5302.4	Bahrain	Art. II	742	359
5302.5	Australie	Art. II	743	359
5302.6	Inde	Art. II	743	359
5302.7	Zimbabwe	Art. II	744	359
5302.8	Zambie	Art. II	744	359
5304.1	Brésil	Art. IV	745	649, 748
5304.2	Portugal	Art. IV	745	649, 748
5304.3	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. IV	746	649, 748
5304.4	France	Art. IV	746	653, 759
5304.5	Grèce	Art. IV	747	653, 759
5304.6	Finlande	Art. IV	747	653, 759
5304.7	Espagne	Art. IV	748	653, 759
5306.1/Rev 2	Portugal	Art. VI, par. 6bis	748	650, 653, 760
5306.2	Egypte	Art. VI, par. 4	749	650, 748
5306.3	France	Art. VI, par. 1	749	653, 759
5306.4	Espagne	Art. VI, par. 6bis	750	653, 759
5307.1	Panama (Rép.)	Art. VII, par. 2bis	750	647, 748
5307.2	France	Art. VII, par. 1	751	654, 759
5307.3	Liban	Art. VII, par. 2	751	359

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Protocole final</i>				
5310.1	Costa-Rica	Art. X	752	654, 759
5312.1	Iraq	Art. XII	752	359
5313.1	Brésil	Art. XIII, par. 3	752	654, 759
5313.2	El Salvador	Art. XIII, par. 1	753	359
5313.3	Dominicaine (Rép.)	Art. XIII, par. 1	753	359
5313.4	Zimbabwe	Art. XIII, par. 1	753	359
5313.5	Angola	Art. XIII, par. 1	754	359
5313.6	Guatemala	Art. XIII, par. 1	754	359
5314.1	Liban	Art. XIV	754	359
5314.2	Mauritanie	Art. XIV	755	359
5314.3	Guinée	Art. XIV	755	359
5314.4	Angola	Art. XIV	755	359
<i>Colis, Règlement</i>				
5500.1	CE	Résolution – Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	756	637, 732
5500.2	CE	Résolution – Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes	757	637, 732
5501.1	Suisse	Art. 101, par. 1	758	637, 734
5502.1	Canada	Art. 102, par. 5	758	647, 748
5505.1	CE	Art. 105, par. 1	759	648
5505.2	CE	Art. 105, par. 1	760	648, 748
5508.1/Rev 1	Autriche	Art. 108	761	654, 760
5508.2/Rev 1	Japon	Art. 108	762	654
5508.3/Rev 2	Nouvelle-Zélande	Art. 108, lettre ebis)	763	654
5508.4	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 108	764	654, 759
5511.1	Pakistan	Art. 111, par. 2	765	631, 728
5512.1	Pakistan	Art. 112	765	642, 750
5519.1	Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	Art. 119, par. 1 et 3	766	637, 732
5520.1	Chine (Rép. pop.)	Art. 120, par. 2	767	637
5520.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 120, par. 3	767	630, 728, 765
5521.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 121, par. 4	768	638, 734
5521.2	Canada	Art. 121, par. 4	769	retirée I/2 p. 88
5525.1	Chine (Rép. pop.)	Art. 125, par. 6	769	630, 728, 765
5525.2	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 125, par. 4	770	638, 732
5526.1	France	Art. 126, par. 5	770	638, 732
5526.2	Hongrie (Rép. pop.)	Art. 126, par. 8	771	638

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Règlement				
5527.1	Pologne (Rép. pop.)	Art. 127, par. 2	771	638
5532.1/Rev 1	Emirats arabes unis	Art. 132, par. 3	772	630, 796
5533.1	France	Art. 133, par. 3	773	639, 732
5537.1	Pakistan	Art. 137, par. 1	773	631, 728
5538.1/Rev 1	Hongrie (Rép. pop.)	Art. 138, par. 3	774	634, 730
5538.91	CE	Art. 138bis	774	643, 750
5541.1	Pakistan	Art. 141	775	642, 750
5550.1	Rép. dém. allemande	Art. 150, par. 4	775	655, 764, 809
5550.2/Rev 1	Rép. dém. allemande	Art. 150, par. 5	776	655, 764, 809
5550.3	Rép. dém. allemande	Art. 150, par. 4	777	655, 764, 809
5550.4	Nouvelle-Zélande	Art. 150	777	655
5550.5	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 150, par. 5	779	655, 764, 809
5550.6	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 150	780	655, 764, 809
5552.1	Nouvelle-Zélande	Art. 152	781	655
5552.2	Roumanie (Rép. soc.)	Art. 152, par. 2	781	655, 764, 809
5552.3	Suède	Art. 152, par. 2	782	656, 764, 809
Colis, Formules				
5902.1	CE	Formule C 2/CP 3	783	639, 734, 812
5902.2/Rev 2	Nouvelle-Zélande	Formule CP 2	786	655
5911.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule CP 11	786	639, 734, 812
5911.2/Rev 1	France	Formule CP 11	787	639, 734, 812
5911.3/Rev 2	Nouvelle-Zélande	Formule CP 11	787	654
5911.4	Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	Formule CP 11	788	637, 734, 812
5917.1	Nouvelle-Zélande	Formule CP 17	788	655
5918.1	Nouvelle-Zélande	Formule CP 18	789	655
5920.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule CP 20	789	640, 734, 812
5920.2/Rev 1	France	Formule CP 20	790	640, 734, 812
5920.3/Rev 2	Nouvelle-Zélande	Formule CP 20	790	654

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Mandats, Arrangement				
6000.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution	793	661, 674, 683, 745, 760
6000.2	CE	Décision – Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	858	667, 730, 738
6001.1	Japon	Art. 1, par. 2	859	661
6001.2	Italie	Art. 1, par. 2	860	661, 723
6002.1	Japon	Art. 2, par. 2	860	662
6002.2	Japon	Art. 2, par. 2bis	861	662, 723
6004.1	Autriche	Art. 4, par. 5	862	662, 723
6004.2	Japon	Art. 4, par. 3bis	862	662
6004.3	Japon	Art. 4, par. 5 et 5bis	863	662, 723
6005.1	Japon	Art. 5, par. 2 et 4bis	863	663, 723, 728
6006.1	Japon	Art. 6, par. 2	864	663
6009.1	Suisse	Art. 9, par. 6.3	865	663
6009.2	France	Art. 9, par. 6.2	865	663, 723
6010.1	Japon	Art. 10, par. 3	866	670
6012.1	Suisse	Art. 12, par. 4	866	670
16 004.1	Finlande	Art. 4, par. 1	867	retirée I/2 p. 92

Mandats, Règlement

65 0201.1	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Art. 201 RE	868	665, 729
65 0202.1	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Art. 202 RE, par. 2 et 4	868	665, 730, 734, 737
65 0202.2	Japon	Art. 202 RE, par. 4bis	869	666
65 0302.1	Japon	Art. 302 RE, par. 3bis	870	666
65 0303.1	Japon	Art. 303 RE, par. 6bis	870	666, 730
65 0303.2	France	Art. 303 RE, par. 6	871	666, 729
65 0304.1	Japon	Art. 304 RE, par. 2	871	667, 729
65 0305.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 305 RE	872	667, 729
65 0307.1	Suisse	Art. 307 RE, par. 1	873	668, 729
65 0315.1	Suisse	Art. 315 RE	874	668, 730
65 0401.1	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Art. 401 RE	874	669, 729
65 0402.1	Japon	Art. 402 RE	875	669
65 0604.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 604 RE	875	669, 729
65 0608.1	Suisse	Art. 608 RE, par. 2 et 7	876	669, 730, 739
65 0608.2	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 608 RE, par. 7	877	669, 730, 739

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Mandats, Règlement				
65 0609.1	France	Art. 609 RE, par. 8	877	670, 730
65 0613.1	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Art. 613 RE, par. 2.1	878	670, 729
65 0703.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 703 RE	879	672, 739
65 1101.1	France	Art. 1101 RE, par. 7	879	673, 738
65 1104.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Art. 1104 RE, chiffre 2°	880	673, 739
65 1202.1	Chili	Art. 1202 RE, par. 1bis	880	673, 739
65 1302.1	Autriche	Art. 1302 RE, par. 1	881	673, 738
Mandats, Formules				
6900.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules	882	674, 745, 815
6903.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule MP 3	897	674, 739, 812
6914.1	Allemagne, Rép. féd. d'	Formule MP 14	897	674, 739, 812
6916.91	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Formule MP 16bis	898	665, 674, 730, 813
Chèques, Arrangement				
7000.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution	905	674, 745, 760
7001.1	Japon	Art. 1	969	675, 738
7001.2	Japon	Art. 1bis et 1ter	970	675
7002.1	Japon	Art. 2	971	675, 739
7003.1	France	Art. 3, par. 6	972	675, 738
7003.2	France	Art. 3, par. 7	973	675, 738
7003.3/Rev 1	Autriche	Art. 3, par. 4	973	675, 738
7003.4	Japon	Art. 3, par. 7	974	675
7007.1	Japon	Art. 7, par. 5	975	676
7009.1 R	France	Art. 9, par. 2	975	676, 738
7012.1	Luxembourg	Art. 12, par. 3	976	677, 738
7014.1	Luxembourg	Art. 14, par. 1 et 2	976	677, 738
7017.1	Japon	Art. 17, par. 1	977	677, 738
Chèques, Règlement				
75 0101.1	Japon	Art. 101 RE	978	679
75 0102.1	Suisse	Art. 102 RE, par. 5 et 6	978	679, 741
75 0102.2	Pays-Bas	Art. 102 RE, par. 1	979	679, 740

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Chèques, Règlement				
75 0102.3	Japon	Art. 102 RE	980	679
75 0103.1	Espagne	Art. 103 RE, par. 2	980	680, 741
75 0201.1	Luxembourg	Art. 201 RE, par. 5	981	680, 740
75 0201.2	Luxembourg	Art. 201 RE, par. 6	981	680, 740
75 0301.1	Suisse	Art. 301 RE, par. 3 et 4	982	680, 741
75 0313.1	France	Art. 313 RE, par. 3	983	681, 740
75 0313.2	France	Art. 313 RE, par. 4	984	681, 740
75 0317.1	Espagne	Art. 317 RE	984	681, 741
75 1301.1	Suisse	Art. 1301 RE, par. 2	985	682, 740
75 1301.2	Luxembourg	Art. 1301 RE, par. 1	986	682, 740
75 1302.1	France	Art. 1302 RE, par. 1 et 3	986	682, 741
75 1302.2	France	Art. 1302 RE, par. 1 à 6	987	682, 740
Chèques, Formules				
7900.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules	988	683, 813
7914.1	Luxembourg	Formule VP 14	989	683, 741, 813
7915.1	Luxembourg	Formule VP 15	989	683, 741, 813
Remboursements, Arrangement				
8000.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution	993	683, 745, 760
Remboursements, Règlement				
85 0202.1	Norvège, Suisse	Art. 202 RE	1023	684, 740
85 0301.1	Suisse	Art. 301 RE, par. 2	1024	684, 740
85 0303.1	Norvège, Suisse	Art. 303 RE, par. 1 et 3	1025	684, 741, 745
85 0305.1	Norvège, Suisse	Art. 305 RE, par. 3	1026	685, 740
85 0601.91	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Art. 601bis RE	1026	685, 741

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Remboursements, Formules</i>				
8900.1	CE	Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules	1028	684
8903.91	Norvège, Suisse	Formule R 3bis	1029	683, 741, 813
8906.91	Norvège, Suisse	Formule R 6bis	1032	683, 741, 813
8911.91	Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	Formule R 11	1035	684, 741, 813

B. Selon leur origine

I. Propositions individuelles

Origine	Propositions	Nombre
1. Afghanistan	2568.4, 3064.2, 5301.1, 5302.1	4
2. Algérie	5301.30	1
3. Allemagne, Rép. féd. d'	2513.1, 2522.1, 2527.1, 2543.1, 2562.2, 2592.1, 2595.1, 2910.1, 2911.1, 3019.1, 3019.2, 5035.1, 5304.3, 5508.4, 5521.1, 5525.2, 5911.1, 5920.1, 65 0305.1, 65 0604.1, 65 0608.2, 65 0703.1, 65 1104.1, 6903.1, 6914.1	25
4. Amérique (Etats-Unis)	2000.5, 2000.22, 2034.2, 2036.3, 2325.91, 2326.92, 2509.6, 2513.2, 2513.3, 2529.1, 2535.2, 2562.8/Rev 1, 2562.9, 2562.10, 2565.8, 3065.3, 4078.92	17
5. Angola	2312.7, 5301.40, 5313.5, 5314.4	4
6. Arabie saoudite	2030.1, 2539.3, 3024.4	3
7. Argentine	027, 1520.2, 2501.5, 2513.92, 3069.5, 4080.3, 4081.3	7
8. Australie	2008.2, 2326.94, 2527.3, 2555.4, 2562.7, 3019.13, 3500.1, 5302.5	8
9. Autriche	5508.1/Rev 1, 6004.1, 65 1302.1, 7003.3/Rev 1	4
10. Bahrain	5301.11, 5302.4	2
11. Bangladesh	2000.3, 3069.1, 5027.1	3
12. Belgique	2031.1, 2031.6, 2554.1, 2594.1, 2596.1, 2596.2	6
13. Bénin	5301.31	1
14. Bolivie	2312.5	1
15. Brésil	2000.13, 2022.1, 2031.3, 2050.3, 2307.91, 2314.2, 2326.93, 2536.1, 2539.2, 2547.3, 2564.2, 2565.2, 4078.91, 4327.4, 4617.1, 4624.1, 4625.1, 4907.1/Rev 1, 5039.3, 5301.5, 5304.1, 5313.1	22
16. Brunei Darussalam	5301.19	1
17. Bulgarie (Rép. pop.)	1502.3, 1519.1, 5301.8	3
18. Canada	2000.6/Rev 1, 2000.7, 2000.8, 2000.9, 2000.10, 2000.20, 2032.2/Rev 2, 2325.92, 2509.5, 2513.6, 2543.3, 2547.4, 2555.3, 2556.3, 2557.1, 2562.5, 2562.6, 2563.2, 2568.2, 2912.3, 2927.1, 2928.3, 3000.6, 3578.2, 4327.3, 4602.2/Rev 1, 4620.2, 4908.1, 4908.2, 5005.91, 5502.1, 5521.2	32
19. Chili	2000.11, 2055.1, 2057.1, 2058.5, 2314.3, 2500.3, 2501.3, 2501.6, 2513.8, 2541.1, 2543.2, 2565.1, 2592.2, 2931.2, 2933.92, 3062.1, 3065.1, 3067.4, 3069.3, 3588.1, 4086.2, 4908.92, 5021.1, 5301.2, 65 1202.1	25
20. Chine (Rép. pop.)	1007.1, 2312.1, 2314.1, 2556.1, 2562.3, 2564.3, 2565.4, 2912.1, 2918.3, 2928.1, 3067.3, 3069.6, 3569.92, 3570.2, 3570.3/Rev 1, 3571.2, 3572.1, 3572.2, 3572.7/Rev 1, 3572.92, 3573.2, 3574.2, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3577.3, 3580.2/Rev 1, 3581.3/Rev 1, 3581.4/Rev 1, 3581.91, 3582.2, 3583.2, 3584.2, 3585.2, 3586.2, 3587.3, 3590.2, 3912.5, 3912.6, 3912.7, 3912.8, 3915.4, 3915.5, 3915.6, 3915.7, 3915.8, 3916.2, 3917.2/Rev 1, 3917.3, 3920.3, 3920.4, 3928.1, 4081.5, 4086.3, 4326.91, 4607.3, 5051.2, 5520.1, 5520.2, 5525.1	60
21. Colombie	1010.91, 1502.7, 2035.4, 2036.7, 2314.4, 2501.4, 2556.4, 2556.5, 2912.4, 2912.5, 3000.7, 3570.4, 3570.7, 3571.4, 3571.7, 3572.6, 3912.9, 3912.10, 3912.11, 5000.6/Rev 1	20
22. Congo (Rép. pop.)	5301.32	1
23. Corée (Rép.)	2004.1, 2514.1	2
24. Costa-Rica	5310.1	1
25. Djibouti	2312.2, 2313.1, 2314.5, 2316.1, 2325.1	5

Répertoire des propositions selon leur origine

Origine	Propositions	Nombre
26. Dominicaine (Rép.)	4326.94, 5313.3	2
27. Egypte	2050.5/Rev 1, 4082.3, 5301.3, 5302.2, 5306.2	5
28. El Salvador	4326.93, 5301.41, 5313.2	3
29. Emirats arabes unis	2568.3/Rev 1, 5532.1/Rev 1	2
30. Espagne	2035.5, 4081.4, 5304.7, 5306.4, 75 0103.1, 75 0317.1	6
31. Ethiopie	5301.13	1
32. Finlande	2006.2, 5005.1, 5023.1, 5039.2, 5046.1/Rev 1, 5047.1/Rev 1, 5048.1/Rev 1, 5304.6, 16 004.1	9
33. France	2325.93/Rev 1, 2326.91, 5302.3, 5304.4, 5306.3, 5307.2, 5526.1, 5533.1, 5911.2/Rev 1, 5920.2/Rev 1, 6009.2, 65 0303.2, 65 0609.1, 65 1101.1, 7003.1, 7003.2, 7009.1 R, 75 0313.1, 75 0313.2, 75 1302.1, 75 1302.2	21
34. Gabon	5301.39	1
35. Gambie	5301.38	1
36. Ghana	5301.26	1
37. Grande-Bretagne	026, 2000.16, 2000.17, 2000.18/Rev 1, 2000.19, 2030.91, 2032.3, 2535.1, 2547.2, 2551.1, 2554.2, 3000.1, 3000.2, 3570.9, 3577.6, 3581.5, 3590.4, 4000.5, 4080.2, 4081.2, 4083.2/Rev 2, 4601.2, 4615.3, 5043.1	24
38. Grèce	3577.95, 5301.6, 5304.5	3
39. Guatémala	4326.95, 5313.6	2
40. Guinée	2316.3, 5314.3	2
41. Hongrie (Rép. pop.)	07, 1504.1, 3581.1, 5029.1/Rev 2, 5526.2, 5538.1/Rev 1	6
42. Inde	2565.7, 5302.6	2
43. Iraq	1021.2, 2031.5, 2310.1, 2312.6, 2316.4, 2325.94, 2914.3, 5039.7, 5301.35, 5312.1	10
44. Israël	5301.29	1
45. Italie	2033.1, 2042.3, 3307.1, 6001.2	4
46. Japon	08, 2523.1, 2532.3, 2533.2/Rev 1, 2535.3, 5508.2/Rev 1, 6001.1, 6002.1, 6002.2, 6004.2, 6004.3, 6005.1, 6006.1, 6010.1, 65 0202.2, 65 0302.1, 65 0303.1, 65 0304.1, 65 0402.1, 7001.1, 7001.2, 7002.1, 7003.4, 7007.1, 7017.1, 75 0101.1, 75 0102.3	27
47. Jordanie	2055.2, 2057.2, 5042.2/Rev 1, 5301.23	4
48. Kenya	5301.16	1
49. Liban	2312.4, 5301.33, 5307.3, 5314.1	4
50. Luxembourg	2020.1, 2526.1, 2527.2, 3019.3, 3024.1, 3587.1 R, 3912.1 R/Rev 1, 3915.9 R, 5039.1, 7012.1, 7014.1, 75 0201.1, 75 0201.2, 75 1301.2, 7914.1, 7915.1	16
51. Malaisie	5301.17	1
52. Malte	2301.1	1
53. Mauritanie	2316.2, 5314.2	2
54. Mongolie (Rép. pop.)	5301.37	1
55. Népal	2312.3, 5301.36	2
56. Norvège	2050.4, 5039.5	2

Répertoire des propositions selon leur origine

Origine	Propositions	Nombre
57. Nouvelle-Zélande	1705.1/Rev 1, 2522.2, 2522.3, 2532.2, 2533.1/Rev 1, 2534.1, 2903.1/Rev 1, 2909.3, 3019.12, 5508.3/Rev 2, 5550.4, 5552.1, 5902.2/Rev 2, 5911.3/Rev 2, 5917.1, 5918.1, 5920.3/Rev 2	17
58. Ouganda	5301.28	1
59. Pakistan	2002.1, 2018.2/Rev 1, 2026.1, 2033.2, 2035.3, 2036.5, 2036.6, 2038.1, 2040.1, 2530.2, 2541.3, 2544.1, 2545.2, 2907.1, 3019.14, 3024.2, 3024.3, 5010.1, 5013.1, 5014.1, 5014.2, 5028.1, 5031.1, 5039.6, 5046.4, 5050.1, 5301.4, 5511.1, 5512.1, 5537.1, 5541.1	31
60. Panama (Rép.)	3318.1, 3320.1, 5307.1	3
61. Papouasie – Nouvelle-Guinée	5301.15	1
62. Pays-Bas	75 0102.2	1
63. Pérou	014	1
64. Pologne (Rép. pop.)	2042.1, 2046.2, 3573.3, 5023.2, 5527.1	5
65. Portugal	5304.2, 5306.1/Rev 2	2
66. Rép. dém. allemande	2501.1/Rev 1, 2565.3, 3570.6, 3571.5, 3577.4, 3587.4, 3590.3, 3917.4, 4327.2, 4622.2, 5301.12, 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3	14
67. Roumanie (Rép. soc.)	2036.2, 2501.2, 2503.1, 2561.1, 2564.5, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 3570.5, 3572.3, 3582.3, 3585.3, 4089.1, 4090.2, 4621.1, 4622.1, 5550.5, 5550.6, 5552.2	19
68. Sénégal	2036.4, 2043.1	2
69. Sierra Leone	06, 5301.34	2
70. Singapour	5301.18	1
71. Somalie	5301.10	1
72. Soudan	2050.6	1
73. Sri Lanka	5301.7	1
74. Suède	2000.2, 2090.92/Rev 1, 2532.1/Rev 1, 2904.1, 2908.2, 2909.2, 2914.1, 3067.1, 5000.2/Rev 1, 5552.3	10
75. Suisse	2036.1, 2509.2, 2530.1, 3019.4, 4605.1, 4606.2, 4607.2, 4626.1, 5000.1, 5501.1, 6009.1, 6012.1, 65 0307.1, 65 0315.1, 65 0608.1, 75 0102.1, 75 0301.1, 75 1301.1, 85 0301.1	19
76. Syrienne (Rép. arabe)	5301.24	1
77. Tchécoslovaquie	2058.2, 2058.3, 4327.1, 5043.2, 5043.3, 5301.9	6
78. Togo	1708.1	1
79. URSS	2001.1, 2555.2, 2563.1, 2565.6, 3069.2, 3571.3, 3576.91, 3920.5, 3921.1, 3921.2, 4078.1, 4605.2, 4608.91, 4903.1, 4903.2	15
80. Vénézuéla	5301.27	1
81. Viet Nam	5301.25	1
82. Yémen (Rép. arabe)	5301.21	1
83. Yémen (Rép. dém. pop.)	5301.20	1
84. Zambie	5301.22, 5302.8	2
85. Zimbabwe	5301.14, 5302.7, 5313.4	3
Total des propositions individuelles		589

Répertoire des propositions selon leur origine

II. Propositions collectives

Origine	Propositions	Nombre
Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Vatican, Yougoslavie	1007.2, 2008.1	2
Allemagne, Rép. féd. d', France	2020.3/Rev 1	1
Allemagne, Rép. féd. d', Suisse	65 0201.1, 65 0202.1, 65 0401.1, 65 0613.1, 6916.91, 85 0601.91, 8911.91	7
Allemagne, Rép. féd. d', Turquie	5042.1	1
Amérique (Etats-Unis), Canada, France, Grande-Bretagne, Norvège	2513.7	1
Amérique (Etats-Unis), Australie, Grande-Bretagne	3062.2	1
Amérique (Etats-Unis), Canada, Luxembourg	2547.1	1
Amérique (Etats-Unis), Grande-Bretagne	2006.92	1
Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie	3067.5, 3069.4, 4080.4	3
Argentine, Brésil	2018.3	1
Australie, Barbade, Botswana, Canada, Chypre, Inde, Lesotho, Malaisie, Malawi, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Papousie – Nouvelle-Guinée, Swaziland, Zimbabwe	028	1
Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée	2902.1, 3585.4, 3589.2, 5519.1, 5911.4	5
Autriche, Belgique, Espagne, Suisse	2050.1, 2050.2, 2052.1	3
Autriche, Belgique, Suisse	5039.4	1
Belgique, Norvège	2922.1/Rev 1	1
Canada, Colombie	2556.6/Rev 1, 2912.6/Rev 1, 3570.8/Rev 1, 3571.6/Rev 1, 3572.5/Rev 1, 3903.1/Rev 1, 3912.2/Rev 1	7
Colombie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Norvège, Suisse	3064.92	1
Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède	021, 2306.1	2
Danemark, Grande-Bretagne	2000.21	1
Espagne, Finlande	2046.1/Rev 1	1
Espagne, Italie	2545.1/Rev 2	1
Finlande, Italie	5002.1	1
France, Suisse	2551.2	1
Grande-Bretagne, Norvège	2058.1	1
Iraq, Soudan	2004.2	1
Norvège, Belgique	5004.1	1
Norvège, Suisse	85 0202.1, 85 0303.1, 85 0305.1, 8903.91, 8906.91	5
Papouasie – Nouvelle-Guinée, Vanuatu	4326.92	1
Rép. dém. allemande, URSS	3572.4, 3577.5	2
Total des propositions collectives		56

III. Propositions présentées par divers organes de l'UPU

Origine	Propositions	Nombre
Conseil exécutif	01, 02, 03, 04, 05, 09, 010, 011, 015, 016, 017, 018, 019, 022, 023, 024, 025/Rev 1, 1011.1, 1012.1, 1021.1, 1022.1, 1023.1, 1025.1, 1026.1, 1033.91, 1502.1, 1502.2, 1502.4, 1502.5, 1502.6, 1504.2, 1507.1, 1508.1, 1509.1, 1509.2, 1515.1, 1520.1, 1521.1, 1522.1/Corr 1, 1522.2, 1523.1, 1703.1, 1715.1, 1715.2, 1715.3, 1718.1, 1719.1, 1720.1, 2000.1, 2000.4, 2000.12, 2006.1, 2018.1, 2027.1, 2028.1, 2031.2, 2031.4, 2032.1, 2032.91/Rev 1, 2032.92, 2034.1, 2035.1, 2035.2, 2091.1, 2500.2, 2500.4, 2509.1, 2509.3, 2509.4, 2511.1, 2511.2, 2512.1, 2513.91, 2518.1, 2518.2, 2524.91, 2539.1, 2541.2, 2543.91, 2550.1, 2554.3, 2555.1, 2556.2, 2560.1, 2562.1, 2562.4, 2564.1, 2564.4, 2565.5, 2568.1, 2908.1, 2909.1, 2912.2, 2914.2, 2918.1, 2918.2, 2918.91, 2928.2, 2933.91, 3000.3, 3000.4, 3000.5, 3019.5, 3019.6, 3019.7, 3019.8, 3019.9, 3019.10, 3019.11, 3019.91, 3063.1, 3064.1, 3064.91, 3065.2, 3066.1, 3067.2, 3067.91, 3067.92, 3303.1, 3304.1, 3569.91, 3570.1, 3571.1, 3572.91, 3573.1, 3574.1, 3575.1, 3575.91, 3576.1, 3577.1, 3577.91, 3577.92, 3577.93, 3577.94, 3578.1, 3580.1, 3581.2, 3582.1, 3583.1, 3584.1, 3585.1, 3586.1, 3587.2, 3588.2, 3589.1, 3590.1, 3912.3, 3912.4, 3915.1, 3915.2, 3915.3, 3916.1, 3917.1, 3917.91, 3917.92, 3920.1, 3920.2, 3928.2, 3962.1, 4000.1, 4000.2, 4000.3, 4000.4/Rev 1, 4071.1, 4071.91, 4072.1, 4073.1, 4074.1, 4075.1, 4076.1, 4077.1, 4079.1, 4080.1, 4081.1, 4082.1, 4082.2, 4083.1, 4084.1, 4086.1, 4090.1, 4321.1, 4600.1, 4601.1, 4602.1, 4606.1, 4607.1, 4608.1, 4612.1, 4613.1, 4614.1, 4615.1, 4615.2, 4619.1, 4620.1, 4627.1, 4627.2, 4904.1, 4908.91, 5000.3, 5000.4, 5000.5, 5046.2, 5046.3, 5047.2, 5048.2, 5051.1, 5056.1, 5500.1, 5500.2, 5505.1, 5505.2, 5538.91, 5902.1, 6000.1, 6000.2, 6900.1, 7000.1, 7900.1, 8000.1, 8900.1	220
Conseil consultatif des études postales	020, 1504.3, 2000.14, 2000.15/Corr 1, 2006.91, 2020.2, 2042.2/Rev 1, 2058.4, 2090.91, 2500.1, 2500.5, 2513.4, 2513.5, 2547.5	14
Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales	012, 013	2
Total des propositions des divers organes de l'UPU		236
Récapitulation	Propositions individuelles	589
	Propositions collectives	56
	Propositions des divers organes de l'UPU	236
	Total général	881

Propositions d'ordre général

PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

01

Résolution

Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE

Le Congrès,

vu

les nouvelles compétences législatives du CE contenues dans les articles 22, paragraphe 5, et 25, paragraphe 1, de la Constitution; 102, paragraphe 6, 109, paragraphe 2, 120, paragraphe 1, 121, 122, paragraphe 2, et 123 du Règlement général; 91 de la Convention; 56 de l'Arrangement concernant les colis postaux; 13, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant les mandats de poste; 17, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux; 9, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement,

tenant compte

de l'évolution rapide des techniques et des besoins de la société,

estimant

qu'il est urgent et nécessaire, pour la sauvegarde du service postal, de riposter de façon appropriée, aussi rapidement et efficacement que possible aux défis de la concurrence agressive,

considérant

que toute attente risquerait de compromettre l'efficacité des actions à mener et de rendre les décisions désuètes,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du CE.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Le but de la résolution est, d'une part, de permettre au Congrès de Washington déjà de renvoyer au CE certaines propositions relatives aux Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements et, d'autre part, de donner immédiatement au CE la compétence d'adapter lesdits Règlements en cas d'urgente nécessité.

Voir Congrès – Doc 72, chiffres 29 et 30.

Résolution

Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès

Le Congrès,

ayant pris connaissance avec satisfaction
du résultat de l'étude du CE concernant la réglementation postale internationale,

ayant approuvé
les nouvelles compétences législatives du CE en matière de Règlements d'exécution,

conscient du fait
qu'il s'agit d'une première phase, mais que le but à atteindre est de réserver au Congrès la
compétence de légiférer directement uniquement sur les questions constitutionnelles et les
questions fondamentales concernant le service postal international,

ayant à l'esprit
les orientations et la nouvelle philosophie découlant du débat général sur les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste pour mieux servir la clientèle,

charge

le Conseil exécutif de poursuivre son étude sur une façon différente de concevoir et de présenter la
réglementation internationale, dans le but de rendre plus rapide sa modification en fonction des
besoins, sans avoir recours au Congrès lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux, en
tenant compte notamment des intérêts des pays non membres du CE.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 72, chiffres 31 à 33.

CONSEIL EXÉCUTIF

03

Résolution

Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement

Le Congrès,

vu

les changements apportés depuis 1980 au système de financement de l'Union,

vu

les sommes non encore remboursées au Gouvernement suisse pour la période antérieure à cette date,

vu

les facilités de remboursement consenties par la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro,

conscient

des obligations de l'Union dans ce domaine,

décide

- 1° de rembourser globalement au Gouvernement suisse les avances faites au titre de l'ancien régime de financement et dues au 31 décembre 1990, intérêts moratoires compris;
- 2° de prélever les sommes nécessaires sur le Fonds de réserve;
- 3° de faire figurer les arriérés en question dans le Compte de provision du Fonds de réserve,

invite

tous les Pays-membres concernés par ces arriérés à faire diligence pour rembourser les sommes dues dans les meilleurs délais; dans le cas où leur situation financière ne leur permettrait pas de s'en acquitter rapidement, à communiquer au Directeur général du Bureau international un plan de remboursement par annuités,

charge

le Conseil exécutif de prendre toutes les initiatives qu'il jugera nécessaires pour obtenir dans les meilleurs délais le règlement desdits arriérés et de donner, le cas échéant, des directives au Directeur général du Bureau international pour accélérer ces remboursements,

saisit cette occasion

pour exprimer au Gouvernement suisse ses remerciements pour les avances de trésorerie qu'il a assurées pendant tant d'années et pour le moratoire qu'il a consenti, afin d'atténuer les effets du changement du régime de financement de l'UPU.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – La période transitoire de dix ans instituée par la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour liquider l'ancien régime financier prenant fin au 31 décembre 1990, le CE a décidé de proposer au Congrès de rembourser à la Suisse le solde des sommes qui lui seraient encore dues à cette date moyennant un prélèvement du Fonds de réserve.

Voir Congrès – Doc 71.

CONSEIL EXÉCUTIF

04

Résolution

Assainissement des comptes arriérés de toute nature

Le Congrès,

vu
l'état des comptes arriérés,

considérant
qu'il est dans l'intérêt de l'Union et de ses Pays-membres d'assainir les finances de l'Union,

prie instamment

les Pays-membres qui ont des comptes arriérés de tout mettre en œuvre pour liquider ceux-ci dans les meilleurs délais et leur rappelle à cet effet qu'ils peuvent recourir au système de compensation du Bureau international conformément à la recommandation C 36 du Congrès de Hamburg 1984,

informe

les Pays-membres qui ont d'importants comptes arriérés qu'ils pourront être rangés dans la classe de contribution inférieure à la leur, durant la période de remboursement, s'ils s'engagent à amortir leurs dettes envers l'Union selon un plan agréé par le Conseil exécutif,

décide

de transférer sur un compte spécial les débiteurs qui feront l'objet d'un arrangement particulier dans le sens précité,

charge

le Directeur général du Bureau international de négocier avec les pays qui ont les plus forts arriérés des projets d'arrangements qui seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif,

charge

le Conseil exécutif d'approuver les plans d'amortissement qui auront été négociés par le Bureau international avec les pays qui ont de gros comptes arriérés en tenant compte à la fois de la situation économique des pays concernés et des intérêts de l'Union,

invite

le Conseil exécutif:

- 1° à prendre toutes les mesures utiles pour faciliter l'application de la présente résolution;
- 2° à faire rapport au prochain Congrès sur les résultats obtenus par la présente résolution.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – En vue d'assainir les finances de l'Union et d'aider les Pays-membres qui ont accumulé d'importants arriérés, le CE propose au Congrès d'accorder des facilités aux pays qui s'engageront à amortir leurs dettes envers l'Union.

Voir Congrès – Doc 71.

CONSEIL EXÉCUTIF

05

Résolution

Exécution des Arrangements supprimés par l'UPU

Le Congrès,

constatant

que les Pays-membres de l'UPU, soit ne participent pas aux services des bons postaux de voyage, des chèques postaux de voyage, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux, des recouvrements, de l'épargne ou des abonnements aux journaux et écrits périodiques, soit exécutent ces services sur la base d'arrangements bilatéraux fort différents les uns des autres,

estimant

que, dans ces conditions, la réglementation de ces services par l'UPU n'est plus justifiée,

décide

- 1° de supprimer dans l'Arrangement concernant les mandats de poste les dispositions concernant les bons postaux de voyage;
- 2° de supprimer dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux les dispositions sur les «Chèques postaux de voyage» et celles concernant le «Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux»;

- 3° de supprimer l'Arrangement concernant les recouvrements, l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- 4° de laisser toutefois aux Administrations la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des dispositions régissant les services précités,

charge en conséquence

le Bureau international de diffuser, par voie de circulaire, lorsque le besoin s'en fait sentir et à la demande des pays intéressés, la liste des pays participant à ces services, ainsi que certains renseignements de portée générale.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Conséquence de la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (voir Congrès – Doc 62).

SIERRA LEONE

06

Recommandation

Présence accrue de l'UPU sur le terrain dans le domaine de l'assistance technique

Le Congrès,

compte tenu
de l'importance de la coopération technique, en particulier pour les pays en développement,

conscient
des avantages qu'une coopération multilatérale pourrait apporter pour le renforcement des services postaux,

considérant
qu'une partie importante des activités de coopération technique ne sont pas réalisées, en particulier quand la mission est achevée,

sachant
que des ressources importantes devraient généralement être dégagées pour la réalisation des programmes de coopération technique et que ces ressources ne sont pas faciles à obtenir, surtout en cette période de difficultés économiques,

recommande

- que, pour mieux suivre et évaluer les programmes de coopération technique, le Bureau international de l'Union postale universelle mette en place des bureaux régionaux de l'UPU, dirigés par de hauts fonctionnaires du Bureau international;
- que chacun de ces bureaux régionaux soit rattaché à un bureau régional du PNUD, ou de la Commission économique des Nations Unies ou à une Administration postale, pouvant fournir des infrastructures;
- que chaque bureau régional coordonne sur le terrain l'évaluation de tout projet postal financé par l'UPU et le PNUD et qu'il serve de centre régional de documentation et de recherche;
- que ces bureaux régionaux de l'UPU soient considérés comme un prolongement de la Division de la coopération technique du Bureau international.

Motifs. – Une évaluation des problèmes postaux sur le terrain aurait l'avantage d'être réaliste et, les fonctionnaires de l'UPU étant proches des services d'exploitation et de gestion et dans le cadre de la situation macro-économique des régions concernées, leur action aurait bien plus d'effet que celle de consultants ou de responsables du Bureau en poste au siège venant par intermittence sur le terrain.

HONGRIE (RÉP. POP.)

07

Résolution

Délai de réponse aux questionnaires

Le Congrès,

considérant

le rôle particulièrement important que les questionnaires jouent en tant qu'outils de travail dans le domaine de la collecte des données requises dans le cadre des études menées par voie d'enquête par les divers organes de l'Union et pour la publication des recueils et statistiques édités par le Bureau international,

vu

qu'il est indispensable que les renseignements fournis par les Administrations postales en réponse aux questionnaires soient aussi fiables et complets que possible pour assurer le bon résultat et l'efficacité des études et publications concernées,

reconnaissant

que les Administrations postales des Pays-membres doivent disposer de suffisamment de temps – variant entre un mois pour les questionnaires simples et trois mois s'il s'agit de questionnaires complexes (temps net compté de la date de réception des questionnaires jusqu'à celle de leur renvoi) – pour être à même de fournir des réponses valables aux questionnaires,

invite

les organes permanents de l'Union à tenir compte des temps minimaux susmentionnés lors de l'établissement du calendrier de leurs activités chaque fois qu'il peut s'avérer nécessaire d'avoir recours à la méthode du questionnaire pour demander des renseignements à une partie ou à l'ensemble des Administrations postales des Pays-membres,

charge

le Bureau international de veiller à ce que les délais de réponse aux questionnaires soient fixés en conformité avec les desiderata décrits dans la présente résolution.

Motifs. – Il arrive de plus en plus souvent que les délais pour répondre à des questionnaires transmis par le Bureau international soient fixés de telle manière qu'il est très difficile, voire impossible, de les respecter.

Exemples:

- questionnaire relatif à la nouvelle édition du Recueil des taxes intérieures des Administrations postales: lettre n° 0424(B)1330 du 22 avril 1988 du Bureau international; délai de réponse: 1er juin 1988, soit moins de quatre semaines;
- questionnaire relatif aux statistiques des services postaux 1987: lettre n° 0426(M)1395 du 13 mai 1988 du Bureau international; délai de réponse: 30 juin 1988, soit cinq semaines environ;
- questionnaire relatif à la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg: lettre n° 4475-673(C)1585 du 28 juin 1988 du Bureau international; délai de réponse: 31 juillet 1988, soit moins de quatre semaines;
- questionnaire (extrêmement complexe) relatif au projet régional PNUD/UPU RER/87/029: lettre n° 7071(G) du 9 septembre 1988 du Bureau international; délai de réponse: 3 octobre 1988, soit moins de trois semaines.

Pour que les délais de réponse puissent être respectés, il faudrait tenir compte – entre autres – des facteurs suivants:

- temps nécessaire pour le transport postal aller et retour;
- temps nécessaire pour la traduction des questionnaires et des réponses dans les pays où la langue officielle n'est pas celle du questionnaire;
- indisponibilité éventuelle des collaborateurs intéressés pour diverses raisons (obligations nationales ou internationales, missions, vacances, etc.);
- travaux et consultations requis pour rédiger les réponses, en particulier dans le cas des questionnaires complexes et volumineux ou qui nécessitent la contribution de plusieurs services.

JAPON**08****Décision****Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989**

Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XXe Congrès au 1er juillet 1991.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Le 1er juillet 1991 est proposé comme date d'entrée en vigueur des Actes de Washington, compte tenu, pour certains pays, des situations inévitables suivantes:

- 1° la législation nationale exige un certain nombre de formalités d'approbation en vue de l'application des Actes par l'Assemblée nationale, ce qui demande un certain temps;
- 2° il faudrait tenir particulièrement compte du fait que certains pays, dont la langue officielle n'est ni le français ni aucune des autres langues dans lesquelles les Actes sont édités, doivent entreprendre un lourd travail de traduction des Actes dans leur langue officielle;
- 3° les Administrations doivent avoir suffisamment de temps pour reviser et amender leurs lois, ordonnances, règlements, etc., afin de mettre en œuvre les nouvelles dispositions et informer leur personnel et leurs usagers des nouvelles mesures à appliquer.

Le Congrès pourrait décider, pour des raisons particulières, de faire entrer en vigueur, à une date anticipée, certaines dispositions revisées, comme cela a été le cas au Congrès de Rio de Janeiro pour les taux des frais de transit et des frais terminaux.

CONSEIL EXÉCUTIF**09****Vœu****Représentation des membres du Conseil exécutif**

Le Congrès,

se référant

à l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général de l'Union postale universelle selon lequel le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif «doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale»,

considérant

que le Conseil exécutif a été investi de pouvoirs plus étendus (nouvelles compétences législatives, initiative d'actions),

désirant

que, dans un souci de célérité, les délégués au CE puissent engager leurs Administrations sur la base des documents qui leur sont présentés et à la lumière des échanges de vues pendant la session,

souhaitant

que le niveau général de la représentation des membres du Conseil exécutif soit le plus élevé possible,

émet le vœu

que les délégations aux séances du Conseil exécutif soient effectivement dirigées dans toute la mesure possible et au moins pendant les séances plénières par les responsables des Administrations postales.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Au terme de ses études sur les nouvelles compétences attribuées au Conseil exécutif (voir Congrès – Doc 72 et 73), le CE a estimé opportun que les délégations à cet organe soient dirigées, dans toute la mesure possible et au moins pendant les séances plénières, par les responsables des Administrations postales.

CONSEIL EXÉCUTIF

010

Résolution

Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser

Le Congrès,

considérant

l'évolution particulièrement rapide du marché des communications sous l'effet combiné du progrès technique et d'une concurrence puissante,

notant

les résultats encourageants des efforts déployés à la suite de la Déclaration de Hamburg pour améliorer la qualité des acheminements postaux,

reconnaissant

la nécessité pour l'Union de s'engager plus avant dans la voie des actions concrètes afin de permettre à la poste de sauvegarder et d'améliorer sa position sur le marché des communications, grâce à une action décisive de promotion de la qualité de service et de diversification des prestations,

convaincu

de l'urgente nécessité pour la poste de mieux répondre aux besoins de la clientèle et par là même de lutter plus vigoureusement contre la concurrence,

décide

la mise en œuvre d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser et comportant notamment les actions suivantes:

- suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants, en vue d'aider à résoudre les problèmes posés et à promouvoir des initiatives susceptibles d'améliorer les performances du service postal international;
- études des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales;
- développement du service EMS;
- suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée;
- études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et d'introduire de nouveaux services;
- initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par le projet et de présenter un rapport au prochain Congrès,

exhorte

- a) les Pays-membres de l'Union:
 - à tout mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations postales offertes et en élargir la gamme en fonction des besoins des clients;
 - à coopérer pleinement au projet destiné à stimuler leurs initiatives et à tirer le plus grand profit de la réalisation des actions entreprises;
- b) les Pays-membres et les Unions restreintes à apporter un appui actif aux opérations engagées dans le cadre du présent projet, notamment celles conduites sur le terrain.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 73.

CONSEIL EXÉCUTIF

011

Décision

Institution d'un débat général

Le Congrès

décide

- de prévoir, dans le cadre des travaux de chaque Congrès, la tenue d'un débat général sur une ou plusieurs questions d'actualité concernant la poste;
- qu'à l'issue de ce débat une résolution sera adoptée fixant des orientations générales pour la période quinquennale suivante,

charge

le Conseil exécutif de choisir le ou les thèmes de ce débat en tenant compte des préoccupations de la majorité des Administrations postales et de prendre les dispositions nécessaires pour en assurer le déroulement dans les meilleures conditions d'efficacité,

charge en outre

le Bureau international d'organiser ledit débat en collaboration avec le pays hôte du Congrès.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Se fondant sur les acquis positifs de la pratique initiée par le Congrès de Hamburg (débat général, Déclaration de Hamburg, impulsion et dimension nouvelles aux travaux de l'Union), le Conseil exécutif propose d'institutionnaliser cette pratique et de prévoir explicitement que le Congrès fixe les orientations générales sur les principales questions d'actualité concernant la poste. Le Congrès accomplirait notamment cette fonction en s'appuyant sur les résultats des débats de fond organisés dans le cadre de ses travaux.

Voir Congrès – Doc 73.

**CONSEIL EXÉCUTIF
CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES**

012

Résolution

Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union

Le Congrès,

vu

- la décision CE 11/1986 par laquelle le Conseil exécutif a décidé la mise sur pied d'un Comité de coordination composé du Président du CE, du Président du CCEP et du Secrétaire général de ces deux organes;
- les orientations nouvelles que prend l'Union,

considérant

l'utilité du rôle joué par le Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg,

conscient

de la nécessité de renforcer la collaboration entre les organes permanents de l'UPU,

décide

- de donner un caractère permanent à ce Comité de coordination;
- de charger ce Comité d'assurer une concertation permanente entre le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 21.

Résolution

Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale

Le Congrès,

constatant

- les résultats encourageants des contrôles des délais d'acheminement résultant de la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg;
- le grand intérêt que ces actions ont suscité parmi les Pays-membres,

considérant

que l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges internationaux constitue un objectif prioritaire pour sauvegarder l'image de la poste auprès du public, lutter efficacement contre la concurrence des coursiers privés et apporter une riposte aux entreprises de repostage,

convaincu

de la capacité des Administrations d'obtenir une amélioration importante et durable de la qualité de leurs acheminements grâce à une vigilance accrue dans l'organisation et le fonctionnement des services et à des actions concertées de contrôle,

invite

instamment toutes les Administrations postales:

- à évaluer l'efficacité de leurs différents systèmes de contrôle de la qualité et leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, à prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes;
- à contrôler systématiquement par leurs propres moyens les délais de traitement dans leurs services du courrier international (arrivant et partant), selon une périodicité suffisante et fixe;
- à participer activement aux contrôles organisés par le Bureau international;
- à prendre immédiatement, le cas échéant, toute mesure de redressement susceptible d'améliorer la qualité du service, avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications,

les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation des objectifs précités,

charge

le Bureau international:

- de continuer d'effectuer régulièrement des contrôles de la durée des acheminements à l'échelle mondiale;
- de soumettre à cet effet à l'approbation du CCEP une méthodologie s'inspirant:
 - de la Déclaration de Hamburg;
 - de la large expérience acquise au cours des quatre dernières années, et permettant d'aboutir, dans toute la mesure possible, à la fixation des normes d'acheminement du courrier international;

- d'intervenir auprès des Administrations ou des services responsables des retards et faiblesses constatés pour que soient prises sans retard les mesures de redressement nécessaires;
- d'apporter son appui, en cas de besoin, aux Administrations pour les aider à améliorer la situation;
- d'établir dès que possible un tel système de contrôle pour le réseau EMS mondial,

le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales de suivre les travaux découlant de cette résolution et de prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 21.

PÉROU

014

Résolution

Hymne postal de l'UPU

Le Congrès,

considérant
qu'il est nécessaire de pousser plus avant les actions visant à rassembler en une identité plus large le personnel postal du territoire de l'UPU,

estimant
que cette action contribuera de façon sensible, sinon décisive, à consolider l'identification des postiers à leur institution et à se rapprocher du but qui consiste à affermir et à proclamer les postulats fondamentaux de la poste: sécurité, rapidité et régularité,

charge

le Conseil exécutif d'examiner, en collaboration avec le Bureau international, la possibilité de mettre au concours la composition des paroles et de la musique d'un hymne postal de l'UPU.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – L'Administration postale du Pérou présente sa proposition en se fondant sur la Constitution de Vienne 1964, modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hamburg 1984.

Cela fait plus de cent ans (1874) qu'a été fondée l'Union postale universelle et qu'ont été tracés les linéaments destinés à perfectionner le service postal. Nous sommes conscients de son essor comme de ses difficultés face aux coursiers parallèles et c'est pourquoi nous devons arriver, aujourd'hui plus que jamais, à envisager des solutions pour surmonter les obstacles et reconquérir la confiance des usagers. Ce qu'il faut, c'est que les employés des postes de tout un territoire postal se reconnaissent sous une seule identité et voient un idéal dans le service de leur institution. Il convient pour cela de réveiller la conscience que l'on a de l'identité de la poste.

La poste est éminemment une institution de communication et elle a constitué l'un des soutiens de l'existence et de l'évolution de l'humanité dans la dialectique de l'histoire. Nous qui sommes immergés dans le contexte postal, nous devons nous efforcer d'affermir et de proclamer les postulats fondamentaux de la poste, à savoir sécurité, rapidité et régularité.

Voilà la motivation qui pousse l'Administration postale péruvienne à proposer la création d'un hymne postal au niveau de l'Union postale universelle qui, nous en sommes convaincus, sera un moyen frappant d'intégration, propre à donner à chacun le sens de son engagement et l'envie de participer à la tâche de la poste.

CONSEIL EXÉCUTIF

015

Résolution

Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU,

soulignant

l'urgence pour les pays en développement d'entreprendre ou d'intensifier des efforts propres à améliorer la situation de leurs services postaux souvent gravement affectés par les effets d'une crise économique persistante,

conscient

de la nécessité pour l'UPU de continuer à fournir à ces pays une aide complémentaire et d'intensifier ses actions d'assistance technique dans des domaines prioritaires en les concentrant sur un nombre limité de pays pour lesquels cette aide s'avère la plus nécessaire et urgente,

soucieux

d'assurer à cette assistance technique une efficacité aussi grande que possible grâce notamment à des mesures spéciales arrêtées en accord avec les pays bénéficiaires,

convaincu

de l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie des Nations Unies pour le développement et dans le cadre particulier de plans ou de programmes nationaux ou régionaux du PNUD,

décide

- 1° d'établir comme suit les groupes des pays bénéficiaires:
 - les pays les moins avancés: première priorité;
 - les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) selon le classement de la Banque mondiale;
- 2° de reconnaître comme prioritaires les actions visant à:
 - restructurer la gestion;
 - améliorer l'acheminement et la distribution du courrier international et interne;
 - assurer la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'intensifier dans la mesure du possible les actions de l'assistance technique de l'UPU sur la base des priorités ainsi définies en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les actions à entreprendre;
- 2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU et de les intégrer dans des programmes de développement cohérents élaborés et mis en œuvre par les Administrations bénéficiaires;
- 3° d'appliquer les principes d'action suivants:
 - inciter les pays bénéficiaires à assurer une cohérence entre leurs plans ou programmes nationaux et les objectifs régionaux;
 - élaborer pour les pays les moins avancés un programme spécial dont pourraient bénéficier dans certains cas d'autres pays;
 - assurer une meilleure promotion de la coopération technique entre pays en développement en entreprenant des actions pour appuyer les efforts des pays;
 - mettre en œuvre la décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU;
 - soumettre à la conclusion d'un contrat de développement les projets intégrés à caractère pluriannuel financés dans le cadre des ressources propres de l'UPU;
 - assurer une meilleure coordination et une plus grande mobilisation des ressources en faveur de l'assistance technique;
 - renforcer le système d'évaluation et de suivi des projets;
 - resserrer les relations entre l'UPU et les Unions restreintes sur la base de la résolution CE 6/1983 adoptée par le Conseil exécutif en 1983, des accords conclus avec chaque Union restreinte et sur la base des principes et procédures appliqués par le PNUD;
 - développer ses relations avec les Commissions économiques de l'ONU et étudier les moyens de conclure des accords avec ces institutions,

charge

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts en vue de développer les activités d'assistance technique, dans le cadre des priorités et des principes arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif, en les intégrant aussi largement que possible dans le cadre du PNUD.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 51.

CONSEIL EXÉCUTIF

016

Résolution

Financement des activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

vu
le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant
le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

se félicitant
des efforts consentis par cet organisme pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,

ayant à l'esprit
les besoins prioritaires des pays les moins avancés qui ne cessent d'augmenter,

préoccupé
par l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts de certains pays,

conscient
de la nécessité de rendre plus efficace l'aide accordée aux pays bénéficiaires,

tenant compte
de l'évolution de la politique générale en matière d'aide au développement et des moyens limités de l'UPU,

décide

- 1° de concentrer les ressources sur un petit nombre de pays pour lesquels l'aide au développement s'avère la plus nécessaire et urgente;
- 2° de lancer un appel aux pays en vue de l'accroissement des ressources complémentaires pour l'assistance technique de l'UPU;
- 3° de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg 1984, en augmentant de 10 pour cent les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique;

recommande

- 1° aux pays bénéficiaires:
 - a) de prendre en charge une partie des frais afférents aux activités d'assistance technique, selon la pratique du PNUD (partage des coûts);
 - b) de prendre en charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers, ainsi que des apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation lors de l'organisation des cycles d'étude, des cours ou des stages);

- 2° à tous les pays:
- a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait être augmenté pour faire face aux besoins accrus en matière de formation postale;
 - b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;
 - c) d'accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- 1° d'utiliser pleinement les moyens offerts par la décentralisation pour multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;
- 4° de rechercher les moyens de conclure des accords de cofinancement des projets avec d'autres sources et notamment avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 51.

CONSEIL EXÉCUTIF

017

Résolution

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

convaincu

de l'importance de l'application aussi large que possible du concept de CTPD conformément au Plan d'action adopté par la Conférence de Buenos Aires,

notant

avec satisfaction les initiatives prises dans le domaine considéré,

considérant

qu'un effort supplémentaire de sensibilisation active est nécessaire pour tirer le maximum de profit des possibilités offertes par la CTPD,

convaincu

de la nécessité pour les pays en développement de mobiliser davantage de ressources humaines et financières en vue de réaliser pleinement les objectifs de la CTPD,

considérant

le rôle de promoteur assigné par la Conférence de Buenos Aires aux organisations internationales en matière de CTPD,

invite

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à mobiliser les moyens propres à généraliser la CTPD pour toutes les actions de coopération;
- les Administrations des pays bénéficiaires à recourir plus systématiquement aux possibilités offertes dans le cadre de la CTPD pour leurs besoins d'assistance technique;
- les Administrations des pays bénéficiaires de la CTPD à fournir les principaux apports nécessaires, les contributions des pays donateurs et de l'UPU ayant un effet catalyseur;
- les Administrations des pays industrialisés à continuer à soutenir les efforts déployés dans le domaine considéré, directement ou par l'intermédiaire de l'UPU,

charge

le Conseil exécutif de donner les orientations nécessaires et de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de généraliser la CTPD,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de mener une campagne de sensibilisation active grâce à l'organisation de rencontres régionales et interrégionales et à la mise sur pied d'un système d'échange de connaissances et de techniques entre les pays en développement, avec la collaboration des Unions restreintes;
- de promouvoir la conclusion d'accords bilatéraux de CTPD conformes aux critères et principes de base adoptés en la matière;
- d'évaluer périodiquement l'impact de la CTPD sur l'efficacité de la coopération technique dans son ensemble et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 52.

CONSEIL EXÉCUTIF**018****Résolution****Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant

la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1981 par laquelle a été adopté le «Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés»,

considérant

la résolution 40/205 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 19 mars 1986 par laquelle a été prise la décision d'organiser une conférence sur les PMA en septembre 1990 en vue d'examiner les progrès accomplis par les PMA pendant les années 1980 et d'envisager pour les années 1990 l'amélioration du processus de développement,

rappelant

les résolutions C 87 du Congrès de Lausanne 1974, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et C 66 du Congrès de Hamburg 1984,

reconnaissant

l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les graves insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant compte

de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

invite

les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal,

charge

le Conseil exécutif:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse continuer d'apporter une aide au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA;
- de proposer au Conseil exécutif un programme d'activité fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés;
- d'aider les pays de cette catégorie à préparer et à présenter aux réunions des tables rondes des projets postaux pouvant susciter l'intérêt des donateurs et des bailleurs de fonds;
- de continuer à intervenir auprès du PNUD et des autres organismes de financement pour faire aboutir les demandes d'aide en vue de la réalisation des projets postaux en faveur des

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 53.

CONSEIL EXÉCUTIF

019

Résolution

Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55),

considérant

les résolutions C 78 du Congrès de Lausanne, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro et C 38 du Congrès de Hamburg qui mettent l'accent sur «la décentralisation aussi poussée que possible des activités d'assistance technique de l'UPU»,

conscient

du grave problème qu'éprouvent les Administrations postales des pays en développement à faire prendre en considération les services postaux lors de la répartition des ressources nationales,

convaincu

de la nécessité de renforcer l'aide fournie en matière d'appui sectoriel et de programmation du développement postal,

reconnaissant

que l'aide fournie sur le terrain constitue le meilleur gage de l'efficacité des activités d'assistance technique,

relevant

que la présence accrue de l'UPU sur le terrain permettra de renforcer la coopération avec les Unions postales restreintes et avec les autres organisations régionales ou sous-régionales intéressées aux problèmes de développement postal,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- d'affecter six conseillers régionaux dans les régions, à raison de deux en Afrique, un en Amérique latine, deux en Asie/Pacifique et Caraïbes et un dans la région des pays arabes;
- de prélever à cet effet les ressources annuelles nécessaires sur les moyens financiers déjà disponibles;
- de continuer à étudier les voies et moyens propres à assurer une gestion aussi efficace et économique que possible des ressources dans le domaine de l'assistance technique et de faire régulièrement rapport au Conseil exécutif;
- de prendre contact et d'insister auprès des pays bénéficiaires afin qu'ils consentent à fournir des facilités d'accueil, de secrétariat et de communications;
- de s'assurer que les conseillers régionaux coopèrent étroitement avec les secrétariats des Unions postales restreintes.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 55.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

020

Résolution

Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994

Le Congrès,

vu

l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu

la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

constatant

le nombre important d'études terminées, traitant des domaines les plus divers et déjà publiées ou en voie de l'être, dans la Collection d'études postales,

considérant

le désir exprimé par les membres du Conseil consultatif des études postales de limiter le nombre des études à effectuer de telle sorte que la charge de travail corresponde aux moyens dont dispose le CCEP, gage d'une conduite efficace des études,

conscient

de la nécessité d'une intégration harmonieuse des études du CCEP dans le programme d'activité de l'Union dans son ensemble,

estimant

que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme les plus importants par les Administrations postales,

fait sien

le programme de travail du Conseil consultatif des études postales qui figure en annexe 1, tout en laissant à cet organe la liberté d'appréciation quant aux adaptations de ce programme en fonction de la situation que connaîtra le service postal au cours du quinquennat,

décide

de laisser au Conseil consultatif le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 69.

Liste des sujets d'étude présélectionnés pour le projet de programme de travail du CCEP (1989-1994)

Champ d'activité numéro 1: La poste et ses marchés

- Planification
- Stratégies de marketing
- Affaires commerciales
- Introduction de produits nouveaux

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste:
 - Correspondances
 - Marchandises
 - Publicité
 - Presse
 - Courrier rapide (EMS - Courrier électronique)
 - Services financiers
 Suivi de la concurrence et repostage
 Suivi des besoins de la clientèle
 Segmentation des marchés
 Produits nouveaux
 Stratégies recommandées
 Prospective postale
2. Réseau de distribution et analyse de la clientèle
3. Presse et édition

B. Colloques et Comités de contact

- Prospective postale: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Comité de contact Editeurs/UPU: une réunion par session du CCEP (une séance)

Champ d'activité numéro 2: Développement des services rapides

- Développement du service dans le monde
- Accroissement de l'efficacité et de la rapidité

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Service EMS:
 - Qualité de service
 - Extension géographique
 - Image commune
 - Suivi des envois et réclamations des clients
 - Compensation financière entre Administrations
 - Prestations additionnelles
 - Problèmes de douane
2. Courrier électronique:
 - Qualité de service
 - Extension géographique
 - Image commune
 - Compensation financière entre Administrations
 - Prestations additionnelles

B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comitès de contact

- Service EMS: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Courrier électronique: un colloque tous les deux ans (deux séances)
- Comité de contact CCEP/CCITT: une réunion tous les deux ans (une séance)
- SGT 503: une réunion tous les ans (une séance)

Champ d'activité numéro 3: Exploitation et qualité du service

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Amélioration du système postal:
 - Contrôle douanier
 - Moyens d'acheminement
 - Documentation des envois et dépêches
 - Rapports entre bureaux d'échange
 - Normalisation des envois postaux, des conteneurs postaux (sacs, bacs, etc.) et de l'adresse postale
 - Normalisation des étiquettes et des marques d'affranchissement (guichets, entreprises)
2. Distribution du courrier et desserte rurale: moyens – contrôle
3. Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial
4. Mesures nécessaires pour améliorer les services postaux ruraux dans les pays en développement: modalités d'application

B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact

- Groupe mixte ISO/UPU «Adressage»: une réunion par an (une séance)
- Comité de contact ISO/UPU: une réunion par an (une séance)

Champ d'activité numéro 4: Modernisation

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Automatisation et informatisation:
 - Tri et lecture optique
 - Guichets et autres services
 - Services financiers
 - Bureaux d'échange (bordereau de livraison AV 7, etc.)
 - Pesage automatique des sacs
2. Codages:
 - Codes à barres
 - Système de suivi des sacs, des envois et des documents
 - Autres applications postales du code à barres
3. Echange informatisé de données entre Administrations, avec leurs partenaires (douane, compagnies aériennes, etc.) et avec leurs clients (grands) (télématique)

B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact

- Application des technologies à la poste – recherche et développement: un colloque groupant les responsables des centres ou services de recherche (deux séances), éventuellement annuel
- Groupe normatif de transmissions électroniques: une réunion à chaque session du CCEP (une séance)

Champ d'activité numéro 5: Gestion

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes
2. Indices de productivité
3. Sécurité:
 - des envois (drogue, terrorisme, vols)
 - du personnel
 - des bâtiments
 - des moyens de transport
 - des fonds et valeurs

B. Colloques

Décentralisation – Gestion des bureaux de poste (deux séances)

Champ d'activité numéro 6: Ressources humaines

Intitulés des études (sujets proposés)	Numéro de l'étude
--	-------------------

A. Etudes principales et sous-études

1. Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies:
 - Gestion
 - Formation
 - Motivation
 - Compétitivité
2. Problèmes et obstacles de formation dans les Administrations postales des pays en développement

B. Colloques

Communication interne et mesures d'incitation (deux séances)

DANEMARK, FINLANDE, ISLANDE, NORVÈGE, SUÈDE

021

Résolution

Principes directeurs régissant les activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

considérant
que les ressources des Pays-membres de l'UPU devraient être utilisées de la façon la plus rentable quand il s'agit de recruter des consultants/experts pour effectuer des missions dans le cadre de la coopération technique,

considérant par ailleurs
que la formation d'un seul boursier exige les mêmes contributions que celle de plusieurs boursiers,

notant
qu'il est possible sans grand effort d'améliorer les résultats obtenus dans les domaines sus-mentionnés,

charge

le Bureau international de procéder au recrutement des consultants/experts comme au placement des boursiers de l'UPU sur la base des principes directeurs suivants:

- au moment de recruter des consultants/experts, considérer l'ensemble des compétences des candidats mais donner plus d'importance qu'il ne l'est fait jusqu'à présent aux capacités professionnelles et à l'expérience pratique ainsi qu'à l'aptitude à transmettre connaissances et savoir-faire à d'autres personnes;
- accorder plus de temps aux Administrations pour choisir leurs candidats;
- informer le plus rapidement possible les candidats de la décision prise afin de soutenir leur intérêt;
- privilégier la formation en groupe par rapport aux stages individuels;
- planifier les visites de boursiers en coopération étroite avec l'Administration hôte.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – L'expérience a montré que l'absence de principes directeurs régissant le recrutement de consultants/experts est souvent une source de confusion tant dans l'Administration postale qui fournit l'aide que dans celle qui la reçoit. Le temps imparti pour trouver et détacher des consultants/experts est généralement bien trop court. Il est souvent difficile de libérer des personnes compétentes dans un bref délai. En ce qui concerne les boursiers de l'UPU, l'expérience a aussi montré que de meilleurs résultats pourraient être obtenus de la même source si, au lieu de concentrer les efforts de formation sur des personnes prises isolément, on pouvait organiser des stages de formation, etc., à l'intention d'un plus grand nombre. Pour rendre les visites aussi fructueuses que possible, leur durée et leur objet pourraient être planifiés en coopération étroite avec l'Administration postale hôte.

CONSEIL EXÉCUTIF

022

Décision

Admission de la presse au Débat général

Le Congrès

décide

d'admettre la présence des médias lors du Débat général du XXe Congrès en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Par sa décision CE 12/1989, le Conseil exécutif a décidé d'admettre la présence des médias lors du Débat général, sous réserve de l'approbation de cette décision par le Congrès de Washington.

Cette décision se fonde sur l'idée que le Débat général pourrait être l'occasion d'informer les médias des efforts déployés ou envisagés au sein de la communauté postale internationale, sans que le déroulement du Congrès s'en ressente.

Il s'agit pour le Congrès d'entériner cette décision du CE.

CONSEIL EXÉCUTIF

023

Décision

Vice-présidences du XXe Congrès

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès:

- Chine (Rép. pop.);
- France;
- URSS;
- Zambie.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6, lettre w), du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès. Pour tenir compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres, il a choisi un pays par groupe géographique, l'hémisphère occidental étant représenté par le pays hôte du XXe Congrès. Les Pays-membres désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

CONSEIL EXÉCUTIF**024****Décision****Présidence et vice-présidences des Commissions du XXe Congrès**

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer la présidence et les vice-présidences des Commissions du Congrès:

<i>Commissions</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
1. Vérification des pouvoirs	Argentine	Nigéria Portugal Syrienne (Rép. arabe)
2. Finances	Japon	Bolivie Turquie Zaïre
3. Affaires générales	Suisse	Mexique Sri Lanka Togo
4. Poste aux lettres – Réglementation	Finlande	Cameroun Pakistan Vénézuéla
5. Poste aux lettres – Tarification et rémunération	Inde	Ghana Italie Tchécoslovaquie
6. Poste aérienne	Nouvelle-Zélande	Barbade Irlande Pologne (Rép. pop.)
7. Colis postaux	Hongrie (Rép. pop.)	Arabie saoudite Bangladesh Pays-Bas
8. Services financiers postaux	Autriche	Chili Gabon Indonésie
9. Coopération technique	Côte d'Ivoire (Rép.)	Brésil Bulgarie (Rép. pop.) Emirats arabes unis
10. Rédaction	Algérie	Belgique Canada Congo (Rép. pop.)

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6, lettre w), du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles d'assumer les présidences et vice-présidences des Commissions du Congrès, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres. Les pays désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

CONSEIL EXÉCUTIF

025/Rev 1

Décision

Membres des Commissions restreintes

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Présidence: Argentine

Vice-présidences: Nigéria, Portugal, Syrienne (Rép. arabe)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Centrafrique, Islande, Kenya, Kuwait, Singapour, Ukraine

Commission 10 (Rédaction)

Présidence: Algérie

Vice-présidences: Belgique, Canada, Congo (Rép. pop.)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Bénin, France, Liban, Luxembourg, Madagascar, Sénégal, Suisse

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6, lettre w), du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles de faire partie des Commissions restreintes du Congrès. Se fondant sur la pratique en vigueur, il a retenu onze Pays-membres pour la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et douze Pays-membres, dont certains délégués possèdent la langue française, pour la Commission 10 (Rédaction). Les pays désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

GRANDE-BRETAGNE

026

Résolution**Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union**

Le Congrès,

reconnaissant

les excellents résultats obtenus par le Conseil exécutif quant à l'identification de moyens par lesquels le travail des organes de l'Union peut être amélioré et modernisé,

désireux

que d'autres possibilités d'amélioration soient identifiées et introduites,

vu

que plusieurs Administrations postales ont été l'objet d'examens fondamentaux et de réorganisations afin de les adapter aux exigences commerciales et aux techniques de gestion les plus efficaces,

conscient

que le Bureau international est assujéti à beaucoup d'exigences, de demandes et de contraintes qui rendent encore plus difficile la tâche du Directeur général,

considérant

que ces exigences et ces demandes devraient être classées par ordre de priorité, de sorte que les plus urgentes soient traitées en premier lieu,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de considérer, après un délai approprié, s'il y a lieu de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP soit par des experts choisis parmi les Administrations postales, soit par des consultants en gestion d'entreprise, ou bien par un groupe mixte composé des deux;
- d) de formuler d'éventuelles propositions de réforme pour le prochain Congrès basées sur le résultat des travaux susmentionnés.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. –

1. La poste connaît une concurrence croissante qui sait souvent mieux répondre aux besoins toujours changeants de la clientèle. La poste doit aussi faire face aux défis de la nouvelle technologie dans le champ des communications.

2. En gros, le marché des communications s'agrandit rapidement et la poste a la possibilité d'étendre sa part.

3. Le CE a déjà accompli un travail utile en matière d'amélioration du travail des organes de l'Union, mais il reste beaucoup de réformes et d'améliorations à réaliser.
4. Plusieurs Administrations postales ont fait examiner par des consultants leur organisation et leurs pratiques, en vue de réagir de manière plus souple et plus dynamique aux défis et aux opportunités, tant sur le plan national qu'international.
5. Le CE pourrait juger utile de procéder à un examen de l'organisation existante, de sorte que l'UPU puisse adapter ses méthodes et ses pratiques aux exigences actuelles.
6. Vu les réformes qui seront éventuellement introduites à la lumière des décisions du Congrès de Washington, l'examen envisagé pourrait avoir lieu après l'évaluation et la mise en place desdites décisions.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Chypre, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Yougoslavie.

ARGENTINE

027

Amendement à la proposition 014

Résolution

Création de l'hymne mondial de la poste

Le Congrès,

tenant compte

de la valeur indéniable que possèdent les symboles comme élément de cohésion et d'identité des institutions ou des communautés qu'ils représentent,

considérant

le résultat de bon augure qu'a obtenu la consécration du 9 octobre à la «Journée mondiale de la poste»,

persuadé

que la langue universelle de la musique est le véhicule approprié pour exprimer les sentiments dont s'inspirent les fins élevées de l'Union ainsi que pour transmettre son message fraternel,

convaincu

que l'adoption d'un hymne de l'UPU pourra en elle-même exalter le rôle de la poste dans la communauté internationale et renforcer ses liens d'ordre spirituel,

décide

- 1° de créer l'hymne mondial de la poste;
- 2° de charger à cet effet le Bureau international:
 - d'organiser un concours ouvert pour le choix de cette œuvre;
 - d'établir à cette fin les conditions de participation et de formuler les indications et les idées générales qu'il estimera devoir porter à la connaissance des candidats;
 - de conférer à un jury l'honneur de procéder au choix de cette œuvre;
 - de communiquer au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales l'œuvre sélectionnée qui sera adoptée comme hymne mondial de la poste;
 - de procéder à sa publication et à sa distribution aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes;
- 3° de recommander aux organes permanents de l'Union d'exécuter cet hymne à l'occasion de cérémonies, de colloques ou de réunions dont l'importance se prête à cette solennité;
- 4° d'inviter les Administrations postales des Pays-membres à adopter cette même attitude.

Motifs. – Célébrer la poste revient à célébrer les efforts des travailleurs postaux qui, aujourd'hui comme hier, font preuve de leur ardeur à servir la communauté, dans tous les pays du monde, y compris dans les endroits les plus reculés.

Le Congrès de Hambourg 1984, mû par des sentiments de cette nature, a décidé que le 9 octobre serait consacré à la Journée mondiale de la poste, jour d'hommage à l'histoire de notre organisation, de partage des préoccupations actuelles et de raffermissement des aspirations futures.

Dans cet ordre d'idée, il a semblé qu'à travers le langage universel de la musique il serait possible de contribuer au renforcement de l'identité postale et à l'exaltation de l'idéal qui anime tous les employés des postes quand ils servent leur institution. C'est dans ce sens que l'on propose la création de l'hymne mondial de la poste, en signalant à l'occasion que cette idée s'est déjà concrétisée à l'UIT par la création de l'hymne des télécommunications.

**AUSTRALIE, BARBADE, BOTSWANA, CANADA,
CHYPRE, INDE, LESOTHO, MALAISIE, MALAWI,
NIGÉRIA, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE –
NOUVELLE-GUINÉE, SWAZILAND, ZIMBABWE**

028

Amendement à la proposition 026

Résolution

Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union

Modifier le dispositif de la façon suivante:

Le Congrès,

reconnaissant

les excellents résultats obtenus par le Conseil exécutif quant à l'identification de moyens par lesquels le travail des organes de l'Union peut être amélioré et modernisé,

désireux

que d'autres possibilités d'amélioration soient identifiées et introduites,

vu

que plusieurs Administrations postales ont été l'objet d'examens fondamentaux et de réorganisations afin de les adapter aux exigences commerciales et aux techniques de gestion les plus efficaces,

conscient

que le Bureau international est assujetti à beaucoup d'exigences, de demandes et de contraintes qui rendent encore plus difficile la tâche du Directeur général,

considérant

que ces exigences et ces demandes devraient être classées par ordre de priorité, de sorte que les plus urgentes soient traitées en premier lieu,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de demander la conduite d'une étude de l'organisation, des fonctions et des objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP /.../ par des experts choisis parmi les Administrations postales, /.../ par des consultants en gestion d'entreprise, ou /.../ par un groupe mixte composé des deux;
- d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude exigeant, selon lui, une action immédiate;
- e) de porter devant le prochain Congrès d'autres recommandations nécessitant éventuellement l'approbation du Congrès.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – L'objet principal de la proposition 026 est la conduite d'un examen approfondi de la gestion du travail de l'Union. Il convient cependant de renforcer les instructions à donner au Conseil exécutif. En particulier, cette proposition ne précise pas assez à quel moment ces nouvelles activités doivent commencer. Il est jugé souhaitable que le Congrès décide de la conduite effective d'une étude. En outre, le Conseil exécutif ne devrait pas avoir à attendre cinq ans que le Congrès suivant ait examiné ses conclusions. Si le Conseil exécutif décide que certaines des recommandations découlant de l'étude exigent une intervention urgente, le CE devrait avoir pour mission de les mettre en œuvre rapidement, chaque fois que cela est possible. Bien entendu, certaines recommandations devront être officiellement entérinées par le Congrès suivant et donc lui être présentées.

I

Constitution de l'Union postale universelle

– Quatrième Protocole additionnel

Note. – Les propositions sont présentées sur la base de la Constitution de Vienne 1964 modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hamburg 1984.

CONSTITUTION

Article 7

Monnaie type

CHINE (RÉP. POP.)

1007.1

Le modifier comme suit:

L'unité monétaire utilisée dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI).

Motifs. – Le franc-or en tant qu'unité monétaire a déjà perdu sa raison d'être. Depuis que le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a fixé le taux de raccordement entre le franc-or et le DTS à 1 DTS = 3,061 fr-or, les montants exprimés en francs-or dans les Actes de l'Union ne peuvent être convertis dans les monnaies nationales des Pays-membres de l'Union qu'à travers le DTS.

Supprimer le franc-or en recourant uniquement à l'unité de compte du FMI non seulement répond au vœu des Pays-membres de l'Union, mais constitue aussi un fait largement constaté dans la plupart des Administrations postales.

L'introduction du DTS dans les Actes de l'Union pourrait alléger le texte des dispositions et simplifier les procédures de règlement des comptes, ce qui assurera l'exactitude des données comptabilisées et facilitera l'informatisation des décomptes internationaux.

Note. – Au cas où cette proposition serait adoptée, les dispositions relatives à la Convention, aux Arrangements ainsi qu'à leurs Règlements d'exécution devront également être adaptées en conséquence.

Article 7

Monnaie type

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), AUSTRALIE,
AUTRICHE, BELGIQUE, CANADA, CHYPRE, DANEMARK, ESPAGNE,
FINLANDE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, IRLANDE, ISLANDE,
ITALIE, JAPON, LIECHTENSTEIN, LUXEMBOURG, NORVÈGE, PAYS-BAS,
PORTUGAL, SUÈDE, SUISSE, TURQUIE, VATICAN, YOUGOSLAVIE

1007.2

Le modifier comme suit:

L'unité monétaire utilisée comme monnaie type dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI).

Motifs. – La décision du FMI relative à la démonétisation de l'or est entrée en vigueur le 1er avril 1978. Par voie de conséquence, les pays membres de cette organisation ne peuvent plus désormais faire référence à l'or pour la fixation de la valeur de leur monnaie.

C'est pourquoi le DTS a été introduit dans les Actes de l'Union par le Congrès de Rio de Janeiro, mais le franc-or, qui ne représente plus, en fait, que $1/3,061$ DTS, y figure toujours, conjointement avec le DTS, pour toutes les prestations postales internationales, l'abandon de la référence à l'ancienne monnaie n'ayant pas pu, jusqu'ici, réunir la majorité requise.

Le Fonds monétaire international regroupe actuellement 151 pays membres. La grande majorité des Administrations postales peut ainsi appliquer le DTS sans que ses intérêts soient lésés et, aujourd'hui, seules quelques Administrations utilisent encore le franc-or pour établir les comptes dont les totaux sont ensuite convertis en DTS en vue du règlement.

Par ailleurs, le fait que les montants en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU soient complétés par leur contre-valeur en DTS, conformément à la résolution C 52 du Congrès de Hambourg, provoque un surcroît de travail lors de l'édition et de la mise à jour des Actes, recueils et autres listes dans lesquels chaque taux ou tarif est exprimé dans les deux unités monétaires. L'abandon du franc-or apporterait donc également une contribution aux efforts de rationalisation et d'économie accomplis par l'Union.

En conclusion, le franc-or apparaît désormais comme un anachronisme qu'il serait souhaitable de supprimer.

Proposition corrélative: 2008.1.

Note pour la Commission de rédaction. – Si la proposition de modification est adoptée, les articles suivants devront également être adaptés en conséquence:

I. ENVOIS POSTAUX

Convention: articles 11, 19, 24, 46, 50, 51, 63, 64, 67, 83.

Protocole final: articles XI, XVII, XVIII, XX.

Règlement d'exécution: articles 101, 116, 133, 168, 190, 220, 222.

Formules: C 1, C 20, C 20bis, C 21, C 21bis, C 23, C 24, C 31, VD 3, AV 5, AV 11.

Arrangement concernant les colis postaux: articles 9, 10, 11, 14, 23, 39, 41, 46, 47, 48, 51.

Protocole final: article II.

Règlement d'exécution: articles 108, 126, 150, 152.

Formules: CP 1, CP 11, CP 13, CP 15, CP 15bis, CP 16, CP 17, CP 18, CP 19, CP 20, CP 22, CP 25.

II. SERVICES FINANCIERS

Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage: articles 4, 6, 28, 41, 47.

Règlement d'exécution: articles 107, 108, 149, 152.

Formules: MP 15.

Arrangement concernant le service des chèques postaux: articles 3, 38, 50.

Arrangement concernant les envois contre remboursement: articles 2, 7, 17.

Formules: R 5.

Arrangement concernant les recouvrements: article 16.

COLOMBIE

1010.91

Créer l'article 10bis suivant:

Article 10bis

Capacité juridique de l'Union

L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Pays-membres, de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs.

Motifs. – L'Administration colombienne estime nécessaire de créer un article spécial de la Constitution consacrant expressément le statut de personne morale de l'Union ou, ce qui revient au même, sa capacité juridique, comme cela est prévu dans d'autres Actes émanant des différents organismes internationaux des Nations Unies.

La personnalité juridique, ou capacité juridique, de l'Union constituant un fait indéniable comme le prouvent les nombreuses interprétations juridiques que le Bureau international a faites à ce sujet, nous croyons que la consécration expresse de ce principe dans nos Actes fondamentaux permettrait de résoudre définitivement n'importe quelle difficulté pouvant survenir dans le futur, ce qui jusqu'ici a été fait grâce aux moyens herméneutiques que fournit le droit international.

Article 11

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

CONSEIL EXÉCUTIF

1011.1

Paragraphes 3 et 5. Les modifier comme suit:

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Motifs. – Le CE a été saisi d'une lettre du Chef du Département des affaires étrangères de la Confédération suisse demandant que soit examinée la possibilité de confier à l'UPU elle-même la fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci.

Se fondant sur la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions spécialisées, le CE a été d'avis que cette fonction devrait être exercée par l'UPU elle-même.

Les modifications proposées visent en fait à transférer au Directeur général du Bureau international cette fonction.

Propositions corrélatives: 1012.1 et 1509.2.

Article 12

Sortie de l'Union. Procédure

CONSEIL EXÉCUTIF

1012.1

Le modifier comme suit:

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres.

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le Directeur général du Bureau international de la dénonciation prévue au paragraphe 1.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1011.1, visant à confier à l'UPU la fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci.

Article 21

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

CONSEIL EXÉCUTIF

1021.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le /.../ pays intéressé choisit librement la classe de contribution dans laquelle il désire être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1011.1.

En outre, le paragraphe 4 actuel stipule que le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé. Or, en réalité, lors de son adhésion ou de son admission, chaque pays choisit librement la classe dans laquelle il désire être rangé et le dépositaire n'influence d'aucune façon ce choix. La procédure décrite dans ce paragraphe n'a jamais été appliquée en pratique et rien ne motive sa conservation, d'autant plus que dans aucune institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies il n'existe de prescription semblable.

Article 21

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

IRAQ

1021.2

Amendement à la proposition 1021.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Le pays ayant la qualité de membre en vertu de l'article 11 de la Constitution choisit /.../ la classe de contribution qu'il désire /.../ au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

Motifs. – Le texte actuel de ce paragraphe ainsi que la proposition y relative ont besoin d'être amendés afin d'établir une concordance avec le reste des paragraphes et d'éviter les répétitions et les redites.

En outre:

- 1° il faudrait préciser qu'il s'agit de l'article 11 de la Constitution;
- 2° du moment que nous avons parlé de l'article 11 de la Constitution, rien ne justifie la répétition de la phrase «En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union». L'allusion à l'article suffit;
- 3° l'expression «choisit ... la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé» est inutile étant donné que les classes de contribution sont fixées dans les Actes de l'Union et que c'est le pays lui-même qui a choisi la classe en question. Il n'est pas nécessaire donc de dire «dans laquelle celui-ci doit être rangé».

Article 22

Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

1022.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil exécutif, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

Motifs. – Donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
Voir Congrès – Doc 72, chiffre 9.

Article 23

Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales

CONSEIL EXÉCUTIF

1023.1

Paragrophes 2, 3 et 4. Les modifier comme suit:

2. La déclaration prévue au paragraphe 1 doit être adressée au Directeur général du Bureau international /.../.

3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au Directeur général du Bureau international une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue au paragraphe 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le Directeur général du Bureau international.

4. Les déclarations et notifications prévues aux paragraphes 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le Directeur général du Bureau international.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1026.1, visant à confier à l'UPU la fonction de dépositaire des Actes de l'Union.

Ad paragraphe 2. Ainsi qu'il ressort de l'annotation 3 à l'article 23 de la Constitution, la notification au gouvernement du pays siège du Congrès de la déclaration prévue au paragraphe 1 n'a plus sa raison d'être depuis que le Congrès de Vienne a décidé de confier au gouvernement du pays siège de l'Union la fonction de dépositaire des Actes issus d'un Congrès. Dès lors que le Congrès doit modifier cet article pour transférer les compétences exercées par le Gouvernement de la Confédération suisse au Directeur général du Bureau international, il a paru opportun de faire disparaître par la même occasion la procédure prescrite sous lettre a) du paragraphe 2 actuel, qui est devenue sans objet.

Article 25

Signature, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

1025.1

Modifier le titre ainsi que le paragraphe 1 comme suit et ajouter un paragraphe 1bis:

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.

1bis. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil exécutif.

Motifs. – Adaptation du paragraphe 1 au fait que seuls les Actes revisés ou acceptés en Congrès seront soumis à la signature des plénipotentiaires. En revanche, les Règlements d'exécution qui seront arrêtés par le CE compte tenu des décisions prises par le Congrès ne pourront plus être soumis à la signature de l'ensemble des Pays-membres ou seulement des membres du CE. Pour ces Actes, il suffit de faire authentifier le texte définitif par le Président et le Secrétaire général, conformément à une pratique assez fréquente dans plusieurs organisations internationales quant à leurs Actes de base eux-mêmes (OACI, OIT, OMS, UNESCO, etc.).

A noter également que ces Actes seront rendus obligatoires par l'article 22, paragraphes 3 et 4. Voir Congrès – Doc 72, chiffre 19.

Article 26

Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF**1026.1**

Le modifier comme suit:

Les instruments de ratification de la Constitution, des Protocoles additionnels à celle-ci, et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du Directeur général du Bureau international qui notifie ces dépôts aux Gouvernements des Pays-membres.

Motifs. – Le CE a été saisi d'une lettre du Chef du Département des affaires étrangères de la Confédération suisse demandant que soit examinée la possibilité de confier à l'UPU elle-même la fonction de dépositaire des Actes de l'Union.

Se fondant sur la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions spécialisées, le CE a été d'avis que cette fonction devrait être exercée par Directeur général du Bureau international.

Il a paru opportun de profiter de la modification apportée à cet article pour mentionner les Protocoles additionnels, qui sont également visés par cette procédure et que l'on avait oublié de mentionner lors de l'adoption de la Constitution.

Propositions corrélatives: 1023.1, 1509.2, 1522.1 et 1033.91.

QUATRIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION

CONSEIL EXÉCUTIF

1033.91

Créer le nouvel article suivant:

Adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle

A partir de la mise en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989, les instruments portant adhésion au Protocole additionnel de Tokyo 1969, au Deuxième Protocole additionnel de Lausanne 1974 et au Troisième Protocole additionnel de Hamburg 1984 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international qui notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1026.1, visant à confier à l'UPU la fonction de dépositaire des Actes de l'Union.

II

Règlement général de l'Union postale universelle

- Annexe: Règlement intérieur des Congrès

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Hamburg 1984.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

1502.1

Paragraphe 6, lettre r). La modifier comme suit:

- r) recommander, si nécessaire, et éventuellement après consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

Motifs. – Il est évident que le cycle quinquennal des Congrès ne permet pas à l'UPU de s'adapter suffisamment rapidement à l'évolution de certaines techniques et aux besoins d'une certaine clientèle.

Or, pour pallier ces inconvénients et faire face à la concurrence, il est nécessaire que l'UPU étudie et adopte des pratiques nouvelles, mais cela ne peut se faire dans l'intervalle des Congrès qu'en donnant des pouvoirs adéquats au CE.

C'est donc dans cette perspective et en se fondant sur l'usage qui a été fait jusqu'ici de l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général que le CE propose d'assouplir la disposition en question dans le sens de la présente proposition.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 5.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

1502.2

Paragraphe 6. Ajouter la lettre abis) suivante:

abis) procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil exécutif peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions;

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution. Il convient en outre de donner au CE la possibilité d'adapter lesdits Règlements entre deux Congrès en cas d'urgente nécessité. La procédure prévue à l'article 121 du Règlement général ne sera plus applicable aux propositions relatives aux Règlements d'exécution (voir proposition 1521.1).

Voir Congrès – Doc 72, chiffres 16 et 17.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

BULGARIE (RÉP. POP.)

1502.3

Paragraphe 6. Ajouter la lettre pbis) suivante:

pbis) étudier, de manière approfondie, les modifications à apporter aux différentes taxes des services postaux internationaux fixées dans la Convention et les Arrangements et formuler des propositions à ce sujet qui seront soumises à l'approbation du Congrès;

Motifs. – Il s'agit de présenter au Congrès des propositions tarifaires étudiées en détail par le Conseil exécutif sur la base de données réelles ou statistiques et de limiter la présentation, au dernier moment avant le Congrès, de propositions non fondées. Les discussions sur ces dernières propositions sont infructueuses et pourraient entraîner pour les Administrations postales, en cas d'adoption, des dépenses et des recettes non justifiées.

Proposition corrélatrice: 1519.1.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

1502.4

Paragraphe 6. Ajouter la lettre obis) suivante:

obis) réviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;

Motifs. – Permettre au Conseil exécutif d'actualiser les taxes prévues à l'article 19 de la Convention dans l'intervalle entre deux Congrès.

Voir proposition corrélatrice 3019.8.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

1502.5

Paragraphe 6. Ajouter la lettre fbis) suivante:

fbis) arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;

Motifs. – Dans le cadre de son étude sur l'adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles (voir Congrès – Doc 73), le Conseil exécutif a décidé de créer un Fonds distinct affecté exclusivement aux activités spéciales et qui constitue l'élément de souplesse indispensable permettant, d'une part, de financer les dépenses imprévues ou urgentes et, d'autre part, de reporter les crédits disponibles d'un exercice financier à l'autre.

Par analogie aux décisions prises par le Congrès de Hambourg 1984, il convient de mentionner expressément à l'article 102 du Règlement général la compétence du Conseil exécutif d'arrêter les règles régissant ledit Fonds.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

1502.6

Paragraphe 6. Ajouter la lettre ater) suivante:

ater) entreprendre toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

Motifs. – Conséquence du résultat des travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union (voir Congrès – Doc 73).

L'idée de base est de permettre au CE de répondre mieux et plus rapidement aux besoins changeants de la clientèle et de relever plus efficacement le défi de la concurrence.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

COLOMBIE

1502.7

Modifier le paragraphe 3 comme suit et ajouter un paragraphe 3bis:

3. Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont choisis par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. /.../ Aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

3bis. Les membres du Conseil exécutif correspondant à chacun des groupes géographiques sont élus, à l'occasion de chaque Congrès, par les Pays-membres appartenant au même groupe géographique.

Motifs. – La présente proposition a pour objet d'assurer la participation la plus efficace de chaque groupe géographique aux travaux du Conseil exécutif. En effet, seuls les membres d'un groupe géographique donné sont les plus indiqués pour déterminer et choisir les pays de leur propre groupe capables d'assumer les obligations attachées à la fonction de membre du Conseil exécutif.

Appuis. – Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Note du Bureau international. – La présente proposition est parvenue au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès. Elle ne peut être prise en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès (article 119, paragraphe 2, du Règlement général).

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

HONGRIE (RÉP. POP.)

1504.1

Paragraphe 13. Le modifier comme suit:

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président /.../ les Vice-Présidents et les Présidents des Commissions du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil consultatif en qualité d'observateurs.

Motifs. – Sur une base de réciprocité, il serait opportun d'assurer les mêmes droits aux Présidents des Commissions du CE que ceux prévus pour les Présidents des Commissions du CCEP à l'article 102, paragraphe 12, du Règlement général. Le rôle accru du CE à l'avenir justifie également que les Présidents de ses Commissions disposent de plus de possibilités de s'informer des activités menées au sein du CCEP.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

1504.2

Paragraphe 9. Ajouter la lettre fbis) suivante:

fbis) élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable. De même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies.

Motifs. –

1. Le CCEP a été expressément créé comme organe d'étude par le Congrès. Ses attributions sont ainsi énoncées dans la Constitution:

Article 18

«Le Conseil consultatif des études postales (CCEP) est chargé d'effectuer les études et d'émettre des avis sur les questions techniques, d'exploitation et économiques intéressant le service postal.»

2. Quant à l'article 104, paragraphe 9, du Règlement général, il déclare:

«9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:

- a) organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;
- b) procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement;
- c) prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- d) étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
- e) prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en voie de développement;
- f) examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par toute Administration d'un Pays-membre.»

3. Bien qu'en vertu de ces dispositions le CCEP puisse donner des avis et formuler des recommandations de caractère général, son rôle, qui se développe, d'organe établissant des normes n'est pas reconnu. Au cours des ans, le CCEP a fixé des normes dans de nombreux domaines relevant de la technique et de l'exploitation. Presque toujours il a été à l'UPU l'organe chargé de l'étude et de la présentation des propositions au Congrès relatives à des questions concernant notamment le conditionnement des envois, le contenu et l'emplacement de l'adresse et d'autres mentions de service sur les enveloppes. En fait, il est aussi confié au CCEP la tâche d'assurer la liaison entre l'UPU et l'ISO sur ces questions et sur d'autres. Le CCEP est également chargé des contacts avec l'UIT en vue de l'élaboration de normes pour le courrier électronique et pour d'autres questions. Le CCEP a supervisé l'intégration des services EMS au sein de l'UPU et il a participé à l'élaboration des modes opératoires correspondants. Dans tous ces domaines, ainsi que dans d'autres comme le codage à barres, le CCEP a précisément eu pour rôle de fixer les normes opérationnelles et techniques intéressant la poste internationale.

4. Pour encourager activement le développement de la poste, singulièrement dans des domaines tels que l'évolution technique et la définition de la qualité, il faut désormais que le rôle du CCEP en matière de fixation de normes, dont l'application par les Administrations membres est recommandée, soit expressément reconnu. Ces normes seront de plus en plus nécessaires et le CCEP est l'organe naturel qui doit être chargé de travailler à leur élaboration. Tel est le cas de la nécessité d'établir une norme en ce qui concerne les spécifications techniques des codes à barres utilisés dans les applications postales. En outre, une fois ces normes établies, il y aura lieu de les adapter périodiquement en fonction des nouvelles circonstances.

5. Si ce point de vue est partagé par le Congrès, peut-être serait-il souhaitable de modifier l'article 104 du Règlement général pour tenir compte de cette nouvelle responsabilité qui incomberait au CCEP.

6. Après l'étude préliminaire de la question, le CCEP, le Comité directeur et le Groupe de travail du CE sur le fonctionnement de l'Union l'ont tour à tour examinée et ont adopté la proposition destinée au Congrès.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

1504.3

Paragraphe 12. Le modifier comme suit:

12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail de base du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif et du Bureau international. Ce programme de base comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun est revisable chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.

Motifs. – La conception du programme de travail doit être clairement définie pour permettre au CCEP d'atteindre les objectifs d'efficacité, de souplesse, d'adaptation et d'innovation. D'où la nécessité de préciser dans un texte fondamental certains aspects traduisant ces objectifs:

- nombre limité d'études;
- revision annuelle;
- adaptation aux réalités et priorités nouvelles, etc.

Le Règlement intérieur du CCEP doit aussi être complété par des dispositions nouvelles permettant au CCEP de:

- confier les études à des Groupes de travail, à des consultants-spécialistes, aux Administrations et au Bureau international selon la nature, l'urgence ou la complexité du sujet;
- charger le Bureau international, en tant que Secrétariat du CCEP, d'élaborer et de soumettre au CCEP le projet de revision annuelle sur la base des travaux effectués et des propositions recueillies.

Article 107

Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

CONSEIL EXÉCUTIF

1507.1

Modifier le titre ainsi que les paragraphes 1, 3 et 4 comme suit:

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union selon le paragraphe 6.
2. (Sans changement.)
3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.
4. La documentation publiée directement par le Bureau international est en principe distribuée simultanément dans les différentes langues demandées. (Le reste sans changement.)

Motifs. – A la suite de la décision C 64 du Congrès de Hamburg, le CE a retenu comme critère de référence les définitions données par l'article 17 des «Prescriptions internes» du Bureau international, en vue d'harmoniser du point de vue rédactionnel la portée des termes «documentation», «document» et «publication» figurant dans les Actes, et cela pour tenir compte du fait que les termes en question ne sont pas utilisés dans les Actes d'une façon cohérente et précise. L'article 17 évoqué ci-dessus est le suivant:

Documents et publications

1. La documentation de l'Union se compose de documents et de publications.
2. Est considéré comme «document» tout texte préparé à l'intention d'une réunion d'un organe de l'Union et, en général, toute autre pièce écrite ou imprimée non destinée à la vente.
3. Les textes reproduits sous forme de brochures ou de livres (classeurs à feuilles mobiles) et disponibles pour la vente sont des «publications».

Propositions corrélatives: 2509.1, 2511.1, 2512.1 et 4627.2.

Article 108

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

1508.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. /.../ Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une lettre-circulaire aux Administrations postales des Pays-membres en les invitant à lui présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général. Ces candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. /.../ Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international /.../ élabore la documentation nécessaire pour le Congrès en indiquant si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt au renouvellement éventuel de leur mandat initial. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

Motifs. – Dans aucune institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies on ne prescrit la voie diplomatique ou l'intervention des services diplomatiques du pays siège pour la mise au concours des postes de Directeur général/Secrétaire général et de Vice-Directeur général/Secrétaire général adjoint, ainsi que pour la réception des candidatures y relatives. Aucun motif ne justifie le maintien de cette procédure désuète, à l'abandon de laquelle la Suisse a du reste donné son plein accord.

COMMISSION 3

Texte préparé par le Secrétariat sur la base des amendements et commentaires présentés oralement lors de la 5e séance de la Commission 3.

2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à /.../ présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès /.../. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

1509.1

Insérer en tête du paragraphe 2, avant la lettre a), l'attribution suivante:

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

abis) notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil exécutif;

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 20.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

1509.2

Insérer en tête du paragraphe 2, avant la lettre a), l'attribution suivante:

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

oter) assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;

Motifs. – Conséquence des propositions 1026.1 et 1011.1.

Article 115

Formules fournies par le Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

1515.1

Le modifier comme suit:

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales et les coupons-réponse internationaux /.../ et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

Motifs. – Conséquence de la proposition 05 concernant l'exécution des Arrangements supprimés par l'UPU.

Article 119

Procédure de présentation des propositions au Congrès

BULGARIE (RÉP. POP.)

1519.1

Ajouter le nouveau paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les propositions relatives aux taxes des services postaux internationaux fixées dans la Convention et les Arrangements ne sont admises que si elles sont présentées par le Conseil exécutif, à la suite d'études approfondies.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1502.3.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

1520.1

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires. Les propositions concernant les Règlements d'exécution ne sont prises en considération par le Conseil exécutif que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1502.2, visant à donner au CE la possibilité d'adapter les Règlements d'exécution entre deux Congrès en cas d'urgente nécessité.

Voir Congrès – Doc 72, chiffres 16 et 17.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

ARGENTINE

1520.2

Amendement à la proposition 1520.1

Le modifier comme suit:

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires. /.../

2. (Le paragraphe 2 actuel sans modifications.)

2bis. Les propositions concernant les Règlements d'exécution n'ont pas besoin d'appui mais ne sont prises en considération par le Conseil exécutif que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Motifs. – Il est entendu que le paragraphe 2 de l'article 120 ne s'appliquera pas aux Règlements d'exécution. C'est pourquoi il devient nécessaire d'introduire le nouveau texte de la proposition 1520.1 dans un paragraphe séparé faisant suite au paragraphe 2.

Il est ajouté en outre, pour rendre la règle plus claire, que ces propositions n'ont pas besoin d'appui.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

1521.1

Le modifier comme suit:

1. Toute proposition concernant la Convention et les Arrangements est soumise à la procédure suivante: (le reste sans changement).

1bis. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil exécutif.

2. Si la proposition concerne un Arrangement /.../ ou son Protocole final, seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 15.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

1522.1/Corr 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1026.1, visant à confier à l'UPU la fonction de dépositaire des Actes de l'Union.

Note du Bureau international. – La correction ne concerne que la version anglaise.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

1522.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les modifications apportées par le Conseil exécutif aux Règlements d'exécution et à leurs Protocoles finals sont /.../ notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 72, chiffre 20.

Article 123

Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

1523.1

Modifier le titre et le corps de l'article comme suit:

Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements d'exécution entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve du paragraphe 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

Motifs. – Conséquence des propositions 1022.1 et 1502.2, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution et les adapter entre deux Congrès en cas d'urgente nécessité.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 22.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL, ANNEXE

Règlement intérieur des Congrès

Article 3

Pouvoirs des délégués

CONSEIL EXÉCUTIF

1703.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée. Le dernier rapport doit être approuvé par le Congrès avant les élections de toute nature et avant l'approbation des projets d'Actes.

Motifs. – Cette proposition a son origine dans l'étude confiée au CE par la décision C 88 du Congrès de Hamburg sur les procédures et les dispositions relatives au dépôt des pouvoirs et à la portée de ceux-ci.

Le CE soumet la présente proposition de modification pour faire apparaître clairement dans l'article 3, paragraphe 3, que les délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont entachés d'irrégularités ne sont plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès a approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, étant entendu que cette approbation doit avoir lieu avant toute élection et avant l'approbation des projets d'Actes.

Article 5

Observateurs

NOUVELLE-ZÉLANDE

1705.1/Rev 1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales sont admis aux séances du Congrès ou de ses Commissions lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations. Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales peuvent être admis aux séances des Commissions si la Commission y consent.

Motifs. – Le but de la présente proposition est de poser des conditions à l'admission des organisations internationales non gouvernementales aux réunions des Commissions.

La disposition actuelle pourrait être interprétée de façon à penser que l'admission aux séances des représentants des organisations non gouvernementales est un droit qui leur est dû. Cette interprétation n'est pas toujours souhaitable, ni nécessaire. Par exemple, dans le cas de quelques organisations non gouvernementales, on peut souhaiter que l'organisation expose simplement ses vues sur un sujet d'intérêt mutuel et quitte ensuite la salle pour que la Commission délibère ensuite sur la question. Il semble que c'est à la Commission elle-même, par l'intermédiaire de son Président, que devrait revenir la décision de la procédure à suivre.

Article 8

Bureau du Congrès

TOGO

1708.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents et des Vice-Présidents des Commissions. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Les Vice-Présidents ont pour rôle de seconder, d'assister et de remplacer éventuellement les Présidents des Commissions. Ils peuvent mieux assumer ces rôles en étant eux aussi directement associés à tout ce qui se décide et s'organise au niveau du Bureau du Congrès.

Appuis. – Bénin, Egypte, Ouganda, Rwanda, Sénégal.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

1715.1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci décide de leur renvoi au Conseil exécutif sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si ce renvoi fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 11.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

1715.2

Ajouter le paragraphe 1ter suivant:

1ter. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil exécutif, à moins que la Commission décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si une telle proposition fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 72, chiffre 12.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

1715.3

Ajouter le paragraphe 7bis suivant:

7bis. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent une résolution en deux parties qui comportent:

1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen;

2° les numéros des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen avec des directives du Congrès.

Quant aux propositions de modification des Règlements d'exécution qui ont été adoptées par une Commission et transmises ensuite à la Commission de rédaction, elles font l'objet d'une résolution comprenant en annexe le texte définitif des propositions retenues.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 72, chiffre 14.

Article 18

Quorum. Généralités concernant les votations

CONSEIL EXÉCUTIF

1718.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Quorum /.../

1. Sous réserve des paragraphes 1bis et 1ter, le quorum nécessaire pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès et ayant droit de vote. /.../

1bis. Au moment des votes sur la modification de la Constitution et du Règlement général, le quorum exigé est constitué par les deux tiers des Pays-membres de l'Union.

1ter. En ce qui concerne les Arrangements et leurs Règlements d'exécution, le quorum exigé pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit et qui ont droit de vote.

2. (Le transférer à l'article 19 comme paragraphe 0bis.)

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé aux paragraphes 1, 1bis et 1ter.

4. (Le transférer à l'article 20 comme paragraphe 4bis.)

Motifs. – Remaniement d'ordre rédactionnel des articles 18 et 20, afin de faire figurer dans l'article 18 tout ce qui concerne les quorums et dans l'article 20 les conditions d'approbation des propositions (décision C 2 du Congrès de Hamburg 1984). Quant aux généralités concernant les votations, elles n'ont aucun rapport direct avec le quorum. C'est pourquoi le Conseil exécutif propose de transférer le paragraphe 2 à l'article 19 comme paragraphe 0bis et le paragraphe 4 à l'article 20 comme paragraphe 4bis, puisqu'il s'agit de règles concernant plutôt les conditions d'approbation des propositions.

Propositions corrélatives: 1719.1 et 1720.1.

Article 19

Procédure de vote

CONSEIL EXÉCUTIF

1719.1

Modifier le titre comme suit et ajouter le paragraphe Obis suivant:

Principe et procédure de vote

Obis. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation (article 18, paragraphe 2 actuel).

Motifs. – Conséquence de la proposition 1718.1.

Article 20

Conditions d'approbation des propositions

CONSEIL EXÉCUTIF

1720.1

Le modifier comme suit:

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées:
 - a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union; /.../
 - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès; /.../
 - c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
 - d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.
2. (Sans changement.)
3. Sous réserve du paragraphe 4bis, par Pays-membres présents et votant, (le reste sans changement).

4. (Sans changement.)

4bis. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte (article 18, paragraphe 4 actuel).

Motifs. – Conséquence de la proposition 1718.1.

III A

Convention (réglementation)

- Propositions d'ordre général
- Convention
- Protocole final
- Règlement d'exécution
- – Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Hamburg 1984.

CONVENTION (RÈGLEMENTATION), PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

2000.1

Résolution

Réglementation des imprimés

Le Congrès,

ayant pris connaissance
des travaux effectués par le Conseil exécutif dans le cadre de l'étude sur la classification des envois
de la poste aux lettres,

constatant
que la majorité des Administrations ayant participé à la consultation réalisée par la lettre-
circulaire n° 3390.2(B)1491 du 29 mai 1987 était d'avis que les articles 126 à 128 du Règlement
d'exécution de la Convention devraient être abrégés et le règlement de certains détails laissé à la
discrétion de l'Administration d'origine de l'envoi,

notant également
que l'Union internationale des éditeurs (UIE) est d'avis que l'article 19 de la Convention doit être
modernisé en vue d'admettre comme imprimés à taxe réduite les catalogues produits sur des
disques compacts CD ROM, disquettes ou cassettes ainsi que les publications accompagnées de
matériel audio ou visuel,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à moderniser et à simplifier la réglementation
relative aux imprimés.

Motifs. – Lors de la consultation mentionnée, 62 Administrations sur 72 ayant répondu à cette
question souhaitaient simplifier ces dispositions. La demande de l'UIE démontre également un
besoin de moderniser ces dispositions.

SUÈDE

2000.2

Recommandation

Utilisation dans les services postaux de papier fabriqué selon des procédés non polluants (papier «écologique»)

Le Congrès,

notant

que l'utilisation du papier par les Administrations postales augmente de plus en plus,

considérant

que la dégradation de l'environnement s'étend dans le monde à cause de la pollution de l'eau et de l'air,

reconnaissant

que les déversements de chlorure causent des dommages graves aux poissons, algues et goémons et autres organismes de mer,

conscient

de la nécessité de réduire l'utilisation de matières dont la production cause des impuretés, par exemple le papier blanchi au chlore,

recommande

aux Administrations postales de choisir dans les services postaux un papier aussi écologique que possible pour chaque utilisation.

Motifs. – Les raisons les plus importantes de cette recommandation ressortent des considérants ci-dessus.

La nocivité du blanchiment au chlore est apparue de plus en plus évidente. Le Parlement de Suède s'est prononcé en novembre 1986 sur la priorité d'une utilisation de papier écologique. La poste suédoise use dans une très grande mesure d'imprimés et de formules produits sur du papier écologique. Il n'est plus possible aujourd'hui de juger d'après la blancheur du papier s'il est blanchi au chlore ou fabriqué par une méthode plus respectueuse de l'environnement, par exemple blanchi au peroxyde.

Le blanchiment au chlore provoque l'émission de polluants particulièrement dangereux; il constitue également un gaspillage d'énergie et augmente de 10 à 15% le coût de la production de papier.

Le terme «écologique» signifie surtout que ce papier n'est pas blanchi au chlore (c'est-à-dire gaz chlorure, hypochlorite ou peroxyde de chlore).

BANGLADESH

2000.3

Résolution

Amélioration des services postaux des zones rurales

Le Congrès,

tenant compte

de l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution visant à assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale,

notant

qu'une forte majorité de la population de nombreux pays vit dans des zones rurales,

notant en outre

que les services postaux des zones rurales de ces pays sont loin de répondre à ce que l'on attend d'eux,

considérant

que les services postaux mondiaux n'atteindront pas les objectifs fixés si l'on n'aide pas les services postaux des zones rurales des Pays-membres à répondre aux exigences,

conscient

qu'il est urgent d'améliorer les services postaux des zones rurales des Pays-membres,

considérant

qu'un grand nombre de facteurs substantiels entravent l'amélioration de ce type de service postal,

considérant en outre

que bon nombre de ces difficultés dépassent souvent les possibilités d'action d'une Administration isolée,

reconnaissant

qu'il est indispensable d'adopter une approche unie, à l'échelle mondiale, pour vaincre les obstacles et atteindre les objectifs fixés,

charge

le Conseil consultatif des études postales de:

- a) entreprendre une étude approfondie de la situation actuelle des services postaux ruraux des Pays-membres;
- b) identifier les obstacles à l'amélioration des services postaux ruraux;
- c) recommander les voies et moyens de surmonter les obstacles et de réaliser les objectifs;
- d) présenter à cette fin des propositions avant le prochain Congrès;
- e) recommander, le cas échéant, des mesures provisoires au Conseil exécutif, pour exécution.

Motifs. – Le service postal des zones rurales de beaucoup de Pays-membres ne répond pas encore aux besoins, bien qu'il concerne la grande majorité de la population. On ne pourra prétendre que les services postaux mondiaux sont satisfaisants tant que les conditions de service des zones en question ne s'améliorent pas sensiblement, ce dont elles ont un besoin urgent. Mais cette amélioration se trouve entravée par une grande quantité de problèmes importants, que l'on retrouve dans tous les pays. Des actions conjointes et soutenues au niveau international contribueraient efficacement à l'amélioration de la qualité des services postaux des zones rurales des Pays-membres.

CONSEIL EXÉCUTIF

2000.4

Résolution

Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

des questions dont l'étude doit être poursuivie,

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

autorise

le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

Motifs. – Créé en 1965, à la suite d'une résolution du Congrès de Vienne 1964, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué successivement après les Congrès de Tokyo 1969, Lausanne 1974, Rio de Janeiro 1979 et celui de Hamburg 1984. Le résultat de ses travaux depuis ce dernier Congrès est concrétisé notamment:

- a) dans les propositions:
 - 2500.4, 2543.91, 2933.91 et 2518.1 relatives à la Convention;
 - 5538.91, 5505.1 et 5902.1 relatives à l'Arrangement concernant les colis postaux;
 - 2500.4 relative à la Liste des objets interdits;
 - b) dans la collaboration en vue du dédouanement rapide des envois EMS;
 - c) dans la collaboration dans le domaine de la télématique et de la lutte contre la drogue.
- Une collaboration étroite s'est ainsi instaurée entre l'UPU et le CCD pour la recherche de solutions aux problèmes communs qui se posent aux deux organisations et qu'il convient de poursuivre.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2000.5

Résolution

Action pour renforcer la sécurité et l'intégrité du courrier international

Le Congrès,

tenant compte

- de la responsabilité fondamentale des Administrations postales en ce qui concerne la garantie de l'inviolabilité des envois postaux;
- de la nécessité d'élaborer des politiques, des normes et des programmes à l'échelle internationale afin d'aider les Administrations à agir de concert pour assumer cette responsabilité et préserver l'intégrité du système postal international;
- de l'opportunité de mettre à jour les mesures contenues dans la recommandation C 63 du Congrès de Lausanne;
- du rôle que l'UPU peut jouer dans le sens d'une coordination de cet effort;
- de la résolution 42/159 de l'Assemblée générale de l'ONU de 1987 demandant que certaines organisations du système des Nations Unies, dont l'UPU, étudient les mesures à prendre pour combattre et éliminer le terrorisme,

considérant

- l'augmentation des délits criminels commis à l'encontre du courrier international;
- la vulnérabilité du système de la poste internationale face à des actes criminels commis par l'intermédiaire de la poste ou à son encontre (vols, fraudes, trafic de drogue et pornographie);
- les connaissances et les techniques particulières requises pour lutter contre les actions criminelles dirigées contre la poste et les ressources limitées dont elle dispose pour combattre ces actions,

conscient

- de l'importance sociale et commerciale du maintien de la confiance du public à l'égard de la sécurité des envois postaux;
- des avantages que les Administrations postales jouissant du statut d'entreprise publique axée sur le service public devraient avoir par rapport au secteur privé qui leur fait concurrence, dans le domaine de la sécurité du courrier,

notant

les efforts récents tendant à accroître la coopération internationale dans le but de mieux faire connaître les problèmes liés à la sécurité du courrier international, comme:

- l'étude internationale des délits postaux conduite par Interpol entre 1984 et 1986;
- la conférence tenue à Vienne en 1987 sur le trafic des stupéfiants par tous les moyens, dont la poste internationale, parrainée par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD);
- les efforts conjoints du Conseil de coopération douanière et de l'UPU visant à l'organisation de séminaires destinés au personnel de la poste sur la recherche de trafics de stupéfiants par l'intermédiaire de la poste et la tenue du premier séminaire, financé par le FNULAD, à Bangkok en octobre 1988;
- la conférence sur la sécurité du courrier tenue à Mexico en août 1988, sous l'égide de l'UPAE, la Déclaration sur la sécurité du courrier qui en est résultée, et qui a été adoptée par le Conseil consultatif et exécutif de l'UPAE en septembre 1988, et la conférence de suivi de Rio de Janeiro en août 1989.

prie instamment

les membres de vérifier la compatibilité de leurs politiques nationales avec la législation en vigueur concernant la sécurité et l'intégrité du courrier et de procéder, si besoin est, aux modifications nécessaires pour accomplir des progrès en la matière,

charge

le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP), chacun dans le cadre de leur compétence et avec l'appui du Bureau international, de réunir un groupe d'experts en matière de sécurité postale et de concevoir et d'adopter des initiatives portant sur les politiques, les normes et les programmes internationaux pouvant être mises en pratique avant le prochain Congrès.

Motifs. – Un des aspects essentiels du service offert par les postes est le fait que le courrier qui leur est confié sera protégé et distribué. Par ailleurs, il importe que les services de la poste internationale ne servent pas de canal à des envois contenant des produits illicites. Cependant, les délits ne font qu'augmenter dans le monde entier et la poste n'est pas à l'abri de ce genre de danger. Le besoin d'une diffusion des informations et d'une action coordonnée entre les Administrations postales s'impose donc. La présente résolution charge le CE et le CCEP de déterminer et de prendre les mesures appropriées.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép. pop.), Irlande, Japon, Portugal, Thaïlande, Turquie, Yougoslavie.

CANADA

2000.6/Rev 1

Résolution

**Harmonisation des systèmes de transit utilisés pour la poste aux lettres de surface
et les colis postaux de surface**

Le Congrès,

considérant

que le transit des colis de surface s'effectue différemment de celui de la poste aux lettres,

conscient

du fait que le transit d'un sac de la poste aux lettres est exactement la même opération que le transit d'un sac de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude en vue d'élaborer un système unique applicable tant à la poste aux lettres qu'aux colis postaux.

CANADA

2000.7

Recommandation

Enliassage d'enveloppes «plates»

Le Congrès,

notant

que la plupart des Administrations mettent les enveloppes «plates» telles quelles dans des sacs, ce qui entraîne une longue préparation du courrier au lieu de destination,

sachant

que l'enliassage de ce genre d'envois par l'Administration expéditrice améliore la qualité d'ensemble du service,

recommande

aux Administrations d'enliasser correctement les enveloppes «plates» à destination de l'étranger.

CANADA

2000.8

Recommandation

Utilisation de matériel d'enlissage approprié

Le Congrès,

sachant

que certains matériels d'enlissage tels que la ficelle glissante ne conviennent pas, cette ficelle en particulier finissant par s'user au frottement et par casser, ce qui entraîne dans le pays de destination une longue préparation du courrier,

recommande

aux Administrations d'utiliser du matériel d'enlissage plus approprié.

Motifs. – Il est fait usage d'un matériel d'enlissage inapproprié. Une telle recommandation permettrait de remédier quelque peu à cette situation.

CANADA

2000.9

Recommandation

Conteneurisation accrue du courrier

Le Congrès,

prenant note

des résultats de l'étude 626 du CCEP (CCEP 1988/C 2 – Doc 3.6a),

reconnaissant

que les essais bilatéraux ont effectivement démontré les avantages des récipients autres que les sacs (tels que les bacs) pour les échanges de dépêches,

prie instamment

les Administrations de s'attacher à introduire et à utiliser ce genre de récipients dans leur service tant en régime international qu'en régime intérieur,

recommande

aux Administrations qui ont déjà engagé un programme de conteneurisation, ou qui sont en train d'en élaborer un, de rechercher activement la conclusion d'accords bilatéraux en faveur de l'utilisation de ces récipients dans leur service international.

CANADA

2000.10

Recommandation

Problèmes causés par l'inscription de slogans publicitaires sur les envois postaux

Le Congrès,

sachant

qu'un nombre croissant d'entreprises commerciales inscrivent sur leur correspondance publicitaire ou leurs autres envois des slogans destinés à attirer l'attention,

notant avec inquiétude

que ces inscriptions publicitaires extrêmement voyantes peuvent souvent être confondues avec le courrier soumis à un supplément de taxe,

considérant

le préjudice financier que cette pratique fait subir aux Administrations postales et ses incidences néfastes sur le service auquel peuvent prétendre les clients ayant dûment payé le supplément de taxe,

recommande

aux Administrations postales de prendre les mesures appropriées pour que les envois postés dans leurs services à destination de l'étranger ne portent pas d'inscriptions publicitaires pouvant facilement prêter à confusion dans le pays de destination, en ce qui concerne le niveau de service qui doit leur être attribué.

Motifs. – On observe qu'un nombre croissant d'agences de publicité et d'entreprises diverses recourent à l'inscription de slogans destinés à attirer l'attention, sur le côté face des envois postaux. Cette habitude pose des problèmes quand des termes tels que «Priorité», «Exprès» et «Urgent» sont inscrits, sans que cette mention corresponde à un service international existant. Il s'ensuit souvent qu'une distribution en «exprès» ou, même, que le traitement réservé aux envois EMS soit accordé à des envois taxés au tarif des dépêches-avion ou des imprimés. Cela porte préjudice aux autres clients de la poste ainsi qu'aux Administrations postales. Une coopération des Administrations en la matière permettrait d'atténuer ces difficultés.

CHILI

2000.11

Résolution

Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité

Le Congrès,

constatant

que des réserves ont été faites au sujet des dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité,

inquiet

du fait que ces réserves nuisent non seulement aux Administrations postales en lésant leurs intérêts mais surtout et directement aux usagers de la poste devant lesquels ces Administrations sont redevables,

reconnaissant

le droit souverain des pays à présenter des réserves aux Actes, conformément aux usages suivis par l'UPU en la matière,

gardant présent à l'esprit

que, malgré ce droit souverain, les pays doivent s'efforcer de s'abstenir de présenter ce genre de réserve,

conscient du fait

que ces réserves obéissent à des contingences internes ou à des dispositions de la législation des pays qui les présentent,

considérant

la recommandation C 51/Tokyo 1969, la recommandation C 70/Lausanne 1974, la décision C 20/Rio de Janeiro 1979 et la résolution C 73/Hamburg 1984,

prie instamment

- 1° les Administrations postales de s'abstenir de présenter des réserves relatives aux dispositions du chapitre III de la Convention postale universelle et du titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité;
- 2° les Administrations postales qui maintiennent les réserves qu'elles font auxdites dispositions de faire tout leur possible auprès des autorités nationales compétentes pour qu'elles remédient à leurs problèmes intérieurs ou qu'elles adaptent leur législation nationale conduisant à la présentation de telles réserves, de façon que ces dernières puissent être reconsidérées et retirées des Protocoles finals des Actes de l'UPU.

Motifs – Certains pays maintiennent des réserves aux dispositions relatives à la responsabilité de la poste, réserves contenues dans les articles XIV, XV et XVI du Protocole final de la Convention et dans les articles XII, XIII, XIV et XV du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Le bien-fondé des dispositions obligatoires relatives à la responsabilité, au profit de l'utilisateur, est évident. Leur non-respect de la part des pays qui présentent des réserves va directement à l'encontre soit de l'ayant droit qui ne peut être indemnisé, soit de l'Administration qui ne peut récupérer les indemnités versées. Plus que l'aspect pécuniaire, limité au paiement des indemnités réglementaires pouvant être très inférieures aux dommages occasionnés, c'est l'image de la poste aux yeux des utilisateurs qui est ici mise en jeu, au moment précis où, face à une forte concurrence, il est plus que jamais nécessaire d'attirer la clientèle en lui inspirant des sentiments de confiance et de sécurité.

Par ailleurs, l'existence de semblables réserves peut provoquer la présentation de contre-réserves, en juste réaction d'Administrations se trouvant lésées, et augmenter ainsi les effets négatifs subis par les utilisateurs et par la poste.

La présentation d'une résolution du Congrès allant dans le sens de cette proposition, outre le fait qu'elle peut inciter les Administrations à s'abstenir de présenter de telles réserves, peut donner aux Administrations qui les maintiennent une base de négociation pour demander aux autorités nationales compétentes de remédier aux problèmes d'ordre interne ou de modifier la législation nationale qui a conduit à la présentation de ces réserves, afin que ces dernières soient reconsidérées et, en conséquence, retirées des Protocoles finals des Actes de l'UPU.

CONSEIL EXÉCUTIF

2000.12

Résolution

Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international

Le Congrès,

considérant

qu'en dehors du cas particulier des coupons-réponse internationaux, la compensation organisée par le Bureau international ne s'applique qu'aux frais de transit et aux frais terminaux du courrier de surface et qu'une extension de cette compensation pour le courrier-avion est envisagée,

constatant

l'intérêt manifesté par le CE pour l'étude de l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international,

conscient

du fait que les Pays-membres ne sont pas signataires de tous les Arrangements,

soucieux

de respecter le principe déjà établi du paiement direct et de l'utilisation du décompte général pour un compte donné après accord des deux Administrations des Pays-membres concernés,

désireux
d'utiliser de façon optimale les moyens actuels du Bureau international,

charge

le Conseil exécutif d'étudier les modalités d'une compensation élargie et d'adapter la réglementation internationale en conséquence.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. –

1. Aux termes de l'article 113, paragraphe 5, du Règlement général, le Bureau international peut effectuer une compensation entre les Administrations postales qui le souhaitent. Elle est, pour ce qui concerne le décompte général des frais de transit et des frais terminaux, réglementée par l'article 187 du Règlement de la Convention et ne s'applique que pour le courrier de surface. Par ailleurs, dans le cadre de la comptabilité des coupons-réponse internationaux à la charge du Bureau international, une compensation est également effectuée (voir article 196 du Règlement de la Convention).
2. L'établissement d'un décompte unique pour les frais terminaux de surface et avion conduit à une utilisation plus large du décompte général limité au courrier de surface. A partir de là, on peut se demander si les Administrations n'auraient pas intérêt à ce que ce même décompte s'applique également aux quotes-parts des colis postaux (articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement concernant les colis postaux) qui, au niveau des principes, répondent au même objectif que les frais terminaux et les frais de transit, ou à ce qu'il y ait une compensation spécifique.
3. Un accroissement des sommes en compensation accroîtra l'efficacité du système en réduisant encore davantage le nombre de paiements à effectuer par les Administrations. Hormis l'entrée manuelle des données nécessaires, il n'y aurait pas de frais additionnels significatifs au niveau du Bureau international.

BRÉSIL

2000.13

Résolution

Logotype universel pour identifier les services postaux

Le Congrès,

ayant noté
en dépit du fait que l'UPU possède son propre symbole, traditionnellement associé à l'image de cette Union, que les services postaux ne portent aucune signalisation moderne qui soit de nature à provoquer un impact sur le marché et qui permette, à l'instar du service EMS, de les identifier dans n'importe quelle région du monde,

conscient

de la nécessité d'adopter un symbole unique qui traduise à l'intention des usagers les idées de rapidité, de sécurité et de fiabilité,

charge

le Conseil consultatif des études postales de réaliser une étude sur la possibilité de créer un logotype universel qui permette d'identifier les services postaux.

Motifs. – Bien que l'UPU possède son propre symbole, traditionnellement associé à l'image de cette Union, les services postaux ne portent aucune signalisation moderne qui soit de nature à provoquer un impact sur le marché et qui permette, à l'instar du service EMS, de les identifier dans n'importe quelle région du monde. La présente proposition devra permettre aux usagers des postes de reconnaître un symbole traduisant les idées de rapidité, de sécurité et de fiabilité. Dès que l'ensemble du service postal sera identifié à l'aide de cette marque, les Administrations postales devront faire en sorte d'établir une corrélation plus étroite entre le symbole retenu et l'action de la poste.

Service des envois à livraison attestée

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2000.14

Avant-propos

1. La résolution C 65 du Congrès de Hamburg 1984 a chargé le Conseil consultatif des études postales d'entreprendre une étude des services de recommandation et de déclaration de valeur en régime international, et aussi d'examiner la question de savoir s'il devait y avoir un service international simplifié des envois recommandés.
2. Une première consultation des Administrations postales de tous les Pays-membres de l'UPU a fait ressortir qu'un tel service bénéficiait d'un appui important. A sa session de 1987, le CCEP a chargé le Groupe de travail de l'étude 616 de poursuivre son étude et de présenter à la session de 1988 du CCEP les possibilités de remplacement des services actuels de recommandation et de déclaration de valeur par d'autres services.
3. Une deuxième consultation s'est déroulée en 1988; elle avait pour objet de déterminer lequel des deux systèmes ci-après était plus favorable, soit:
 - un service à deux niveaux qui comprendrait un service des envois avec valeur déclarée et un service des envois à livraison attestée; et
 - un service à trois niveaux qui conserverait les services actuels de recommandation et de déclaration de valeur et qui comprendrait aussi un service international des envois à livraison attestée.

4. La deuxième consultation fait apparaître que les deux systèmes bénéficient d'un appui quasiment égal. Néanmoins, à la session de 1988 du CCEP, il a été décidé que le service à trois niveaux offrait à la clientèle un choix plus large. En conséquence, c'est ce service qui fait l'objet des propositions de modification de la Convention au Congrès de Washington. Les principales caractéristiques du service proposé ainsi que la description détaillée du service à trois niveaux sont contenues dans le Congrès – Doc.

5. Si la proposition d'introduction du nouveau service est acceptée par le Congrès, les modifications ci-après devront être apportées à la Convention et à son Règlement d'exécution.

Convention

- deuxième partie, chapitre II, ajouter les mots «envois à livraison attestée» à l'intitulé du chapitre;
- créer les nouveaux articles 43bis et 44bis;
- ajouter les mots «envois à livraison attestée» au paragraphe 1 des articles 48 et 49;
- créer le nouvel article 50bis;
- ajouter les mots «envois à livraison attestée» à l'intitulé de l'article 52 et aux paragraphes 1 et 2 de ce même article;
- préciser l'étendue de l'article 58 en y ajoutant, à son intitulé, les mots «Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée»;
- créer le nouvel article 58bis.

Règlement d'exécution de la Convention

- deuxième partie, dans l'intitulé du titre II et du chapitre I, ajouter les mots «envois à livraison attestée»;
- créer le nouvel article 131bis;
- ajouter les mots «envois à livraison attestée» au texte de l'article 136;
- créer le nouvel article 157bis;
- créer la nouvelle formule C 4bis et modifier les formules C 5 et C 8 en y ajoutant la référence aux envois à livraison attestée.

Le texte intégral de toutes les propositions de modification des Actes en question est reproduit ci-après:

Convention

Deuxième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres

Chapitre II

Envois recommandés, envois à livraison attestée et lettres avec valeur déclarée

Motifs. – Le service des envois à livraison attestée est l'appellation qui a été retenue pour le nouveau service proposé par le Conseil consultatif des études postales. Des précisions à ce sujet sont contenues dans les propositions qui suivent. Le service ne peut être institué que sur une base de réciprocité.

Article 43bis

Admission des envois à livraison attestée

1. Les envois de la poste aux lettres visés à l'article 18 peuvent être expédiés par le service des envois à livraison attestée aux Administrations et par les Administrations acceptant de les admettre.

2. Lors du dépôt, il est remis gratuitement un récépissé à l'expéditeur d'un envoi de l'espèce.

Motifs. –

1. Ce nouvel article ouvre la possibilité d'expédier par la poste aux lettres des envois à livraison attestée. A l'heure actuelle, les usagers ne disposent pas d'un service peu coûteux pour les envois de faible valeur ou n'ayant pas de réelle valeur. Ils sont ainsi dans l'obligation de recourir au service des envois recommandés, alors qu'ils n'ont besoin que d'une preuve du dépôt et de la remise. La création d'un service international dans ce domaine a pour objet de fournir la preuve du dépôt et de la distribution, sans cependant offrir plus de sécurité que celle dont bénéficient les envois ordinaires. Ce nouveau service a notamment pour avantage d'être moins cher que le service de recommandation et d'entraîner pour les Administrations postales moins de frais au niveau de l'Administration et de l'exploitation.

2. L'intention n'est pas d'accepter à ce service les envois de valeur, tels que billets de banque, coupures, métaux précieux et pierres précieuses, ou les bijoux.

Article 44bis

Taxes applicables aux envois à livraison attestée

1. La taxe est acquittée à l'avance. Elle comprend:

- a) la taxe d'affranchissement correspondant à la catégorie de l'envoi; et
- b) la taxe de livraison attestée fixée par l'Administration d'origine, qui doit être inférieure à la taxe de recommandation.

Motifs. –

1. Les composants de la taxe sont analogues à ceux des envois recommandés. Toutefois, il est proposé que les Administrations aient le pouvoir de fixer leur propre taxe, à condition que celle-ci soit inférieure à la taxe de recommandation.

2. Nulle autre taxe est nécessaire, par exemple au titre d'une sécurité supplémentaire ou de la couverture de cas de force majeure, car ces caractéristiques additionnelles ne sont pas envisagées pour le service des envois à livraison attestée.

Article 48

Avis de réception

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, d'un envoi à livraison attestée, ou d'une lettre avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en acquittant la taxe prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre s). L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans des délais normaux, il n'est perçu ni une deuxième taxe, ni la taxe prévue à l'article 42 pour les réclamations.

Motifs. – Le service des envois à livraison attestée contient certaines caractéristiques facultatives qui existent actuellement dans le service de recommandation et dans le service des lettres avec valeur déclarée. Il est prévu que l'avis de réception devrait fonctionner de la même façon pour ce nouveau service.

Article 49

Remise en main propre

1. Dans les relations entre les Administrations qui ont donné leur consentement, les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les lettres avec valeur déclarée sont, à la demande de l'expéditeur, remis en main propre. Les Administrations peuvent convenir de n'admettre cette faculté que pour les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les lettres avec valeur déclarée accompagnés d'un avis de réception. Dans les deux cas, l'expéditeur paie la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre t).

2. Les Administrations ne sont tenues de faire un second essai de remise de ces envois que si celui-ci est supposé aboutir et si la réglementation intérieure le permet.

Motifs. – Etendre au service simplifié des envois à livraison attestée la faculté de remise en main propre.

Chapitre III

Responsabilité

Article 50bis

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois à livraison attestée

1. Les Administrations postales ne répondent que de la perte des envois à livraison attestée. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. La spoliation totale ou l'avarie totale du contenu des envois à livraison attestée est assimilée à la perte, sous réserve que l'emballage ait été reconnu comme suffisant pour protéger efficacement le contenu contre les risques de vol ou d'avarie.

3. En cas de perte d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

Motifs. –

1. La responsabilité en cas de perte d'envois à livraison attestée incombe aux Administrations postales dans les mêmes cas, bien définis, qui sont prévus pour les envois recommandés. En revanche, il n'est pas envisagé de couvrir les cas de force majeure, pas plus que de désintéresser d'autre personne que l'expéditeur.
2. Le montant de l'indemnité est égal à la somme des taxes acquittées par l'expéditeur; autrement dit toutes les taxes sont restituées en cas de perte. Il n'est pas envisagé d'autre compensation, car le service ne vise pas les envois de valeur.

Article 52

Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés et envois à livraison attestée

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés et des envois à livraison attestée dont elles ont effectué la remise, soit dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3. La responsabilité est toutefois maintenue lorsqu'une spoliation totale ou une avarie totale est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi recommandé et des envois à livraison attestée ou lorsque la réglementation intérieure le permet, le destinataire, le cas échéant, l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi totalement spolié ou totalement avarié.
2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:
 - 1° de la perte d'envois recommandés ou d'envois à livraison attestée:
 - a) en cas de force majeure. L'Administration dans le service de laquelle la perte a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine, si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste en cas de perte d'envois recommandés à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 50, paragraphe 3);
 - b) lorsque la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
 - c) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 42, paragraphe 1;
 - 2° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée qui, selon notification de l'Administration du pays de destination, ont été retenus ou saisis en vertu de la législation de ce pays;
 - 3° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 36, paragraphes 2, 3, lettre b) et 4;
 - 4° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée ayant subi une avarie provenant de la nature du contenu de l'envoi.
3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane conformément à l'article 36, paragraphe 4, lettre f), lors de la vérification des envois de la poste aux lettres soumis au contrôle douanier.

Motifs. – Il est jugé souhaitable de compléter la réglementation sur la non-responsabilité des Administrations postales pour les envois recommandés et les envois à recommandation simplifiée.

Article 58

Paiement de l'indemnité. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

Motifs. – L'intitulé de cet article doit être modifié pour faire nettement ressortir que les dispositions ne visent que les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée, et non pas les envois à recommandation simplifiée.

Article 58bis

Restitution des taxes. Envois à livraison attestée

1. L'obligation de restituer les taxes incombe à l'Administration d'origine.

2. Ce paiement doit être effectué aussitôt que possible et, au plus tard, dans les quatre mois, à partir du lendemain du jour de la réclamation.

Motifs. –

1. Cette proposition de nouvel article complète le texte du nouvel article 50bis. Elle énonce avec clarté que l'Administration d'origine est tenue de restituer les taxes à l'expéditeur en cas de perte totale.

2. Etant donné que les procédures de réclamation concernant ces envois doivent être très simples, un délai de quatre mois est considéré comme suffisant pour la restitution des taxes.

Convention, Règlement d'exécution

Deuxième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres

Titre II

Envois recommandés, envois à livraison attestée et lettres avec valeur déclarée

Chapitre I

Envois recommandés et envois à livraison attestée

Motifs. – Inclure dans le Règlement d'exécution de la Convention les envois à livraison attestée.

Article 131bis

Envois à livraison attestée

1. Il n'est prescrit aucune condition particulière quant à la forme, la fermeture ou le mode d'adressage des envois à livraison attestée.
2. Les envois de l'espèce doivent être revêtus d'une étiquette conforme au modèle C 4bis, ci-annexé, qui doit être apposée comme il convient.
3. L'étiquette est placée sur le recto de l'envoi, le plus haut possible dans l'angle supérieur gauche, au-dessus du nom et de l'adresse de l'expéditeur lorsque ces indications figurent, ou, s'agissant d'envois sous la forme de cartes, au-dessus de l'adresse, de telle façon que sa lisibilité n'en soit pas entravée.
4. Avec l'autorisation de l'Administration d'origine, les usagers peuvent utiliser, pour leurs envois à livraison attestée, des enveloppes portant dans l'emplacement prévu pour l'apposition de l'étiquette C 4bis, un fac-similé préimprimé de l'étiquette dont les dimensions ne doivent pas être inférieures à celles de l'étiquette C 4bis. Le cas échéant, il peut y être indiqué un numéro d'ordre au moyen d'un procédé quelconque, pour autant qu'il apparaisse de façon claire, nette et indélébile. Il peut être également imprimé un fac-similé de l'étiquette C 4bis, sur les étiquettes-adresse ou directement sur le contenu des envois expédiés dans des enveloppes à panneau transparent, à condition que ce fac-similé soit placé, dans tous les cas, sur le côté gauche du panneau.
5. L'Administration d'origine s'assure que les envois à livraison attestée sont régulièrement marqués conformément aux dispositions énoncées dans les précédents paragraphes. Il y a lieu de corriger toutes lacunes relevées avant d'acheminer les envois vers les pays de destination.
6. Les Administrations intermédiaires n'apposent pas de numéro d'ordre sur le recto des envois à livraison attestée.

Motifs. – Les envois de l'espèce doivent avoir leur propre étiquette. Comme le service ne s'applique pas aux envois de valeur, il n'est pas exigé de mode spécial de fermeture. L'apposition des étiquettes et le remplacement d'une étiquette par un fac-similé préimprimé se fera dans des conditions analogues à ce qui se fait actuellement pour les envois recommandés.

Chapitre III

Avis de réception et remise en main propre

Article 136

Remise en main propre

Les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les lettres avec valeur déclarée à remettre en main propre doivent porter, en caractères très apparents, la mention «A remettre en main propre» ou la mention équivalente dans une langue connue dans le pays de destination. Cette mention doit figurer du côté de la suscription et autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom de l'adresse de l'expéditeur. Lorsque l'expéditeur a demandé un avis de réception et une remise en main propre au destinataire, la formule C 5 doit être signée par ce dernier ou, en cas d'impossibilité, par son mandataire dûment autorisé.

Motifs. – Permettre aux expéditeurs la distribution en main propre d'envois à livraison attestée.

Titre IV

Echange d'envois. Dépêches

Chapitre I

Article 157bis

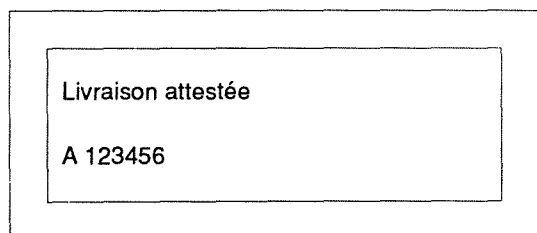
Transmission d'envois à livraison attestée

Les envois de l'espèce sont transmis de la même façon que les envois ordinaires.

Motifs. – Il n'est pas exigé de méthodes spéciales de transmission pour les envois à livraison attestée. A leur arrivée dans un bureau de destination, les envois en question sont extraits des liasses d'envois ordinaires et mis à part aux fins de distribution contre signature.

Formule C 4bis

Créer la nouvelle formule C 4bis selon le modèle ci-après:



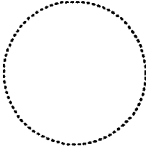
Dimensions: minimales 25 x 50 mm, maximales 30 x 70 mm, couleur jaune

Motifs. – Création d'un service des envois à livraison attestée.

Formule C 5

Verso. Le modifier comme ci-après:

C 5 (verso)

A remplir par l'expéditeur	<input type="checkbox"/> Envoi recommandé	<input type="checkbox"/> Envoi à livraison attestée	<input type="checkbox"/> Colis ordinaire
	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé	
	Envoi avec valeur déclarée		Valeur déclarée
	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Colis	Montant
	<input type="checkbox"/> Mandat de poste	<input type="checkbox"/> Mandat de versement	<input type="checkbox"/> Chèque d'assignation
A compléter à destination	Nom ou raison sociale du destinataire ou intitulé du CCP		
	Rue et n°		Localité et pays
	Cet avis doit être signé en priorité par le destinataire et, si cela n'est pas possible, par une autre personne y autorisée en vertu des règlements du pays de destination, ou, si ces règlements le prévoient, par l'agent du bureau de destination et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur		Timbre du bureau de destination 
	L'envoi mentionné ci-dessus a été dûment		
	<input type="checkbox"/> remis	<input type="checkbox"/> payé	
	Date et signature du destinataire		Signature de l'agent

Motifs. – Prévoir l'avis de réception pour les envois à livraison attestée.

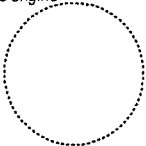
Formule C 8

Recto. Le modifier comme ci-après:

Administration des postes d'origine

C 8

RÉCLAMATION
Envoi ordinaire

Indications. Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur et pour le même destinataire			Timbre du bureau d'origine 
Bureau ou service d'origine	Date	Référence	

1. Renseignements à fournir par le réclamant (expéditeur ou destinataire)

Motif de la réclamation			
Envoi	<input type="checkbox"/> non parvenu	<input type="checkbox"/> spolié	<input type="checkbox"/> avarié <input type="checkbox"/> retardé
Envoi réclamé	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Carte postale	<input type="checkbox"/> Journal
	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/>
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Livraison attestée
	<input type="checkbox"/> Remboursement Montant du remboursement et monnaie		
Dépôt	Date précise ou approximative		

Motifs. – Prévoir le cas de réclamations des envois à livraison attestée.

Résolution

Service EMS

Le Congrès,

notant avec satisfaction

- 1° le développement important du service EMS depuis le Congrès de Hamburg, tant du point de vue du trafic expédié que du nombre d'Administrations postales assurant le service;
- 2° les travaux accomplis par le Conseil exécutif et le CCEP à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Hamburg concernant ce service;
- 3° la souplesse et l'efficacité dont le Conseil exécutif et le CCEP ont fait preuve dans l'exécution de cette tâche,

conscient

- 1° du défi que représente, pour les Administrations, la concurrence des compagnies de coursiers privés sur le marché du transport des envois urgents;
- 2° de la nécessité, pour faire face à cette concurrence, de continuer, d'extrême urgence, à élargir et à harmoniser le réseau EMS mondial, tout en s'assurant que le service offert par les Administrations soit de la meilleure qualité possible,

prend acte

- 1° de l'Accord-cadre EMS ci-annexé adopté par la résolution 2/1987 du Conseil exécutif;
- 2° des recommandations ci-annexées résultant des études techniques du CCEP qui contiennent les dispositions transitoires régissant le fonctionnement du service EMS,

charge

le CE et le CCEP de poursuivre leurs efforts en vue du développement rapide du service EMS,

donne compétence

- 1° au CE de concevoir et de modifier, en tenant compte des propositions du CCEP, la réglementation EMS contenue dans l'Accord-cadre EMS et son Règlement d'exécution;
- 2° au CCEP d'émettre des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement du service EMS ou de modifier les recommandations existantes.

Motifs. – Le mandat confié au CCEP par la résolution C 25 du Congrès de Hamburg consistait notamment à «entreprendre de toute urgence les actions nécessaires au développement technique, économique et pratique de ce service en vue de son application rapide par le plus grand nombre possible d'Administrations postales».

Les travaux effectués par le CCEP dans le cadre de ce mandat lui ont permis de promouvoir ce nouveau service comme activité de l'Union par:

- l'élaboration d'un accord-cadre publié par le CE en vertu de l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général;
- la diffusion des recommandations techniques concernant l'exploitation de ce service, en vertu de l'article 104, paragraphe 9, lettre a), du Règlement général.

Il appartient au Congrès de se prononcer sur les activités ainsi menées conformément à ces directives et de définir les orientations nouvelles à donner à ces activités. Tel est l'objet du présent projet de résolution.

Pour des raisons pratiques, il est indiqué ci-après la correspondance entre la numérotation des recommandations annexées à ce projet de résolution et celles déjà publiées, notamment dans le Recueil opérationnel EMS.

<i>Projets de recommandation</i>	<i>Recommandations de base/ documents et dispositions de référence</i>
1	CCEP 3/1986 CCEP 4/1986
2	CCEP 1/1988
3	CCEP 10/1987
4	Règlement-cadre EMS, article 103 CCEP 9/1986 Guide opérationnel du système international de suivi et de localisation EMS
5	CCEP 2/1986
6	CCEP 2/1986
7	CCEP 10/1986
8	CCEP 4/1986
9	CCEP 8/1987
10	CCEP 2/1986
11	CCEP 9/1986 Accord-cadre EMS, article 15 Arrangement concernant les colis postaux, article 39
12	CCEP 11/1986 Accord-cadre EMS, article 11
13	CCEP 4/1986 CCEP 9/1987 CCEP 2/1988
14	CCEP 6/1986 CCEP 2/1988

Accord-cadre concernant les envois EMS

Article premier

Définition

Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

Article 2

Service international EMS au sens du présent accord

Les Administrations contractantes peuvent exploiter les types suivants de service EMS:

- envois programmés;
- envois sur demande.

Article 3

Envois programmés

Les envois programmés sont acceptés sur la base d'un arrangement contractuel entre l'Administration de dépôt et l'expéditeur. Cet accord fixe l'horaire de dépôt et de transport des objets EMS ainsi que leur périodicité.

Article 4

Envois sur demande

Les envois sur demande sont acceptés sans arrangement contractuel et sans périodicité prévue d'avance.

Article 5

Marchandises

Sauf avis contraire, les envois EMS peuvent contenir des marchandises.

Article 6

Dédouanement

Chaque Administration prend toutes les mesures nécessaires pour dédouaner les envois EMS dans le délai le plus court.

Article 7

Limites de poids et de dimensions

Les envois EMS sont admis jusqu'au poids maximal de 20 kg. Ils ne doivent pas dépasser 1,50 m pour l'une quelconque des dimensions ni 3 m pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. Les Administrations peuvent fixer d'autres limites de poids et de dimensions.

Article 8

Taxes

Les taxes sont fixées et conservées par l'Administration de dépôt des envois EMS.

Article 9

Objets interdits

Les interdictions prévues dans la Convention de l'UPU sont applicables aux envois EMS, ainsi que les restrictions d'importation et de transit figurant dans la Liste des objets interdits publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle. Les objets précieux définis dans la Convention postale universelle ne sont pas admis.

Article 10

Acheminement

Les envois EMS sont transmis par les moyens de transport préétablis les plus rapides dès leur dépôt (éventuellement, dès la prise en charge chez l'expéditeur) jusqu'à la livraison. Les Administrations se consultent à ce sujet.

Article 11

Compensation lors du déséquilibre des échanges

Les frais terminaux définis dans la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux envois EMS. Chaque Administration fixe, en cas de déséquilibre des échanges, un taux de compensation unitaire par envoi correspondant aux coûts. Les Administrations fixent dans leurs relations réciproques le nombre d'envois en excédent à partir duquel le taux de compensation unitaire est perçu.

Article 12

Responsabilité

Lors de l'introduction du service, les Administrations s'entendent au sujet de la responsabilité.

Article 13

Envois non distribuables

Un envoi refusé par le destinataire ou un envoi non distribuable doit être renvoyé, sans frais supplémentaires, à l'expéditeur par le service EMS.

Article 14

Réacheminement des envois ou des sacs reçus en fausse direction

Tout envoi ou tout sac EMS reçu en fausse direction doit être réacheminé vers sa véritable destination par les moyens les plus directs utilisés pour le service EMS par l'Administration l'ayant reçu.

Article 15

Enquête

Chaque Administration répond dans le délai le plus bref aux demandes de renseignements se rapportant aux envois EMS. La réponse doit normalement être transmise par le même moyen que celui utilisé pour la demande de renseignement correspondante (c'est-à-dire par télex, par téléphone, par EMS, par courrier électronique, etc.).

Article 16

Suspension temporaire du service

Si des circonstances extraordinaires le justifient, une Administration peut suspendre temporairement le service. Les autres Administrations doivent être informées immédiatement de cette suspension et de la reprise du service, au besoin par télégramme, télex, courrier électronique ou téléphone.

Article 17

Application de la Convention postale universelle

La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution sont applicables par analogie dans tous les cas non expressément prévus par cet accord et son règlement-cadre.

Règlement-cadre concernant les envois EMS

Article 101

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

Les Administrations doivent communiquer au Bureau international:

- a) la dénomination du service dans leur pays;
- b) les types de service disponibles;
- c) si les marchandises sont acceptées;
- d) les limites maximales de poids et de dimensions;
- e) les taxes fixées;
- f) les pays avec lesquels elles échangent des envois EMS;
- g) les localités de leur pays où le service est assuré;
- h) les bureaux d'échange où les dépêches peuvent être expédiées et le territoire desservi par ces bureaux;
- i) les heures limites de réception d'un envoi à leurs bureaux d'échange pour qu'il soit distribué:
 - le jour même;
 - le lendemain;
 - le surlendemain;
- j) le temps nécessaire pour le dédouanement des objets:
 - soumis à des droits de douane;
 - non passibles de droits de douane;
- k) l'acceptation d'avis de réception ou d'un service équivalent;
- l) le montant demandé par envoi supplémentaire en cas de déséquilibre des échanges.

Article 102

Introduction du service des envois programmés

1. Avant la conclusion de tout contrat, l'Administration de destination est consultée sur ses possibilités d'assurer le service. L'Administration d'origine lui procure les informations suivantes au moins dix jours avant l'entrée en vigueur du service:
 - a) les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire;
 - b) les jours d'expédition et les conditions d'acheminement des envois;
 - c) la date retenue pour l'expédition du premier envoi.
2. Toute modification intervenant dans le fonctionnement d'un échange ou sa cessation doit être communiquée aux Administrations intéressées.

Article 103

Etiquettes-adresse spéciales

Il est recommandé d'imprimer sur l'étiquette le logotype et l'identification unique de 13 caractères adoptés par le CCEP et d'y prévoir au moins, dans toute la mesure possible, les cases suivantes:

<i>Case¹</i>	<i>Description</i>
1	Logotype, nom de l'Administration d'origine et nom national du service
2	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres
3	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie
4	Date du dépôt
5	Heure du dépôt
8	Nom et adresse de l'expéditeur
9	Code postal de l'expéditeur
12	Nom et adresse du destinataire
14	Code postal du destinataire
20	Taxe d'expédition
21	Description du contenu
22	Cadeau
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise

Article 104

Conditions générales d'expédition

1. Les envois sont inclus dans des sacs EMS de couleur bleu et orange.
2. Chaque sac porte une étiquette bleu et orange qui indique clairement le bureau d'échange de destination.
3. Un document spécial ou une formule C 12 complétée par la mention EMS accompagne chaque dépêche.
4. Chaque envoi ou sac direct EMS est inscrit séparément sur la formule.

Article 105

Bordereau de livraison

1. Un bordereau de livraison AV 7 ou C 18, selon qu'il s'agit de la voie aérienne ou de la voie de surface, accompagne chaque dépêche.
2. Le bordereau de livraison AV 7 ou C 18 doit signaler de manière claire que la dépêche contient des envois EMS.

Article 106

Vérification des dépêches

A la réception d'une dépêche du service EMS, l'Administration de destination vérifie si la dépêche est conforme aux indications du bordereau de livraison AV 7 ou C 18.

¹ Les numéros des cases correspondent à ceux figurant dans la recommandation 3 ci-après.

Article 107

Notification des irrégularités

Tout sac ou envoi manquant reçu en fausse direction ou endommagé doit être signalé sans délai à l'Administration d'origine par télex, téléphone, courrier électronique ou télégramme. L'irrégularité est confirmée par écrit.

Article 108

Renvoi des envois

Chaque Administration qui renvoie un envoi doit indiquer la raison de la non-livraison sur l'envoi par une inscription manuscrite, une empreinte de timbre ou une étiquette.

Article 109

Mise en compte et règlement des comptes

La procédure de mise en compte et de règlement des comptes pour le paiement d'une rémunération en cas de déséquilibre des échanges est la suivante:

- a) chaque Administration établit, selon une périodicité prévue d'avance, une récapitulation des envois reçus;
- b) l'Administration de destination informe l'Administration expéditrice du nombre des envois reçus. Les différences sont liquidées par voie de correspondance;
- c) le décompte se fait annuellement. La période annuelle commence à la date convenue d'un commun accord;
- d) l'Administration créancière établit un compte détaillé, qui indique:
 - le nombre total des envois reçus;
 - le nombre total des envois expédiés;
 - le déséquilibre;
 - la taxe due par envoi;
 - le montant total dû au titre de la compensation;
- e) les comptes doivent être établis dans les six mois qui suivent le dernier jour de la période considérée.

Recommandations concernant le service EMS

<i>Recommandation</i>	<i>Sujet</i>
1	Logotype EMS
2	Identification unique des envois
3	Etiquetage
4	Systèmes de suivi et de localisation informatisés
5	Notification des dépêches
6	Contrôle du traitement par les compagnies aériennes
7	Dédouanement
8	Distribution des envois
9	Mesure de l'exécution du service
10	Centres opérationnels
11	Responsabilité
12	Compensation des déséquilibres des échanges
13	Normes de service à la clientèle
14	Information sur la clientèle

Recommandation 1

Logotype EMS

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'utiliser les spécifications techniques du logotype EMS figurant dans le Manuel EMS aux fins de commercialisation et d'exploitation de leur service EMS, y compris la mise au point éventuelle d'un système d'emballage uniformisé pour les envois EMS;
- 2° de prendre les mesures nécessaires afin de protéger, au niveau national, le nom et le logotype EMS.

Recommandation 2

Identification unique des envois

Il est recommandé aux Administrations postales d'utiliser la spécification ci-après pour l'identification unique des envois EMS et des sacs, des conteneurs ou des récipients contenant des envois EMS.

Spécification concernant l'identification des envois EMS

Nombre de caractères: 13

Disposition à partir de la gauche:

- positions 1 et 2: soit les caractères «EE» pour indiquer un envoi EMS, soit les caractères «ES» pour indiquer un sac/conteneur/réceptient EMS;
- positions 3 à 10 y comprise: numéros d'ordre;
- position 11: chiffre de contrôle généré par ordinateur, conforme au «mod 11» ou, si un tel caractère n'est pas désiré, le caractère alphabétique «X» sans signification;
- positions 12 et 13: code ISO Alpha-2 pour désigner l'Administration d'origine (voir annexe 2).

Exemple:

	E	E	4	7	3	1	2	4	8	2	9	G	B
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Envoi EMS													
Numéro													
Chiffre de contrôle													
«Grande-Bretagne»													

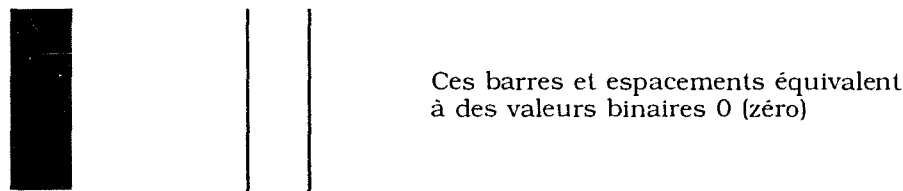
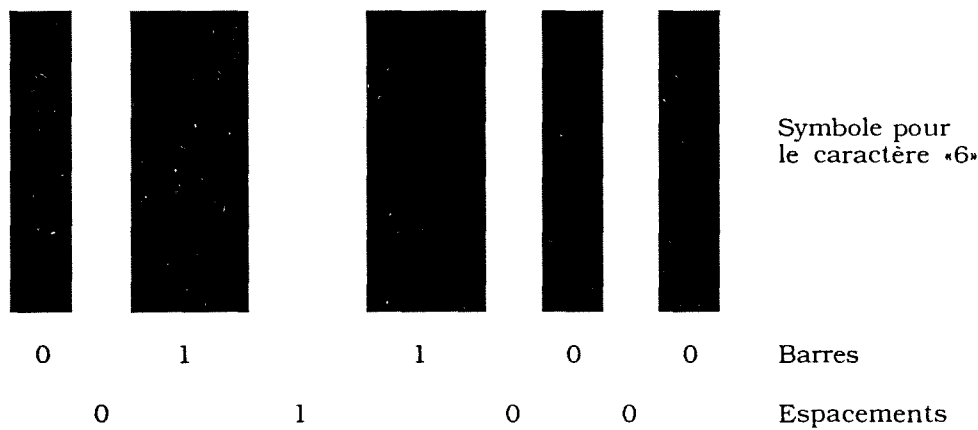
Lorsqu'il est utilisé un code à barres pour représenter un moyen d'identification unique d'un envoi ou d'un sac international, ce code doit être le code 39, d'une densité de 5,4 caractères/pouce, auquel est incorporé, dans la position 11 (à partir de la gauche), un chiffre de contrôle généré par ordinateur et conforme au «mod 11». Si ce caractère n'est pas incorporé, il doit être prévu, dans le code à barres, l'inclusion du caractère alphabétique «X» sans signification à cette position. Les lettres et les chiffres du code d'identification à 13 caractères doivent également être imprimés sous la forme habituelle près du code à barres.

Annexe 1 à la recommandation 2

Caractéristiques du code 39

- 1. Dans le code 39, les barres et les espacements sont codés binairement en largeur: les barres/espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro) et les barres/espacements larges sont interprétés comme une valeur binaire 1.
- 2. Chaque caractère se compose de neuf éléments: cinq barres et quatre espacements. Trois de ces éléments sont larges et six sont étroits, d'où le nom de code 39 (3 de 9). La figure ci-dessous illustre la structure des caractères.
- 3. L'algorithme primaire est binaire; il s'applique à la fois aux barres et aux espacements du code. Les barres ou espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro), les barres ou espacements larges comme une valeur binaire 1.

Code à barres 39



Formule et module international 11

La formule est la suivante:

- 1° appliquer les facteurs de pondération aux nombres de base en utilisant les chiffres suivants: 86423597;
- 2° calculer la somme de ces nombres;
- 3° diviser cette somme par 11 (onze);
- 4° si le reste est égal à 0 (zéro), utiliser 5 (cinq) comme chiffre de contrôle. Si le reste est 1 (un), utiliser 0 (zéro) comme chiffre de contrôle;
- 5° le cas échéant, soustraire le reste de 11. Le chiffre obtenu correspond au chiffre de contrôle.

Exemple:

Nombres	4		7		3		1		2		4		8		2
Facteurs de pondération	$\times 8$		$\times 6$		$\times 4$		$\times 2$		$\times 3$		$\times 5$		$\times 9$		$\times 7$
	32	+	42	+	12	+	2	+	6	+	20	+	72	+	14 = 200

$200 : 11 = 18$ Reste 2
 $11 - 2 = 9$ Chiffre de contrôle

Numéro d'autocontrôle complet: 473124829

Annexe 2 à la recommandation 2*Code ISO Alpha-2 des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union*

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Afghanistan	AF	Chine (Rép. pop.)	CN
Albanie	AL	Chypre	CY
Algérie	DZ	Colombie	CO
Allemagne, Rép. féd. d'	DE	Comores	KM
Amérique (Etats-Unis)	US	Congo (Rép. pop.)	CG
– Guam	GU	Corée (Rép.)	KR
– Porto-Rico	PR	Costa-Rica	CR
– Samoa	AS	Côte d'Ivoire (Rép.)	CI
– Iles Vierges	VI	Cuba	CU
des Etats-Unis		Danemark	DK
d'Amérique		– Iles Féroé	FO
– Iles du Pacifique	PC	– Groenland	GL
(Marshall, Carolines,		Djibouti	DJ
Mariannes)		Dominicaine (Rép.)	DO
Andorre ¹	AD	Dominique	DM
Angola	AO	Egypte	EG
Arabie saoudite	SA	El Salvador	SV
Argentine	AR	Emirats arabes unis	AE
Australie	AU	Equateur	EC
– Christmas (île)	CX	Espagne	ES
– Cocos (Keeling) (îles)	CC	Ethiopie	ET
– Norfolk (île)	NF	Fidji	FJ
Autriche	AT	Finlande (y compris	FI
Bahamas	BS	les îles Åland)	
Bahrain	BH	France	FR
Bangladesh	BD	– Départements français	
Barbade	BB	d'outre-mer:	
Belgique	BE	– Guadeloupe (y compris	GP
Belize	BZ	Saint-Barthélémy	
Bénin	BJ	et Saint-Martin)	
Bhoutan	BT	– Guyane française	GF
Biélorussie	BY	– Martinique	MQ
Bolivie	BO	– Réunion	RE
Botswana	BW	– Collectivité territoriale	PM
Brésil	BR	de Saint-Pierre et Miquelon	
Brunei Darussalam	BN	– Collectivité territoriale	–
Bulgarie (Rép. pop.)	BG	de Mayotte	
Burkina Faso	BF	– Territoires français	
Burundi	BI	d'outre-mer:	
Cameroun	CM	– Nouvelle-Calédonie	NC
Canada	CA	– Polynésie française	PF
Cap-Vert	CV	(y compris l'îlot	
Centrafrique	CF	de Clipperton)	
Chili	CL	– Wallis et Futuna	WF

¹ Les vallées d'Andorre, desservies par les Administrations française et espagnole, sont également considérées comme appartenant à l'Union.

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
- Terres australes et antarctiques françaises	TF	- Turques et Caïques	TC
- Iles éparses	RE	- Vierges (îles)	VG
(Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses, Tromelin)		Grèce	GR
Gabon	GA	Grenade	GD
Gambie	GM	Guatemala	GT
Ghana	GH	Guinée	GN
Grande-Bretagne:		Guinée-Bissau	GW
- Royaume-Uni de	GB	Guinée équatoriale	QG
Grande-Bretagne et		Guyane	GY
d'Irlande du Nord		Haïti	HT
- Guernesey	GB	Honduras (Rép.)	HN
- Ile de Man	GB	Hongrie (Rép. pop.)	HU
- Jersey	GB	Inde	IN
Territoires d'outre-mer		Indonésie	ID
dont les relations		Iran (Rép. islamique)	IR
internationales sont		Iraq	IQ
assurées par le		Irlande	IE
Gouvernement du		Islande	IS
Royaume-Uni de Grande-		Israël	IL
Bretagne et d'Irlande		Italie	IT
du Nord:		Jamahiriya libyenne	LY
- Anguilla	-	Jamaïque	JM
- Ascension	SH	Japon	JP
- Bermudes	BM	Jordanie	JO
- Cayman (îles)	KY	Kampuchea dém.	KH
- Falkland (Malvinas)	FK	Kenya	KE
(îles) et dépendances		Kiribati	KI
(Géorgie du Sud		Kuwait	KW
et Sandwich du Sud)		Lao (Rép. dém. pop.)	LA
- Gibraltar	GI	Lesotho	LS
- Hong-Kong	HK	Liban	LB
- Montserrat	MS	Libéria	LR
- Pitcairn (îles) (Pitcairn,	PN	Liechtenstein	LI
Henderson, Ducie		Luxembourg	LU
et Oeno)		Madagascar	MG
- Sainte-Hélène	SH	Malaisie	MY
- Territoires	AQ	Malawi	MW
britanniques de		Maldives	MV
l'Antarctique (y compris		Mali	ML
la Terre de Graham, les		Malte	MT
Shetlands du Sud et les		Maroc	MA
Orcades du Sud)		Maurice	MU
- Tristan da Cunha	SH	Mauritanie	MR
		Mexique	MX
		Monaco	MC
		Mongolie (Rép. pop.)	MN
		Mozambique	MZ
		Myanmar	MM ¹

¹ Le code pour Myanmar (anciennement Birmanie) est attribué provisoirement.

Convention, propositions d'ordre général

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Nauru	NR	Suisse	CH
Népal	NP	Suriname	SR
Nicaragua	NI	Swaziland	SZ
Niger	NE	Syrienne (Rép. arabe)	SY
Nigéria	NG	Tanzanie (Rép. unie)	TZ
Norvège	NO	Tchad	TD
Nouvelle-Zélande	NZ	Tchécoslovaquie	CS
(y compris la dépendance de Ross)		Thaïlande	TH
– Iles Cook	CK	Togo	TG
– Niue (île)	NU	Tonga	TO
– Tokelau (île)	TK	Trinité-et-Tobago	TT
Oman	OM	Tunisie	TN
Ouganda	UG	Turquie	TR
Pakistan	PK	Tuvalu	TV
Panama (Rép.)	PA	Ukraine	UA
Papouasie – Nouvelle-Guinée	PG	Union des républiques socialistes soviétiques	SU
Paraguay	PY	Uruguay	UY
Pays-Bas	NL	Vanuatu	VU
– Antilles néerlandaises	AN	Vatican	VA
– Aruba	AW	Vénézuéla	VE
Pérou	PE	Viet Nam	VN
Philippines	PH	Yémen (Rép. arabe)	YE
Pologne (Rép. pop.)	PL	Yémen (Rép. dém. pop.)	YD
Portugal ¹	PT	Yougoslavie	YU
– Macao	MO	Zaïre	ZR
Qatar	QA	Zambie	ZM
Rép. dém. allemande	DD	Zimbabwe	ZW
Rép. pop. dém. de Corée	KP		
Roumanie (Rép. soc.)	RO		
Rwanda	RW		
Saint-Christophe-et-Nevis	KN	Pays indépendant dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:	
Sainte-Lucie	LC		
Saint-Marin	SM		
Saint-Vincent-et-Grenadines	VC	Antigua-et-Barbuda	AG
Salomon (îles)	SB		
Samoa occidental	WS		
Sao Tomé-et-Principe	ST	Pays relevant directement de la responsabilité de l'ONU:	
Sénégal	SN		
Seychelles	SC		
Sierra Leone	SL	Namibie	NA
Singapour	SG		
Somalie	SO		
Soudan	SD	Territoire étant dans une situation particulière:	
Sri Lanka	LK		
Suède	SE	Timor oriental	TP

¹ Y compris Madère et les Açores.

Recommandation 3*Étiquetage*

En plus de ce qui est fixé à l'article 103 du Règlement-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de numéroté chaque case utilisée pour les étiquettes EMS selon le système indiqué ci-après;
- 2° de prendre note de l'emplacement des cases numérotées figurant sur la formule E 1 ci-annexée;
- 3° d'utiliser les étiquettes EMS «manifold» de façon à disposer de copies suffisantes pour satisfaire aux besoins de dédouanement, de suivi et de localisation et de confirmation et de preuve de la distribution.

Système de numérotation des cases pour les étiquettes EMS

Numéro	Désignation
--------	-------------

- | | |
|----|---|
| 1 | – Logotype EMS |
| | – Nom de l'Administration d'origine |
| | – Nom du service EMS national (au choix) |
| 2 | Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres |
| 3 | Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie |
| 4 | Date du dépôt |
| 5 | Heure du dépôt |
| 6 | Numéro de compte de l'expéditeur |
| 7 | Numéro de téléphone de l'expéditeur |
| 8 | Nom et adresse de l'expéditeur |
| 9 | Code postal de l'expéditeur |
| 10 | Numéro de compte du destinataire |
| 11 | Numéro de téléphone du destinataire |
| 12 | Nom et adresse du destinataire |
| 13 | Point d'échange (à utiliser seulement lorsqu'une Administration établit une distinction entre un numéro de compte et le numéro servant à identifier une liaison donnée) |
| 14 | Code postal du destinataire |
| 15 | Nombre de pièces dans l'envoi |
| 16 | Numéro de cette pièce |
| 17 | Genre de produit |
| 18 | Mode de paiement |
| 19 | Droits d'assurance |
| 20 | Taxe d'expédition |
| 21 | Description du contenu (l'utilisation du numéro de la douane est fortement recommandée) |

22	Cadeau (ou)
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg. Chiffre arrondi au demi-kilogramme (par exemple 3,2 kg se lirait 3,5 kg)
26	Directives spéciales
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise
31	Nom du bureau d'origine
32	Distribué ou tentative de remise
33	Numéro du permis (port payé d'avance en espèces)
34	Numéro de série (port payé d'avance en espèces)
35	Droits de ramassage
36	Montant total des taxes
37	Signature de l'agent acceptant l'envoi
38	Numéro du bureau d'origine
39	Signature de l'expéditeur

Toute case additionnelle éventuellement retenue par le CCEP devra être numérotée suivant la séquence adoptée (c'est-à-dire 40, 41, etc.). Le numéro correspondant à une case ayant été éliminé deviendrait caduque et les autres conserveraient leur numéro.

Recommandation 4

Systèmes de suivi et de localisation informatisés

Il est recommandé aux Administrations de mettre en place, au niveau local, un système de suivi et de localisation EMS informatisé et de relier celui-ci au système de suivi et de localisation international (boîte aux lettres électronique) en tenant compte des spécifications ci-après.

Spécifications des systèmes de suivi et de localisation EMS

A. Objectifs

Par le biais de l'enregistrement des informations précises sur les événements survenus dans la transmission des envois EMS dès le dépôt jusqu'à la distribution, les systèmes de suivi et de localisation informatisés ont pour objectifs:

- 1° de permettre aux Administrations de répondre aux demandes d'information et aux réclamations concernant les envois EMS individuels formulées par les clients;
- 2° de signaler aux autres Administrations reliées les incidents pouvant porter sur les flux de trafic, par exemple grèves, fermeture d'aéroport pour cause d'intempéries, etc.;
- 3° de fournir, à des fins d'exploitation et de commercialisation du service EMS, des statistiques concernant la mesure de l'exécution du service ainsi que la composition du trafic et de la clientèle.

B. Caractéristiques générales

1. Les Administrations disposant de systèmes de suivi et de localisation EMS informatisés reliés à la boîte aux lettres électronique ne peuvent effectuer des recherches que pour les envois déposés ou distribués sur leur territoire.
2. La confidentialité des informations figurant dans ces systèmes est assurée par des mots de passe.
3. Ces systèmes doivent fonctionner 24 heures sur 24.

C. Format pour l'échange des données entre les Administrations reliées à la boîte aux lettres électronique

Ce format et la syntaxe des messages sont basés sur la norme EDIFACT (Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport) de l'ISO. Chaque message est constitué de segments qui contiennent des informations concernant les événements à transmettre. A l'intérieur d'un segment (descripteur d'un événement), trois parties différentes sont à distinguer:

1. Identification du type d'événement selon la liste ci-après an3
2. Données obligatoires pour l'identification de l'événement:
 - a) code d'identification de l'envoi, y compris le nom du pays an13
 - b) pays de destination a2
 - c) date et heure de l'événement (YYMMDDHHMM) n10
3. Données facultatives

Pour chaque type d'événement, des informations supplémentaires, comme spécifiées dans la liste ci-après, peuvent être transmises.

Note:

- a = alpha;
- an = alphanumérique;
- n = numérique.

Type d'événement	Description de l'événement	Rubrique narrative	Format 1
EMA	Dépôt/ramassage	Identité du bureau d'échange Numéro de compte du client Code postal de l'expéditeur Lieu d'origine (expéditeur) Code postal du destinataire Lieu de destination	an..9 an..17 an..9 a..6 an..9 a..6
EMB	Arrivée au bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange	a6
EMC	Départ du bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange Numéro de la dépêche Adresse du destinataire de la dépêche2 Numéro du vol3 Date du départ/premier vol	an..6 an..4 an..6 an..6 n6
EMJ	Arrivée au bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit Identité du bureau d'échange d'origine Numéro de la dépêche	an..6 an..6 an..4
EMK	Départ du bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit Numéro de la dépêche attribuée par le bureau d'échange de transit Adresse du destinataire de la dépêche2 Numéro du vol3 Date du départ/premier vol	an..6 an..4 an..6 an..6 n6
EMD	Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange d'arrivée Identité du bureau d'échange d'origine ou de transit Numéro de la dépêche	an..6 an..6 an..4
EME	Remise à la douane	Identité du bureau d'échange Code de rétention lorsque la douane retient l'envoi4	an..6 n2
EMF	Départ du bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange Passible de droits de douane/ non passible de droits de douane (D ou N)	an..6 a1
EMG	Arrivée au bureau distributeur	Identité du bureau distributeur	an..9
EMH	Vaine tentative de distribution	Identité du bureau distributeur Code de vaine tentative de distribution5	an..9 an3
EMI	Remise finale	Identité du bureau distributeur Nom du destinataire ayant signé	an..9 a..17
EMX	Information sous une forme libre, alphanumérique		

1 Le code de ce format est comme suit: a = alpha;
an = alphanumérique;
n = numérique.
Note: les deux points signifient «jusqu'à»; par exemple an..9 signifie «jusqu'à 9 caractères alphanumériques».
2 Bureau d'échange d'arrivée ou de transit.
3 Il s'agit d'un ensemble de données qui peut comprendre jusqu'à six numéros de vols.
4 Il peut s'agir d'un ensemble de données (voir annexe 1 à cette recommandation).
5 Voir annexe 2 à cette recommandation.

D. Fonctions du système de recherche

Les fonctions du système de recherche sont les suivantes:

- 1° commutation de messages pour les besoins de la gestion (information radiodiffusée ou urgente);
- 2° recherche sur la base de l'identification de l'envoi (pouvant spécifier soit un envoi, soit une liste d'envois classés par numéros d'identification);

- 3° recherches basées sur les caractéristiques de l'envoi ou de l'événement: ces recherches sont basées sur les valeurs désignées par les paramètres suivants:
- numéro de la dépêche;
 - lieu d'origine;
 - lieu de livraison;
 - date de l'événement;
 - date et heure du message;
 - type de l'événement;
- 4° transmission de données en masse permettant un traitement local de celles-ci.

Annexe 1 à la recommandation 4

Code concernant la rétention des envois EMS par la douane

Code Raison

- | | |
|----|--|
| 19 | Objets interdits |
| 20 | Objets dont l'importation est soumise à restriction – Licence d'importation nécessaire |
| 50 | Facture manquante |
| 51 | Facture inappropriée |
| 52 | Certificat d'origine manquant |
| 53 | Certificat d'origine inapproprié |
| 54 | C 2/CP 3 manquant |
| 55 | C 2/CP 3 inapproprié |
| 56 | Marchandise de haute valeur – Déclaration en douane officielle nécessaire |
| 57 | Impossible de contacter le destinataire pour l'information concernant l'importation |
| 58 | Présentation du commissionnaire en douane attendue |
| 59 | Numéro de TVA ou d'importation nécessaire |
| 60 | Certificat des marchandises retournées nécessaire |
| 61 | Formule de virement demandée à la banque |
| 62 | Expédition incomplète |
| 99 | Autre |

Annexe 2 à la recommandation 4

Code concernant la non-distribution des envois EMS

1. Mesures prises

Code Mesure

- | | |
|---|---|
| A | Tentative de livraison effectuée aujourd'hui |
| B | Tentative de livraison sera effectuée le prochain jour ouvrable |
| C | Envoi retenu, notification du destinataire en cours |
| D | Expéditeur a été contacté, on attend la réponse |
| E | Envoi retourné à l'expéditeur |
| F | Envoi réexpédié |
| G | Envoi retenu pour inspection |
| H | Envoi saisi ou détruit à cause de la nature du contenu |

2. Raisons de la non-distribution

Code	Raison
10	Adresse inexacte
11	Destinataire introuvable
12	Destinataire ne se trouve pas à l'adresse indiquée; bureau du destinataire fermé
13	Envoi refusé par le destinataire
14	L'expéditeur a demandé la livraison ultérieure
15	Destinataire en grève
16	Distribution manquée
17	Envoi mal dirigé
18	Avarie – Envoi non distribué
19	Objets interdits – Envoi non distribué
20	Importation soumise à restriction – Envoi non distribué
21	Paieement des taxes
99	Autre

3. Combinaisons possibles¹

Mesure	Raison												
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	99
A	●	●	●	●	●	●	●		●			●	●
B	●		●		●		●	●					
C	●	●	●			●			●	●	●	●	
D	●	●		●					●	●	●		
E	●	●		●					●		●		
F	●							●					
G									●				
H									●	●			

Recommandation 5

Notification des dépêches

Il est recommandé aux Administrations postales de notifier à l'Administration de destination l'arrivée des dépêches EMS par liaison informatisée, téléphone, télex, téléfax ou courrier électronique.

Recommandation 6

Contrôle du traitement par les compagnies aériennes

Il est recommandé aux Administrations postales de contrôler la qualité du traitement des envois EMS par les compagnies aériennes et de prendre, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires au niveau local.

¹ Exemple: A13 signifie une tentative de livraison effectuée aujourd'hui, mais le destinataire a refusé l'envoi.

Recommandation 7

Dédouanement

Les Administrations postales sont encouragées à accélérer le dédouanement des envois EMS par tous les moyens à leur disposition, notamment:

- 1° comités de contact nationaux;
- 2° études approfondies de l'organisation des services sur les aéroports, en liaison avec les services douaniers locaux, les compagnies aériennes et les autorités aéroportuaires;
- 3° transmission préalable, notamment sous forme électronique, des informations nécessaires aux autorités douanières pour réaliser le dédouanement des envois EMS sur manifeste et avant l'arrivée des envois.

Recommandation 8

Distribution des envois

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'effectuer la distribution des envois EMS par un réseau qui permet d'atteindre un niveau de rendement concurrentiel;
- 2° d'assurer la distribution des envois EMS entrants par messenger spécial ou régulier.

Recommandation 9

Mesure de l'exécution du service

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de mettre sur pied un système régulier de mesure de l'exécution du service EMS;
- 2° d'employer, pour ce système, la méthode qui convient le mieux, étant entendu que les Administrations devraient adopter de préférence un système de suivi et de localisation EMS informatisé.

Recommandation 10

Centres opérationnels

Il est recommandé aux Administrations postales de mettre au point un centre opérationnel auquel on peut faire appel, 24 heures sur 24, pour résoudre les problèmes, y compris les réclamations, liés au service EMS.

Recommandation 11

Responsabilité

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'assumer la responsabilité et de verser une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois EMS;
- 2° de fixer éventuellement, pour cette indemnité, une limite maximale, à condition que ce montant maximal ne soit pas inférieur à 19,60 DTS pour les envois ne contenant que des documents et à 73,51 DTS pour ceux qui contiennent d'autres objets;

- 3° de rembourser, en outre, la totalité des taxes postales payées, soit lorsqu'une indemnité est due pour perte, spoliation totale ou avarie totale, soit en cas de retard de distribution, le paiement de l'indemnité et le remboursement des taxes postales devant être promptement effectués par l'Administration d'origine après reconnaissance des irrégularités;
- 4° d'admettre que l'Administration responsable prend à sa charge l'indemnité à verser et les taxes postales à rembourser à l'expéditeur;
- 5° de déterminer les irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification spécial, conforme au modèle E 2 ci-annexé, et de donner suite aux réclamations selon les dispositions de l'article 15 de l'Accord-cadre;
- 6° de déterminer la responsabilité entre Administrations, le cas échéant par analogie avec les dispositions de la Convention ou de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Recommandation 12

Compensation des déséquilibres des échanges

En plus de ce qui est fixé dans l'article 11 de l'Accord-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales de prévoir une compensation lorsque le déséquilibre annuel des échanges est de 100 envois ou plus.

Recommandation 13

Normes de service à la clientèle

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de prendre les mesures suivantes représentant les éléments de service à la clientèle EMS considérés comme souhaitables pour adoption à court terme:

Information

- a) émettre un guide de service EMS;
- b) diffuser du matériel de promotion, tel que publipostage, dépliants et brochures;
- c) publier des numéros de téléphone comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- d) rendre les bureaux de poste acceptant l'EMS reconnaissables de l'extérieur;
- e) installer des guichets spéciaux EMS;
- f) offrir la prise en charge des envois dans les locaux des clients;
- g) mettre à disposition gratuitement du matériel d'expédition, tel qu'étiquettes et documents douaniers, à la demande du client;

Fiabilité

- h) développer un système rapide et fiable pour le traitement des réclamations et des plaintes;
- i) établir des normes de distribution garanties avec remboursement pour les envois retardés;
- j) confirmer la distribution sur demande;
- k) offrir sur demande une preuve de distribution (signature du destinataire);
- l) publier les modalités et conditions explicites en ce qui concerne le transport et la responsabilité;
- m) introduire un système de suivi et de localisation manuel;

Attitude envers les clients

- n) promouvoir des attitudes positives envers le service EMS parmi les guichetiers, les facteurs et les dirigeants;

- 2° de prendre, dans la mesure du possible, les mesures suivantes représentant les éléments de service EMS additionnels pour adoption à moyen terme:

Information

- o) utiliser des représentants commerciaux comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- p) tout en tenant compte des éléments de sécurité, aménager des guichets spéciaux EMS dans les aéroports pour le dépôt des envois EMS à la dernière minute;

Fiabilité

- q) introduire un système de suivi et de localisation informatisé;

- 3° de prendre note des mesures additionnelles possibles suivantes en vue d'examiner si ces éléments sont souhaitables et réalisables pour adoption dans leur service EMS national:

- r) offrir des tarifs spéciaux d'introduction;
- s) offrir la prise en charge dans les locaux de tous les clients;
- t) placer des boîtes aux lettres EMS spéciales sur la rue ou dans les immeubles des quartiers d'affaires;
- u) procéder au conditionnement du courrier EMS prêt à l'expédition à la demande du client, soit gratuitement, soit contre paiement;
- v) mettre en compte par facture, compte mensuel ou facture détaillée;
- w) offrir un service spécial au client pour les cas difficiles, tels que la distribution sur demande en dehors de la zone de desserte, admission de dimensions et poids hors norme et arrangements de prise en charge;

- 4° d'apporter une attention particulière aux éléments du service à la clientèle offert par les concurrents.

Recommandation 14



Information sur la clientèle

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de créer et de tenir à jour, dans leur collecte d'informations nécessaires pour l'analyse de la concurrence et la planification des stratégies commerciales, des fichiers sur les clients EMS existants, tant les déposants que les destinataires, et les groupes cibles potentiels;
- 2° de classer les informations par type d'activité et par volume de trafic;
- 3° de mettre sur demande les renseignements pertinents à la disposition des Administrations cherchant à localiser la clientèle potentielle.

ÉTIQUETTE EMS


E 1

		1 Nom de l'Administration d'origine Nom national du service		2 	
		3 Bureau d'origine		4 Date du dépôt Année Mois Jour	
5 Heure du dépôt Heures Minutes		6 N° du compte		7 N° de téléphone	
8 Nom et adresse de l'expéditeur		9 Code postal		10 N° du compte	
11 N° de téléphone		12 Nom et adresse du destinataire		13 Point d'échange	
14 Code postal		15 Nombre de pièces		16 N° de cette pièce	
17 Genre de produit		18 Mode de paiement 1 2 3		19 Droits d'assurance	
20 Taxe d'expédition		21 Description du contenu		22 Cadeau	
23 Echantillon de marchandise		24 Valeur		25 Poids en kg	
26 Directives spéciales		27 Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi		28 Signature	
29 Date de la remise Année Mois Jour		30 Heure de la remise Heures Minutes		31 Distribué	
32 Tentative de remise		33 N° du permis		34 N° de série	
35 Droits de ramassage		36 Montant total des taxes		37 Signature de l'agent acceptant l'envoi	

Recommandation 3 concernant le service EMS – Dimensions: 140 x 254 mm; couleurs: cases 21 à 25 sur fond vert, logotype EMS bleu et orange

ÉTIQUETTE EMS

E 1 (variante)

			1 Nom de l'Administration d'origine Nom national du service		
4 Date du dépôt			5 Heure du dépôt		20 Taxe d'expédition
Année	Mois	Jour	Heures	Minutes	
Expéditeur			Destinataire		
8 Nom et adresse de l'expéditeur			12 Nom et adresse du destinataire		
9 Code postal de l'expéditeur			14 Code postal du destinataire		
Déclaration en douane			27 Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi		
21 Description du contenu			28 Signature		
22		23	24 Valeur	25 Poids en kg	29 Date de la remise
					Année Mois Jour
<input type="checkbox"/> Cadeau		<input type="checkbox"/> Echantillon de marchandise			Heures Minutes

Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin	N°	Dépêche n°
	Date d'expédition	Heure	
Bureau de destination du bulletin	N° du vol, etc.		Feuille d'avis n° (manifeste)
	Bureau d'échange de départ		
	Bureau d'échange de destination		
	Date d'arrivée de la dépêche	Date d'ouverture de la dépêche	

N°		Bureau d'origine	Adresse (aussi complète qui possible)	Observations
courant	de l'envoi EMS			

N°		Bureau d'origine	Adresse	
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire

N°		Bureau d'origine	Adresse		Contenu
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire	

4. Envois arrivés tardivement

E 2 (verso)

N°		Bureau d'origine	Adresse		
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire	

Description et cause apparente du retard

5. Irrégularités

Feuille d'avis EMS manquante, emballage ou système de fermeture insuffisant, etc.

6. Traitement ultérieur de l'envoi EMS

☐ Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination

Nouveau poids

☐ Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné

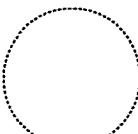
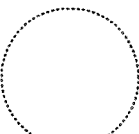
☐ L'emballage est conservé ici

☐ Le destinataire refuse l'envoi ☐ L'expéditeur refuse l'envoi

☐ Le destinataire a accepté l'envoi ☐ L'expéditeur a accepté l'envoi

7. Représentant du ou des transporteurs

Nom et titre	Signature

Timbre du bureau ayant établi le bulletin et date Signature de l'agent	Lu et accepté Timbre du bureau de destination du bulletin et date Signature de l'agent
	

GRANDE-BRETAGNE

2000.16

Décision

Service correspondance commerciale-réponse internationale

Le Congrès,

reconnaissant

que les méthodes UPU classiques permettant aux clients de joindre des envois préaffranchis à leur correspondance sont onéreuses, peu pratiques et mal adaptées aux besoins de la clientèle d'affaires moderne,

conscient du fait

- qu'un certain nombre d'Administrations opèrent des services correspondance commerciale préaffranchie dans leurs services intérieurs;
- qu'il existe une demande considérable de la part des usagers d'affaires en ce qui concerne le développement de ces services dans le service postal international,

reconnaissant

qu'un certain nombre d'Administrations CEPT se sont déjà efforcées de satisfaire à cette demande, en assurant avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale (IBRS/CCRI) depuis 1986, basé sur des dispositions décrites en annexe,

constatant

que la demande en ce qui concerne ce service a également poussé au moins un concurrent international majeur à introduire un système semblable,

décide

que les Administrations qui entendent assurer le service IBRS/CCRI le feront conformément aux dispositions décrites en annexe,

demande

à toutes les Administrations de considérer la possibilité de participer à ce service afin d'en faire un service aussi international que possible,

charge

le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions décrites en annexe. Selon les besoins, en fonction, par exemple, d'autres développements au niveau des exigences de la clientèle ou de procédures améliorées d'exploitation et de décompte, etc.

Motifs. – Voir annexe.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, France, Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (IBRS/CCRI)

Document explicatif préparé par la Grande-Bretagne

Résumé

- 1 Un service correspondance commerciale-réponse internationale (IBRS/CCRI) est nécessaire pour satisfaire à la demande des usagers d'affaires concernant l'addition de cartes et enveloppes-réponse préaffranchies à leurs mailings destinés aux clients étrangers.
- 2 Les méthodes UPU traditionnelles permettant aux usagers d'inclure le préaffranchissement dans leurs mailings (grâce aux coupons-réponse internationaux ou aux cartes affranchies au moyen de timbres-poste) sont onéreuses, peu pratiques et mal adaptées aux besoins des clients d'affaires modernes.
- 3 Un grand nombre d'Administrations implantent des services correspondance commerciale-réponse préaffranchie dans leurs services intérieurs et, depuis 1986, un certain nombre de pays membres de la CEPT opèrent avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale préaffranchie.
- 4 Le système proposé comme service UPU facultatif est basé directement sur le service réussi de la CEPT.
- 5 Il permet aux entreprises de joindre à leurs mailings des envois préaffranchis que leurs clients étrangers peuvent retourner facilement, sans devoir les affranchir.
- 6 Les envois IBRS/CCRI:
 - a) peuvent être des cartes postales ou des enveloppes;
 - b) doivent respecter les conditions applicables aux envois normalisés, à une exception près: les enveloppes IBRS/CCRI peuvent peser jusqu'à 50 g;
 - c) doivent avoir une présentation standard.
- 7 Les procédures d'opération et de décompte du service sont simples:
 - a) une taxe pour chaque envoi IBRS/CCRI retourné est perçue auprès de l'entreprise commerciale;
 - b) l'Administration qui expédie les envois IBRS/CCRI retournés facture les frais d'expédition, dans un compte annuel, à l'Administration de destination.
- 8 Tous les envois IBRS/CCRI sont traités comme des envois de correspondance-avion LC, afin d'assurer que les réponses soient renvoyées rapidement.
- 9 Nos concurrents internationaux ayant déjà mis au point un service correspondance commerciale-réponse préaffranchie, un service postal correspondance-réponse internationale sera une arme vitale pour conserver nos clients.
- 10 Le service sera facultatif et limité aux Administrations qui souhaitent l'assurer, mais celui-ci sera d'autant plus efficace que le nombre d'Administrations participantes sera important.
- 11 Le Congrès est donc invité à approuver la proposition visant à l'introduire, sur la base du service CEPT actuellement assuré avec succès.

1 Introduction

1.1 Ce document donne les raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne a présenté une proposition, également appuyée par d'autres Administrations, en vue de l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale préaffranchie (IBRS/CCRI).

2 Pourquoi l'UPU a-t-elle besoin d'un service correspondance commerciale-réponse internationale affranchie?

2.1 Un grand nombre d'usagers des services postaux internationaux souhaitent inciter leurs correspondants à leur répondre. En particulier, les entreprises commerciales désirent encourager leur clientèle, ainsi que leurs clients éventuels d'autres pays, à renvoyer des commandes de biens ou prestations, à répondre aux annonces, aux questionnaires, etc., et à utiliser le service postal à cet effet.

2.2 La meilleure façon d'inciter un correspondant à répondre consiste à préaffranchir l'envoi-réponse. Un envoi-réponse préaffranchi encourage positivement un client à répondre à une demande de renseignements ou à une offre d'une entreprise étrangère.

2.3 Jusqu'à maintenant, les usagers de la poste internationale n'ont pu offrir que deux types de préaffranchissement:

- a) en joignant un coupon-réponse international;
- b) en joignant une enveloppe ou une carte affranchie au moyen de timbres-poste en tenant compte du pays d'où l'envoi sera posté.

2.4 Ces méthodes traditionnelles peuvent être satisfaisantes pour les mailings à un nombre de destinataires peu important, ou pour la correspondance individuelle et privée, et elles devraient être conservées à ces fins. Mais elles sont tout à fait inaptes quant aux besoins des clients d'affaires modernes, car:

- a) il faut se rendre à un bureau de poste pour échanger les coupons-réponse contre des timbres;
- b) pour les envois affranchis au moyen de timbres-poste, les clients d'affaires doivent se procurer un grand nombre de timbres, de la taxe correcte, avec des timbres différents pour chaque pays d'où l'envoi-réponse sera posté.

2.5 De plus, elles sont très onéreuses pour toute entreprise commerciale désireuse de faire un mailing important. Les entreprises commerciales s'attendent normalement à ce qu'environ 5 ou 10% seulement des envois-réponse soient renvoyés; mais, avec ces systèmes traditionnels, la société doit s'acquitter de tous les envois-réponse, qu'ils soient utilisés ou non.

2.6 Un service correspondance commerciale-réponse internationale préaffranchie (IBRS/CCRI) présente les avantages suivants:

- a) la personne utilisant l'envoi-réponse peut le renvoyer immédiatement, sans devoir se rendre à un bureau de poste, et sans frais;
- b) ceci peut accroître le taux de réponse de manière appréciable, le nombre d'envois renvoyés à l'entreprise commerciale, par exemple.

2.7 Le service permettra aux usagers d'affaires de fournir à leurs clients des cartes postales ou des enveloppes-lettres jusqu'à 50 g sur lesquelles la taxe-avion de retour est préaffranchie. Ces envois auront une présentation standard (voir annexe 1).

2.8 Bien que les paragraphes 3.1 et 3.3 ci-après expliquent les avantages particuliers de l'IBRS/CCRI pour le publipostage international, il existe également beaucoup d'autres usages pour le service. Par exemple, les compagnies de recherche de marché peuvent envoyer des questionnaires à l'étranger et y joindre une enveloppe IBRS/CCRI pour permettre aux intéressés de

renvoyer leur questionnaire rempli. Les éditeurs de livres, de revues et d'imprimés peuvent inclure des cartes IBRS/CCRI pour que leurs clients renouvellent leur abonnement. Les compagnies internationales de vente par correspondance peuvent inclure des cartes ou enveloppes IBRS/CCRI pour que leurs clients leur envoient leur commande, etc. Le publipostage international est un usage important de l'IBRS/CCRI, mais il existe également beaucoup d'autres avantages.

2.9 Un certain nombre de pays exécutent déjà des services correspondance commerciale-réponse préaffranchie sur leur réseau de courrier intérieur. Le British Post Office, par exemple, compte plus de 90 000 titulaires de licence au service correspondance commerciale-réponse à l'échelon national et distribue 435 millions d'envois correspondance commerciale-réponse par an.

3 Favoriser le développement du publipostage international

3.1 Un service IBRS/CCRI incitera les usagers d'affaires à entreprendre leurs campagnes publicitaires par l'intermédiaire du service postal. Le publipostage devient actuellement un service de plus en plus important pour les Administrations postales. Il consiste à envoyer des mailings de publicité à des personnes et adresses soigneusement sélectionnées. Sa réussite est illustrée par les statistiques suivantes:

- a) en Grande-Bretagne, le publipostage représente plus de 10% du trafic intérieur de la poste aux lettres;
- b) dans les principaux pays de la CEPT, le trafic du publipostage a augmenté de 6% par an en moyenne au cours des cinq dernières années;
- c) aux Etats-Unis, le nombre d'envois de publipostage par habitant est cinq fois plus élevé qu'en Europe.

3.2 Les clients d'affaires sont particulièrement désireux de pouvoir joindre des envois-réponse commerciaux préaffranchis aux mailings, parce que les envois-réponse:

- a) incitent les clients à répondre davantage;
- b) permettent aux annonceurs de juger de la réussite du mailing, en évaluant le taux de réponse;
- c) permettent aux annonceurs de dresser une liste exacte des clients étrangers intéressés.

3.3 La Grande-Bretagne ne s'attend pas à ce que l'IBRS/CCRI devienne un service majeur, mais il constituera un service supplémentaire précieux qui encouragera la publicité internationale par publipostage. Et le publipostage lui-même représente l'un des plus importants domaines de développement de trafic potentiel pour la poste aux lettres.

4 Développement de l'IBRS/CCRI au sein de la CEPT

4.1 Un service correspondance commerciale-réponse internationale a été introduit en septembre 1986, à titre expérimental, entre un certain nombre de pays de la CEPT. Le service a fonctionné efficacement et sans problèmes. Les pays participants sont tous convenus de continuer le service indéfiniment.

4.2 Les pays suivants exécutent le service IBRS/CCRI:

Belgique	France	Islande	Pays-Bas
Danemark	Grande-Bretagne	Luxembourg	Portugal
Emirats arabes unis	Grèce	Monaco	Suède
Finlande	Irlande	Norvège	Suisse

De plus, Chypre et l'Espagne assurent un service retour, bien qu'elles n'offrent pas encore le service à leurs propres clients.

Le Brésil et la Nouvelle-Zélande ont adopté le service et vont commencer à l'utiliser prochainement. Un certain nombre d'autres Administrations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CEPT, se sont récemment montrées intéressées par le service.

4.3 Le service proposé au Congrès est basé directement sur le service de la CEPT, qui fonctionne avec succès.

5 **Développements chez nos concurrents**

5.1 Malgré le succès du service de la CEPT jusqu'à présent, il est maintenant important qu'autant d'Administrations supplémentaires que possible participent au service, étant donné que l'un de nos principaux concurrents, TNT, a introduit un service-réponse similaire.

5.2 La Grande-Bretagne estime que le service IBRS/CCRI de l'UPU sera un service à la clientèle plus performant et plus simple que celui de TNT. Toutefois, le service de TNT est déjà offert à un nombre de pays beaucoup plus important que le service actuel de la CEPT. Par conséquent, la Grande-Bretagne espère que de nombreuses autres Administrations membres de l'UPU seront encouragées à participer au service IBRS/CCRI proposé.

6 **Comment l'IBRS/CCRI fonctionne: relations avec le client (le «titulaire de licence»)**

Note. – Un résumé simplifié, indiquant les points essentiels de cette section du document, figure à l'annexe 2.

6.1 *Conditions pour l'octroi d'une licence IBRS/CCRI au client*

6.1.1 Lorsqu'une entreprise d'un pays (pays A) souhaite fournir des envois-réponse préaffranchis à ses clients d'un autre pays (pays B), l'entreprise doit faire une demande auprès de son bureau de poste local ou à la direction générale de l'Administration postale pour obtenir une licence IBRS/CCRI. L'entreprise est le «titulaire de licence».

6.1.2 Les conditions de la licence comportent:

- a) les dimensions, le poids, la présentation et les autres conditions relatives au format, conformément aux règlements de l'Administration et de l'UPU;
- b) l'obligation selon laquelle le titulaire de licence doit faire approuver la présentation de l'envoi par la poste;
- c) les pays de destination du service;
- d) la taxe à payer à l'Administration pour chaque envoi-réponse distribué au titulaire de licence;
- e) des droits de licence généraux pour couvrir les frais administratifs liés à l'octroi de la licence (établissement d'un compte client, création d'une procédure de suivi du trafic, etc.).

6.2 *Spécifications pour les envois IBRS/CCRI*

6.2.1 Pour que le service reste simple, il est proposé d'offrir au client deux types d'envois-réponse:

- les cartes postales;
- les enveloppes pesant jusqu'à 50 g.

6.2.2 Tous les envois IBRS/CCRI seront conformes aux spécifications pour envois normalisés, comme définies à l'article 20 de la Convention, à l'exception de la limite de poids qui passe à 50 g pour les enveloppes.

6.2.3 Les envois devront également être conformes à une présentation standard, afin d'être aisément identifiables aux bureaux de tri. Un exemple figure à l'annexe 1 et les conditions sont spécifiées à l'annexe 1 A.

6.2.4 La limite de poids des enveloppes IBRS/CCRI a été portée à 50 g, plutôt que tout simplement à la première tranche de 20 g, afin que les titulaires de licence puissent joindre des questionnaires de taille moyenne, des bons de commande ou des envois similaires. Elle sera cependant limitée à 50 g, car:

- a) il n'est pas possible d'insérer plus de 50 g environ de papier à l'intérieur des dimensions maximales d'une enveloppe normalisée;
- b) si les envois dépassaient 50 g, les procédures de facturation et de décompte seraient trop compliquées.

6.3 *Expédition et retour des envois au titulaire de licence*

6.3.1 Le titulaire de licence imprime les cartes ou enveloppes selon le modèle approuvé.

6.3.2 Le titulaire opérant dans un pays (pays A) expédiera un mailing à ses clients d'un ou de plusieurs autres pays (pays B). Chaque envoi du mailing contiendra une enveloppe ou une carte IBRS/CCRI. Les cartes et les enveloppes IBRS/CCRI peuvent être incluses uniquement dans les envois de la poste aux lettres destinés aux Administrations qui participent au service.

6.3.3 Cette enveloppe ou cette carte préaffranchie peut être utilisée par les clients du titulaire de licence dans le pays B (les «répondeurs») pour la réponse. Le répondeur renvoie simplement la carte/l'enveloppe au pays A de la même façon qu'un envoi ordinaire, mais ne doit ni coller de timbres-poste ni payer de taxes d'affranchissement.

6.3.4 L'envoi-réponse est acheminé au pays A et distribué au titulaire de licence. Le nombre d'envois IBRS distribués est enregistré en permanence au bureau de distribution du titulaire de licence. Celui-ci reçoit une facture de l'Administration postale du pays A, à intervalles réguliers, pour les envois distribués.

6.4 *Décompte avec les clients*

6.4.1 Les Administrations souhaiteront décider elles-mêmes de la façon dont elles fixeront leurs tarifs aux clients, tant pour les droits de licence que pour la taxe de chaque envoi. La Grande-Bretagne recommande que les Administrations s'efforcent de ne pas exiger de droits trop élevés au début du développement du service, pour mieux encourager les clients à l'utiliser.

6.4.2 Néanmoins, les Administrations ne fixeront pas leurs tarifs IBRS/CCRI à un niveau plus bas que ceux de leur service réponse-commerciale intérieur.

7 **Comment l'IBRS/CCRI fonctionne: relations entre Administrations participantes**

Note. – Un résumé simplifié, présentant les points essentiels de cette section du document, figure à l'annexe 3.

7.1 *Remarques préliminaires*

7.1.1 Ce service étant tout nouveau, il faudra peut-être un certain temps pour que le volume de trafic atteigne un niveau appréciable. Les Administrations pourraient donc envisager la possibilité d'accords bilatéraux selon lesquels aucun décompte ne serait exigé pour la ou les deux premières années d'existence du service ou, du moins, jusqu'à ce que l'établissement de décomptes puisse être justifié par un volume suffisant de trafic.

7.1.2 Les Administrations pourraient par ailleurs conclure des accords bilatéraux séparés, préférant des formules de décompte différentes de celles suggérées au paragraphe 7.4 ci-après.

7.1.3 Pour ces Administrations désireuses d'appliquer des procédures de décompte, les modalités opérationnelles et de décompte suivantes ont été convenues par les Administrations qui assurent le service actuellement.

7.2 *Procédures opérationnelles*

Les Administrations désireuses de tenir des comptes entre elles dans le service IBRS/CCRI devront contrôler le nombre d'envois aux fins du décompte entre Administrations.

7.2.1 Afin d'assurer un contrôle précis, l'Administration du pays B ensachera ou enlassera les envois IBRS/CCRI séparément du reste du courrier lors de la réexpédition des envois au pays A. Les étiquettes des liasses doivent indiquer lisiblement la mention IBRS/CCRI, suivie du nombre d'envois. Si les envois IBRS/CCRI dépassent 5 kg, ils devraient être placés dans un sac séparé. On devra inscrire clairement au dos de l'étiquette le terme IBRS/CCRI, suivi du nombre d'envois; ce dernier doit également être notifié sur la feuille d'avis C 12. Les liasses d'envois IBRS/CCRI seront jointes au sac contenant la feuille d'envoi. Le bureau d'échange de départ devra tenir un registre permanent des envois IBRS/CCRI expédiés, registre qui sera à la base des relevés de décompte.

7.2.2 Le pays A peut souhaiter désigner un seul bureau d'échange d'arrivée pour recevoir les expéditions contenant des envois IBRS/CCRI d'autres pays, afin de faciliter le contrôle. D'autres Administrations, notamment celles ayant des territoires géographiques importants ou difficiles, peuvent souhaiter désigner plus d'un bureau d'échange d'arrivée. Les Administrations ne sont pas tenues de désigner des bureaux d'échange d'arrivée, mais, si tel est le cas, elles doivent s'en informer les unes les autres, et les autres Administrations doivent respecter ces exigences lorsqu'elles expédient des dépêches contenant des envois IBRS/CCRI.

7.3 *Qualité de service*

7.3.1 Au vu de la menace compétitive provenant de services semblables introduits par TNT, les Administrations doivent s'assurer que les envois IBRS/CCRI sont retournés d'un pays à l'autre aussi rapidement que possible. Tous les envois IBRS/CCRI seront traités comme des envois-avion. Des dépêches d'envois retournés doivent être faites quotidiennement.

7.4 *Procédures de décompte*

Ainsi que cela a été indiqué au paragraphe 7.1, les Administrations peuvent, par des accords bilatéraux, décider de ne pas appliquer les procédures suivantes si elles préfèrent ne pas introduire de procédures de décompte ou si elles préfèrent s'organiser différemment.

7.4.1 Les envois IBRS/CCRI étant tous des envois affranchis, l'Administration du pays B ne recevra aucun revenu des clients postant les envois. Le pays B devra donc exiger du pays A qu'il s'acquitte d'une taxe pour chaque envoi lui étant renvoyé.

7.4.2 Chaque Administration participante décidera du montant à demander pour le retour des envois IBRS/CCRI à distribuer au titulaire de licence. Certains pays peuvent souhaiter calculer les coûts spécifiques encourus lors du triage et de l'expédition d'un envoi IBRS/CCRI. D'autres peuvent simplement souhaiter se baser sur la taxe-avion appropriée entre le pays B et le pays A, ou encore fixer un montant étroitement lié à la taxe d'affranchissement.

7.4.3 Il est proposé que les Administrations exigent:

- a) soit une seule taxe par envoi, applicable à tous les envois IBRS/CCRI;
- b) soit deux taxes par envoi, l'une applicable aux cartes IBRS/CCRI et l'autre, plus élevée, aux enveloppes IBRS/CCRI pesant jusqu'à 50 g.

7.4.4 Les taxes exigées par chaque pays pour le retour des envois IBRS/CCRI à distribuer au titulaire de licence, au pays A, devront être indiquées au Bureau international qui les publiera dans le Recueil de la Convention.

7.4.5 Le pays B tiendra dans ses bureaux d'échange de départ, à des fins de décompte, des relevés du nombre d'envois IBRS/CCRI expédiés à chaque Administration. Il est proposé que les Administrations s'envoient trimestriellement des avis de niveaux de trafic et que les règlements soient effectués annuellement. Voir les propositions pour un nouvel article 196bis et pour de nouvelles formules AV 14 et AV 15.

7.4.6 Les règlements se feront en fonction du solde ou de la différence entre les totaux annuels perçus entre chaque paire d'Administrations. L'Administration créancière enverra un décompte annuel pour règlement à l'Administration débitrice.

8 Comment réglementer le service UPU

8.1 Le service IBRS/CCRI étant un service relativement nouveau et en plein développement, l'insertion dans les Actes de dispositions détaillées pour le service n'est pas encore appropriée. La raison est la même que celle qui a conduit un grand nombre d'Administrations à retarder l'introduction de règlements pour le service du courrier accéléré, à savoir doter le service d'une souplesse suffisante à ses débuts afin qu'il se développe et s'adapte aux circonstances opérationnelles en amélioration et aux exigences changeantes des clients. Ce sont aussi de bonnes raisons pour lesquelles il n'est pas encore approprié d'insérer dans les Actes une réglementation IBRS/CCRI détaillée.

8.2 La Grande-Bretagne soumet donc trois documents au Congrès.

8.2.1 Le présent document, pour le Congrès, qui explique pourquoi un service IBRS/CCRI s'avère nécessaire et comment le service CEPT actuel opère.

8.2.2 Une proposition en vue de l'insertion d'un bref article dans la Convention, indiquant que les Administrations peuvent convenir d'assurer le service IBRS/CCRI sur une base facultative et que les procédures relatives au service seront spécifiées par le Conseil exécutif.

8.2.3 Une décision du Congrès, selon laquelle les Administrations accepteraient d'introduire le service sur la base des procédures décrites dans le présent document et qui chargerait également le Conseil exécutif d'examiner ces procédures et de les mettre à jour, selon les besoins.

8.3 L'intention est d'insérer un bref article d'«autorisation» (proposé comme article 30bis) dans la Convention, article qui, tout simplement:

- permet aux Administrations de participer au service IBRS/CCRI sur une base facultative;
- précise que les dispositions relatives au service seront définies par le Conseil exécutif.

8.4 Cet article de la Convention présenterait l'avantage de conférer un statut officiel au service. Il fournit aux Administrations qui en éprouvent le besoin une base légale en matière d'exécution du service. Et l'existence même de l'article sert d'encouragement aux Administrations qui pourraient souhaiter participer au service à une date ultérieure.

8.5 Il sera néanmoins nécessaire de préciser des normes d'exécution du service aux Administrations qui souhaitent implanter ce service. En conséquence, il est proposé que la décision du Congrès entérine les procédures générales dans le cadre desquelles le service fonctionne déjà parmi les Administrations participantes existantes, comme décrit dans le présent document. La décision du Congrès demanderait que ces procédures soient examinées par le Conseil exécutif, puis modifiées et mises à jour de temps à autre par ce dernier, en fonction d'autres développements au niveau des exigences des clients ou de procédures améliorées d'exploitation et de décompte, etc.

9 Conclusion

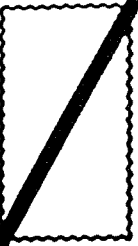
9.1 *Le Congrès est invité à:*

- noter les explications concernant le service contenues dans le reste de ce document;
- approuver la proposition 2030.91 pour modifier la Convention de façon à permettre l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale pré-affranchie (IBRS/CCRI) sur une base facultative;
- approuver la proposition 2000.16 du Congrès chargeant le Conseil exécutif d'examiner, modifier et mettre à jour les dispositions nécessaires pour gérer le service.

By air mail
Par avion

IBRS/CCRI NO:

NE PAS AFFRANCHIR



NO STAMP REQUIRED

REPLY PAID/REPONSE PAYEE

GREAT BRITAIN/GRANDE-BRETAGNE

MESSRS. T. Smith & Co.

99 Temple Street

PRESTON

GREAT BRITAIN

PR1 1ZY

Directives pour la présentation standard des envois IBRS/CCRI

Le côté de l'adresse de tout envoi IBRS/CCRI doit être conforme aux points suivants:

- 1° Le symbole «NE PAS AFFRANCHIR» doit être imprimé dans le coin supérieur droit. Il doit représenter le symbole du timbre-poste, avec en surimpression une diagonale en gras et les mots «NE PAS AFFRANCHIR». Les Administrations peuvent également autoriser une mention semblable dans une autre langue.
- 2° Deux barres horizontales d'une épaisseur minimale de 3 mm et distantes de 14 mm au moins doivent être imprimées au-dessus de l'adresse. Deux lignes de texte doivent être imprimées entre ces barres. La première doit être «RÉPONSE PAYÉE». Les Administrations peuvent également autoriser une mention semblable dans une autre langue. Le nom du pays de destination doit être imprimé sur la deuxième ligne. Les deux lignes de texte figurant entre les barres horizontales doivent être imprimées en majuscules.
- 3° L'adresse du titulaire de licence IBRS/CCRI doit être imprimée sous les deux barres horizontales.
- 4° Une indication qu'il s'agit de correspondance-avion doit être imprimée en haut et à gauche, conformément à l'article 200 du Règlement de la Convention.
- 5° Si une indication du numéro de licence IBRS/CCRI est imprimée sur l'envoi, elle doit figurer en haut et à gauche.
- 6° L'ensemble du texte et des symboles doit être imprimé en couleur foncée, en contraste net avec la teinte de fond de l'enveloppe ou de la carte. En principe, la couleur utilisée devrait être le noir ou le bleu foncé, mais les Administrations peuvent autoriser d'autres couleurs, pourvu qu'en fin de compte on obtienne des caractères imprimés en couleur foncée en contraste net sur fond clair.

Comment le service fonctionne pour le client

Résumé

Ce résumé décrit les étapes principales pour le client d'affaires quant au développement de ses envois IBRS/CCRI, à leur expédition à ses clients résidant à l'étranger, à la réception des envois retournés par ses clients et au décompte avec son Administration postale.

1re étape: pays A

1.1 Le client fait une demande auprès de l'Administration du pays A pour l'obtention d'une licence IBRS/CCRI et soumet un modèle des envois envisagés pour approbation.

1.2 L'Administration vérifie si la demande de licence du client et le modèle proposé des envois sont conformes aux exigences de l'Administration et de l'UPU.

1.3 L'Administration approuve la licence et facture au client une taxe annuelle relative à l'établissement de la licence.

1.4 Le client imprime les envois-réponse conformément aux conditions de la licence.

1.5 Aussi souvent qu'il le désire, le client (le titulaire de licence) expédie les mailings d'envois contenant les envois IBRS/CCRI préaffranchis que les destinataires pourront renvoyer au titulaire de licence.

2e étape: pays B

2.1 Les destinataires reçoivent les envois contenant les envois IBRS/CCRI.

2.2 Les destinataires postent les envois IBRS/CCRI préaffranchis pour retour au pays A sans devoir les affranchir.

3e étape: pays A

3.1 Les envois IBRS/CCRI retournés arrivent au bureau de distribution qui note tous les envois IBRS/CCRI renvoyés au titulaire de licence.

3.2 Les envois sont distribués au titulaire de licence.

3.3 L'Administration facture régulièrement au titulaire de licence le nombre d'envois retournés.

Procédures d'opération et de décompte entre Administrations

Résumé

Ce résumé décrit les principales étapes des procédures d'opération et de décompte entre Administrations. Celles-ci peuvent décider de ne pas appliquer ces procédures de décompte ou d'appliquer d'autres méthodes.

1re étape: pays A

1.1 L'Administration expédie au pays B les mailings du titulaire de licence contenant des envois IBRS/CCRI préaffranchis.

2e étape: pays B

2.1 Les destinataires du mailing en provenance du pays A retournent les envois IBRS/CCRI préaffranchis au titulaire de licence dans le pays A.

2.2 Les envois IBRS/CCRI sont identifiés aux bureaux d'échange de départ du pays B et enliassés ou ensachés séparément.

2.3 Le nombre d'envois IBRS/CCRI contenus dans une dépêche est indiqué sur la feuille d'avis C 12.

2.4 Les bureaux d'échange de départ notent le nombre d'envois IBRS/CCRI expédiés à chaque Administration.

2.5 Les envois IBRS/CCRI sont expédiés au pays A au bureau d'échange d'entrée spécifié.

3e étape: pays B

3.1 Le pays B détermine le montant à facturer au pays A pour le retour de chaque envoi IBRS/CCRI à ce dernier. Ce montant est indiqué au pays A.

3.2 Le pays B envoie au pays A un relevé trimestriel du nombre d'envois IBRS/CCRI expédiés au pays A.

4e étape

4.1 Le pays créancier envoie un compte annuel au pays débiteur pour règlement.

GRANDE-BRETAGNE

2000.17

Résolution

Envois francs de taxes et de droits

Le Congrès,

considérant

que le service FDD, pour les envois francs de taxes et de droits, est un service utile pour les gros clients d'affaires de la poste qui peuvent avoir recours à ce service pour expédier leurs produits à leurs clients, sans que les destinataires aient à payer les frais de douane et des taxes similaires,

notant

que, bien que beaucoup d'Administrations offrent le service FDD pour les colis postaux, elles n'offrent pas toutes le service aux clients de la poste aux lettres,

prenant en considération

le fait que les services de la poste aux lettres offrent souvent à leurs clients un service plus rapide, et particulièrement plus simple en termes de procédures et de documentation douanières,

reconnaissant

par conséquent que le service FDD de la poste aux lettres offre un service attrayant, en particulier aux clients qui désirent envoyer des biens dont la valeur ne dépasse pas le montant couvert par l'étiquette verte C 1,

invite

les Administrations des postes à offrir le service FDD autant que possible dans leurs services de la poste aux lettres et dans leurs relations avec d'autres Administrations qui offrent déjà ce service.

Motifs. – Il existe une demande croissante pour le service FDD de la part des clients d'affaires de la poste et, en particulier, de la part des sociétés de vente par correspondance. Ce genre de commerce représente une part grandissante du marché international pour le transport des biens de faible valeur; l'un des concurrents principaux de la poste, TNT, offre déjà un service similaire. Les clients sont très attirés par la simplicité relative de la documentation et des procédures douanières disponibles de la poste aux lettres, surtout lorsque l'étiquette verte C 1 peut être utilisée pour les envois d'une valeur inférieure à 300 DTS.

Actuellement, toutes les Administrations n'offrent pas à leurs clients la relative simplicité du service FDD de la poste aux lettres, mais nos concurrents sont capables d'offrir un service équivalent vers toutes destinations. Les grandes sociétés de vente par correspondance qui sont en nombre croissant et sont intéressées par un tel service pourraient bien être tentées de confier leur trafic à nos concurrents, si nous ne sommes pas capables de leur offrir un nombre plus vaste de destinations.

Les Administrations qui n'offrent pas encore de service FDD dans leurs services de la poste aux lettres sont donc encouragées à le faire, afin de maintenir la position de la poste dans ce marché de plus en plus important.

Appuis. – Chypre, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Recommandation

Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie

Le Congrès,

se référant

- à l'article 9 de la Convention, qui spécifie les conditions sous lesquelles les timbres-poste sont émis;
- à l'article 192 du Règlement de la Convention, qui spécifie les caractéristiques des timbres-poste,

tenant compte

de l'affirmation de l'intention de l'Union et du but recherché ainsi qu'il est décrit dans le préambule et à l'article premier de la Constitution,

constatant

que les timbres-poste et les objets postaux peuvent avoir une valeur commerciale en dehors de leur usage postal normal; dans le cadre de ce code, cette valeur sera appelée «usage philatélique»,

reconnaissant

que la valeur pour l'usage philatélique des timbres-poste et des objets postaux dépend:

- en partie des droits exclusifs des Administrations postales d'émettre des timbres-poste, ainsi que le reconnaît l'Union postale universelle;
- en partie du respect par les Administrations des Actes pertinents de l'Union;
- en partie du maintien par les Administrations de procédures postales correctes dans leurs services nationaux,

considérant

le désir exprimé à plusieurs reprises par des Administrations membres qu'un code pratique reconnu soit disponible afin de servir de guide en ce qui concerne la fourniture de timbres-poste et d'envois postaux à usage philatélique,

recommande

que les Administrations des Pays-membres de l'UPU respectent les procédures du Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie lorsqu'elles fournissent des timbres-poste et des objets postaux à des fins philatéliques. Ce code figure en annexe.

Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie

Le Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie fait les recommandations suivantes:

1 Les Administrations ne se livreront pas, dans des buts philatéliques, à des activités nécessitant l'usage de timbres-poste ou autres moyens d'affranchissement lorsque ceci entraînerait l'existence d'articles qui ne pourraient pas résulter de l'exercice de leurs procédures postales normales.

(Cet article ne doit pas être compris comme interdisant la production, dans les limites de ce code, d'articles ajoutant de la valeur aux timbres-poste ou incorporant des timbres-poste:

- cartes «maximum»;
- enveloppes «premier jour»;
- pochettes et albums;
- enveloppes avec timbres-poste en relief ou entiers postaux;
- articles et cachets pour occasions et événements spéciaux;
- timbres avec surtaxe, conformément aux dispositions de l'article 192 du Règlement de la Convention.)

2 Les Administrations ne permettront pas l'usage de moyens d'oblitération tels qu'estampilles, cachets ou autres marques officielles, informatives ou d'exploitation, qui risquerait de produire des articles qui ne pourraient pas résulter de l'exercice de leurs procédures postales normales. Elles ne permettront pas non plus l'usage de ces moyens d'oblitération ou de marquage par des personnes autres que leurs propres employés, sauf sous supervision de ces mêmes employés, dans les cas où l'Administration concernée a donné son autorisation. Lorsque l'oblitération fait partie des opérations postales sous-traitées par une Administration, le contrat devra spécifier que les instruments d'oblitération et de marquage seront utilisés uniquement à des fins d'exploitation et de manière strictement conforme aux procédures postales normales de l'Administration; de plus, l'Administration concernée devra s'assurer que cette règle est bien respectée.

3 Dans le cas d'articles incorporant des timbres-poste, fournis à des fins de philatélie, les Administrations devront s'assurer que le traitement de l'élément timbre-poste de ces articles ainsi que l'usage d'estampilles, tampons, cachets et autres moyens d'oblitération sont conformes à leurs procédures postales normales respectives.

4 Lors de l'émission de timbres-poste, les Administrations devront s'assurer d'imprimer une quantité suffisante d'exemplaires afin de répondre à la demande opérationnelle et philatélique, tant connue que prévisible. Lors de l'utilisation d'estampilles, tampons et cachets marquant des occasions ou événements spéciaux, les Administrations s'assureront de produire un nombre suffisant d'articles pour satisfaire cette demande.

5 Les Administrations ne permettront pas que les timbres-poste, y compris ceux incorporés à des objets destinés au marché philatélique, soient vendus au public sur le territoire d'émission à un prix autre que leur valeur nominale. Ces timbres-poste ne seront également pas vendus sur d'autres territoires que celui d'émission à un prix inférieur à leur valeur nominale.

6 Dans la mesure du possible, les articles incorporant des timbres-poste présentant un intérêt philatélique seront produits en quantité suffisante afin de satisfaire la demande de l'ensemble des personnes désirant en faire l'acquisition.

7 Bien que les Administrations ne puissent exercer aucun contrôle sur les timbres-poste ou articles postés, une fois qu'ils ont été vendus, dans des buts postaux ou philatéliques, il n'en demeure pas moins que:

7.1 Les Administrations n'accorderont pas leur soutien ou leur accord à des artifices destinés à accroître la vente de leurs timbres-poste ou articles qui comprennent des timbres-poste, artifices impliquant la rareté ou la rareté possible des articles en question.

7.2 Les Administrations éviteront toute action pouvant être considérée comme approuvant ou conférant un statut officiel à des articles d'origine non officielle qui comprennent des timbres-poste.

7.3 Les Administrations qui nomment des agents de philatélie pour le marketing de leurs produits philatéliques exigeront de ces agents qu'ils se conforment aux mêmes procédures et pratiques que celles de l'Administration elle-même. Les Administrations ne permettront pas à ces agents de mettre en opération ou d'influencer leurs procédures postales normales, ni d'exercer un contrôle sur leurs procédures philatéliques.

7.4 Les Administrations interdiront tout particulièrement aux agents de vendre ou céder leurs timbres-poste ou articles qui comprennent des timbres-poste à un tarif inférieur à leur valeur nominale. En ce qui concerne la rémunération de leurs agents, les Administrations feront en sorte, dans la mesure du possible, que ces agents n'aient pas besoin de vendre les timbres-poste ou les timbres incorporés à des articles relatifs à l'affranchissement à un prix supérieur à la valeur nominale desdits timbres. Les Administrations pourront tenir compte des variations territoriales en matière de taxes sur les ventes et autres impositions éventuellement applicables.

Motifs. – L'intention de ce code est de fournir un certain nombre de directives qui pourraient aider les Administrations à mettre en pratique une politique philatélique prudente. La production et la vente d'objets philatéliques est depuis longtemps reconnue comme une source supplémentaire de revenus pour les Administrations, alors qu'une politique imprudente peut mettre en jeu ces revenus.

Si ce code est accepté au Congrès, il est suggéré que les Administrations qui respectent les directives énoncées dans le code soient en mesure d'informer leur clientèle philatélique qu'en tant qu'Administrations elles se conforment au Code déontologique de l'UPU dans le domaine de la philatélie.

En l'absence de directives officielles destinées aux Administrations concernant la possibilité de modifier leurs procédures postales normales ou sur l'envergure de cette modification pour tenir compte des besoins apparents du marché philatélique, l'apogée atteinte en 1980 dans le domaine de la philatélie a trop souvent conduit à des excès qui ont provoqué non seulement une perte de confiance, mais aussi le déclin marqué des activités philatéliques, ainsi qu'une réduction massive de la valeur commerciale des collections existantes.

Durant ces années de récession, la confiance en la sécurité, la probité et la responsabilité implicites en matière d'opération des procédures postales normales, qui avaient précédemment encouragé la philatélie, ont été ébranlées et, de ce fait, ce qui avait contribué au revenu de bon nombre d'Administrations a également «souffert».

Une relance de la popularité de la philatélie, même à un niveau inférieur à celui qui existait avant le déclin, implique un regain de confiance des collectionneurs déçus d'hier et une toute nouvelle confiance des collectionneurs potentiels de l'avenir. Un code de pratique en matière de philatélie, dont l'absence au début des années 80 a conduit à des méthodes imprudentes de création de revenus philatéliques excessifs globaux, s'avère désormais essentiel si l'on désire rétablir la confiance que les collectionneurs devraient avoir en l'intégrité des procédures postales observées par les Administrations à la suite de leur reconnaissance par l'UPU.

Les efforts entrepris précédemment en vue de l'établissement d'un code de pratique étaient considérés, dans la plupart des cas, comme provenant des intérêts philatéliques et, par certains, comme empiétant sur le droit des Administrations d'émettre des timbres conformément à leur politique individuelle. Le code proposé ici ne saurait représenter plus que la réaffirmation des facteurs de base ayant auparavant fourni la sécurité nécessaire au soutien de la philatélie en tant qu'activité raisonnable; par conséquent, du fait qu'il ne s'oppose en aucune manière à leurs procédures établies, les Administrations prudentes devraient pouvoir accepter et observer ce code sans aucune difficulté. Toutefois, une rehausse générale du marché philatélique est peu probable sans l'encouragement psychologique que représente cette réaffirmation des procédures postales normales et, même si certaines Administrations jouissent d'un tel relèvement en raison de leur prudence renommée, son envergure ne sera pas suffisante pour entraîner la renaissance souhaitée dans le domaine de la collection de nouvelles émissions de timbres en tant que passe-temps universel.

Le code serait généralement reconnu comme la réponse des Administrations postales du monde aux aspirations légitimes de leurs clients philatélistes. Les Administrations qui proclameraient leur adhésion à ce code pourraient espérer sauvegarder la loyauté des marchés existants et améliorer leurs chances de les agrandir.

Appuis. – Amérique (Etats-Unis), Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Botswana, Canada, Chypre, Grèce, Guyane, Islande, Kenya, Lesotho, Malaisie, Malawi, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Portugal, Suède, Swaziland, Tonga, Yougoslavie.

GRANDE-BRETAGNE

2000.19

Résolution

Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution

Le Congrès,

vu

la nécessité toujours croissante de souplesse et d'adaptabilité de la part de l'Union postale universelle face aux circonstances et aux contraintes extérieures actuelles,

accueillant

le travail déjà effectué par le Conseil exécutif pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Union,

notant

l'intention d'agir dans ce sens ultérieurement,

considérant

le besoin d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux,

persuadé

néanmoins que les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne répondent plus à ce besoin de façon adéquate,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'effectuer une étude de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution, afin de déterminer:
 - les dispositions qui constituent la partie essentielle de la Convention et des Arrangements et celles qui devraient être situées ailleurs;
 - comment les Règlements d'exécution, et les dispositions qui se trouvent actuellement dans la Convention ou dans les Arrangements mais qui devraient être situées ailleurs, pourraient être reformulés dans des manuels d'exploitation qui seraient logiquement construits et expliqueraient en langage clair et direct l'exploitation du service postal international;
- 2° de décider si ces manuels d'exploitation nécessitent un statut juridique et, si tel est le cas, quelle en serait la forme la plus souple;
- 3° de commencer le travail sur l'élaboration de tels manuels d'exploitation aussitôt que la forme qu'ils devraient prendre aura été déterminée;
- 4° de soumettre les résultats de ce travail au prochain Congrès, avec des propositions sur la façon de tenir les manuels à jour.

Motifs. –

1. La Convention et les Arrangements sont des traités intergouvernementaux et, en tant que tels, ils ne devraient contenir que les principes de base régissant l'offre des services postaux internationaux. Or, un examen même superficiel montre qu'ils contiennent maintenant beaucoup d'articles et de paragraphes contenant un luxe de précisions.
2. Les Règlements d'exécution, d'autre part, devraient contenir les dispositions détaillées nécessaires à l'exploitation quotidienne des services postaux internationaux, exprimées dans un langage clair et facile à comprendre. Mais, en raison des amendements qui y ont été apportés pendant des années, ils sont devenus difficiles à suivre et à appliquer. Il est par conséquent souvent nécessaire de consulter plusieurs articles pour comprendre une procédure quelconque.
3. En outre, les Règlements ont force de loi, ce qui complique les possibilités de les amender.
4. Les manuels d'exploitation envisagés dans cette proposition expliqueraient en langage facile à comprendre, illustrés peut-être par des diagrammes et des schémas, les différentes procédures d'exploitation, de statistique et de comptabilité, avec des chapitres ou des sections distincts regroupant tous les renseignements sur chaque sujet. Il serait alors possible de les utiliser à tous les niveaux d'une Administration comme outils de travail.
5. Pour assurer le maximum de souplesse, il serait souhaitable que le CE, aidé par le CCEP et le BI, selon le cas, ait le pouvoir d'émettre de tels manuels et les modifications nécessaires de temps en temps. Toutefois, il faut réfléchir sur le pouvoir juridique à accorder à ces manuels opérationnels et, s'il faut leur en accorder un, faire en sorte qu'il soit moins contraignant et plus facile à respecter. Le CE serait alors à même de répondre avec rapidité et souplesse aux nouvelles circonstances et assumerait par conséquent un rôle non pas législatif, mais plutôt de gestion de l'Union.

Appuis. – Autriche, Danemark, Finlande, France, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Yougoslavie.

CANADA

2000.20

Résolution

Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes

Le Congrès,

conscient du fait

que la réglementation actuelle ne prévoit pas de symbole distinct pour les cécogrammes,

estimant

que, pour cette raison, ces envois ne sont pas toujours traités dans les meilleures conditions possibles, notamment lors du dédouanement,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de mener, avec le concours des organismes internationaux impliqués, une étude visant à déterminer l'opportunité d'adopter un symbole distinct pour les cécogrammes;
- b) le cas échéant, de proposer au prochain Congrès un symbole propre à assurer une qualité de service optimale pour les cécogrammes.

Motifs. – L'article 115, lettre c), du Règlement de la Convention prévoit que la mention «Cécogramme» (et, éventuellement, une traduction) doit être portée du côté de la suscription dans l'angle supérieur droit des envois visés à l'article 17 de la Convention. Un organisme œuvrant dans le domaine des envois à l'intention des aveugles signale que les cécogrammes subissent des retards, notamment lors du dédouanement, en raison du fait qu'ils ne sont pas assez facilement et rapidement identifiables. Un symbole distinct, connu dans tous les pays, permettrait vraisemblablement de remédier à cette situation.

Ce problème mérite un examen approfondi, afin d'envisager la meilleure solution possible. Il a également été signalé que l'utilisation du terme «Blindpost» en langue anglaise, plutôt que «Literature for the blind», correspondait mieux à la réalité (soit l'envoi de cassettes, etc.).

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Vatican, Yougoslavie.

DANEMARK, GRANDE-BRETAGNE

2000.21

Recommandation

Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service

Le Congrès,

notant

les efforts pour améliorer la qualité du service postal international résultant de la Déclaration de Hamburg,

constatant

que le Conseil exécutif a jugé utile d'incorporer les objectifs en matière de qualité de service dans la Convention,

conscient

de l'importance d'un transport postal rapide et fiable pour faire face à la concurrence des compagnies de transport privées,

recommande

- que les Administrations d'origine et de destination concluent un accord bilatéral en ce qui concerne les objectifs de service pour les envois de la poste aux lettres, sur la base d'une analyse détaillée des arrangements entre les deux Administrations en matière de transport et d'exploitation;
- que les Administrations se mettent d'accord sur les mesures que chacune s'engage à prendre pour atteindre les objectifs fixés;
- que les Administrations établissent des systèmes de contrôle afin d'identifier les problèmes existants;
- que les accords bilatéraux soient revus régulièrement afin de vérifier le degré de réalisation des objectifs fixés et pour prendre toute décision éventuelle si besoin il y a.

Motifs. – La proposition 2032.91/Rev 1 du Conseil exécutif constitue une proposition essentielle en tant que moyen d'amélioration de la qualité de service. Cependant, la proposition devrait être appuyée par une recommandation de conclure des accords bilatéraux sur la fixation des objectifs de service d'un bout à l'autre et de faire un contrôle permanent de la performance. Il ne sera pas possible dans la pratique de conclure des accords bilatéraux pour l'ensemble des routes. Or, il faut chercher à obtenir des accords bilatéraux pour tous les courants de courrier essentiels des Administrations d'origine. On estime que, pour la plupart des pays, il sera nécessaire de conclure cinq à dix accords. Quant aux pays les plus grands, le nombre d'accords exigé sera plus important. Outre les objectifs de service d'un bout à l'autre, les accords bilatéraux devraient contenir les modalités telles que le prétraitement du courrier dans le pays d'origine, ainsi que les moyens de transport utilisés entre les deux Administrations. Les accords bilatéraux sont révisés à intervalles convenables, par exemple une fois par an, d'une part comme suite aux résultats des mesures de la performance réalisée, d'autre part afin d'améliorer les objectifs de service.

Proposition corrélatrice: 2032.91/Rev 1.

Appuis. – Belgique, Chypre, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Turquie.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2000.22

Amendement à la proposition 2000.16

Décision

Service correspondance commerciale-réponse internationale

Annexe, section 7.2.1. La modifier comme suit:

7.2.1 Afin d'assurer un contrôle précis, l'Administration du pays B ensachera ou enliassera les envois IBRS/CCRI séparément du reste du courrier lors de la réexpédition des envois au pays A. Les étiquettes des liasses doivent indiquer lisiblement la mention IBRS/CCRI, suivie du nombre d'envois. Si les envois IBRS/CCRI dépassent 5 kg, ils devraient être placés dans un sac séparé. On devra inscrire clairement au dos de l'étiquette le terme IBRS/CCRI, suivi du nombre d'envois; ce dernier doit également être notifié sur le bordereau de livraison AV 7. Les liasses d'envois IBRS/CCRI seront jointes au sac contenant le bordereau de livraison. (Le reste sans changement.)

Annexe 3, section 2.3. La modifier comme suit:

2.3 Le nombre d'envois IBRS/CCRI contenus dans une dépêche est indiqué sur le bordereau de livraison AV 7.

Motifs. – L'AV 7 est le document comptable de la poste aérienne et nous estimons qu'il serait souhaitable de l'utiliser aussi pour les envois IBRS/CCRI. L'utilisation du C 12 pour les envois IBRS/CCRI exigerait l'établissement de deux documents comptables pour chaque dépêche contenant des envois IBRS/CCRI, ce qui ne serait ni rentable ni très facile à traiter.

Ce qui nous préoccupe essentiellement, c'est le risque d'avoir à maintenir un système de comptabilité nécessitant de garder des traces de deux formules entièrement différentes. Les renseignements concernant les envois IBRS/CCRI ne devraient être portés que sur la seule formule que le Congrès adoptera au cours des discussions concernant les documents relatifs aux frais terminaux et aux frais de transit.

CONVENTION (RÉGLEMENTATION)

Article premier

Liberté de transit

URSS

2001.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. La liberté de transit, dont le principe est énoncé à l'article premier de la Constitution, entraîne l'obligation, pour chaque Administration postale, d'acheminer les dépêches closes par les voies qui sont convenues avec l'Administration de dépôt, aussi bien que les envois de la poste aux lettres acheminés à découvert par les voies qu'elle emploie pour ses propres envois. Cette obligation s'applique également aux correspondances-avion, que les Administrations postales intermédiaires prennent part ou non à leur réacheminement.

Motifs. – Développement du principe de la liberté de transit. Le texte actuel limite le choix de l'Administration expéditrice. Il contient aussi une contradiction, car, à cause de circonstances diverses, la voie utilisée par l'Administration pour l'acheminement de ses dépêches peut ne pas être la plus rapide; d'autre part, l'Administration d'origine peut préférer une voie moins rapide, mais plus économique ou plus fiable.

Article 2

Inobservation de la liberté de transit

PAKISTAN

2002.1

Le modifier comme suit:

Lorsqu'un Pays-membre n'observe pas les dispositions de l'article premier de la Constitution et de l'article premier de la Convention concernant la liberté de transit, les Administrations postales des autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme ou par tout moyen télématique approprié aux Administrations intéressées et communiquer le fait au Bureau international.

Motifs. – Les Pays-membres de l'UPU disposent aujourd'hui de différents services télématiques. L'utilisation de ces services aiderait les Administrations postales intéressées à prendre des mesures de remplacement plus rapidement.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 4

Suspension temporaire et reprise de services

CORÉE (RÉP.)

2004.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration postale se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, /.../ par télégramme, /.../ par télex ou par un moyen électronique, à l'Administration ou aux Administrations intéressées, en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services. Elle a la même obligation lors de la reprise des services suspendus.

Motifs. – Dans la pratique, cette notification arrive trop tard à l'Administration intéressée et, bien souvent, n'a donc pas de réel besoin d'être.

La transmission électronique des messages écrits, par le service de télécopie par exemple, est, de nos jours, fréquemment employée par les Administrations postales.

Article 4

Suspension temporaire et reprise des services

IRAQ, SOUDAN

2004.2

Amendement à la proposition 2004.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration postale se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, /.../ par les plus rapides moyens de télécommunication disponibles, à l'Administration ou aux Administrations intéressées, (le reste sans changement).

Motifs. – La République de Corée a proposé d'ajouter «ou par un moyen électronique» au texte du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention de Hamburg.

Vu l'évolution constante des moyens de télécommunication entre deux Congrès, et afin de ne pas être obligés d'ajouter à chaque fois un nouveau moyen de communication et de modifier le texte en conséquence, nous proposons un texte fixe qui stipule les plus rapides moyens de télécommunication disponibles.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 6

Création d'un nouveau service

CONSEIL EXÉCUTIF**2006.1**

Le modifier comme suit:

Les Administrations peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par les Administrations intéressées, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Motifs. – Jusqu'ici, l'article 6 de la Convention évoquait la possibilité de créer de nouveaux services non prévus par la Convention. Or, comme la Convention traite uniquement du service de la poste aux lettres et que l'article en question a été prévu pour d'autres services, il serait utile de remplacer le terme «Convention» par «Actes de l'Union». En outre, les taxes relatives aux nouveaux services sont fixées non pas par l'Administration intéressée, mais par les Administrations intéressées ou par chaque Administration intéressée.

Article 6

Création d'un nouveau service

FINLANDE**2006.2****Amendement à la proposition 2006.1**

Le modifier comme suit:

Les Administrations peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par les Administrations intéressées, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Motifs. – Jusqu'ici, l'article 6 de la Convention évoquait la possibilité de créer de nouveaux services non prévus par la Convention. Or, comme la Convention traite uniquement du service de la poste aux lettres et que l'article en question a été prévu pour d'autres services, il serait utile de remplacer le terme «Convention» par «Actes de l'Union». En outre, les taxes relatives aux nouveaux services sont fixées non pas par l'Administration intéressée, mais par les Administrations intéressées ou par chaque Administration intéressée.

Motifs de l'amendement. – Comme il est dit ci-dessus, c'est à chaque Administration intéressée de fixer ses taxes. Le texte amendé le dit plus clairement tout en maintenant l'insinuation qu'il y a toujours plusieurs Administrations intéressées.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2006.91

Insérer le nouvel article suivant:

Article 6bis

Utilisation de codes à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes

1. Les Administrations ont la faculté d'utiliser dans le service postal international des codes à barres générés par ordinateur et un système d'identification unique aux fins de pistage et de recherche et d'autres besoins d'identification. Les codes à barres et le système d'identification unique peuvent être utilisés pour identifier, par exemple:

- des envois isolés;
- des récipients de courrier (sacs, conteneurs, bacs de lettres, etc.);
- des documents connexes (formules, étiquettes, etc.)

2. Les Administrations qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international doivent respecter les spécifications techniques définies par le Conseil consultatif des études postales. Ces spécifications sont notifiées à toutes les Administrations par le Bureau international.

3. Il n'est pas requis des Administrations qui n'appliquent pas un système de codes à barres informatisé de tenir compte des spécifications définies par le Conseil consultatif des études postales.

4. Néanmoins, les Administrations n'utilisant pas un système de codes à barres informatisé pourront estimer utile d'adopter le système unique d'identification des envois, récipients et documents connexes spécifié par le Conseil consultatif des études postales. Ce système pourra être utilisé par les pays appliquant des systèmes traditionnels manuels pour la numérotation d'envois, de récipients et de documents dans les services postaux internationaux.

5. Les pays utilisant un système d'identification manuel, qui choisissent d'appliquer le système unique, doivent se conformer aux spécifications définies par le Conseil consultatif des études postales.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 67.

Article 6bis

Utilisation de codes à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), GRANDE-BRETAGNE

2006.92

Amendement à la proposition 2006.91

Paragraphe 2 et 5. Les modifier comme suit:

2. Les Administrations qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international devraient respecter les spécifications techniques définies par le Conseil consultatif des études postales. Ces spécifications sont notifiées à toutes les Administrations par le Bureau international.

5. Les pays utilisant un système d'identification manuel, qui choisissent d'appliquer le système unique, devraient se conformer aux spécifications définies par le Conseil consultatif des études postales.

Motifs. – Les travaux du CCEP en matière d'établissement de normes relatives aux codes à barres en sont encore à leurs débuts. Comme il est dit dans les Congrès – Doc 67 et 67/Add 1, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. C'est pourquoi il est estimé nécessaire d'apporter une certaine souplesse dans le libellé de cette proposition tant que le CCEP n'aura pas acquis plus d'expérience en la matière.

Article 8

Monnaie type. Equivalents

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS),
AUSTRALIE, AUTRICHE, BELGIQUE, CANADA, CHYPRE,
DANEMARK, ESPAGNE, FINLANDE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, IRLANDE, ISLANDE,
ITALIE, JAPON, LIECHTENSTEIN, LUXEMBOURG,
NORVÈGE, PAYS-BAS, PORTUGAL, SUÈDE, SUISSE,
TURQUIE, VATICAN, YOGOSLAVIE

2008.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'unité monétaire /.../ prévue à l'article 7 de la Constitution et utilisée dans la Convention et les Arrangements ainsi que leurs Règlements d'exécution est /.../ le Droit de tirage spécial (DTS).

Motifs. – Cette proposition est la conséquence du remplacement du franc-or par le DTS comme monnaie type de l'Union (voir proposition 1007.2).

Article 8

Monnaie type. Equivalents

AUSTRALIE

2008.2

Amendement à la proposition 2008.1

Modifier l'article comme suit:

1. L'unité monétaire prévue à l'article 7 de la Constitution et utilisée dans la Convention et les Arrangements ainsi que leurs Règlements d'exécution est le Droit de tirage spécial (DTS).
2. (Sans changement.)

3. (Supprimé.)
4. (Sans changement.)
5. (Supprimé.)
6. (Supprimé.)

Motifs. – La proposition 2008.1 découle de l'adoption du DTS comme l'unité monétaire de l'Union et spécifie que le DTS doit être utilisé dans la Convention et les Arrangements ainsi que dans leurs Règlements d'exécution. En outre, suite à l'adoption de la proposition 3019.6 transformant les taxes de base actuelles en taxes indicatives, il est nécessaire de supprimer certaines références aux équivalents. Il est vrai que les équivalents sont toujours valables pour la conversion en monnaie nationale du prix minimal de vente des coupons-réponse internationaux, des indemnités payables aux clients et de certaines taxes spéciales. Mais l'importance économique des équivalents dans ce domaine n'est pas comparable à leur utilisation pour la fixation des taxes des envois. Par ailleurs, le texte actuel de l'article ne fait pas mention de la conversion des indemnités en monnaie nationale.

Article 18

Envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

2018.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et créer les paragraphes 2 à 4 suivants:

1. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - a) les lettres et les cartes postales collectivement dénommées «LC»;
 - b) les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets collectivement dénommés «AO».
2. Les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «correspondances-avion».
3. Selon leur vitesse de traitement, les envois de la poste aux lettres peuvent être répartis en:
 - a) envois prioritaires, qui sont les envois de la poste aux lettres transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité;
 - b) envois non prioritaires qui sont des envois de la poste aux lettres pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long.

4. Au plan opérationnel, dans les Administrations de transit et de destination, les envois prioritaires sont assimilés aux correspondances-avion; selon les règles fixées bilatéralement, les Administrations peuvent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est offert à l'expéditeur. De la même manière, les envois non prioritaires sont assimilés aux envois AO de surface, y compris les envois AO de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite (S.A.L.).

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Actuellement, le transport par la voie aérienne est le mode normal d'acheminement des LC et aussi, dans une large mesure, des AO. Il semble donc opportun d'intégrer les dispositions concernant les correspondances-avion dans les dispositions concernant la poste aux lettres, à l'instar du système utilisé dans l'Arrangement concernant les colis postaux (voir les articles 4, paragraphe 3, et 8 dudit Arrangement). Lors de la consultation, une forte majorité d'Administrations a donné son accord de principe à la modification ci-dessus.

La proposition ajoute une nouvelle dimension à l'article 18, celle de la classification selon la vitesse et/ou le mode d'acheminement. Etant donné que les notions «LC» et «AO» ne sont pas définies dans la Convention, il a été jugé opportun d'insérer les définitions dans le paragraphe 1. Le texte du paragraphe 2 est repris de l'article 71, qui deviendra superflu et pourra être supprimé si la présente proposition est adoptée (voir proposition 4071.1). Le paragraphe 3 introduit le système de classification selon la vitesse et le paragraphe 4 donne la règle principale pour la coexistence entre les deux systèmes sur le niveau opérationnel.

Propositions corrélatives: 3019.5, 3019.91, 2032.92, 4071.1, 4072.1, 2513.91, 2524.91 et 2550.1.

Article 18

Envois de la poste aux lettres

PAKISTAN

2018.2/Rev 1

Le modifier comme suit:

Les envois de la poste aux lettres comprennent les lettres, les cartes postales, les imprimés, les célogrammes et les petits paquets. Par les expressions «lettres et cartes postales», on entend et on inclut les communications d'une personne à une autre envoyées sous la forme d'écrits, d'imprimés ou de pages dactylographiées et pouvant transmettre un message, une information, une pensée, une idée ou un avis. Les Administrations peuvent toutefois définir ces termes compte tenu de leurs règlements intérieurs.

Motifs. – L'acheminement des «lettres et des cartes postales» relève du monopole des Administrations postales. On ne trouve, cependant, aucune définition des termes «lettres et cartes postales» dans les Actes de l'UPU. A la suite de l'arrivée des messageries privées dans la plupart des pays développés et en développement, les Administrations postales ont été confrontées à un certain nombre de problèmes allant parfois jusqu'au procès. Il est donc nécessaire d'insérer dans le présent article une définition des «lettres et des cartes postales».

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 18

Envois de la poste aux lettres

ARGENTINE, BRÉSIL

2018.3

Amendement à la proposition 2018.1

Ajouter les paragraphes 1bis et 2bis suivants:

1. (Sans changement.)

1bis. Sous le nom de «sacs M», on désigne les sacs spéciaux contenant exclusivement des imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination.

2. (Sans changement.)

2bis. Les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés: «S.A.L.».

Motifs. –

- 1° Par souci de logique, il convient d'introduire la définition des «sacs M» qui, actuellement, n'est pas clairement exprimée dans la Convention.
- 2° Inclure dans la partie pertinente de l'article la définition des envois de surface transportés par la voie aérienne, ce qui permettra en outre de lier le contenu de la fin du 4e paragraphe à la définition correspondante donnée plus haut.

Appuis. – Canada, Costa-Rica, Cuba, Espagne, Paraguay.

Article 20

Envois normalisés

LUXEMBOURG

2020.1

Insérer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les Administrations qui, dans leur service intérieur, admettent comme normalisés les envois sous enveloppe dont la largeur n'est pas supérieure à 162 mm, avec une tolérance de 2 mm, peuvent également admettre ces envois comme normalisés en service international.

Motifs. – Le matériel de tri permet aujourd'hui de mécaniser le traitement d'envois à format plus large. Cet avantage doit être répercuté sur les clients en appliquant les tarifs plus réduits pour envois normalisés à tous les envois pouvant être traités par des machines de tri.

Les clients éprouvent cependant des difficultés pour comprendre pourquoi leurs envois sont normalisés en service intérieur, alors qu'ils deviennent non normalisés par le fait d'être envoyés à l'étranger.

Il importe donc d'adapter la réglementation à l'évolution technique et de la rendre compréhensible aux yeux de nos clients, si nous ne voulons pas jouer le jeu de nos concurrents.

Cette disposition additionnelle permettra par ailleurs de supprimer les réserves introduites par plusieurs Administrations au moment de la signature des Actes (article VI, paragraphe 3, du Protocole final).

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Article 20

Envois normalisés

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2020.2

Paragraphe 1, lettre a), chiffre 3°. Le modifier comme suit:

- 3° tous envois sous enveloppe:
l'adresse de l'expéditeur, lorsqu'elle figure au recto, doit être placée dans l'angle supérieur gauche; cet emplacement doit également être affecté aux mentions ou étiquettes de service qui peuvent, le cas échéant, trouver place sous l'adresse de l'expéditeur; les mentions de service peuvent aussi être placées directement au-dessus de l'adresse du destinataire lorsqu'il est fait usage d'enveloppes à fenêtre; les lettres doivent être fermées par un collage continu de la patte de fermeture de l'enveloppe;

Motifs. – Une enquête, menée dans le cadre de l'étude 636 du CCEP «Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale» et portant sur plusieurs points a fait ressortir qu'il s'avère nécessaire, notamment pour le courrier électronique, de placer certaines mentions de service directement au-dessus de l'adresse du destinataire. Ces indications doivent également apparaître à travers la fenêtre de l'enveloppe. L'enquête ayant reflété que les Administrations sont favorables à ce que cette particularité soit également applicable aux envois normalisés, il est dès lors proposé de compléter dans ce sens les dispositions sur les envois normalisés de la Convention.

Article 20

Envois normalisés

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', FRANCE

2020.3/Rev 1

Paragraphe 1, lettre b). La compléter comme suit:

- b) envois sous forme de cartes:
les envois sous forme de cartes allant jusqu'à un format de 120 x 235 mm peuvent être admis comme envois normalisés à condition qu'ils soient confectionnés en papier-carton d'un grammage offrant une rigidité suffisante pour permettre un traitement sans heurts;

Motifs. – Une majorité d'expéditeurs et d'imprimeurs souhaitent pouvoir disposer d'un maximum de place sur les envois de prospection commerciale effectués sous forme de cartes.

Les machines de tri automatique utilisées par de nombreuses Administrations permettent de traiter des objets allant jusqu'au format 120 x 235 mm, que ces objets soient sous forme d'enveloppes ou de cartes.

Il est donc proposé que les envois normalisés sous forme de cartes soient admis jusqu'au format 120 x 235 mm (± 2 mm), un grammage minimal et une rigidité suffisante devant être exigés afin qu'une exploitation des installations de tri ainsi qu'un tri manuel sans heurts soient garantis.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Yougoslavie.

Article 22

Envois admis à tort

BRÉSIL

2022.1

Créer le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Si l'Administration de destination constate qu'un envoi déposé comme AO ne remplit pas, de par sa nature, les conditions stipulées par la Convention et son Règlement, elle pourra le ranger, d'après son poids réel, dans la catégorie des colis postaux, dans la coupure de poids correspondante. Les quotes-parts dues seront perçues sur l'Administration d'origine.

Motifs. – Le nombre de sacs M ou de petits paquets qui, en raison de leur contenu, de leur poids ou de leurs dimensions, sont assimilés aux colis postaux est de plus en plus important.

Par ailleurs, il est injuste que le destinataire supporte les frais encourus du chef d'une erreur commise lors du dépôt.

La proposition présentée vise à permettre à l'Administration de destination de percevoir une rémunération au titre du traitement qu'elle effectue, tout en comblant la lacune existante.

Au cas où cette proposition serait approuvée, la Commission 7 devra examiner les dispositions qui devront régir cette mesure.

Article 26

Taxe de magasinage

PAKISTAN

2026.1

Le modifier comme suit:

L'Administration de destination est autorisée à percevoir, selon sa législation, une taxe de magasinage pour tout envoi de la poste aux lettres /.../ dont le destinataire n'a pas pris livraison dans le délai pendant lequel l'envoi est tenu sans frais à sa disposition. Cette taxe ne s'applique pas aux cécogrammes.

Motifs. – Il faut dissuader les destinataires de laisser trop longtemps des envois au bureau de poste. L'Administration se doit de veiller à ce que tous les objets postaux, quel que soit leur poids, soient en lieu sûr. La présente proposition a pour but de simplifier les procédures opérationnelles de l'Administration de destination.

Voir également la proposition 3024.2.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 27

Affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF

2027.1

Ajouter le nouveau paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les correspondances-avion surtaxées, le courrier S.A.L. surtaxé et les envois prioritaires dont la régularisation par les expéditeurs n'est pas possible sont transmis par la voie aérienne, comme S.A.L. et comme courrier prioritaire respectivement si les taxes acquittées représentent au moins le montant de la surtaxe ou, le cas échéant, la différence entre la taxe d'un envoi-avion ou S.A.L. et la taxe d'un envoi de surface, ou la différence entre la taxe d'un envoi prioritaire et celle d'un envoi non prioritaire. Toutefois, l'Administration d'origine a la faculté de transmettre ces envois par la voie aérienne ou prioritaire lorsque les taxes acquittées représentent au moins 75 pour cent de la surtaxe ou 50 pour cent de la taxe combinée. Au-dessous de ces limites, les envois sont acheminés par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées ou les envois non prioritaires.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition vise à intégrer à l'article 27 les dispositions concernant les correspondances-avion non ou insuffisamment affranchies et à les élargir aussi aux envois prioritaires et aux envois S.A.L. non ou insuffisamment affranchis. Le nouveau paragraphe remplace l'article 77 (voir proposition 4077.1).

Article 28

Modalités d'affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF

2028.1

Paragraphe 1. Ajouter la lettre dbis) suivante:

dbis) mention indiquant que la totalité de l'affranchissement a été payée, par exemple «Taxe perçue». Cette mention doit figurer dans la partie supérieure droite de la suscription et doit être appuyée de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine ou, dans le cas des envois non affranchis ou insuffisamment affranchis, du bureau qui a affranchi l'envoi ou complété son affranchissement;

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition vise à intégrer à l'article 28 les dispositions concernant les modalités d'affranchissement relatives aux correspondances-avion et à les élargir à tous les envois de la poste aux lettres. La nouvelle lettre remplace l'article 76 (voir proposition 4076.1) ainsi qu'une partie de l'article 139, paragraphe 1, du Règlement d'exécution (voir proposition 2539.1).

Article 30

Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement

ARABIE SAOUDITE

2030.1

Le modifier comme suit:

1. En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, l'Administration d'origine qui se charge d'affranchir les envois de la poste aux lettres non affranchis ou de compléter l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis et d'encaisser le montant manquant auprès de l'expéditeur est autorisé à percevoir sur l'expéditeur /.../ la taxe de traitement déterminée par sa législation intérieure.
2. Dans le cas où le paragraphe 1 n'est pas appliqué, l'Administration d'origine est autorisée à traiter l'envoi non ou insuffisamment affranchi selon sa législation intérieure.
3. Les envois recommandés et ordinaires et les lettres avec valeur déclarée sont considérés à l'arrivée comme dûment affranchis.

Motifs. –

- 1° La méthode préconisée à l'article 24, lettre h), de la Convention pour le calcul de la taxe manquante est compliquée et non adaptée aux circonstances actuelles qui accordent une importance capitale à l'élément rapidité.
- 2° Il ressort de la réalité pratique que la majorité des Administrations d'origine n'appliquent plus cette méthode en raison de sa complexité et de sa non-conformité avec les circonstances réelles.
- 3° Cette méthode représente un obstacle pour les bureaux de destination lorsqu'il s'agit de percevoir les sommes manquantes des destinataires et, dans la plupart des cas, de tels envois ne sont pas distribués aux destinataires.
- 4° Le fait de laisser aux Administrations d'origine le soin de percevoir la taxe manquante en fonction de leur législation intérieure est une procédure conforme aux circonstances pratiques et réelles des Administrations qui facilite en même temps le travail des Administrations de destination.

Appuis. – Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

GRANDE-BRETAGNE

2030.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 30bis

Service correspondance commerciale-réponse internationale

1. Les Administrations peuvent convenir entre elles de participer au service correspondance commerciale-réponse internationale (IBRS/CCRI), sur une base facultative.
2. Les Administrations qui assurent le service devront respecter les dispositions définies par le Conseil exécutif.
3. Les Administrations peuvent, néanmoins, convenir bilatéralement d'établir un autre système entre elles.

Motifs. – Voir annexe à la proposition 2000.16.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, France, Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

BELGIQUE

2031.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant la taxe applicable dans son service international pour le premier échelon de poids des lettres ordinaires expédiées par voie de surface. Sauf si la législation intérieure du pays d'échange y fait obstacle, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux ou contre d'autres marques ou empreintes d'affranchissement postal. Sur présentation d'un nombre suffisant de coupons-réponse, (le reste sans changement).

Motifs. – Actualiser l'ancien texte qui fait encore référence au concept imprécis de la lettre ordinaire alors que, partout ailleurs, il est fait mention de la taxe applicable pour le premier échelon de poids des lettres expédiées par voie de surface.

Pour autant que la législation du pays de destination n'y fasse obstacle, il n'y a aucune raison de limiter les expéditeurs dans le mode d'affranchissement de leur correspondance. Cette souplesse plus grande ne peut que se traduire par une augmentation de l'utilisation des coupons-réponse et donc favoriser le développement des relations internationales.

Par ailleurs, la formulation actuelle de cet article suppose l'existence d'une législation intérieure qui autorise l'échange des coupons-réponse contre des entiers postaux. La nouvelle formulation dispense les Administrations d'une telle réglementation tout en préservant la souveraineté de chaque pays en la matière.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Canada, Espagne, France, Italie.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

CONSEIL EXÉCUTIF

2031.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne ou comme envoi prioritaire. Si les règlements de l'Administration du pays d'échange le permettent, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux. /.../

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Lors de la consultation, en 1987, une forte majorité d'Administrations a répondu que, lorsque le système «priorité/non-priorité» est utilisé, le coupon-réponse international doit être échangeable contre un timbre-poste représentant le port d'une lettre prioritaire de 20 g. La suite logique de cette appréciation du coupon doit être l'échange contre l'affranchissement minimal d'une lettre par avion au lieu de l'affranchissement minimal d'une lettre par voie de surface. D'ailleurs, les clients qui utilisent les coupons-réponse ont souvent besoin du service lettre-avion/envoi prioritaire plutôt que du service lettre de surface/envoi non prioritaire. Cette proposition vise à introduire cette appréciation du coupon-réponse. Les frais de transport aérien d'une lettre jusqu'à 20 g sont modestes comparés à la valeur du coupon-réponse.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

BRÉSIL

2031.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger /.../. Si les règlements de l'Administration du pays d'échange le permettent, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux. Le cas échéant, sur présentation d'un nombre suffisant de coupons-réponse, (le reste sans changement).

Motifs. – L'introduction du courrier S.A.L. a amené de nombreuses Administrations postales à supprimer la catégorie «lettre acheminée par voie de surface» de leur structure tarifaire. Même celles qui n'ont pas recours au courrier S.A.L. pour l'envoi de lettres et de cartes postales ne font plus emprunter la voie de surface à cette catégorie d'envois. De ce fait, la taxe perçue au titre de l'acheminement d'une lettre par avion représente dorénavant le montant minimal pour l'échange de coupons.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

CONSEIL EXÉCUTIF

2031.4

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. La valeur du coupon-réponse est de 2,25 francs (0,74 DTS). Le prix de vente fixé par les Administrations intéressées ne peut être inférieur à cette valeur.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.6 visant à supprimer la limite supérieure de la taxe d'une lettre jusqu'à 20 grammes. Par ailleurs, la valeur actuelle des coupons-réponse internationaux paraît suffisamment élevée pour couvrir également le coût du transport aérien dans le cas où le Congrès adopterait la proposition 3031.2 visant à permettre l'échange d'un coupon contre l'affranchissement d'une lettre prioritaire ou par avion. En effet, le coût de transport aérien d'une lettre de 20 grammes sur la distance moyenne pondérée mondiale ne s'élève qu'à 0,15 fr-or.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

IRAQ

2031.5

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse internationaux sont admis dans les Pays-membres de l'Union pour l'affranchissement effectif des correspondances moyennant, si la réglementation intérieure de l'Administration du pays de dépôt le permet, des timbres-poste, des entiers postaux ou des empreintes d'affranchissement postal représentant la taxe applicable dans son service international pour le premier échelon de poids d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne ou comme envoi prioritaire. Le cas échéant, sur présentation d'un nombre suffisant de coupons-réponse, (le reste sans changement).

Motifs. – Se basant sur les propositions 2031.1 de la Belgique, 2031.2 du CE, 2031.3 du Brésil et 2031.4 du CE, nous avons voulu présenter une proposition de synthèse groupant les propositions qui se rapportent au même sujet.

Notre Administration estime qu'il faudrait éviter le terme «échangeable» qui prête à équivoque et conduit à des interprétations qui éloignent les coupons-réponse de leur but initial. En effet, l'explication donnée au terme «échangeable» aboutit parfois à la notion d'abonnement à certains imprimés, périodiques et concours ainsi qu'à l'obtention des formules au moyen des coupons-réponse. Cette proposition de synthèse a donc pour but de préciser que les coupons doivent être utilisés uniquement à des fins d'affranchissement par le bureau de départ.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Koweït, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 31

Coupons-réponse internationaux

BELGIQUE

2031.6

Amendement à la proposition 2031.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne ou comme envoi prioritaire. Sauf si la législation intérieure du pays d'échange y fait obstacle, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux ou contre d'autres marques ou empreintes d'affranchissement postal. /.../

Motifs. – Le présent amendement est en réalité la synthèse des propositions 2031.1 et 2031.2. La Belgique marque en effet son accord avec la proposition 2031.2 du Conseil exécutif pour les motifs y invoqués. Elle veut toutefois maintenir au présent amendement les modifications apportées à la deuxième phrase du paragraphe 3, dans la proposition 2031.1, afin de dispenser les Administrations d'une législation intérieure autorisant l'échange des coupons-réponse contre des entiers postaux ou d'autres marques d'affranchissement. Par la même occasion, la Belgique veut permettre aux utilisateurs l'utilisation des nouveaux modes d'affranchissement des correspondances, en échange des coupons-réponse. Cette souplesse ne peut que favoriser le développement des relations internationales.

Article 32

Envois exprès

CONSEIL EXÉCUTIF

2032.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Dans les pays dont les Administrations se chargent de ce service, les envois de la poste aux lettres sont, à la demande des expéditeurs, distribués par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution; toutefois, toute Administration a le droit de limiter ce service aux correspondances-avion, aux envois prioritaires ainsi que, quand il s'agit de la seule

voie utilisée entre deux Administrations, aux envois LC de surface. En ce qui concerne les lettres avec valeur déclarée, l'Administration de destination a la faculté, lorsque sa réglementation le prévoit, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition vise à donner tant à l'Administration d'origine qu'à l'Administration de destination la possibilité de limiter le service de distribution par exprès aux envois-avion et aux envois prioritaires. Lors de la consultation, une majorité d'Administrations a désiré réserver le service de distribution par exprès aux correspondances-avion et aux envois prioritaires. Actuellement, les facteurs des pays de destination doivent parfois distribuer séparément avec priorité maximale des envois qui ont été en route pendant trois ou quatre semaines. Cela a un effet démoralisant sur le service de distribution et est nuisible au service de la distribution par exprès. De plus, la distribution par porteur spécial entraîne des frais élevés pour les Administrations de destination. Par conséquent, ces Administrations ont un intérêt économique à limiter la distribution par exprès à des envois pour lesquels l'expéditeur a payé des taxes assez élevées (aériennes ou prioritaires) en sus de la taxe d'exprès. Par ailleurs, selon l'étude 621 du CCEP, sur 81 Administrations assurant le service «Exprès» pour les lettres, 14 Selon l'article 109, paragraphe 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention, les Administrations doivent communiquer au Bureau international si elles appliquent la faculté de limiter le service de distribution par exprès ou non. Ces renseignements figureront ensuite dans le Recueil de renseignements (Convention).

Article 32

Envois exprès

CANADA

2032.2/Rev 2

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Les envois exprès peuvent être traités d'une manière différente de celle spécifiée au paragraphe 1, tant que le niveau de qualité général de ce service offert au destinataire est au moins aussi élevé que celui obtenu en faisant appel à un porteur spécial.

Motifs. – La distribution par porteur spécial n'est pas la seule façon d'exécuter un service accéléré et c'est en outre un procédé coûteux. Il existe un autre moyen qui consiste à affecter la manutention et le traitement de ces envois à un service spécial, régi par des normes strictes. Il pourrait en bien des cas en résulter une prestation plus rapide et plus fiable, en particulier dans les pays étendus.

Cette possibilité constitue une nouvelle conception d'un produit qui devrait être prévue dans l'article 32.

Appuis. – Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Norvège, Suède.

Article 32

Envois exprès

GRANDE-BRETAGNE

2032.3

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Au cas où les envois exprès doivent être soumis à un contrôle douanier, les Administrations sont tenues:

- a) de les présenter à la douane aussitôt que possible après leur arrivée;
- b) d'encourager les autorités douanières de leur pays à effectuer le contrôle de ces envois avec rapidité.

Motifs. – Améliorer autant que possible la qualité du service exprès. Lorsqu'ils sont nécessaires, les contrôles douaniers ne devraient pas nuire à la qualité de cette prestation.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

CONSEIL EXÉCUTIF

2032.91/Rev 1

Créer le nouvel article suivant:

Article 32bis

Objectifs en matière de qualité de service

1. Les Administrations de destination doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et par avion à destination de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.
2. Les Administrations de destination doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des envois de surface et non prioritaires à destination de leur pays.
3. Les Administrations d'origine doivent fixer des objectifs en matière de qualité pour les envois prioritaires et par avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations de destination.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. La proposition vise à introduire dans la Convention des objectifs en matière de délais. Lors de la consultation effectuée dans le cadre de l'étude sur la classification, une nette majorité d'Administrations postales a estimé qu'il est possible de fixer des délais pour le traitement des envois prioritaires et des correspondances-avion dans les pays de destination. La somme des Administrations qui ont répondu que 90% des envois doivent être remis aux destinataires le premier jour ouvrable après leur arrivée au pays de destination et de celles qui ont répondu que 90% des envois doivent être remis aux destinataires le deuxième jour après leur arrivée constitue une nette majorité. Cela doit faire l'objet d'une annotation. Or, la plupart des Administrations estiment que cet objectif ne doit pas être appliqué d'une manière générale dans tous les pays, mais que chaque Administration doit fixer ses propres objectifs et les publier dans le Recueil de la Convention. D'ailleurs, les Administrations de certains pays de grande superficie ont maintenu que, si elles peuvent pour certaines régions de leur pays fixer de meilleurs délais que celui mentionné ci-devant, elles ne sont pas en état d'assurer une telle qualité de service pour toutes les régions. Cependant, elles sont disposées à offrir le même délai que pour les envois comparables du service intérieur. Du fait que le courrier prioritaire et par avion en provenance de l'étranger arrive souvent dans une ville qui convient à l'Administration de destination (par exemple une ville avec un centre de tri important), elles peuvent dans certains cas même offrir un délai plus court que celui fixé pour les envois du régime intérieur.

Un peu plus de la moitié des Administrations ayant répondu estiment qu'il est possible de fixer des délais pour le traitement d'envois non prioritaires et de surface dans le pays de destination, mais une majorité pour un délai spécifique ne peut pas être dégagée.

Propositions corrélatives: 2000.21, 2032.92 et 2509.3.

CONSEIL EXÉCUTIF

2032.92

Créer le nouvel article suivant:

Article 32ter

Priorité de traitement des correspondances-avion et des envois prioritaires

Les Administrations prennent toutes les mesures utiles pour:

- a) assurer dans les meilleures conditions la réception et le réacheminement des dépêches contenant des correspondances-avion et des envois prioritaires;
- b) veiller au respect des accords conclus avec les transporteurs concernant la priorité due à de telles dépêches;
- c) accélérer les opérations relatives au contrôle douanier des correspondances-avion et des envois prioritaires à destination de leur pays;
- d) réduire au strict minimum les délais nécessaires pour acheminer vers les pays de destination les correspondances-avion et les envois prioritaires déposés dans leur pays et pour faire distribuer aux destinataires les correspondances-avion et envois prioritaires arrivant de l'étranger.

Motifs. – Voir le Congrès – Doc 59 et la proposition 2032.91 qui vise à introduire dans la Convention des objectifs en matière de délais. La présente proposition vise à créer un nouvel article 32ter qui indique des moyens pour atteindre ces objectifs. Le texte est repris de l'article 79 et élargi de manière qu'il comprenne les envois prioritaires en sus des correspondances-avion. Si cette proposition est adoptée, l'article 79 pourra être supprimé (voir proposition 4079.1).

Article 33

Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur

ITALIE

2033.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Si, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur désire être informé par voie télégraphique des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande de retrait ou de modification d'adresse, il doit payer, à cet effet, la taxe télégraphique y relative /.../, calculée sur la base de 15 mots. Les frais pour la réponse par voie télégraphique sont supportés par l'Administration de destination. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.

Motifs. – L'Assemblée plénière du CCITT, lors de la réunion du mois d'octobre 1984, a accepté la proposition de sa Commission I concernant la suppression du service facultatif «télégramme avec réponse payée RPX». Ce service a été supprimé depuis le 1er octobre 1985.

Dans ces conditions, les Administrations postales ne peuvent plus appliquer la disposition actuelle, c'est-à-dire percevoir la taxe télégraphique d'un télégramme avec réponse payée.

Cette proposition a donc pour but d'adapter la réglementation à la réalité. La taxe de la réponse par voie télégraphique à une demande de retrait ou de modification d'adresse doit être supportée par l'Administration de destination.

Appuis. – Autriche, Belgique, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suisse.

Article 33

Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur

PAKISTAN

2033.2

Le modifier comme suit:

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres peut le faire retirer du service, /.../ en faire modifier ou corriger l'adresse tant que cet envoi:
 - a) à c) (sans changement).
2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale, /.../ télégraphique ou par tout moyen télématique approprié aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour chaque demande, la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre j). Si la demande doit être transmise par un autre service que celui de la poste, l'expéditeur doit payer en outre la taxe /.../ correspondante à ce service. (Le reste sans changement.)
3. Chaque Administration est tenue d'accepter les demandes de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse concernant tout envoi de la poste aux lettres déposé dans les services des autres Administrations, si sa législation le permet.
4. Si, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur désire être informé par /.../ un service autre que celui de la poste des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse, il doit payer, à cet effet, la taxe /.../ y relative. (Le reste sans changement.)
5. Pour chaque demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse concernant plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il n'est perçu qu'une seule des taxes prévues au paragraphe 2.
6. (Sans changement.)
7. Le renvoi à l'origine d'un envoi à la suite d'une demande de retrait a lieu par voie aérienne lorsque l'expéditeur s'engage à payer la surtaxe aérienne correspondante. Lorsqu'un envoi est réexpédié par voie aérienne à la suite d'une demande de modification ou de correction d'adresse, la surtaxe aérienne correspondant au nouveau parcours est perçue sur le destinataire et reste acquise à l'Administration distributrice.

Motifs. –

- a) Pour mettre les paragraphes 1, 3, 5 et 7 en conformité avec l'intitulé de l'article.
- b) Les modifications proposées dans les paragraphes 2 et 4 visent à encourager l'utilisation du télex et de tout autre moyen télématique pour transmettre une demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse de la part de l'expéditeur.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 34

Réexpédition

CONSEIL EXÉCUTIF

2034.1

Le modifier comme suit:

1. En cas de changement d'adresse du destinataire, les envois de la poste aux lettres lui sont réexpédiés immédiatement aux conditions prescrites dans le service intérieur, à moins que l'expéditeur n'en ait interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination. Toutefois, la réexpédition d'un pays sur un autre n'a lieu que si les envois satisfont aux conditions requises pour le nouveau transport. /.../

1bis. Les lettres-avion, les cartes postales-avion et les envois prioritaires sont réexpédiés sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les autres correspondances-avion sont réexpédiées par les moyens de transport normalement utilisés pour la correspondance non surtaxée, sauf dans les cas visés dans les paragraphes ci-après.

1ter. Les correspondances autres que celles énumérées dans le paragraphe 1bis peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse du destinataire et si celui-ci s'engage à payer les surtaxes ou les taxes combinées correspondant au nouveau parcours aérien ou à la nouvelle transmission prioritaire; dans ce cas, la surtaxe ou la taxe combinée est perçue, en principe, au moment de la remise et reste acquise à l'Administration distributrice. Toutes les correspondances peuvent également être réacheminées par la voie la plus rapide si les surtaxes ou taxes combinées sont payées au bureau réexpéditeur par une tierce personne. La réexpédition par la voie la plus rapide à l'intérieur du pays de destination est, en ce qui concerne les envois de surface ou non prioritaires, soumise à la réglementation intérieure de ce pays.

1quater. Les Administrations faisant application des taxes combinées peuvent fixer, pour la réexpédition par la voie aérienne ou prioritaire dans les conditions prévues au paragraphe 1ter, des taxes spéciales qui ne doivent pas dépasser les taxes combinées.

1quinquies. Les enveloppes spéciales C 6 et les sacs utilisés pour la réexpédition collective des correspondances sont acheminés sur la nouvelle destination par la voie prescrite pour les envois individuels dans les paragraphes 1bis et 1ter.

2 à 6. (Sans changement.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition vise à intégrer dans les dispositions concernant la réexpédition des envois de la poste aux lettres les dispositions concernant la réexpédition des correspondances-avion. Si la proposition est adoptée, l'article 80 pourra être supprimé (voir proposition 4080.1 ainsi que propositions analogues 2035.1 et 4081.1).

Article 34

Réexpédition

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)**2034.2**

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. En cas de changement d'adresse du destinataire, les envois de la poste aux lettres lui sont réexpédiés immédiatement aux conditions prescrites dans le service intérieur, à moins que l'expéditeur n'en ait interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination ou que l'adresse soit libellée selon les indications prescrites à l'article 113, paragraphe 1, lettre jbis), du Règlement. (Le reste est sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 2513.3.

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

CONSEIL EXÉCUTIF**2035.1**

Le modifier comme suit:

1 à 6. (Sans changement.)

7. Les lettres-avion, les cartes postales-avion et les envois prioritaires à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

7bis. Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées; toutefois, en cas d'interruption de ces moyens de transport, le renvoi à l'origine a lieu par la voie aérienne.

7ter. Pour le renvoi des correspondances à l'origine par la voie aérienne ou prioritaire à la demande de l'expéditeur, l'article 34, paragraphes 1ter et 1quater, est applicable par analogie.

8. (Sans changement.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. La proposition vise à intégrer dans les dispositions concernant le renvoi à l'origine des envois de la poste aux lettres les dispositions concernant le renvoi des correspondances-avion ainsi qu'à introduire des dispositions pour les envois non distribuables lorsque le système «priorité/non-priorité» est utilisé.

Si la présente proposition est adoptée, l'article 81 pourra être supprimé (voir proposition 4081.1 ainsi que propositions analogues 2034.1 et 4080.1).

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

CONSEIL EXÉCUTIF

2035.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Le renvoi à l'origine des imprimés non distribuables n'est pas obligatoire, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi en une langue connue dans le pays de destination. Toutefois, les Administrations s'efforceront d'effectuer ce retour à l'expéditeur, ou de l'en informer comme il convient, lorsqu'il s'agit de remises répétées ou d'envois en nombre. Les imprimés recommandés et les livres doivent toujours être renvoyés.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Lors de la consultation, en 1987, 54% des Administrations étaient d'avis que les envois non prioritaires et non distribuables doivent toujours être renvoyés à l'expéditeur, tandis que 46% des Administrations préféraient faire le renvoi facultatif comme pour les imprimés. Les Administrations postales et leurs clients ont un intérêt commun à mettre les registres d'adresses à jour afin que les envois postaux soient distribués à leurs destinataires le plus vite possible et avec des coûts aussi bas que possible. Pour cette raison, il est important de notifier à l'expéditeur que le destinataire ne réside plus à l'adresse indiquée, soit par le retour de l'envoi, soit par une autre forme de notification. Il paraît que certaines Administrations désirent généraliser le retour de tous les envois postaux non distribuables alors que d'autres Administrations, à cause des coûts, ne désirent pas renvoyer toutes les catégories d'envois postaux non distribuables.

Lorsque les Administrations ont été invitées à faire des observations aux propositions, une Administration a proposé le libellé ci-dessus qui peut constituer un compromis entre les deux groupes.

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

PAKISTAN**2035.3**

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Les envois non distribuables doivent être renvoyés immédiatement au pays d'origine ou au pays du domicile de l'expéditeur.
3. Le délai de garde des envois tenus en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante est fixé par la réglementation de l'Administration de destination. Toutefois, ce délai ne peut, en règle générale, dépasser un mois, sauf dans des cas particuliers où l'Administration de destination juge nécessaire de le prolonger jusqu'à deux mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine ou au pays du domicile de l'expéditeur doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.
4. (Sans changement.)
5. (Sans changement.)
6. Le renvoi à l'origine ou au pays du domicile de l'expéditeur des imprimés non distribuables n'est pas obligatoire, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi en une langue connue dans le pays de destination. Les imprimés recommandés et les livres doivent toujours être renvoyés.
7. En cas de renvoi au pays d'origine ou au pays du domicile de l'expéditeur par voie aérienne, il est fait application des articles 81 de la Convention et 200 du Règlement.
8. Les envois de la poste aux lettres non distribuables renvoyés au pays d'origine ou au pays du domicile de l'expéditeur sont remis aux expéditeurs aux conditions fixées à l'article 34, paragraphe 5. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Pour éviter des réexpéditions successives dans le cas où l'adresse de l'expéditeur ne se trouve pas dans le pays où l'envoi a été déposé et, également, pour rendre le présent article compatible avec l'article 29 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

COLOMBIE

2035.4

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. Lorsque l'Administration de destination renvoie à l'origine un envoi AO recommandé dont le poids dépasse 2000 g, qui ne respecte pas de par ses caractéristiques les normes établies dans la Convention et son Règlement, elle peut le considérer comme entrant dans la catégorie des colis postaux et le traiter comme tel, c'est-à-dire accompagné du bordereau de taxes CP 25 et expédié dans les dépêches de colis par voie de surface ou aérienne, selon la voie d'acheminement qu'il a empruntée.

Motifs. – Il arrive fréquemment que l'on reçoive de grandes quantités d'envois parvenus comme des envois AO recommandés mais qui de par leur contenu, leur poids et leurs dimensions s'apparentent en réalité aux colis. Toutefois, on applique à ces envois le traitement normal pour ne pas paralyser le courant des dépêches dans lesquelles ils ont été insérés. Quand, à la suite d'une circonstance quelconque, l'envoi n'est pas distribué ou livré, la récupération des taxes de renvoi présente des difficultés en raison du système actuel de perception. Afin de faciliter et de réglementer le remboursement de ces frais et surmonter ainsi ce genre de difficultés, il est proposé d'utiliser le bordereau de taxes CP 25 pour les envois dont traite la présente proposition.

Appuls. – Equateur, Pérou, Vénézuéla.

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

ESPAGNE

2035.5

Introduire le paragraphe 6bis suivant:

6bis. Lorsque la voie de surface n'est plus employée par le pays qui fait le renvoi, il se doit de transmettre les envois non distribuables par la voie la plus adéquate qu'il utilise.

Motifs. – Les pays qui font application du service S.A.L., en raison des longs et parfois incertains délais du transport de surface, sont de plus en plus nombreux. Certains d'entre eux ont même abandonné l'emploi de la voie de surface. Il paraît donc convenable de faire état de cette situation pour le cas du renvoi à l'origine des envois non distribuables.

Appuis. – Chypre, France, Grèce, Italie, Portugal, Suisse, Turquie, Vatican.

Article 36

Interdictions

SUISSE

2036.1

Paragraphe 3, lettre a). La modifier comme suit:

- a) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle; toutefois, l'Administration d'origine peut admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle en rapport direct avec son contenu;

Motifs. – Cette facilité répond à un besoin évident des clients qui comprennent difficilement que leurs envois, notamment s'il s'agit de cadeaux, ne puissent être accompagnés d'un message personnel. L'Administration de dépôt devrait avoir la liberté d'accepter des communications personnelles dans les petits paquets.

Actuellement, c'est l'Administration d'origine qui décide si le contenu d'un petit paquet répond aux conditions d'admission de cette catégorie d'envois, par exemple lorsque l'objet contient des papiers d'affaires ou des bandes sonores (Conv., Règl., art. 130, par. 3). C'est également cette Administration qui prend le risque d'une éventuelle perte de recettes.

Il est peu probable que les petits paquets contenant des communications personnelles concurrencent les lettres, du fait que, par leur nature, les petits paquets offrent plutôt le moyen d'expédier de petites quantités de marchandises et non des documents ayant le caractère de correspondances actuelles et personnelles. De plus, la durée totale de transmission des petits paquets du pays d'origine au pays de destination est plus longue que celle des lettres, étant donné que les petits paquets sont, dans tous les cas, soumis au traitement douanier. Il en va de même à la livraison, où ces envois ne jouissent pas de la priorité réservée aux lettres.

Il incombe aux Administrations postales de tenir compte des désirs de leur clientèle, ou même de les prévenir si elles veulent conserver leur part de marché. De nombreuses Administrations acceptent déjà des communications personnelles dans les petits paquets à destination des pays avec lesquels elles ont conclu des arrangements bilatéraux. Les expériences faites dans le cadre de la CEPT sont également concluantes.

Il y a lieu de relever que cette proposition a un caractère facultatif et laisse à l'Administration d'origine la liberté de décider de l'acceptation ou non des communications personnelles dans les petits paquets.

Voir également la proposition 2530.1 visant à modifier le paragraphe 3 de l'article 130 de la Convention.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Article 36

Interdictions

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2036.2

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Chaque Administration doit veiller dans toute la mesure possible à ce que les renseignements concernant les interdictions en vigueur dans son pays, visées au paragraphe 4, lettre f), soient communiqués au Bureau international /.../ au moins trois mois avant leur application et énoncés de façon claire, précise et détaillée et qu'ils soient tenus à jour.

Motifs. – Les renseignements concernant les interdictions dans le pays destinataire doivent être connues en temps opportun par les Administrations, afin d'en informer les expéditeurs.

Article 36

Interdictions

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2036.3

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. Dans les cas où un envoi admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à l'envoi. Cette information doit indiquer de manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à saisie. Un envoi admis à tort qui est renvoyé à l'origine doit être accompagné d'une information analogue.

Motifs. – Il importe particulièrement que les expéditeurs soient informés des raisons spécifiques du retour à l'origine de petits paquets et de colis qui sont renvoyés parce qu'une partie de leur contenu viole les interdictions et les restrictions du pays de destination. Cette information permettra d'éviter que ce genre d'envois prohibés ne se reproduise et de réduire les demandes d'explications à propos du retour de l'envoi. En outre, une nouvelle formule C 33/CP 10bis (Information en cas de saisie d'un envoi postal) a été approuvée par le Conseil exécutif et peut être utilisée à cet effet.

Article 36

Interdictions

SÉNÉGAL

2036.4

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les envois autres que /.../ les lettres avec valeur déclarée ne peuvent contenir des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Motifs. – Comme en témoignent les nombreuses circulaires du Bureau international, la plupart des Administrations n'admettent pas les objets visés au paragraphe 2 aussi bien dans les envois ordinaires que recommandés. Afin d'éviter la diffusion de ces circulaires et réclamations difficiles à instruire, l'envoi de tels objets doit se faire exclusivement par lettre avec valeur déclarée.

Appuis. – Côte d'Ivoire (Rép.), Niger, Togo.

Article 36

Interdictions

PAKISTAN

2036.5

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Sauf les exceptions prévues au Règlement, les imprimés et les cécogrammes /.../:
- a) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;
 - b) ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.

Motifs. – Depuis le Congrès de Tokyo 1969, il est permis d'inclure des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle dans un colis. Il n'y a pratiquement aucune différence entre un colis et un petit paquet pour autant qu'il s'agisse de transmettre des marchandises, si ce n'est que la limite maximale de poids d'un petit paquet est de 1 kilogramme, cette limite pouvant aller jusqu'à 2 kilogrammes après entente entre les Administrations intéressées. De ce fait, cette disposition devrait aussi s'appliquer aux petits paquets, ce qui aiderait les services postaux à concurrencer les autres sociétés commerciales.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 36

Interdictions

PAKISTAN**2036.6**

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Est d'ailleurs réservé le droit de tout Pays-membre de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, /.../ les cartes postales et les cécogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays. Ces envois doivent être renvoyés à l'Administration d'origine.

Motifs. – Les «cécogrammes» bénéficient d'exemptions particulières pour des raisons humanitaires. De ce fait, ces envois devraient recevoir le même traitement que les lettres et les cartes postales pour que leur transmission s'en trouve facilitée.
Voir aussi la proposition 2530.2.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 36

Interdictions

COLOMBIE**2036.7**

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les envois qui contiennent les objets mentionnés au paragraphe 4 et qui ont été admis à tort à l'expédition sont traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence. /.../

Motifs. – Le texte supprimé dit ceci: «Les lettres ne peuvent pas contenir de documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux. Si elle en constate la présence, l'Administration du pays d'origine ou de destination les traite selon sa législation.»

Il est proposé de supprimer cette seconde partie du paragraphe 6, car outre le fait qu'elle lèse les droits des usagers, elle laisse supposer que les services postaux peuvent ouvrir les lettres pour voir si elles contiennent des documents à caractère actuel et personnel destinés à des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire. Ainsi, le texte actuel n'est pas conforme au principe de l'inviolabilité de la correspondance personnelle.

Appuis. – Chili, Equateur, Vénézuéla.

Article 38

Taxe de présentation à la douane

PAKISTAN

2038.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 2 suivant:

2. L'Administration de destination a la faculté, si sa réglementation intérieure le permet, de réduire ladite taxe spéciale ou même de renoncer à la percevoir lorsqu'il s'agit de livres, catalogues, journaux, revues et écrits périodiques représentant, à son avis, une valeur éducative, scientifique, culturelle ou économique pour leur public.

Motifs. – Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté une recommandation qui figure dans l'annotation 2 du présent article. Cette décision est d'importance et, pour favoriser la diffusion du savoir et des informations ainsi que pour concurrencer les autres moyens d'acheminement en attirant ce type de trafic, il est nécessaire de l'insérer dans le corps de cet article.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 40

Envois francs de taxes et de droits

PAKISTAN

2040.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas de demande formulée postérieurement au dépôt, l'Administration d'origine perçoit en outre la taxe additionnelle prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre n), chiffre 2°. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque, l'expéditeur doit payer en outre la taxe /.../ correspondante.

Motifs. – Pour donner à l'expéditeur la possibilité d'utiliser tous les moyens appropriés pour transmettre sa demande.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 42

Réclamations

POLOGNE (RÉP. POP.)

2042.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les réclamations des usagers sont admises dans le délai de 6 mois à compter du lendemain du jour du dépôt d'un envoi.

Motifs. – L'observation de cette question durant de nombreuses années permet de constater que la plupart des réclamations sont présentées avant l'expiration d'un délai de six mois. Les Administrations postales se heurtent à de grandes difficultés pour mener à bonne fin les réclamations déposées au cours d'un an environ à compter du lendemain du jour du dépôt d'un envoi.

Article 42

Réclamations

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2042.2/Rev 1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Sauf si l'expéditeur a déjà acquitté la taxe pour un avis de réception, chaque réclamation peut donner lieu à la perception de la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre o). Si l'emploi de la voie télégraphique est demandé, la taxe télégraphique de transmission de la réclamation et, le cas échéant, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, celle de la réponse sont perçues en sus de la taxe de réclamation. En cas d'utilisation de télégrammes pour la réponse, la taxe télégraphique est celle d'un télégramme avec réponse payée, calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. S'il est formulé une demande de transmission par d'autres moyens électroniques ou par le service EMS, les taxes normalement perçues au titre de ces services peuvent l'être auprès du demandeur. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens électroniques ou par un service de courrier accéléré.

Motifs. – Il devrait être accordé aux usagers la possibilité de transmettre des réclamations par les moyens existants les plus rapides. La clientèle ne comprendrait pas qu'il en soit autrement.

Article 42

Réclamations

ITALIE

2042.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Sauf si l'expéditeur a déjà acquitté la taxe pour un avis de réception, chaque réclamation peut donner lieu à la perception de la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre o). Si l'emploi de la voie télégraphique est demandé, la taxe télégraphique de transmission de la réclamation et, le cas échéant, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, celle

de la réponse calculée sur la base de 15 mots sont perçues en sus de la taxe de réclamation. /.../ Les frais pour la réponse par voie télégraphique sont supportés par l'Administration de destination. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex.

Motifs. – Voir les motifs de la proposition 2033.1.

Appuis. – Autriche, Belgique, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suisse.

Article 43

Admission des envois recommandés

SÉNÉGAL

2043.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. /.../ Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour admettre dans leurs relations réciproques les lettres recommandées sous enveloppe close /.../ contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2036.4.

Appuis. – Côte d'Ivoire (Rép.), Niger, Togo.

Article 46

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

FINLANDE, ESPAGNE

2046.1/Rev 1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 10 000 francs (3266.91 DTS) ou à un montant au moins égal à celui adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 10 000 francs (3266.91 DTS).

Motifs. – Relèvement du montant de la déclaration de valeur de 7000 à 10 000 francs pour:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- maintenir la compétitivité.

Appuis. – Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, Grèce, Islande, Norvège, Suède, Suisse, Vatican.

Article 46

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

POLOGNE (RÉP. POP.)

2046.2

Créer le paragraphe 3bis ci-après:

3bis. La valeur déclarée minimale ne peut pas être inférieure à 50 francs-or.

Motifs. – Dans l'échange du trafic international, il arrive très souvent que le montant de la valeur déclarée atteigne quelques francs. Bien que les valeurs de ces lettres soient insignifiantes, elles doivent être assujetties aux règles particulières sur toute la voie d'acheminement, car elles engendrent beaucoup de travail de la part des services postaux. L'admission de telles lettres est une dénégation de l'idée de l'existence des lettres avec valeur déclarée.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, SUISSE

2050.1

Paragraphe 1, 2, 4 et 6. Les modifier comme suit:

1. Les Administrations postales /.../ répondent /.../ de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. (Supprimé. Partiellement transféré au nouveau paragraphe 4bis.)

4bis. En cas de spoliation ou d'avarie d'un envoi recommandé et sous réserve que l'emballage ait été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant fixé au paragraphe 4.

6. Par dérogation au paragraphe 4bis, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi /.../ spolié ou avarié. Il peut se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur.

Motifs. – Cette proposition a pour but de permettre l'indemnisation d'un client qui reçoit un objet recommandé partiellement spolié ou détérioré. Il convient de considérer également que les petits paquets ont été spécialement créés pour l'expédition de marchandises et que la spoliation partielle ou l'avarie partielle du contenu d'un tel envoi ou d'un sac spécial d'imprimés peut représenter pour le client un dommage considérable.

Il convient de souligner, à ce sujet, que les entreprises de transport privées, elles, assument en règle générale la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie partielles du contenu des envois qui leur sont confiés.

Appuis. – Canada, Danemark, France, Luxembourg, Norvège, Portugal.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.
Envois recommandés

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, SUISSE

2050.2

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 4. Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire en vertu du paragraphe 6. Les montants fixés au paragraphe 4 restent cependant applicables:

- 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou si le destinataire se désiste de ses droits en faveur de l'expéditeur.

Motifs. – Cette modification de caractère facultatif a pour but de traiter l'expéditeur et le destinataire d'un envoi recommandé sur un pied d'égalité en tenant compte des particularités de chaque pays. Actuellement, les destinataires qui acceptent avec réserves des envois recommandés endommagés ou spoliés sont dans l'impossibilité de bénéficier des indemnités prévues par la législation intérieure. Il est en outre incompréhensible pour un client de recevoir une indemnité plus élevée pour un envoi recommandé partant que pour un envoi recommandé arrivant.

Comme le droit de recours contre l'Administration responsable s'exerce sur la base des montants fixés au paragraphe 4, l'Administration qui appliquerait cette modification supporterait seule la charge financière supplémentaire en découlant.

Il s'agira cependant d'éviter que le destinataire ou l'expéditeur profitent du désistement concerné pour obtenir une indemnité plus élevée.

Voir également la proposition 5039.4.

Appuis. – Canada, Danemark, France, Portugal.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

BRÉSIL

2050.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas de perte d'un envoi recommandé déposé à partir de la date de la mise à exécution de la présente Convention, l'expéditeur a droit à une indemnité dont le montant est fixé à 60 francs (19,60 DTS) par envoi, ce montant peut être porté à 300 francs (98,01 DTS) pour chacun des sacs spéciaux contenant les imprimés visés à l'article 19, paragraphe 8, et expédiés sous recommandation à partir de la date de la mise à exécution de la présente Convention.

Motifs. – Les Actes de l'UPU, revisés à l'occasion de chaque Congrès, relèvent habituellement le montant des indemnités à verser aux expéditeurs en cas d'irrégularité.

Nous avons observé que, lors de l'entrée en vigueur des nouveaux Actes, chaque Administration attribue un montant différent aux indemnités à verser au titre des envois déposés antérieurement à la mise en exécution des nouveaux Actes. La rédaction actuelle du texte donne lieu à diverses interprétations et permet à chaque Administration d'appliquer, à son gré, l'ancien montant ou le nouveau montant. La présente proposition s'attache à définir les envois qui peuvent être rajustés au nouveau montant fixé par la Convention.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.
Envois recommandés

NORVÈGE

2050.4

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas de perte d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité dont le montant est fixé à 90 francs (29,40 DTS) par envoi; ce montant peut être porté à 450 francs (147,01 DTS) pour chacun des sacs spéciaux contenant les imprimés visés à l'article 19, paragraphe 8, et expédiés sous recommandation.

Motifs. – Relèvement du montant à verser pour une lettre recommandée afin de:

- satisfaire aux exigences du service à la clientèle;
- maintenir la compétitivité.

Appuis. – Danemark, Finlande, Islande, Suède.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.
Envois recommandés

ÉGYPTE

2050.5/Rev 1

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés, lorsqu'il est établi que la perte a eu lieu au pays d'origine, avant l'expédition à l'étranger /.../. Les montants fixés au paragraphe 4 restent cependant applicables:

- 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire.

Motifs. –

1. Inadaptation du montant de l'indemnité prévu au paragraphe 4 de l'article 50 et qui est de 60 francs (estimation forfaitaire) par envoi perdu, avec les taxes d'affranchissement pour les envois recommandés, dans les pays en développement d'une façon générale. En effet, les Administrations postales de ces pays se trouvent très désavantagées à cause des faibles taux de change de leurs monnaies par rapport au franc.

2. Laisser la liberté de choix à l'Administration d'origine sans contrainte, car la condition émise au paragraphe 7, que les indemnités versées par l'Administration d'origine aux expéditeurs dans son pays ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 4, ne laisse aucune latitude aux Administrations en question pour verser les indemnités prévues par leur législation intérieure si ces indemnités sont inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 4.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.
Envois recommandés

SOUDAN

2050.6

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Par dérogation au paragraphe 4, le destinataire a droit à l'indemnité au moment où il prend livraison d'un envoi (le reste sans changement).

Motifs. – L'expression «après avoir pris livraison» donne le droit au client de présenter une réclamation auprès de l'Administration après avoir pris livraison de l'envoi. En fait, celui-ci peut, par la suite, retourner au service de livraison et prétendre qu'il y a eu spoliation ou avarie, ce qui causerait quelques difficultés à l'Administration étant donné que l'agent responsable pourrait affirmer que l'envoi a été livré en bon état. Pour éviter ce genre d'embarras, la réclamation du client et son droit à l'indemnité doivent être signifiés au moment de la réception de l'envoi et non après.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 52

Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, SUISSE

2052.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise, soit dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3. La responsabilité est toutefois maintenue lorsqu'une spoliation /.../ ou une avarie /.../ est constatée

soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi recommandé ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi /.../ spolié ou /.../ avarié.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2050.1.

Article 55

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales.
Envois recommandés

CHILI **2055.1**

Supprimer le paragraphe 3.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2057.1.

Article 55

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales.
Envois recommandés

JORDANIE **2055.2**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Lorsque la perte s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 86, paragraphe 1, est tenue de payer à l'Administration d'origine l'indemnité versée ou due à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. (Le reste sans changement.)

Motifs. – L'expression «payée à l'expéditeur» crée des difficultés à l'Administration ayant droit. En effet, certaines entreprises de transport exigent une preuve que cette indemnité a été vraiment versée à l'expéditeur, condition requise pour le paiement du montant en question à l'Administration concernée, alors que, pour une raison ou une autre, ce montant n'a pas été effectivement versé à l'expéditeur y ayant droit. C'est pourquoi nous sommes d'avis de modifier l'expression «payée à l'expéditeur».

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 57

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Lettres avec valeur déclarée

CHILI

2057.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

Lorsque la perte d'un envoi recommandé ou la perte, la spoliation ou l'avarie d'une lettre avec valeur déclarée s'est produite (le reste sans changement).

Motifs. – Regroupement de deux dispositions similaires, actuellement présentées sous une forme différente. La présente proposition tend à reprendre et à fondre dans l'article 57 le paragraphe 3 de l'article 55.

La disposition relative à la récupération de l'indemnité payée à l'expéditeur auprès de l'entreprise de transport aérien a été incorporée à l'Arrangement concernant les valeurs déclarées et à l'Arrangement concernant les colis postaux, lors du Congrès de Lausanne 1974.

Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, elle a été incorporée à la Convention, sous le paragraphe 3 de l'article 56, relatif aux lettres avec valeur déclarée.

Le Congrès de Hamburg 1984 a décidé d'extraire cette disposition du paragraphe 3 de l'article 56 pour la transformer en un nouvel article, l'article 57, étant donné son importance. En même temps, il l'a incorporée dans l'article 55, paragraphe 3, concernant les envois recommandés.

Puisqu'il s'agit de dispositions portant toutes deux sur la détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien, et libellées de la même façon, et que les envois recommandés sont également importants, l'Administration postale du Chili considère qu'il n'y a pas lieu de séparer ces dispositions et propose, par conséquent, de les regrouper dans l'actuel article 57.

Article 57

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Lettres avec valeur déclarée

JORDANIE

2057.2

Le modifier comme suit:

Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 86, paragraphe 1, est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 3, et de l'article 56, paragraphe 5, de payer à l'Administration d'origine l'indemnité versée ou due à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Mêmes motifs que la proposition relative à l'article 55 de la Convention.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 58

Paieement de l'indemnité

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE

2058.1

Paragraphes 2 à 4. Les modifier comme suit:

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de trois mois.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois: (le reste sans changement).

Motifs. – Dans la situation concurrentielle où se trouvent actuellement les Administrations postales, il importe de vouer plus d'attention aux intérêts et exigences de la clientèle et d'en tenir compte dans l'établissement de nos objectifs et du niveau qualitatif de nos prestations.

Aujourd'hui où il est techniquement possible de transmettre un message à l'autre bout du monde en l'espace de quelques secondes, nos clients ont du mal à comprendre qu'on puisse permettre un délai de réponse de cinq mois pour les réclamations.

A notre avis, un délai de réponse de trois mois semblerait plus raisonnable aux clients, tout en laissant suffisamment de temps à l'Administration de destination pour entreprendre les investigations nécessaires.

En raccourcissant le délai de réponse à trois mois, les indemnités pourront être allouées au plus tard quatre mois après l'établissement du dossier. Une procédure de quatre mois est acceptable, bien qu'on soit loin de l'idéal qui serait de régler les affaires sans aucun délai, comme le font nos concurrents.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Article 58

Paielement de l'indemnité

TCHÉCOSLOVAQUIE

2058.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois:

- sans donner de solution définitive à l'affaire; le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 et 12, du Règlement ne peut être considéré comme une solution définitive; ou
- (sans changement).

Motifs. – Les formules C 9 sont souvent renvoyées sans indications déterminées (date de livraison, déclaration du destinataire établie sur une formule conforme au modèle C 32, etc.). Dans certains cas, l'Administration de destination autorise l'Administration d'origine de l'envoi réclamé à payer la moitié de l'indemnité pour son compte, sans vérification approfondie de la réclamation. Cette proposition a pour but d'assurer toujours une vérification approfondie. Voir aussi la proposition 5043.2

Article 58

Paiement de l'indemnité

TCHÉCOSLOVAQUIE

2058.3

Créer le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de la Convention postale universelle qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 58, paragraphe 4, de la Convention, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de cinq mois, doivent communiquer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

Motifs. – L'Administration qui accepte la réclamation concernant un envoi destiné à l'un des pays susvisés n'a la possibilité d'informer les clients que lorsqu'elle reçoit une réponse définitive des pays de destination. Dans certains cas, l'instruction de celle-ci peut prendre plusieurs années. Voir également la proposition 5043.3.

Article 58

Paielement de l'indemnité

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2058.4

Paragraphes 2 et 4. Les modifier comme suit:

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai de /.../ quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois:
 - sans donner de solution définitive à l'affaire; ou
 - sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte paraissait due à un cas de force majeure ou que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

Motifs. – Paragraphe 2. Comme le délai autorisé pour les réclamations a été ramené de cinq à trois mois, la date limite du paiement de l'indemnité a été réduite d'autant, soit de deux mois. Le délai d'un mois autorisé après expiration du délai maximal autorisé pour les réclamations est maintenu.

Paragraphe 4. Le délai autorisé pour les réclamations est ramené de cinq à trois mois.

Article 58

Paielement de l'indemnité

CHILI

2058.5

Amendement à la proposition 2058.2

Ajouter le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 et 12, du Règlement ne peut être considéré comme une solution définitive.

Motifs. – La proposition de la Tchécoslovaquie est jugée intéressante mais elle devrait constituer un paragraphe séparé car la forme sous laquelle elle est présentée rompt la suite naturelle de l'énoncé de l'actuelle proposition.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2090.91

Créer la nouvelle partie suivante:

Troisième partie bis

Service EMS

Article 90bis

Service EMS

1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

2. Ce service est identifié par un logotype du modèle ci-annexé composé des éléments suivants:

- une aile orange;
- des lettres EMS en bleu;
- trois bandes horizontales orange.

Le logotype peut être complété par le nom du service national.

3. Les taxes du service sont fixées par l'Administration d'origine compte tenu des coûts et des exigences du marché.

Motifs. – La résolution C 25 du Congrès de Hamburg concernant le courrier accéléré international (CAI) invitait notamment le CCEP à «présenter éventuellement au Congrès des propositions de modification visant à inclure dans les Actes de l'Union les principes de base du CAI». C'est dans ce sens que le présent projet a été mis au point en collaboration avec le Conseil exécutif.

Il n'a pas été jugé utile à ce stade d'aller plus loin dans l'élaboration de la réglementation, s'agissant d'une activité toute nouvelle et en pleine évolution qui est appelée à connaître des transformations substantielles au cours des prochaines années.

Les dispositions minimales proposées ont toutefois été estimées suffisantes pour permettre aux Administrations de surmonter les obstacles légaux qui peuvent s'opposer à la mise en place et au développement du nouveau service.

SUÈDE

2090.92/Rev 1

Amendement à la proposition 2090.91

Créer la nouvelle section suivante:

Troisième partie bis

Service EMS

Article 90bis

Service EMS

1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

2. Ce service est identifié par un logotype identique ou similaire au modèle ci-annexé et composé des éléments suivants:

- une aile orange;
- des lettres EMS en bleu;
- /.../ des bandes horizontales orange.

Le logotype peut être complété par le nom du service national.

3. Les taxes du service sont fixées par l'Administration d'origine compte tenu des coûts et des exigences du marché.

Motifs. – Le logo EMS qui a été adopté par un grand nombre d'Administrations postales a été contesté par des concurrents et au moins une Administration postale s'est vue contrainte de modifier légèrement le logo en y ajoutant quelques lignes et en changeant la présentation.

Au moment d'introduire des textes de base dans la Convention, suivant la proposition 2090.91 du CCEP, il serait bon d'en adapter le libellé, dès le début, à cette nouvelle situation, sans toutefois changer les caractéristiques élémentaires du logo (couleurs, «EMS», lignes horizontales).

Le CCEP et le CE ne manqueront pas de suivre l'évolution dans ce domaine et suggéreront, le cas échéant, les modifications nécessaires.

Article 91

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention
et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

2091.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

Ibis. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention /.../ doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages s'il s'agit de modifications aux articles 1 à 17 (première partie), 18 à 23, 24, paragraphe 1, lettres h), p), q), r) et s), 27, 30, 36, paragraphes 2, 3, 5 et 6, 43 à 48, 50 à 70 (deuxième partie), 91 et 92 (quatrième partie) de la Convention, à tous les articles de son Protocole final /.../;
- b) les deux tiers des suffrages s'il s'agit de modifications de fond à des dispositions autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
- c) la majorité des suffrages s'il s'agit:
 - 1° de modifications d'ordre rédactionnel aux dispositions de la Convention /.../ autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
 - 2° de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Protocole final /.../.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 18.

Concernant le paragraphe 2, lettre c), chiffre 2°, les termes «hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution» n'ont absolument rien à faire dans un tel article. Il convient donc de les supprimer.

CONVENTION, PROTOCOLE FINAL (RÈGLEMENTATION)

Article I

Appartenance des envois postaux

MALTE

2301.1

Supprimer l'indication relative à Malte.

Motifs. – Notre législation nationale ne s'oppose plus à l'application de l'article 5 de la Convention.

Article VI

Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe

DANEMARK, FINLANDE, ISLANDE, NORVÈGE, SUÈDE

2306.1

Supprimer le paragraphe 3.

Motifs. – Conséquence de l'adoption de la proposition 2020.1 concernant la standardisation des envois.

BRÉSIL

2307.91

Créer le nouvel article suivant:

Article VIIbis

Envois admis à tort

Par dérogation à l'article 22, paragraphe 1, l'Administration postale brésilienne est autorisée à traiter les envois reçus en désaccord avec les articles 18 et 19, selon les dispositions de sa législation interne.

Motifs. – Compte tenu des coûts supplémentaires élevés occasionnés par le traitement des envois admis à tort par l'Administration d'origine.

Article X

Retrait. Modification ou correction d'adresse

IRAQ

2310.1

Paragraphe 1. Ajouter à son rang: «à l'Iraq».

Article XII

Interdictions

CHINE (RÉP. POP.)

2312.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. A titre exceptionnel, l'Administration postale de la République populaire de Chine n'accepte pas les lettres recommandées contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Motifs. – Pour que les intérêts de la clientèle soient mieux protégés en cas de perte d'un tel envoi recommandé. D'ailleurs, les clients pourront recourir au service de la valeur déclarée pour envoyer les objets de valeur.

Article XII

Interdictions

DJIBOUTI

2312.2

Paragraphe 1 et 2: ajouter «de Djibouti».

Article XII

Interdictions

NÉPAL

2312.3

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. L'Administration postale du Népal n'accepte pas les lettres recommandées contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Article XII

Interdictions

LIBAN

2312.4

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. A titre exceptionnel, l'Administration postale du Liban n'accepte pas les lettres recommandées qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent manufacturé ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elle n'est pas tenue par les dispositions de l'article 52, paragraphe 1, de la Convention d'une façon rigoureuse en ce qui concerne sa responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

Motifs. – Non-disponibilité des locaux pour conserver ces objets.

Article XII

Interdictions

BOLIVIE

2312.5

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Par référence à l'article 36, paragraphe 2, l'Administration postale de la Bolivie n'accepte pas les envois de la poste aux lettres ordinaires ou recommandés contenant des coupures ou des pièces de monnaie.

Article XII

Interdictions

IRAQ

2312.6

Paragraphe 2bis. Ajouter à son rang: «Iraq».

Article XII

Interdictions

ANGOLA

2312.7

Paragraphe 1 et 2bis. Ajouter à son rang: «Angola».

Article XIII

Objets passibles de droits de douane

DJIBOUTI

2313.1

Paragraphe 3: ajouter «Djibouti».

Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

CHINE (RÉP. POP.)

2314.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Par dérogation à l'article 50, paragraphe 1, l'Administration postale de la République populaire de Chine ne répond que de la perte et de la spoliation totale ou de l'avarie totale du contenu des envois recommandés.

Motifs. – Pour que les dispositions du service international concernant la responsabilité à l'égard des envois recommandés soient cohérentes avec celles du service intérieur.

Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

BRÉSIL

2314.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer les articles 50 et 52, en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie. En outre, les articles 50 et 52 ne seront pas appliqués en cas de spoliation des envois déposés en désaccord avec ce qui est indiqué à l'article XIII, paragraphe 2, du présent Protocole final.

Motifs. – La législation interne brésilienne ne permet pas le dédommagement en cas d'avarie. En outre, elle ne permet pas de répondre de la spoliation des envois recommandés qui, en raison de leur contenu, ne devraient être acceptés que moyennant une déclaration de valeur.

Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

CHILI

2314.3

Ajouter le paragraphe 2bis ci-après:

2bis. L'Administration postale du Chili est autorisée à ne pas appliquer l'article 50 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie partielle.

Motifs. – La législation interne ne permet pas de répondre de la spoliation ou de l'avarie partielle des envois recommandés.

En outre, dans la plupart des cas, les réclamations se rapportent au manque d'argent, dont l'inclusion est introduite par la législation interne.

Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

COLOMBIE **2314.4**

Ajouter le paragraphe 2bis ci-après:

2bis. L'Administration postale de la Colombie est autorisée à ne pas appliquer l'article 50 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie partielle.

Motifs. – Il est extrêmement difficile de déterminer le montant de l'indemnisation correspondant à une spoliation ou à une avarie partielle.

Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

DJIBOUTI **2314.5**

Paragraphe 1: ajouter à son rang «de Djibouti».

Article XVI

Paieement de l'indemnité

DJIBOUTI **2316.1**

Paragraphe 2: ajouter à son rang «de Djibouti».

Article XVI

Palement de l'indemnité

MAURITANIE **2316.2**

Paragraphe 2: ajouter à son rang «de la République islamique de Mauritanie».

Article XVI

Palement de l'indemnité

GUINÉE **2316.3**

Paragaphes 1 et 2: ajouter à son rang «de la Guinée».

Article XVI

Palement de l'indemnité

IRAQ **2316.4**

Paragaphes 1 et 2. Ajouter à son rang «de l'Iraq».

Article XXV

Caractéristiques des timbres-poste

DJIBOUTI

2325.1

Ajouter à son rang «de Djibouti».

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2325.91

Ajouter l'article XXVbis suivant:

Article XXVbis

Imprimés, Annotations et annexes autorisées

Par dérogation à l'article 127, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de la Convention, en l'absence d'un accord bilatéral, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique n'acceptera pas comme annexes à des expéditions d'imprimés des cartes, enveloppes ou emballages comportant l'adresse de l'expéditeur ou de son mandataire dans le pays de destination de l'envoi d'origine.

CANADA

2325.92

Ajouter l'article XXVbis suivant:

Article XXVbis

Imprimés, Annotations et annexes autorisées

Par dérogation à l'article 127, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de la Convention, en l'absence d'un accord bilatéral, l'Administration postale du Canada n'acceptera pas comme annexes à des expéditions d'imprimés, des cartes, enveloppes ou emballages comportant l'adresse de l'expéditeur ou de son mandataire dans le pays de destination de l'envoi d'origine.

FRANCE

2325.93/Rev 1

Ajouter l'article XXVbis suivant:

Article XXVbis

Imprimés, Annexes autorisées

Par dérogation à l'article 127, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de la Convention, l'Administration postale de France n'acceptera pas, sauf accord bilatéral, que soient annexés à des imprimés déposés en nombre des cartes, enveloppes ou emballages comportant une adresse d'expéditeur ne se situant pas dans le pays d'origine des envois.

Article XXVter

Imprimés et annexes autorisées

IRAQ

2325.94

Ajouter à son rang: «Iraq».

FRANCE

2326.91

Créer l'article XXVIbis suivant:

Article XXVIbis

Bacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire. Poids minimal

Par dérogation à l'article 19, paragraphes 1 et 8, de la Convention, l'Administration postale de France n'acceptera pas, sauf accord bilatéral, de recevoir des sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire, d'un poids inférieur à 5 kg.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2326.92

Créer l'article XXVIbis suivant:

Article XXVIbis

Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire

Par dérogation à l'article 19, paragraphes 1 et 8, de la Convention, l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis) n'acceptera pas, sauf accord bilatéral, de recevoir des sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire, d'un poids inférieur à 5 kg.

Article XXVIbis

Sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire. Poids minimal

BRÉSIL

2326.93

Ajouter à son ordre alphabétique: «le Brésil».

Article XXVIbis

Sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire. Poids minimal

AUSTRALIE

2326.94

Ajouter à son ordre alphabétique: «Australie».

CONVENTION, RÈGLEMENT (RÉGLEMENTATION), PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2500.1

Résolution

Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides

Le Congrès,

reconnaissant

que les sacs postaux demeurent et demeureront probablement encore, pendant un certain temps, le principal moyen de transport du courrier dans le monde,

notant

que le non-renvoi de sacs postaux du service international peut, pour de nombreux pays, tant développés qu'en développement, entraver le bon fonctionnement des services,

invite instamment

toutes les Administrations à renvoyer, dans des conditions d'efficacité et de promptitude, les sacs postaux vides aux pays auxquels ils appartiennent, en appliquant strictement les dispositions de l'article 168 du Règlement d'exécution de la Convention,

invite

toutes les Administrations à étudier les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport de l'étude 625 conduite par le Conseil consultatif des études postales et devant être publié sous forme de plaquette de la Collection d'études postales,

recommande

- a) aux Administrations pour lesquelles le non-renvoi de sacs postaux pose des problèmes d'envisager la mise en place de systèmes d'enregistrement simples mais efficaces pour déterminer:
 - la proportion de sacs non retournés;
 - si cette proportion peut être considérée comme acceptable;
 - les pays pouvant être principalement considérés comme responsables du non-renvoi des sacs;
- b) aux Administrations se heurtant à ces problèmes d'envisager d'écrire directement aux Administrations en cause pour obtenir le retour de leurs sacs ou d'appliquer, faute de quoi, les dispositions de l'article 168, paragraphes 6 et 7, afin d'être remboursées;
- c) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'appliquer des systèmes de partage ou d'utilisation réciproque de sacs postaux, et d'envisager l'utilisation de sacs servant une fois, afin d'améliorer le nombre des sacs postaux disponibles;

- d) à toutes les Administrations d'étudier la possibilité d'utiliser plus largement des conteneurs pour le transport de colis en vrac, de lettres dans des bacs ou des boîtes, et d'autres types analogues d'objets ne nécessitant pas l'emploi de sacs postaux.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 75.

CONSEIL EXÉCUTIF

2500.2

Vœu

Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes

Le Congrès,

ayant constaté

- que le transport illicite de stupéfiants et de matières psychotropes se fait de plus en plus par la voie postale;
- que, lors d'opérations effectuées sur réquisition de la douane, la présence d'envois contenant des stupéfiants et des matières psychotropes a été décelée dans des dépêches closes grâce à la mise en œuvre de nouvelles techniques (chiens appartenant à la douane, rayons X, etc.),

vu

l'article premier de la Constitution de l'Union et l'article premier de la Convention postale universelle qui consacrent la liberté de transit pour les envois postaux acheminés en transit par dépêches closes ou à découvert comme l'un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle,

vu

l'article 36 de la Convention postale universelle traitant des interdictions,

considérant

- que les Administrations postales sont conscientes de l'importance à accorder à la lutte contre le trafic de stupéfiants et de matières psychotropes;
- que les Administrations postales se doivent d'agir dans le cadre des dispositions prévues dans les Actes de l'Union postale universelle et dans leur législation nationale;
- que la technique dite de «livraison surveillée» facilite l'identification des responsables du trafic de la drogue,

invite

les Administrations postales à:

- 1° – coopérer à la lutte contre le trafic des stupéfiants et des matières psychotropes chaque fois qu'elles en sont légalement requises par leurs autorités nationales chargées de cette lutte;
– s'attacher au respect des principes fondamentaux de la poste internationale et notamment à la liberté de transit (article premier de la Constitution et de la Convention);
- 2° prendre toutes dispositions avec les autorités compétentes de leur pays afin qu'il ne soit pas procédé à l'ouverture des sacs de dépêches en transit dont elles soupçonnent qu'ils renferment des envois contenant des stupéfiants, mais à en aviser:
 - a) par les voies les plus rapides, à la demande de leurs autorités douanières, l'Administration de destination afin que les sacs litigieux soient facilement repérés à l'arrivée;
 - b) par bulletin de vérification, l'Administration d'origine de la dépêche;
- 3° intervenir auprès des autorités législatives, en consultation avec les services douaniers, afin que les lois et règlements ne fassent pas obstacle à l'utilisation de la technique dite de «livraison surveillée»; la douane du pays de transit, le cas échéant avec l'accord des autorités compétentes, doit prendre les mesures appropriées en vue d'informer les autorités douanières du pays de destination et, éventuellement, du pays d'origine des dépêches incriminées.

Motifs. – Compte tenu que l'article 36, paragraphe 4, lettre b), interdit l'insertion dans les envois de la poste aux lettres des stupéfiants et des substances psychotropes, la question a été posée de savoir quelle doit être l'attitude des Administrations postales lorsqu'elles reçoivent des dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants.

A cet égard, le Congrès de Hamburg 1984 a adopté le vœu C 55 aux termes duquel les dépêches visées ne devraient pas être ouvertes dans le pays de transit, mais les Administrations postales devraient prendre toutes les dispositions afin qu'elles soient dûment signalées aux autorités douanières du pays de destination, auxquelles il appartient de prendre les mesures qui s'imposent.

Toutefois, à la suite d'une enquête menée par le Conseil de coopération douanière (CCD) auprès de ses pays membres, celui-ci a estimé que le problème du traitement douanier des opérations de transit devrait être étudié par les deux Secrétariats en vue d'une modification partielle du vœu précité, afin de tenir compte notamment de la technique dite de «livraison surveillée».

Revisé par le Bureau international dans le sens préconisé, le vœu C 55 a été soumis au CCD qui l'a accepté. Lors de la 13e réunion du Comité de contact, la douane s'est déclarée satisfaite de la nouvelle version dudit vœu, tout en estimant néanmoins qu'il conviendrait à l'avenir d'essayer de créer d'autres possibilités, compte tenu du fait que, dans beaucoup de pays, la douane se trouve dans l'impossibilité d'agir lorsque les envois postaux sont en transit.

N.B. – Les traits dans la marge indiquent les rajouts qui ont été apportés.

CHILI

2500.3

Résolution

Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9

Le Congrès,

se référant

à l'article 147, paragraphe 7, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, selon lequel «le bureau de destination ou, suivant le cas, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule au tableau 3. En cas de livraison retardée, de mise en instance ou de renvoi à l'origine, le motif est indiqué succinctement sur la formule C 9»,

conscient

de l'importance de signaler la cause du retard de la livraison d'un envoi recommandé ou d'une lettre avec valeur déclarée sur la formule C 9, afin de donner une réponse complète et appropriée au réclamant, et éviter le préjudice probable que ce retard peut lui causer ainsi qu'aux Administrations qui risquent de voir leur clientèle faire appel à d'autres entreprises leur offrant un meilleur service,

constatant

qu'il est très fréquent de recevoir des formules C 9 indiquant que l'envoi a été livré trente jours ou plus après la date d'expédition sans que le motif du retard soit précisé,

considérant

que ce manque d'information occasionne un nouveau retard car il oblige les Administrations à rechercher le motif du retard et, par le fait, reporte encore le moment où le réclamant pourra recevoir une réponse complète,

recommande

aux Administrations postales des Pays-membres d'instruire leurs bureaux de la nécessité de remplir toutes les cases de la formule C 9, et, particulièrement, de donner le motif de la livraison retardée, de la mise en instance ou du renvoi à l'origine, afin d'informer avec exactitude le réclamant.

Motifs. – Par cette résolution, le Chili souhaite faire prendre conscience à ses confrères de la nécessité de bien veiller à remplir complètement les formules C 9, pour que le réclamant obtienne une réponse fondée et appropriée. Il estime que les Administrations se doivent de satisfaire au mieux leurs usagers compte tenu de l'existence d'une forte concurrence.

CONSEIL EXÉCUTIF

2500.4

Résolution

Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits

Le Congrès,

ayant pris connaissance
de l'étude effectuée par le Conseil exécutif à la suite de la résolution C 54 adoptée par le Congrès de
Hamburg 1984,

notant

que les résultats de ladite étude ont permis d'établir:

- l'inexistence d'un système général de classement méthodologique des produits naturels ou manufacturés en dehors du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises du Conseil de coopération douanière (CCD);
- l'adéquation entre le système harmonisé précité et le besoin pour les Administrations postales de disposer d'un schéma directeur de classement pour ranger dans une structure logique les produits soumis à restriction conditionnelle ou totale dans les échanges internationaux,

approuve

le modèle de présentation de la Liste des objets interdits ci-annexé,

charge

le Bureau international de diffuser ledit modèle à toutes les Administrations postales,

invite

les Administrations postales à établir la liste de leurs objets interdits sur la base du modèle précité et avec le concours de leur administration douanière.

Motifs. – Par sa résolution C 54, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CE d'entreprendre une étude visant à apprécier la possibilité de modifier la présentation de la Liste des objets interdits afin d'en rendre la consultation plus aisée.

L'étude a été orientée, dans une première phase, vers un inventaire des méthodes de classement utilisées dans les autres organisations internationales telles que l'ISO et l'OMS. L'analyse des résultats des démarches auprès desdites organisations et les contacts avec sa propre administration douanière ont permis au pays rapporteur de déduire une adéquation entre la Nomenclature douanière du Système harmonisé et le besoin pour les Administrations postales de disposer d'un schéma directeur de classement pour ranger, dans une structure logique, les produits soumis à restriction conditionnelle ou totale dans les échanges internationaux au moyen des envois postaux.

Le Comité de contact CCD/UPU puis le CE ayant marqué leur accord au sujet de la présentation de la Liste des objets interdits basée sur le Système harmonisé du CCD, le pays rapporteur, en collaboration avec son administration douanière, a établi une nouvelle Liste comprenant trois parties:

- *première partie*: classement des objets interdits et des objets admis conditionnellement selon la classification du système harmonisé;
- *deuxième partie*: conditions d'admission des objets soumis à des restrictions d'importation;
- *troisième partie*: prescriptions douanières et autres.

Le pays rapporteur a également joint à la nouvelle Liste des objets interdits des modèles de formules nécessaires à l'importation et à l'exportation.

L'ensemble de ces documents constitue un guide opérationnel dont pourront s'inspirer les Administrations postales pour élaborer, en collaboration avec leur administration douanière, leur propre liste des objets interdits sur la base du plan et de la méthodologie desdits documents.

Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits

Texte de présentation du Système harmonisé à insérer dans les pages de garde de la prochaine édition de la Liste des objets interdits

Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises est un répertoire systématique des marchandises élaboré par le Conseil de coopération douanière en 1983.

La classification mise en œuvre dans le Système harmonisé, de type méthodique et non alphabétique, est effectuée en tenant compte de l'origine ou du règne des produits (règne animal, végétal ou minéral), de la matière constitutive de la marchandise (matière plastique, caoutchouc, bois) et pour les machines et appareils en raison de l'industrie ou de la branche d'activité qui les utilise.

La nomenclature polyvalente du Système harmonisé totalise 1241 positions regroupées en 96 chapitres, eux-mêmes articulés en 21 sections. Les produits sont identifiés par un code à 6 chiffres: les deux premiers chiffres indiquent le numéro du chapitre dans lequel se trouve cette position, les deux chiffres suivants le rang qu'occupe la position à l'intérieur de ce chapitre, les deux derniers chiffres les sous-positions à un ou à deux tirets (l'absence de sous-positions étant caractérisée par un zéro).

Le Système harmonisé comprend, outre la nomenclature structurée, constituée par une liste de positions classées systématiquement et subdivisées, le cas échéant, en sous-positions, des notes de sections ou de chapitres, y compris des notes de sous-positions, ainsi que des règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Ce système, mis en application le 1er janvier 1988, offre un classement méthodique pour 5019 groupes distincts de marchandises, ce qui doit permettre de classer sans difficultés les articles et matières soumis à des restrictions dont la poste doit tenir compte.

Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits

PREMIERE PARTIE : LISTE DES OBJETS INTERDITS ET ADMIS CONDITIONNELLEMENT A L'IMPORTATION EN FRANCE.

N° de Position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
<u>Section I : Animaux vivants et produits du règne animal.</u>			
<u>Chapitre 1 Animaux vivants</u>			
01.01 à 01.06 01.06	01.06.00	Tous les animaux vivants sauf les abeilles et les sangsues	Abeilles et sangsues voir 2ème partie parag. 211 et 212.
<u>Chapitre 2 Viandes et abats comestibles</u>			
02.01/02.05 02.07/02.08 02.10 02.06/02.08 02.10		Toutes)selon la nature et viandes)la provenance Tous)de ces produits, abats)leur importation est soit prohibée soit réglementée	Toutes)Voir 2e partie viandes) Tous)parag. 213 abats)
<u>Chapitre 3 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques</u>			
03.01 à 03.07		Tous produits de l'espèce : Selon la nature et la provenance de ces produits, leur importation est soit prohibée soit réglementée	Tous produits de l'espèce : Voir 2ème partie parag. 213
<u>Chapitre 4 Lait et produits de la laiterie ; oeufs d'oiseaux ; miel naturel ; produits comestibles d'origine animale non dénommés, ni compris ailleurs.</u>			
04.01/04.06 04.07/04.08 04.09 04.10	04.09.00 04.10.00	Lait et)selon la nature et la produits)provenance de ces de la)produits, leur importation est soit prohibée soit réglementée Oeufs) Autres) produits)	Lait et)Voir 2ème partie produits)parag. 211 (miel) de la)et 213 (autres) laiterie) Oeufs) Miel) naturel) autres) produits)
<u>Chapitre 5 Autres produits d'origine animale, non dénommés, ni compris ailleurs.</u>			
		Néant	

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
<u>Section II - Produits du règne végétal.</u>			

Chapitre 6 Plantes vivantes et produits de la floriculture.

06.01/06.04		Plantes vivantes, oignons à fleurs et fleurs coupées contaminés par des parasites réputés dangereux pour les cultures	Toutes les plantes (parties de plantes (Voir 2ème arbres, arbustes, (partie oignons à fleurs (parag. 22. et fleurs coupées (
06.02	06.02.10/20	Boutures et plants de vignes (dérogations possibles voir ci-dessous).	Plantes vivantes et parties de plantes vivantes de la famille des rosacées.
	06.02.10/99	Boutures non racinées de peupliers, plants de peupliers (dérogations possibles, voir ci-dessous).	Voir 2ème partie parag. 22 Plantes vivantes, parties de plantes vivantes, arbres,arbustes greffons et boutures en provenance de pays contaminés par le pou de San José.
	06.02.10/20	Boutures non racinées de châtaigniers, plants de châtaigniers.	Voir 2ème partie paragraphe 22.
	06.02.20/90	Boutures, greffons et plans appartenant aux genres Citrus, Fortunella et Poncirus.	

Les dérogations sont délivrées par le Ministère de l'Agriculture, Service de la Protection des Végétaux, 3, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS

Chapitre 7 légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires.

07.01	07.01.10 07.01.90	Pommes de terre de semence, de consommation et à usage industriel en provenance du continent américain (dérogations possibles, voir ch. précédent).	Pommes de terre (de semence et de(primeurs ((Voir 2ème partie (parag. 221. ((
07.02/07.14		Autres légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires contaminés par des parasites réputés dangereux pour les cultures.	Légumes, oignons(échalottes, aulx(

Chapitre 8 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons.

08/01 à 08/10		Fruits frais ou secs contaminés par des parasites réputés dangereux pour les cultures.	Fruits frais ou (chataignes et (marrons, agrumes(figues, pommes (poires, coings (Voir 2ème partie (paragraphe 222. (cerises, pêches (brugnons, necta- (rines, prunes, (cassis, fram- (boises, gro- (seilles. Fruits (frais origi- (naires ou en (provenance des (pays contaminés (par le pou de (San José (
	08.06.20	Raisins secs,	
	08.04.10/20	Figues sèches et dattes destinées exclusivement à la distillerie ou à la fabrication du vin.	
	08.05/90	Fruits munis de leur pédoncule avec feuilles appartenant aux genres Citrus, Fortunella et Poncirus.	

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
		<u>Chapitre 9 Café, thé, maté et épices.</u>	
		Néant	
		<u>Chapitre 10 Céréales</u>	
10.01 à 10.08			Toutes céréales Voir 2ème partie paragraphe 221
		<u>Chapitre 11 Produits de la minoterie ; malt, amidon et féculs, inuline gluter de froment.</u>	
		Néant	
		<u>Chapitre 12 Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles ou médicinales ; pailles et fourrages.</u>	
12.07	12.07.20	Graines de coton	
12.09	12.09.21 à 29	Graines de graminées fourra- gères en mélange ou impropres à la semence.	Graines à ensemercer : voir 2ème partie paragraphe 223.
12.11		Graines de semence contaminées par des parasites réputés dan- gereux pour les cultures.	Stupéfiants, voir 2ème partie paragraphe 27.
		<u>Chapitre 13 Gommés, résine et autres sucs et extraits végétaux.</u>	
13.01 13.02	13.02.11		Opium : voir 2ème partie du paragraphe 27.
		<u>Chapitre 14 Matières à tresser et autres produits d'origine végétale non dénommés ni compris ailleurs.</u>	
14.04	14.04.10	Matières colorantes végétales	

Section III - Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation
graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale.

		<u>Chapitre 15 Graisses et huiles animales ou végétales, produits de leur disso- ciation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale.</u>	
15.01 15.17	15.17.i0 15.17.90	Margarines d'origine étrangère ne satisfaisant pas aux condi- tions imposées.	Certains produits avicoles, voir 2ème partie paragraphe 213.
15.21	15.21.90		Cire d'abeilles : voir 2ème partie paragraphe 211.

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
----------------	------------	------------------	---------------------------------

Section IV - Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs et succédanés de tabac fabriqués.

Chapitre 16 Préparation de viandes, de poissons, de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques.

16.02	16.02.10	Préparations de poissons, mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques. Selon la nature ou la provenance de ces produits, leur importation est soit prohibée, soit réglementée.	Certains produits avicoles, voir 2ème partie - paragraphe 213.
16.03 à 16.05	.20		
16.04			
		Conserves de poissons ne portant pas d'indication du pays d'origine	

Chapitre 17 Sucres et sucreries

	Néant
--	-------

Chapitre 18 Cacao et ses préparations.

	Néant
--	-------

Chapitre 19 Préparation à base de céréales, de farines, d'amidons de fécule ou de lait ; pâtisseries.

	Néant
--	-------

Chapitre 20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes.

20.01 à 20.05		Conserves suivantes ne portant pas l'indication du pays d'origine
20.06 à 20.08	20.06.00	Conserves de légumes
20.08	20.08.99	Conserves de prunes
20.08	20.08.19	Conserves de noix Conserves de cerneaux

Chapitre 21 Préparations alimentaires diverses.

21.06	21.06.90	Comprimés et dosettes de saccharine
-------	----------	-------------------------------------

Chapitre 22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres.

22.04 à 22.06		Vins d'origine étrangère et ne remplissant pas les conditions de marques prévues par la loi: vins piqués, tournés, croupis, impropres à la consommation. Vins de raisins frais titrant plus de 18° d'alcool acquis.	Jus de raisins, moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool, originaires d'Algérie. Vins de liqueur, alcool et liqueur.
22.04	22.04.21 22.04.29	Vins de liqueur	Vins de liqueur, Mistelles, moûts mutés à l'alcool.
22.05	22.05.10	Vermouths	Pour tous ces produits, voir 2ème partie - paragraphe 241.
22.08	22.08.90	Spiritueux anisés titrant plus de 45° d'alcool Bitters, Amers, goudrons, gentianes et tous les produits similaires d'une teneur en sucre inférieure à 200 g par litre et titrant plus de 30° d'alcool.	

Chapitre 23 Résidus et déchets des industries alimentaires, aliments préparés pour animaux.

Néant

Chapitre 24 Tabacs et succédanés de tabac fabriqués.

24.01	24.01.10	Tabacs en feuilles ou en côtes.
24.01	24.01.30	Tabacs en déchets
24.02) 24.03)		Tabacs fabriqués
24.02	24.02.10	Cigares
24.02	24.02.20	Cigarettes
24.03	24.03.10	Tabacs à fumer
24.03	24.03.99	Tabacs à mâcher, à priser Sauce de tabac (prain) Voir 2ème partie paragraphe 25.

Section V - Produits minéraux.

Chapitre 25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments.

Néant

Chapitre 26 Minerais, scories et cendres.

Néant

Chapitre 27 Combustibles minéraux, huiles minérales, et produits de leur distillation, matières bitumeuses, cires minérales.

27.09	27.09.00		Huiles de pétrole de schiste et autres huiles minérales.
27.10	27.10.00		Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales. Voir 2ème partie paragraphe 26.

Section VI - Produits des industries chimiques ou des industries connexes.

Chapitre 28 Produits chimiques inorganiques, composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes.

28.39	28.39.90		Produits antiparasitaires à usage agricole et produits assimilés, conditionnés pour la vente au détail.
28.44	28.44.10 28.44.50	Matière radioactives.	Voir 2ème partie paragraphe 23.

Chapitre 29 Produits chimiques organiques.

29.39	29.39.10 29.39.90		Boîtes avec valeur déclarée et colis postaux contenant : Morphine, Cocaïne, autres stupéfiants voir 2ème partie paragraphe 27.
-------	----------------------	--	---

Chapitre 30 Produits pharmaceutiques.

30.01 à 30.06	30.02.10 30.02.20 30.02.30		Produits médicaux - Sérums d'animaux ou de personnes - Médicaments pour la médecine humaine et vétérinaire. - Vaccins microbiens - Toxines. - Cultures de micro-organismes destinées à la recherche, à la médecine humaine ou vétérinaire et autres produits biologiques similaires. - Dentifrices et savons médicaux. - Tous produits présentés comme possédant soit des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines, soit des propriétés spéciales en matière de thérapeutique diététique, y compris ceux contenant 3 % et plus de menthol et/ou 5% et plus de camphre.
	30.06.50		- Seringues et aiguilles à usage médical. Pour tous ces produits, voir 2ème partie paragraphe 281.
30.06	30.06.60		Produits et remèdes anticonceptionnels. Voir 2ème partie paragraphe 282.

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
<u>Chapitre 31 Engrais.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 32 Extraits tannants ou tinctoriaux ; tanins et leurs dérivés ; pigments et autres matières colorantes ; peintures et vernis ; mastics ; encres.</u>			
32.03 à 32.06		Matières colorantes	
<u>Chapitre 33 Huiles essentielles et résinoïdes ; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 34 Savon, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, "cires pour l'art dentaire" et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 35 Matières albuminoïdes ; produits à base d'amidons ou de féculs modifiés ; colles ; enzymes.</u>			
35.02	35.02.10	Néant	Certains produits avicoles, voir 2ème partie-paragraphe 213.
<u>Chapitre 36 Poudres et explosifs, articles de pyrotechnie, allumettes, alliages pyrophoriques, matières inflammables.</u>			
		Matières considérées comme inflammables ou dangereuses.	
36.01	36.01.00	Poudres à tirer	
36.02	36.02.00	Explosifs	
36.03	36.03.00	Détonateurs - Capsules de fulminate de mercure.	
36.04	36.04.10) 36.04.90)	Fusées	
36.05	36.05.00	Allumettes	Allumettes chimiques.
36.06	36.06.10) 36.06.90	Matières inflammables	Voir 2ème partie paragraphe 29.
<u>Chapitre 37 Produits photographiques ou cinématographiques.</u>			
		Néant	

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
----------------	------------	------------------	---------------------------------

Chapitre 38 Produits divers des industries chimiques.

38.08. 38.22 38.23		Radio-éléments artificiels et produits en contenant.	Produits antiparasitaires à usage agricole et produits assimilés conditionnés pour la vente au détail.
-----------------------	--	--	--

Section VII - Matières plastiques et ouvrages en ces matières, caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.

Chapitre 39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières.

39.15	39.15.90	Déchets et poussières de celluloïd.	
39.17	39.17.29 et 39.17.32	Celluloïd en tuyaux et en tiges.	Films cinématographiques en celluloïd :
39.20	39.20.79	Celluloïd en plaques ou en feuilles.	- Vierges sans perforations.
39.26	39.26.90		- Vierges avec perforations.

Chapitre 40 Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.

40.14	40.14.90	Tétines et sucettes ne portant pas l'indication "caoutchouc pur" ou l'indication du numéro sous lequel l'homologation a été accordée, avec la marque du fabricant ou du commerçant.	Contraceptifs autres que les préservatifs. Voir 2ème partie-paragraphe 282.
40.14.	40.14.10		Préservatifs en caoutchouc. Voir 2ème partie paragraphe 30.

Section VIII - Peaux, cuirs, pelleteries en ces matières ; articles de bourrellerie ou de sellerie ; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires ; ouvrages en boyaux.

Chapitre 41 Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs.

	Néant	
--	-------	--

Chapitre 42 Ouvrages en cuir ; articles de bourrellerie ou de sellerie ; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires ; ouvrages en boyaux.

	Néant	
--	-------	--

Chapitre 43 Pelleteries et fourrures ; pelleteries factices.

	Néant	
--	-------	--

Section IX - Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège ; ouvrages de sparterie ou de vannerie.

Chapitre 44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois.

44.01		Bois de châtaigners
-------	--	---------------------

N° de position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
44.01	44.01.30	Ecorces de bois résineux.	
44.03	44.03.20	Bois résineux recouverts en totalité ou en partie de leur écorce.	
44.21	44.21.90		Ruches, ruchettes, cadres. Voir 2ème partie paragraphe 211. Bois préparés pour allumettes. Voir 2ème partie paragraphe 29.
<u>Chapitre 45 Liège et ouvrages en liège.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 46 Ouvrages de sparterie ou de vannerie.</u>			
46.02	46.02.10		Ruches et ruchettes en paille. Voir 2ème par- tie paragraphe 211.
<u>Section X - Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ; déchets et rebuts de papier ou de carton ; papier et ses applications.</u>			
<u>Chapitre 47 Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ; déchets et rebuts de papier ou de carton.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 48 Papiers et cartons ; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques ; textes manuscrits ou dactylographiés et plans.</u>			
49.01 et 49.02		Journaux) se rapportant au procédé) "boule de neige" ou à) tout autre procédé) analogue.	Journaux, livres, brochures, voir 2ème partie-paragraphe 31.
49.03	49.03.00	Contrefaçons en librairie - Publications pernicieuses pour la jeunesse.	
49.04	49.04.00	- Ouvrages contraires à l'ordre public.	
	49.05.10	- Objets obscènes ou immoraux.	
	91		
	99		
49.07	49.07.00	Objets interdits au transit : Billets de banque) interdits dans les) colis ordinaires, Billets de monnaie) ces objets devant) circuler dans des Valeurs au porteur) colis avec valeurs) déclarées sauf) lorsque ces objets) proviennent ou sont) à destination d'un) pays n'admettant pas) la déclaration de) valeur	
49.11		Imprimés) se rapportant en tout) ou en partie à des) loteries étrangères) ou non autorisées) en France.	Imprimés Voir 2ème partie-paragraphe 31.

N° de Position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
<u>Section XI - Matières textiles et ouvrages en ces matières.</u>			
	<u>Chapitre 50 Soie</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 51 Laine, poils fins ou grossiers ; fils et tissus de soie.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 52 Coton.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 53 Autres fibres textiles végétales ; fils de papier et tissus de fils de papier.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 54 Filaments synthétiques ou artificiels.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 55 Fibres synthétiques ou artificielles discontinues.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 56 Ouates, feutres et non tissés ; fils spéciaux ; ficelles, cordes et cordages ; articles de corderie.</u>		
56.05	56.05.00	Fils métallisés avec ou en fils d'or.	
	<u>Chapitre 57 Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 58 Tissus spéciaux : surfaces textiles taffetées ; dentelles ; tapisseries ; passementeries ; broderies.</u>		
58.08	58.08.90	Passementeries) avec ou en)	
58.09	58.09.00	Tissus) fils d'or	
	<u>Chapitre 59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts en stratifiés ; articles techniques en matières textiles.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 60 Etoffes de bonneterie.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie.</u>		
		Néant	
	<u>Chapitre 62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie.</u>		
		Néant	

<u>Chapitre 63 Autres articles textiles confectionnés ; assortiments ; friperie et chiffons.</u>			
--	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

Section XII - Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties ; plumes apprêtées et articles en plumes ; fleurs artificielles ; ouvrages en cheveux.

<u>Chapitre 64 Chaussures, guêtres et articles analogues ; parties de ces objets.</u>			
---	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

<u>Chapitre 65 Coiffures et parties de coiffures.</u>			
---	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

<u>Chapitre 66 Parapluies, ombrelles, parasols, cannes cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties.</u>			
---	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

<u>Chapitre 67 Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet ; fleurs artificielles ; ouvrages en cheveux.</u>			
---	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

Section XIII - Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues ; produits céramiques ; verre et ouvrages en verre.

<u>Chapitre 68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues.</u>			
--	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

<u>Chapitre 69 Produits céramiques.</u>			
---	--	--	--

	Néant		
--	-------	--	--

<u>Chapitre 70 Verre et ouvrages en verre.</u>			
--	--	--	--

70.13

70.13.39	Biberons à tubes.		
----------	-------------------	--	--

70.18

70.18.20	Perles d'imitation contenant des sels de plomb.		
----------	---	--	--

Section XIV - Perles fines de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières, bijouterie de fantaisie, monnaies.

<u>Chapitre 71 (chapitre unique).</u>			
71.01	71.01.10		Perles fines) Voir 2ème partie
	71.01.21		Perles de) paragraphe 321
	et		culture,)
	71.01.22		
71.02			Pierres)
et			précieuses)
71.03			
71.09	71.09.00		Ouvrages en métaux communs
71.07	71.07.00		- doublés ou plaqués or
71.11	71.11.00		- doublés ou plaqués argent
			- doublés ou plaqués platine
			Voir 2ème partie paragraphe 322
71.14		Articles de bijouterie fabri-	
71.15	71.15.90	qués avec des perles d'imi-	
71.17		tation contenant des sels de	
		plomb.	- ouvrages dorés ou argentés
			Voir 2ème partie paragraphe 322

Section XV - Métaux communs et ouvrages en ces métaux.

<u>Chapitre 72 Fonte, fer et acier.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 73 Ouvrages en fonte, fer ou acier.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 74 Cuivre et ouvrages en cuivre.</u>			
<u>Chapitre 75 Nickel et ouvrages en nickel.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 76 Aluminium et ouvrages en aluminium.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 77 (Réservé pour une utilisation future éventuelle dans le système harmonisé).</u>			

Chapitre 78 Plomb et ouvrages en plomb.

Néant

Chapitre 79 Zinc et ouvrages en zinc.

Néant

Chapitre 80 Etain et ouvrages en étain.

Néant

Chapitre 81 Autres métaux communs ; cermets ; ouvrages en ces matières.

Néant

Chapitre 82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs ; parties de ces articles en métaux communs.

Néant

Chapitre 83 Ouvrages divers en métaux communs.

Néant

Section XVI - Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils.

Chapitre 84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques ; parties de ces machines ou appareils.

84.21
84.36

84.23

84.21.19
84.36.80

Matériel apicole ayant servi à l'exploitation d'un rucher :
- extracteurs centrifuges à miel
- machines à gaufrer les rayons, presses à miel
Voir 2ème partie paragraphe 211
- balances
Voir 2ème partie paragraphe 34.

Chapitre 85 Machines appareils et matériels électriques et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils.

85.28
35.31
85.35

85.28.10
20
Radios-éléments artificiels et produits en contenant.

Les importations d'appareils récepteurs de télévision réalisées par des particuliers donnent lieu à l'établissement d'une déclaration individuelle de détention auprès du service des douanes
Voir 2ème partie paragraphe 34.

Section XVII - Matériel de transport.

<u>Chapitre 86 Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties ; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communications.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 87 Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 88 Navigation aérienne ou spatiale.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 89 Navigation maritime ou spatiale.</u>			
		Néant	

Section XVIII - Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; horlogerie ; instruments de musique ; parties et accessoires de ces instruments ou appareils.

Chapitre 90 Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie ; de mesures de contrôle ou de précision ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; parties et accessoires de ces instruments ou appareils.

90.16			Instruments de mesures autres que les mesures de capacité.
90.17	90.17.30	Instruments de mesure comportant des graduations, en unités autres que celles définies par le législateur.	Voir 2e partie paragraphe 35.
90.23	90.17.80	Sont également prohibés les instruments de mesure qui comportent à la fois des graduations en unités légales et des graduations en unités étrangères.	
90.18	90.18.90		Contraceptifs considérés comme des médicaments (Voir 2ème partie paragraphe 281.
90.25	90.25.11 et 90.25.19	Radios-éléments artificiels et produits du contenant.	Thermomètres, ther-) momètres médicaux) Voir 2ème partie
90.25	90.25.80		Alcoomètres, densi-) mètres.) 34

N° de Position	Code du SH	Objets interdits	Objets admis conditionnellement
<u>Chapitre 91 Horlogerie</u>			
91.02		Radio-éléments artificiels et des produits en contenant.	
91.08			
91.10			
91.13	91.13.20		Bracelets de montres et leurs parties en métaux dorés ou argentés) Voir 2ème partie paragraphe 322.
<u>Chapitre 92 Instruments de musiques ; parties et accessoires de ces instruments.</u>			
		Néant	
<u>Section XIX - Armes, munitions et leurs parties et accessoires.</u>			
<u>Chapitre 93 Armes, munitions et leurs parties et accessoires.</u>			
93.01	93.01.00		Matériel de guerre et matériels assimilés)
93.02	93.02.00		Armes de guerre)
93.04	93.04.00		Revolvers, pistolets) Voir
93.05	93.05.10		Autres armes) 2ème
	et		parties et accessoires) partie
	93.05.90) parag. 35
93.06	93.06.21	Cartouches de chasse et de guerre pleines	Munitions)
	et)
	93.06.30)
93.07	93.07.00		Armes blanches)
<u>Section XX - Marchandises et produits divers.</u>			
<u>Chapitre 94 Meubles ; mobilier médico-chirurgical ; articles de literie et similaires ; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs ; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires ; constructions préfabriquées.</u>			
		Néant	
<u>Chapitre 95 Jouets, jeux, articles, pour divertissements ou pour sports ; leurs parties et accessoires.</u>			
95.04	95.04.30	Appareils de jeux fondés sur le hasard ou sur l'adresse et certaines conditions de fonctionnement.	Appareils distributeurs de confiserie et appareils destinés à être exploités dans des fêtes foraines. Machines à sous destinées à être exploitées dans les casinos autorisés.
<u>Chapitre 96 Ouvrages divers.</u>			
96.13	96.13.10	Briquets à gaz butane	Voir 2ème partie paragraphe 36
	96.13.20		
	96.13.30		
	96.13.80		
<u>Section XXI - Objets d'art, de collection ou d'antiquité.</u>			
<u>Chapitre 97 Objets d'art, de collection ou d'antiquité.</u>			
		Néant	

2ème PARTIE : CONDITIONS D'ADMISSION DES OBJETS IMPORTES EN FRANCE

21. ANIMAUX, DENREES ANIMALES ET D'ORIGINE ANIMALE

211. Abeilles, miel, cire et produits agricoles

- L'importation d'abeilles peut être autorisée, sur présentation d'une dérogation particulière délivrée par le Ministère de l'Agriculture aux conditions fixées par cette autorisation. Le transit de frontière à frontière sans rupture de charge de ces mêmes animaux est dispensé de toute formalité sanitaire (cf. pièce 1).

- L'importation des produits et matériels apicoles (à savoir le miel et la cire sous toutes ses formes) est autorisée, sous réserve de la présentation d'un certificat sanitaire délivré par l'autorité compétente du Pays d'origine. Les mentions devant figurer sur ledit certificat peuvent être simplifiées (dans le cas d'accariose, le document pourra se limiter à attester l'absence de contact entre le miel et la cire, d'une part, et les abeilles, d'autre part, depuis au moins 72 heures avant l'expédition).

- En outre, le miel naturel est soumis, lors de son importation, à une visite sanitaire favorable effectuée par un vétérinaire inspecteur dans un bureau de douane habilité (voir infra paragraphe 213 - cf. pièce 2).

- Par exception, l'envoi de miel naturel est dispensé, dans la limite de 2 kgs, de toute formalité sanitaire lorsqu'il est introduit par colis postal et qu'il ne présente pas de caractère commercial.

212. Sangsues

Les sangsues doivent être enfermées avec de la terre de marais ou de la mousse dans un sac de toile soigneusement clos et placé dans un second récipient (caisse en bois ou panier) garni de foin ou de paille.

213. Denrées animales et d'origine animale destinées à la consommation humaine ou des animaux de compagnie

* règle générale

a) Sous réserve qu'elle ne soit pas prohibée en raison des dispositions spéciales de Police sanitaire l'importation, sous tous régime douaniers, à l'exception du transit de frontière à frontière sans rupture de charge, des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine ou des animaux de compagnie est autorisée sous réserve du respect de la réglementation sanitaire en vigueur, à savoir :

- Inspection sanitaire et de salubrité favorable effectuée par un vétérinaire inspecteur dans un bureau de douane habilité et matérialisée par la délivrance d'un laissez-passer sanitaire (cf. pièce 2).

- Présentation d'un certificat sanitaire ou de salubrité délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, lorsque la réglementation en vigueur le prévoit.

- Dédouanement de ces denrées dans un bureau habilité.

b) Ces mêmes produits, lorsqu'ils sont en transit de frontière à frontière sans rupture de charge, et sous réserve du respect des prohibitions sanitaires en vigueur sont dispensés de l'accomplissement de toutes les formalités sanitaires prévues sous a.

* exception :

Sous réserve que leur importation ne soit pas prohibée et ne présente pas un caractère commercial, les denrées animales ou d'origine animale introduites par la voie postale sont dispensées de toute formalité sanitaire dans la limite de :

- 1 kg pour les viandes et produits à base de viande,
- 2 kgs pour les autres denrées animales ou d'origine animale.

Pour le détail de la réglementation et des dérogations aux prohibitions, s'adresser au Ministère chargé de l'Agriculture et de la Forêt, 175 rue du Chevaleret - 75646 PARIS CEDEX 13 - Tél : 45.84.13.13 :

- Service Vétérinaire de la Santé)
et de la Protection animales) animaux vivants
- Service Vétérinaire et d'Hygiène) denrées animales et
Alimentaire) d'origine animale.

Par ailleurs, l'importation est prohibée pour certains produits avicoles, originaires ou en provenance de pays dans lesquels l'emploi de substances arsenicales, antimoniales ou oestrogènes n'est pas interdit pour l'alimentation et l'élevage des animaux concernés. Il s'agit des pays autres que : Belgique, Bulgarie, Danemark, Ile Dominique, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Madagascar, Maroc, Ile Maurice, Pays-Bas, Pologne, RFA, République Populaire de Chine, République Sud-Africaine, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie. (Pour toute information complémentaire relative à cette réglementation, s'adresser au Ministère chargé de l'Agriculture).

22. VEGETAUX ET PRODUITS VEGETAUX

Règle générale

- Les conditions générales d'importation des végétaux ou produits végétaux ainsi que leurs emballages, susceptibles de servir de support aux organismes nuisibles réputés dangereux pour les cultures, sont fixées conjointement par le Ministère chargé de l'Agriculture et de la Forêt et le Ministère chargé du Budget qui arrêtent la liste des produits particulièrement susceptibles de véhiculer ces organismes nuisibles.

Lors de leur importation, ces produits doivent être examinés par un agent chargé de la protection des végétaux et être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré dans le pays d'origine et conforme au modèle joint en pièce 3.

Cas particuliers

Des dispositions particulières relatives à la lutte contre l'introduction de parasites déterminés (exemple : le Pou de San-José, le Feu bactérien) complètent les dispositions générales du contrôle phytosanitaire.

Elles se traduisent par :

- des prohibitions d'importation de certains produits en provenance de tous ou de certains pays.

- l'instauration de mesures plus restrictives (présentation d'une autorisation technique d'importation).

- des restrictions d'entrée plus strictes (désinsectisation obligatoire des produits, effectuée dans les seuls bureaux de douane équipés d'installations appropriées (fumigation).

- des mesures relatives à la présentation et au conditionnement des végétaux.

- l'obligation pour d'autres produits, parfois seulement en raison de provenances déterminées, d'être accompagnés de certificats phytosanitaires comportant certaines mentions supplémentaires.

Exceptions

1 - Les formalités prévues par la réglementation phytosanitaire sont suspendues provisoirement, depuis le 1.01.1988, à l'égard des végétaux importés de l'un des pays parties à l'accord de Schengen (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et RFA) : cette disposition plus favorable concerne les végétaux suivants :

- Fleurs coupées et parties de plantes pour ornementation,

- Bulbes, oignons, tubercules et autres produits de la floriculture,
- Plantes de plein air et plantes d'intérieur à fleurs (sauf cactées),
- certains fruits frais,
- semences, à l'exclusion des plants de pomme de terre,
- bois de chêne, chataignier et orme.

2 - Sous réserve que leur importation ne soit pas prohibée et ne présente pas un caractère commercial, certains végétaux ou produits végétaux sont dispensés, à titre général, du contrôle, de la présentation des documents et des restrictions d'entrée lorsqu'ils sont introduits par la voie postale.

Dispositions spéciales

Certains végétaux (orchidées par exemple), indépendamment des formalités sanitaires qui leur sont applicables, sont soumis aux dispositions de la Convention de WASHINGTON et de la réglementation communautaire (modalités d'application de la Convention dans la Communauté) relatives aux espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

A ce titre, l'importation de ces produits sous tous régimes douaniers, y compris le transit de frontière à frontière sans rupture de charge, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- importation par un bureau de douane habilité
- présentation des documents suivants :
 - . une autorisation d'importation ou de transit (voir modèle communautaire joint en pièce 4), délivrée par la Direction de la Protection de la Nature.
 - . permis d'exportation obtenu auprès du pays d'origine (Permis CITES, cf. pièce 5).

Pour le détail de cette réglementation, s'adresser à la Direction de la Protection de la Nature :

14 Bd du Général Leclerc
92524 NEUILLY CEDEX
Tél : 47.58.12.12

* Pour tout renseignement complémentaire concernant les dispositions du paragraphe 22, s'adresser au Ministère chargé de l'Agriculture et de la Forêt - Service de la Protection des Végétaux 175, rue du Chevaleret 75646 - PARIS CEDEX 13 - Tél : 45.84.13.13.

221. Légumes, plantes, céréales, racines et tubercules alimentaires

Les pommes de terre de semence, de primeurs et autres, céréales, oignons, échalotes et aulx destinés à la multiplication doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire (cf. pièce 3).

222. Fruits et agrumes

L'importation des agrumes, figues, pommes, poires, coings, abricots, pêches y compris les brugnons et nectarines, cerises, prunes, groseilles, cassis, framboises, frais, en provenance de tous pays, est soumise à la présentation d'un certificat phytosanitaire (cf. pièce 3).

L'entrée en France des fruits frais originaires ou en provenance des pays contaminés par le pou de San José est autorisée sous réserve :

- 1°) que les envois soient accompagnés du certificat phytosanitaire du modèle annexé à la Convention internationale pour la protection des végétaux, garantissant que les fruits ne sont pas contaminés ;
- 2°) du contrôle au moment du passage en douane par un agent du service de la protection des végétaux qui accorde la libre pratique si les fruits sont reconnus sains ou ordonne, dans le cas contraire, la désinsectisation, le refoulement, la destruction ou l'utilisation pour la confiterie.

223. Graines à ensemer

La plupart des graines à ensemer sont soumises à un contrôle spécial de la coloration et de la recherche de la cuscute ainsi qu'à un contrôle de la pureté et de la faculté germinative.

Toutefois, sont dispensés des mesures de contrôle spécial concernant la cuscute, les échantillons de semences fourragères destinés au commerce importés par envois postaux de moins de 3 kg, à condition que chacun des paquets d'échantillons renfermés dans le colis ne pèse pas isolément plus de 300g.

23. LES PRODUITS ANTIPARASITAIRES A USAGE AGRICOLE

Les produits antiparasitaires à usage agricole et produits assimilés, conditionnés pour la vente au détail, ne peuvent être importés que s'ils ont fait l'objet soit d'une homologation, soit d'une autorisation provisoire de vente ou d'importation, soit de l'autorisation de distribution pour expérimentation ou d'une dispense d'homologation (Pour toute information complémentaire relative à cette réglementation, s'adresser au Ministère chargé de l'Agriculture).

24. BOISSONS, LIQUIDES ALCOOLIQUES

241. Jus de raisin, moûts, vins de raisin frais, vins de liqueur....en provenance d'Algérie

L'importation des jus de raisin, moûts de raisin partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool, vins de raisin frais, et des vins de liqueur, mistelles ou moûts mutés à l'alcool originaires d'Algérie est subordonnée à la réalisation de conditions particulières prévues par des "Avis aux importateurs" périodiquement publiés au Journal Officiel (Production notamment d'un bon d'importation délivré par l'Institut des vins de consommation courante).

25. TABACS

En vertu de la loi des douanes, des produits ne peuvent être importés que pour le compte de la Régie, sauf les importations de tabacs fabriqués (y compris les cigares et cigarettes) pour l'usage personnel des importateurs jusqu'à concurrence de 10kg par destinataire et par année, sous réserve d'autorisations spéciales délivrées soit par les chefs locaux du service des douanes ou par la Direction générale des douanes pour les envois adressés à des personnes résidant occasionnellement en France, soit par la Direction générale des impôts pour les personnes résidant habituellement en France.

Toutefois, sont exclus du bénéfice de la dérogation les produits vendus en France par le SEITA, qu'il s'agisse de produits de fabrication française ou étrangère.

Indépendamment des droits de douane proprement dits, les envois sont soumis aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Les tabacs en feuilles ou en côtes, importés autrement que pour le compte de la régie, sont prohibés à l'importation. Toutefois peuvent être introduits les échantillons de tabacs en feuilles destinés à être placés sous le régime de l'admission temporaire.

Les envois font l'objet d'un acquit-à-caution portant engagement de réexportation de la marchandise ou de sa réintégration en entrepôt dans le délai d'un an, sous peine d'avoir à acquitter le sextuple de sa valeur au cas où il ne serait pas satisfait à cette obligation. Le maximum de poids à introduire par importateur ne peut dépasser annuellement 2000 kg pour les tabacs exotiques et ceux de l'Etat de Bahia (Brésil) et 500 kg pour les tabacs de Sumatra, de Java, de La Havane et d'Orient.

Les échantillons de tabacs fabriqués peuvent également être introduits sous le régime de l'admission temporaire.

26. HUILE MINERALES

Produits industriels, huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales : importation soumise à la formalité de l'autorisation préalable.

Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales : importation soumise à la formalité de l'autorisation préalable.

27. STUPEFIANTS

L'importation des stupéfiants, des préparations et spécialités pharmaceutiques contenant des stupéfiants, est soumise à la présentation d'une autorisation délivrée par le Bureau des Stupéfiants relevant du Ministère chargé de la Santé (Pour toute information complémentaire relative à cette réglementation, s'adresser au Bureau des Stupéfiants).

28. PRODUITS PHARMACEUTIQUES

281. Médicaments et autres produits utilisés en thérapeutique médicale

L'importation des médicaments et autres produits utilisés en thérapeutique médicale est soumise à l'autorisation préalable délivrée soit par le Ministère chargé de la Santé (Bureau des Médicaments), soit par le Ministère chargé de l'Agriculture (Service Vétérinaire).

282. Les contraceptifs

Les contraceptifs, autres que les médicaments et les préservatifs, ne peuvent être importés que par des entreprises ou organismes ayant fait l'objet d'un agrément du Ministère chargé de la Santé.

Les contraceptifs qui sont considérés comme des médicaments, sont soumis à la réglementation relative aux médicaments (voir paragraphe 281).

29. ALLUMETTES CHIMIQUES et bois préparés pour allumettes.

La loi de douane réserve au monopole l'importation de ces produits.

30. OBJETS EN CAOUTCHOUC

L'importation des préservatifs en caoutchouc est subordonnée à la présentation :

- soit d'une attestation d'agrément délivrée par le Ministère de l'Industrie,
- soit d'une décision d'admission à la marque NF et à la présence de cette marque sur le produit,
- soit d'un certificat de conformité à certaines normes étrangères reconnues équivalentes.

31. LIVRES, BROCHURES, JOURNAUX, IMPRIMES

Les livres en langue française édités en France et imprimés à l'étranger doivent comporter la mention de l'éditeur ou dépositaire principal français sur la couverture, le dos, la page de garde, d'une part et, d'autre part, le nom et l'adresse de l'imprimeur étranger avec mention du pays où se trouve l'imprimerie, sur la dernière page de texte de l'ouvrage de telle manière que ces dernières mentions ne puissent être enlevées sans détériorer le livre ou le rendre incomplet.

Pour les livres en langue française édités et imprimés à l'étranger, la mention de l'éditeur avec son adresse à l'étranger portée en tête de l'ouvrage (couverture, dos ou page de garde) est suffisante.

Certains articles tels que livres, journaux, brochures, publications, imprimés, dont la reproduction a lieu par des procédés de la typographie, de la lithographie ou de la gravure, importés de l'étranger, sont soumis dans le double intérêt de la propriété littéraire et de l'ordre public, à des restrictions et conditions particulières, notamment à la vérification d'agents spéciaux, ressortissant au Ministère de l'intérieur, auxquels il appartient de statuer sur les cas d'admission ou d'exclusion des livres.

Sont exemptés de formalités du contrôle spécial de la librairie :

- les ouvrages destinés à la Bibliothèque nationale,
- les envois isolés et peu nombreux adressés aux membres du corps diplomatique,
- les envois destinés à l'UNESCO.

32. PERLES FINES OU DE CULTURE, PIERRES ET METAUX PRECIEUX, OUVRAGES EN CES MATIERES, BIJOUTERIE DE FANTAISIE

321. Perles et pierres précieuses

L'importation des pierres précieuses et des perles est soumise à l'application des dispositions légales et réglementaires portant sur la répression des fraudes et des falsifications en ce qui concerne le commerce de pierres précieuses et de perles.

322. Métaux communs doublés ou plaqués d'or, d'argent ou de platine

Les ouvrages en métaux communs doublés ou plaqués d'or, d'argent ou de platine et les ouvrages dorés ou argentés ne peuvent être admis à l'importation, pour la consommation, qu'à la condition d'être marqués du poinçon de responsabilité du commerçant installé en France et y procédant à leur première vente. Ce poinçon a la forme d'un carré dont l'un des côtés est remplacé par un arc de cercle obtenu en prenant pour centre le milieu du côté du carré.

Les ouvrages en métaux communs doublés ou plaqués d'or, d'argent ou de platine ne peuvent comporter le terme "doublé" ou "plaqué" que si ce terme est suivi de l'indication du métal précieux employé et du procédé de fabrication adopté.

33. APPAREILS RECEPTEURS DE TELEVISION

L'importation de tout appareil récepteur de télévision doit faire l'objet d'une déclaration auprès du Service des Douanes, destinée à être transmise au Service de la Redevance de l'Audiovisuel.

La réglementation s'applique à tous les récepteurs de télévision, quelle que soit la forme sous laquelle ils se présentent (les appareils en noir et blanc ou en couleurs présentés sous une forme classique ; les appareils combinés avec d'autres articles sous une même enveloppe, par exemple avec un magnétoscope ou une chaîne hi-fi ; les combinaisons d'un moniteur vidéo avec un récepteur de signaux vidéographiques (tuner) distincts mais dédouanés simultanément ; les téléviseurs montés sur des montres ou sur des radio-réveils ; les téléprojecteurs).

Seule l'importation effectuée par un particulier, pour son usage personnel, doit être déclarée.

34. INSTRUMENTS DE MESURE

Les instruments de mesure ne peuvent être importés que sur avis favorable du Service des instruments de mesure. Toute personne ayant l'intention d'importer des instruments de l'espèce doit adresser au service précité une déclaration préalable d'importation. Ce service délivre, en cas d'avis favorable, un accusé de réception comportant autorisation d'importation, qui doit être présenté au service des douanes du bureau de dédouanement.

35. MATERIELS DE GUERRE

L'importation des matériels de guerre, des armes et des munitions est soumise à la présentation au bureau de douane d'importation d'une Autorisation d'Importation de matériels de guerre (AIMG) délivrée par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects sur avis favorable des ministères chargés des affaires étrangères, de la défense et de l'intérieur (cf. pièce 6).

36. APPAREILS DE JEUX - JOUETS

L'importation des appareils de jeu (et leurs pièces détachées) proposés au public, à l'occasion, pendant la durée et dans l'enceinte des fêtes foraines, qui n'offrent que des lots en nature, fonctionnent avec une mise unitaire maximum de 10F et ne proposent pas de lots dont la valeur excède trente fois le montant de la mise unitaire, est autorisée, au vu d'une attestation sur l'honneur présentée par l'importateur, à l'appui de la déclaration en douane.

L'importation des machines à sous (et leurs pièces détachées), destinées à être exploitées dans les casinos autorisés, peut être effectuée sur présentation, à l'appui des déclarations en douane, de toute décision du Ministère chargé de l'Intérieur agréant la Société de Fourniture et de Maintenance (S.F.M.) concernée par l'opération, ainsi que les marques importées.

L'importation des jouets est subordonnée à la présentation d'une déclaration de conformité, établie et signée par l'importateur, garantissant la conformité des produits aux normes de sécurité, ainsi qu'à la présence, sur le jouet ou son emballage, de la mention suivante : "La conformité du présent produit aux normes obligatoires de sécurité est garantie par l'importateur".

NGD 254 b

**MODÈLE DU LAISSEZ-PASSER SANITAIRE DÉLIVRÉ PAR LE VÉTÉRINAIRE-INSPECTEUR
PRODUITS ANIMAUX**

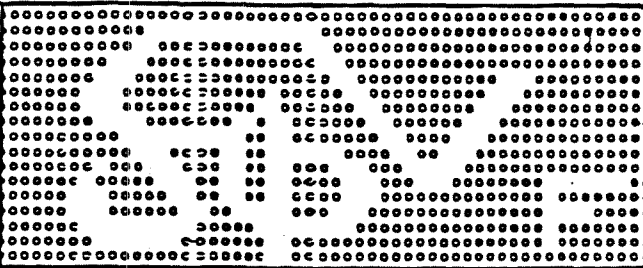
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE – DIRECTION DES SERVICES VÉTÉRINAIRES						
DÉPARTEMENT		BUREAU DE DOUANE		VÉTÉRINAIRE INSPECTEUR		
IMPORTATION DE PRODUITS ANIMAUX OU D'ORIGINE ANIMALE N°						
PAYS D'ORIGINE : PAYS DE PROVENANCE : EXPÉDITEUR : <small>(Nom et adresse)</small>				DÉROGATION N°	DATE	
Moyen de transport : <input type="checkbox"/> AIR N° VOL : <input type="checkbox"/> TERRE N° VÉH : <input type="checkbox"/> MER NAVIRE : IMPORTATEUR : <small>(Nom et adresse)</small> RÉSERVES (*) :				CERTIFICAT SANIT	DATE	
				TAXES SANITAIRES		
				<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 40px; margin: 0 auto;"></div>		
				TOTAL		

LAISSEZ-PASSER (1)	
Ces produits ont été reconnus :	
1° Propres à la consommation humaine. 2° Idem sous réserves (*) ci contre. 3° Propres à l'alimentation animale. 4° Propres à l'usage opothérapique. 5° Impropres à toute alimentation.	
Date	Heure
<i>Le Vétérinaire Inspecteur</i>	
Rayer les mentions surlignées et entourer la mention utile	
REFUS D'ADMISSION (1)	
MOTIFS : Importation prohibée <input type="checkbox"/> Irrégularité ou absence certificat <input type="checkbox"/> Conditionnement défectueux <input type="checkbox"/> Pollution bactériologique <input type="checkbox"/> Conservation défectueuse <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>	Date
<i>Le Vétérinaire Inspecteur</i>	
(1) Rayer ou croquer la zone inutile	
DÉSTINATAIRE : BUREAU DOUANE	

Convention, Règlement, propositions d'ordre général

(Pièce 2)

(MODELE)

Nom et adresse de l'expéditeur :		MINISTERE DE L'AGRICULTURE CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE N° CE/FR/ / Délivré le	
Nom et adresse déclarés du destinataire :		Organisation de la Protection des Végétaux de FRANCE A Organisation(s) de la Protection des Végétaux de	
		Lieu d'origine :	
Moyen de transport déclaré :			
Point d'entrée déclaré :			
Marques, numéros, nombre et nature des colis, nom du produit (y compris le nom botanique des plantes) :		Quantité déclarée :	
<p>IL EST CERTIFIE que les végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none">- ont été inspectés suivant des procédures adaptées,- sont estimés indemnes d'ennemis visés par la réglementation phytosanitaire et pratiquement indemnes d'autres ennemis dangereux;- et sont jugés conformes à la réglementation phytosanitaire en vigueur dans le pays importateur.			
Déclaration supplémentaire :			
Traitement de désinfestation et/ou de désinfection :		Cachet de l'Organisation - Nom du fonctionnaire autorisé : à : Signature :	
Produit chimique utilisé (matière active) :	Date :		
Durée et température :	Concentration :		
Renseignements complémentaires :			

1 7501010 9 94 - 33 44

(MODELE)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA NATURE
14. bd du Général-Leclerc
92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 47 53 12 12

AUTORISATION DE PRODUCTION/D'IMPORTATION D'ESPÈCES VÉGÉTALES PROTÉGÉES

Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, articles 3, 4 et 5.

Décret n° 77-1296 du 25 novembre 1977.

Arrêté du 12 octobre 1987.

Numéro d'identification DPN : _____

BÉNÉFICIAIRE :

Nom, prénom ou raison ou dénomination sociale :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

N° SIREN : _____

Adresse de l'établissement où se situeront les activités :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

N° SIRET : _____

OBJET DE L'AUTORISATION :

Le ministre de l'environnement autorise le bénéficiaire de la présente autorisation à :

Produire l'espèce :

— nom scientifique :

— nom commun :

Mode de reproduction autorisé :

Importer l'espèce :

— nom scientifique :

— nom commun :

En provenance de

La présente autorisation est valable du

au

Fait à Neuilly-sur-Seine, le

Pour le ministre et par délégation :

Scelus du service :

[] Original conservé à la DPN
[] Ampliation destinée au préfet,
commissaire de la République,
Pour transmission au bénéficiaire.

MODELE COMMUNAUTAIRE DE PERMIS CITES (1)

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE
ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION

Permis d'exportation n°

Pays d'exportation : Validité jusqu'au (date)

Ce permis est délivré à :

adresse :

qui déclare avoir connaissance des dispositions de la convention, pour l'exportation
de : spécimen(s) ou partie(s) ou

produit(s) de spécimen(s) (1) d'une espèce inscrite à l'annexe I, annexe II, annexe III
(2) de la convention comme précisé ci-dessous.

élevé en captivité ou cultivé en : (2).

Ce (ces) spécimen(s) est (sont) adressé(s) à :

adresse :

pays :

à , le

(signature du titulaire du permis)

A , le

(cachet et signature de l'organe de gestion
délivrant le permis d'exportation)

(1) Indiquer l'espèce et le type de spécimen(s).

(2) Réviser la mention inutile.

(1) Règlement communautaire CEE n° 3418/83 de la Commission du 28.11.1983 portant dispositions relatives à la délivrance et à l'utilisation uniformes des documents requis pour l'application dans la Communauté de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

DESCRIPTION DU (DES) SPÉCIMEN(S) OU PARTIE(S) OU PRODUIT(S)
DU (DES) SPÉCIMEN(S) Y COMPRIS TOUTE MARQUE APPOSÉE

Spécimens vivants

ESPÈCE (nom scientifique et nom commun)	NOMBRE	SEXE	DIMENSIONS (ou volume)	MARQUE (le cas échéant)

Parties ou produits

ESPÈCE (nom scientifique et nom commun)	QUANTITÉ	TYPE de marchandises	MARQUE (le cas échéant)

Cachets des autorités ayant procédé à l'inspection :

a. A l'exportation;

b. A l'importation (1).

(1) Ce cachet rend ce permis inutilisable à toute fin commerciale ultérieure et ce permis sera remis à l'organe de gestion.

MGD/171

**DEMANDE D'AUTORISATION
D'IMPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE (1)**

Pays de provenance :

Pays d'origine :

Nom, profession et adresse :

De l'expéditeur :

De pétitionnaire :

Date de la décision concédant la licence de fabrication ou l'autorisation de vente ou de servir d'inventaires (s'il s'agit de matériels appartenant aux quatre premières catégories définies par le décret du 18 avril 1939) :

Num et adresse de transit :

Désignation du matériel d'après la nomenclature des décrets du 12 mars 1973.

Nature :

Modèle :

Nombre :

Nomenclature détaillée :

Poids brut :

Poids net :

Valeur en francs :

Emballage :

Marques :

Nombre de copies :

Bureau de douane où l'opération sera effectuée :

Date de l'expédition :

Motif de l'expédition :

Date, signature et cachet du pétitionnaire :

Avia des départements ministériels intéressés

*Réponses du ministre du budget
Direction générale
des douanes et droits indirects*

(1) Le cas échéant : demande d'autorisation d'importation temporaire de matériel de guerre.

3ème PARTIE : DISPOSITIONS SPECIALES, DOUANIERES ET AUTRES

31. ETABLISSEMENT DES DECLARATIONS EN DOUANE

Les déclarations en douane doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits, taxes et mesures de contrôle, tant à l'importation qu'à l'exportation. Elles doivent énoncer notamment :

- les noms, prénoms et adresses des expéditeurs et des destinataires ;
- le pays d'origine et de destination de l'envoi ;
- la désignation des marchandises contenues ainsi que l'indice de codification dans le système harmonisé ;
- les poids brut et net ;
- la valeur de l'envoi en précisant l'unité monétaire utilisée.

En outre, certaines énonciations complémentaires relatives à la situation des marchandises au regard de la réglementation douanière (cadeaux, échantillons, marchandises en retour ou en admission temporaire) doivent être indiquées sur la déclaration en douane.

Les déclarations en douane, constituant au point de vue de la réglementation française de véritables déclarations engageant la responsabilité des expéditeurs, doivent être revêtues de la signature manuscrite de ces derniers.

32. NECESSITE D'INSERER DES FACTURES

L'Administration des Douanes, sauf soupçon d'abus, dispense de la production d'une facture les envois postaux sans caractère commercial, quelle que soit leur valeur, et les envois commerciaux d'une valeur globale, égale ou inférieure à 500 francs.

33. NECESSITE DE JUSTIFIER L'ORIGINE DES MARCHANDISES

L'origine doit pouvoir être justifiée pour les produits échangés au bénéfice d'un régime tarifaire préférentiel résultant d'accords conclus par la Communauté Economique Européenne avec différents pays, ou résultant de décisions d'association de pays et territoires dépendant de certains Etats membres de la CEE.

Un certificat de circulation EUR 1 est exigé :

- pour les marchandises échangées entre la CEE et les pays de l'AELE (Autriche - Finlande - Islande - Norvège - Suède - Suisse) ;

- dans les relations préférentielles avec certains Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Etats ACP) ;

- dans les relations avec les pays et territoires d'Outre-Mer associés à la CEE (PTOMA) ;

- dans les relations préférentielles avec les territoires espagnols de Ceuta, Mellila et des Iles Canaries ;

- dans les relations préférentielles avec les pays du Maghreb (Algérie - Tunisie - Maroc) ;

- dans les relations préférentielles avec certains pays méditerranéens (Chypre - Egypte - Israël - Jordanie - Liban - Malte - Syrie - Yougoslavie) ;

- dans les relations préférentielles avec les Iles Féroé.

Par exception aux dispositions ci-dessus, le certificat EUR 1 peut être remplacé :

- soit par un formulaire EUR 2, établi par l'exportateur lui-même, lorsque la valeur de l'envoi n'excède pas :

- . 30 000 francs dans les échanges avec les Iles Canaries, Ceuta et Mellila ;

- . 17 750 francs dans les échanges avec Chypre, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Jordanie, Malte, Etats ACP, PTOMA et Yougoslavie ;

- . 5 550 francs dans les échanges avec les autres pays bénéficiant d'accords préférentiels ;

- soit, dans les échanges avec les pays de l'AELE, par une simple déclaration de l'exportateur portée sur la facture lorsque la valeur de l'envoi n'excède pas 30 000 francs.

Un certificat d'origine modèle A est exigé pour l'application d'un régime préférentiel en faveur des marchandises originaires de pays en développement (PED).

34. DISPOSITIONS DOUANIERES DIVERSES

341. Petits envois adressés à des particuliers

a) Taxation d'office

L'Administration des Douanes peut soumettre à une taxation forfaitaire les petits envois adressés à des particuliers lorsque ces envois :

1° - présentent un caractère occasionnel ;

2° - portent uniquement sur des marchandises réservées à l'usage personnel ou familial des destinataires et ne traduisant, par leur nature ou leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial ;

3° - et n'ont pas une valeur en douane supérieure à 12 500 francs.

b) Franchises fiscales et douanières

Les petits envois dont la valeur ne dépasse pas 70 francs sont admis en franchise des droits et taxes d'importation.

Pour les impôts intérieurs de consommation, cette franchise est limitée :

- à deux bouteilles de contenance normale -sans que la quantité globale puisse dépasser deux litres- de vin, cidre, poiré ou hydromel ;

- et à une bouteille, de contenance normale mais au plus égale à un litre, d'apéritif à base de vin ou d'alcool, de spiritueux, d'eau-de-vie ou de rhum, à l'exclusion des boissons prohibées à titre absolu, le cumul étant interdit.

c) Franchises fiscales

Les envois sans caractère commercial en provenance des pays tiers bénéficient d'une franchise fiscale lorsque leur valeur n'excède pas 300 francs. Ceux en provenance de la CEE bénéficient de cette franchise lorsque leur valeur n'excède pas 680 francs.

342. Formalités de contrôle du commerce extérieur

L'importation de certaines marchandises étrangères peut être subordonnée à la production d'un document de contrôle du commerce extérieur tel que licence d'importation ou déclaration d'importation (DI) visée ou non.

343. Formalités de dédouanement afférentes aux
marchandises vendues par correspondance

Les conditions d'importation en France par envois postaux de marchandises vendues par correspondance par des entreprises étrangères relèvent d'une réglementation spécifique.

Les formalités de dédouanement doivent être effectuées par un représentant du fournisseur étranger domicilié en France et agréé par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ; ledit représentant doit obligatoirement utiliser une procédure d'abonnement spéciale pour le dédouanement des marchandises (y compris les catalogues ou imprimés publicitaires).

35. DISPOSITIONS CONTENTIEUSES

La législation française ne contient aucune disposition visant spécialement la répression des infractions douanières commises en matière d'envois postaux. Ces infractions tombent, dès lors, sous le coup des dispositions générales des lois de douane relatives aux importations et exportations frauduleuses.

Il est de principe que toutes les marchandises importées en France ou exportées de France doivent être déclarées à la douane et que les déclarations doivent être rigoureusement exactes.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2500.5

Recommandation

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

vu

la décision C 21 du Congrès de Hamburg 1984 chargeant le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales,

considérant

les dispositions de l'article 20, paragraphe 1, lettre c), de la Convention postale universelle et de l'article 113, paragraphe 1, lettre c), et paragraphe 2, de son Règlement d'exécution (Hamburg 1984),

se fondant

sur les résultats de l'étude 635 effectuée par le CCEP,

conscient

des difficultés d'apporter à la question de l'emballage une uniformité plus grande que cela n'en est actuellement le cas,

notant

les possibilités offertes aux Administrations d'appliquer les normes définies par l'ISO,

soucieux

de faciliter l'identification des marquages postaux, ainsi que la manutention et le tri des sacs, cartons et boîtes d'emballage,

recommande

aux Administrations postales ce qui suit:

- a) utiliser, pour la fermeture des sacs d'emballage, un dispositif adhésif ou autocollant, surtout pour protéger le personnel contre les risques d'accident du travail; la dernière méthode devant être utilisée, en particulier, lorsqu'il est exigé que le contenu d'un envoi puisse être contrôlé;
- b) veiller à ce que les marquages soient conformes aux dispositions pertinentes de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution pour ce qui concerne la zone adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage;
- c) prévoir une zone réservée à l'apposition de timbres sur les sacs d'emballage, cela pour des raisons techniques et de méthodes de travail, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- d) prévoir, par accord mutuel, des zones définies pour les marques et empreintes sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, à savoir:
 - zone spécifique pour l'apposition de marques postales techniques;
 - zone spécifique pour la catégorie postale des envois;

- e) utiliser une seule combinaison de couleur sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, combinaison établissant le meilleur contraste possible entre la couleur de l'emballage et la couleur des marquages imprimés;
- f) au cas où il est possible de normaliser la zone réservée à l'adresse sur les sacs, cartons et boîtes d'emballage, étudier l'utilisation éventuelle de sacs, cartons et boîtes d'emballage ne portant aucun texte imprimé;
- g) ne pas exiger un emballage distinct dans le service postal international pour les cartons et boîtes d'emballage;
- h) porter à la connaissance de leurs usagers les recommandations ci-dessus.

Motifs. –

1. Par sa décision C 21, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CCEP «d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales». L'étude 635 «Emballages utilisés pour le transport des envois postaux» correspondante, menée sous la forme d'une enquête par la Finlande comme pays animateur, a été achevée par la présentation, au CCEP de 1986, du rapport y afférent.
2. Après examen du rapport par le CCEP, à sa session de 1986, et compte tenu des conclusions de l'étude, il a été décidé:
 - de transmettre à l'ISO le rapport de cette étude pour examen et suggestions;
 - de diffuser aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, par lettre-circulaire du Bureau international, en même temps que le rapport de l'étude 635, le compte rendu des débats le concernant;
 - de présenter au Congrès de 1989 une proposition reprenant les recommandations que l'animateur de l'étude a suggérées dans son rapport.
3. L'ISO a fait savoir au Bureau international qu'elle n'avait pas d'observations à formuler sur le rapport en question. Par ailleurs, le Bureau international a diffusé aux Administrations postales des Pays-membres de l'UPU le rapport de l'étude en même temps qu'un extrait du rapport de la Commission 3 du CCEP contenant le résumé des débats relatifs à la question des emballages (LC 4435.635(D)2223 du 22 décembre 1986).
4. Les conclusions du rapport et les débats au sein du CCEP font ressortir qu'il est manifestement très difficile de définir des normes internationales pour les matériaux d'emballage des envois postaux. En fait, seules trois Administrations ont répondu qu'elles considéraient que la normalisation était nécessaire. D'ailleurs, les Administrations peuvent toujours se servir des normes émises par l'ISO dans le domaine de l'emballage.
5. Toutefois, le but étant de mieux uniformiser l'emballage que cela n'en est le cas actuellement et de mieux l'adapter au trafic postal international, il est proposé au Congrès d'adopter les recommandations ci-dessus formulées sur la base de l'analyse des réponses des Administrations postales au questionnaire qui a été diffusé et des résultats de l'étude.

CONVENTION, RÈGLEMENT (RÉGLEMENTATION)

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

2501.1/Rev 1

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

Les différences dans les comptes inscrits sur les formules énumérées ci-dessus, y compris les différences de poids inscrites sur les comptes particuliers AV 5bis, ne sont pas prises en considération si elles ne dépassent pas au total 30 francs-or (9,80 DTS) par compte.

Motifs. – Comme il n'y avait jusqu'ici – à l'exception des CP 16 et AV 5 – pas de réglementation relative aux différences dans les comptes, il est proposé d'inclure dans les dispositions générales une réglementation globale pour toutes les sphères de décompte.

Note pour la Commission de rédaction. –

En cas d'adoption de cette proposition, suppression:

- Règlement d'exécution de la Convention postale universelle, article 222, paragraphe 8.
- Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, article 150, paragraphe 4.

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2501.2

Paragrapes 1 et 2. Les modifier comme suit et ajouter le nouveau paragraphe 2bis ci-après:

1. Chaque Administration établit ses comptes et les /.../ transmet par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à ses correspondants, en double expédition. L'un des exemplaires acceptés, éventuellement modifié ou accompagné d'un état des différences, est renvoyé à l'Administration créancière. Ce compte sert de base pour l'établissement, le cas échéant, du décompte /.../ général postal établi trimestriellement entre les deux Administrations ou pour la liquidation directe des créances. Le modèle de la formule de décompte C 19bis est ci-annexé. Si, dans un délai d'un mois à compter du jour de l'envoi du décompte, l'Administration débitrice ne soulève pas d'objections, le paiement doit être effectué en faveur de l'Administration créancière, qui en sera informée par une notification. L'établissement et l'envoi d'un décompte général postal C 19bis peuvent intervenir, sans attendre que tous les comptes postaux soient renvoyés et acceptés, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve créancière. La vérification du décompte C 19bis par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois à partir de la date de l'envoi du décompte.

2. Dans le montant de chaque compte établi en francs-or ou en DTS sur les formules C 20, C 20bis, C 21, C 21bis, C 23, C 24, C 31/CP 22, CP 16, /.../ AV 5, /.../ AV 12 et C 19bis, il est fait abandon des décimales dans le total ou le solde.

2bis. Lorsque le solde du décompte général postal n'excédant pas 50 francs-or (16,33 DTS) par trimestre et reporté continuellement ne dépasse pas 50 francs-or (16,33 DTS) à la fin de l'année, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

Motifs. – Pour l'échange des comptes postaux et la liquidation urgente des créances, il est nécessaire que les règles communes applicables au service postal international prévoient la transmission des documents comptables par la voie la plus rapide (conséquence de la proposition 4622.1 et du paragraphe 6 de l'article 150 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux).

La pratique de la comptabilité internationale a révélé que la liquidation des comptes est réalisée directement entre les Administrations correspondantes ou en utilisant le décompte. Les formules actuelles de décompte CP 18 et AV 11 sont à présent utilisées et adoptées par les Administrations pour inscrire les créances dues pour toute sorte de trafic postal.

Il est donc nécessaire de donner aux Administrations une réglementation qui prévoie tant la liquidation directe des comptes que la compensation des créances par un décompte général unique pour tous les trafics postaux, dont le délai de vérification doit être aussi réglementé (conséquence des propositions 2503.1, 2598.1, 4621.1 et 4622.1 et du paragraphe 6 de l'article 150 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux).

La modification du paragraphe 2 est la conséquence de la proposition visant à créer des formules de décompte général postal unique et de compte d'indemnités C 31/CP 22 (voir aussi la proposition 2598.1).

Le nouveau paragraphe 2bis a repris les dispositions actuelles relatives au seuil d'exonération prévu pour les décomptes CP 18 et AV 11 (conséquence des propositions 4622.1 et 5550.6).

La prévision relative à l'établissement par l'Administration créancière d'un décompte sans attendre les comptes acceptés est reprise dans l'article 101 pour uniformiser les prévisions relatives au décompte postal (conséquence des propositions 4622.1 et 5552.2).

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

CHILI

2501.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Conformément à l'article 113, paragraphe 5, du Règlement général, le Bureau international assure la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international. Les Administrations /.../ peuvent se concerter pour liquider directement entre elles tout ou partie des comptes relatifs au service postal international. Les comptes des services des télécommunications peuvent aussi être compris dans ces décomptes spéciaux.

Motifs. – Actuellement, la liquidation des comptes relatifs au service postal international, à la seule exception du compte des coupons-réponse internationaux, est soumise, en règle générale, à la conclusion d'accords directs entre les Administrations. Pour recourir à l'intervention du Bureau international, il faut que les Administrations se soient mises d'accord entre elles et ledit Bureau. De cette façon, une Administration n'arrivant pas à recouvrer le paiement qui lui est dû au titre de ces comptes, si elle n'a pas obtenu le consentement de son débiteur pour solliciter l'intervention du Bureau international, n'a pas d'autre alternative de liquidation.

De là, il s'ensuit que, dans certains cas, les dispositions mentionnant l'intervention du Bureau international ont un effet nul, le créancier restant soumis à la bonne volonté du débiteur.

Cette situation n'est pas satisfaisante car il est bien entendu que ce qu'il convient de protéger en priorité par le biais de dispositions, c'est le juste paiement des comptes grâce auquel les Administrations peuvent établir entre elles un équilibre financier, plus que jamais nécessaire à notre époque, car c'est lui qui favorise le progrès des services postaux et leur donne un niveau d'efficacité capable de se mesurer à la concurrence.

Cet équilibre peut s'obtenir si l'on établit comme règle générale que tous les comptes relatifs au service postal soient liquidés par l'intermédiaire du décompte général du Bureau international, ce qui donnera la garantie d'un paiement effectué en temps voulu, sans pour autant remettre en question la faculté qu'ont les Administrations intéressées de s'entendre directement entre elles.

La suggestion précédente, outre le fait qu'elle accorde au créancier la protection qui lui est due, car il recevra son paiement par l'intermédiaire du décompte général sans être obligé de se soumettre à un accord bilatéral, bénéficie aussi dans une grande mesure au débiteur qui, par le biais de la compensation, pourra voir sa situation d'endettement s'améliorer.

Par ailleurs, l'introduction d'une disposition allant dans ce sens aidera les Administrations qui auraient besoin d'une base juridique internationale pour résoudre des problèmes juridiques internes d'ordre financier en leur donnant la possibilité de régulariser leurs paiements au moyen de la compensation.

La présente proposition pose comme règle générale la liquidation de tous les comptes par l'intermédiaire du décompte général du Bureau international et le maintien de la faculté pour les Administrations qui le souhaitent de se concerter entre elles afin de régler leurs problèmes directement.

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

COLOMBIE

2501.4

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Conformément à l'article 113, paragraphe 5, du Règlement général, le Bureau international assure la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international. Les Administrations intéressées se concertent, à cet effet, entre elles et avec le Bureau international et déterminent le mode de liquidation. /.../

Motifs. – La phrase supprimée dit ceci: «Les comptes des services des télécommunications peuvent aussi être compris dans ces décomptes spéciaux.» Il convient de supprimer cette partie du paragraphe 3, car elle traite de services relevant de la compétence de l'Union internationale des télécommunications.

Appuis. – Equateur, Vénézuéla.

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

ARGENTINE

2501.5

Amendement à la proposition 2501.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les différences dans les comptes inscrits sur les formules énumérées ci-dessus /.../ ne sont pas prises en considération si elles ne dépassent pas au total 30 fr-or (9,80 DTS) par compte.

Motifs. – La mention «y compris les différences de poids inscrites sur les comptes particuliers AV 5bis» a été supprimée, car cette formule «Etat des poids des dépêches-avion reçues» n'a pas de lien avec la règle du présent article qui traite de l'établissement et de la liquidation des comptes. De toute façon, l'idée pourrait être reprise dans l'article 172, paragraphe 2, du Règlement par la mention que les différences jusqu'à un poids déterminé du poids total indiqué dans l'AV 5bis ne sont pas prises en considération.

En outre, l'Administration argentine estime que si l'on approuve cette proposition, il convient de prendre en considération le dépassement de 25 fr-or (8,17 DTS) indiqué dans l'article 67, paragraphe 4, de la Convention.

Article 101

Etablissement et liquidation des comptes

CHILI

2501.6

Amendement à la proposition 2501.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration établit ses comptes et les transmet par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à ses correspondants, en double expédition. L'un des exemplaires acceptés, éventuellement modifié ou accompagné d'un état des différences, est renvoyé à l'Administration créancière par la voie la plus rapide. Ce compte (le reste sans changement).

Motifs. – Le retard de la réception des comptes acceptés avec modification pose des problèmes comptables. En effet, l'Administration créancière – une fois les trois mois passés – après l'établissement du compte, considère de plein droit ce dernier comme accepté et le fait passer dans sa comptabilité. Mais il arrive que plusieurs mois après, le compte accepté arrive avec des modifications, d'où les préjudices évidents que ce retard produit.

Considérant que le principe de transmission des comptes par la voie la plus rapide, énoncé au paragraphe 10 de l'article 222 a été inséré dans le paragraphe 1 de la proposition 2501.2, il est proposé d'étendre ce principe au retour des comptes acceptés ou éventuellement modifiés.

Article 103

Règles de paiement

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2503.1

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Le paiement doit être effectué aussi rapidement que possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de six semaines à partir de la date d'envoi pour les décomptes généraux établis par le Bureau international et de la date d'acceptation ou de la date de notification de l'admission de plein droit pour les /.../ comptes ou les décomptes généraux postaux établis entre les Administrations correspondantes indiquant les sommes ou les soldes à régler; passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt à raison de 6 pour cent par an à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai. L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes ou les décomptes qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent. (Le reste sans changement.)

Motifs. – La mention du décompte général postal est la conséquence de la proposition 2501.2.

Le délai de garde des archives des documents postaux est toujours la référence pour tout règlement postal, donc il doit être parmi les règles communes applicables à tous les comptes et décomptes postaux.

Voir également les propositions 3582.3, 3585.3, 5550.5 et 5552.2.

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

2509.1

Modifier le paragraphe 3 comme suit:

3. Les Administrations doivent fournir au Bureau international deux exemplaires de la documentation qu'elles publient tant sur le service intérieur que sur le service international. Elles fournissent également, dans la mesure du possible, les autres ouvrages publiés dans leur pays et concernant le service postal.

Motifs. – Voir proposition 1507.1.

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

SUISSE

2509.2

Paragraphe 1. Créer la nouvelle lettre hbis) suivante:

hbis) la liste de leurs bureaux d'échange chargés du traitement de la poste aux lettres avec les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et télécopieurs;

Motifs. – Les renseignements en question permettraient un contact rapide et direct entre les bureaux d'échange, notamment afin d'accélérer la liquidation des cas de recherches et autres irrégularités. Ces renseignements pourraient être repris dans le Recueil de la Convention.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Suède, Vatican.

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

2509.3

Paragraphe 1. Ajouter la lettre nbis) suivante:

nbis) les objectifs de qualité de service fixés pour la distribution dans leur pays des envois prioritaires et par avion et, le cas échéant, des envois non prioritaires et de surface, conformément à l'article 32bis de la Convention.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2032.91.

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

2509.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations doivent communiquer au Bureau international:
 - a) à c) (sans changement);
 - d) les frais de transport extraordinaire perçus en vertu de l'article 66, paragraphe 1, de la Convention ainsi que la nomenclature des pays auxquels s'appliquent ces frais et, s'il y a lieu, la désignation des services qui en motivent la perception;
 - e) à k) (sans changement);
 - l) la liste des services de transport en partance de leur pays et utilisés pour le transport des dépêches de surface (y compris des dépêches S.A.L.) avec indication des localités de départ, des localités de destination, des types de service, de la périodicité, de la durée de transport, des limitations de capacité, des catégories de courrier pour lesquelles le transit à découvert est offert, des frais de transport par kg et, si les frais ne sont pas payables à l'Administration du pays de départ, des observations nécessaires à ce sujet;
 - m) et n) (sans changement).

Motifs. –

- 1° Modification de la lettre d): Conséquence de la proposition 3066.1.
- 2° Modification de la lettre l): Lors d'une consultation concernant le courrier S.A.L. en transit (lettre-circulaire n° 3390(B)1055 du 19 janvier 1988), la quasi-totalité (93%) des 95 Administrations ayant répondu s'est montrée favorable à ce que le Bureau international procède à la publication d'une liste des services de réacheminement par S.A.L. du courrier en transit. Lors d'une consultation au sein du CE effectuée la même année, la plupart des membres de cet organe ont estimé que la «Liste des lignes de paquebots» devrait être remplacée par une liste des services de transit pour le courrier de surface. Cette nouvelle liste devrait contenir des renseignements succincts sur tous les services de transit offerts (l'acheminement traditionnel par voies maritime et territoriale, le transport S.A.L. du courrier en transit, le transport multimodal par conteneur et le transport porte-à-porte).

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

CANADA

2509.5

Paragraphe 1. Ajouter la lettre abis) suivante:

abis) leur accord quant à la réception de dépêches contenues dans des enveloppes AV 9:

Motifs. – Conséquence de la proposition 4602.2.

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2509.6

Amendement à la proposition 2509.2

Paragraphe 1, lettre hbis). La modifier comme suit:

hbis) la liste de leurs bureaux d'échange chargés du traitement de la poste aux lettres avec les renseignements concernant la dénomination exacte et l'adresse de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et télécopieurs;

Motifs. – Pour garantir la bonne réception en temps voulu des documents nécessaires par les bureaux d'échange, l'adresse des bureaux a été ajoutée aux renseignements à fournir au Bureau international.

Article 111

Publications

CONSEIL EXÉCUTIF

2511.1

Modifier le paragraphe 4 comme suit:

4. Les modifications apportées aux diverses publications énumérées aux paragraphes 1 et 3 sont notifiées par circulaire, bulletin, supplément ou autre moyen convenable.

Motifs. – Voir proposition 1507.1.

Article 111

Publications

CONSEIL EXÉCUTIF

2511.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il publie, en outre, au moyen des éléments fournis par les Administrations et, éventuellement, par les Unions restreintes en ce qui concerne la lettre a) ou par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la lettre f):

a) et b) (sans changement);

c) un recueil de transit contenant:

1° une liste des distances kilométriques afférentes aux parcours territoriaux des dépêches en transit;

2° une liste des services de transit offerts pour le courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.);

d) (supprimé);

e) à l) (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 2509.4. La liste des distances kilométriques et la liste des lignes de paquebots sont actuellement placées dans un même classeur. Il paraît opportun d'utiliser un seul classeur également pour la liste des distances kilométriques et la nouvelle liste des services de transit.

Article 112

Distribution des publications

CONSEIL EXÉCUTIF

2512.1

Modifier les paragraphes 1, 2 et 3 comme suit:

1. Les publications éditées par le Bureau international sont distribuées aux Administrations selon les règles suivantes:
 - a) toutes les publications, à l'exception de celles qui sont visées à la lettre b): trois exemplaires dont l'un dans la langue officielle et les deux autres soit dans la langue officielle, soit dans la langue demandée selon l'article 107 du Règlement général;
 - b) (sans changement).
2. Au-delà du nombre d'exemplaires distribués, à titre gratuit, en vertu du paragraphe 1, les Administrations peuvent acquérir les publications du Bureau international au prix de revient.
3. Les publications éditées par le Bureau international sont également transmises aux Unions restreintes.

Motifs. – Voir proposition 1507.1.

Article 113

Adresse. Conditionnement

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2513.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Sauf dans les cas où il en est disposé autrement dans le présent Règlement, les mentions et étiquettes de service doivent être apposées du côté de la suscription de l'envoi, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Les mentions de service sont à rédiger en français ou dans une autre langue généralement connue dans le pays de destination; une traduction dans la langue du pays d'origine peut être jointe auxdites mentions.

Motifs. – Les dispositions actuelles portant sur la rédaction des mentions de service ne sont pas uniformes du tout, et ce sans raison aucune.

Il est prévu actuellement:

- une mention en français (sans alternative, sans traduction): article 138 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- une mention en français (avec une alternative, sans traduction): article 135, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- une mention en français ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine: article 72 de la Convention postale universelle; article 115, lettres a), b) et c); article 117, paragraphe 1; article 131, paragraphe 1; article 200 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- une mention en français ou son équivalent dans une langue connue dans le pays de destination, sans traduction: article 122, paragraphe 2; article 126, paragraphe 4; article 130, paragraphe 1; article 136 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle;
- une mention en français ou une mention équivalente dans une autre langue: article 125, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

Cette proposition vise à uniformiser cette variété de possibilités de sorte que, dans cette disposition générale portant sur l'emplacement des mentions et étiquettes de service, il soit également déterminé dans quelle langue celles-ci doivent ou peuvent être rédigées.

Dans ce contexte, il convient d'attribuer la priorité au français en tant que langue de l'Union, comme cela est déjà le cas dans un grand nombre de réglementations; en outre, il peut toujours y être ajouté une traduction dans la langue du pays d'origine – ceci étant important pour l'acceptation et le départ des envois. Il doit être aussi généralement admis d'utiliser une langue généralement connue dans le pays de destination; cela contribue à une meilleure compréhension dans le domaine de l'Administration de destination.

Remarque. – L'acceptation de cette proposition entraîne des conséquences d'ordre rédactionnel pour les dispositions mentionnées dans les motifs avancés.

Appuis. – Autriche, Belgique, Finlande, Grèce, Islande, Italie, Portugal, Suède, Turquie, Yougoslavie.

Article 113

Adresse. Conditionnement

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2513.2

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Les enveloppes dont les bords sont munis de barrettes en couleurs sont réservées exclusivement aux correspondances-avion.

Motifs. – L'objet de cette proposition est de rendre plus claire la réglementation relative à l'emploi d'enveloppes à bordure. Les enveloppes à bordure sont aussi utilisées actuellement pour le courrier de surface acheminé par avion (S.A.L.). L'emploi d'enveloppes à bordure pour des envois S.A.L. complique le traitement du courrier dans le pays de destination et permet aux envois S.A.L. de bénéficier du traitement aérien sans que la taxe aérienne ait été payée. La modification rédactionnelle permettra d'indiquer clairement que les enveloppes à bordure doivent servir exclusivement à la correspondance-avion et ne doivent pas être utilisées pour le courrier S.A.L.

Article 113

Adresse. Conditionnement

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2513.3

Paragraphe 1. Ajouter la lettre jbis) suivante:

jbis) le type d'adresse suivant est admis, à titre exceptionnel, en français ou dans une langue acceptée par le pays de destination, pour les imprimés: M. Jean Dupont, ou tout autre occupant des lieux.

Motifs. – La présente proposition donnera aux expéditeurs d'envois publicitaires directs et d'imprimés la faculté de mentionner un autre destinataire possible en cas d'impossibilité de remise au destinataire désigné, ce qui leur permettra d'atteindre l'occupant actuel des lieux, but de l'expéditeur de courrier en nombre. Cette possibilité d'adressage délivrera l'Administration distributrice du soin de traiter les imprimés non distribuables, selon les conditions prescrites aux articles 34 et 35, du fait que les imprimés portant la mention «ou tout autre occupant des lieux» seront laissés à l'adresse indiquée, et supprimera le besoin de réexpédier l'envoi ou de le renvoyer à l'expéditeur.

Article 113

Adresse. Conditionnement

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2513.4

Paragraphe 1, lettre d). La modifier comme suit:

- d) de libeller très lisiblement l'adresse en caractères latins et en chiffres arabes, de l'écrire de façon compacte, sans ligne vierge entre la ligne portant le lieu de destination et les autres éléments de l'adresse, sans espacer les lettres des mots et de la mettre sur la partie droite dans le sens de la longueur. Si d'autres caractères et chiffres sont utilisés dans le pays de destination, il est recommandé de libeller l'adresse également en ces caractères et chiffres;

Motifs. – L'enquête menée dans le cadre de l'étude 636 du CCEP «Zone adresse sur les documents – Éléments constitutifs d'une adresse postale» sur l'utilité ou non de laisser subsister dans l'adresse postale, comme cela se pratique dans certains pays, une ligne vierge séparant le lieu de destination du reste de l'adresse du destinataire, révèle que cette pratique destinée à faciliter le tri manuel fait perdre une ligne pour les éléments de l'adresse et est de nature à perturber la lecture optique; le lecteur pouvant ne pas retenir le lieu de destination, mais plutôt une autre indication du bloc de l'adresse.

Une autre particularité, de tradition dans certains pays, consistant à écrire le lieu de destination en espaçant chaque lettre du mot, a pour effet de limiter, pour sa part, le nombre de caractères pouvant être inscrits sur la ligne et est également source d'inconvénients dans la lecture optique d'adresses.

Article 113

Adresse. Conditionnement

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2513.5

Paragraphe 1, lettre e). La modifier comme suit:

- e) d'écrire en capitales le nom de la localité, complété le cas échéant par le numéro d'acheminement postal ou par le numéro de la zone de distribution correspondant, ainsi que le nom du pays de destination, sans les souligner;

Motifs. – L'enquête menée dans le cadre de l'étude 636 du CCEP «Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale» sur le soulignement du lieu de destination en usage dans certains pays fait ressortir que cette pratique comporte des inconvénients qu'il y a lieu d'éviter. Il est prouvé en effet que, si ce soulignement se détache bien des lettres, cela n'a aucune influence négative sur la lecture optique de l'adresse. Mais, généralement, ce soulignement coupe les jambages des lettres minuscules «g», «j», «p», «q», «y», ce qui peut perturber la lecture optique de l'adresse.

La majorité des Administrations consultées à ce sujet est favorable à l'adjonction d'une disposition sur cette particularité importante de l'adresse postale.

Article 113

Adresse. Conditionnement

CANADA

2513.6

Paragraphe 1, lettre g). La modifier comme suit:

- g) d'indiquer le nom et l'adresse de l'expéditeur, avec le cas échéant le numéro d'acheminement postal ou le numéro de la zone de distribution. Ne doit figurer sur l'enveloppe ou l'emballage qu'une seule adresse de retour. Lorsque /.../ l'adresse de retour figure du côté de la suscription des enveloppes, /.../ elle doit être placée dans l'angle supérieur gauche;

Motifs. – On voit de plus en plus d'envois de la poste aux lettres porter plus d'une adresse de retour sur l'enveloppe ou l'emballage. Cela jette la confusion non seulement dans l'esprit des clients mais aussi des agents postaux chargés de renvoyer ce genre d'envois, les adresses de retour ayant généralement pour destination deux pays différents.

Afin de résoudre ce problème, il est présenté deux propositions. La présente fixe une règle claire, autrefois considérée comme allant de soi mais qui ne peut plus l'être aujourd'hui. La seconde (proposition 2543.3) prescrit ce qu'il faut faire en cas d'inobservations de cette règle, c'est-à-dire en cas de découverte d'envois non distribuables portant plus d'une adresse de retour.

Appuis. – Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Norvège.

Article 113

Adresse. Conditionnement

**AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), CANADA, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE**

2513.7

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'enveloppe ou l'emballage ne peut comporter qu'une seule adresse d'expéditeur, celle-ci devant se situer dans le pays d'origine de l'envoi.

Motifs. – On voit de plus en plus d'envois de la poste aux lettres porter plus d'une adresse d'expéditeur sur l'enveloppe ou l'emballage. Cela jette la confusion non seulement dans l'esprit des clients, mais aussi des agents postaux chargés de renvoyer ce genre d'envoi, les adresses d'expéditeur ayant généralement pour destination deux pays différents.

Cette proposition fixe une règle claire en la matière en précisant que l'adresse de l'expéditeur doit se situer dans le pays d'origine (c'est-à-dire le pays de dépôt de l'envoi).

Appuis. – Belgique, Chypre, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Suède, Turquie.

Article 113

Adresse. Conditionnement

CHILI

2513.8

Amendement à la proposition 2513.3

Paragraphe 1. Modifier la lettre jbis) comme suit:

jbis) le type d'adresse suivant est admis, à titre exceptionnel, en français ou dans une langue acceptée par le pays de destination, pour les imprimés: /.../ le nom du destinataire, ou tout autre occupant des lieux.

Motifs. – Le présent amendement a pour but de remplacer le nom «Jean Dupont» par «le nom du destinataire» pour dépersonnaliser et simplifier la norme afin d'éviter toute confusion et risque d'erreur au moment de son application.

CONSEIL EXÉCUTIF

2513.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 113bis

Signalisation du mode d'acheminement ou de la priorité

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les envois à traiter comme correspondances-avion ou envois prioritaires dans les Administrations de transit et de destination doivent porter soit une étiquette spéciale de couleur bleue ou une empreinte de même couleur comportant les mots «Par avion», soit à la rigueur ces deux mots en gros caractères écrits à la main ou à la machine, avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Par avion» doit être apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Lorsque le service par avion est remplacé par le service des envois prioritaires, les mots «Par avion» peuvent être remplacés par le mot «Prioritaire».

2. La mention «Par avion» et toute annotation relative au transport aérien ou prioritaire doivent être barrées au moyen de deux forts traits transversaux lorsque l'acheminement, la réexpédition ou le renvoi a lieu par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées ou les envois non prioritaires, conformément aux articles 27, paragraphe 4bis, 34, paragraphe 1bis, ou 35, paragraphe 7bis, de la Convention. Dans le premier cas, il faut en indiquer brièvement les motifs.

3. L'Administration d'origine a la faculté d'exiger aussi une signalisation des envois non prioritaires et de surface.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. La proposition est une suite de l'intégration des dispositions concernant les correspondances-avion dans les dispositions concernant la poste aux lettres. L'article proposé remplace l'article 200 ainsi que le paragraphe 1 de l'article 201 (voir propositions 4600.1 et 4601.1). Lors de la consultation, la majorité des Administrations postales ayant exprimé une opinion sur ce sujet a été d'avis que les correspondances-avion et les envois prioritaires devraient porter la mention «Par avion». Lorsque les envois prioritaires sont transportés par la voie de surface, les mots «Par avion» ne conviennent pas. Il sied donc d'admettre la signalisation «Prioritaire», pourvu que la couleur de l'étiquette ou de l'empreinte soit bleue.

La plupart des Administrations ayant répondu à la question ont également estimé que les envois non prioritaires et de surface doivent avoir une signalisation, mais il ne se dégage pas une majorité pour une solution spécifique. C'est pourquoi le paragraphe 3 a été ajouté.

Article 113bis

Signalisation du mode d'acheminement ou de la priorité

ARGENTINE

2513.92

Amendement à la proposition 2513.91

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les envois à traiter comme correspondances-avion ou envois prioritaires dans les Administrations de transit et de destination doivent porter soit une étiquette spéciale de couleur bleue ou une empreinte de même couleur comportant les mots «Par avion», soit à la rigueur ces deux mots en gros caractères écrits à la main ou à la machine, avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Par avion» doit être apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Lorsque /.../ les envois prioritaires doivent être transportés par voie de surface, les mots «Par avion» peuvent être remplacés par le mot «Prioritaire».

Motifs. – Préciser plus clairement la portée de ce paragraphe et le mettre pleinement en harmonie avec les motifs invoqués dans la proposition 2513.91. De cette façon, tout risque de difficulté d'interprétation du paragraphe 1 dans son ensemble est évité.

Article 114

Envois poste restante

CORÉE (RÉP.)

2514.1

Le modifier comme suit:

L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer le nom du destinataire et le bureau de poste où l'envoi doit être retiré avec la mention «Poste restante» écrite en caractères gras du côté de l'adresse. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

Motifs. – Il arrive fréquemment que des bureaux de poste reçoivent des envois adressés «poste restante» sans que soit précisé le nom du bureau de poste où l'envoi doit être distribué (retiré). Il n'y a pas moyen de savoir dans quel bureau de poste cet envoi doit être laissé pour être retiré par le destinataire.

Article 118

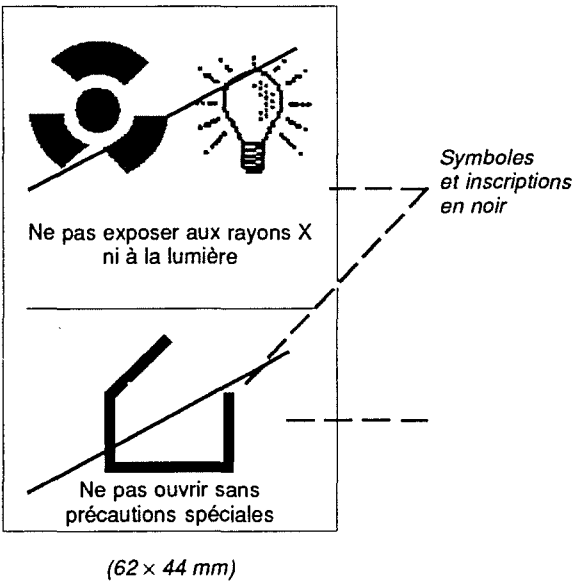
Conditionnement. Emballage

CONSEIL EXÉCUTIF

2518.1

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Les envois contenant des marchandises que l'expéditeur ne souhaite pas voir faire l'objet d'un contrôle à l'aide d'appareils radiographiques ou qui ne devraient pas être ouverts sans précautions spéciales (matériel photographique, tissus vivants, etc.) doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur jaune clair portant la mention et les symboles suivants:



Motifs. – Cette proposition de l'Administration douanière de la Tchécoslovaquie, présentée à la 11e réunion du Comité de contact CCD/UPU, vise à créer une étiquette spéciale pour la désignation des colis postaux qui ne doivent pas être ouverts en raison de la sensibilité de leur contenu. Une enquête menée par le BI (lettre-circulaire n° 3710(B)1880 du 26 septembre 1986) a fait ressortir que les Administrations postales, comme les Administrations douanières, favorisent l'utilisation d'une étiquette spéciale pour désigner les colis en question, la douane se réservant toutefois le droit de vérifier les envois visés si elle le juge nécessaire. Les symboles adoptés sont ceux utilisés par l'ISO. L'étiquette établie par le BI en collaboration avec la Tchécoslovaquie a été approuvée par le Comité de contact CCD/UPU et par le CE. Voir également la proposition corrélative 5505.1.

Article 118

Conditionnement. Emballage

CONSEIL EXÉCUTIF

2518.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les envois contenant des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants:

Symbole et inscription en noir

URGENT

☐ MÉDICAMENTS¹

☐ SUBSTANCES CHIMIQUES DE RÉFÉRENCE¹

¹ Cocher la case qui convient

Fond vert clair

(Dimensions 62 × 44 mm)

Motifs. – Suite à une résolution adoptée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette organisation a demandé à l'UPU et au Conseil de coopération douanière (CCD) de lui apporter leur concours pour faciliter l'importation, au niveau international, des substances chimiques de référence. Le projet d'étiquette, élaboré par le Bureau international suite à des consultations au sein du Comité de contact CCD/UPU, a été approuvé par l'OMS ainsi que par le Comité de contact lors de sa treizième réunion en janvier 1988, et ensuite par le CE 1988. Voir également la proposition 5505.2.

Article 122

Conditionnement. Vérification du contenu

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2522.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les imprimés et les cécogrammes doivent être conditionnés de manière que leur contenu soit suffisamment protégé sans qu'une vérification prompte et facile en soit entravée. Ils doivent être placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans des enveloppes ou des étuis ouverts, dans des enveloppes ou des étuis non cachetés mais fermés de manière à pouvoir être facilement ouverts et refermés et n'offrant aucun danger ou entourés d'une ficelle qu'il est facile de dénouer. L'Administration d'origine détermine si la fermeture de ces envois permet une vérification prompte et facile du contenu. Les imprimés contenant des livres ou des brochures peuvent être admis sous emballage d'origine clos et transparent. Aucune condition spéciale de fermeture n'est exigée pour les cécogrammes et pour les imprimés contenant des livres ou des brochures: (le reste sans changement).

Motifs. –

1. La disposition arrêtée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 prévoyait que, pour leur protection, les livres et les brochures pouvaient être expédiés sous emballage d'origine clos et transparent. Le Congrès de Hamburg 1984 a également décidé par souci de protection des objets expédiés de n'exiger aucune condition spéciale de fermeture pour les imprimés contenant des livres. Suite à cette modification mentionnée en dernier, le texte de la disposition a perdu quelque peu de son équilibre, si bien que, actuellement, les brochures peuvent être envoyées sous emballage d'origine (intérieur) transparent, mais sous emballage extérieur ouvert, tandis que les livres peuvent être expédiés sans emballage d'origine (intérieur) protecteur mais, par contre, sous emballage extérieur clos.

La modification proposée ici rectifie la disposition dans le sens prévu à l'origine et assure la protection optimale des livres et des brochures grâce à l'admission de l'emballage d'origine (intérieur) transparent et à la renonciation aux exigences particulières portant sur la fermeture de l'emballage extérieur.

2. Les cécogrammes doivent actuellement toujours être déposés ouverts.

Les aveugles désirent cependant depuis longtemps que soit admis un emballage clos pour les écrits cécographiques, qui sont en général très volumineux et relativement lourds. Au lieu de l'emballage coûteux actuellement utilisé, on préférerait utiliser une pellicule rétractable pouvant être fermée par soudure, celle-ci étant plus avantageuse.

Il n'est plus possible d'ignorer ces souhaits justifiés qui s'orientent sur les réglementations relatives aux imprimés contenant des livres. C'est pourquoi il conviendrait à l'avenir d'admettre également les cécogrammes sous emballage clos.

Appuis. – Islande, Luxembourg, Suisse, Yougoslavie.

Article 122

Conditionnement. Vérification du contenu

NOUVELLE-ZÉLANDE

2522.2

Le modifier comme suit:

1. /.../ Aucune condition spéciale de fermeture n'est exigée pour les imprimés /.../, les petits paquets ou les cécogrammes; ces envois peuvent être ouverts pour vérification de leur contenu. Les Administrations intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.
2. (Supprimé.)
3. Quand les imprimés /.../ sont insérés sous emballage en matière plastique clos, soit transparent soit opaque, l'adresse du destinataire, disposée dans le sens de la plus grande dimension, l'adresse de l'expéditeur, l'empreinte de la machine à affranchir prévue à l'article 193 ou l'empreinte d'affranchissement prévue à l'article 194 peuvent être placées sous la pellicule de plastique, de manière telle qu'elles soient parfaitement lisibles à travers le ou les panneaux transparents prévus à cet effet. L'emballage doit comporter, du côté de la suscription, une partie suffisamment large permettant, comme le papier, d'indiquer soit à la main, soit au moyen d'une étiquette, ou de tout autre procédé, les mentions de service, les motifs éventuels de non-distribution ou, le cas échéant, la nouvelle adresse du destinataire; une partie de l'emballage assez large du côté de l'adresse doit avoir la qualité du papier. Les envois sous emballage en matière plastique peuvent aussi être affranchis au moyen d'empreintes de machines à affranchir apposées sur une étiquette autocollante ou d'une manière indélébile sur l'emballage même.
4. (Supprimé.)

Motifs. – Le but de la présente proposition est de supprimer des restrictions inutiles quant à la façon de confectionner les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets, tout en laissant en même temps la possibilité aux Administrations d'origine de vérifier le contenu en demandant que des envois soient ouverts pour inspection.

Actuellement, c'est l'Administration d'origine qui juge si la fermeture des imprimés permet une vérification rapide et facile. Cette disposition est interprétée par les Administrations de diverses façons. En fait, depuis que les dispositions concernant la fermeture d'envois contenant des livres ont été introduites à Hamburg, une grande proportion des imprimés transmis par la poste internationale sont en fait hermétiquement clos. Les dispositions concernant le conditionnement des imprimés ont été assouplies au fil des ans, de plusieurs manières:

- les imprimés contenant des brochures ou des magazines peuvent aujourd'hui être insérés dans des emballages en plastique transparent fermés;
- les conditions de fermeture des imprimés contenant des livres sont devenues moins strictes;
- la fermeture des envois d'imprimés en nombre, pourvus d'une mention de permis, a été autorisée;
- les conditions de fermeture des petits paquets sont devenues plus libres.

De la sorte, les dispositions restrictives, rébarbatives aux yeux des clients, ne régissent que les envois des usagers ordinaires de la poste. En fait, une grande proportion des envois appartenant à la catégorie des imprimés et postés par les particuliers sont complètement fermés. On ne voit donc pas pourquoi les nouvelles dispositions ne devraient pas s'appliquer à tous les imprimés.

Les autorités douanières ne voient pas d'objection à ce que l'expéditeur ferme un envoi, à condition que le contrôle douanier puisse toujours s'exercer. (L'annotation 6 à l'article 122 porte sur l'attitude du CCD à l'égard de la fermeture des envois AO.)

Variante 2

Article 122

Conditionnement. Vérification du contenu

NOUVELLE-ZÉLANDE

2522.3

Ajouter le paragraphe 4bis suivant:

4bis. A titre exceptionnel et par dérogation aux paragraphes 1 à 3, l'Administration d'origine peut autoriser la fermeture des imprimés et des cécogrammes, conformément aux dispositions appliquées en régime intérieur.

Motifs. – Les mêmes que ceux invoqués dans la variante 1. Les restrictions actuelles n'ont pas de nécessité et ne servent aucun but utile. Il convient de les modifier pour donner aux Administrations d'origine le droit, à titre exceptionnel, de décider si les envois peuvent être fermés (quel que soit leur contenu) en vue de simplifier les procédures d'acceptation, dans la ligne de celles appliquées en régime intérieur.

La présente proposition est soumise pour le cas où le Congrès serait réticent à accepter la proposition 2522.2 (variante 1).

Note. – La présente proposition deviendra caduque si la proposition 2522.2 est adoptée.

Article 123

Envois sous enveloppe à panneau

JAPON

2523.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les envois sous enveloppe entièrement transparente peuvent être admis si la surface de l'enveloppe est conçue de façon à ne pas compliquer le traitement du courrier. Une étiquette suffisamment grande pour faire apparaître l'adresse du destinataire, l'affranchissement ainsi que les mentions de service doit être solidement fixée sur la surface extérieure de l'envoi. Les envois sous enveloppe à panneau ouvert ne sont pas admis.

Motifs. – Les techniques de fabrication des enveloppes ne cessant d'évoluer, on voit apparaître, pour la fermeture des envois postaux, différentes sortes d'enveloppes synthétiques ou en plastique, de même nature que les enveloppes en papier. En outre, afin d'attirer les clients, les fabricants ont récemment mis dans le commerce des enveloppes entièrement transparentes munies d'une étiquette-adresse solidement fixée et suffisamment grandes pour porter les adresses de l'expéditeur et du destinataire, les timbres-poste, les instructions de service, etc. Ces enveloppes ont été admises dans le service intérieur de certains pays, dont le nôtre, sans poser de problème de traitement particulier. Si l'enveloppe subit un traitement antistatique préalable, elle passe sans problème d'adhérence dans les appareils de traitement mécanique tels que les machines à séparer, à redresser et à oblitérer et les trieuses automatiques. Si nous interdisons aux usagers de se servir de ce type d'enveloppes, ceux-ci trouveront peut-être que la poste est trop restrictive et lui chercheront des solutions de remplacement.

De ce point de vue, il convient de modifier la disposition actuelle dans le sens d'une admission des envois sous enveloppe en plastique transparent, moyennant certaines conditions garantissant un flux normal du courrier.

CONSEIL EXÉCUTIF

2524.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 124bisAérogrammes

1. Les aérogrammes doivent être rectangulaires et confectionnés de manière à ne pas entraver le traitement du courrier.

2. Le recto de l'aérogamme est réservé à l'adresse, à l'affranchissement et aux mentions ou étiquettes de service. Il porte obligatoirement la mention imprimée «Aérogamme» et, facultativement, une mention équivalente dans la langue du pays d'origine. L'aérogamme ne doit contenir aucun objet. Il peut être expédié sous recommandation si la réglementation du pays d'origine le permet.

3. Chaque Administration fixe, dans les limites définies à l'article 19, paragraphe 3bis, de la Convention, les conditions d'émission, de fabrication et de vente des aérogrammes.

4. Les correspondances-avion déposées comme aérogrammes mais ne remplissant pas les conditions de ces derniers sont traitées conformément à l'article 27 de la Convention. Néanmoins, les Administrations ont la faculté de les transmettre dans tous les cas par la voie de surface.

5. En cas de transmission par avion d'un envoi visé au paragraphe 4, la mention «Aérogamme» doit être barrée au moyen de deux forts traits transversaux. En cas de transmission d'un tel envoi par voie de surface, la mention «Aérogamme» et, par analogie avec l'article 113bis, paragraphe 2, la mention «Par avion» et toute annotation relative au transport aérien doivent être barrées de la même façon. Le motif de cette suppression doit être indiqué brièvement.

Motifs. – Voir le Congrès – Doc 59 et les propositions 3019.5, 4072.1 et 4601.1. L'article proposé remplace les articles 72, paragraphes 3 à 5, de la Convention et 201, paragraphe 2, de son Règlement d'exécution.

Article 126

Imprimés

LUXEMBOURG

2526.1

Modifier cet article comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Les Administrations d'origine ont la faculté d'admettre au tarif des imprimés:
 - a) à e) (sans changement);
 - f) les impressions obtenues au moyen d'imprimantes d'ordinateurs ou à la machine à écrire déposées simultanément en plusieurs exemplaires identiques.
- 3 et 4. (Sans changement.)

5. Ne peuvent pas être expédiés comme imprimés:

- a) /.../
- b) les copies obtenues au moyen du décalque /.../ ou faites à la main; /.../

(Le reste sans changement.)

Motifs. – Une réglementation n'a de valeur que si elle est exécutable au niveau des services concernés. Or, il devient de plus en plus difficile de déterminer si un imprimé a été produit au moyen d'une machine à écrire ou d'une imprimante d'ordinateur.

Il vaudrait donc mieux admettre les pièces obtenues à la machine à écrire comme imprimés pour éviter des divergences d'interprétation avec les clients.

Des abus ne sont pas à craindre, vu que ces envois devront toujours être expédiés en plusieurs exemplaires identiques.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Chypre, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie.

Article 127

Imprimés. Annotations et annexes autorisées

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2527.1

Paragraphe 5, lettre b). La modifier comme suit:

- b) aux productions littéraires ou artistiques imprimées: la facture ouverte se rapportant à l'objet envoyé et réduite à ses énonciations constitutives ainsi que des copies de cette facture, un bulletin de livraison, des formules de versement (le reste sans changement);

Motifs. – Très souvent, les productions littéraires ou artistiques imprimées ne sont livrées qu'à condition qu'elles aient été payées d'avance, si bien que ce ne sont ni des factures, ni des formules de paiement qui sont jointes aux envois en question, mais des bulletins de livraison. Cela n'est cependant pas admis d'après le libellé actuel.

La modification proposée ici mène à une réglementation mieux adaptée aux besoins des clients sans pour autant provoquer un risque d'abus.

Appuis. – Autriche, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Liechtenstein, Suède, Suisse, Yougoslavie.

Article 127

Imprimés. Annotations et annexes autorisées

LUXEMBOURG

2527.2

Paragraphe 5, lettre a). La modifier comme suit:

- a) à tous les imprimés: une carte, une enveloppe ou une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire dans le pays de dépôt du premier envoi; celles-ci peuvent être affranchies pour le retour au moyen de timbres-poste ou de marques d'affranchissement postales du pays de destination du premier envoi;

Motifs. – Les clients doivent également pouvoir utiliser les figurines débitées par les distributeurs de marques d'affranchissement installés par les Administrations postales.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Espagne, Turquie, Yougoslavie.

Article 127

Imprimés. Annotations et annexes autorisées

AUSTRALIE

2527.3

Paragraphe 5, lettre a). La modifier comme suit:

- a) à tous les imprimés: une carte, une enveloppe ou une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire dans le pays de dépôt ou de destination du premier envoi; celles-ci peuvent être affranchies pour le retour au moyen de timbres-poste du pays de destination du premier envoi;

Motifs. – Il est fréquent que des sociétés internationales aient des succursales ou des représentants dans des pays autres que le pays où elles ont leur siège social. Ces sociétés, dont un grand nombre sont des clients importants de la poste, voient leurs échanges entravés par la poste qui les empêche de renvoyer des cartes, des enveloppes ou des chemises ailleurs que dans le pays de dépôt.

Ce serait faire preuve d'esprit commercial que d'autoriser les expéditeurs à insérer des cartes, des enveloppes ou des chemises pour le retour vers une succursale ou à l'adresse d'un représentant situé dans le pays de destination. Certains concurrents de la poste s'emploient déjà avec succès à assurer ce service.

Les objections qui ont déjà été formulées à l'encontre de cette suggestion s'appuient sur l'argument que le déséquilibre des échanges d'envois AO s'en trouverait aggravé. Mais il faut se rappeler que la compensation des déséquilibres entre les traitements des envois est déjà rémunérée sous la forme du remboursement des frais terminaux.

La présente proposition n'interfère pas avec les dispositions de l'article 23 de la Convention relatif au dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres.

Appuis. – Bangladesh, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Thaïlande.

Article 129

Cécogrammes

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2529.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Les Administrations d'origine ont la faculté d'admettre comme cécogrammes les envois considérés admissibles comme tels dans leur service intérieur.

Motifs. – Les Administrations ont des règlements différents en ce qui concerne les ouvrages ou tout autre envoi à l'usage des aveugles, dans leur service intérieur. Les expéditeurs de ce genre d'envois sont souvent amenés à faire des erreurs quand il se trouve que des envois pouvant être expédiés en régime intérieur ne peuvent l'être en régime international. L'adoption de la présente proposition permettra aux Administrations de normaliser et de simplifier leurs règlements intérieurs et internationaux.

Article 130

Petits paquets

SUISSE

2530.1

Paragraphe 3. Le compléter comme suit:

3. S'il n'est pas fait usage de la dérogation prévue à l'article 36, paragraphe 3, de la Convention, il est aussi permis (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 2036.1 visant à modifier la lettre a) du paragraphe 3 de l'article 36 de la Convention.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Article 130

Petits paquets

PAKISTAN

2530.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Il est aussi permis d'y insérer tout autre document /.../ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, pourvu qu'il ne soit pas adressé à un destinataire et ne provienne pas d'un expéditeur autres que ceux du petit paquet et que la réglementation intérieure de l'Administration intéressée le permette. L'Administration d'origine décide si le ou les documents insérés répondent

à ces conditions. Il en est de même pour l'insertion dans les petits paquets des disques phonographiques, des bandes, des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou autres moyens semblables ainsi que des cartes QSL.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2036.5.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 132

Conditionnement des lettres avec valeur déclarée

SUÈDE

2532.1/Rev 1

Paragraphe 1. Compléter la lettre b) comme suit:

les Administrations devraient recommander à leurs clients de conditionner les envois contenant des objets de haute valeur (billets de banque, pierres précieuses, etc.) dans un emballage intérieur plus solide que le papier (carton, matière plastique, métal, etc.);

Motifs. – Il a été constaté que beaucoup de cas de spoliation d'envois contenant de grandes valeurs sont imputables à leur emballage peu solide. Ces envois, souvent faciles à identifier par palpation, sont totalement ou partiellement spoliés, les malfaiteurs se servant d'instruments tranchants pour ouvrir d'abord le sac, puis l'enveloppe.

Pour ces raisons et vu les tristes expériences faites dans ce domaine, nous sommes convaincus de la nécessité d'améliorer le conditionnement des lettres avec valeur déclarée contenant des objets de haute valeur.

Article 132

Conditionnement des lettres avec valeur déclarée

NOUVELLE-ZÉLANDE

2532.2

Paragraphe 2, lettre c). La modifier comme suit:

- c) les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire /.../ et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être scellées sur les quatre faces latérales, de la manière indiquée au paragraphe 1, lettre a); si cela est nécessaire pour en assurer l'inviolabilité, les boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide, sans nœuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2533.1 qui vise à supprimer l'obligation d'inscrire la valeur déclarée sur l'enveloppe externe des envois avec valeur déclarée.

Article 132

Conditionnement des lettres avec valeur déclarée

JAPON

2532.3

Paragraphe 1, lettre a). La modifier comme suit:

1. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition:
- a) elles doivent être scellées /.../ par des cachets identiques à la cire, /.../ par des plombs, du ruban adhésif ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur; mais les Administrations peuvent convenir de ne pas exiger une telle empreinte ou marque;

Motifs. – La méthode simplifiée proposée est actuellement utilisée par notre Administration en accord avec 45 autres Administrations pour sceller les colis avec valeur déclarée. Cette méthode simplifiée d'expédition a pour but d'encourager l'usage des colis avec valeur déclarée et de déjouer

la forte concurrence exercée par les messageries privées, moins strictes que la poste en la matière. Aucune irrégularité n'ayant été relevée jusqu'à présent du fait de l'emploi de cette méthode simplifiée, il semble opportun que l'UPU introduise cette méthode dans le service des lettres avec valeur déclarée en l'ajoutant expressément aux modes actuels de fermeture. Les Administrations qui souhaitent adopter cette méthode ont le choix entre les deux solutions suivantes:

- mettre du ruban adhésif à l'endroit où les deux côtés du papier se rejoignent, aucun sceau personnel ni signature de l'expéditeur n'étant exigé sur ce ruban au moment du dépôt;
- mettre du ruban adhésif à l'endroit où les deux côtés du papier se rejoignent, le sceau personnel ou la signature de l'expéditeur étant exigé sur le ruban au moment du dépôt.

Voir aussi la proposition 5508.2.

Article 133

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

NOUVELLE-ZÉLANDE

2533.1/Rev 1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les Administrations ont la faculté de s'entendre pour que la valeur déclarée ne figure pas sur l'envoi, que ce soit en monnaie du pays d'origine, en francs-or ou en DTS. Dans ce cas, la valeur est inscrite sur un récépissé à délivrer à l'expéditeur, conformément à l'article 45, paragraphe 2. Le bureau ayant accepté l'envoi conserve également sur place une trace écrite de cette valeur déclarée pour que l'on puisse s'y reporter en cas de réclamation.

Motifs. – Le but de cette proposition est de donner aux Administrations la possibilité de s'entendre entre elles pour ne pas réclamer que figure la valeur sur l'enveloppe d'un envoi avec valeur déclarée. L'expérience a montré que l'indication de la valeur déclarée sur des envois peut induire les employés en tentation et les inciter à commettre une malversation.

Le fait d'inscrire la valeur déclarée sur l'envoi et ses documents d'accompagnement ne détermine pas nécessairement la valeur des indemnités payables en cas de perte ou de dommage. Dans une telle éventualité, la vérification de la valeur déclarée originelle se fait en comparant celle-ci à la formule de réclamation C 9 qui est envoyée au bureau d'origine.

Les institutions bancaires ainsi que les importateurs et exportateurs de joaillerie, qui comptent parmi les clients les plus importants de la poste, expriment de plus en plus leur inquiétude que leur cause l'obligation d'avoir à faire apparaître la valeur déclarée sur les paquets. Les concurrents de la poste n'exigent pas l'indication de la valeur sur l'emballage des envois et, aux yeux des clients, cet avantage confère à l'acheminement d'objets de valeur un caractère bien plus grand de sécurité et de confidentialité. Aux termes de l'article 116, paragraphe 2, de la Convention, les documents douaniers peuvent être insérés dans l'envoi lui-même et l'article 121, paragraphe 6, du Règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux, permet aux Administrations d'origine et de destination de s'entendre pour que les documents d'accompagnement soient

transmis selon d'autres systèmes. Il s'ensuit que, même aujourd'hui, les expéditeurs ont la faculté de cacher les renseignements concernant le contenu de leur envoi à l'intérieur même du paquet, malgré le risque d'avoir à présenter ces renseignements aux douanes du pays de destination. L'obligation actuelle d'indiquer le montant de la valeur déclarée sur l'emballage des envois de valeur est incompatible avec le droit des expéditeurs de cacher la valeur et la nature du contenu de ces envois.

Il est donc proposé que si deux Administrations s'entendent pour ne pas exiger l'indication de la valeur déclarée sur l'envoi lui-même, la valeur soit en revanche portée sur le récépissé donné à l'expéditeur au moment du dépôt et qu'une trace de cet envoi soit conservée au bureau d'origine, afin de permettre la vérification de la valeur déclarée en cas de réclamations ultérieures. (Voir aussi la proposition 5508.3/Rev 2).

Article 133

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

JAPON

2533.2/Rev 1

Modifier le paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 1bis comme suit:

1. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, au-dessus de l'adresse de l'envoi, soit en caractères latins, en toutes lettres, soit en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; l'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre.

1bis. Par dérogation au paragraphe 1, les Administrations peuvent convenir de permettre la correction de la valeur déclarée, si cette correction est certifiée à la fois par l'expéditeur et un agent du bureau d'origine: lors de cette correction, la valeur déclarée initiale est barrée de deux gros traits horizontaux rouges et la signature ou la marque de l'expéditeur ainsi que l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine figurent sur le montant erroné. La nouvelle valeur déclarée est portée au-dessus des indications initiales.

Motifs. – Cette proposition vise à promouvoir l'utilisation de ce service en simplifiant la manière d'inscrire le montant de la valeur déclarée et en évitant aux expéditeurs le souci de refaire l'emballage s'ils ont inscrit des indications erronées.

Voir aussi la proposition 5508.2/Rev 1.

Article 134

Lettres avec valeur déclarée. Rôle du bureau d'origine

NOUVELLE-ZÉLANDE

2534.1

Paragraphe 1. Ajouter la lettre bbis) suivante:

bbis) il donne à l'expéditeur un reçu attestant le dépôt sur lequel sont inscrits la lettre «V», le nom du bureau d'origine, le numéro de série et la valeur déclarée exprimée dans la monnaie du pays d'origine.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2533.1.

Article 135

Avis de réception

GRANDE-BRETAGNE

2535.1

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. A la demande de l'expéditeur, un avis de réception qui n'a pas été renvoyé dans des délais normaux est réclamé gratuitement au moyen de la formule C 9. Un duplicata de l'avis de réception, portant au recto en caractères très apparents la mention «Duplicata», est joint à la réclamation C 9. Cette dernière est traitée selon l'article 147. La formule C 5 reste attachée à la réclamation C 9 /.../ pour remise ultérieure au réclamant.

Motifs. – Les Arrangements précédents indiquent que le duplicata C 5 devrait être détaché de l'avis de réclamation C 9 et renvoyé à l'expéditeur de l'envoi d'origine par courrier à découvert. Ceci signifie que l'Administration d'origine n'a aucune preuve que l'expéditeur a été avisé de la distribution.

Parce que l'Administration d'origine ne reçoit que le C 9 et non pas la formule C 5, elle ne possède pas tous les détails concernant la réclamation, et elle doit répondre à l'expéditeur en se basant uniquement sur les informations contenues dans le C 9. Des désaccords peuvent parfois apparaître entre l'Administration d'origine et l'expéditeur quant à la validité des informations fournies sur le C 9.

Ainsi que cela est indiqué dans l'annotation 1 à l'article 48 de la Convention, la remise d'un envoi est dûment certifiée par le bureau de distribution sur la formule C 9. Si la formule C 5 est renvoyée à l'expéditeur par l'intermédiaire du bureau ayant émis la formule C 9, il ne devrait y avoir aucun doute quant à la remise de l'envoi en question. Part conséquent, il est proposé d'effacer la clause permettant de détacher la formule C 5 de la formule C 9, si l'envoi a été remis comme prévu.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, France, Suisse, Vatican, Yougoslavie.

Article 135

Avis de réception

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2535.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'avis de réception doit être signé en priorité par le destinataire et, si cela n'est pas possible, par une autre personne y autorisée en vertu des règlements du pays de destination, ou, si ces règlements le prévoient et excepté dans le cas de remise en main propre au destinataire, par l'agent du bureau de destination.

Motifs. – Pour mettre en évidence qu'il n'y a pas de contradiction entre l'article 135, qui pose les principes et les priorités concernant la signature des avis de réception, et l'article 136, qui indique les procédures à suivre dans le cas de remise en main propre au destinataire.

Article 135

Avis de réception

JAPON

2535.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Pour le calcul de l'affranchissement d'un envoi avec avis de réception, y compris le cas échéant le calcul de la surtaxe aérienne, il peut être tenu compte du poids de la formule C 5. La taxe d'avis de réception est représentée sur l'envoi avec les autres taxes.

Motifs. – Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté cette disposition pour compenser le recours au renvoi systématique de tous les avis de réception par voie aérienne (par la voie la plus rapide) sans surtaxe, d'une part, et, d'autre part, par souci de simplification supplémentaire.

Cependant, de nombreux usagers trouvent étrange que le poids de la formule C 5, passible d'une taxe séparée, soit ajouté à celui de leurs envois.

Dans la mesure où le manque à gagner dû à la non-prise en compte du poids de la formule, en général très légère, est infime, et où la poste a tout intérêt à éliminer les sources de mécontentement et de défiance des usagers, il est proposé que la décision d'ajouter ou non le poids de la formule à celui de l'envoi soit laissée au libre choix de l'Administration d'origine.

Article 136

Remise en main propre

BRÉSIL

2536.1

Le modifier comme suit:

Les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée à remettre en main propre doivent porter, en caractères très apparents, la mention en langue française «A remettre en main propre» et facultativement une mention équivalente dans une langue officielle du pays de destination. Cette mention (le reste sans changement).

Motifs. – Il est de pratique courante de recevoir des envois portant des mentions ou des instructions dans une langue inconnue dans le pays de destination, ce qui gêne leur compréhension lors des opérations de manipulation/tri.

La présente proposition s'attache à résoudre ce problème en rendant obligatoire l'usage de la langue française (langue officielle de l'UPU), tout en laissant au pays d'origine la possibilité, s'il le désire, d'employer une langue officielle de l'Administration de destination.

Par conséquent, tous les articles renfermant l'expression «dans une langue connue dans le pays de destination» sont modifiés comme suit: «en langue française et facultativement dans une langue officielle du pays de destination».

Article 139

Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis

CONSEIL EXÉCUTIF

2539.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Lorsque l'Administration d'origine se charge d'affranchir d'office les envois non affranchis ou de compléter d'office l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis pour encaisser ultérieurement le montant manquant auprès de l'expéditeur, l'affranchissement ou le complément d'affranchissement est représenté /.../ par l'une des modalités d'affranchissement prévues à l'article 28, paragraphe 1, de la Convention /.../.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Conséquence de la proposition 2028.1.

Article 139

Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis

BRÉSIL**2539.2**

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les envois pour lesquels la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre h), de la Convention doit être perçue en conformité avec l'article 30, paragraphe 2, soit sur le destinataire, soit sur l'expéditeur lorsqu'il s'agit d'envois non distribuables, sont frappés du timbre T (taxe à payer) au milieu de la partie supérieure du recto; à côté de l'empreinte de ce timbre, l'Administration d'origine inscrit très lisiblement, dans la monnaie de son pays, le montant de l'affranchissement manquant et, sous une barre de fraction, le montant minimal de sa taxe valable pour le premier échelon de poids des lettres expédiées /.../ à l'étranger.

Motifs. – Le développement des services postaux a amené de nombreuses Administrations postales à ne plus acheminer les lettres et les cartes postales par la voie de surface. Cette proposition vise à élargir au maximum la portée de cet article, de façon qu'il puisse s'adapter à n'importe quel système tarifaire.

Article 139

Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis

ARABIE SAOUDITE**2539.3**

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

2 à 7. (Supprimés.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 2030.1.

Appuis. – Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 141

Envois réexpédiés

CHILI

2541.1

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les droits de douane et les autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue à la réexpédition ou au renvoi à l'origine (article 143) sont recouvrés, par voie de remboursement, sur l'Administration de la nouvelle destination. Dans ce cas, l'Administration de la destination primitive joint à l'envoi une /.../ formule conforme au modèle C 33/CP 10ter ci-joint et un mandat de remboursement (modèles R 3, R 6 ou R 8 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement). Si le service de remboursement n'existe pas dans les relations entre les Administrations intéressées, les droits en cause sont recouvrés /.../ selon les indications prescrites dans ladite formule.

Motifs. – Le recours à une formule où sont décrits l'envoi en cause, les droits à recouvrer et la forme sous laquelle s'effectuera ce recouvrement, s'il n'existe pas de service de remboursement, permet de suivre cette disposition de façon plus pratique et plus précise qu'en adjoignant «une note explicative» ou en procédant «par voie de correspondance» comme il est stipulé actuellement.

ENVOIS RÉEXPÉDIÉS

Recouvrement des droits de douane et d'autres droits

A l'Administration de	Indications. Transmettre en recommandé à l'Administration d'origine de l'envoi	
	Date	Référence

Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur et pour le même destinataire

Description de l'envoi

Nature de l'envoi <input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> Surface <input type="checkbox"/> S.A.L.	Bureau d'origine	
	Date de dépôt	
	Poids de l'envoi	
Information concernant l'acheminement	Bureau expéditeur	Bureau de destination
	N° de la dépêche	Date
Nom et adresse du destinataire		Observations éventuelles
Nom et adresse de l'expéditeur		

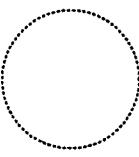
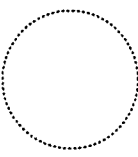
Droits à recouvrer

Recouvrement du paiement des droits <input type="checkbox"/> de douane <input type="checkbox"/> postaux <input type="checkbox"/> autres (préciser)	Motif de l'application des droits	
Montant des droits en <input type="checkbox"/> fr-or <input type="checkbox"/> DTS		

Pour recouvrer le montant des droits susmentionnés en vertu de l'article 141, paragraphe 9, de la Convention postale universelle,

☐ veuillez trouver ci-joint un mandat de remboursement R

☐ le montant sera porté au prochain compte

Bureau d'origine de la formule	Bureau de destination de la formule
	

Article 141

Envois réexpédiés

CONSEIL EXÉCUTIF

2541.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition sont frappés, conformément aux articles 24, paragraphe 1, lettre h), et 30, paragraphe 2, de la Convention, d'une taxe représentant la différence entre l'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination. A cette taxe est ajoutée la taxe de traitement. En cas de réexpédition par la voie aérienne ou prioritaire, les envois sont en outre frappés, pour le parcours ultérieur, de la surtaxe /.../, de la taxe combinée ou de la taxe spéciale selon les dispositions de l'article 34, paragraphes 1ter et 1quater, de la Convention.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Conséquence de la proposition 2034.1.

Article 141

Envois réexpédiés

PAKISTAN

2541.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Toute lettre avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un autre pays, peut être réexpédiée si ce pays exécute le service dans ses relations avec celui de la première destination. Si tel n'est pas le cas, l'envoi est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine ou du pays du domicile de l'expéditeur pour être rendu à l'expéditeur.

Motifs. – Pour éviter des réexpéditions successives dans le cas où l'adresse de l'expéditeur ne se trouve pas dans le pays où l'envoi a été déposé et, également, pour rendre le présent article compatible avec l'article 29 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 143

Envois non distribuables

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2543.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les envois non distribuables sont renvoyés au bureau d'échange du pays d'origine, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée «Envois non distribuables», comme s'il s'agissait d'envois à diriger sur ce pays. Les envois non distribuables ordinaires qui portent des indications (le reste sans changement).

Motifs. – Selon le libellé actuel, les envois ordinaires de la poste aux lettres *et* les lettres avec valeur déclarée non distribuables peuvent être renvoyés directement à l'expéditeur. Cela ne doit naturellement pas être le cas pour les lettres avec valeur déclarée, comme le paragraphe 7 le stipule.

Appuis. – Belgique, Chypre, France, Grande-Bretagne, Italie, Portugal, Vatican, Yougoslavie.

Article 143

Envois non distribuables

CHILI

2543.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les envois non distribuables sont renvoyés au bureau d'échange du pays d'origine, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée «Envois non distribuables», comme s'il s'agissait d'envois à diriger sur ce pays. Les envois non distribuables et non recommandés qui portent des indications suffisantes pour leur retour sont renvoyés directement à l'expéditeur. Dans ce cas précis, ces envois sont retournés au bureau d'échange du pays d'origine dans les conditions énoncées à l'article 141, paragraphe 9.

Motifs. – Le cas du remboursement de la part du destinataire ou de l'expéditeur des «droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation» est envisagé dans les articles 34, paragraphe 5, et 35, paragraphe 8, de la Convention, ces dispositions pouvant se compléter quand il s'agit du retour des envois non distribuables. Dans l'article 141, paragraphe 9, du Règlement d'exécution figure aussi le cas de «droits de douane et autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue», sans qu'il soit noté que l'on puisse se reporter à l'article 143, en cas de retour des envois non distribuables, ce qui peut induire en erreur. Il paraît opportun d'introduire cette référence au paragraphe 4 et c'est le sens de la présente proposition. Il ne s'agit pas d'une modification de fond mais plutôt de l'établissement d'une suite logique des dispositions propre à en faciliter l'exécution, sans que soit nécessaire une recherche exhaustive de leur enchaînement qui risquerait de conduire à des erreurs et à des carences au moment de leur application.

Article 143

Envois non distribuables

CANADA

2543.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les envois non distribuables sont renvoyés au bureau d'échange du pays d'origine, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée «Envois non distribuables», comme s'il s'agissait d'envois à diriger sur ce pays. Les envois non distribuables et non recommandés qui portent des indications suffisantes pour leur retour sont renvoyés directement à l'expéditeur. Lorsque, exceptionnellement, des envois non distribuables portent plus d'une adresse de retour, celle qui est placée à l'intérieur ou le plus près du coin supérieur gauche est considérée comme l'adresse de l'expéditeur.

Motifs. – Prière de se reporter aux motifs de la proposition 2513.6.

La présente proposition a pour objet de fournir un moyen commode de traiter le retour des envois non distribuables qui portent plus d'une adresse de retour. Une règle uniforme devrait être adoptée pour prendre en compte cette situation (qui peut se produire en dépit de l'adoption de la proposition 2513.6).

Appuis. – Bahamas, Norvège.

CONSEIL EXÉCUTIF

2543.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 143bisEnvois admis à tort

En cas de saisie d'un envoi postal admis à tort à l'expédition, l'Administration de destination doit en informer l'Administration d'origine conformément à l'article 36, paragraphe 8, de la Convention. Cette information est fournie par l'envoi d'une formule conforme au modèle C 33/CP10bis ci-annexé.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2933.91.

Article 144

Retrait. Modification d'adresse

PAKISTAN

2544.1

Modifier le titre et le texte de l'article comme suit:

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Toute demande de retrait d'envois, /.../ de modification ou de correction d'adresse donne lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle C 7 ci-annexé; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. (Le reste sans changement):

- a) (sans changement);
- b) si la demande doit être faite par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque, la formule est déposée au service /.../ correspondant chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste de destination.

2. Toute demande de modification ou de correction d'adresse relative à une lettre avec valeur déclarée formulée par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue au paragraphe 1, lettre a); la formule C 7 doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande télégraphique ou télématique du ...»; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique ou télématique sans attendre la confirmation postale.

3. A la réception de la formule C 7, /.../ du télégramme ou du message télématique en tenant lieu, le bureau destinataire recherche l'envoi signalé et donne à la demande la suite nécessaire.

4. La suite donnée par le bureau de destination à toute demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse est communiquée immédiatement au bureau d'origine, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au moyen de la partie «Réponse» de la formule C 7, établie d'office si la demande a été transmise par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque. Le bureau d'origine prévient le réclamant. Il en est de même dans les cas ci-après:

- recherches infructueuses;
- envoi déjà remis au destinataire;
- demande par voie télégraphique ou par tout moyen télématique insuffisamment explicite pour permettre d'identifier sûrement l'envoi;
- envoi confisqué, détruit ou saisi.

Si l'expéditeur d'une demande expédiée par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque a demandé d'être informé par /.../ un moyen analogue, la réponse est envoyée par cette voie au bureau d'origine qui prévient le réclamant le plus rapidement possible.

5. (Sans changement.)

6. (Sans changement.)

7. Les Administrations qui usent de la faculté prévue au paragraphe 5 prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale, /.../ télégraphique ou télématique, des communications à échanger avec le bureau de destination. Le recours à la voie télégraphique ou à un service analogue est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau de destination ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2033.2.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 145

Retrait. Modification d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande

ESPAGNE, ITALIE

2545.1/Rev 2

Paragrapes 2 et 3. Les modifier comme suit:

2. Si le retrait concerne un envoi recommandé ou une lettre avec valeur déclarée, le récépissé de dépôt doit être /.../ présenté par l'expéditeur /.../ et la formule C 7 doit être revêtue de la mention: «Vu l'original du récépissé de dépôt» /.../. Avant d'être rendu à l'expéditeur, le récépissé de dépôt est muni de la mention (le reste sans changement).

3. Toute demande télégraphique introduite dans les conditions prévues au paragraphe 1 est adressée directement au bureau de destination de l'envoi. Si, toutefois, elle se rapporte à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée, une formule C 7 /.../ revêtue des mentions «Vu l'original du récépissé de dépôt» et «Demande télégraphique déposée le ... au bureau de ...» doit, en outre, être envoyée au bureau d'origine de l'envoi. (Le reste sans changement.)

Motifs. – L'Administration postale de Lesotho présenta au Congrès de Rio de Janeiro la proposition 2541.1 par laquelle il était établi que le récépissé de dépôt ne devait pas être joint à la formule C 7, en apportant pour appuyer son point de vue l'argumentation que le récépissé de dépôt est pour l'expéditeur la seule pièce prouvant qu'il a bien déposé son envoi; cette pièce doit par conséquent être toujours en sa possession.

Le Congrès accepta la proposition et, en conséquence, fit modifier le paragraphe 2 de l'article 141 correspondant au paragraphe 2 de l'article 145 de la Convention révisée à Hamburg. Mais aucune modification ne fut apportée au paragraphe 3 de l'article même concernant la formule C 7 dressée pour la demande transmise par voie télégraphique.

Cette proposition a donc pour but d'uniformiser la réglementation concernant les demandes transmises par voie postale et par voie télégraphique, ainsi que d'introduire quelques allègements rédactionnels aux deux paragraphes.

Appuis. – Autriche, Belgique, Grèce, Suisse.

Article 145

Retrait. Modification d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande

PAKISTAN

2545.2

Modifier le titre et le texte de l'article comme suit:

Retrait. Modification ou correction d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande

1. Tout bureau qui reçoit une demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse introduite conformément à l'article 33, paragraphe 3, de la Convention vérifie l'identité de l'expéditeur de l'envoi. (Le reste sans changement.)

2. Si le retrait concerne un envoi recommandé ou une lettre avec valeur déclarée, le récépissé de dépôt doit être produit par l'expéditeur mais il n'est pas joint à la formule C 7; cette dernière doit être revêtue de la mention: «Vu récépissé de dépôt No ... délivré le ... par le bureau de ...». Le récépissé de dépôt est muni de la mention suivante: «Demande de retrait (/.../ de modification ou de correction d'adresse) déposée le ... au bureau de ...». (Le reste sans changement.)

3. Toute demande /.../ introduite par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque dans les conditions prévues au paragraphe 1 est adressée directement au bureau de destination de l'envoi. Si, toutefois, elle se rapporte à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée, une formule C 7 accompagnée si possible du récépissé de dépôt et portant de façon apparente la mention «Demande télégraphique ou télématique déposée le ... au bureau de ...» doit, en outre, être envoyée au bureau d'origine de l'envoi. Après en avoir vérifié les indications, le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 7, au crayon de couleur, la mention «Confirmation

de la demande télégraphique ou télématique du ...» et la transmet au bureau de destination. Le bureau de destination retient l'envoi recommandé ou la lettre avec valeur déclarée jusqu'à la réception de cette confirmation.

4. (Sans changement.)

5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 2544.1.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 147

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), CANADA, LUXEMBOURG

2547.1

Ajouter le paragraphe 12bis suivant:

12bis. Si l'expéditeur fait valoir que, malgré la communication reçue de l'Administration de destination que l'envoi a été régulièrement remis, le destinataire insiste qu'il n'a pas reçu l'envoi en question, l'Administration de destination est tenue de fournir, sur demande expresse de l'Administration d'origine, une confirmation de la remise par lettre, avis de réception C 5 ou autre moyen, signé conformément à l'article 135, paragraphe 4, ou 136, selon le cas.

Motifs. – Si le destinataire d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée nie l'avoir reçu et que l'expéditeur veuille intenter une action en justice, le requérant doit pouvoir présenter une pièce portant la signature de la personne ayant accepté et/ou distribué l'envoi, pièce qui ne peut être fournie que par l'Administration de destination.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Espagne, Pays-Bas.

Article 147

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

GRANDE-BRETAGNE

2547.2

Paragraphe 12. Le modifier comme suit:

12. La formule C 9 et les pièces qui y sont jointes, y compris la déclaration du destinataire établie sur une formule conforme au modèle C 32 ci-annexé et certifiant la non-réception de l'envoi recherché, doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé, dans le plus bref délai et au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la date de la réclamation originale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2058.1.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Article 147

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

BRÉSIL

2547.3

Créer le paragraphe 6bis suivant:

6bis. L'Administration postale de destination, dès l'arrivée dans ses services d'une réclamation transmise sur une formule C 9, est tenue d'en accuser réception auprès de l'Administration d'origine. Elle fournit en outre à cette dernière son code de contrôle dont l'indication devra être rappelée à l'occasion des futures communications.

Motifs. – Faciliter la recherche des réclamations dans les archives postales, aussi bien au sein de l'Administration d'origine que de l'Administration de destination. Réglementer la procédure en vigueur au sein de certaines Administrations, procédure qui s'est d'ailleurs avérée très utile. L'introduction de cette mesure faciliterait non seulement la recherche des dossiers concernant les réclamations – aussi bien au sein de l'Administration d'origine que de l'Administration de destination – mais permettrait également à l'Administration d'origine de savoir que la formule de réclamation est bien parvenue à destination.

Article 147

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

CANADA

2547.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Toute réclamation relative à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée est établie sur une formule conforme au modèle C 9 ci-annexé qui doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'envoi rédigé sur une petite feuille de papier mince. La formule de réclamation doit être remplie avec tous les détails que comporte la contexture et d'une manière très lisible, de préférence en lettres capitales latines et en chiffres arabes. Autant que possible, cette formule doit être remplie à la machine à écrire. Pour la recherche des envois recommandés échangés selon le système de l'inscription globale, le numéro et la date d'expédition de la dépêche doivent être portés sur la formule de réclamation C 9 ou être fournis selon une modalité convenue entre l'Administration d'origine et celle de destination.

Motifs. – Cette proposition poussera les Administrations à s'entendre sur cette question importante en même temps que sur le cumul des facturations.

Article 147

Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

2547.5

Paragraphe 12. Le modifier comme suit:

12. La formule C 9 et les pièces qui y sont jointes, y compris la déclaration du destinataire établie sur une formule conforme au modèle C 32 ci-annexé et certifiant la non-réception de l'envoi recherché, doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé, dans le plus bref délai et au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la date de la réclamation originale.

Motifs. – Un délai de cinq mois à partir de la date de la première réclamation est actuellement accordé aux Administrations pour renvoyer les formules C 9. Il est considéré que trois mois suffisent pour traiter les réclamations.
Voir également la proposition 2058.4.

Article 150

Echange des envois

CONSEIL EXÉCUTIF

2550.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 2 suivant:

1. Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des envois à découvert, suivant les besoins et les convenances du service.

2. Les dépêches se divisent comme suit:

- a) «dépêches-avion» qui sont transportées par la voie aérienne avec priorité et qui peuvent contenir des correspondances-avion et des envois prioritaires;
- b) «dépêches prioritaires» qui sont transportées par la voie de surface, mais qui ont la même priorité que les «dépêches-avion». Les «dépêches prioritaires» peuvent contenir des envois prioritaires et des correspondances-avion;

- d) «dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.)» qui contiennent du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.) et des envois non prioritaires;
 d) «dépêches-surface» qui contiennent du courrier de surface et des envois non prioritaires.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Il est utile d'énumérer les différentes catégories de dépêches. Pour le transport de surface des envois prioritaires, il paraît nécessaire de créer une nouvelle catégorie de dépêches: les «dépêches prioritaires». Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, cette catégorie de dépêches est à utiliser quand les envois prioritaires et les correspondances-avion sont acheminés par la voie de surface.
 Propositions corrélatives: 2560.1, 2562.1, 2564.1 et 4612.1.

Article 151

Echange en dépêches closes

GRANDE-BRETAGNE

2551.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Il est obligatoire de créer des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires le demande en se fondant sur le fait que le nombre ou le poids des envois à découvert est de nature à entraver les opérations. Les expéditions d'envois à découvert dont le poids moyen excède 3 kilogrammes par dépêche ou par jour (lorsque plusieurs expéditions sont effectuées dans la journée) peuvent être considérées comme étant de nature à entraver les opérations en ce qui concerne le poids.

Motifs. – La création de dépêches closes facilite le traitement dans le pays intermédiaire et celles-ci bénéficient presque toujours d'une meilleure qualité de service que les envois acheminés à découvert. Il semble donc raisonnable de demander aux Administrations de créer des dépêches closes pour les expéditions dont le poids excède 3 kilogrammes, car celles-ci peuvent comprendre jusqu'à 300 envois.

Voir aussi la proposition 2554.2.

Appuis. – Autriche, Canada, Chypre, Grèce, Italie, Liechtenstein, Pays-Bas, Suède, Suisse.

Article 151

Echange en dépêches closes

FRANCE, SUISSE

2551.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'échange des envois en dépêches closes est réglé d'un commun accord entre les Administrations intéressées. Les modifications d'acheminement éventuelles sont notifiées par l'Administration expéditrice à l'Administration de destination dans les meilleurs délais et si possible avant la date de mise en application.

Motifs. – Faire connaître à l'Administration de destination les modifications apportées à l'acheminement des dépêches. L'Administration de destination peut ainsi en informer ses bureaux d'échange et prendre toutes dispositions pour assurer la réception des dépêches dans les meilleurs délais.

Appuis. – Espagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Vatican.

Article 154

Transit à découvert

BELGIQUE

2554.1

Paragraphe 3. Modifier la dernière phrase comme suit:

3. (Deux premières phrases sans changement.) Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 5 kilogrammes, celles-ci sont placées dans un sac ultraléger (qui peut être en plastique transparent), scellé, muni d'une étiquette «Transit» et placé dans le sac contenant la feuille d'avis.

Motifs. – A la lumière des résultats de l'enquête effectuée par le Bureau international en matière de qualité de service et notamment l'analyse d'un point faible particulier, le transit à découvert, il a été constaté que les liasses d'envois en transit ne se distinguent pas suffisamment des autres liasses, de sorte que ce courrier est difficile à identifier et entraîne des retards dans les délais de traitement.

Afin de faciliter le travail des agents des bureaux d'échange, il semble judicieux d'insérer ce courrier dans des sacs spéciaux qui seront dirigés directement sur les sections de tri vers l'étranger.

Article 154

Transit à découvert

GRANDE-BRETAGNE

2554.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Lorsque leur nombre et leur conditionnement le permettent, et dans tous les cas où leur poids moyen dépasse 500 grammes par dépêche ou par jour (lorsqu'il est confectionné plusieurs dépêches par jour), à moins que le nombre d'objets ne soit inférieur ou égal à dix objets par dépêche, les envois transmis à découvert à une Administration doivent être séparés par pays de destination et réunis en liasses munies d'une étiquette portant en caractères latins le nom de chacun des pays. Lorsque le poids total des diverses liasses étiquetées expédiées à une Administration intermédiaire dépasse 3 kilogrammes, les liasses sont placées dans un ou plusieurs sacs dont les étiquettes portent en lettres apparentes le mot «Transit». Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 3 kilogrammes, celles-ci sont placées dans le sac contenant la feuille d'avis.

Motifs. – Les envois qui ne nécessitent pas de tri intermédiaire – car ils sont déjà enliassés – bénéficient d'une meilleure qualité de service que s'ils étaient en vrac. Etant donné que 500 grammes peuvent représenter jusqu'à 50 envois, il paraît raisonnable de s'attendre à ce que les quantités excédant 500 grammes soient enliassées. En regroupant les liasses de courrier en transit dans un sac de transit, celles-ci sont également plus faciles à identifier et le sac de transit peut être transféré immédiatement au bureau d'échange de sortie. Il semble raisonnable de s'attendre à ce que les poids excédant 3 kilogrammes soient placés dans un sac de transit, étant donné qu'il s'agirait alors de plusieurs liasses pouvant comprendre jusqu'à 200 envois. Voir aussi la proposition 2551.1.

Appuis. – Canada, Grèce, Portugal.

Article 154

Transit à découvert

CONSEIL EXÉCUTIF

2554.3

Le modifier comme suit:

1. La transmission des envois à découvert à une Administration intermédiaire doit se limiter strictement aux cas où la confection de dépêches closes pour le pays de destination ne se justifie pas selon l'article 151, paragraphe 1. L'Administration expéditrice doit consulter les Administrations intermédiaires pour savoir si la voie par laquelle elle désire expédier ses envois à découvert est favorable. Les correspondances-avion ou envois prioritaires en transit à découvert doivent, autant que possible, être transmis à une Administration qui forme des dépêches-avion ou dépêches prioritaires directes pour l'Administration de destination.

2. (Sans changement.)

2bis. Sauf entente spéciale, les envois en transit à découvert doivent être enliassés comme suit:

- a) correspondances-avion et envois prioritaires en liasses identifiées par les étiquettes AV 10 conformes aux modèles ci-annexés;
- b) envois de surface et envois non prioritaires en liasses identifiées par les étiquettes C 30 conformes aux modèles ci-annexés.

3. Lorsque leur nombre et leur conditionnement le permettent, et dans tous les cas où leur poids moyen dépasse 1 kilogramme par dépêche ou par jour (lorsqu'il est confectionné plusieurs dépêches par jour), les envois transmis à découvert à une Administration doivent être séparés par pays de destination et réunis en liasses munies d'une étiquette portant en caractères latins le nom de chacun des pays. Les liasses contenant des envois à réacheminer par la voie aérienne ou surface prioritaire sont étiquetées sur la base de la Liste AV 1. Lorsque le poids des envois en transit à découvert à réacheminer par la voie aérienne ne justifie pas la confection de liasses étiquetées au nom de chaque pays de destination, l'Administration d'expédition les réunit, classées par catégories, en liasses identifiées par les étiquettes AV 10 correspondantes, par groupes de pays de destination suivant les renseignements figurant dans la Liste AV 1. Lorsque le poids total des diverses liasses étiquetées expédiées à une Administration intermédiaire dépasse 5 kilogrammes, les liasses sont placées dans un ou plusieurs sacs dont les étiquettes portent en lettres apparentes le mot «Transit». Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 5 kilogrammes, celles-ci sont

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. La proposition vise à intégrer l'article 213 dans l'article 154 (voir proposition 4613.1). L'expression «les envois en transit à découvert à réacheminer par la voie aérienne» vise à ajouter les envois prioritaires à réacheminer par la voie aérienne aux correspondances-avion.

Article 155

Confection des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2555.1

Le modifier comme suit:

1. Les envois ordinaires qui peuvent être enliassés sont classés d'après leurs formats (envois normalisés et autres envois) et enliassés par catégories, les lettres et les cartes postales étant comprises dans la même liasse, les journaux et écrits périodiques mentionnés à l'article 162, paragraphe 1, lettre b), chiffre 3°, devant faire l'objet de liasses distinctes de celles des autres envois AO. Les liasses sont désignées par des étiquettes conformes aux modèles AV 10 ci-annexés, s'il s'agit de correspondances-avion ou d'envois prioritaires, et par des étiquettes conformes aux modèles C 30 ci-annexés s'il s'agit de courrier de surface ou d'envois non prioritaires. Les liasses doivent porter l'indication en caractères latins du bureau de destination (le reste sans changement).

2. (Sans changement.)

3. Les dépêches y compris celles qui sont composées exclusivement de sacs vides sont renfermées dans des sacs dont le nombre doit être réduit au strict minimum. Ces sacs doivent être en bon état pour protéger leur contenu; ils doivent également être convenablement clos, de préférence avec des plombs, et étiquetés. Les scellés peuvent aussi être en métal léger ou en matière plastique, à condition que leur fermeture soit telle qu'elle ne puisse être ouverte sans traces de violation. Toutefois, dans les relations entre les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les sacs renfermant uniquement des envois AO non recommandés et des envois non prioritaires non recommandés ainsi que des sacs vides peuvent ne pas être plombés; il en (le reste sans changement).

3bis. Pour la confection des dépêches-avion, il est fait usage des sacs visés à l'article 202, paragraphe 1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les sacs-avion sont utilisés également pour les dépêches prioritaires.

4 à 11. (Sans changement.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Les modifications proposées dans le paragraphe 1 et la création du paragraphe 3bis sont conformes aux souhaits exprimés par la majorité des Administrations lors de la consultation.

Les dispositions concernant le classement et l'enliassage des correspondances sont intégrées dans les dispositions concernant le classement et l'enliassage des envois de la poste aux lettres (voir proposition 4602.1). Voir également la proposition 2550.1 concernant la création de la catégorie «dépêche prioritaire».

Article 155

Confection des dépêches

URSS

2555.2

Modifier le paragraphe 3 comme suit et ajouter au paragraphe 6 la lettre c) ci-après:

3. Les dépêches y compris celles qui sont composées exclusivement de sacs vides sont renfermées dans des sacs dont le nombre doit être réduit au strict minimum. Ces sacs doivent être en bon état pour protéger leur contenu; ils doivent également être convenablement clos, de préférence avec des plombs, et étiquetés. Les scellés peuvent aussi être en métal léger ou en matière plastique, à condition que leur fermeture soit telle qu'elle ne puisse être ouverte sans traces de violation. Toutefois, dans les relations entre les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les sacs renfermant uniquement des envois AO non recommandés ainsi que des sacs vides peuvent ne pas être plombés; il en est de même des sacs contenant des LC ou AO non recommandés s'ils sont transportés dans un conteneur plombé par service direct ou s'ils sont acheminés par un pays d'embarquement qui les met dans un tel conteneur pour le pays de destination. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, celle-ci, avant d'être nouée, doit être passée deux fois autour du col du sac, de manière qu'un des deux bouts soit tiré par-dessous les enroulements. Après être plombés, les bouts de la ficelle ne doivent ressortir du plomb de plus de 2 ou 3 mm, c'est-à-dire pour que la ficelle ne puisse pas être relâchée ou enlevée sans endommager le plomb. Les empreintes des scellés doivent reproduire, en caractères latins très lisibles, le nom du bureau d'origine ou une indication suffisante pour permettre de déterminer ce bureau.

d le transport de plus de cinq petits paquets dans une dépêche doit être effectué dans des sacs ou dépêches distincts dont les étiquettes doivent porter la mention «Petits paquets».

Motifs. – Pour avoir davantage de sécurité des dépêches.

Article 155

Confection des dépêches

CANADA

2555.3

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 1:

Les liasses doivent être solidement attachées de façon qu'elles ne se défassent pas avant leur arrivée.

Motifs. – L'enliassage effectué par le service international est extrêmement mal fait, ce qui entraîne que la préparation des dépêches demande beaucoup de temps. La ficelle synthétique glissante finit par s'user au frottement et ne devrait pas être utilisée pour les liasses.

Article 155

Confection des dépêches

AUSTRALIE

2555.4

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Le paquet ou le sac des envois recommandés ou des lettres avec valeur déclarée est placé dans un des sacs de lettres ou dans un sac distinct. Sous réserve du paragraphe 9 de l'article 162, le sac extérieur doit porter /.../ l'étiquette rouge prescrite à l'article 162, paragraphe 1, lettre a). Lorsqu'il y a plusieurs sacs d'envois recommandés ou des lettres avec valeur déclarée, tous ces sacs sont munis d'une étiquette rouge, sous réserve également du paragraphe 9 de l'article 162.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2562.7.

Appuis. – Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Indonésie, Irlande, Japon, Nouvelle-Zélande, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines.

Article 156

Feuilles d'avis

CHINE (RÉP. POP.)

2556.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Le bureau expéditeur remplit la feuille d'avis avec tous les détails qu'en comporte la contexture et en tenant compte de cet article et des articles 157, 158, 160 et 168:
 - a) En tête: /.../ Les feuilles d'avis doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination. Chaque dépêche doit alors porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Le nom du navire qui transporte la dépêche ou l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau expéditeur est à même de les connaître. /.../
 - b) à g) (sans changement).
3. (Sans changement.)
4. (Supprimé.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface sur la base du poids réel. Il n'est pas nécessaire d'inscrire le nombre des sacs soumis aux frais de transit et aux frais terminaux ainsi que celui des sacs exempts de ces frais.

En outre, l'identification des dépêches d'après les dates d'expédition pourrait causer des inconvénients non seulement à l'établissement du bordereau de livraison, mais aussi à la vérification pour les Administrations de transit et de destination, ce qui rend encore plus difficile l'établissement des comptes. C'est la raison pour laquelle nous proposons de supprimer cette procédure.

Article 156

Feuilles d'avis

CONSEIL EXÉCUTIF

2556.2

Paragraphe 2, lettre a). La modifier comme suit:

- a) En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux expéditeurs /.../ numérotent /.../ les feuilles d'avis /.../ d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion. Chaque dépêche doit ainsi porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Le nom du navire qui transporte la dépêche ou l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau expéditeur est à même de les connaître /.../;

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux, selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids réel des dépêches (voir propositions 3067.91, 3067.92 et 3570.1). Actuellement, le bordereau de livraison AV 7 est utilisé à la fois pour la comptabilisation des frais de transport aérien et pour la comptabilisation des frais terminaux. Il en est souvent de même pour le courrier S.A.L., où le bordereau de livraison C 18bis est utilisé à cette fin. Parfois, également, les transporteurs du courrier de surface sont rémunérés sur la base de poids. Pour cette raison, il convient d'indiquer le poids dans tous les bordereaux de livraison (C 18, C 18bis et AV 7) et de les utiliser aussi pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux.

Afin de faciliter l'établissement des formules C 12bis et AV 3bis, il est opportun de toujours numérotter les dépêches selon des séries séparées pour le courrier de surface, pour le courrier S.A.L. et le courrier-avion. Cela facilite également la constatation d'absence de dépêches, étant donné la différence de durée d'acheminement selon le mode de transport.

Article 156

Feuilles d'avis

CANADA

2556.3

Paragraphe 2, lettre f). La modifier comme suit:

- f) Tableau V: le nombre de sacs utilisés par l'Administration expéditrice, d'une part, et le nombre de sacs /.../ renvoyés à l'Administration destinataire, d'autre part, sont indiqués dans ce tableau; le cas échéant, le nombre de sacs vides appartenant à une Administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément avec indication de cette Administration. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Si un pays utilise des sacs appartenant à l'Administration de destination pour lui expédier du courrier, il faut que cela soit mentionné. Cette disposition devrait permettre un meilleur contrôle du total des sacs vides renvoyés.

Article 156

Feuilles d'avis

COLOMBIE

2556.4

Amendement à la proposition 2556.2

Paragraphe 2, lettre a). La modifier comme suit:

- a) En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion. Chaque dépêche doit alors porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Le nom du navire qui transporte la dépêche ou l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau expéditeur est à même de les connaître. Le bureau expéditeur inscrit le nombre et le poids des sacs soumis aux frais de transit et aux frais terminaux, selon les catégories auxquelles ils appartiennent (LC/AO, d'une part, et sacs M, d'autre part).

Motifs. – Suite à l'étude du CE relative aux frais de transit et aux frais terminaux, l'Administration postale de Colombie trouve opportun de comptabiliser ces comptes sur la base des poids réels. Toutefois, soucieuse que cette opération s'effectue sans à-coups ni temps morts, l'Administration postale colombienne propose que le document servant de base à cette comptabilisation soit la feuille d'avis C 12 pour les dépêches-avion et les dépêches de surface.

Actuellement, le document servant de support à la comptabilisation du poids réel des dépêches-avion est le bordereau de livraison AV 7. Ce système présente de sérieux inconvénients: il suffit que les compagnies de transport égarent ce bordereau ou que ce document établi par l'Administration d'origine porte des indications illisibles pour que la comptabilisation des frais terminaux et de transit subisse un retard sensible.

La réception du courrier de surface par les bureaux d'échange, de transit ou de destination est encore plus compliquée en cas de transport maritime, car régulièrement les compagnies de transport maritime ne peuvent produire les bordereaux C 18 parce qu'elles les ont égarés, ce qui oblige les bureaux d'échange d'arrivée à établir une formule de remplacement. On rencontre la même difficulté avec les formules C 18bis.

En outre, il convient de noter que plusieurs Administrations, dont la Colombie, emploient ce mode de contrôle qui donne d'excellents résultats en matière de comptabilisation des frais terminaux et de transit.

En définitive, il est proposé que les bordereaux de livraison (C 18/C 18bis/AV 7) servent de documents de référence pour le paiement des frais de transport et que les feuilles d'avis C 12 servent de documents de référence pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux.

Propositions corrélatives: 3570.4, 3571.4, 2912.4, 3912.9 et 3903.1.

Note. – Si cette série de propositions est acceptée, les propositions 2562.4, 2564.4, 2568.1, 2918.1, 2918.2 et 2918.91 deviendront sans objet, alors que des adaptations doivent être effectuées dans les propositions 2565.5 et 2914.2, le cas échéant par la Commission de rédaction.

Article 156

Feuilles d'avis

COLOMBIE

2556.5

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le bureau expéditeur remplit la feuille d'avis avec tous les détails qu'en comporte la texture et en tenant compte de cet article et des articles 157, 158, 160, 168 et 170:

- a) En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux d'échange d'origine ne numérotent pas les feuilles d'avis lorsque les dépêches sont formées une seule fois tous les jours. Ils les numérotent dans tous les autres cas d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination, séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion. Chaque dépêche doit alors porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau d'origine porte, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Le nom du navire qui transporte la dépêche ou

l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau d'origine est à même de les connaître. Le bureau expéditeur inscrit le poids et le nombre des sacs soumis aux frais de transit et aux frais terminaux selon les catégories auxquelles ils appartiennent (LC/AO, d'une part, et sacs M, d'autre part). Le nombre de sacs exempts (le reste sans changement);

b) à g) (sans changement).

Motifs. – La présente proposition va dans le sens des principes fondamentaux de l'étude du CE relative aux frais terminaux. Selon un de ces principes, le décompte des frais terminaux et des frais de transit se fonde sur le poids des dépêches (voir les propositions du CE 3067.91 et 3570.1 concernant les articles 67bis de la Convention et 170 du Règlement d'exécution). C'est pourquoi il convient d'indiquer le poids des dépêches sur la feuille d'avis C 12, document essentiel accompagnant chaque dépêche, qu'elle parte par voie de surface, par S.A.L. ou par avion. Afin de faciliter l'établissement des formules C 12bis et C 12ter pour la détermination des frais de transit, il convient d'utiliser des séries de dépêches distinctes pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Article 156

Feuilles d'avis

CANADA, COLOMBIE

2556.6/Rev 1

Paragraphe 2, lettre a). La modifier comme suit:

- a) En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux expéditeurs /.../ numérotent /.../ les feuilles d'avis /.../ d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion. Chaque dépêche doit ainsi porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Le nom du navire qui transporte la dépêche ou l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau expéditeur est à même de les connaître. Le bureau expéditeur inscrit le nombre et le poids des sacs soumis aux frais de transit et aux frais terminaux, selon les catégories auxquelles ils appartiennent (LC/AO, d'une part, et sacs M, d'autre part).

Motifs. –*Introduction*

Les documents qui accompagnent une dépêche de la poste aux lettres internationale sont au nombre de deux:

- la feuille d'avis C 12 qui voyage à l'intérieur de la dépêche, dans le sac final, et décrit la dépêche entière;
- le bordereau de livraison (AV 7 ou C 18) qui voyage à l'extérieur de la dépêche et est utilisé aux fins du transport.

Des problèmes surviennent fréquemment du fait que le bordereau de livraison des dépêches-avion AV 7 (titre de transport à l'origine) a été adapté pour saisir certaines informations liées exclusivement aux règlements des frais terminaux, devenant ainsi un document à usages multiples.

Dans le cas des dépêches par voie de surface, on trouve les données utiles à la détermination des frais terminaux sur la feuille d'avis, ce qui permet de conserver le bordereau de livraison C 18 comme titre de transport (à l'opposé de l'AV 7 pour les dépêches-avion).

Exposé du problème

Le Conseil exécutif propose que le mode d'établissement des documents d'expédition employé pour la poste aux lettres aérienne le soit aussi pour la poste aux lettres de surface. Cela signifierait que le bordereau de livraison voyageant à l'extérieur de la dépêche constituerait la base de la détermination des frais terminaux. Cela entraînerait aussi que le système appliqué pour les colis postaux continuerait de différer de celui de la poste aux lettres, bien que dans la pratique ce soient les mêmes règles qui jouent.

A notre avis, cette façon d'agir risque de poser aux Administrations postales de graves difficultés, tant sur le plan de l'exploitation que sur celui du règlement des comptes.

Il existe, cependant, une possibilité de donner une meilleure assise au système international en procédant à des modifications mineures des formules et des procédures en vigueur.

Il s'agirait de suivre les règles spécifiques suivantes:

- 1° opter pour la feuille d'avis C 12 comme base de détermination des frais terminaux de la poste aux lettres (surface, S.A.L. et avion) et pour les acheminements aériens intérieurs et la modifier en conséquence en y ajoutant le poids total de la dépêche (avec des mentions distinctes pour les sacs LC/AO et les sacs M);
- 2° ne destiner l'AV 7 qu'à l'établissement des factures par les transporteurs aériens, y compris celles afférentes au transit de la poste aux lettres et des colis postaux par voie aérienne;
- 3° utiliser le bordereau de livraison C 18 des dépêches de surface comme il l'est à présent, lui conservant ainsi son caractère de formule opérationnelle (sauf pour les Administrations souhaitant le prendre pour base du règlement des frais de transit).

Motifs

1. Les points faibles de la formule AV 7, en cas d'anomalies dans l'exploitation (qui se produisent chaque jour dans les aéroports), sont bien connus. En témoignent l'expérience vécue par toutes les Administrations postales et les nombreuses années de délibérations entre l'UPU et l'IATA pour élaborer un bordereau de livraison AV 7 de substitution destiné à redresser les irrégularités survenues dans les aéroports.

Si l'on prend la formule C 12 pour base du règlement des comptes, le fait qu'il y ait des problèmes dans les aéroports et qu'il faille refaire les documents n'a pas de retentissement sur les règlements des comptes entre Administrations.

2. Selon la Convention de l'UPU, le bordereau de livraison des dépêches de surface (formule C 18) n'est pas nécessairement employé pour payer les entreprises de transport de surface. Pourtant l'AV 7, lui, est utilisé pour le paiement des compagnies aériennes. Il est donc inexact de dire que le C 18 est l'équivalent de l'AV 7, pour le courrier de surface, du moins en ce qui concerne les paiements au titre du transport.

En prenant la formule C 12 pour base du règlement des comptes, chaque Administration peut continuer à gérer le transport des dépêches-surface comme le prévoient ses dispositions contractuelles, sans avoir besoin de l'équivalent d'un Comité de contact IATA/UPU pour résoudre les problèmes soulevés par l'utilisation de la formule C 18.

3. Le règlement des comptes entre Administrations postales s'effectue en fonction des dépêches, chaque dépêche ayant son numéro et son mode d'identification unique.

Mais l'AV 7 n'est pas établi en fonction des dépêches. Un AV 7 peut contenir plus d'une dépêche; il peut aussi ne concerner qu'une partie d'une dépêche. Le courrier EMS est parfois enregistré sur le bordereau de livraison AV 7 en même temps que les autres catégories de courrier. Étant donné qu'il n'existe pas de colonne distincte pour ce type de courrier, le poids total des envois EMS se confond avec le poids total des envois LC/AO dans la colonne LC/AO. La résolution CE 2/1987 de l'Accord-cadre EMS adopté par le Conseil exécutif stipule seulement que le bordereau de livraison AV 7 doit signaler de manière claire que la dépêche contient des envois EMS. Plus important encore, l'AV 7 reçu par l'Administration postale de destination peut avoir été retranscrit plusieurs fois.

Le bordereau de livraison C 18 n'est pas fait pour être rempli à chaque expédition de dépêche. Il s'agit plutôt d'un inventaire de toutes les dépêches transportées entre deux Administrations par une voie d'acheminement particulière. Toute expédition de dépêches de surface, via une ou plusieurs Administrations de transit, implique donc l'établissement de nouveaux documents par chaque Administration de transit.

4. Actuellement, des Administrations souhaitant prendre en compte les poids réels pour le règlement des comptes n'ont pas la possibilité de combiner un transport S.A.L. et un transport de surface normal dans le but d'améliorer leur service postal, à cause du mode actuel d'établissement des documents.

Par exemple, une Administration souhaitant effectuer le règlement des comptes en fonction des poids réels ne peut pas utiliser sa compagnie aérienne nationale pour le transport S.A.L. de la poste aux lettres jusqu'à New York puis aller de New York à Montréal par l'intermédiaire de la poste des États-Unis au moyen du transit normal de surface pratiqué de New York à Montréal. Cela en raison du fait que les poids de la dépêche n'apparaissent pas sur la feuille d'avis C 12 et que, par conséquent, le Canada a des difficultés à se procurer ces informations importantes.

Fonder le règlement des comptes sur les formules C 12 ne pose pas de problème, car aucune transcription n'entre en jeu.

Le fait de faciliter le passage d'un acheminement S.A.L. à un acheminement de surface favorise la réalisation de l'objectif tendant à améliorer le service international par une maximalisation du transport aérien.

Le présent exemple concernant une liaison entre le Canada et New York n'est pas unique. On pourrait en citer d'autres à propos de n'importe quel pays se trouvant à proximité d'un autre pays ayant un réseau international étendu.

5. Actuellement, le système des paiements au titre du transit par voie de surface de la poste aux lettres est lourd et déficient.

En prenant la formule C 12 comme base du décompte des frais de transit, on renforce ce système. La formule C 12 est un document reconnu par tous qui est approprié puisqu'il sert de référence à la détermination des frais terminaux.

6. En janvier 1986, la formule AV 7 a été modifiée: deux colonnes y ont été ajoutées, l'une pour mentionner le nombre de sacs M, la seconde pour indiquer le poids brut de ces sacs. Cette modification s'imposait puisque le taux des frais terminaux pour les sacs M diffère de celui des dépêches ordinaires LC/AO et que, en ce qui concerne les frais terminaux au titre de la poste aérienne, c'est l'AV 7 qui fait foi. En revanche, cette mesure n'a pas été nécessaire sur le bordereau de livraison des dépêches de surface C 18, car pour le courrier de surface c'est la feuille d'avis C 12 qui sert à la détermination des frais terminaux.

Ces modifications apportées à la formule AV 7 compliquent les opérations de transfert postal. Non seulement l'Administration postale chargée du transfert est tenue de transcrire les indications de l'AV 7 qui arrive sur l'AV 7 qui part, mais encore faut-il qu'elle le fasse sans se tromper de colonne. Une erreur aurait de graves répercussions sur l'estimation des frais terminaux.

En outre, il est demandé aux compagnies aériennes de signer la formule AV 7, au départ comme à l'arrivée. Qu'un sac de courrier soit un sac M ou non n'intéresse pas les compagnies. En faisant inscrire des sacs M sur une formule AV 7 et en exigeant la signature des compagnies aériennes, on peut éventuellement impliquer ces dernières dans des problèmes d'ordre purement postal.

Dès lors que l'on prend la formule C 12 pour base de détermination des frais terminaux, il devient possible de simplifier l'AV 7 et tout risque d'implication des compagnies aériennes dans des problèmes liés au traitement différent des sacs M et des sacs LC/AO disparaît.

Compte tenu des problèmes de transfert survenant dans les aéroports, il n'est pas dans l'intérêt des Administrations postales de compliquer inutilement la formule AV 7. En fait, celle-ci devrait être carrément simplifiée.

7. A propos de la mention globale des indications sur la formule AV 7, le paragraphe 2 de l'article 206 de la Convention de l'UPU stipule: «Si l'Administration de réception constate que plus de 10% des dépêches originaires d'une même Administration ne correspondent pas aux indications portées sur les bordereaux AV 7 ou ne sont pas accompagnées de bordereaux AV 7, elle peut demander à cette Administration d'indiquer désormais individuellement chaque sac et son poids correspondant sur les bordereaux AV 7.»

Cet article est un exemple de plus que théorie et réalité divergent en ce qui concerne le transport aérien et les documents qui s'y rapportent.

Si l'on prend la formule C 12 pour base de règlement des comptes, rien n'empêche de continuer à profiter des avantages de l'enregistrement global des indications, sans que l'exactitude de la détermination des frais terminaux ait à en souffrir. Le maintien du système d'enregistrement global permettrait d'accélérer le service en supprimant l'obligation de vérifier chaque sac en particulier.

8. Enfin, il suffit de lire l'article 156 de la Convention de l'UPU concernant les feuilles d'avis C 12 pour constater que la C 12 est, dans la Convention tout entière, la seule formule énumérant les envois un par un. Ce fait montre bien le caractère essentiel de cette formule et l'importance qu'elle revêt.

Par ailleurs, il faut se rappeler que la formule C 12 enregistre les envois recommandés de la poste aux lettres. Aussi, tant que la poste aux lettres recommandée conservera son importance, la feuille d'avis C 12 continuera-t-elle d'être importante.

Les Administrations seraient bien avisées de fonder le règlement des comptes sur un bon système, la feuille d'avis, plutôt que d'essayer constamment de replâtrer un mauvais système, le bordereau de livraison.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 157

Transmission des envois recommandés

CANADA

2557.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf lorsqu'il est fait application du paragraphe 2, les envois recommandés sont transmis inscrits individuellement dans le tableau VI de la feuille d'avis. Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales conformes au modèle C 13 ci-annexé soit pour remplacer le tableau VI, soit pour servir comme supplément à la feuille d'avis. L'emploi de listes spéciales est obligatoire si l'Administration de destination en fait la demande. Les listes dont il s'agit doivent indiquer le même numéro /.../ de dépêche que celui qui est mentionné sur la feuille d'avis de la dépêche correspondante. Lorsque plusieurs listes spéciales sont employées, elles doivent en outre être numérotées d'après une série propre à chaque dépêche. Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste spéciale ou dans le tableau VI de la feuille d'avis est limité au nombre que comporte la contexture de la formule respective.

Motifs. – Le terme «numéro de dépêche» est préférable à «numéro d'ordre» car ce terme peut être confondu avec celui employé dans la phrase suivante «d'après une série propre». De même, il existe un numéro d'ordre pour chaque envoi recommandé mentionné sur la formule C 13. Cela aussi peut prêter à confusion.

Article 160

Transmission des envois exprès et des correspondances-avion compris dans des dépêches-surface

CONSEIL EXÉCUTIF

2560.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Transmission des envois exprès /.../

1. La présence d'envois /.../ exprès /.../ est signalée par une croix (x) dans la case correspondante du tableau I de la feuille d'avis (article 156, paragraphe 2, lettre b)).

2. Les envois exprès /.../ sont réunis en liasses distinctes munies d'étiquettes portant, en caractères très apparents, /.../ la mention «Exprès» /.../. Ces liasses sont insérées, par les bureaux d'échange, dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.

3. Toutefois, si cette enveloppe doit être fixée au paquet ou au sac des envois recommandés (article 156, paragraphe 1), les liasses des envois exprès /.../ sont placées dans le sac extérieur.

4. Les envois exprès recommandés /.../ sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés et la mention «Exprès» /.../ est portée dans la colonne «Observations» du tableau VI de la feuille d'avis ou des listes spéciales C 13, en regard de l'inscription de chacun d'eux. En cas d'inscription globale, la présence de ces envois recommandés est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau VI de la feuille d'avis. Une mention analogue est portée dans la colonne «Observations» des feuilles d'envois VD 3, en regard de l'inscription des lettres avec valeur déclarée à remettre par exprès /.../.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Conséquence de la proposition 2550.1. Il est supposé que les correspondances-avion sont toujours transmises dans les dépêches-surface prioritaires dans le cas où elles sont transmises par la voie de surface.

Proposition corrélatrice: 4612.1.

Article 161

Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2561.1

Le modifier comme suit:

Chaque sac ou paquet contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination doit, en plus de l'étiquette C 28 ou AV 8 complétée de la lettre M en gros caractère dans l'angle supérieur droit, être muni d'une étiquette-adresse rectangulaire fournie par l'expéditeur et indiquant tous les renseignements concernant le destinataire. L'étiquette-adresse doit être en toile suffisamment rigide, carton fort, matière plastique, parchemin ou en papier collé sur une planchette et être munie d'un œillet; ses dimensions ne doivent pas être inférieures à 90 × 140 mm avec une tolérance de 2 mm. L'Administration d'origine a la faculté d'expédier ces sacs sous recommandation, auquel cas ils sont inscrits au tableau VI de la feuille d'avis C 12 ou sur une liste spéciale C 13 comme un seul envoi recommandé, la lettre M devant être portée dans la colonne «Observations». Les sacs ou les paquets contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire seront inscrits sur les feuilles d'avis et les bordereaux de livraison dans la case «Sacs M».

Motifs. – Les dispositions actuelles ne mentionnent pas que les paquets contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire sont considérés comme sacs M, et doivent être inscrits de cette manière dans les documents postaux.

Article 162

Etiquetage des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2562.1

Paragraphe 1. Modifier la lettre c) comme suit et ajouter le paragraphe 1bis suivant:

- c) en bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement des imprimés, des cécogrammes, des petits paquets ordinaires, des envois non prioritaires et des écrits périodiques autres que ceux qui sont mentionnés sous lettre b), chiffre 3°. La mention «Ecrits périodiques» peut être portée sur l'étiquette bleue lorsque les sacs ne contiennent que des envois de cette catégorie;

1bis. Lorsqu'il s'agit d'une dépêche prioritaire acheminée par la voie de surface, l'étiquette C 28 doit porter en gros caractères très apparents la mention «PRIORITÉ». Les étiquettes prévues aux articles 202, paragraphe 3, et 223, paragraphe 2, sont utilisées pour les dépêches-avion et les dépêches S.A.L.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Les modifications sont conformes aux souhaits exprimés par la majorité des Administrations lors de la consultation (voir aussi la proposition 2550.1 concernant la création de la catégorie «dépêches prioritaires»).

Article 162

Etiquetage des dépêches

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'**2562.2**

Créer le paragraphe 2bis ci-après:

2bis. L'étiquette des récipients contenant des envois exprès doit être dotée d'une fiche ou de la mention «Exprès», conformément à l'article 138.

Motifs. – Eu égard à la concurrence croissante, il apparaît nécessaire de prendre le plus de mesures possible pour accorder une priorité au traitement des envois urgents. Il semble donc utile de procéder également à la signalisation extérieure – sur l'étiquette – des sacs de lettres qui contiennent des envois exprès. Bien que l'on puisse partir du principe que les envois exprès, conformément à l'article 160, soient insérés dans le sac final, il peut se produire que lesdits envois – s'ils sont en grand nombre – soient mis dans un sac spécial. On sait en outre que certaines Administrations, par exemple le week-end, ne traitent que les envois exprès et n'ouvrent même pas les sacs finals, à moins que ceux-ci ne contiennent des envois exprès qui puissent être reconnus comme tels. Il paraît ainsi utile de procéder à la signalisation de tels envois sur l'étiquette même (cf. aussi le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, article 122, paragraphe 3, lettre c)).

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Islande, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

Article 162

Etiquetage des dépêches

CHINE (RÉP. POP.)**2562.3**

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Le poids de chaque sac composant la dépêche doit être indiqué sur l'étiquette C 28 à un endroit déterminé. Le poids de chaque sac est arrondi à l'hectogramme supérieur lorsque la fraction de l'hectogramme est égale ou supérieure à 50 grammes et à l'hectogramme inférieur dans le cas contraire. Lorsqu'il s'agit (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 162

Etiquetage des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2562.4

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les étiquettes portent l'indication imprimée en petits caractères latins du nom du bureau expéditeur et, en caractères latins gras, du nom du bureau de destination, précédés respectivement des mots «de» et «pour», ainsi que, dans la mesure du possible, l'indication de la voie de transmission et, si les dépêches empruntent la voie maritime, le nom du paquebot. Le nom du bureau de destination est également imprimé en petits caractères, dans le sens vertical, de chaque côté de l'œillet de l'étiquette. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, ces indications sont complétées par le numéro de la dépêche, le poids du sac et, le cas échéant, le port de débarquement de la dépêche.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux, selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids des dépêches (voir propositions 3067.91, 3067.92 et 3570.1). Il convient d'indiquer le poids de chaque sac sur son étiquette C 28. Il a également été proposé (proposition 2556.2) de toujours numéroter les dépêches. Il n'est donc plus nécessaire d'indiquer la date d'expédition sur l'étiquette pour identifier la dépêche dont le sac fait partie.

Article 162

Etiquetage des dépêches

CANADA

2562.5

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'étiquette du sac ou du paquet contenant la feuille d'avis (article 156) est toujours revêtue de la lettre F tracée d'une manière apparente et doit comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche.

Motifs. – Le libellé du paragraphe 2 de l'article 162 suggère que l'inscription du nombre de sacs contenus dans la dépêche sur l'étiquette contenant les documents (sac F) est facultative. Elle devrait être obligatoire.

Dans le service des colis postaux, l'étiquette du sac indique le numéro du récipient (sac). Si le service des colis postaux y trouve une utilité, il doit y en avoir une aussi pour le service de la poste aux lettres.

L'avantage de cette mention, sur le plan opérationnel, est que l'on peut vérifier à tout moment qu'une dépêche est bien intacte, même si l'on n'a pas immédiatement sous la main les formules AV 7 ou C 18, ce qui arrive souvent dans la pratique.

Article 162

Etiquetage des dépêches

CANADA

2562.6

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'étiquette du sac ou du paquet contenant la feuille d'avis (article 156) est toujours revêtue de la lettre F tracée d'une manière apparente et peut comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche. En ce qui concerne les dépêches-avion, cette étiquette peut indiquer le poids total de la dépêche.

Motifs. – L'étiquette du sac final de dépêches-avion AV 8 porterait ainsi un grand nombre d'informations utiles aux points de destination et de transfert. L'indication du poids total est utile quand le bordereau AV 7 n'est pas à disposition ou qu'il est illisible.

Noter que les poids indiqués sur le bordereau AV 7 peuvent être transcrits plusieurs fois, mais que la mention du poids inscrite à l'origine sur l'étiquette du sac F voyage jusqu'au lieu de destination. Une telle pratique aurait pour effet de réduire sensiblement le besoin de formules C 14 de constatation d'irrégularités.

Article 162

Etiquetage des dépêches

AUSTRALIE

2562.7

Ajouter le paragraphe 9 suivant:

9. Les Administrations peuvent s'entendre entre elles pour utiliser les étiquettes prescrites au paragraphe 1, lettres b) et c), du présent article à la place des étiquettes prévues au paragraphe 1, lettre a), et de la fiche visée au paragraphe 3 du même article.

Motifs. – Les violations du courrier se produisent constamment et demeurent un problème d'actualité, malgré les nombreux efforts entrepris pour minimiser le nombre d'incidents. Les enquêtes menées à propos des violations du courrier indiquent clairement que les sacs portant des étiquettes rouges C 28 et AV 8 sont les premiers visés par les voleurs. Sur certains itinéraires, à certains points de transit, on ne constate de violations du courrier que sur les sacs à étiquettes rouges.

L'utilisation des étiquettes rouges C 28 et AV 8, telle qu'elle est prescrite dans l'article 162 de la Convention, présente sans doute des avantages sur le plan de l'exploitation, mais cet aspect doit passer après le souci d'assurer l'intégrité du courrier.

La présente proposition tend à donner aux Administrations, qui subissent de fréquentes violations du courrier et qui ont essayé en vain d'y remédier par d'autres mesures préventives, la possibilité de préserver l'intégrité du courrier par d'autres moyens.

Appuis. – Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Indonésie, Irlande, Japon, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines.

Article 162

Etiquetage des dépêches

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2562.8/Rev 1

Amendement à la proposition 2562.1

Paragraphe 1, lettre c). La modifier comme suit:

- c) en bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement des imprimés, des cécogrammes, des petits paquets ordinaires, des envois non prioritaires, sauf quand il convient d'utiliser les étiquettes prescrites sous lettre a), et des écrits périodiques autres que ceux qui sont mentionnés sous lettre b), chiffre 3°. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Pour maintenir l'emploi des étiquettes rouges pour les envois recommandés non prioritaires, une référence à la lettre a) a été ajoutée.

Article 162

Etiquetage des dépêches

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2562.9

Amendement à la proposition 2562.4

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les étiquettes portent l'indication imprimée en petits caractères latins du nom du bureau expéditeur et, en caractères latins gras, du nom du bureau de destination, précédés respectivement des mots «de» et «pour», ainsi que, dans la mesure du possible, l'indication de la voie de transmission et, si les dépêches empruntent la voie maritime, le nom du paquebot. Le nom du bureau de destination est également imprimé en petits caractères, dans le sens vertical, de chaque côté de l'œillet de l'étiquette. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, ces indications sont complétées par le numéro de la dépêche, le poids du sac et, le cas échéant, le port de débarquement de la dépêche. Le poids du sac est arrondi à l'hectogramme supérieur quand la fraction de l'hectogramme est égale ou supérieure à 50 grammes et arrondi à l'hectogramme inférieur dans le cas contraire.

Motifs. – Pour garantir la précision des mesures, les indications quant à la manière d'arrondir les fractions d'hectogramme figurant dans la proposition 2562.3 ont été ajoutées dans la présente proposition.

Article 162

Étiquetage des dépêches

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2562.10

Amendement à la proposition 2562.7

Modifier le paragraphe 9 proposé comme suit:

9. Les Administrations peuvent s'entendre entre elles pour que les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée soient insérés dans un sac contenu dans un autre. L'étiquette rouge vermillon devrait être utilisée pour le sac intérieur contenant les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée. L'étiquette prescrite au paragraphe 1, lettre b) ou c), serait utilisée pour le sac extérieur.

Motifs. – Nous convenons que des violations du courrier se produisent constamment et demeurent un problème d'actualité, malgré les nombreux efforts entrepris pour réduire à un minimum le nombre d'incidents. Les enquêtes menées à la suite de violations du courrier indiquent clairement que les sacs portant des étiquettes rouges C 28 et AV 8 sont les premiers visés par les voleurs. La présente proposition tend à donner aux Administrations, qui subissent de fréquentes violations du courrier et qui ont tenté en vain d'y remédier par d'autres mesures préventives, la faculté de cacher aux voleurs la présence, dans les dépêches, d'envois recommandés et de lettres avec valeur déclarée. En insérant le sac recommandé à l'intérieur d'un sac identifié par une étiquette blanche ou bleue, on pourrait dissimuler la nature du contenu jusqu'à ce que tous les sacs soient ouverts pour traitement par l'Administration de destination.

Article 163

Acheminements des dépêches et établissement des bulletins d'essai

URSS

2563.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. L'Administration du pays d'origine doit indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une Administration intermédiaire, des frais spéciaux. Les renseignements sur la voie d'acheminement sont inscrits sur les bordereaux C 18 et sur les étiquettes C 28.
- 3 et 4. (Sans changement.)
5. En cas de changement de la voie d'acheminement des dépêches closes, l'Administration expéditrice doit demander l'accord des Administrations par l'intermédiaire desquelles elle veut procéder à la transmission des dépêches; après avoir obtenu leur accord, elle doit faire connaître aux Administrations qui avaient jusqu'alors assuré le transit la date de la cessation de l'utilisation de leurs services.
6. (Supprimé.)

Motifs. – Le point de vue du pays de transit doit être pris en considération conformément à la proposition relative à l'article premier. L'indication de la voie convenue dans les documents d'accompagnement facilitera le travail des services du pays de transit.

Article 163

Acheminement des dépêches et établissement des bulletins d'essai

CANADA

2563.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission d'une dépêche, le bureau d'échange d'origine peut adresser au bureau de destination de cette dépêche un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 ci-annexé. Ce bulletin doit être inséré dans la dépêche et joint à la feuille d'avis sur laquelle sa présence est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau V. Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.

Motifs. – Cette procédure permettra de renvoyer les formules à une adresse autre que le bureau d'échange d'expédition, si tel est le désir de l'Administration de destination. Cela représente un avantage important quand il n'existe pas d'échange de dépêches closes, dans les deux sens, entre les bureaux d'échange concernés, ce qui est tout à fait fréquent. (Le libellé a été repris, avec de légères modifications, des formules de réclamation mentionnées à l'article 147, paragraphe 9.)

Article 164

Remise des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2564.1

Ajouter le paragraphe 5bis suivant et modifier le paragraphe 6 comme suit:

5bis. La présence de dépêches prioritaires acheminées par la voie de surface est signalée par la mention «PRIOR» dans la colonne «Observations» du bordereau C 18.

6. Pour la remise des dépêches-surface transportées par voie aérienne, le bordereau C 18 est remplacé par un bordereau de livraison de couleur blanche conforme au modèle C 18bis ci-annexé, établi conformément à l'article 224. En ce qui concerne les dépêches-avion, voir l'article 205.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2550.1. Voir également la proposition 4082.1. Etant donné que les dépêches prioritaires seront toujours dans la pratique échangées entre les pays limitrophes, les Administrations en question peuvent probablement facilement s'accorder sur la question de l'utilisation de statistique ou de poids réel pour l'établissement des frais de transport aérien intérieur. Elles peuvent également fixer elles-mêmes les modalités d'établissement des comptes et de confection des statistiques éventuelles.

La proposition contenait originellement, au paragraphe 5bis, la phrase suivante: «Si les frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination pour les dépêches-surface prioritaires sont établis d'après leur poids brut réel, il faut également indiquer le poids dans la colonne «Observations». Cette phrase a été supprimée dans l'hypothèse que la proposition 2918.1 découlant de l'étude sur les frais terminaux sera adoptée par le Congrès.

Article 164

Remise des dépêches

BRÉSIL

2564.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Pour la remise des dépêches-surface transportées par voie aérienne, le bordereau C 18 est remplacé par un bordereau de livraison /.../ AV 7, établi conformément à l'article 205.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4907.1.

Article 164

Remise des dépêches

CHINE (RÉP. POP.)

2564.3

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Le numéro, l'origine et la destination de la dépêche, le nombre total et le poids total des sacs de chaque catégorie, ainsi que toutes autres indications utiles figurant sur l'étiquette C 28 ou sur la suscription extérieure doivent être reportés sur le bordereau C 18. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part du nombre et du poids des autres sacs, et un «R» doit être marqué dans la colonne «Observations» du bordereau C 18. Le poids des sacs ne contenant que des envois exempts de frais de transit et de frais terminaux ou des sacs vides ne figure pas sur le bordereau C 18.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 164

Remise des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2564.4

Paragraphe 5. Le remplacer comme suit:

5. Le numéro, l'origine et la destination de la dépêche, le nombre total et le poids total des sacs inscrits globalement par catégorie LC/AO, sacs M et colis postaux, ainsi que toutes autres indications utiles figurant sur l'étiquette C 28, doivent être reportés sur le bordereau de livraison C 18. Les Administrations d'origine peuvent, si elles le désirent, opter pour l'inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part du nombre et du poids des autres sacs, et un «R» doit être marqué dans la colonne «Observations» du bordereau C 18 pour indiquer qu'il s'agit des sacs munis d'étiquettes rouges. Si les poids inscrits sur le bordereau C 18 incluent ceux du courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux, la colonne «Observations» est également utilisée pour signaler, par catégorie LC/AO et sacs M, le poids à déduire.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux, selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids réel des dépêches (voir propositions 3067.91, 3067.92 et 2556.2). Il convient d'indiquer le poids de chaque catégorie LC/AO, sacs M et colis postaux sur les bordereaux de livraison C 18 et C 18bis, comme cela est actuellement fait sur le bordereau de livraison AV 7. Le nouveau contenu du paragraphe 5 correspond au fond au contenu de l'article 206, paragraphe 1.

Article 164

Remise des dépêches

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2564.5

Ajouter le paragraphe 1bis ci-après:

1bis. Lorsqu'une Administration transmet ses dépêches par l'entremise des services d'une ou de plusieurs Administrations de transit, elle établit le bordereau de livraison en autant d'exemplaires qu'il y a d'Administrations postales participant au transport et à la remise de la dépêche en cause. Au cas où une Administration reçoit en transit une dépêche accompagnée du

bordereau C 18 en nombre insuffisant d'exemplaires, elle établit son propre bordereau de livraison C 18 ou C 18bis à l'attention de l'Administration suivante, en y reprenant toutes les données du bordereau C 18 original et assure le réacheminement sans fragmentation de la dépêche reçue en transit. Toute situation d'exception sera mentionnée sur le bordereau de livraison C 18 et éventuellement C 18bis.

Motifs. – Lors de la remise des dépêches, il y a des cas où les Administrations postales transmettent les dépêches reçues en transit en fragmentant l'expédition soit par la remise des sacs d'une dépêche à des jours différents, soit en utilisant des voies différentes d'acheminement pour les dépêches appartenant au même bureau d'origine.

(Par exemple, il y a des dépêches-surface extra-européennes qui sont réacheminées par une même Administration de transit soit par voie terrestre, soit par avion. Les Administrations de transit suivantes ainsi que l'Administration d'origine peuvent être déroutées ainsi dans leur activité.)

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

CHILI

2565.1

Ajouter le paragraphe 6bis suivant:

6bis. La constatation, lors de la vérification, d'une quelconque irrégularité ne peut en aucun cas motiver le retour d'un envoi ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenu dans la dépêche examinée.

Motifs. – La présente proposition tient compte du besoin d'harmoniser cet article avec la disposition du paragraphe 6 de l'article 125 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, en ce qui concerne le non-retour, en cas de constatation d'irrégularités, des envois contenus dans une dépêche examinée. Cette harmonisation fait parallèle à celle qui existe entre le paragraphe 7 de l'article 164 du Règlement d'exécution de la Convention et le paragraphe 3 de l'article 124 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, à propos du non-refus des dépêches pour cause d'avarie ou de spoliation.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

BRÉSIL

2565.2

Paragraphe 17. Le modifier comme suit:

17. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification renvoient ceux-ci au bureau d'échange d'origine le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu. Si ces bulletins ne sont pas renvoyés dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

Motifs. – Ainsi que cela ressort des circulaires du Bureau international, le renvoi de bulletins de vérification à l'Administration centrale est pratique courante, ce qui constitue une entrave à la circulation des informations au sein des Administrations postales tout en contribuant à la bureaucratisation des services.

La présente proposition vise à définir clairement à quel bureau devront être envoyés les bulletins lors de leur retour.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

2565.3

Paragraphe 17. Le modifier comme suit:

17. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification renvoient ceux-ci le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu. Si ces bulletins ne sont pas renvoyés à l'Administration d'origine dans le délai d'un mois à compter de la date de leur expédition ou bien si l'Administration d'origine n'est pas avisée dans ce délai des enquêtes qui pourraient s'avérer encore nécessaires ou de l'envoi supplémentaire de documents nécessaires, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés /.../.

Motifs. – L'objectif de cette proposition est d'utiliser généralement le règlement des délais selon l'article 126, paragraphe 8, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux ayant fait ses preuves et d'accélérer ainsi l'exécution des opérations d'exploitation et de décompte.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

CHINE (RÉP. POP.)

2565.4

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Lorsqu'un bureau constate des erreurs dans les indications du nombre et du poids figurant sur le bordereau C 18, il doit immédiatement les rectifier et les signaler, par bulletin de vérification, au bureau d'échange expéditeur. Cependant, en ce qui concerne le poids d'un sac, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables, à moins que le poids constaté ne dépasse de plus de 250 grammes celui indiqué sur l'étiquette C 28. Si le bureau intermédiaire constate qu'il y a des erreurs dans l'indication du poids d'un sac sur l'étiquette C 28, il doit immédiatement les signaler par bulletin de vérification aux bureaux d'échange expéditeur et destinataire.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

CONSEIL EXÉCUTIF

2565.5

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche doit vérifier non seulement l'origine et la destination des sacs composant la dépêche et inscrits sur le bordereau de livraison, mais aussi la fermeture et le conditionnement des sacs portant des étiquettes rouges, ainsi que l'exactitude des informations figurant sur le bordereau de livraison. Il vérifie également, par échantillonnage ou systématiquement, le poids indiqué sur l'étiquette C 28 ou AV 8bis, les données du bureau d'origine étant tenues pour valables si elles diffèrent de 200 grammes ou moins des poids constatés.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux, selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids des dépêches (voir propositions 3067.91, 3067.92 et 2564.4).

La proposition vise à spécifier que les bureaux intermédiaires et de destination doivent également vérifier les informations figurant sur le bordereau de livraison, notamment le poids total et, si possible, aussi l'indication figurant sur l'étiquette relative au poids de chaque sac. Selon le paragraphe 6 de l'article 165, les irrégularités constatées sont signalées immédiatement, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau d'origine de la dépêche et, le cas échéant, au dernier bureau intermédiaire.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

URSS

2565.6

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Lorsque la transmission des dépêches a lieu par l'entremise d'un transporteur, le bordereau de livraison C 18, C 18bis ou AV 7 sur lequel sont mentionnées les irrégularités constatées à la prise en charge des dépêches par l'Administration intermédiaire ou de destination doit être /.../ contresigné par le transporteur ou son représentant. Les exemplaires du bordereau C 18, C 18bis ou AV 7 – troisième et quatrième exemplaire du bordereau C 18 prévu à l'article 164 et quatrième, /.../ cinquième et sixième exemplaire des bordereaux AV 7 et C 18bis prévus à l'article 205 – doivent obligatoirement comporter la mention des réserves prises à l'encontre du service transporteur. Dans le cas de transport de dépêches par conteneur, ces réserves portent uniquement sur l'état du conteneur, de ses éléments de fermeture et de ses scellés.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4605.2.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

INDE

2565.7

Amendement à la proposition 2565.1

Ajouter le paragraphe 6bis suivant:

6bis. La constatation, lors de la vérification, d'une quelconque irrégularité ne peut en aucun cas motiver le retour d'un envoi ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenu dans la dépêche examinée, sauf application de l'article 22 de la Convention.

Motifs. – La proposition 2565.1 tend à harmoniser les dispositions contenues dans la Convention, le Règlement d'exécution et l'Arrangement concernant les colis postaux. La réserve ajoutée permet de mettre tout à fait en parallèle les dispositions de l'article 165 et celles de l'article 125 du Règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Article 165

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2565.8

Amendement à la proposition 2565.1

Paragraphe 6bis. Le modifier comme suit:

6bis. La constatation, lors de la vérification, d'une quelconque irrégularité ne peut en aucun cas motiver le retour d'un envoi ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenu dans la dépêche examinée, sauf application de l'article 22, paragraphes 1 et 2, de la Convention.

Motifs. – Comme il est dit dans les motifs de la proposition originale, l'article 165 devrait être harmonisé avec les dispositions analogues de l'Arrangement concernant les colis postaux. Le présent amendement met cet article en conformité avec l'article 125, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Article 168

Renvoi des sacs vides

CONSEIL EXÉCUTIF

2568.1

Créer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les Administrations d'origine peuvent former des dépêches spéciales pour le renvoi des sacs vides. Toutefois, la formation de dépêches spéciales est obligatoire lorsque les Administrations de transit ou de destination le demandent. Les dépêches spéciales sont décrites sur des bordereaux conformes au modèle C 18 S ci-annexé. Si des dépêches spéciales ne sont pas formées, le nombre et le poids des pochées de sacs vides sont indiqués dans la colonne "Observations" des bordereaux C 18 et C 18bis.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux selon laquelle le décompte des frais terminaux du courrier de surface et des frais de transit est fondé sur le poids des dépêches (voir propositions 3067.91, 3067.92 et 2564.4). Pour procéder de la même manière que pour le courrier-avion, les idées principales des dispositions de l'article 217 ont été retenues pour les sacs vides du courrier de surface et du courrier S.A.L. De cette manière, les formules C 18 et C 18bis peuvent être harmonisées avec la formule AV 7. Il est, en effet, très difficile d'y inclure des colonnes supplémentaires relatives aux sacs vides.

Article 168

Renvoi des sacs vides

CANADA

2568.2

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les sacs renfermant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination prévus à l'article 161 doivent être récupérés lors de leur remise aux destinataires et renvoyés, selon les dispositions précitées, aux Administrations des pays auxquels ils appartiennent. Par dérogation à ce qui précède, l'Administration de destination ne sera pas tenue pour responsable du non-retour de ces sacs.

Motifs. – Les complications pratiques et les coûts qu'entraîne la localisation des sacs M donnés aux clients peuvent rendre cette opération irréalisable, surtout quand on considère la baisse des frais terminaux.

Il faut noter que les sacs M sont les seuls sacs internationaux arrivants qui ne sont pas ouverts dans les bureaux d'échange.

Article 168

Renvoi des sacs vides

ÉMIRATS ARABES UNIS

2568.3/Rev 1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Sauf accord contraire, l'Administration d'origine qui expédie son courrier par la voie de surface prend en charge les frais résultant du renvoi des sacs vides lui appartenant.

Motifs. – Aux termes du premier paragraphe de cet article, les sacs doivent être renvoyés vides par le prochain courrier dans une dépêche directe pour le pays auquel ces sacs appartiennent, et si possible par la voie normale suivie à l'aller.

Cependant, comme la voie empruntée à l'aller est parfois différente de celle du retour, puisque certaines Administrations font transporter tout leur courrier de surface par voie maritime, il est difficile pour les Administrations de destination qui n'utilisent pas la voie maritime ou terrestre de renvoyer les grandes quantités de sacs vides par la voie aérienne qu'elles utilisent pour le transport de leur propre courrier. Ceci leur occasionne des frais dont elles ne sont pas responsables et il incombe aux Administrations d'origine de supporter les frais résultant du renvoi de leurs sacs vides.

Voir également la proposition 5532.1/Rev 1.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 168

Renvoi des sacs vides

AFGHANISTAN

2568.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les sacs doivent être utilisés pour l'envoi du courrier par les Administrations expéditrices, en particulier les pays les moins avancés, par le prochain courrier, par la voie directe la plus pratique pour le pays auquel ces sacs appartiennent et si possible par la voie normale suivie à l'aller. Les sacs vides excédant le nombre de sacs requis pour les dépêches à expédier seront renvoyés par le même courrier. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Les ressources financières des pays les moins avancés sont limitées. Cet arrangement permettra d'éviter un investissement dans des sacs postaux qui certainement constituerait pour eux une charge inutile. Le service postal pourrait alors investir dans un autre domaine.

Article 192

Caractéristiques des timbres-poste

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2592.1

Modifier le titre et le libellé des paragraphes 1, 2 et 3 comme suit:

Caractéristiques des timbres-poste et des marques d'affranchissement postales

1. Les timbres-poste et les marques d'affranchissement postales (le reste sans changement).
2. Les timbres-poste et les marques d'affranchissement postales (le reste sans changement).
3. Les timbres-poste et les marques d'affranchissement postales (le reste sans changement).
4. (Sans changement.)

Motifs. – Dans la disposition de l'article 28, paragraphe 1, lettre b), de la Convention postale universelle, disposition arrêtée par le Congrès de Hamburg 1984, les marques d'affranchissement postales sont considérées comme un moyen d'affranchissement équivalant aux timbres-poste et aux empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie.

La présente proposition vise à normaliser les caractéristiques pour le nouveau procédé d'affranchissement (par exemple automates) également, comme c'est le cas pour les procédés traditionnels, ces caractéristiques devant être les mêmes que celles qui sont en vigueur pour les timbres-poste.

Appuis. – Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suède, Turquie, Yougoslavie.

Article 192

Caractéristiques des timbres-poste

CHILI

2592.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les timbres-poste commémoratifs ou philanthropiques peuvent porter, en chiffres arabes, l'indication du millésime de l'année d'émission. De même, ils peuvent porter, dans n'importe quelle langue, (le reste sans changement).

Motifs. – L'avantage d'indiquer la date d'émission des timbres commémoratifs est évident, dans le sens où leur identification et leur classement s'en trouvent facilités pour les philatélistes, les commerçants et les éditeurs de catalogues de timbres. C'est ce qu'ont pris en compte les motifs de la proposition à cet effet, approuvée au Congrès de Hamburg.

Le Chili indique l'année d'émission sur ses timbres commémoratifs; il n'en pense pas moins que cette disposition ne devrait pas être obligatoire, ce qu'elle est actuellement, car il considère que c'est un sujet qui devrait être laissé au souverain arbitre de chaque pays. C'est ce qui l'a amené à participer à la réserve que plusieurs pays font à propos de cette disposition à l'article XXV du Protocole final de la Convention.

La présente proposition permet de concilier les deux points de vue en conservant cette disposition mais en lui donnant un caractère facultatif, ce qui laisse chaque pays libre d'agir à sa manière et permet, par la même occasion, d'éviter la présentation de réserves.

Article 194

Caractéristiques des empreintes d'affranchissement

BELGIQUE

2594.1

Modifier cet article comme suit:

Les empreintes d'affranchissement obtenues à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé d'impression ou de timbrage dans les conditions prévues à l'article 28 de la Convention doivent comporter l'indication du pays d'origine et éventuellement du bureau de dépôt (le reste sans changement).

Motifs. – Actuellement, la mention du pays de dépôt n'est pas obligatoire, ce qui ne va pas sans poser des difficultés lorsque ces correspondances doivent être retournées aux expéditeurs ou pour faire respecter les prescriptions de l'article 23 de la Convention.

Par ailleurs, il convient d'harmoniser ces dispositions avec celles des articles 192 et 193 du Règlement qui font obligation de cette mention.

Appuis. – Chypre, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Turquie, Vatican.

Article 195

Emploi présumé frauduleux de timbres-poste ou d'empreintes d'affranchissement

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2595.1

Paragraphe 1, lettre a). La modifier comme suit:

- a) lorsque au départ soit un timbre-poste, soit une marque d'affranchissement postale, soit (le reste sans changement);

Motifs. – Voir les motifs avancés en ce qui concerne la proposition 2592.1.

Appuis. – Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suède, Turquie, Yougoslavie.

Article 196

Coupons-réponse internationaux

BELGIQUE

2596.1

Paragraphe 2. Ajouter la lettre bbis) suivante:

bbis) d'indiquer au moyen d'un procédé d'impression ou d'une empreinte de contrôle le nom du pays ou de demander au Bureau international que ce nom soit indiqué au moment de l'impression.

Motifs. – Conséquence de la proposition de la Belgique modifiant le paragraphe 3 de l'article 196 du Règlement de la Convention.

Afin d'éviter tout litige lors de la présentation des coupons-réponse à l'échange et de permettre aux Administrations qui le désirent de distinguer les coupons-réponse qu'elles vendent de ceux en provenance de l'étranger.

Appuis. – France, Norvège.

Article 196

Coupons-réponse internationaux

BELGIQUE

2596.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Le délai d'échange des coupons-réponse est illimité. Les bureaux de poste s'assurent de l'authenticité des titres lors de leur échange et vérifient notamment la présence du filigrane. /.../ Les coupons-réponse dont le texte imprimé ne correspond pas au texte officiel sont refusés comme non valables. Les coupons-réponse échangés sont revêtus d'une empreinte du timbre à date du bureau qui en effectue l'échange.

Motifs. – Bien que selon le texte actuel «les coupons-réponse doivent être revêtus d'une empreinte de contrôle permettant d'identifier le pays d'origine», de nombreux coupons-réponse sont encore proposés à l'échange sans cette marque distinctive. Ces coupons-réponse étant parfaitement authentiques, il est difficile d'en refuser l'échange pour ce motif, d'autant plus qu'ils sont bien souvent présentés par des entreprises commerciales qui attendent d'en avoir un certain nombre pour les échanger, et ignorent dès lors leur provenance.

Par ailleurs, dans la mesure où l'empreinte de contrôle n'est pas communiquée aux Administrations et où elle peut se limiter à l'impression à l'encre rouge du nom du pays, la protection contre les contrefaçons qu'elle est sensée procurer est illusoire.

Enfin, il est toujours loisible de vérifier l'authenticité d'un coupon-réponse en le comparant à ceux détenus par le bureau pour la vente ou éventuellement à un spécimen (pour les Administrations qui ne participent pas à la vente).

Aussi, étant donné le peu d'intérêt que peut présenter la mention du pays d'origine, la transformation de cette obligation en disposition facultative et son transfert au paragraphe 2 ne devrait entraîner aucun désavantage.

Appuis. – France, Norvège.

Article 198

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2598.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois /.../ postaux

1. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 59, paragraphe 8, de la Convention, l'Administration créancière établit mensuellement ou trimestriellement des comptes conformes au modèle C 31/CP 22 ci-annexé.

1bis. En principe, ces comptes peuvent être réglés directement ou repris dans un décompte général postal conforme au modèle ci-annexé.

2. Le compte C 31/CP 22 est transmis (le reste sans changement).

3. Après vérification et acceptation, un exemplaire du compte C 31/CP 22 est renvoyé à l'Administration créancière, au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à partir du jour de l'envoi. (Le reste sans changement.)

4. (Supprimé.)

Motifs. – Les formules C 31 et CP 22 ont le même but: imputer des paiements aux Administrations responsables pour la perte, l'avarie ou la spoliation d'un envoi postal. En unifiant les deux formules, on facilite le décompte y relatif tout en économisant de l'espace pour les archives.

La création du paragraphe 1bis et la suppression du paragraphe 4 sont la conséquence des propositions 2501.2 et 5550.6.

La proposition visant à augmenter le délai de vérification du compte C 31/CP 22 a été faite dans le but d'uniformiser la réglementation concernant le délai de vérification des comptes postaux.

Voir les propositions corrélatives 2931.1, 2501.2 et 5550.6.

CONVENTION, FORMULES (RÈGLEMENTATION)

Formule C 2/CP 3

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

2902.1

Recto. Modifier le libellé de la case (5) comme suit:

Le soussigné certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale

Motifs. – Les membres de l'UPU et le Bureau international consacrent de grands efforts à faire prendre conscience aux clients et au personnel des risques qu'accompagne la manipulation d'objets dangereux et, de ce fait, ces objets sont interdits dans les envois postaux. Il semble donc approprié de demander aux clients de certifier, outre l'exactitude des renseignements donnés dans la déclaration, le fait que l'envoi à expédier ne contient pas d'objets dangereux.

La phrase ajoutée dans cette case s'appuie sur le texte contenu sous l'intitulé «Case (5)» au verso de la formule actuelle C 2/CP 3.

Formule VD 3

NOUVELLE-ZÉLANDE

2903.1/Rev 1

Modifier l'en-tête du tableau comme suit:

N°		Bureau d'origine	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée ou n° courant (d'après l'étiquette VD 2)	Observations
courant	de l'envoi				
1	2	3	4	5	6

Motifs. – Conséquence de la proposition 2533.1/Rev 1.

Formule VD 4

SUÈDE

2904.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conformément à l'article 132, paragraphe 1, lettre a), du Règlement de la Convention, les lettres avec valeur déclarée peuvent être scellées «par un autre moyen efficace», ce qui est devenu de plus en plus courant. Dans certaines relations, des lettres avec valeur déclarée non scellées sont également échangées.
Pour permettre aux employés des postes de remplir facilement la formule VD 4, ces alternatives doivent être comprises sous le texte directeur «Emballage».

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Norvège, Portugal.

A transmettre sous recommandation

Bureau qui dresse le procès-verbal		Date		Référence	
Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Irrégularités				
Dépôt de l'envoi	Bureau				
	Date		N°		
Expéditeur	Nom et adresse complète				
Destinataire	Nom et adresse complète				
Mentions spéciales	Valeur déclarée				
	Montant de remboursement et monnaie				
	Autres mentions				
Poids	Poids indiqué		Poids constaté		
Emballage	Description				
	L'envoi est scellé par				
	<input type="checkbox"/> cachets de cire <input type="checkbox"/> rubans de sécurité <input type="checkbox"/>				
	<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas scellé				
	Nombre de scellés				
	Signe particulier des scellés				
	L'emballage doit être considéré comme				
Dépêche de transmission de l'envoi	<input type="checkbox"/> réglementaire		<input type="checkbox"/> non réglementaire		
	N°		Date d'expédition		Heure
	Bureau expéditeur				
	Date d'arrivée				Heure
	Bureau de destination				
	L'envoi était renfermé dans un sac				
	<input type="checkbox"/> intérieur		<input type="checkbox"/> extérieur		
	La fermeture (plombage) du sac était				
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> intacte		<input type="checkbox"/> non intacte		
	Nom ou n°				
	<input type="checkbox"/> Ambulant				
	<input type="checkbox"/> Fourgon				
	<input type="checkbox"/> Paquebot				
<input type="checkbox"/> Ligne aérienne					

Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture	<input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur
	Le contenu a été examiné en présence		
	<input type="checkbox"/> du destinataire	<input type="checkbox"/> de l'expéditeur	
	Contenu constaté à l'examen		
	Contenu avarié		
Contenu manquant			
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire		
	<input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur		
	Le dommage causé est estimé à un montant de		
Cause	Le dommage est attribuable à		
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination		
	Nouveau poids		
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné		
	<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi		<input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi		<input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi
Montant de l'indemnité demandée			
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			

Attestation. En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis à l'organe indiqué ci-dessous

Organe auquel le procès-verbal doit être transmis

Timbre du bureau qui établit le procès-verbal et date
Signature des agents postaux

Formule C 7

PAKISTAN

2907.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence des propositions 2033.2 et 2040.1; harmonisation avec l'intitulé de l'article 37 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Administration des postes d'origine

DEMANDE

C 7

Bureau ou service d'origine

☐ de retrait (I)

☐ de modification ou de correction d'adresse (II)

☐ d'annulation ou de modification
du montant du remboursement (III)

Bureau de destination ou service désigné pour l'entremise

☐ Demande par voie postale

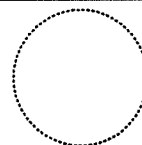
☐ Demande par voie télégraphique ou télématique (page 2)

A transmettre sous recommandation par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur et pour le même destinataire

Demande par voie postale

Désignation de l'envoi	Nature de l'envoi	N° de l'envoi	Date d'expédition
	Bureau d'origine	N° de la dépêche	
	Montant du remboursement primitif en chiffres (le cas échéant)		
	Nom et adresse complète de l'expéditeur		
	Adresse complète du destinataire telle qu'elle est indiquée sur l'envoi		
I. Demande de retrait	Le fac-similé ci-joint est conforme à		
	<input type="checkbox"/> l'enveloppe de l'envoi	<input type="checkbox"/> la suscription de l'envoi	
II. Demande de modification ou de correction d'adresse	Prière de renvoyer l'envoi		
	<input type="checkbox"/> par voie de surface	<input type="checkbox"/> par voie aérienne	
	Prière de réexpédier l'envoi		
III. Demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement	<input type="checkbox"/> par voie de surface		
	<input type="checkbox"/> par voie aérienne		
	Nouvelle adresse		
	<input type="checkbox"/> Prière d'annuler le remboursement		
	<input type="checkbox"/> Prière de modifier le montant du remboursement		
Nouveau montant du remboursement, les unités en toutes lettres			
<input type="checkbox"/> Ci-joint le mandat de remboursement rectifié			
Lieu et date		Timbre du bureau ou service de dépôt de la demande	
Signature de l'expéditeur		Signature du chef	

I. Demande de retrait	<input type="checkbox"/> Postbur <input type="checkbox"/> Postex <input type="checkbox"/> Postgen	
	Bureau ou service de destination de la demande	
	Renvoyer par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
	Nature de l'envoi	N° de dépôt
	Bureau de dépôt	Date de dépôt
	de	
	à	Adresse complète du destinataire
	Description	Indication éventuelle de l'expéditeur, format et couleur de l'envoi, etc.
II. Demande de modification ou de correction d'adresse	<input type="checkbox"/> Postbur <input type="checkbox"/> Postex <input type="checkbox"/> Postgen	
	Bureau ou service de destination de la demande	
	Ancienne indication	
	Remplacer	Nouvelle indication
	par	
	Nature de l'envoi	N° de dépôt
	sur	
	Bureau de dépôt	Date de dépôt
	de	
	à	Adresse complète du destinataire
III. Demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement	<input type="checkbox"/> Postbur <input type="checkbox"/> Postex <input type="checkbox"/> Postgen	
	Bureau ou service de destination de la demande	
	Nouveau montant en toutes lettres (le cas échéant)	
	<input type="checkbox"/> Annuler <input type="checkbox"/> Modifier en	
	Nature de l'envoi	N° de dépôt
	le remboursement grevant	
	Bureau de dépôt	Date de dépôt
	de	
	à	Adresse complète du destinataire
	<input type="checkbox"/> Postbur <input type="checkbox"/> Postex <input type="checkbox"/> Postgen	
Lieu et date	Timbre du bureau de dépôt de la demande Signature du chef	
Signature de l'expéditeur		



Partie à remplir par le bureau ou service d'origine de la demande

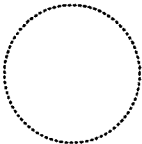
Bureau ou service de dépôt de la demande	Cette page doit être renvoyée à l'adresse ci-contre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)
--	---

Désignation de l'envoi	Nature de l'envoi	N° de l'envoi	Date d'expédition
	Bureau d'origine	N° de la dépêche	
	Montant du remboursement primitif en chiffres (le cas échéant)		
	Nom et adresse complète de l'expéditeur		
	Adresse complète du destinataire telle qu'elle est indiquée sur l'envoi		

RÉPONSE DU BUREAU DE DESTINATION
qui détache et renvoie cette page entière au bureau de dépôt de la demande ou au service spécialement désigné

I. Demande de retrait	L'envoi en question est dûment renvoyé à l'origine par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne N° de la dépêche _____ Date de la dépêche _____
II. Demande de modification ou de correction d'adresse	L'envoi en question est dûment réexpédié à l'adresse sous-mentionnée par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne N° de la dépêche _____ Date de la dépêche _____ Nouvelle adresse de l'envoi réexpédié _____
III. Demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement	Le montant du remboursement en question est dûment <input type="checkbox"/> annulé <input type="checkbox"/> modifié comme suit Nouveau montant du remboursement _____
IV. Divers	<input type="checkbox"/> L'envoi en question a déjà été remis au destinataire <input type="checkbox"/> L'envoi en question a été saisi en vertu de la législation interne de ce pays <input type="checkbox"/> La demande par voie télégraphique ou télématique n'étant pas assez explicite pour permettre de donner la suite nécessaire, prière de communiquer les détails complémentaires <input type="checkbox"/> La recherche a été infructueuse

Timbre du bureau ou service de destination
Signature du chef



Formule C 8

CONSEIL EXÉCUTIF

2908.1

La modifier selon le modèle ci-dessous:

Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> Par avion	<input type="checkbox"/>
	Montant du remboursement et monnaie		
	<input type="checkbox"/> Remboursement		
Date précise ou approximative			

Motifs. – Les correspondances-avion doivent porter la mention «Par avion». De plus, la coexistence de plus d'un système de tarification rend souhaitable une rubrique ouverte.
Voir aussi la proposition 2513.91.

Formule C 8

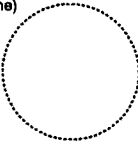
SUÈDE

2908.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Le modèle actuel de la formule C 8 n'est pas suffisamment adapté pour être utilisé par le réclamant lui-même, ce qui est sans doute le plus indiqué.
Pour des entreprises ayant une section de poste propre, il n'y a pas de problème à apprendre rapidement à remplir la formule aussi bien que les postiers. Cela signifie donc une réduction du coût pour les Administrations postales.
Afin de faciliter cette utilisation, nous proposons que toutes les informations qui doivent être remplies par le réclamant (destinataire ou expéditeur) soient indiquées sur la première page de la formule. Ainsi, le réclamant peut la remplir sans la retirer de la machine à écrire et aucune indication de l'autre côté de la formule ne risque de manquer.
La formule a aussi été adaptée à la possibilité de réclamer uniquement le montant de remboursement non reçu.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Norvège, Suisse, Turquie.

Bureau ou service où la présente formule doit être renvoyée, nom et adresse	Date de la réclamation (timbre du bureau d'origine)	Références
		

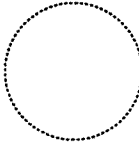
1. Renseignements à fournir par le réclamant (expéditeur ou destinataire)

Motif de la réclamation	<input type="checkbox"/> Envoi non parvenu	<input type="checkbox"/> Contenu manquant	<input type="checkbox"/> Avarie	<input type="checkbox"/> Retard Jour d'arrivée		
	<input type="checkbox"/> Montant de remboursement non reçu					
Envoi réclamé	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Carte postale	<input type="checkbox"/> Journal	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/>
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> Remboursement	Montant du remboursement et monnaie		
Dépôt	<input type="checkbox"/> Date précise <input type="checkbox"/> Date approximative					
Expéditeur	Nom et adresse complète					
Destinataire	Nom et adresse complète					
	Nom et adresse portés sur l'envoi					
Contenu (description exacte)						
	<input type="checkbox"/> Copie de la facture annexée					
Description extérieure	L'adresse était					
	<input type="checkbox"/> écrite sur l'envoi <input type="checkbox"/> collée <input type="checkbox"/> attachée					
	Dimensions de l'envoi et marques spéciales					
Envoi retrouvé	Fac-similé					
	<input type="checkbox"/> annexé <input type="checkbox"/> non annexé					
	Le nom et l'adresse de l'expéditeur					
	<input type="checkbox"/> étaient indiqués sur l'envoi <input type="checkbox"/> n'étaient pas indiqués sur l'envoi					
	L'envoi doit être remis					
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur <input type="checkbox"/> au destinataire					

2. Renseignements à fournir par l'expéditeur

Dépôt	Date et heure	Nom du bureau ou emplacement de la boîte aux lettres		
Affranchissement	<input type="checkbox"/> Par l'expéditeur lui-même <input type="checkbox"/> Par un tiers			
	<input type="checkbox"/> Pour la voie aérienne <input type="checkbox"/> Pour la voie de surface			
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> Remboursement	Montant du remboursement et monnaie

3. Renseignements particuliers fournis par le bureau d'origine
(Pour les remboursements, prière d'indiquer le mode de règlement au verso, tableau 5)

Timbre du bureau et signature	
	

4. Renseignements à fournir par le destinataire

C 8 (verso)

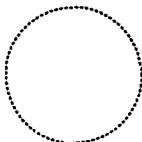
L'envoi est parvenu au destinataire	<input type="checkbox"/> Oui	Date	<input type="checkbox"/> Non
Mode de distribution d'envois de la poste aux lettres	<input type="checkbox"/> Retrait au bureau	Nom du bureau	
		Nom de la personne qui retire les envois	
	<input type="checkbox"/> Distribution à domicile	<input type="checkbox"/> Remise directe au destinataire	
		<input type="checkbox"/> Remise à une personne attachée au service du destinataire	
		<input type="checkbox"/> Dépôt dans une boîte particulière	
		<input type="checkbox"/> La boîte est bien fermée et régulièrement levée	
Provenance des envois de la poste aux lettres perdus antérieurement			

5. Renseignements particuliers fournis par le bureau de destination

Remboursement	Transmission du montant	Date	N° du mandat
	Le montant a été transmis		
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur de l'envoi	Nom du bureau de chèques postaux	
	<input type="checkbox"/> au bureau de chèques postaux	N°	
	<input type="checkbox"/> Le montant a été inscrit au compte courant postal		
Autres renseignements particuliers			

La présente formule doit être renvoyée au bureau ou service indiqué en haut du recto

Timbre du bureau et signature



Formule C 9

CONSEIL EXÉCUTIF

2909.1

La modifier selon les modèles ci-après:

Page 1

Mentions spéciales								
<input type="checkbox"/>	Par avion	<input type="checkbox"/>	S.A.L.	<input type="checkbox"/>	Exprès	<input type="checkbox"/>	Avis de réception	<input type="checkbox"/>
Montant du remboursement et monnaie								

Page 2. Voir ci-après.

Motifs. – En ce qui concerne la page 1: les correspondances-avion doivent porter la mention «Par avion». De plus, la coexistence de plus d'un système de tarification rend souhaitable une rubrique ouverte. Voir aussi la proposition 2513.91.
En ce qui concerne la page 2: conséquence de la proposition 2550.1.

Renseignements à fournir par le bureau d'échange du pays d'origine

Dépêche de transmission de l'envoi

☐ Avion

☐ Prioritaire

☐ S.A.L.

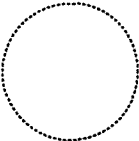
☐ Surface

N°

Date

Bureau d'échange expéditeur

Bureau d'échange de destination

Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			

2. Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination en cas de renvoi ou de réexpédition (voir page 3, tableau 3 B)

Dépêche de transmission de l'envoi

☐ Avion

☐ Prioritaire

☐ S.A.L.

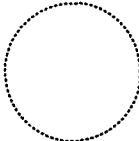
☐ Surface

N°

Date

Bureau d'échange expéditeur

Bureau d'échange de destination

Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			

Signature

Dépêche de transmission de l'envoi

☐ Avion

☐ Prioritaire

☐ S.A.L.

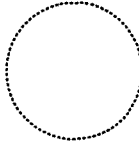
☐ Surface

N°

Date

Bureau d'échange expéditeur

Bureau d'échange de destination

Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			

Signature

Formule C 9

SUÈDE

2909.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Nous sommes d'avis que la formule C 9 doit être adaptée, de manière à permettre au réclamant de la remplir lui-même. Les entreprises ont l'habitude de traiter les formules postales aussi bien que les postiers. Il n'y a guère de raisons de les faire remplir par un postier, qui doit demander les informations au client et qui ne peut pas les contrôler (par exemple le contenu et l'extérieur de l'envoi). Le postier doit bien entendu vérifier les indications et les comparer avec le récépissé éventuel.

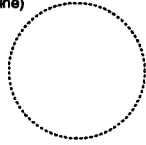
Pour permettre aux clients de remplir facilement la formule, nous en avons rendu la disposition plus claire en insérant des rubriques en marge.

Eventuellement, il serait possible d'encadrer les informations qui peuvent être fournies par le client.

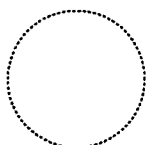
La formule a aussi été adaptée à la possibilité de réclamer uniquement le montant de remboursement non reçu.

Voir aussi la proposition de modification de la formule C 8.

Appuis. – Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Liechtenstein, Norvège, Portugal, Suisse.

Bureau ou service où la présente formule doit être renvoyée, nom et adresse	Date de la réclamation (timbre du bureau d'origine)	Références
		

1. Renseignements à fournir par le service d'origine

Motif de la réclamation	<input type="checkbox"/> Envoi non parvenu <input type="checkbox"/> Contenu manquant <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Retard <input type="checkbox"/> Montant de remboursement non reçu <input type="checkbox"/> Avis de réception ci-joint non dûment complété <input type="checkbox"/> Jour d'arrivée		
Envoi réclamé	Envoi recommandé <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/> Petit paquet <input type="checkbox"/> Envoi avec valeur déclarée Valeur déclarée Poids (colis) <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Colis <input type="checkbox"/> Poids <input type="checkbox"/> Colis ordinaire		
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Exprès <input type="checkbox"/> Avis de réception <input type="checkbox"/> Montant et monnaie <input type="checkbox"/> Remboursement		
Dépôt	Date	Bureau	N° de l'envoi
<input type="checkbox"/> Paraphe de l'agent	Voie d'acheminement (ne concerne pas les envois de la poste aux lettres)		Port payé
<input type="checkbox"/> Vu récépissé			
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
Contenu (description exacte)			
	<input type="checkbox"/> Copie de la facture annexée		
Description extérieure	Description (colis) Fac-similé de la suscription de l'envoi <input type="checkbox"/> annexé <input type="checkbox"/> non annexé Le nom et l'adresse de l'expéditeur <input type="checkbox"/> étaient indiqués sur l'envoi <input type="checkbox"/> n'étaient pas indiqués sur l'envoi		
Envoi retrouvé	L'envoi doit être remis <input type="checkbox"/> à l'expéditeur <input type="checkbox"/> au destinataire		
Dépêche de transmission dans le service intérieur du pays	<input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> Surface Date	De Pour	
Dépêche de transmission pour l'étranger (à remplir par le bureau d'échange)	<input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Surface N° Date	Bureau d'échange expéditeur Bureau d'échange de destination	
Timbre du bureau	N° de la feuille	Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)	
	N° courant	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)	
		Feuille de route (CP 11 ou CP 20)	
		<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)	
		Signature	
	<input type="checkbox"/> Inscription globale		

2. Renseignements à fournir par les services Intermédiaires ou par le service de destination en cas de renvoi ou de réexpédition (voir tableau 3 B)

C 9 (verso)

Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Surface	Bureau d'échange expéditeur	
	N° Date	Bureau d'échange de destination	
	N° de la feuille	<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)
	N° courant	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)	<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)
	<input type="checkbox"/> Inscription globale	Signature	
Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Surface	Bureau d'échange expéditeur	
	N° Date	Bureau d'échange de destination	
	N° de la feuille	<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)
	N° courant	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)	<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)
	<input type="checkbox"/> Inscription globale	Signature	

3. Renseignements à fournir par le service de destination

A. En cas de distribution (en cas d'avarie ou de livraison retardée, indiquer le motif au tableau 4 sous «Autres communications éventuelles»)	L'envoi a été dûment livré à l'ayant droit		Date de livraison
	Transmission du montant de remboursement	Date	N° du mandat
	Le montant a été transmis <input type="checkbox"/> à l'expéditeur de l'envoi		
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur de l'envoi Nom du bureau de chèques postaux		
	<input type="checkbox"/> au bureau de chèques postaux		
B. En cas de non-distribution	L'envoi <input type="checkbox"/> est en instance		Nom du bureau
	<input type="checkbox"/> a été renvoyé au bureau d'origine ¹		Motif
	<input type="checkbox"/> a été réexpédié ¹		Date
			Motif
			Nouvelle adresse complète
Timbre du bureau distributeur	<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas parvenu à destination. La déclaration du destinataire est ci-jointe		
	Signature		

4. Réponse définitive (à donner par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Administration suivante)

Réponse	Nos recherches sont demeurées infructueuses. Si l'envoi n'est pas parvenu en retour à l'expéditeur, nous vous autorisons à dédommager le réclamant dans les limites réglementaires et à nous débiter dans un compte récapitulatif CP 16	
	<input type="checkbox"/> le montant entier payé	Référence
	<input type="checkbox"/> la moitié du montant payé (inscription globale)	Référence
	<input type="checkbox"/> En raison de l'accord entre nos deux Administrations, il vous incombe de dédommager le réclamant	
	Autres communications éventuelles	
Timbre du bureau	Signature	

La présente formule doit être renvoyée au bureau ou service d'origine indiqué en haut du recto

¹ Acheminement, voir tableau 2

Formule C 9

NOUVELLE-ZÉLANDE

2909.3

Page 1. Sous «1. Renseignements à fournir par le service d'origine», la modifier comme suit:

1. Renseignements à fournir par le service d'origine

Motif de la réclamation				
<input type="checkbox"/> Envoi non parvenu	<input type="checkbox"/> Contenu manquant	<input type="checkbox"/> Envoi avarié	<input type="checkbox"/> Envoi retardé	<input type="checkbox"/> Avis de réception non dûment complété
Envoi recommandé				
<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/>	
Envoi avec valeur déclarée		Montant de la valeur déclarée (joindre une copie du reçu donné à l'expéditeur ou un bulletin de vérification établi par le bureau de dépôt)		
<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Colis			

Motifs. – Conséquence de la proposition 2533.1.

Formule C 10

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2910.1

La modifier selon le modèle ci-après:

Administration des postes d'origine

C 10

AVIS

Emploi présumé frauduleux de timbres-poste

ou d'empreintes d'affranchissement

Bureau expéditeur de l'avis	Date de l'avis	Référence

Indications. Avis de l'expédition, sous recommandation, de l'envoi de la poste aux lettres décrit ci-après, paraissant revêtu d'un timbre-poste ou d'une empreinte comme indiqué ci-dessous

Outre l'envoi au bureau de destination, un exemplaire de la formule C 10 est transmis à chacune des Administrations d'origine et de destination

Nature de la fraude présumée

☐ Timbre-poste contrefait

☐ Marque d'affranchissement contrefaite

☐ Empreinte contrefaite de machine à affranchir

☐ Empreinte contrefaite de presse d'imprimerie

☐ Timbre-poste déjà employé

☐ Marque d'affranchissement déjà employée

☐ Empreinte déjà employée de machine à affranchir

☐ Empreinte déjà employée de presse d'imprimerie

Motifs. – Voir les motifs de la proposition 2592.1.

Appuis. – Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suède, Turquie, Yougoslavie.

Formule C 11

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

2911.1

La modifier selon le modèle ci-après:

Administration des postes d'origine

C 11

Bureau qui établit le procès-verbal

PROCÈS-VERBAL
Emploi présumé frauduleux de timbres-poste
ou d'empreintes d'affranchissement

A l'Administration d	Indications. A transmettre sous recommandation à l'Administration d'origine de l'envoi	
	Date du procès-verbal	Référence

Nature de l'envoi	Bureau d'origine	
Date d'expédition	Poids de l'envoi	Affranchissement
Nom et adresse du destinataire		

Nature de la fraude présumée	
<input type="checkbox"/> Timbre-poste contrefait	<input type="checkbox"/> Timbre-poste déjà employé
<input type="checkbox"/> Marque d'affranchissement contrefaite	<input type="checkbox"/> Marque d'affranchissement déjà employée
<input type="checkbox"/> Empreinte contrefaite de machine à affranchir	<input type="checkbox"/> Empreinte déjà employée de machine à affranchir
<input type="checkbox"/> Empreinte contrefaite de presse d'imprimerie	<input type="checkbox"/> Empreinte déjà employée de presse d'imprimerie

Motifs. – Voir les motifs de la proposition 2592.1.

Appuis. – Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Liechtenstein, Portugal, Suède, Turquie, Yougoslavie.

Formule C 12

CHINE (RÉP. POP.)

2912.1

Partie de l'en-tête. Supprimer les indications concernant le nombre des sacs de toutes les catégories.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 12

CONSEIL EXÉCUTIF

2912.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2556.2.
Etant donné que les bordereaux de livraison seront utilisés comme base pour la détermination du poids soumis aux frais de transit et aux frais terminaux, les rubriques relatives aux frais terminaux et frais de transit pourront être supprimées.
Comme les feuilles d'avis doivent dans tous les cas être numérotées selon des séries séparées pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion, il convient d'introduire des cadres pour indiquer la catégorie de dépêches.

☐ par avion
☐ par S.A.L.
☐ par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur				Date d'expédition		Dépêche n°	
Bureau d'échange de destination				Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne			
				Administration(s) de transit			
I. La dépêche contient des envois ordinaires <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion				V. Indications de service			
II. Nombre des sacs				Sacs de l'Administration expéditrice		Nombre	
Sacs à étiquettes rouges			Nombre	Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination		Nombre	
Sacs à étiquettes blanches et bleues				<input type="checkbox"/> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche			
Pochées de sacs vides (SV)				Autres indications			
Total des sacs							
III. Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche				VI. Liste des envois recommandés			
Nombre de sacs contenant des envois Nombre de paquets contenant des envois Nombre de listes spéciales (recommandés) ou de feuilles d'envois (valeurs) Nombre total des envois compris dans la dépêche		Recommandés	Avec valeur déclarée	Inscription globale			
				Présence d'envois <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion			
				Nombre d'envois insérés dans le présent sac			
				En lettres			
				En chiffres			
Nombre de bordereaux AV 2				Inscription individuelle			
IV. Dépêches closes insérées dans la présente dépêche				N°	Bureau d'origine		Observations
				courant	de l'envoi		
N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs ou paquets	1			
				2			
				3			
				4			
				5			
				6			
				7			
				8			
				9 ¹			
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent				Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent			

Formule C 12

CANADA

2912.3

Section V. Indications de service. Supprimer le mot «vides» dans la case suivante:

Sacs /.../ en retour appartenant à l'Administration de destination	Nombre
---	--------

Motifs. – Conséquence de la proposition 2556.3.

Formule C 12

COLOMBIE

2912.4

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2556.4.

<input type="checkbox"/>	par avion
<input type="checkbox"/>	par S.A.L.
<input type="checkbox"/>	par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur				Date d'expédition		Dépêche n°	
Bureau d'échange de destination				Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne			
				Administration(s) de transit			
Nombre et poids des sacs soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux				V. Indications de service			
Sacs LC/AO			Sacs M		Sacs de l'Administration expéditrice		Nombre
Nombre	Poids		Nombre	Poids		Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination	Nombre
	kg	g		kg	g	<input type="checkbox"/> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche	
I. La dépêche contient des envois ordinaires <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion				Autres indications			
II. Nombre des sacs							
Sacs à étiquettes rouges			Nombre		VI. Liste des envois recommandés		
Sacs à étiquettes blanches et bleues					Inscription globale		
Pochées de sacs vides (SV)					Présence d'envois <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion		
Total des sacs					Nombre d'envois insérés dans le présent sac		
III. Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche				En lettres			
Nombre de sacs contenant des envois Nombre de paquets contenant des envois Nombre de listes spéciales (recommandés) ou de feuilles d'envois (valeurs) Nombre total des envois compris dans la dépêche Nombre de bordereaux AV 2		Recommandés	Avec valeur déclarée	En chiffres			
				Inscription individuelle			
				N°	Bureau d'origine		Observations
				cou- rant	de l'envoi		
				1			
				2			
				3			
				4			
				5			
				6			
				7			
				8			
				9 ¹			
IV. Dépêches closes insérées dans la présente dépêche				Timbre du bureau d'échange de destination			
N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs ou paquets	Signature de l'agent			
Timbre du bureau d'échange expéditeur				Signature de l'agent			
Signature de l'agent							

Formule C 12

COLOMBIE

2912.5

Modifier le recto de la formule C 12 de façon qu'y figure le poids du courrier soumis au paiement des frais de transit et des frais terminaux, à savoir le poids des sacs LC/AO et des sacs M avec la mention du nombre de sacs par catégorie, comme le montre le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence des propositions 2556.5 et 3570.7.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

☐ par avion
☐ par S.A.L.
☐ par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur				Date d'expédition		Dépêche n°		
Bureau d'échange de destination				Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne				
				Administration(s) de transit				
Poids du courrier soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux				V. Indications de service				
Sacs LC/AO			Sacs M			Sacs de l'Administration expéditrice		Nombre
Nombre	Poids		Nombre	Poids		Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination		Nombre
	kg	g		kg	g	<input type="checkbox"/> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche		
I. La dépêche contient des envois ordinaires				<input type="checkbox"/> exprès		<input type="checkbox"/> avion		
II. Nombre des sacs				Autres indications				
Sacs à étiquettes rouges				Nombre				
Sacs à étiquettes blanches et bleues				VI. Liste des envois recommandés				
Pochées de sacs vides (SV)				Inscription globale				
Total des sacs				Présence d'envois <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion				
III. Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche				Nombre d'envois insérés dans le présent sac				
				En lettres				
				En chiffres				
Nombre de sacs contenant des envois		Recommandés		Avec valeur déclarée		Inscription individuelle		
Nombre de paquets contenant des envois								
Nombre de listes spéciales (recommandés) ou de feuilles d'envois (valeurs)								
Nombre total des envois compris dans la dépêche								
Nombre de bordereaux AV 2								
IV. Dépêches closes insérées dans la présente dépêche								
N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs ou paquets	N° de l'envoi		Bureau d'origine	Observations	
				1				
				2				
				3				
				4				
				5				
				6				
				7				
				8				
				9¹				
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent				Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent				

Formule C 12

CANADA, COLOMBIE

2912.6/Rev 1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – L'indication du type de la dépêche est une modification nécessaire. L'indication du poids total est une conséquence de la proposition 2556.6/Rev 1.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

<input type="checkbox"/>	par avion
<input type="checkbox"/>	par S.A.L.
<input type="checkbox"/>	par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur				Date d'expédition		Dépêche n°	
Bureau d'échange de destination				Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne			
				Administration(s) de transit			
Nombre et poids des sacs soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux				Sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux		V. Indications de service	
Sacs LC/AO		Sacs M				Sacs de l'Administration expéditrice	
Nombre	Poids	Nombre	Poids	Nombre		Nombre	
	kg g		kg g			Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination	
						Nombre	
				<input type="checkbox"/> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche			
I. La dépêche contient des envois ordinaires <input type="checkbox"/> exprès <input type="checkbox"/> avion				Autres indications			
II. Nombre des sacs							
Sacs à étiquettes rouges				Nombre			
Sacs à étiquettes blanches et bleues							
Pochées de sacs vides (SV)							
Total des sacs				Nombre d'envois insérés dans le présent sac			
III. Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche				En lettres			
				En chiffres			
				Inscription individuelle			
Nombre de sacs contenant des envois				Recommandés		Avec valeur déclarée	
Nombre de paquets contenant des envois							
Nombre de listes spéciales (recommandés) ou de feuilles d'envoi (valeurs)							
Nombre total des envois compris dans la dépêche							
Nombre de bordereaux AV 2							
IV. Dépêches closes insérées dans la présente dépêche							
N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs ou paquets	N°	Bureau d'origine	Observations	
				cou- rant de l'envoi			
				1			
				2			
				3			
				4			
				5			
				6			
				7			
				8			
				9¹			
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent				Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent			

Formule C 14

SUÈDE

2914.1

Verso. Ajouter les indications «Vu et noté» et «Copie(s) ci-jointe(s)», selon le modèle ci-après:

<div>Timbre du bureau qui établit le bulletin et date</div> <div>Signature des agents</div>	<div><input type="checkbox"/> Vu et accepté</div> <div>Timbre du bureau de destination du bulletin et date</div> <div>Signature du chef</div>	<div><input type="checkbox"/> Vu et noté</div>	<div><input type="checkbox"/> Copie(s) ci-jointe(s)</div>
---	---	--	---

Motifs. – Une vérification contient souvent la demande d'une copie d'un document manquant qui, en retour, doit être annexée à la réponse. «Accepté» est utilisé seulement dans les cas qui concernent la responsabilité.
Les rubriques alternatives peuvent simplifier la correspondance.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Irlande, Italie, Norvège, Portugal.

Formule C 14

CONSEIL EXÉCUTIF

2914.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – La proposition vise à:

- 1° modifier le texte d'une parenthèse pour obtenir la concordance avec les dispositions des articles 164, paragraphe 8, 165, paragraphe 3, 207, paragraphe 1, et 214, paragraphe 4;
- 2° remplacer «Bordereau AV 7» par «Bordereau de livraison C 18, C 18bis et AV 7» (cases à cocher), étant donné que le bulletin de vérification C 14 doit être également utilisé en cas d'absence de C 18 et de C 18bis (voir article 164, paragraphes 6 et 8);
- 3° remplacer «LC» par «LC/AO» et «AO» par «Sacs M» pour obtenir la concordance avec la formule AV 7 (le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a oublié de faire cette modification);
- 4° remplacer «bordereau AV 7» par «bordereau de livraison» comme conséquence des propositions 2564.4 et 2565.5;
- 5° ajouter la parenthèse («éventuellement corrigées») pour tenir compte de l'article 203, paragraphe 3 (voir également proposition 2565.5).

Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin	N°	Dépêche n°
	Date d'expédition	Heure	
Bureau de destination du bulletin	Nom du paquebot		
	Train n°, vol n°, etc.		
	Bureau d'échange expéditeur		
	Bureau d'échange de destination		

1. Irrégularités concernant des sacs ou des plis

N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des récipients litigieux							
			Sacs		Plis					
			rouges	blancs	bleus	LC	AO	CP		

Les sacs et plis décrits ci-dessus

☐ ne sont pas parvenus ici

☐ sont mal dirigés

☐ sont-ils parvenus à votre bureau?

☐ sont parvenus en excédent

☐ sont parvenus en mauvais état

☐ ont été réparés ici

☐ sont parvenus sans étiquette

2. Irrégularités concernant des documents

Documents manquants (prière d'accepter la formule de substitution ci-jointe)

☐ Bordereau de livraison

☐ C 18

☐ C 18bis

☐ AV 7

☐ Bordereau AV 2

☐ Feuille d'avis

☐ Liste spéciale

N°

Nombre des envois recommandés reçus

	LC/AO	Sacs M	CP	Le poids total a été contrôlé ici
<div><input type="checkbox"/> Le bordereau de livraison a été corrigé ainsi d'après les indications de poids de l'étiquette (éventuellement corrigées)</div> <div><input type="checkbox"/> En raison d'une erreur de calcul, les totaux du bordereau de livraison ont été corrigés ainsi</div>				
Irrégularités concernant la feuille d'avis sous les tableaux	Inscrit	Reçu	Observations	
<div><input type="checkbox"/> II. Nombre des sacs</div> <div><input type="checkbox"/> III. Total des envois recommandés</div> <div><input type="checkbox"/> Listes spéciales</div> <div><input type="checkbox"/> Feuilles d'envois</div> <div><input type="checkbox"/> Total des envois avec valeur déclarée</div> <div><input type="checkbox"/> V. Sacs en retour, etc. Nombre</div>				

Formule C 14

IRAQ

2914.3

Verso. Le compléter comme suit par une nouvelle rubrique relative aux irrégularités concernant les envois mal dirigés:

3. Irrégularités concernant les envois mal dirigés			C 14 (verso)			
Bureau de destination	Bureau d'origine	Nature des envois	Surface		Avion	
		Recommandés	kg	g	kg	g
		LC				
		AO				

4. Autres irrégularités

Motifs. – Le bulletin de vérification C 14 ne prévoit pas le cas d'irrégularité où le courrier serait mal dirigé. Ceci oblige le bureau d'échange à exposer le cas de façon détaillée à la rubrique «Autres irrégularités». Compte tenu de la diversité des langues dont l'utilisation est requise, l'adoption des mentions concernant cette matière et l'indication du poids et de la nature du courrier-avion ou de surface dispenseraient de traduire les explications données dans de telles occasions par le bureau d'échange et cela rendrait la tâche plus facile pour remplir la formule en question.

Appuis. – Arable saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Formule C 18

CONSEIL EXÉCUTIF

2918.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2564.4. Toutes les Administrations postales n'ont pas besoin de la rubrique pour l'indication du poids brut des dépêches de colis postaux. La latitude qu'ont les Administrations de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule doit également inclure la possibilité de supprimer cette rubrique.

BORDEREAU DE LIVRAISON
Dépêches-surface

Bureau d'origine du bordereau C 18						Date de la remise						
A remplir si le chargement est remis à un bureau ou à un train						A remplir si le chargement est remis à un service maritime						
Nom du bureau, n° du train ou voie d'acheminement						Compagnie						
						Nom du paquebot				Date du départ		
						Port de débarquement						
N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des			Poids brut des sacs, etc.					Observations ou, en cas d'utilisation de conteneurs, indication du n° du conte- neur n° du scellé	
			sacs LC/AO	sacs M	sacs CP et colis hors sac¹	LC/AO		M	CP²			
1	2	3	4	5	6	7		8		9		10
						kg	g	kg	g	kg	g	
Totaux												
Timbre du bureau expéditeur du chargement, date et signature						Le soussigné reconnaît avoir reçu en bon état les dépêches mentionnées ci-dessus Date et signature						

* La présence des colis hors sac doit être signalée dans la colonne «Observations»

² A utiliser en cas de nécessité

Formule C 18bis

CONSEIL EXÉCUTIF

2918.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2564.4.

Bureau de destination du bordereau C 18bis	Date du départ	Heure
	Ligne n°	

Aéroport de transbordement direct (art. 203, par. 2)	Aéroport de déchargement
--	--------------------------

[illegible]

Timbre du bureau de destination
Signature de l'agent

* La présence des colis hors sac doit être signalée dans la colonne «Observations»

Formule C 18

CHINE (RÉP. POP.)

2918.3

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

BORDEREAU DE LIVRAISON
Dépêches-surface

[illegible]

CONSEIL EXÉCUTIF


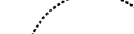
2918.91

Créer la formule C 18 S selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2568.1. Dans la pratique, la rubrique du poids ne doit être remplie que pour le courrier S.A.L.

Bureau d'origine du bordereau C 18 S		Date de la remise	
A remplir si le chargement est remis à un bureau ou à un train		A remplir si le chargement est remis à un service maritime	
Nom du bureau, n° du train ou voie d'acheminement		Compagnie	
		Nom du paquebot	Date du départ
		Port de débarquement	
A remplir si le chargement est remis à une compagnie aérienne			
Date du départ		Heure	Ligne n°
Aéroport de transbordement direct (art. 203, par. 2)		Aéroport de déchargement	

[illegible]

Timbre du bureau expéditeur Signature de l'agent	L'agent du transporteur, le cas échéant l'agent de l'aéroport	Timbre du bureau de destination Signature de l'agent
		
À remplir lorsque le transporteur a besoin de cette information		

¹ A remplir lorsque le transporteur a besoin de cette information

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2919.91

Créer la formule C 19bis, selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2598.1.

DÉCOMPTE GÉNÉRAL POSTAL


Administration correspondante		Date du décompte		
		Trimestre		Année
		Semestre		Année
Echange	Période	Solde des comptes en faveur de l'Administration		Observations
		qui établit le décompte	correspondante	
1	2	3	4	5
Réception par l'Administration qui établit le décompte		<input type="checkbox"/> Fr-or <input type="checkbox"/> DTS	<input type="checkbox"/> Fr-or <input type="checkbox"/> DTS	
Expédition par l'Administration qui établit le décompte				
Totaux				
A déduire				
Solde créditeur				
Administration créancière				
L'Administration qui établit le décompte Lieu, date et signature		Vu et accepté par l'Administration qui reçoit le décompte Lieu, date et signature		

Formule C 22

BELGIQUE, NORVÈGE

2922.1/Rev 1

Modifier la formule selon le modèle ci-après:

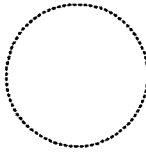


UNION POSTALE
UNIVERSELLE

COUPON-RÉPONSE
INTERNATIONAL

C 22

Ce coupon est échangeable dans tous les pays de l'Union postale universelle contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire, expédiée à l'étranger par voie de surface.¹

Empreinte de contrôle du pays d'origine (facultative)	Prix de vente (indication facultative)	Timbre du bureau qui effectue l'échange
		

¹ Cette explication est répétée au verso dans les langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe

Motifs. – Voir les motifs des propositions 2596.1 et 2596.2.

Formule C 27

CANADA

2927.1

Case «A remplir par le bureau de destination». La modifier comme suit:

Arrivée	Bureau qui a reçu la dépêche	
	Date d'ouverture	Heure


Motifs. – Etant donné que la formule C 27 voyage avec la dépêche à l'intérieur du sac final, il arrive fréquemment que le bureau d'échange de destination ne puisse pas déterminer exactement le moment où la dépêche est arrivée. En revanche, il est sans doute toujours possible de déterminer le moment où elle a été ouverte; la mention du jour et de l'heure d'ouverture de la dépêche renseigne mieux sur la qualité du service.

Formule C 28

CHINE (RÉP. POP.)

2928.1

Modifier la formule comme suit:

 Postes	de	pour	C 28
	Dépêche n°		
	Date d'expédition	Via	
	Poids du sac en kg	Paquebot	
	Port de débarquement		<input type="checkbox"/> C 19

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 28

CONSEIL EXÉCUTIF

2928.2

La modifier selon le modèle ci-après:

Etiquettes rouge, blanche et bleue

<div>Jakarta (Indonésie)</div> <div>Postes</div> <div>Jakarta (Indonésie)</div>		de		pour		C 28
		Genève 1		<div>JAKARTA</div> <div>(Indonésie)</div>		
		Dépêche n°				
		Date d'expédition				
LC/AO*		kg	Paquebot			
Exempt		kg	Port de débarquement			

* Sur les étiquettes rouge et blanche: LC/AO
Sur l'étiquette bleue: AO, mais l'Administration d'origine a la faculté d'imprimer des cases à cocher pour AO et pour sac M

Etiquette verte

<div>Jakarta (Indonésie)</div> <div>Postes</div> <div>Jakarta (Indonésie)</div>		de		pour		C 28
		Genève 1		<div>JAKARTA</div> <div>(Indonésie)</div>		
		Dépêche n°				
		Date d'expédition				
SV (exempt)		kg	Paquebot			
			Port de débarquement			

Motifs. – Conséquence de la proposition 2562.4 qui prévoit l'indication du poids de chaque sac. Etant donné que toutes les dépêches seront numérotées, l'indication de la date d'expédition ne sera plus nécessaire pour identifier la dépêche, mais cette indication peut parfois être utile pour les services d'exploitation de l'Administration d'origine. La latitude qu'ont les Administrations de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule doit également inclure la possibilité de supprimer la rubrique de la date d'expédition dans le cas où l'Administration d'origine estimerait que cette rubrique n'est pas utile.

Formule C 28

CANADA

2928.3

Modifier la formule C 28 de façon qu'elle comprenne la mention suivante:

Nombre total de sacs dans la dépêche

Motifs. – Conséquence de la proposition 2562.5.

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

2931.1

Créer la formule C 31/CP 22 selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2598.1.

RELEVÉ
Sommes dues au titre d'indemnité
pour envois postaux

Date du relevé

Administration débitrice	Indications. Dédommagement pour envois postaux		
	Mois	Trimestre	Année

N° cou- rant	Envois postaux		Lettres autorisant les reprises (nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant	
	N° de l'envoi et bureau d'origine	Destination		Fr-or	DTS
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
Total					

L'Administration créditrice Lieu, date et signature	Vu et accepté par l'Administration débitrice Lieu, date et signature
--	---

Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou au verso de la formule

Formule C 31/CP 22

CHILI

2931.2

Amendement à la proposition 2931.1

Titre. Remplacer «RELEVÉ» par «COMPTE».

Motifs. – Concordance de cette formule avec la proposition 2598.1 de la Roumanie (Rép. soc.).

CONSEIL EXÉCUTIF

2933.91

Créer la formule C 33/CP 10bis étiquetée selon le modèle ci-après.

Motifs. – Aux termes de l'article 36, paragraphe 8, de la Convention, l'Administration d'origine doit être informée des raisons pour lesquelles un envoi postal admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire. Or il n'a pas été prévu de formule ad hoc. La création de la formule proposée comblera cette lacune et facilitera la fourniture d'une telle information. La formule proposée a été établie en accord avec le Conseil de coopération douanière (CCD) et mise à l'essai pendant un an, les Administrations qui l'ont expérimentée ayant estimé que la formule convenait.

Bureau qui établit le procès-verbal

INFORMATION EN CAS DE SAISIE D'UN ENVOI POSTAL

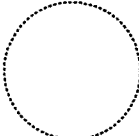
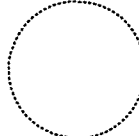
A l'Administration d	Indications. A transmettre sous recommandation à l'Administration d'origine de l'envoi	
	Date du procès-verbal	Référence

Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur et pour le même destinataire

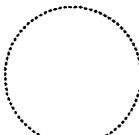
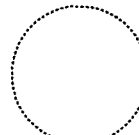
Description de l'envoi saisi

Nature de l'envoi	Bureau d'origine	
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L.	Date de dépôt
<input type="checkbox"/> Surface	N°	
Information concernant l'acheminement	Bureau d'échange expéditeur	Date
	Bureau d'échange de destination	N° de la dépêche
Nom et adresse du destinataire		Observations éventuelles
Nom et adresse de l'expéditeur		

Renseignements concernant la saisie

Motif de la saisie		
<input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Envoi contrevenant à la réglementation sur les importations	<input type="checkbox"/> Objets obscènes
<input type="checkbox"/> Stupéfiants	<input type="checkbox"/> Envoi en violation des préceptes publics/moraux/religieux	<input type="checkbox"/> Autres
Réglementation applicable		
<input type="checkbox"/> UPU	<input type="checkbox"/> Arrangement concernant les colis postaux	<input type="checkbox"/> Législation nationale (préciser)
	Article	Paragraphe
<input type="checkbox"/> Convention	Section	
En conséquence, nous avons saisi		
<input type="checkbox"/> tout le contenu		
<input type="checkbox"/> la partie ci-dessous de l'envoi contrevenant à la réglementation en vigueur:		
En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, en double expédition, pour qu'il y soit donné suite conformément à l'article 36, paragraphe 8, de la Convention		
Timbre et signature du fonctionnaire des douanes	Timbre et signature du chef du bureau où a lieu la saisie	
		

Réservé au bureau d'origine de l'envoi

Observations éventuelles	
Signature de l'expéditeur ou de son fondé de pouvoir (le cas échéant)	Timbre à date du bureau d'origine de l'envoi
	Signature du fonctionnaire
	

CHILI**2933.92**

Créer la formule C 33/CP 10ter selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2541.1.

ENVOIS RÉEXPÉDIÉS
Recouvrement des droits de douane et d'autres droits

A l'Administration de	Indications. Transmettre en recommandé à l'Administration d'origine de l'envoi	
	Date	Référence

Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur et pour le même destinataire

Description de l'envoi

Nature de l'envoi	Bureau d'origine	
<input type="checkbox"/> Avion	Date de dépôt	
<input type="checkbox"/> Surface N°	Poids de l'envoi	
<input type="checkbox"/> S.A.L.		
Information concernant l'acheminement	Bureau expéditeur	Bureau de destination
	N° de la dépêche	Date
Nom et adresse du destinataire	Observations éventuelles	
Nom et adresse de l'expéditeur		

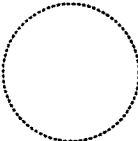
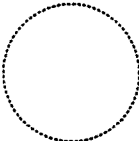
Droits à recouvrer

<input type="checkbox"/> de douane	Motif de l'application des droits
<input type="checkbox"/> postaux	
<input type="checkbox"/> autres (préciser)	
Recouvrement du paiement des droits	
Montant des droits en <input type="checkbox"/> fr-or <input type="checkbox"/> DTS	

Pour recouvrer le montant des droits susmentionnés en vertu de l'article 141, paragraphe 9, de la Convention postale universelle,

☐ veuillez trouver ci-joint un mandat de remboursement R

☐ le montant sera porté au prochain compte

Bureau d'origine de la formule	Bureau de destination de la formule
	

III B

Convention (tarification et rémunération)

- Propositions d'ordre général
- Convention
- Protocole final
- Règlement d'exécution
- – Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Hamburg 1984.

CONVENTION (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION), PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

GRANDE-BRETAGNE

3000.1

Résolution

Etude sur les frais terminaux

Le Congrès,

conscient

du fait que le système actuel de frais terminaux n'est pas suffisamment précis pour couvrir de manière adaptée les coûts supportés par les Administrations de destination,

reconnaissant

les progrès déjà faits par le Conseil exécutif pour mieux adapter le système des frais terminaux aux coûts réels,

notant

que certaines Administrations ont pour cette raison introduit dans leurs relations réciproques un système de frais terminaux autre que celui prévu par la Convention,

constatant

que ce système, basé sur le principe d'un calcul des frais terminaux qui comprend deux éléments (un taux par kilo et un taux par objet), permet, en prenant en compte les coûts de distribution liés au nombre d'objets, d'assurer une meilleure couverture des coûts supportés par les pays destinataires,

tenant compte

du fait que l'introduction de ce système a été motivée par le souci de ces Administrations de se rétribuer mutuellement autant que possible selon le coût réel de la distribution, ce qui correspond d'ailleurs à la tendance politique actuelle des Administrations,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre des études en vue d'élaborer un système de frais terminaux qui corresponde mieux aux coûts de la distribution que le système actuel, en examinant, par exemple, le système mentionné ci-dessus et de présenter au prochain Congrès des propositions concernant les adaptations à apporter au système des frais terminaux en précisant si nécessaire des systèmes prenant en considération le trafic de chaque flux, ou bien d'autres critères.

Motifs. – Toutes les études entreprises par le Conseil exécutif, suite aux derniers Congrès, ont démontré incontestablement que le système actuel de frais terminaux ne se rapporte que très approximativement aux coûts réels de la distribution.

Certes, le système actuel reste assez simple et peu coûteux pour les Administrations de faible trafic; mais, pour les Administrations de trafic important, il est nécessaire de prévoir un système plus précis.

Les éléments essentiels de telles études devraient être basés sur l'importance du coût de distribution des objets individuels. C'est seulement en abordant la question des coûts réels qu'on peut envisager un système qui soit vraiment financièrement équitable.

Appuis. – Amérique (Etats-Unis), Belgique, Danemark, Espagne, France, Islande, Norvège, Suède, Turquie.

GRANDE-BRETAGNE

3000.2

Résolution

Etude sur les frais de transit du courrier à découvert

Le Congrès,

notant

qu'aucune rémunération en faveur des Administrations de transit n'est prévue dans les Actes de l'Union pour couvrir les frais de transport et les frais postaux encourus par les Administrations réacheminant le courrier de surface LC/AO en transit à découvert, alors qu'une telle rémunération est prévue pour le courrier-avion et les colis postaux-avion et surface en transit à découvert,

considérant

que ces frais peuvent être relativement élevés, en particulier lorsque le pays de transit expédie son propre courrier de surface par avion (S.A.L.),

désirant

que chaque Administration puisse recevoir une compensation financière en rapport avec le coût des prestations effectuées au profit des autres Pays-membres,

charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier, à l'instar de ce qui est prévu pour le courrier-avion, les principes d'une rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert;
- d'étudier les modalités statistiques et comptables à mettre en œuvre;
- de formuler, pour le prochain Congrès, des propositions appropriées.

Motifs. – Dans certaines Administrations de transit, les quantités de courrier de surface à découvert occasionnent une charge importante non compensée financièrement. Avec le développement du service S.A.L., ces charges connaissent actuellement un accroissement sensible. Cette situation n'étant pas équitable, il convient d'étudier la possibilité d'instituer une rémunération pour le courrier de surface en transit à découvert, à l'instar de ce qui existe pour le courrier-avion et les colis postaux de surface et avion.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Autriche, Chypre, France, Italie, Japon, Pays-Bas.

CONSEIL EXÉCUTIF

3000.3

Résolution

Etude permanente des frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance des travaux effectués par le Conseil exécutif,

considérant

que les problèmes posés par la rémunération des services rendus par les pays destinataires au profit des pays expéditeurs de courrier font partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant

que les rapports financiers entre pays expéditeurs et pays destinataires doivent désormais être fondés sur des critères économiques tenant compte non seulement des coûts et des services rendus mais aussi de l'environnement dans lequel se situent les postes, en particulier vis-à-vis de la concurrence,

considérant

qu'il est du plus grand intérêt d'adopter des dispositions favorisant l'affectation totale des recettes des frais terminaux à la rémunération des coûts de traitement du courrier dans le pays d'arrivée, ceux notamment imputables à la mise en œuvre de programmes de remplacement et d'amélioration des infrastructures postales, et servant de base à l'organisation et au perfectionnement des services postaux dans le domaine international, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union,

charge

le Conseil exécutif:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations de destination pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès ses recommandations concernant les adaptations à apporter au système des frais terminaux ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.

Motifs. – La rémunération des frais terminaux est basée sur des aspects économiques au niveau mondial. Compte tenu du fait que toutes les conditions économiques de la poste internationale sont assujetties à des mutations constantes, la question des frais terminaux doit être étudiée par le CE de façon régulière et en permanence à l'intention de chaque Congrès de l'Union.

CONSEIL EXÉCUTIF

3000.4

Recommandation

Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux

Le Congrès,

considérant

- que la Constitution de l'UPU est l'Acte fondamental de l'Union;
- que l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union stipule que l'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux;
- que le Congrès de l'UPU, réuni à Tokyo en 1969, a établi le principe de la rémunération des frais terminaux à titre de compensation des coûts encourus par les Administrations destinataires pour assumer la gestion du trafic en déséquilibre;
- que ladite rémunération entraîne implicitement l'obligation pour les Administrations postales de chercher à atteindre les niveaux de qualité de service les plus élevés;
- que, en conséquence, les coûts de gestion du trafic en déséquilibre doivent englober la mise en œuvre de programmes d'organisation, d'extension et d'amélioration du service postal dans son ensemble;
- qu'il est nécessaire de s'employer encore à ce que les recettes générées par l'application du système des frais terminaux soient affectées à l'accomplissement des objectifs qui ont déterminé sa création,

recommande

aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- de reconnaître le principe prévoyant que le montant des recettes des frais terminaux soit affecté intégralement au service postal du pays de destination, en faisant abstraction du fait que ce service soit doté ou non d'une personnalité juridique, d'un patrimoine indépendant et d'une plus ou moins grande autonomie de gestion et, en conséquence, de destiner exclusivement les recettes des frais terminaux aux remboursements des coûts du traitement et à la constitution des fonds de réserve nécessaires au remplacement et à l'amélioration des infrastructures postales des pays;
- de mettre en place des procédures permettant d'effectuer, avec la plus grande célérité possible, le transfert de la totalité des recettes des frais terminaux au budget de leur service postal, une fois accomplies les formalités requises en régime intérieur.

Résolution

Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

3000.5

Le Congrès,

ayant pris connaissance
des travaux effectués par le Conseil exécutif pour la détermination des barèmes des frais de transit,

considérant
que le problème de la rémunération équitable des frais de transit fait partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant
que les calculs à entreprendre doivent être fondés sur les méthodes les mieux adaptées aux buts recherchés,

charge

le Conseil exécutif:

- de recalculer pour chaque Congrès, à une date aussi rapprochée que possible et selon la méthode acceptée par le précédent Congrès, les barèmes des frais de transit fixés à l'article 63 de la Convention;
- de poursuivre l'étude pour l'amélioration de la méthodologie utilisée, en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès des barèmes tenant compte des adaptations à apporter au système de calcul découlant de l'étude indiquée ci-devant ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des Actes correspondants.

Motifs. – La rémunération au titre des frais de transit est basée, entre autres, sur la méthode des «moindres carrés» qui permet de calculer les frais de transport à partir du prix moyen mondial pondéré. Compte tenu du fait que, depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, les composantes retenues pour les calculs des barèmes territoriaux et maritimes varient sans cesse (à savoir nombre de parcours, poids transportés ou prix payés), le CE doit étudier en permanence les évolutions du transit dans le monde. Il pourra de la sorte améliorer la méthode de base en vue d'éliminer le plus possible les distorsions constatées et parvenir au calcul des barèmes de frais de transit les plus représentatifs des prix pratiqués par les Administrations.

CANADA

3000.6

Résolution

Poids des dépêches-avion à inscrire sur la formule C 12 aux fins de règlement des frais terminaux et des transports aériens internes

Le Congrès,

considérant

que le document utilisé pour le règlement des comptes entre Administrations devrait, en principe, être transmis à l'intérieur et non à l'extérieur des dépêches jusqu'au lieu de destination, et sans nécessiter de transcription, comme c'est le cas de la formule AV 7,

considérant

que le bordereau de livraison des dépêches de surface C 18 est l'équivalent du bordereau AV 7, si ce n'est qu'il n'est pas utilisé pour les frais terminaux,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur l'opportunité d'inscrire les poids des dépêches-avion aux fins de règlement des frais terminaux et des transports aériens intérieurs sur les formules C 12 au lieu des formules AV 7. Cette étude prendra également en considération les colis postaux et la poste aux lettres S.A.L.

Motifs. – La formule C 12 est considérée comme la meilleure base de règlement des comptes afférents aux frais terminaux et aux transports aériens intérieurs. L'interruption de l'utilisation du bordereau AV 7 pour cette raison devrait être étudiée et adoptée si son bien-fondé est reconnu.

COLOMBIE

3000.7

Résolution

Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial

Le Congrès,

considérant

qu'actuellement les frais de transit territorial se calculent dans chaque pays en fonction des distances réelles de chacun des trajets parcourus pour l'acheminement des dépêches en transit,

tenant compte

de ce que dans bon nombre de pays les dépêches en transit territorial empruntent différents trajets selon leur pays d'origine et leur pays de destination,

estimant

que la multiplicité des trajets et des distances entraîne un travail onéreux de calcul et de formulation des décomptes correspondants au titre des frais de transit territorial,

charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier la possibilité de fixer des bases et des normes communes afin que les pays offrant un service de transit puissent établir une distance moyenne pondérée servant de référence au calcul des frais de transit territorial des dépêches qui transitent par chaque pays;
- de présenter au prochain Congrès les propositions ayant lieu d'être à cet effet.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – La présente proposition a pour but d'établir un nouveau système permettant aux pays de transit de déterminer plus facilement les comptes relatifs aux frais de transit pour les dépêches transitant par chaque pays.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou, Vénézuéla.

CONVENTION (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION)

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

3019.1

Paragraphe 1, tableau, colonne 7. La modifier comme suit:

Maximums: longueur,
largeur et épaisseur
additionnées 900 mm,
sans que la plus grande
dimension puisse dépasser
600 mm, avec une tolérance
de 2 mm.

En rouleaux: longueur
plus deux fois le diamètre
1040 mm, sans que la plus
grande dimension puisse
dépasser 900 mm, avec une
tolérance de 2 mm.

Minimums: comporter
une face dont les
dimensions ne soient pas
inférieures à 90 x 140 mm,
avec une tolérance
de 2 mm.

En rouleaux: longueur
plus deux fois le diamètre
200 mm, sans que la plus
grande dimension soit
inférieure à 100 mm
et que le diamètre soit
inférieur à 50 mm.

Maximums: 105 x 148 mm,
avec une tolérance de 2 mm.

Minimums: 90 x 140 mm,
avec une tolérance de 2 mm.

Longueur au moins égale à
la largeur multipliée par $\sqrt{2}$
(valeur approchée 1,4).

Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm.

En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm.

Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.

En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre 200 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm et que le diamètre soit inférieur à 50 mm.

Motifs. – En ce qui concerne les envois en rouleaux, il n'est pas fixé de mesure minimale pour les dimensions prises isolément.

Dans la modification proposée, il est prévu de fixer à 5 cm le diamètre minimal des envois en rouleaux. Les arguments en faveur de cette modification sont les suivants:

Dans le cas de tous les envois, excepté les envois en rouleaux, la surface requise pour l'adresse doit être entièrement plate afin que cette dernière puisse être lue sans difficulté. Pour ce qui est des envois en rouleaux, il n'est naturellement pas possible d'obtenir une surface plate; cependant, il serait bon que l'adresse figure sur la moitié du pourtour de l'envoi afin qu'il ne soit pas nécessaire de le tourner pour lire l'adresse. Le diamètre de l'envoi devrait, dans ce cas, être au moins de 5 cm; par conséquence, les dimensions «longueur plus deux fois le diamètre» devraient être fixées à 200 mm.

Appuis. – Autriche, Suède, Yougoslavie.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

3019.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Chaque Administration postale a la faculté de concéder pour les journaux et écrits périodiques publiés dans son pays une réduction qui ne peut dépasser 50 pour cent du tarif des imprimés, tout en se réservant le droit de limiter cette réduction aux journaux et écrits périodiques qui remplissent les conditions requises par la réglementation intérieure pour circuler au tarif des journaux. Sont exclus de la réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.; il en est de même des réclames imprimées sur des feuilles jointes aux journaux et écrits périodiques, à moins qu'il ne s'agisse de parties publicité détachées étant à considérer comme des parties intégrantes du journal ou écrit périodique.

Motifs. – Il existe des produits de presse dont la partie publicité est jointe de façon détachée à la publication, car elle ne peut y être attachée pour des raisons rédactionnelles ou bien des raisons de technique de confection ou d'optique. Conformément au libellé actuel, de tels journaux et écrits périodiques ne peuvent être expédiés au tarif réduit des imprimés.

Ladite modification permettrait d'obtenir une réglementation plus appropriée aux besoins des clients, la condition de caractère non commercial des publications restant respectée.

Appuis. – Autriche, Liechtenstein, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

LUXEMBOURG**3019.3**

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. (Première phrase sans modification.) L'Administration d'origine peut également appliquer, aux lettres et aux imprimés sous enveloppe d'un poids supérieur à 20 grammes ne satisfaisant pas aux autres conditions énoncées à l'article 20, paragraphes 1 et 1bis, une taxe ne pouvant être supérieure à celle qui correspond à l'échelon de poids situé immédiatement au-dessus de l'échelon auquel l'envoi appartient effectivement.

Motifs. – Conséquence de la modification de l'article 20.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

SUISSE

3019.4

Paragraphe 1. Modifier le tableau comme suit:

Envois	Echelons de poids	Taxes de base		Limites supérieures des taxes (majoration de 100%)		Limites inférieures des taxes (réduction de 70%)		Limites de poids de dimensions	
1	2	3		4		5		6	7
		c-or	DTS	c-or	DTS	c-or	DTS		
Lettres	(sans changement)								
Cartes postales	(sans changement)								
Imprimés	(sans changement)								
Céco-grammes	(sans changement)								
Petits paquets	jusqu'à 100 g	123,75	0,40	247,5	0,81	37	0,12	2 kg /-/	
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	225	0,74	450	1,47	67,5	0,22		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	405	1,32	810	2,65	121,5	0,40		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	675	2,21	1350	4,41	202,5	0,66		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	945	3,09	1890	6,17	283,5	0,93		
	/-/								

Motifs. – Donnant suite aux vœux de leur clientèle, 94 Administrations ont actuellement fait usage de la faculté de fixer le poids maximal des petits paquets à 2 kg. Ces envois nécessitent en effet un minimum de formalités et leur transport est souvent plus rapide que celui des colis postaux, vu qu'ils empruntent les mêmes voies d'acheminement que la poste aux lettres. Les lettres et les imprimés étant admis jusqu'au poids maximal de 2 kg (les imprimés même au-delà), toutes les Administrations devraient maintenant être en mesure de transporter des petits paquets jusqu'au poids de 2 kg.

Les Administrations postales doivent faire face à une concurrence toujours plus agressive. En portant à 2 kg le poids maximal des petits paquets, elles offrent à leur clientèle un moyen rapide de transport de petites marchandises pour lequel les formalités d'expédition sont réduites à un

strict minimum, ce qui n'est pas le cas des colis postaux. Les expériences faites depuis que la faculté de porter le poids maximal des petits paquets à 2 kg a été introduite dans la Convention (Hamburg 1984) démontrent que cet élargissement de prestation ne présente aucune difficulté d'exploitation.

En conséquence, le moment semble venu de généraliser l'acceptation du poids maximal de 2 kg pour les petits paquets.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Yougoslavie.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.5

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. /.../ Les Pays-membres qui ont supprimé les cartes postales, les imprimés et/ou les petits paquets comme catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur peuvent en faire de même en ce qui concerne le courrier à destination de l'étranger.
- 3bis. Chaque Administration a la faculté d'admettre les aérogrammes, qui sont des lettres-avion constituées par une feuille de papier, convenablement pliée et collée sur tous ses côtés. Cependant, par dérogation au paragraphe 1, les dimensions, sous cette forme, ne doivent pas excéder 110 × 220 mm et la longueur doit être au moins égale à la largeur multipliée par $\sqrt{2}$ (valeur approchée: 1,4).
4. (Sans changement.)
5. (Sans changement.)
6. Chaque Administration postale a la faculté de concéder pour les journaux et écrits périodiques publiés dans son pays une réduction qui ne peut dépasser 50 pour cent du tarif applicable à la catégorie de la poste aux lettres utilisée pour l'envoi, tout en se réservant le droit de limiter cette réduction aux journaux et écrits périodiques qui remplissent les conditions requises par la réglementation intérieure pour circuler au tarif des journaux. Sont exclus de la réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.; il en est de même des réclames imprimées sur des feuilles jointes aux journaux et écrits périodiques.

7. (Sans changement.)

8. Les journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination peuvent être insérés dans un ou plusieurs sacs spéciaux (sacs M). La taxe applicable à de tels sacs est calculée par échelons de 1 kilogramme jusqu'à concurrence du poids total de chaque sac. Les Administrations ont la faculté de concéder pour /.../de tels sacs /.../ une réduction de taxe pouvant aller jusqu'à 20 pour cent de la taxe applicable pour la catégorie d'envoi utilisée. Cette réduction peut être indépendante des réductions visées aux paragraphes 6 et 7. Les sacs M ne sont pas soumis aux limites de poids fixées au paragraphe 1. Toutefois, ils ne doivent pas dépasser le poids maximal de 30 kilogrammes par sac.

9. L'Administration d'origine a la faculté, dans les limites arrêtées au paragraphe 1, d'appliquer aux envois non normalisés des taxes différentes de celles applicables aux envois normalisés.

10. (Sans changement.)

11. (Sans changement.)

12. (Sans changement.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition découle d'une consultation auprès des Administrations postales. Elle vise à permettre aux Administrations postales qui utilisent, dans leur service intérieur, les systèmes des envois prioritaires/non prioritaires, envois normalisés/non normalisés et envois individuels/en nombre d'appliquer ces systèmes également pour leurs envois à destination de l'étranger ou d'utiliser ces systèmes en combinaison avec le système actuel de tarification. Le paragraphe 3 autorise les Administrations à supprimer les imprimés et les petits paquets ainsi que les cartes postales en tant que catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres. Il va de soi que les Administrations peuvent aussi supprimer partiellement certaines catégories, par exemple supprimer les imprimés en général, mais garder la catégorie pour les journaux et écrits périodiques ou pour les livres. Selon le texte actuel, les Administrations qui ont supprimé la carte postale comme catégorie distincte d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur ont la faculté d'appliquer la taxe des lettres aux cartes postales du service international. Or, les taxes des lettres sont toujours applicables aux envois de la poste aux lettres, sauf dans les cas où les conditions pour des taxes moins élevées sont remplies. Les Administrations postales qui ont supprimé la carte postale comme catégorie distincte d'envois de la poste aux lettres doivent donc appliquer les taxes des imprimés à de telles cartes pour l'étranger si elles remplissent les conditions fixées pour les imprimés.

Le paragraphe 3, en combinaison avec l'article 18, paragraphe 2, et l'article 19bis, paragraphe 4, fournit la base juridique pour le système priorité/non-priorité. La combinaison des paragraphes 3 et 9 fournit la base juridique pour le système des envois normalisés/non normalisés. La base juridique du système des envois individuels/en nombre se trouve dans la combinaison de l'article 19, paragraphe 3, de la Convention et de l'article IV de son Protocole final (voir également proposition 3019.11).

Le contenu du paragraphe 3bis est transféré, sous une forme abrégée, de l'article 72, paragraphes 1 et 2 (voir proposition 4072.1). Cela est une conséquence de l'intégration des dispositions concernant les correspondances-avion dans les dispositions de la poste aux lettres (voir proposition 2018.1).

La modification introduite dans le paragraphe 6 autorise les Administrations qui utilisent d'autres systèmes de tarification que le système traditionnel à accorder une réduction de taxe pour les journaux et écrits périodiques ainsi que pour les livres (paragraphe 7). A titre d'exemple, une Administration utilisant le système priorité/non-priorité peut accorder une réduction de 50% du tarif applicable aux envois non prioritaires quand un journal est expédié dans cette catégorie.

La modification introduite dans le paragraphe 8 donne aux Administrations qui appliquent d'autres systèmes de tarification que le système traditionnel la faculté d'utiliser le service des sacs M. Lors de la consultation, un peu moins de la moitié des Administrations ont même manifesté le souhait d'élargir cette disposition de manière à permettre l'insertion dans les sacs M de tout envoi de correspondance non passible de droits de douane.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.6

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres dans toute l'étendue de l'Union /.../ sont fixées à titre indicatif conformément aux indications des colonnes 1, 2 /.../ et 3 /.../ du tableau ci-après. Les limites de poids et de dimensions seront fixées conformément aux indications des colonnes 4 et 5 du tableau ci-après. /.../ Sauf l'exception prévue à l'article 25, paragraphe 6, (le reste sans changement).

Envois	Echelons de poids	Taxe de base	/.../ DTS	Limites de poids	de dimensions
1	2	3		4	5
		c-or	DTS		
Lettres	jusqu'à 20 g au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	112,5 270 540 1035 1800 2925	0,37 0,88 1,76 3,38 5,88 9,56	2 kg	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
Cartes postales		78,75	0,26		Maximums: 105 x 148 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. Longueur au moins égale à la largeur multipliée par $\sqrt{2}$ (valeur approchée 1,4).

Convention

Envois	Echelons de poids	Taxe de base	/.../	Limites de poids	de dimensions
1	2	3		4	5
		c-or	DTS		
Imprimés	jusqu'à 20 g	56,25	0,18	2 kg	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	123,75	0,40	(s'il s'agit de livres ou de brochures	
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	225	0,74	5 kg; cette limite de poids	
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	405	1,32	peut aller jusqu'à 10 kg	
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	675	2,21	après entente entre les	
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	945	3,09	Administrations intéressées)	
	par échelon supplémentaire de 1000 g	472,5	1,54		
Céco-grammes	voir article 17			7 kg	
Petits paquets	jusqu'à 100 g	123,75	0,40	1 kg	(cette limite de poids peut aller jusqu'à 2 kg après entente entre les Administrations intéressées)
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	225	0,74		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	405	1,32		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	675	2,21		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	945	3,09		
	(échelon de poids facultatif)				

Motifs. – Selon les résultats de l'étude du CE concernant les taxes d'affranchissement (voir Congrès – Doc 58), la plupart des membres de cet organe désirent donner plus de liberté aux Administrations postales concernant la fixation des taxes.
Voir également la proposition 3019.9.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.7

Paragraphe 1. Modifier le tableau comme suit:

Envois	Echelons de poids	Taxes de base		Limites supérieures des taxes (majoration de 100%)		Limites inférieures des taxes (réduction de 70%)		Limites de poids	de dimensions
1	2	3		4		5		6	7
		c-or	DTS	c-or	DTS	c-or	DTS		
Lettres	(sans changement)								
Cartes postales	(sans changement)								
Imprimés	(sans changement)								
Céco-grammes	(sans changement)								
Petits paquets	jusqu'à 100 g	123,75	0,40	247,5	0,81	37	0,12	2 kg	
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	225	0,74	450	1,47	67,5	0,22	/- /	
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	405	1,32	810	2,65	121,5	0,40		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	675	2,21	1350	4,41	202,5	0,66		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	945	3,09	1890	6,17	283,5	0,93		
	/- /								

Motifs. – Selon les résultats de l'étude du CE concernant les taxes d'affranchissement (voir Congrès – Doc 58), la plupart des membres de cet organe désirent harmoniser le poids maximal des envois de la poste aux lettres à 2 kg, tout en gardant la limite de 5 kg pour les livres. Le manque d'uniformité actuel gêne le personnel de la poste (en particulier les guichetiers) et les clients. Par ailleurs, 94 Administrations acceptent déjà des petits paquets jusqu'à 2 kg.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.8

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Le Conseil exécutif est autorisé à reviser et à modifier les taxes de base indiquées dans la colonne 3 une fois dans l'intervalle entre deux Congrès. Les taxes revisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. Ces taxes entreront en vigueur à une date fixée par le Conseil exécutif.

Motifs. – Selon les résultats de l'étude du CE concernant les taxes d'affranchissement (voir Congrès – Doc 58), la plupart des membres de cet organe estiment que les taxes de base doivent, si nécessaire, être revisées par le CE dans l'intervalle entre deux Congrès.
Voir également la proposition 1502.4.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.9

Paragraphe 2, lettre c). La supprimer.

Motifs. – Selon les résultats de l'étude du CE concernant les taxes d'affranchissement (voir Congrès – Doc 58), la plupart des membres de cet organe désirent donner plus de liberté aux Administrations postales concernant la fixation des taxes.
Voir également la proposition 3019.6.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.10

Paragraphe 10. Le modifier comme suit:

10. La réunion en un seul envoi d'objets passibles de taxes différentes est autorisée à condition que le poids total ne soit pas supérieur au poids maximal de la catégorie dont /.../ la limite de poids est la plus élevée. La taxe applicable /.../ à un tel envoi est, au gré de l'Administration d'origine, celle de la catégorie dont le tarif est le plus élevé /.../ ou la somme des différentes taxes applicables à chaque élément de l'envoi. Ces envois portent la mention «Envois mixtes».

Motifs. – Par la proposition 3019.7 faite au Congrès de Hamburg 1984, l'Administration d'Amérique (Etats-Unis) avait proposé de modifier l'article 19, paragraphe 10. Par sa décision C 59, le Congrès avait confié au CE l'étude de cette proposition. Une enquête effectuée par le Bureau international en 1986 a fait ressortir que la majorité des Administrations aurait des difficultés à accepter le système de tarification préconisé pour le trafic de départ. En revanche, une majorité d'Administrations ont déclaré que, pour le trafic d'arrivée, il n'y aurait pas de problèmes. Selon les résultats de l'étude du CE concernant les taxes d'affranchissement (voir Congrès – Doc 58), la plupart des membres de cet organe n'éprouveraient pas de difficultés si le paragraphe 10 était rédigé de la manière indiquée ci-devant.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.11

Ajouter le paragraphe 12bis suivant:

12bis. Les Administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important

trafic postal. Ces tarifs préférentiels ne peuvent toutefois être inférieurs à ceux appliqués dans le régime intérieur aux envois présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

Motifs. – Les grandes entreprises industrielles et commerciales représentent la clientèle la plus accessible et la plus convoitée par la concurrence. Ces clients se plaignent souvent de ce que la politique tarifaire appliquée par la poste est trop égalitaire. Ils considèrent en effet que les dispositions préférentielles auxquelles ils estiment à juste titre avoir droit en leur qualité d'expéditeurs importants et réguliers sont rares, voire inexistantes. Il semble donc nécessaire d'introduire une disposition permettant aux Administrations postales d'accorder des tarifs préférentiels aux clients ayant un important trafic postal. Cette mesure contribuerait à accroître la compétitivité des services postaux afin de conserver ou de récupérer leur part de marché dans le secteur du transport des envois de la poste aux lettres particulièrement menacée par la concurrence.

De plus, cette proposition vise à permettre plus expressément aux Administrations postales qui utilisent, dans leur service intérieur, le système des envois individuels/en nombre d'appliquer ce système également pour leurs envois à destination de l'étranger ou d'utiliser ces systèmes en combinaison avec le système actuel de tarification. Par ailleurs, cela est conforme au désir d'une majorité d'Administrations lors de la consultation concernant le système de tarification des envois de la poste aux lettres.

Le paragraphe 12bis a été transféré de l'article IV du Protocole final (voir proposition 3304.1). Conformément au désir de la majorité des Administrations, une disposition destinée à empêcher des prix de dumping a été incluse dans le nouveau paragraphe. Il paraît évident que les coûts des envois internationaux ne peuvent être inférieurs aux coûts des envois du régime intérieur du même type, étant donné qu'en sus des coûts de dépôt et de distribution les envois internationaux comportent aussi des coûts de traitement aux bureaux d'échange et de transport du pays d'origine au pays de destination.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

NOUVELLE-ZÉLANDE

3019.12

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. A titre exceptionnel, les Pays-membres ont la faculté d'appliquer aux envois de la poste aux lettres des taxes fixées en fonction des dimensions, dans les limites indiquées dans la colonne 7, à condition que le poids de ces envois n'excède pas les limites de poids fixées conformément aux indications de la colonne 6 du tableau figurant dans le paragraphe 1.

Motifs. – Le but de la présente proposition est de donner aux Administrations d'origine la possibilité de fixer les taxes d'affranchissement en fonction de la dimension des enveloppes plutôt qu'en fonction des échelons de poids. Cela donnerait aux Administrations la souplesse nécessaire pour rendre les services de la poste internationale compatibles avec les produits et les structures tarifaires employés sur leur marché intérieur et compétitifs par rapport aux services offerts par les coursiers privés et les entreprises de repostage.

L'évolution actuelle du marché postal est de plus en plus dictée par les besoins du client et ce marché se trouve fortement menacé par les concurrents de la poste qui sont prêts à fournir les services que le client demande. Les activités de repostage connaissent une expansion, car ceux qui s'y adonnent jouent sur la nature rigide du système tarifaire de la poste internationale traditionnelle qui empêche les Administrations de fournir une gamme plus large de services et de produits. Les services et les produits offerts par les concurrents de la poste offrent souvent une image plus sympathique aux yeux des clients du fait qu'ils respectent les choix prioritaires des clients en matière de services et sont dotés d'une plus grande souplesse en matière de tarification, laquelle n'est pas limitée par des échelons de poids ni par des classements par catégories (c'est-à-dire par contenus).

La poste néo-zélandaise a introduit dans ses services intérieurs une nouvelle gamme de produits fondée sur trois dimensions d'enveloppe (moyenne, grande et très grande), sans considération du poids. Tout le reste du courrier tombe dans la catégorie des colis (petits paquets allant jusqu'à 1 kg et gros colis par échelons de poids de 1 kg). A l'intérieur de cette gamme de produits, les clients ont le choix entre deux types d'acheminement fondés sur la vitesse (c'est-à-dire en fonction du principe de priorité et de non-priorité désignés respectivement sous le nom de «Fast Post» et «Post»).

Cette rationalisation des services a été extrêmement bien reçue par les clients. Elle a permis à la poste néo-zélandaise d'introduire une gamme d'enveloppes prépayées et de produits emballés, en concurrence directe avec les coursiers privés. En conséquence, un secteur d'activité qui avait été précédemment enlevé par les concurrents a été regagné et notre part du marché global s'est sensiblement accrue.

L'introduction d'un principe de ce genre dans la poste internationale comporte plusieurs avantages différents.

Note. – La présente proposition deviendra caduque si la proposition 3019.6 du Conseil exécutif est adoptée.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

AUSTRALIE

3019.13

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. A titre exceptionnel, les Pays-membres qui ont supprimé la carte postale, les imprimés et les petits paquets comme catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur ont la faculté /.../ de faire de même dans leur service international.

Motifs. – Les Administrations sont en train de modifier progressivement leurs structures tarifaires afférentes à la poste aux lettres, dans le sens d'une simplification. La réduction du nombre de catégories et des règlements y relatifs profite tant aux clients qu'au personnel.

Article 19

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

PAKISTAN

3019.14

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation au paragraphe 1, les Administrations ont la faculté de réduire ou d'accroître les taxes basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays conformément aux dispositions de leur législation intérieure.

Motifs. – L'amendement proposé vise à insérer ici l'article IV du Protocole final de la Convention, ce dernier étant une disposition d'ordre général pouvant être appliquée par toutes les Administrations.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

CONSEIL EXÉCUTIF

3019.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 19bisTarification selon le mode d'acheminement et/ou la vitesse

1. Les Administrations sont autorisées à percevoir des surtaxes pour les envois-avion et à appliquer dans ce cas des échelons de poids inférieurs à ceux fixés à l'article 19, paragraphe 1. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais du transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé. Pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion, les Administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes. Les envois relatifs au service postal visés à l'article 15, à l'exception de ceux qui émanent des organes de l'Union postale universelle et des Unions restreintes, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

2. Les Administrations ont la faculté de percevoir pour le courrier de surface transporté par la voie aérienne avec priorité réduite, S.A.L., des surtaxes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les correspondances-avion.

3. Les Administrations qui le préfèrent peuvent fixer des taxes combinées pour l'affranchissement des correspondances-avion et du courrier S.A.L., en tenant compte:

- a) du coût de leurs prestations postales;
- b) des frais à payer pour le transport aérien.

4. Les Administrations sont autorisées, dans les limites arrêtées à l'article 19, paragraphe 1, à percevoir pour les correspondances prioritaires des taxes différentes de celles des envois non prioritaires. Il peut être tenu compte des frais du transport aérien.

5. Les réductions des taxes selon l'article 19, paragraphes 6, 7 et 8, s'appliquent également aux envois transportés par avion, mais aucune réduction n'est accordée sur la partie de la taxe destinée à couvrir les frais de ce transport.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition, qui découle d'une consultation auprès des Administrations postales, vise à remplacer les articles 73, 74, 75 et 90 de la Convention ainsi que l'article XXI du Protocole final (voir également propositions 4073.1, 4074.1, 4075.1, 4090.1 et 4321.1). Conformément à la Déclaration de Hamburg, le nouveau libellé est plus bref, plus simple et plus souple que les dispositions actuelles. En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2, le fond des dispositions actuelles n'est pas changé dans la pratique, mais le libellé plus souple rend superflu l'article XXI du Protocole final. Il est vrai que, d'après l'article 73, paragraphe 3, les Administrations qui ne perçoivent aucune surtaxe aérienne se doivent d'en informer les Administrations des pays de destination mais, dans la pratique, cela n'est pas toujours fait, particulièrement depuis que la correspondance-avion non surtaxée est introduite pour un grand nombre de pays. Le Congrès d'Ottawa 1957 a supprimé cette obligation à l'égard des pays de transit. Les Administrations de destination n'ont plus guère besoin de la subdivision correspondances-avion surtaxées et non surtaxées.

L'article 73, paragraphe 5, n'est pas nécessaire, étant donné que les aérogrammes, en tant que lettres, sont soumis aux dispositions de l'article 19. L'article 74, paragraphe 5, n'est pas nécessaire vu les dispositions de l'article 77. En ce qui concerne le paragraphe 6 dudit article, il doit suffire d'autoriser les Administrations postales à prendre en considération le poids de l'avis de réception, étant donné que c'est dans leur propre intérêt.

Le paragraphe 3 du nouvel article introduit des taxes combinées aussi pour le courrier S.A.L., étant donné que le Congrès de Hamburg 1984 n'a pas été saisi d'une proposition dans ce sens quand il a introduit les surtaxes aériennes réduites (article 90).

Le paragraphe 4 autorise les Administrations utilisant le système de tarification basé sur la priorité/non-priorité à percevoir des taxes plus élevées pour les envois prioritaires que pour les envois non prioritaires. Les taxes des deux catégories sont, en principe, basées sur les taxes des lettres. Les taxes des imprimés et des petits paquets ne sont applicables qu'en cas de combinaison du système actuel de tarification avec le système priorité/non-priorité. Dans ces conditions, un imprimé prioritaire correspondrait à un imprimé par avion, tandis qu'un imprimé non prioritaire correspondrait à un imprimé de surface.

Le paragraphe 5 est conforme à la réglementation actuelle. A la suite d'une demande de l'Union internationale des éditeurs (UIE), le Groupe de travail concerné du CE a estimé utile d'apporter la précision contenue dans le paragraphe 5.

Article 24

Taxes spéciales

LUXEMBOURG

3024.1

Paragraphe 1, tableau, lettre o), colonne 2. La modifier comme suit:

4 francs (1,31 DTS) au maximum

Motifs. – La taxe d'avis de réception sous lettre s) est fixée à 3 francs au maximum. Si la taxe de réclamation devient supérieure à la taxe d'avis de réception, on évitera ainsi le risque que les usagers préfèrent utiliser la voie de la réclamation (service très onéreux pour les Administrations) pour obtenir confirmation de la remise de leurs envois.

De plus, la taxe de réclamation actuelle ne permet nullement de couvrir les frais de service.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie.

Article 24

Taxes spéciales

PAKISTAN

3024.2

Paragraphe 1, tableau, lettre g), colonne 2. La modifier comme suit:

taxe perçue au taux fixé par la législation
intérieure pour tout envoi de la poste
aux lettres /.../, à l'exception
des cécogrammes

Motifs. – Conséquence de la proposition 2026.1.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 24

Taxes spéciales

PAKISTAN

3024.3

Paragraphe 1, tableau, lettre j), colonne 1. La modifier comme suit:

taxe de demande de retrait,
/.../ de modification ou
de correction d'adresse
(article 33, paragraphe 2)

Motifs. – Pour la faire correspondre à l'intitulé de l'article 33 de la Convention.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 24

Taxes spéciales

ARABIE SAOUDITE

3024.4

Paragraphe 1, tableau. Supprimer la lettre h).

Motifs. – Conséquence de la proposition 2030.1.

Appuis. – Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 62

Frais de transit

CHILI

3062.1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Le courrier en transit à découvert, y compris le courrier mal acheminé, dont chaque dépêche pèse plus de 5 kilogrammes est également soumis au paiement des frais de transit.

Motifs. – Au Congrès du Caire de 1934, la gratuité a été accordée au transit à découvert, étant entendu que ce type de transit doit se limiter aux cas pouvant se justifier.
Il faut également tenir compte du fait que le système de statistique triennal ne faisait pas subir de préjudice économique à l'Administration de transit, surtout dans le cas de courrier à découvert mal acheminé.

Dans le contexte du système actuel de statistique et de comptage permanent des sacs pour la détermination des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, les Administrations recevant des envois mal acheminés encourent des frais de manutention interne, de transport interne, de transport international et des frais terminaux qu'elles devront payer au véritable pays destinataire, sans qu'elles aient la possibilité de les récupérer, faute de dispositions à cet effet. En revanche, le paiement des frais de transport de la correspondance-avion à découvert mal acheminée est prévu à l'article 82, paragraphe 1, lettre b), de la Convention. Il convient de rappeler à cet égard que le CE de 1989 a approuvé la présentation au XXe Congrès de propositions établissant un nouveau système de frais de transit et de frais terminaux fondé sur les poids réels.

L'expérience de l'Administration postale du Chili révèle une augmentation croissante des envois mal acheminés dans le courrier en transit à découvert, ce qui implique la réexpédition de quantités importantes de ce courrier sans que les frais encourus puissent être récupérés.

Face à cette situation, il paraît opportun de donner la possibilité aux Administrations touchées, qui sont en majorité celles qui reçoivent une grande quantité de courrier et qui en envoient peu, de récupérer en partie les frais qu'entraînent le traitement et la réexpédition d'importantes quantités de courrier mal acheminé.

Article 62

Frais de transit

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), AUSTRALIE, GRANDE-BRETAGNE

3062.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Le transit maritime commence au moment où les dépêches /.../ cessent d'être sous le contrôle d'une Administration postale et prend fin lorsque /.../ l'Administration de destination est informée par la compagnie maritime que les dépêches sont à disposition.

Motifs. – La référence actuelle au dépôt des dépêches sur le quai ne prend pas en compte le fait que de nombreuses dépêches envoyées par voie maritime voyagent aujourd'hui dans des conteneurs et que la manutention de ces conteneurs diffère quelque peu des anciennes méthodes de manutention. Etant donné ces circonstances, l'expression «quai» a besoin d'être redéfinie pour inclure toutes les méthodes de transport employées.

Cette question a fait l'objet d'un débat entre plusieurs Administrations en 1987 et a été soumise au Bureau international pour avis, lequel figure dans le Rapport sur les activités de l'Union de 1987. L'opinion du Bureau international concorde avec la modification proposée et les motifs invoqués ci-dessus.

Article 63

Barèmes des frais de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

3063.1

Paragraphe 1. Modifier le tableau comme suit:

Parcours				Frais par kg brut	
1				2	
				fr-or	DTS
1° Parcours territoriaux exprimés en kilomètres					
Jusqu'à <u>100</u> km				<u>0,43</u>	<u>0,14</u>
Au-delà de	<u>100</u>	jusqu'à	<u>200</u>	<u>0,52</u>	<u>0,17</u>
	<u>200</u>		<u>300</u>	<u>0,60</u>	<u>0,20</u>
	<u>300</u>		<u>400</u>	<u>0,67</u>	<u>0,22</u>
	<u>400</u>		<u>500</u>	<u>0,73</u>	<u>0,24</u>
	<u>500</u>		<u>600</u>	<u>0,79</u>	<u>0,26</u>
	<u>600</u>		<u>700</u>	<u>0,84</u>	<u>0,27</u>
	<u>700</u>		<u>800</u>	<u>0,89</u>	<u>0,29</u>
	<u>800</u>		<u>900</u>	<u>0,94</u>	<u>0,31</u>
	<u>900</u>		<u>1 000</u>	<u>0,99</u>	<u>0,32</u>
	<u>1 000</u>		<u>1 100</u>	<u>1,04</u>	<u>0,34</u>
	<u>1 100</u>		<u>1 200</u>	<u>1,08</u>	<u>0,35</u>
	<u>1 200</u>		<u>1 300</u>	<u>1,12</u>	<u>0,37</u>
	<u>1 300</u>		<u>1 500</u>	<u>1,19</u>	<u>0,39</u>
	<u>1 500</u>		<u>2 000</u>	<u>1,32</u>	<u>0,43</u>
	<u>2 000</u>		<u>2 500</u>	<u>1,51</u>	<u>0,49</u>
	<u>2 500</u>		<u>2 750</u>	<u>1,63</u>	<u>0,53</u>
	<u>2 750</u>		<u>3 000</u>	<u>1,70</u>	<u>0,56</u>
	<u>3 000</u>		<u>4 000</u>	<u>1,91</u>	<u>0,62</u>
	<u>4 000</u>		<u>5 000</u>	<u>2,20</u>	<u>0,72</u>
	<u>5 000</u>		<u>6 000</u>	<u>2,47</u>	<u>0,81</u>
	<u>6 000</u>		<u>7 000</u>	<u>2,73</u>	<u>0,89</u>
	<u>7 000</u>		<u>8 000</u>	<u>2,97</u>	<u>0,97</u>
	<u>8 000</u>		<u>9 000</u>	<u>3,20</u>	<u>1,05</u>
	<u>9 000</u>		<u>10 000</u>	<u>3,42</u>	<u>1,12</u>
	<u>10 000</u>		<u>11 000</u>	<u>3,64</u>	<u>1,19</u>
	<u>11 000</u>		<u>12 000</u>	<u>3,85</u>	<u>1,26</u>
	<u>12 000</u>		<u>13 000</u>	<u>4,05</u>	<u>1,32</u>
	<u>13 000</u>		<u>14 000</u>	<u>4,25</u>	<u>1,39</u>
	<u>14 000</u>			<u>4,44</u>	<u>1,45</u>

2° Parcours maritimes

a) exprimés en milles marins

b) exprimés en kilomètres après conversion
sur la base de 1 mille marin = 1,852 km

Jusqu'à <u>100</u> milles marins		Jusqu'à <u>185</u> km		<u>0,52</u>	<u>0,17</u>
Au-delà de	jusqu'à	Au-delà de	jusqu'à		
<u>100</u>	<u>200</u>	<u>185</u>	<u>370</u>	<u>0,59</u>	<u>0,19</u>
<u>200</u>	<u>300</u>	<u>370</u>	<u>556</u>	<u>0,63</u>	<u>0,21</u>
<u>300</u>	<u>400</u>	<u>556</u>	<u>741</u>	<u>0,67</u>	<u>0,22</u>
<u>400</u>	<u>500</u>	<u>741</u>	<u>926</u>	<u>0,69</u>	<u>0,23</u>
<u>500</u>	<u>600</u>	<u>926</u>	<u>1 111</u>	<u>0,72</u>	<u>0,24</u>
<u>600</u>	<u>700</u>	<u>1 111</u>	<u>1 296</u>	<u>0,74</u>	<u>0,24</u>
<u>700</u>	<u>800</u>	<u>1 296</u>	<u>1 482</u>	<u>0,76</u>	<u>0,25</u>
<u>800</u>	<u>900</u>	<u>1 482</u>	<u>1 667</u>	<u>0,77</u>	<u>0,25</u>
<u>900</u>	<u>1 000</u>	<u>1 667</u>	<u>1 852</u>	<u>0,79</u>	<u>0,26</u>
<u>1 000</u>	<u>1 100</u>	<u>1 852</u>	<u>2 037</u>	<u>0,81</u>	<u>0,26</u>
<u>1 100</u>	<u>1 200</u>	<u>2 037</u>	<u>2 222</u>	<u>0,82</u>	<u>0,27</u>
<u>1 200</u>	<u>1 300</u>	<u>2 222</u>	<u>2 408</u>	<u>0,83</u>	<u>0,27</u>
<u>1 300</u>	<u>1 500</u>	<u>2 408</u>	<u>2 778</u>	<u>0,85</u>	<u>0,28</u>
<u>1 500</u>	<u>2 000</u>	<u>2 778</u>	<u>3 704</u>	<u>0,89</u>	<u>0,29</u>
<u>2 000</u>	<u>2 500</u>	<u>3 704</u>	<u>4 630</u>	<u>0,94</u>	<u>0,31</u>
<u>2 500</u>	<u>2 750</u>	<u>4 630</u>	<u>5 093</u>	<u>0,98</u>	<u>0,32</u>
<u>2 750</u>	<u>3 000</u>	<u>5 093</u>	<u>5 556</u>	<u>0,99</u>	<u>0,32</u>
<u>3 000</u>	<u>4 000</u>	<u>5 556</u>	<u>7 408</u>	<u>1,04</u>	<u>0,34</u>
<u>4 000</u>	<u>5 000</u>	<u>7 408</u>	<u>9 260</u>	<u>1,11</u>	<u>0,36</u>
<u>5 000</u>	<u>6 000</u>	<u>9 260</u>	<u>11 112</u>	<u>1,16</u>	<u>0,38</u>
<u>6 000</u>	<u>7 000</u>	<u>11 112</u>	<u>12 964</u>	<u>1,21</u>	<u>0,40</u>
<u>7 000</u>	<u>8 000</u>	<u>12 964</u>	<u>14 816</u>	<u>1,25</u>	<u>0,41</u>
<u>8 000</u>	<u>9 000</u>	<u>14 816</u>	<u>16 668</u>	<u>1,29</u>	<u>0,42</u>
<u>9 000</u>	<u>10 000</u>	<u>16 668</u>	<u>18 520</u>	<u>1,33</u>	<u>0,43</u>
<u>10 000</u>	<u>11 000</u>	<u>18 520</u>	<u>20 372</u>	<u>1,37</u>	<u>0,45</u>
<u>11 000</u>	<u>12 000</u>	<u>20 372</u>	<u>22 224</u>	<u>1,40</u>	<u>0,46</u>
<u>12 000</u>	<u>13 000</u>	<u>22 224</u>	<u>24 076</u>	<u>1,43</u>	<u>0,47</u>
<u>13 000</u>	<u>14 000</u>	<u>24 076</u>	<u>25 928</u>	<u>1,46</u>	<u>0,48</u>
<u>14 000</u>		<u>25 928</u>		<u>1,49</u>	<u>0,49</u>

Motifs. – Par sa résolution C 50, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CE:

- de recalculer, à une date aussi rapprochée que possible du prochain Congrès et selon la méthode employée pour leur établissement, les barèmes de frais de transit fixés à l'article 63 de la Convention;
- de réexaminer la méthodologie en vigueur, en particulier en ce qui concerne les échelons de distances pour les adapter aux réalités des parcours territoriaux et maritimes qu'empruntent les dépêches en transit;
- de rechercher les moyens d'éliminer les distorsions contenues dans les données entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes.

Dans le cadre des activités du CE, cette étude incombait à la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération), présidée par la France.

Les nouveaux barèmes représentent une actualisation des barèmes adoptés par le Congrès de Hamburg 1984. En effet, ils ont été établis en appliquant la méthode traditionnelle de calcul aux données fournies par les Administrations, les échelons de distances ont par contre été unifiés et élargis pour tenir mieux compte de la réalité du transit, comme cela a été demandé dans la résolution C 50.

Toutes les modalités de calcul sont indiquées dans le Congrès – Doc 61.

Article 64

Frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

3064.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. La rémunération prévue au paragraphe 1 /.../ est fixée de la manière suivante:
 - a) lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface, y compris S.A.L., un poids total de courrier LC/AO inférieur ou égal à 150 tonnes par an dans chaque sens, le taux appliqué par kg est de 8 francs-or (2,614 DTS) pour les envois LC/AO (taux uniforme), à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux visés à l'article 19, paragraphe 8 (sacs M);
 - b) lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface, y compris S.A.L., un poids total de courrier LC/AO supérieur à 150 tonnes par an dans chaque sens, le taux appliqué par kg est de 22,08 francs-or (7,213 DTS) pour les envois LC et 5,60 francs-or (1,829 DTS) pour les envois AO (taux séparé pour chaque catégorie), à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux visés à l'article 19, paragraphe 8 (sacs M);
 - c) lorsque le seuil de 150 tonnes par an est dépassé dans un seul sens, l'Administration destinataire de ce trafic supérieur à 150 tonnes a le choix, pour la comptabilisation des frais terminaux relatifs au courrier reçu, entre l'un des deux systèmes de rémunération décrits sous lettres a) et b) ci-dessus. A moins d'accord bilatéral, le courrier transmis par l'Administration expédiant moins de 150 tonnes par an reste dans tous les cas comptabilisé selon le taux unique fixé à la lettre a);
 - d) pour les imprimés expédiés dans des sacs M, le taux à appliquer est de 2 francs-or (0,653 DTS) par kg, et cela quel que soit le poids annuel du courrier échangé entre deux Administrations.

2bis. Lorsque, dans une relation donnée, une Administration qui est rémunérée d'après les taux de frais terminaux différenciés LC et AO indiqués au paragraphe 2 constate que le nombre moyen d'envois (LC ou AO) contenu dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur à la moyenne mondiale qui est de 48 envois LC et de 5,6 envois AO, elle peut obtenir la revision des taux correspondants si, par rapport à cette moyenne mondiale:

- le nombre des envois LC est supérieur de plus de 15% (soit plus de 55 envois) et/ou
- le nombre des envois AO est supérieur de plus de 25% (soit plus de 7 envois).

Dans ce cas, le montant des frais terminaux à verser par l'Administration débitrice est égal à la différence entre les sommes dues par chaque Administration pour le flux total de son courrier après application des taux qui conviennent. Cette revision est effectuée selon les conditions précisées à l'article 177ter du Règlement d'exécution.

3. (Sans changement.)

3bis. Les Administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

Motifs. – L'objectif de cette proposition est de répondre aux besoins aussi bien des pays à fort trafic que des pays à faible trafic.

Les pays à fort trafic disposeront d'un système de rémunération permettant d'assurer une meilleure couverture des coûts unitaires.

Les pays à faible trafic bénéficieront d'un système leur garantissant, à trafic constant, un niveau de recettes égal ou supérieur à celui que leur procure le système actuel, comme cela apparaît dans les exemples ci-après:

Premier exemple

Le pays A expédie au pays B 80 tonnes de LC/AO.

Le pays B expédie au pays A 60 tonnes de LC/AO.

Le déséquilibre de 20 tonnes sera rémunéré par A à B selon le taux de 8 francs-or par kg.

Dans ce cas, la situation est inchangée.

Deuxième exemple

Le pays A expédie au pays B 300 tonnes.

Le pays B expédie au pays A 50 tonnes.

Le pays B a le droit de faire comptabiliser les 300 tonnes qu'il reçoit selon l'une des trois formes qui lui convient le mieux:

- 1° au taux combiné LC/AO de 8 francs-or/kg comme actuellement;
- 2° s'il estime que les taux distincts de 22,08 francs-or/kg pour les LC et 5,60 francs-or/kg pour les AO sont de nature à mieux tenir compte de la composition du trafic, lui permettant de mieux couvrir ses frais, il peut demander au pays expéditeur l'application de ces taux;
- 3° s'il estime que les nombres moyens d'objets par kg au plan mondial retenus pour le calcul des taux LC et AO ne sont pas suffisamment représentatifs, il peut, éventuellement, après application du mécanisme de correction, obtenir une révision de ces taux.

En sens inverse et quelle qu'en soit la composition, le courrier du pays B vers le pays A sera comptabilisé, comme actuellement, au taux de 8 francs-or/kg. Ceci devrait être favorable aux Administrations à faible trafic, la plus grande partie de leur courrier étant généralement composée d'envois LC d'un faible poids.

En conclusion, dans la relation A-B, et grâce aux dispositions prévues, le pays B qui supporte un déséquilibre de 250 tonnes aura la certitude de recevoir un revenu égal ou supérieur à celui que lui procure le taux actuel de 8 francs-or/kg.

Par ailleurs, le taux combiné pour les échanges à faible trafic permet le maintien de procédures simples en matière statistique et comptable.

Article 64

Frais terminaux

AFGHANISTAN

3064.2

Paragraphe 2, lettre a). La modifier comme suit:

- a) 14 francs-or (4,574 DTS) pour les LC et AO (à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux visés à l'article 19, paragraphe 8);

Motifs. – Les coûts internationaux ont augmenté. La distribution des envois postaux est très onéreuse.

CONSEIL EXÉCUTIF

3064.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 64bis

Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes

1. Lorsqu'un taux uniforme pour les envois LC/AO est utilisé en vertu de l'article 64, paragraphe 2, lettres a) et c), ce taux est également applicable aux envois prioritaires, aux envois non prioritaires et aux envois mixtes.

2. Sauf accord bilatéral conclu conformément à l'article 64, paragraphe 3bis, lorsque des taux séparés pour les envois LC et les envois AO sont utilisés en vertu de l'article 64, paragraphe 2, lettres b) et c), le taux des envois LC est applicable aux envois prioritaires, alors que le taux des envois AO est applicable aux envois non prioritaires et aux envois mixtes. Cependant, l'Administration de destination peut demander l'application de taux fondés sur la structure réelle du courrier, en appliquant le mécanisme de correction décrit aux articles 177ter et 177quater du Règlement d'exécution.

3. Lorsqu'une Administration décide d'abandonner la séparation du courrier en LC et AO au profit d'un système fondé sur la priorité, et que celui-ci produit des effets sur les frais terminaux selon le paragraphe 2, le nouveau système ne peut être introduit que le 1er janvier ou le 1er juillet, à condition d'en avoir informé le Bureau international au moins trois mois à l'avance.

Motifs. – L'utilisation d'un système de tarification autre que le système traditionnel ne pose pas de problème concernant les frais terminaux, même dans les échanges où des taux séparés pour les envois LC et les envois AO doivent être utilisés. En effet, par l'application du mécanisme de correction, il est possible de calculer des taux qui sont fondés sur la structure réelle du courrier. Si l'Administration de destination préfère utiliser les taux figurant dans la Convention, elle doit avoir la possibilité de bénéficier du taux LC pour les envois prioritaires et du taux AO pour les envois non prioritaires. Il convient également d'appliquer le taux AO pour les envois mixtes.

Dans les cas où l'introduction d'une nouvelle classification aurait des effets sur les frais terminaux, il convient souvent de fixer sa mise en œuvre par des accords bilatéraux, car un nombre restreint d'Administrations seront concernées. Si un accord bilatéral n'est pas conclu, l'introduction du système doit avoir lieu le 1er janvier ou le 1er juillet pour ne pas compliquer la comptabilisation des frais terminaux. Le 1er janvier est préférable, mais une seule date peut causer des difficultés à l'Administration d'origine (limitation de sa latitude vis-à-vis de ses clients, tarifs inclus dans des budgets approuvés en décembre, etc.).

COLOMBIE, ÉGYPTÉ, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
INDE, NORVÈGE, SUISSE

3064.92

Amendement à la proposition 3064.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 64bis

1. (Sans changement.)

2. Lorsque des taux séparés pour les envois LC et les envois AO sont utilisés en vertu de l'article 64, paragraphe 2, lettres b) et c), le pays d'origine et le pays de destination peuvent, par accord bilatéral, décider que les taux applicables aux envois prioritaires et aux envois non prioritaires sont fixés sur la base de la structure réelle du trafic. A défaut d'entente, les dispositions fixées à l'article 64, paragraphes 2, lettres b) et c), et 2bis, s'appliquent. Dans ce cas, les envois prioritaires sont assimilés aux LC et les envois non prioritaires aux AO.

2bis. Pour les envois mixtes échangés en vertu de l'article 19, paragraphe 10, les frais terminaux sont réglés par accord bilatéral entre les pays intéressés.

3. (Sans changement.)

Motifs. – Cet amendement vise à donner des orientations plus précises aux Administrations désirant, par accord bilatéral, appliquer des taux de frais terminaux spécifiques pour le courrier prioritaire et non prioritaire. En cas d'absence d'accord bilatéral, la proposition du Conseil exécutif ne subit pas de modification. Le pays de destination est rémunéré pour le courrier prioritaire au taux de 24,84 fr-or prévu pour les LC et pour le courrier non prioritaire ainsi que pour les envois mixtes au taux de 6,30 fr-or prévu pour les AO.

A noter enfin que les sacs M expédiés par les pays appliquant le système prioritaire/non prioritaire seraient soumis au taux de 2 fr-or fixé à l'article 64, paragraphe 2, lettre c). Par souci de clarification, cette précision pourrait faire l'objet d'une annotation aux Actes.

Article 65

Exemption de frais de transit et de frais terminaux

CHILI

3065.1

Modifier le texte comme suit:

Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux du courrier de surface les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 15, lettre b), les envois postaux non distribués retournés à l'origine, (le reste sans changement).

Motifs. – En proposant la présente modification qui réintroduit dans cet article l'exemption des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux du courrier de surface pour les envois de la poste aux lettres du service postal mentionnés à l'article 15, lettre b), de la Convention, l'Administration postale du Chili montre qu'elle juge fondé d'exonérer de ces frais les pays abritant le siège de l'Union postale universelle et des Unions restreintes pour les envois échangés entre les organes de l'UPU et les organes des Unions restreintes, entre les organes de ces Unions ou envoyés par lesdits organes aux Administrations postales ou à leurs bureaux.

Le Conseil exécutif avait déjà pris des mesures pour résoudre en partie ce problème, conseillant aux Administrations des Pays-membres, par le biais de la recommandation CE 4/1986, de renoncer aux frais terminaux afférents au courrier qui leur parvient du Bureau international et, par la décision CE 8/1987, qui laisse aux Unions restreintes le soin de trouver elles-mêmes une solution aux problèmes des frais de transit et des frais terminaux afférents à leur propre courrier. Néanmoins, le Chili juge qu'il faudrait à nouveau incorporer cette disposition aux Actes de l'Union, pour en finir tout à fait avec cette situation qui pénalise les pays accueillant tant le siège de l'Union postale universelle que celui des Unions restreintes.

Dans cette proposition, il n'a pas été jugé bon d'inclure dans l'exemption des frais de transit et des frais terminaux les envois de correspondance relatifs au service postal expédiés par les Administrations ou par leurs bureaux (article 15, lettre a), de la Convention) du fait, d'une part, qu'il s'agit d'échanges de petites quantités de courrier et, d'autre part, pour respecter le principe de la réciprocité entre Pays-membres, motifs de la proposition originelle présentée à Rio de Janeiro et qui a entraîné la modification de l'article 65 en question.

Dans la pratique, les raisons qui ont déterminé la non-application de cette exemption aux envois relatifs au service postal ont perdu de leur force, car il est bien connu que le Bureau international de l'UPU expédie une grande quantité d'envois à destination des Pays-membres et des Unions restreintes, échanges qui logiquement ne peuvent prétendre à la réciprocité, ce qui joue toujours en défaveur du pays accueillant le siège de l'UPU. La situation est la même, ou à peu près la même, avec les Unions restreintes qui envoient des documents et de la correspondance à leurs Pays-membres respectifs, échantent des envois entre elles et/ou expédient de la correspondance à l'Union postale.

Il conviendrait de normaliser cette situation en réintroduisant la disposition pertinente dans les Actes de l'Union, pour que celle-ci ne soit plus considérée comme une procédure exceptionnelle, laissée au libre arbitre des Administrations postales des Pays-membres, mais qu'elle devienne une règle obligatoire pour tous les pays de l'Union postale universelle.

Article 65

Exemption de frais de transit et de frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

3065.2

Le modifier comme suit:

Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux /.../ les envois postaux non distribués retournés dans des dépêches directes sur l'Administration d'origine, ainsi que les envois de sacs postaux vides. /.../

Motifs. – La proposition vise à mettre fin à la pénalisation des Administrations qui renvoient systématiquement les correspondances-avion par la voie aérienne et à harmoniser les dispositions pour le courrier de surface et le courrier-avion.

Voir également la proposition corrélative 4606.1.

Article 65

Exemption de frais de transit et de frais terminaux

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

3065.3

Amendement à la proposition 3065.2

Le modifier comme suit:

Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux /.../ les envois postaux non distribués retournés dans des dépêches closes (le reste sans changement).

Motifs. – Les dépêches directes n'étant pas soumises à des frais de transit, la proposition est amendée de façon à exempter des frais terminaux les envois non distribués dans des dépêches closes retournés à l'Administration d'origine.

Article 66

Services extraordinaires

CONSEIL EXÉCUTIF

3066.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Services extraordinaires. Transport multimodal

1. Les frais de transit spécifiés à l'article 63 ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration postale sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transport sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

2. Lorsque les dépêches de surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par des moyens de transport à la fois territoriaux et maritimes, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.

Motifs. – La proposition vise à introduire une réglementation minimale pour le courrier de transit réacheminé par de nouvelles modalités de transport qui ne sont pas couvertes par l'article 63 et qui comportent à la fois le transport par terre et le transport par mer.

Actuellement, les Administrations postales des pays sans littoral peuvent utiliser le transport multimodal par conteneur pour leur courrier à destination de pays d'outre-mer, c'est-à-dire que leur courrier est mis dans des conteneurs qu'une compagnie transporte par terre et par mer jusqu'au pays de destination. Ces transports peuvent traverser des pays tiers avec l'autorisation préalable de son Administration postale (article 3 de la Convention). De même, les Administrations postales des pays côtiers utilisent le transport multimodal pour des pays enclavés d'outre-mer. Elles peuvent recevoir du courrier d'autres Administrations à destination des pays desservis par cette modalité de transport. Cependant, l'utilisation d'un système de transit multimodal n'est pas réglée dans la Convention.

Sur les courtes distances, les Administrations postales utilisent souvent des transports directs par camion porte-à-porte entre leurs bureaux d'échange. Ces camions font parfois usage de ferry-boats.

La solution proposée est déjà appliquée pour le courrier S.A.L. (article 89, paragraphe 2, de la Convention). Etant donné que l'Administration de transit doit normalement régler ses comptes par conteneur entier ou par camion entier, il est important pour elle de les remplir, ce qu'elle peut obtenir si elle fait des offres avantageuses aux autres Administrations. Donc, toutes les Administrations postales y trouvent leur intérêt.

Article 67

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

SUÈDE

3067.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'Administration débitrice est exonérée de tout paiement lorsque le solde annuel ne dépasse pas:
 - 500 francs-or (163,35 DTS) pour les frais de transit;
 - (sans changement).

Motifs. – Aucun règlement de petits montants ne doit avoir lieu, car les coûts de recouvrement sont élevés pour les Administrations. Sans la mesure préconisée, il est fort probable que dans la plupart des cas les coûts seront supérieurs aux recettes perçues.

Appuis. – Belgique, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suisse.

Article 67

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

3067.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition d'un nouveau système de frais terminaux (voir proposition 3064.1), justifiant la scission de l'article 67 en deux articles séparés, à savoir 67bis pour les frais de transit et 67ter pour les frais terminaux (voir propositions 3067.91 et 3067.92).

Article 67

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

CHINE (RÉP. POP.)

3067.3

Le modifier comme suit:

1. (Supprimé.)
2. Le décompte des frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier de surface transporté par la voie aérienne) et du courrier-avion est établi pour chaque Administration d'après les poids réels annuels de chacune des deux catégories LC/AO et sacs M. Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi pour chaque Administration d'après le total des poids réels annuels des deux catégories LC/AO et sacs M.
3. Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter le courrier de surface ou le courrier de surface transporté par la voie aérienne sur la base de la statistique. /.../ En ce qui concerne les frais terminaux du courrier-avion, les Administrations peuvent s'entendre pour appliquer dans leurs relations réciproques une méthode statistique simplifiée pour déterminer ces frais.
4. (Sans changement.)
- 5 et 6. (Supprimés.)

Motifs. – L'introduction du décompte des frais de transit et des frais terminaux sur la base du poids réel augmente la fiabilité des comptes, simplifie et accélère les procédures du règlement et améliore la qualité de la comptabilité. Dans les pays à fort trafic, on pourrait utiliser des balances électroniques et des micro-ordinateurs pour peser et vérifier automatiquement le poids des dépêches, ce qui pourrait servir de base à l'automatisation du règlement des comptes.

Propositions corrélatives: 2556.1, 2562.3, 2564.3, 2565.4, 3569.92, 3570.2, 3571.2, 3572.1, 3572.92, 3573.2, 3574.2, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3580.2, 3581.3, 3581.91, 3582.2, 3583.2, 3584.2, 3585.2, 3586.2, 3587.3, 3590.2, 2912.1, 3912.5, 3912.6, 3915.4, 3915.5, 3915.6, 3916.2, 3917.2, 2918.3, 3920.3, 3920.4, 2928.1 et 3928.1.

Article 67

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

CHILI

3067.4

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Le décompte des frais de transit du courrier de surface en transit à découvert est établi d'après le poids réel annuel.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3062.1

Article 67

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

**ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI, ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS,
IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, MAURITANIE, OMAN,
QATAR, SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE**

3067.5

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'Administration débitrice est exonérée de tout paiement lorsque le solde annuel ne dépasse pas:
- 250 francs-or (81,65 DTS) pour les frais de transit;
 - 250 francs-or (81,65 DTS) pour les frais terminaux en prenant en compte séparément le courrier de surface et le courrier-avion.

Motifs. – Le paragraphe 4 susmentionné précise que l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement lorsque le solde annuel ne dépasse pas 25 francs-or pour les frais de transit et 500 francs-or pour les frais terminaux pour le courrier de surface et le courrier-avion, pris séparément, soit un total de 1000 francs. C'est pourquoi nous pensons qu'il est utile d'unifier les montants pour toutes sortes de décomptes, afin de faciliter les opérations comptables entre Administrations et d'éviter toute erreur éventuelle.

CONSEIL EXÉCUTIF

3067.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 67bis

Décompte des frais de transit

1. Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi annuellement par l'Administration de transit, pour chaque Administration d'origine, d'après le poids des dépêches des envois de la poste aux lettres reçus en transit pendant toute l'année, auquel s'appliquent les barèmes fixés à l'article 63.

2. L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais de transit lorsque le solde annuel ne dépasse pas 25 francs-or (8,17 DTS).

3. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.

4. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

Motifs. – Conséquence de la suppression de l'article 67 (voir proposition 3067.2).

CONSEIL EXÉCUTIF

3067.92

Créer le nouvel article suivant:

Article 67ter

Décompte des frais terminaux

1. Le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids réel des dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et des dépêches-avion reçues pendant toute l'année, auquel s'appliquent les taux fixés à l'article 64.

2. Pour permettre de déterminer le poids annuel, les Administrations d'origine des dépêches doivent indiquer en permanence pour chaque dépêche le poids total des sacs contenant des envois LC/AO, d'une part, et le poids total des sacs M, d'autre part.

3. Lorsqu'il s'avère nécessaire de déterminer séparément les poids correspondant aux envois LC, d'une part, et aux envois AO, d'autre part, ces poids sont calculés par application des proportions déterminées au cours d'une période statistique dont les modalités sont indiquées dans le Règlement d'exécution.

4. Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter les frais terminaux dans leurs relations réciproques par des méthodes statistiques différentes. Elles peuvent également convenir d'une périodicité autre que celle prévue dans le Règlement d'exécution pour la période de statistique.

5. L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais terminaux lorsque le solde annuel ne dépasse pas 1000 francs-or (326,70 DTS).

6. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.

7. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais terminaux à payer.

Motifs. – Conséquence de la proposition d'un nouveau système de frais terminaux (voir proposition 3064.1) et de la suppression de l'article 67 (voir proposition 3067.2).

Le seuil dans le paragraphe 5 correspond à la somme des seuils actuels pour le courrier de surface et le courrier-avion.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

BANGLADESH

3069.1

Le modifier comme suit :

Les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale; les Administrations participant au transport desdites dépêches n'ont dès lors, en principe, aucun droit de percevoir, de ce chef, des bonifications des Administrations expéditrices, mais ces dernières restent redevables des frais de transit y relatifs aux Administrations postales dont elles empruntent régulièrement l'intermédiaire. Toutefois, dans le cas de dépêches déviées ou mal acheminées, les Administrations réexpédiant ces dépêches pourront, si elles le désirent, réclamer le paiement des frais de transit auprès de la première Administration expéditrice.

Motifs. – En général, ces dépêches représentent un faible volume mais il peut y avoir des cas où leur volume est considérable. Dans ce cas, il paraît raisonnable de compenser les frais qu'encourent les Administrations lors de la réexpédition d'un volume important de dépêches mal acheminées. Les Administrations auront, toutefois, la faculté de demander ou non ce remboursement. Par ailleurs, cette mesure contribuerait à diminuer les cas de mauvais acheminement du courrier du fait de cette menace, pour les Administrations, d'avoir à payer une certaine somme.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

URSS

3069.2

Le modifier comme suit:

1. L'Administration d'origine des dépêches ne paie les frais sur une voie réelle qu'au cas où ces dépêches ont été mal dirigées à la suite d'un établissement irrégulier des documents d'accompagnement par l'Administration en question.

2. L'Administration ayant dérogé à la voie de l'acheminement des dépêches acquitte toutes dépenses relatives à leur transmission jusqu'au pays de destination, comme si c'était son propre courrier. L'Administration d'origine ne paie alors que les frais de transmission des dépêches jusqu'au pays ayant commis l'irrégularité en question.

Motifs. – Le texte actuel de l'article 69 reproduit la rédaction de l'article 61, paragraphe 6, de la Convention de l'UPU (Rio de Janeiro 1979), lequel prévoyait les décomptes des correspondances de surface une fois tous les trois ans. Dans le cadre du système de décomptes en vigueur basé sur des poids réels, les modalités de rémunération du courrier mal dirigé pourraient être concrétisées.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

CHILI

3069.3

Le supprimer.

Motifs. – Le système actuel permet l'établissement de décomptes même pour une seule dépêche, ce qui enlève toute justification à la présente disposition.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI, ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, 3069.4
IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, MAURITANIE, OMAN,
QATAR, SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE

Le modifier comme suit:

Les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale; les Administrations participant au transport desdites dépêches n'ont dès lors aucun droit en principe de percevoir, de ce chef, des bonifications des Administrations expéditrices, à moins que la nouvelle Administration de transit ne soit obligée d'utiliser la voie aérienne pour le transport, ce qui implique dans ce cas l'application de l'article 225 du Règlement d'exécution de la Convention. Toutefois, les Administrations expéditrices restent redevables des frais de transit y relatifs aux Administrations postales dont elles empruntent régulièrement l'intermédiaire.

Motifs. – De nombreuses Administrations postales utilisent la voie aérienne pour le transport de leur courrier de surface. En conséquence, elles ne recourent plus aux moyens de transport terrestre et maritime. Au cas où l'une de ces Administrations recevrait des dépêches de surface mal acheminées, elle serait dans l'obligation de réexpédier les dernières par voie aérienne, ce qui impliquerait des frais supplémentaires que l'Administration postale d'origine devrait alors supporter.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

ARGENTINE 3069.5

Le supprimer.

Motifs. – La règle que l'on prétend supprimer remonte à l'époque où le volume annuel du courrier de surface en transit était déterminé sur la base de statistiques faites tous les trois ans, sur une période de quatorze ou vingt-huit jours. Pendant cette période statistique, les dépêches mal acheminées étaient considérées, en ce qui concerne les frais de transit, comme si elles avaient suivi la voie normale.

Grâce à une étude entreprise par le Congrès de Lausanne 1974, le CE et le CCEP ont observé que les cas de dépêches déviées ou mal acheminées étaient peu nombreux et que, de ce fait, un contrôle de ces dépêches entraînerait des frais disproportionnés avec les revenus que pourraient percevoir les Administrations des pays éventuellement traversés. Cependant, dans le cas d'une déviation importante des dépêches en dehors d'une période statistique, la recommandation du Congrès d'Ottawa 1957 permettant aux Administrations de percevoir les frais de transit retrouvait toute sa validité.

Le Congrès de Hambourg 1984 a décidé d'abandonner le système des statistiques triennales et a adopté à sa place le système de comptage continu des sacs avec une période statistique annuelle d'un mois, tout en maintenant la disposition du présent article.

Le Conseil exécutif élu par le Congrès de Hambourg 1984 a exprimé la nécessité que le courrier de surface soumis aux frais de transit et aux frais terminaux soit comptabilisé en fonction du poids réel des dépêches. La proposition 3570.1 du Conseil exécutif concernant l'article 170 du Règlement d'exécution de la Convention en établit les règles d'application.

Selon ce nouveau système:

- a) chaque Administration intermédiaire peut formuler, sur la base des bordereaux de livraison C 18, des relevés de poids trimestriels des dépêches qui sont effectivement passées en transit par son pays. Elle effectuera, en conséquence, le décompte des frais de transit pour ces dépêches;
- b) l'Administration ayant éventuellement reçu des dépêches déviées ou mal acheminées en transit pourra être dédommée des frais occasionnés par la transmission de ces dépêches, en établissant, conformément au nouveau système, les relevés de poids sur la base des bordereaux de livraison C 18.

En conséquence de quoi, et compte tenu du fait que, si le système de décompte en fonction du poids réel proposé par le Conseil exécutif est approuvé, le paiement des frais de transit se fera sur la base des dépêches effectivement reçues pour circuler en transit, la disposition du présent article tombera en désuétude.

Appuis. – Bolivie, Brésil, Colombie, Cuba, Espagne, Panama (Rép.), Paraguay, Vénézuéla.

Article 69

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

CHINE (RÉP. POP.)

3069.6

Amendement à la proposition 3069.1

Le modifier comme suit:

Les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale; les Administrations participant au transport desdites dépêches n'ont dès lors, en principe, aucun droit de percevoir, de ce chef, des bonifications des Administrations expéditrices, mais ces dernières restent redevables des frais de transit y relatifs aux Administrations postales dont elles empruntent régulièrement l'intermédiaire. Toutefois, dans le cas de dépêches déviées ou mal acheminées, les Administrations réexpédiant ces dépêches pourront, si elles le désirent, réclamer le paiement des frais de transit auprès de /.../ l'Administration d'origine qui pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement.

Motifs. – Dans la proposition originale, le terme «la première Administration expéditrice» ne paraît pas très clair. En effet, dans la pratique, il est difficile pour l'Administration réexpédiant les dépêches déviées ou mal acheminées de déterminer l'Administration responsable de l'erreur. De ce fait, les frais de transit causés par ces dépêches ne peuvent être payés que par l'Administration d'origine, et celle-ci pourra ensuite réclamer ces frais auprès de l'Administration responsable.

C'est à l'Administration responsable d'assumer les frais de réexpédition des dépêches déviées ou mal acheminées pour que la qualité de l'acheminement du courrier puisse s'améliorer.

CONVENTION, PROTOCOLE FINAL (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION)

Article III

Equivalents et taxes spéciales. Limites maximales

CONSEIL EXÉCUTIF

3303.1

Paragraphe 1. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.6.

Article IV

Réduction des taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

3304.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.11.

Article VII

Petits paquets

ITALIE

3307.1

Ajouter l'alinéa suivant:

L'obligation de participer à l'échange des petits paquets dépassant le poids de 1 kilogramme ne s'applique pas à l'Administration de l'Italie qui est dans l'impossibilité d'assurer cet échange.

Motifs. – La législation douanière italienne n'accepte pas les petits paquets d'un poids supérieur à un kilogramme.

Article XVIII

Conditions spéciales de transit pour le Panama (Rép.)

PANAMA (RÉP.)

3318.1

L'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir un supplément de 3 francs (0.98 DTS) sur les frais de transit mentionnés à l'article 63, paragraphe 1, pour chaque sac de la poste aux lettres en transit par l'isthme de Panama entre les ports de Balboa dans l'océan Pacifique et de Cristobal dans l'océan Atlantique.

Article XX

Frais d'entrepôt spéciaux à Panama

PANAMA (RÉP.)

3320.1

A titre exceptionnel, l'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir une taxe de 2 francs (0.65 DTS) par sac pour toutes les dépêches entreposées ou transbordées dans le port de Balboa ou de Cristobal, pourvu que cette Administration ne reçoive aucune rémunération au titre du transit territorial ou maritime pour ces dépêches.

CONVENTION, RÈGLEMENT (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION),
PROPOSITION D'ORDRE GÉNÉRAL

AUSTRALIE

3500.1

Résolution

Etablissement et règlement des comptes

Le Congrès,

compte tenu

de la nécessité importante que les Administrations soient rémunérées pour les services qu'elles rendent, en temps voulu et selon des modalités efficaces,

tenant compte

du fait que la méthode actuelle qui consiste à tenir des comptes distincts en fonction des différents services entraîne une perte de temps et d'efficacité,

connaissant

les dispositions actuelles qui permettent de consolider certains comptes afférents à la poste aérienne et aux colis,

reconnaissant

les avantages que peut présenter la mise en œuvre d'un système comptable plus rationnel, notamment par l'utilisation accrue de la compensation,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur les dispositions actuelles régissant l'établissement et le règlement des comptes, et notamment sur:

- la possibilité de mettre en œuvre un système de consolidation de tous les comptes;
- la fréquence de la remise des comptes;
- le maintien du rôle du Bureau international dans le règlement des comptes.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Un certain nombre d'Administrations ont, ces dernières années, mis en œuvre avec succès un système de consolidation des comptes, sur la base d'accords bilatéraux. Les avantages qui en sont ressortis résident dans une simplification du système comptable, une fréquence accrue de la remise des comptes, une atténuation des risques dus à la fluctuation des changes et une réduction des coûts administratifs. Ce système profite des dispositions actuelles relatives à la remise des comptes généraux (AV 11 et CP 18), mais inclut également les indemnités pour envois de la poste aux lettres (C 31) et d'autres comptes dont le règlement est annuel. Il utilise au maximum la compensation.

Le maintien du rôle du Bureau international dans le règlement des comptes devrait aussi être abordé dans l'étude afin de préserver la compatibilité des systèmes.

Appuis. – Bangladesh, Corée (Rép.), Chine (Rép. pop.), Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Thaïlande.

CONVENTION, RÈGLEMENT (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION)

Deuxième partie

Titre V

Dispositions concernant les frais de transit et les frais terminaux

Chapitre I

Opérations concernant l'établissement du nombre annuel des sacs de surface
et des poids annuels des sacs-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

3569.91

Chapitre I

Modifier le titre comme suit:

Détermination du poids annuel des dépêches soumises aux frais terminaux
et aux frais de transit

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux (voir proposition 3067.92).
Voir également la proposition 3572.91 visant à transférer les articles 178 à 181 à ce chapitre.

Titre V

Chapitre I

Opérations concernant l'établissement du nombre annuel des sacs de surface et des poids annuels des sacs-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3569.92

Modifier le titre comme suit:

Opérations concernant l'établissement /.../ des poids annuels
des sacs de surface et des sacs-avion

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3570.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Relevé de poids des dépêches de surface, y compris les dépêches S.A.L.

1. Dès que possible après la réception de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange de destination établit, par bureau d'échange expéditeur d'après les données des bordereaux de livraison C 18 et C 18bis, un relevé de poids des dépêches reçues, conforme au modèle C 12bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés au service centralisateur compétent de son Administration.

2. Pour chaque Administration d'origine des dépêches, l'Administration de destination établit trimestriellement, d'après les relevés C 12bis, par bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé de poids des dépêches reçues conforme au modèle C 12ter ci-annexé.

3. Les relevés C 12bis /.../ sont fournis à l'Administration d'origine des dépêches à l'appui du relevé C 12ter.

4. L'Administration de transit peut soit procéder de la manière indiquée dans les paragraphes 1 à 3 ci-dessus, soit demander à l'Administration d'origine des dépêches ou à celle de destination une copie dûment acceptée des relevés trimestriels C 12ter qui la concernent.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux selon laquelle le décompte des frais terminaux a comme base le poids réel des dépêches (voir proposition 3067.91).

Etant donné que le poids de chaque dépêche est indiqué dans le bordereau de livraison C 18, le cas échéant C 18bis, l'Administration de transit possède les mêmes renseignements que l'Administration de destination (voir proposition 2564.4). Cependant, afin d'éviter le double emploi, elle doit toujours avoir la possibilité de demander une copie du relevé C 12ter établi par l'Administration de destination.

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3570.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel. Les dispositions de l'article 170 ont été fusionnées avec celles de l'article 171 (voir proposition 3571.2).

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3570.3/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Après /.../ l'expédition de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange /.../ d'origine établit, par bureau d'échange /.../ de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de sacs des dépêches /.../ expédiées, conforme au modèle C 12bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.

2. Pour chaque Administration /.../ de destination des dépêches, l'Administration /.../ d'origine établit trimestriellement, d'après les relevés C 12bis, par bureau d'origine et par bureau de destination /.../, un relevé des sacs expédiés conforme au modèle C 12ter ci-annexé.

3. /.../ Le relevé C 12ter /.../ est accompagné des relevés C 12bis, sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées.

4. /.../ L'Administration d'origine des dépêches doit fournir à l'Administration de transit une copie dûment acceptée par l'Administration de destination des relevés trimestriels C 12ter qui la concernent.

4bis. Si, quatre mois après la fin du trimestre, l'Administration de destination n'a pas reçu le relevé C 12ter, elle l'établit d'office d'après les documents en sa possession. Ce relevé revêtu de la mention «Etabli d'office» est ensuite transmis à l'Administration d'origine pour acceptation.

Motifs. – L'acheminement des dépêches de surface est relativement long. L'établissement par l'Administration de destination du relevé C 12bis, après la réception de la dernière dépêche de la période à laquelle il se rapporte, n'évite pas de retarder le règlement des comptes en question. De plus, le texte actuel du premier paragraphe «après la réception de la dernière dépêche de chaque mois» n'est pas assez clair, la dernière dépêche de chaque mois étant interprétée comme «la dernière dépêche reçue au cours du mois concerné» par certaines Administrations ou comme la dernière dépêche expédiée» par d'autres, ce qui suscite de nombreuses modifications des relevés. L'établissement du relevé C 12bis par l'Administration d'origine des dépêches pourrait éviter cet état de choses et améliorer la qualité des comptes et accélérer leur règlement. Quant au règlement des frais de transit, la méthode actuellement en vigueur pour l'établissement des comptes entraîne beaucoup de difficultés à l'Administration de transit. Nous proposons donc que les relevés C 17 soient établis par l'Administration de transit d'après les relevés C 12ter et C 15ter fournis par l'Administration d'origine.

Propositions corrélatives: 3572.2, 3577.3, 3581.4, 3912.7, 3912.8, 3915.7, 3915.8 et 3917.3.

Note. – Si le Congrès approuve le principe concernant le décompte des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface sur la base du poids réel, ces propositions seront retirées d'office.

Article 170

Relevé de poids des dépêches de surface, y compris les dépêches S.A.L.

COLOMBIE

3570.4

Amendement à la proposition 3570.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Dès que possible, après la réception de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange de destination établit, par bureau d'échange expéditeur d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de poids des dépêches reçues, conforme au modèle C 12bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés au service centralisateur de son Administration.

Motifs. – Les propositions du CE relatives aux frais terminaux et aux frais de transit prévoient de liquider les comptes en fonction du poids réel, ce que l'Administration colombienne trouve approprié. Cependant, il est jugé utile que la formule C 12 serve de document de base à la comptabilisation des frais terminaux et des frais de transit (voir proposition 2556.4). En effet, cette formule est élaborée de telle sorte qu'elle se prête parfaitement aux opérations de traitement des dépêches postales, ce qui justifie la modification que nous proposons, surtout dans le cas d'un contrôle fondé sur les poids réels.

Article 170

Relevé des sacs des dépêches de surface

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

3570.5

Paragraphe 3. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3572.3.

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3570.6

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les relevés C 12bis /.../ sont annexés en double exemplaire au relevé C 12ter /.../.

Motifs. – La proposition vise à un emploi obligatoire, dans ces cas concrets aussi, de la procédure de présentation de comptes ayant fait ses preuves et pratiquée déjà dans d'autres domaines (envoi des comptes et des annexes chaque fois en double exemplaire, voir l'article 222, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle).

L'adoption de cette proposition entraînerait la modification corrélative des articles 171, paragraphe 3, et 177, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention (propositions 3571.5 et 3577.4), et de l'article 150, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux (proposition 5550.1).

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

COLOMBIE

3570.7

Modifier le titre et le texte comme suit:

Relevé de poids des dépêches de surface, des dépêches S.A.L. et des dépêches-avion

1. Aussitôt après l'expédition de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange d'origine établit, par bureau d'échange de destination et d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de poids des dépêches expédiées, conforme au modèle C 12bis ci-annexé. Les relevés sont établis séparément pour les dépêches de surface, les dépêches S.A.L. et les dépêches-avion. Les relevés C 12bis sont ensuite transmis par le bureau d'échange à son Administration centrale.

2. Pour chaque Administration de destination et pour chaque Administration de transit, l'Administration d'origine établit trimestriellement d'après les relevés C 12bis, par bureau d'échange d'origine et par bureau d'échange de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé de poids des dépêches expédiées, conforme au modèle C 12ter ci-annexé.
3. Les relevés C 12bis ne sont fournis à l'appui du relevé C 12ter qu'à la demande de l'Administration /.../ de destination ou de transit des dépêches.
4. (Supprimé.)

Motifs. –

1. Accélérer la présentation et le paiement des comptes au titre des frais de transit et des frais terminaux. Selon la réglementation actuelle, l'établissement des relevés C 12bis et C 12ter incombe à l'Administration de destination des dépêches. Dans les liaisons intercontinentales par voie de surface, le temps qui s'écoule entre l'expédition et la réception des dépêches excède souvent trois mois. La modification de cette procédure suggérée par la présente proposition permettrait de formuler les comptes et d'en effectuer le paiement dans des délais raisonnables.
2. La présente proposition s'appuie sur les propositions 3067.91 et 3067.92 du Conseil exécutif relatives aux articles 67bis et 67ter tendant à fonder la formulation des comptes au titre des frais de transit et des frais terminaux sur le poids réel des dépêches. Il convient de signaler que cette proposition est en outre une conséquence de la proposition 2556.5 de la Colombie relative à l'article 156 (Feuilles d'avis).
3. Le nouveau système de détermination des frais terminaux prévoit un décompte annuel prenant en considération le poids total de toutes les dépêches échangées, soit le poids de l'ensemble des dépêches de surface, des dépêches S.A.L. et des dépêches-avion.
4. Afin de procéder plus rapidement à la liquidation des comptes, il convient d'effectuer le décompte annuel des frais terminaux sur la base des relevés établis par les Administrations d'origine des dépêches et non par les Administrations de destination.
5. Les articles 170 et 171 ont été fondus en un seul article (voir proposition 3571.7 concernant la suppression de l'article 171 en vue d'uniformiser les formules nécessaires tant à l'établissement des frais terminaux du courrier de surface qu'à celui des dépêches-avion; ainsi les formules C 12bis et C 12ter serviront au courrier-avion au lieu des formules AV 3bis et AV 5bis qui pourront être supprimées si la présente proposition est acceptée.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

CANADA, COLOMBIE

3570.8/Rev 1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Relevé de poids des dépêches de surface, y compris des dépêches S.A.L.

1. Après la réception de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange de destination établit, par bureau d'échange expéditeur d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de poids des dépêches reçues, conforme au modèle C 12bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.
2. Pour chaque Administration d'origine des dépêches, l'Administration de destination établit trimestriellement, d'après les relevés C 12bis, par bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé de poids des dépêches reçues conforme au modèle C 12ter ci-annexé.
3. Les relevés C 12bis /.../ sont fournis à l'appui du relevé C 12ter /.../ à l'Administration d'origine /.../.
4. L'Administration de transit peut procéder comme il est stipulé dans les paragraphes 1 à 3 en reportant les poids indiqués sur le bordereau de livraison C 18 ou demander à l'Administration d'origine des dépêches ou à l'Administration de destination une copie dûment acceptée des relevés trimestriels C 12ter qui la concernent.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2556.6/Rev 1. Voir aussi la proposition 2912.6/Rev 1 concernant la modification de la formule C 12.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 170

Relevé de sacs des dépêches de surface

GRANDE-BRETAGNE

3570.9

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'Administration d'origine des dépêches doit transmettre une copie dûment acceptée des relevés trimestriels C 12ter à l'Administration de transit.

Motifs. – Si, au bout de six mois après la fin de l'année, l'Administration d'origine a manqué de transmettre à l'Administration de transit le relevé annuel de poids des dépêches (C 17), l'Administration intermédiaire pourrait, en utilisant les copies des C 12ter et C 15ter reçues d'office, établir le C 17 de son propre chef, sans demander à l'Administration d'origine de lui envoyer les C 12ter et les C 15ter et sans les attendre. Ceci faciliterait et accélérerait le règlement des frais de transit.

Voir aussi les propositions 3577.6 et 3581.5.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

3571.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les relevés AV 3bis /.../ sont fournis à l'Administration d'origine des dépêches à l'appui des états de poids AV 5bis.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.1.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3571.2

Modifier le titre et le texte comme suit:

Relevé de poids des dépêches de surface (y compris les dépêches de surface transportées par la voie aérienne) et des dépêches-avion

1. Chaque bureau de destination établit par bureau d'échange expéditeur, mensuellement et d'après les données des bordereaux C 18, C 18bis et AV 7, un relevé de poids des dépêches de surface et des dépêches-avion reçues, conforme aux modèles C 12bis et AV 3bis ci-annexés. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale. En cas de besoin, le relevé C 12bis doit être établi par voie d'acheminement.
2. Pour chaque Administration d'origine des dépêches, l'Administration de destination établit distinctement, par bureau d'origine et par bureau de destination, trimestriellement et d'après les indications portées sur les relevés C 12bis et AV 3bis, un état des poids des dépêches de surface et des dépêches-avion reçues, conforme aux modèles C 12ter et AV 5bis ci-annexés.
3. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les relevés C 12bis et AV 3bis /.../ sont à fournir à l'appui des états de poids C 12ter et AV 5bis. /.../

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.
Les modifications faites dans le paragraphe 3 tiennent compte du fait que, dans la pratique, la plupart des Administrations d'origine ont besoin de vérifier les relevés C 12bis et AV 3bis. Le texte ainsi modifié pourrait éviter la demande de relevés C 12bis et AV 3bis par de nombreuses Administrations et réduire le retard dans le règlement des comptes dû à l'absence de ces relevés.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

URSS

3571.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les relevés AV 3bis /.../ sont fournis à l'appui des états de poids AV 5bis. /.../

Motifs. – L'absence de relevé de poids AV 3bis retarde souvent la procédure d'acceptation des relevés de poids AV 5bis.

Note du Bureau international. – Si les propositions 4903.1 et 4903.2 sont acceptées, le texte de l'article 171 mentionnera «AV 3» au lieu de «AV 3bis».

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

COLOMBIE

3571.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque bureau de destination établit par bureau d'échange expéditeur, mensuellement et d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de poids des dépêches-avion reçues, conforme au modèle AV 3bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2556.4.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3571.5

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les relevés AV 3bis /.../ sont annexés en double exemplaire aux relevés de poids AV 5bis /.../.

Motifs. – Proposition corrélatrice à la proposition 3570.6.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

CANADA, COLOMBIE

3571.6/Rev 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque bureau de destination établit par bureau d'échange expéditeur, mensuellement et d'après les données des feuilles d'avis C 12 correspondantes, un relevé de poids des dépêches-avion reçues, conforme au modèle AV 3bis ci-annexé. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.

Motifs. – Prière de se reporter aux motifs de la proposition 2556.6/Rev 1.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 171

Relevé de poids des dépêches-avion

COLOMBIE

3571.7

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.7 relative à l'article 170 où ont été insérées les règles concernant l'établissement et la présentation des «Relevés de poids des dépêches de surface, des dépêches S.A.L. et des dépêches-avion».

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3572.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Transmission et acceptation des états de poids des dépêches de surface et des /.../ dépêches-avion

1. Les états de poids C 12ter /.../ et /.../ AV 5bis sont transmis (le reste sans changement).
2. Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle les considère comme admis de plein droit. /.../ Si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés C 12bis et AV 3bis rectifiés doivent être joints à l'appui des états C 12ter et AV 5bis dûment modifiés et acceptés. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ces relevés C 12bis ou AV 3bis, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules C 18, C 18bis ou AV 7 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses.

2bis. En ce qui concerne les dépêches de surface ayant été transitées par une ou plusieurs Administrations intermédiaires, les Administrations d'origine sont tenues de transmettre les photocopies des états de poids C 12ter dûment acceptés aux Administrations de transit intéressées.

3. Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que les relevés C 12bis /.../ et AV 3bis /.../ ainsi que les états C 12ter et AV 5bis, soient établis par l'Administration d'origine des dépêches. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface
et des états de poids des dépêches-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3572.2

Le modifier comme suit:

1. Les relevés de sacs C 12ter ainsi que les états de poids AV 5bis sont transmis en double exemplaire aux Administrations intéressées dans le délai maximal de quatre mois après la fin du trimestre auquel ils se rapportent.

2. Après leur acceptation, l'Administration de destination ou d'origine des dépêches, selon le cas, en renvoie un exemplaire (le reste sans changement).

3. Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que /.../ le relevé AV 3bis et l'état AV 5bis /.../ soient établis par l'Administration d'origine des dépêches. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement des relevés C 12bis et C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface
et des états de poids des dépêches-avion

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

3572.3

Paragrapes 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Les relevés de sacs C 12ter ainsi que les états de poids AV 5bis accompagnés des formules C 12bis et AV 3bis sont transmis en double exemplaire aux Administrations d'origine des dépêches dans le délai maximal de six mois après la fin du trimestre auquel ils se rapportent.
2. Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle les considère comme admis de plein droit et transmet une notification en ce sens à l'Administration correspondante /.../. Si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés C 12bis et AV 3bis rectifiés doivent être joints à l'appui des formules C 12ter et des états AV 5bis dûment modifiés et acceptés. /.../ L'Administration de destination des dépêches peut contester les modifications portées sur les formules C 12ter et les états AV 5bis dans le délai de six mois prévu par l'article 107, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Suite à cette contestation, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des bordereaux de livraison établis par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses ou des photocopies des bulletins de vérification y relatifs. Si les documents justificatifs n'ont pas été reçus dans un délai d'un mois à partir du jour de la contestation, les formules C 12ter et AV 5bis sont considérées comme admises de plein droit à leur valeur initiale.

Motifs. – Pour la vérification et l'acceptation des documents centralisateurs des trafics postaux, il est nécessaire de transmettre en double exemplaire les documents primaires (respectivement C 12bis et AV 3bis) qui, en cas de modification des documents centralisateurs, doivent être renvoyés à l'appui de ceux-ci.

Au paragraphe 2 est proposée l'extension aux relevés C 12ter des conditions de contestation des états de poids AV 5bis modifiés. On fait alors référence à l'article 107, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention pour indiquer le délai de toute contestation des documents postaux. En vue d'une réglementation unique pour la modification des comptes, voir les propositions 4622.1 et 5550.5.

Proposition corrélatrice: 3570.5.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion

RÉP. DÉM. ALLEMANDE, URSS

3572.4

Paragraphe 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Les relevés de sacs C 12ter ainsi que les états de poids AV 5bis sont transmis en double exemplaire aux Administrations d'origine des dépêches dans le délai maximal de six mois après la fin de la période à laquelle ils se rapportent. L'Administration débitrice peut refuser d'accepter les relevés qui ne lui ont pas été transmis dans ce délai.

2. (Les deux premières phrases sans changement.) En ce qui concerne les dépêches-avion, les dépêches de surface et les dépêches S.A.L. pour lesquelles le décompte s'effectue d'après le poids réel conformément à l'article 67, paragraphes 2 et 3, si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés AV 3bis ou C 12bis avec indication du poids rectifiés doivent être joints à l'appui des états AV 5bis ou C 12ter dûment modifiés et acceptés. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ces relevés /.../, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules AV 7, C 12 ou C 18bis établis par le bureau d'origine ou bien des bulletins de vérification correspondants établis par le bureau de destination.

Motifs. – Comme les comptes ne se rapportent pas toujours à un trimestre, le terme «période» correspond mieux à la pratique. Application du délai donnant le droit de refus par analogie à l'article 222, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle. Le paragraphe 2 en vigueur actuellement ne porte unilatéralement que sur les dispositions concernant les dépêches-avion. La présente proposition permettra – comme il s'ensuit du titre de l'article 172 – d'avoir une réglementation aussi complète que possible.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface
et des états de poids des dépêches-avion

CANADA, COLOMBIE

3572.5/Rev 1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Transmission et acceptation des relevés /.../ de poids des dépêches de surface,
les dépêches S.A.L. comprises, et /.../ des dépêches-avion

1. Les relevés /.../ C 12ter ainsi que les états /.../ AV 5bis sont transmis en double exemplaire
(le reste sans changement).

2 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence des propositions 2556.6/Rev 1 et 3570.8/Rev 1.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface
et des états de poids des dépêches-avion

COLOMBIE

3572.6

Modifier le titre et le texte comme suit:

Transmission /.../ des relevés de poids des dépêches de surface, des dépêches S.A.L. et des /.../
dépêches-avion

1. Les relevés de poids des dépêches C 12ter /.../ sont transmis en double exemplaire aux
Administrations de destination et aux Administrations de transit des dépêches /.../ dans le
trimestre suivant celui auquel ils se rapportent.

1bis. Si, après la fin du trimestre, l'Administration de destination n'a pas reçu de l'Administration d'origine le relevé C 12ter se rapportant au trimestre précédent, elle établit celui-ci d'office d'après les indications des feuilles d'avis C 12 relatives aux dépêches du trimestre en question et le transmet ensuite en double exemplaire à l'Administration de transit et à l'Administration d'origine des dépêches.

2. (Supprimé.)

3. Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que les relevés C 12bis et C 12ter /.../ soient établis par l'Administration de destination des dépêches. Dans ce cas, il appartient à l'Administration d'origine des dépêches de transmettre la copie des relevés C 12ter dûment acceptés aux Administrations de transit des dépêches.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.7 de la Colombie relative à l'article 170, qui a pour objet d'accélérer l'établissement et le paiement des comptes au titre des frais de transit et des frais terminaux.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Article 172

Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3572.7/Rev 1

Amendement à la proposition 3572.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle les considère comme admis de plein droit et transmet une notification en ce sens à l'Administration correspondante. Si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés C 12bis et AV 3bis rectifiés doivent être joints à l'appui des formules C 12ter et des états AV 5bis dûment modifiés et acceptés. L'Administration de destination des dépêches peut contester les modifications portées sur les formules C 12bis et les relevés AV 3bis dans le délai de trois mois prévu dans le présent paragraphe. Suite à cette contestation, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des feuilles d'avis C 12 ou des bordereaux de livraison AV 7 établis par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses ou des photocopies des bulletins de vérification y relatifs. Si les documents justificatifs n'ont pas été reçus dans un délai d'un mois à partir du jour de la contestation, les formules C 12bis et AV 3bis sont considérées comme admises de plein droit à leur valeur initiale.

Motifs. – La vérification par l'Administration de destination du bien-fondé des modifications apportées par l'Administration d'origine s'effectue avant tout d'après les formules C 12bis et AV 3bis, et non pas directement sur les formules C 12ter et AV 5bis. Par conséquent, la contestation qui sera formulée par l'Administration de destination sera fondée sur le contenu des formules C 12bis et AV 3bis. Par ailleurs, comme la feuille d'avis C 12 est à l'origine du relevé C 12bis (comme la formule AV 7 est à l'origine de l'AV 3bis), la copie de la formule C 12 ou celle du bordereau de livraison AV 7 doit également être fournie comme pièce à l'appui.

Quant au délai durant lequel l'Administration de destination peut contester les modifications, une période de «trois mois» est proposée à la place de celle de «six mois», car l'examen des modifications concernant les données comptabilisées fait partie du délai prévu pour la vérification des comptes.

Chapitre II

Opérations de statistique pour la détermination des frais de transit
et des frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

3572.91

Modifier le titre comme suit:

Statistique annuelle pour le calcul des proportions des LC et des AO

Transférer les articles 178 à 181 au chapitre I.

Motifs. – La statistique annuelle est valable uniquement pour la détermination des proportions des envois LC et des envois AO pour le calcul du poids annuel de ces deux catégories entrant en ligne de compte pour le règlement des frais terminaux.

Deuxième partie

Titre V

Chapitre II

Opérations de statistique pour la détermination des frais de transit
et des frais terminaux

CHINE (RÉP. POP.)

3572.92

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 173

Période de statistique pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux. Courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3573.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Période de statistique pour le calcul des proportions en poids des envois LC et des envois AO des dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et des dépêches-avion

1. Les Administrations appliquant dans leurs relations bilatérales des taux de frais terminaux distincts pour les envois LC et pour les envois AO effectuent, chaque année /.../ pendant le mois de mai les années impaires et le mois d'octobre les années paires, /.../ une statistique des dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et des dépêches-avion en vue de déterminer les proportions en poids des envois LC, d'une part, et des envois AO, d'autre part.

1bis. Pour faire application des taux distincts LC et AO prévus à l'article 64, paragraphe 2, lettres b) et c), de la Convention, le poids annuel du courrier LC/AO doit être supérieur à 150 tonnes. Pour constater si ce seuil est atteint, les Administrations se réfèrent au courrier total reçu au cours des quatre derniers trimestres pour lesquels les relevés C 12ter ont été établis par l'Administration de destination.

1ter. Lorsque le seuil de 150 tonnes de LC/AO par an est dépassé dans un seul sens, l'Administration destinataire de ce trafic supérieur à 150 tonnes notifie à l'Administration d'origine le système de rémunération choisi au plus tard deux mois avant la période de statistique de l'année de sa mise en application. Passé ce délai, c'est le taux prévu à l'article 64, paragraphe 2, lettre a), de la Convention qui s'appliquera de plein droit à l'année civile considérée.

2. Pendant la période de statistique, en plus de la feuille d'avis C 12, chaque dépêche est accompagnée d'un bordereau /.../ de poids des LC et des AO contenus dans les dépêches expédiées, conforme au modèle C 15 ci-annexé.

3. (Sans changement.)

4. Pour les dépêches mettant en relation pour la première fois deux Administrations, /.../ les frais terminaux pour l'année en cours sont calculés, après entente entre les Administrations concernées, /.../ d'après le poids réel de l'ensemble des envois LC/AO des dépêches auquel s'appliquera le taux uniforme de frais terminaux prévu à l'article 64, paragraphe 2, lettre a), de la Convention.

5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude des frais terminaux du CE qui prévoit la détermination des proportions des envois LC et AO des dépêches de surface et avion.

Dans la période de transition jusqu'à ce que les Administrations connaissent le poids réel du courrier échangé entre elles pendant les quatre derniers trimestres, elles doivent déterminer si le seuil de 150 tonnes est atteint sur la base du poids calculé au moyen de la statistique selon les dispositions actuelles. Une annotation à cette fin pourrait compléter le paragraphe 1bis.

Article 173

Période de statistique pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux.

Courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3573.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 173

Période de statistique pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux.
Courrier de surface

POLOGNE (RÉP. POP.)

3573.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Tous les deux ans et alternativement pendant le mois de mai et le mois d'octobre a lieu une statistique des dépêches de surface en vue de déterminer le poids moyen des sacs de chaque catégorie LC/AO et sacs M pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux.

Motifs. – Le système actuel de calcul entraîne trop de travaux supplémentaires pour toutes les Administrations, sans apporter une amélioration certaine de la base de calcul utilisée.

Article 174

Etiquetage des dépêches pendant la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

3574.1

Le transférer comme article 175bis.

Article 174

Etiquetage des dépêches pendant la période de statistique

CHINE (RÉP. POP.)

3574.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 175

Bordereau de sacs de la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

3575.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Bordereau de poids des LC et des AO dans les dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et les dépêches-avion de la période de statistique

1. En ce qui concerne les dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et les dépêches-avion formées pendant la période de statistique, le bureau d'échange d'origine joint, à la feuille d'avis C 12, le bordereau C 15. Il inscrit sur ce bordereau le nombre et le poids des sacs LC et le nombre et le poids des sacs AO. /.../

1bis. Pendant la période de statistique, les envois LC et les envois AO de chaque dépêche sont inclus dans des sacs séparés. Lorsque le nombre ou le volume des envois exige seulement l'emploi d'un sac, les envois LC et les envois AO sont enliassés séparément. Dans ce cas, le poids de chaque liasse doit être indiqué sur le relevé C 15.

2. La première et la dernière dépêche de surface ou avion de la période de statistique sont signalées au moyen d'une croix marquée dans la case appropriée sur le bordereau C 15. Lorsque le bureau expéditeur n'a pas été en mesure de signaler la dernière dépêche de la période de statistique /.../, il transmet au bureau d'échange de destination, par la voie la plus rapide, une copie du bordereau correspondant à la dernière dépêche avec l'annotation «dernière dépêche de la période de statistique».

2bis. Les imprimés inclus dans des sacs M ne sont pas pris en considération pour la détermination des proportions de poids des envois LC et des envois AO.

Motifs. – Conséquence de l'étude des frais terminaux du CE qui prévoit la détermination des proportions de poids des envois LC et AO (à l'exclusion des imprimés inclus dans des sacs M).

Article 175

Bordereau de sacs de la période de statistique

CHINE (RÉP. POP.)

3575.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

CONSEIL EXÉCUTIF

3575.91

Créer le nouvel article suivant (repris de l'article 174, avec certaines modifications):

Article 175bis

Etiquetage des dépêches pendant la période de statistique

Pendant la période de statistique, les sacs des dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et des dépêche-avion, à l'exclusion des sacs M, doivent être munis, en plus des étiquettes ordinaires, d'une étiquette spéciale C 28bis conforme au modèle ci-annexé.

Motifs. – Le transfert de l'article 174 comme article 175bis est dû au suivi des opérations.

Article 176

Vérification des dépêches pendant la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

3576.1

Le modifier comme suit:

Les indications portées sur les bordereaux C 15 de la période de statistique sont vérifiées par le bureau d'échange de destination. Si ce bureau constate une erreur dans /.../ les poids indiqués, il rectifie le bordereau et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 16 ci-annexé. Toutefois, en ce qui concerne le poids d'un sac, l'indication du bureau d'échange expéditeur est tenue pour valable, à moins que le poids rectifié ne diffère de plus de 200 grammes du poids indiqué sur l'étiquette C 28bis. /.../

Motifs. – Conséquence de la proposition 3573.1. La statistique proposée vise à déterminer les proportions en poids des envois LC et des envois AO. Donc, une erreur relative au nombre de sacs n'a plus de conséquences. Cependant, il convient de continuer à lier la marge de tolérance au poids de chaque sac, mais de fixer cette tolérance à 200 grammes.
L'Administration de transit n'est pas concernée par une statistique visant le calcul des proportions des envois LC et des envois AO.

Article 176

Vérification des dépêches de la période de statistique

CHINE (RÉP. POP.)

3576.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

URSS

3576.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 176bis

Dépêches de surface mal dirigées

Dans le cas où le bureau d'échange du pays de transit reçoit une dépêche mal dirigée, ce bureau la réachemine dans le pays de destination en indiquant sur l'étiquette C 28 une nouvelle voie d'acheminement et en informe, à l'aide d'un bulletin de vérification C 14, le bureau qui a créé la dépêche et le bureau d'où cette dépêche a été reçue.

Motifs. – Conséquences de la proposition 3069.2.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3577.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement des relevés statistiques pour le calcul des proportions des LC et des AO

1. Aussitôt que possible après la réception de la dernière dépêche de surface ainsi que de la dernière dépêche-avion formées pendant la période de statistique, le bureau d'échange de destination établit pour chaque bureau d'échange d'origine un bordereau de poids conforme au modèle C 15bis ci-annexé, /.../ d'après les données des relevés C 15. Il le transmet ensuite au service centralisateur compétent de son Administration.
2. A partir des bordereaux C 15bis relatifs à une même Administration d'origine, l'Administration de destination établit et transmet dès que possible à chaque Administration concernée, séparément pour les dépêches de surface et avion, un bordereau récapitulatif des poids des sacs LC et des sacs AO expédiés pendant la période de statistique, conforme au modèle C 15ter ci-annexé. Ce bordereau récapitulatif permet de déterminer les proportions des poids des sacs LC et des sacs AO contenus dans les dépêches de surface, d'une part, et dans les dépêches-avion, d'autre part /.../.

2bis. Si l'Administration qui a établi les bordereaux C 15ter n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle considère ces bordereaux comme admis de plein droit.

3. Les proportions des poids des sacs LC et des sacs AO des dépêches de surface et des dépêches-avion, visées au paragraphe 2, appliquées séparément au poids total annuel des dépêches de surface et des dépêches-avion, déterminent le poids annuel du courrier LC et du courrier AO, de surface et avion. Les poids ainsi déterminés serviront de base à la comptabilisation des frais terminaux dans les relations concernées par l'article 64 de la Convention, paragraphe 2, lettres b) et c), et paragraphe 2bis.

4. (Supprimé.)

Motifs. – Voir proposition 3573.1.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3577.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3577.3

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs expédiés par voie de surface

1. Aussitôt que possible après l'expédition de la dernière dépêche de surface formée pendant la période de statistique, les bureaux d'origine établissent des relevés statistiques des sacs expédiés conformes au modèle C 15bis ci-annexé, pour chaque bureau d'échange de destination d'après les données des bordereaux C 15, et les transmettent à leur Administration centrale.

2. A partir des relevés statistiques C 15bis /.../ pour les bureaux d'échange d'une même Administration de destination, l'Administration d'origine établit et transmet dès que possible, pour approbation par l'Administration /.../ de destination, un relevé récapitulatif des sacs /.../ expédiés, classés par catégories (sacs LC/AO et sacs M), conforme au modèle C 15ter ci-annexé. (Le reste sans changement.)

3. (Sans changement.)

4. Après acceptation des relevés C 15ter, l'Administration de destination des dépêches les renvoie à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration d'origine des dépêches n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle considère ces relevés comme admis de plein droit.

4bis. L'Administration d'origine des dépêches doit transmettre aux Administrations de transit intéressées une copie du relevé C 15ter qui les concerne, dûment accepté par l'Administration de destination.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3577.4

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. A partir des relevés statistiques C 15bis des bureaux d'échange d'une même Administration d'origine, l'Administration de destination établit et transmet dès que possible, en double exemplaire, pour approbation par l'Administration d'origine, un relevé récapitulatif des sacs reçus, classés par catégories (sacs LC/AO et sacs M), conforme au modèle C 15ter ci-annexé accompagné des relevés C 15bis y afférents. Ce relevé permet de calculer les poids moyens des sacs LC/AO d'une part, et des sacs M d'autre part, pendant la période de statistique.

Motifs. – Proposition corrélatrice à la proposition 3570.6 visant à une procédure unifiée et à la garantie des contrôles nécessaires.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

RÉP. DÉM. ALLEMANDE, URSS

3577.5

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

Le poids moyen de décompte est arrondi au décime supérieur lorsque le nombre formé par le chiffre des centièmes et celui des millièmes est égal ou supérieur à 50; il est arrondi au décime inférieur dans le cas contraire.

Motifs. – Garantie d'un calcul unifié des poids moyens pour les opérations ultérieures de présentation des comptes.

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

GRANDE-BRETAGNE

3577.6

Créer le paragraphe 4bis suivant:

4bis. L'Administration d'origine des dépêches doit transmettre une copie dûment acceptée du relevé C 15ter à l'Administration de transit.

Motifs. – Si, au bout de six mois après la fin de l'année, l'Administration d'origine a manqué de transmettre à l'Administration de transit le relevé annuel de poids des dépêches (C 17), l'Administration intermédiaire pourrait, en utilisant les copies des C 12ter et C 15ter reçues d'office, établir le C 17 de son propre chef, sans demander à l'Administration d'origine de lui envoyer les C 12ter et les C 15ter et sans les attendre. Ceci faciliterait et accélérerait le règlement des frais de transit.

Voir aussi les propositions 3570.9 et 3581.5.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

CONSEIL EXÉCUTIF

3577.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 177bis

Revision des proportions résultant de la statistique annuelle

1. Quand une Administration constate que les proportions respectives des LC et des AO découlant de la statistique annuelle diffèrent très sensiblement de la structure normale du trafic réellement reçu, elle peut demander que les résultats de cette statistique soient révisés.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour effectuer cette revision. A défaut d'entente, les Administrations procèdent à une nouvelle statistique d'une durée d'un mois dont les résultats servent de base à l'établissement des comptes de l'année en litige.

3. Les résultats de cette statistique supplémentaire sont pris en considération s'ils affectent de plus de 5000 francs (1633,45 DTS) par an les comptes entre les Administrations intéressées.

4. En cas de désaccord persistant, les Administrations peuvent recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 67ter, paragraphe 6, de la Convention.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids réel des dépêches. La statistique annuelle ne concerne donc que la proportion des LC et des AO, proportion qui sert seulement pour la détermination des frais terminaux (voir proposition 3573.1).

Le texte proposé est partiellement repris de l'article 190, qui a été supprimé (voir proposition 3590.1).

CONSEIL EXÉCUTIF

3577.92

Créer le nouvel article suivant:

Article 177ter

Revision des taux de frais terminaux pour les envois LC et AO – Mécanisme de correction

1. Si l'Administration destinataire d'un trafic supérieur à 150 tonnes de LC/AO par an constate que le nombre moyen d'envois LC et/ou AO par kg réellement reçu est supérieur au nombre cité à l'article 64, paragraphe 2bis, de la Convention, elle peut demander au pays expéditeur l'application du mécanisme de correction décrit dans les paragraphes qui suivent et visant à déterminer de nouveaux taux de frais terminaux adaptés à leur trafic. Cette demande peut intervenir à tout moment de l'année.

2. Le mécanisme de correction visé au paragraphe 1 consiste à réaliser une statistique spéciale destinée à calculer le nombre moyen d'envois LC et/ou d'envois AO par kg, conformément aux modalités pratiques précisées à l'article 177quater. Si les résultats de la statistique confirment la constatation de l'Administration destinataire, celle-ci a le droit d'appliquer au trafic qu'elle reçoit de l'Administration en question de nouveaux taux de frais terminaux, calculés de la manière suivante:

en francs-or:

taux LC = $[(\text{Nombre moyen d'envois LC par kg} \times 0,10) + 0,88] \times 1,27 \times 3,061$

taux AO = $[(\text{Nombre moyen d'envois AO par kg} \times 0,10) + 0,88] \times 1,27 \times 3,061$

en DTS:

taux LC = $[(\text{Nombre moyen d'envois par kg} \times 0,10) + 0,88] \times 1,27$

taux AO = $[(\text{Nombre moyen d'envois par kg} \times 0,10) + 0,88] \times 1,27$

3. Si la demande d'application du mécanisme de correction intervient avant le 1er juillet, le ou les nouveaux taux ainsi calculés entrent en vigueur à partir du 1er janvier de l'année de la demande. Si la demande intervient après le 1er juillet, le ou les nouveaux taux s'appliquent pour l'année suivante. Ces taux restent en vigueur jusqu'à une nouvelle demande de revision qui peut être faite par l'une des Administrations concernées. Au cas où le nombre d'envois par kg résultant de cette revision ne dépasse plus le seuil de 55 envois LC ou de 7 envois AO, qui avait provoqué la première revision, les taux prévus à l'article 64, paragraphe 2, lettre b), de la Convention s'appliquent au trafic en question.

4. En cas de désaccord entre les deux parties à propos de l'application du mécanisme de correction, le litige est soumis pour arbitrage dans les conditions prévues à l'article 127 du Règlement général.

Motifs. – L'objectif de ce mécanisme est de permettre à l'Administration destinataire d'un flux important de courrier d'ajuster la rémunération des frais terminaux en fonction de la composition réelle du courrier quand celle-ci s'écarte substantiellement de la moyenne mondiale.

CONSEIL EXÉCUTIF

3577.93

Créer le nouvel article suivant:

Article 177quater

Statistique spéciale pour l'application d'un mécanisme de correction

1. Sauf entente spéciale, toutes les dépêches (surface et avion) échangées dans la direction en question durant un mois sont prises en considération pour la revision du nombre moyen des envois LC et/ou AO par kg.

2. Les Administrations s'entendent sur les conditions de cette statistique spéciale. A défaut d'entente, l'Administration ayant fait la demande est autorisée à effectuer d'office cette statistique trois mois après l'envoi de sa demande.

3. Pendant les jours d'observation, le bureau d'échange d'origine inscrit, séparément pour les dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et pour les dépêches-avion, le nombre et le poids des LC et/ou le nombre et le poids des AO sur un bordereau C 17, conforme au modèle ci-annexé. Ce bordereau C 17 est joint à la feuille d'avis C 12 des dépêches considérées. A défaut d'établissement du bordereau C 17 par le bureau d'échange expéditeur, le bureau d'échange de destination l'établit d'office, d'après les résultats de ses propres analyses.

4. A l'aide des bordereaux C 17, l'Administration ayant demandé la statistique spéciale établit un relevé C 17bis, conforme au modèle ci-annexé, qui consolide les données relatives aux dépêches d'un même bureau d'échange expéditeur à un même bureau d'échange de destination. A l'aide des relevés C 17bis, ou des bordereaux C 17 si une consolidation des données n'est pas nécessaire, l'Administration qui a demandé la statistique établit le relevé C 17ter, conforme au modèle ci-annexé. Sur ce relevé C 17ter, elle calcule, aussi bien pour le courrier de surface que pour le courrier-avion, le nombre moyen des envois LC et/ou des envois AO par kg et les nouveaux taux de frais terminaux par application des formules décrites à l'article 177ter, paragraphe 2.

5. Les relevés C 17ter, accompagnés des formules C 17bis ou, le cas échéant, des formules C 17, sont transmis à l'autre Administration intéressée au plus tard dans le délai de trois mois qui suit l'expédition de la dernière dépêche soumise à la statistique.

6. Si l'autre Administration intéressée n'a pas fait d'observation dans un délai de trois mois à compter de la date de transmission du relevé, le relevé C 17ter est considéré comme admis de plein droit.

Motifs. – L'objectif de ce mécanisme est de permettre à l'Administration destinataire d'un flux important de courrier de déterminer le nombre moyen d'envois réellement contenus dans un kg de courrier LC et/ou AO, de manière à pouvoir calculer des taux spécifiques pour le flux de trafic considéré.

Les dispositions ci-dessus pourraient être complétées par un guide opérationnel élaboré par le Bureau international en collaboration avec certaines Administrations postales.

Deuxième partie

Titre V

Dispositions concernant les frais de transit et les frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

3577.94

Créer le nouveau chapitre IIbis suivant:

Revision des taux de frais terminaux

Ce chapitre contient les articles suivants:

177ter Revision des taux de frais terminaux pour les envois LC et AO – Mécanisme de correction
177quater Statistique spéciale pour l'application d'un mécanisme de correction

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux (voir proposition 3064.1).

Article 177quater

Statistique spéciale pour l'application d'un mécanisme de correction

GRÈCE

3577.95

Amendement à la proposition 3577.93

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

2. Les Administrations s'entendent sur les conditions de cette statistique, qui devrait, si possible, se dérouler en même temps que la statistique prévue par l'article 173, paragraphe 1, pour le calcul des proportions en poids des envois LC et des envois AO. A défaut d'entente sur la mise en place de la statistique spéciale, l'Administration ayant fait la demande est autorisée à effectuer d'office cette statistique trois mois après l'envoi de la demande.

3 à 6. (Sans changement.)

Motifs. – Cette proposition vise à regrouper les deux opérations statistiques afin de réduire la charge des Administrations. En outre, elle tend à assurer la prise en considération des données statistiques aussi fiables que possible pour l'application du mécanisme de correction.

Article 178

Dépêches-avion en transit par voie de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3578.1

Le modifier comme suit:

Dépêches-avion et S.A.L. en transit par voie de surface

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les dépêches-avion ainsi que les dépêches S.A.L. transportées fréquemment par voie de surface sur une partie de leur parcours dans des pays tiers sont soumises à la rémunération des frais de transit.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1, les frais de transit sont établis d'après les poids bruts réels indiqués sur les bordereaux AV 7 pour les dépêches-avion et sur les bordereaux C 18bis et, le cas échéant, d'après les étiquettes AV 8bis pour les dépêches S.A.L.

Motifs. – La proposition vise à inclure également le courrier S.A.L. dans cet article. En ce qui concerne la place de cet article, voir la proposition 3572.91.

Article 178

Dépêches-avion en transit par voie de surface

CANADA

3578.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1, les frais de transit sont établis d'après les poids bruts réels indiqués sur les feuilles d'avis C 12.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3571.6. La formule C 12 deviendrait le document de base des paiements inter-Administrations, y compris au titre de la poste aérienne.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 180

Bulletin de transit pour des dépêches du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3580.1

Le modifier comme suit:

1. Dans le but de connaître en toute certitude l'acheminement des dépêches, le bureau d'échange d'origine peut joindre, selon le besoin, aux dépêches soumises aux frais de transit un bulletin de transit de couleur verte conforme au modèle C 19 ci-annexé /.../.
2. Le bulletin de transit ne doit être employé que si l'acheminement des dépêches est incertain ou si les services de transport utilisés sont inconnus de l'Administration d'origine /.../. Avant d'en décider l'établissement, l'Administration d'origine doit s'assurer qu'elle ne possède aucun autre moyen de connaître l'acheminement des dépêches qu'elle expédie, si nécessaire en consultant par écrit, au préalable, l'Administration de destination.
3. La présence du bulletin de transit accompagnant une dépêche doit être signalée par la mention «C 19» portée en caractères très apparents:
 - a) en tête de la feuille d'avis C 12 /.../;
 - b) sur l'étiquette C 28 du sac contenant la feuille d'avis;
 - c) dans la colonne «Observations» du bordereau de livraison C 18.
4. (Sans changement.)
5. Lorsqu'un bulletin de transit dont l'expédition est signalée sur le bordereau de livraison C 18 ou sur l'étiquette C 28 fait défaut, le bureau d'échange intermédiaire ou le bureau d'échange de destination qui en constate l'absence est tenu de le réclamer sans retard au bureau d'échange précédent; toutefois, sans plus attendre, le bureau d'échange intermédiaire en établit un nouveau revêtu de la mention «Etabli d'office par le bureau de ...» et le transmet avec la dépêche. Lorsque le bulletin C 19 établi par le bureau d'échange d'origine parvient au bureau qui l'a réclamé, celui-ci l'adresse directement, sous pli fermé, au bureau de destination, après l'avoir annoté en conséquence.

Motifs. – D'après le nouveau système (voir proposition 3570.1), l'Administration de transit peut soit établir les relevés C 12ter elle-même sur la base des bordereaux de livraison, soit demander une copie des relevés C 12ter qui la concernent. Dans ce dernier cas, il peut parfois être utile d'utiliser le bulletin de transit pour connaître l'acheminement des dépêches en transit. La période de statistique est maintenue seulement pour la détermination des proportions de poids des envois LC et AO applicables, dans certaines relations, aux frais terminaux.
En ce qui concerne la place de cet article, voir la proposition 3572.91.

Article 180

Bulletin de transit pour des dépêches du courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3580.2/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Dans le but d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'établissement des relevés /.../ C 12bis, le bureau d'échange expéditeur peut joindre à chaque dépêche /.../ soumise aux frais de transit un bulletin de transit de couleur verte (le reste sans changement).
2. (Sans changement.)
3. La présence du bulletin de transit accompagnant une dépêche doit être signalée par la mention «C 19» portée en caractères très apparents:
 - a) (sans changement);
 - b) sur l'étiquette C 28 /.../ du sac contenant la feuille d'avis;
 - c) (sans changement).
4. (Sans changement.)
5. Lorsqu'un bulletin de transit dont l'expédition est signalée sur le bordereau de livraison C 18 ou sur l'étiquette C 28 /.../ fait défaut, (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 181

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

HONGRIE (RÉP. POP.)

3581.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les relevés C 17, établis en autant d'exemplaires qu'il y a d'Administrations intermédiaires, plus une pour le pays d'origine, sont transmis aussitôt que possible à l'Administration centrale du pays expéditeur. En même temps, l'Administration de destination transmet

également un exemplaire du relevé C 17, avec la mention «Provisoire», à chacune des Administrations intermédiaires. L'Administration centrale du pays expéditeur, après avoir procédé à leur acceptation, répartit les relevés C 17 entre les Administrations centrales des pays intermédiaires.

Motifs. – Certaines Administrations de destination n'établissent pas les relevés C 17, et éventuellement les Administrations expéditrices ne les établissent pas non plus comme cela est envisagé dans le paragraphe 5, malgré plusieurs rappels.

Si l'Administration de destination transmettait un exemplaire du relevé C 17, avec la mention «Provisoire», à chaque Administration intermédiaire, ces dernières pourraient suivre plus facilement la réception des relevés C 17 qu'elles attendent. Dans ces circonstances, le règlement des frais de transit pourrait avoir lieu dans des conditions plus sûres et plus précises.

Article 181

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

CONSEIL EXÉCUTIF

3581.2

Le supprimer.

Motifs. – Le relevé du poids annuel sur la formule C 17 a été supprimé car, d'après le nouveau système, le poids annuel des dépêches en transit se détermine directement sur le décompte C 20, d'après les relevés trimestriels de poids C 12ter. Selon la proposition 3570.1, l'Administration de transit peut établir les relevés de poids C12ter elle-même sur la base des indications de poids sur le bordereau de livraison C 18 ou elle peut faire usage des relevés établis par l'Administration de destination. L'article 172 est également applicable aux frais de transit.

Article 181

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

CHINE (RÉP. POP.)

3581.3/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. /.../ L'Administration de /.../ transit doit établir un relevé annuel de poids des dépêches reçues en transit, conforme au modèle C 17 ci-annexé. Ce relevé est établi pour chaque voie d'acheminement et pour chaque Administration d'origine des dépêches d'après les indications portées sur /.../ les copies des états C 12ter fournies par l'Administration d'origine.

2. Les relevés C 17, établis en /.../ double exemplaire, sont transmis aussitôt que possible à l'Administration centrale du pays expéditeur. Celle-ci, après avoir procédé à leur acceptation, /.../ en retourne un exemplaire à l'Administration centrale du pays de transit.

3 à 5. (Supprimés.)

6. Si, six mois après la fin de l'année, les Administrations intermédiaires n'ont pas reçu des Administrations d'origine /.../ les copies des états C 12ter, elles /.../ peuvent établir les relevés C 17 d'après leurs propres indications. /.../ Les relevés C 17 ainsi établis, revêtus de la mention «Etabli d'office», sont annexés au compte particulier C 20.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

En outre, les relevés C 12quater étant établis d'après les relevés C 12ter fournis par l'Administration d'origine, il n'est donc pas nécessaire de les transmettre à l'avance à l'Administration d'origine pour la vérification et l'acceptation. Le texte ainsi modifié pourrait accélérer l'établissement et le règlement des comptes des frais de transit.

Conséquence de la proposition 3917.2/Rev 1.

Article 181

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

CHINE (RÉP. POP.)

3581.4/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. /.../ L'Administration de transit établit un relevé annuel de poids des dépêches /.../ en transit, conforme au modèle C 17 ci-annexé. Ce relevé est établi pour chaque voie d'acheminement et pour chaque Administration d'origine des dépêches d'après les indications portées sur les relevés C 12ter et C 15ter reçus de cette dernière.

2. Les relevés C 17, établis en double exemplaire, sont transmis aussitôt que possible à l'Administration centrale du pays expéditeur. Celle-ci, après avoir procédé à leur acceptation, en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis.

3 à 5. (Supprimés.)

6. Si, six mois après la fin de l'année, les Administrations intermédiaires n'ont pas reçu des Administrations d'origine les copies des relevés C 12ter et C 15ter, elles /.../ établissent /.../ les relevés C 17 d'après leurs propres indications. /.../ Les relevés C 17, (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3/Rev 1 concernant l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

Article 181

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

GRANDE-BRETAGNE

3581.5

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Si, six mois après la fin de l'année, les Administrations intermédiaires n'ont pas reçu des Administrations d'origine les relevés C 17, elles les établissent d'office d'après les relevés C 12ter et C 15ter transmis par l'Administration d'origine conformément aux articles 170, paragraphe 4, et 177, paragraphe 4bis, et, à défaut, d'après leurs propres indications. /.../ Les relevés C 17, revêtus de la mention «Etabli d'office», sont annexés au compte particulier C 20.

Motifs. – Les Administrations d'origine sont souvent lentes à régler les frais de transit qu'elles doivent aux Administrations intermédiaires. Ceci parce que les Administrations de destination et d'origine sont responsables en premier lieu de la préparation des relevés C 17, et non les Administrations intermédiaires, bien que celles-ci soient les créditrices. Le paragraphe 6 actuel de l'article 181 prévoit que si, six mois après la fin de l'année, les Administrations intermédiaires n'ont pas reçu des Administrations d'origine les relevés C 17, elles les établissent d'office. A cet effet, elles demandent à l'Administration d'origine des dépêches une copie dûment acceptée des relevés C 12ter et C 15ter. En procédant de la sorte, le règlement des frais de transit est encore retardé. Si les Administrations intermédiaires recevaient automatiquement des copies dûment acceptées des relevés C 12ter et C 15ter, elles pourraient procéder à l'établissement des relevés C 17 beaucoup plus rapidement.

Conséquence des propositions 3570.9 et 3577.6.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Deuxième partie

Titre V

Chapitre III

Etablissement, règlement, approbation et revision des comptes des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3581.91

Modifier le titre de ce chapitre comme suit:

Etablissement, transmission, approbation et règlement des comptes des frais /.../ terminaux du courrier de surface et du courrier-avion, ainsi que des frais de transit du courrier de surface

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 182

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3582.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

1. Le soin d'établir les comptes incombe à l'Administration créancière qui les transmet à l'Administration débitrice. La transmission des comptes ne sera cependant pas requise dans la mesure où le solde concerné est inférieur au minimum prévu à cet effet aux articles 67bis, paragraphe 2, et 67ter, paragraphe 5, de la Convention.

2. Les comptes particuliers sont établis comme suit:

- a) Frais de transit. Sur une formule conforme au modèle C 20 ci-annexé, et d'après le poids total des catégories (LC/AO et sacs M) tel qu'il ressort des relevés trimestriels C 12ter.
- b) Frais terminaux. Sur une formule conforme au modèle C 20bis ci-annexé, et d'après la différence entre les poids de courrier reçu et expédié pour chaque catégorie (LC/AO et sacs M ou LC, AO et sacs M) telle qu'elle ressort des relevés C 12ter, AV 5bis et, le cas échéant, C 15ter, ou d'après la différence des montants à comptabiliser dans les relations utilisant des taux de frais terminaux différents dans chaque sens.

3. (Sans changement.)

4. (Supprimé.)

5 et 6. (Sans changement.)

7. Les Administrations peuvent convenir de régler séparément les comptes des frais terminaux des dépêches de surface et des dépêches-avion. Dans ce cas, les Administrations intéressées déterminent les modalités d'établissement, d'acceptation et de règlement de ces comptes.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids réel des dépêches (voir propositions 3067.91, 3570.1 et 3581.2).

Article 182

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3582.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel. Pour éviter le double emploi, les dispositions en question sont incorporées dans le texte de l'article 185.

Article 182

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

3582.3

Paragraphe 5. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2503.1.

Article 183

Régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers

CONSEIL EXÉCUTIF

3583.1

Le supprimer.

Motifs. – Dans le nouveau système des frais de transit et des frais terminaux fondé sur le poids réel, cet article paraît inutile.

Article 183

Régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers

CHINE (RÉP. POP.)

3583.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 184

Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3584.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface
(y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

Les Administrations créditrices peuvent prétendre à des paiements provisoires au titre des frais de transit et des frais terminaux /.../. Les paiements provisoires relatifs à une année sont calculés d'après les poids de courrier ayant servi de base aux règlements définitifs de l'année précédente. Les paiements provisoires au titre d'une année interviennent au plus tard avant la fin du mois de janvier qui suit cette année. Il est procédé ensuite à une régularisation des paiements provisoires aussitôt que les comptes définitifs de l'année sont acceptés ou admis de plein droit.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3582.1 selon laquelle le règlement des frais terminaux du courrier-avion est considéré conjointement avec le règlement des frais terminaux du courrier de surface.

Article 184

Paievements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3584.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel. Un tel règlement pouvant raccourcir les délais de paiement, on n'aura plus besoin de faire le paiement provisoire et la régularisation, ce qui simplifiera les procédés du décompte.

Article 185

Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels des frais terminaux du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

3585.1

Le supprimer.

Motifs. – D'après le nouveau système, les comptes annuels des frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion sont établis conjointement (voir proposition 3067.92).

Article 185

Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels
des frais terminaux du courrier-avion

CHINE (RÉP. POP.)

3585.2

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels
des frais terminaux du courrier de surface et du courrier-avion,
ainsi que des frais de transit du courrier de surface

1. Le soin d'établir les comptes annuels des frais terminaux du courrier de surface et du courrier aérien, ainsi que des frais de transit du courrier de surface, incombe à l'Administration créancière qui les transmet à l'Administration débitrice. La transmission des comptes ne sera cependant pas requise dans la mesure où le solde concerné est inférieur au minimum prévu à cet effet à l'article 67, paragraphe 4, de la Convention.

2. Les comptes particuliers des frais terminaux du courrier de surface et du courrier-avion sont établis aussitôt que possible en double exemplaire, respectivement sur /.../ les formules conformes aux modèles C 20bis et AV 12 ci-annexés et d'après les formules C 12ter et AV 5bis. Les formules C 12ter et AV 5bis ne sont fournies à l'appui /.../ des comptes C 20bis et AV 12 que sur la demande de l'Administration débitrice.

2bis. Les comptes particuliers des frais de transit du courrier de surface sont établis par les Administrations intermédiaires sur une formule conforme au modèle C 20 ci-annexé et d'après le poids total des catégories (LC/AO et sacs M) tel qu'il ressort des relevés C 17. Si les relevés C 17 ont été établis d'office par l'Administration intermédiaire d'après ses propres indications, ils doivent être fournis à l'appui du compte C 20.

3 et 4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 185

Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels
des frais terminaux du courrier-avion

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

3585.3

Paragraphe 4. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2503.1.

Article 185

Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels
des frais terminaux du courrier-avion

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

3585.4

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement, transmission et approbation des comptes /.../
des frais terminaux du courrier-avion

1. Le soin d'établir les comptes trimestriels, semestriels ou annuels, selon les préférences, des
frais terminaux du courrier aérien incombe à l'Administration créancière qui les transmet à
l'Administration débitrice.

1bis. Les Administrations peuvent convenir d'une plus grande fréquence de l'établissement de ces
comptes que celle spécifiée au paragraphe 1.

2. (Sans changement.)

3. (Sans changement.)

4. L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été
transmis dans le délai de dix-huit mois suivant l'expiration de la période à laquelle ils se
rapportent.

Motifs. – Les comptes au titre des frais terminaux ont été étendus au courrier-avion par le Congrès de Lausanne 1974. Initialement, les comptes afférents aux frais terminaux du courrier aérien étaient établis en même temps que les frais terminaux du courrier de surface, mais avec un an de retard. Au moment de l'entrée en vigueur de la Convention de Rio de Janeiro, l'établissement et le règlement distincts des comptes des frais terminaux du courrier aérien et du courrier de surface sont devenus effectifs à partir des comptes de 1981. Cela a permis cette fois de déterminer plus facilement les sommes dues entre Administrations au titre des frais terminaux du courrier-avion, grâce notamment à la prise en compte des poids réels. Ces poids étant généralement fournis à plusieurs reprises dans l'année, il devient dès lors possible d'établir des comptes des frais terminaux en cours, à intervalles plus rapprochés.

L'augmentation de la fréquence de l'établissement et du règlement des comptes aura, à l'évidence, des retombées bénéfiques sur la trésorerie et compensera l'inconvénient d'accroître éventuellement les échanges de documents. Le fait d'autoriser les Administrations créancières à déterminer cette fréquence permettra d'harmoniser l'établissement et le règlement des comptes des frais terminaux du courrier aérien avec ceux des autres comptes, à savoir les comptes au titre des acheminements aériens intérieurs et des colis postaux.

Il faut souligner que l'adoption de la présente proposition donnera à l'Administration créancière la latitude nécessaire pour déterminer la fréquence la plus appropriée à l'établissement des comptes des frais terminaux du courrier-avion (c'est-à-dire tous les trimestres, tous les semestres ou tous les ans). Mais les Administrations débitrices y trouveront aussi leur intérêt en étant moins exposées aux fluctuations monétaires.

Les raisons de donner une telle liberté aux Administrations sont variées, mais le motif essentiel de la présente proposition est que, du moment que les relevés de poids sont établis tous les mois et tous les trimestres, il n'y a pas de raison apparente pour que les comptes ne puissent pas l'être au moins tous les trimestres. Le paragraphe 1bis donnerait aux Administrations la faculté de convenir d'établir les comptes, disons tous les mois ou tous les deux mois.

Note. – La présente proposition sera nulle et non avenue si la proposition du Conseil exécutif 3585.1 tendant à supprimer l'article 185 du Règlement est acceptée par le Congrès.

Article 186

Adresse spéciale pour la transmission des formules

CONSEIL EXÉCUTIF

3586.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux

Chaque Administration notifie aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, l'adresse spéciale à laquelle doivent être transmises toutes les formules entrant en ligne de compte pour le règlement des frais de transit et des frais terminaux (C 12ter, C 14, C 15ter, C 16, C 17ter, C 19, C 20, C 20bis et AV 5bis).

Motifs. – Pour raccourcir les délais de transmission des documents, il est souhaitable que toutes les Administrations notifient aux autres Administrations l'adresse à utiliser pour les formules en question.

Article 186

Adresse spéciale pour la transmission des formules

CHINE (RÉP. POP.)

3586.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 187

Décompte général. Intervention du Bureau international

LUXEMBOURG

3587.1 R

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

4. Les relevés C 21 ou C 21bis concernant les paiements provisoires, fixés à l'article 184, sont adressés par l'Administration créancière à l'Administration débitrice /.../ le dernier trimestre de l'année civile correspondante.

5 à 11. (Sans changement.)

Motifs. – L'indication actuelle «au plus tôt» pourrait faire croire que les relevés C 21 et C 21bis peuvent encore être transmis plus tard que le dernier trimestre de l'année, ce qui n'est pas le cas vu que l'article 184 stipule que les paiements provisoires doivent intervenir au plus tard au mois de janvier qui suit cette année.

Article 187

Décompte général. Intervention du Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

3587.2

Le modifier comme suit:

1 à 4. (Sans changement.)

5. Les Administrations peuvent convenir de régler leurs comptes par l'intermédiaire du Bureau international. Dans ce cas, aussitôt que les comptes particuliers entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit (article 182, paragraphe 6), chacune de ces Administrations transmet sans retard au Bureau international un relevé distinct pour les frais de transit et pour les frais terminaux /.../ conformes respectivement aux modèles C 21 ou C 21bis, en indiquant les montants totaux de ces comptes. En même temps, une copie de chacun des relevés est adressée simultanément à l'Administration intéressée.

6 et 7. (Sans changement.)

8. Le Bureau international établit, au moins deux fois par année, sur la base des relevés qui lui sont parvenus et qui sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, un décompte général des frais de transit et des frais terminaux /.../.

9. (Sans changement.)

10. Le décompte indique séparément pour les frais de transit et pour les frais terminaux /.../:

- a) le doit et l'avoir de chaque Administration;
- b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administration;
- c) les sommes à payer par les Administrations débitrices;
- d) les sommes à recevoir par les Administrations créancières.

11. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3582.1 selon laquelle le règlement des frais terminaux du courrier-avion est considéré conjointement avec le règlement des frais terminaux du courrier de surface.

Article 187

Décompte général. Intervention du Bureau international

CHINE (RÉP. POP.)

3587.3

Le modifier comme suit:

1. Aussitôt que les comptes particuliers C 20 et C 20bis entre les Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit (article 185, paragraphe 3), l'Administration créancière (le reste sans changement).
2. (Sans changement.)
3. Dans le cas prévu au paragraphe 3 de l'article 185, les relevés (le reste sans changement).
4. (Supprimé.)
5. Les Administrations peuvent convenir de régler leurs comptes par l'intermédiaire du Bureau international. Dans ce cas, aussitôt que les comptes particuliers entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit (article 185, paragraphe 3), chacune de ces Administrations (le reste sans changement).
- 6 à 8. (Sans changement.)
9. (Supprimé.)
- 10 et 11. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 187

Décompte général. Intervention du Bureau international

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3587.4

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Dans le cas prévu à l'article 182, paragraphe 6, les relevés doivent porter (le reste sans changement).

Motifs. – La référence au paragraphe 2 mentionnée dans le paragraphe 3 est une erreur; voir aussi l'ancien texte de l'article 181, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle de Rio de Janeiro.

Article 188

Paiement des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

CHILI

3588.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Si le paiement du solde des frais de transit ou des frais terminaux du courrier de surface résultant du décompte général du Bureau international n'est pas effectué dans les trois mois suivant l'expiration du délai réglementaire, (le reste sans changement).

Motifs. – En introduisant au Congrès de Hamburg la modification relative à l'établissement, au moins deux fois par an, du décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, on a omis de réduire le délai accordé pour le paiement du solde résultant du décompte général pour le faire coïncider avec la périodicité du décompte général.

Les Administrations disposent actuellement de quatre mois après l'expiration du délai réglementaire indiqué à l'article 103, paragraphe 9, de la Convention, soit cinq mois et demi à partir de la date d'envoi des décomptes généraux établis par le Bureau international. Ainsi, un décompte général envoyé au début de décembre est payable jusqu'au 20 mars environ, ce qui dépasse la date limite de l'envoi des relevés C 21 et C 21bis des Administrations au Bureau international.

La modification proposée, consistant à réduire à trois mois le délai supplémentaire, permettrait aux Administrations créancières de communiquer en temps opportun le montant des soldes en leur faveur au Bureau international pour que ce dernier les inclue dans le décompte général suivant.

Article 188

Paie ment des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3588.2

Modifier le titre et le texte comme suit:

Paie ment des frais de transit et des frais terminaux /.../

1. Si le paiement du solde des frais de transit ou des frais terminaux /.../ résultant du décompte général du Bureau international n'est pas effectué dans les quatre mois suivant l'expiration du délai réglementaire (article 103, paragraphe 9), le Bureau international fait figurer ces sommes dans le décompte général suivant à l'avoir de l'Administration créancière. Dans ce cas, des intérêts composés sont dus, c'est-à-dire que l'intérêt est ajouté au capital à la fin de chaque année, jusqu'à parfait paiement.

2. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 3585.1.

Article 189

Paiement des frais terminaux du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

3589.1

Le supprimer.

Motifs. – D'après le nouveau système, le règlement des frais terminaux du courrier-avion est considéré conjointement avec le règlement des frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) (voir proposition 3587.2).

Article 189

Paiement des frais terminaux du courrier-avion

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

3589.2

Le modifier comme suit:

Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les paiements /.../ dus au titre des frais terminaux du courrier-avion sont réglés directement entre elles sur la base des comptes particuliers AV 12 (article 185, paragraphe 2).

Motifs. – Conséquence de la proposition 3585.4.

Article 190

Revision des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

3590.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant les frais terminaux selon laquelle le décompte des frais terminaux et des frais de transit est fondé sur le poids réel des dépêches. La statistique annuelle ne concerne donc que les frais terminaux dans les relations où des taux séparés pour les LC et pour les AO sont appliqués (voir proposition 3573.1). La partie de l'article qui est encore applicable a été transférée à l'article 177bis (voir proposition 3577.91).
La partie concernant les frais de transit ne sera d'aucune utilité, étant donné que les comptes sont fondés sur les poids réels. Il incombe à l'Administration d'origine de fournir les données nécessaires à l'Administration de transit sur le bordereau de livraison (voir proposition 3564.1) ainsi que sur les étiquettes C 28 (voir proposition 3562.1). Ces données sont reprises sur les bordereaux de livraison établis par les Administrations intermédiaires éventuelles. En cas d'absence du bordereau de livraison, l'article 164, paragraphe 8, est applicable (voir également proposition 3565.1).

Article 190

Revision des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

CHINE (RÉP. POP.)

3590.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Article 190

Revision des comptes de frais de transit et de frais terminaux
du courrier de surface

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3590.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. A défaut d'entente, chaque Administration peut demander /.../ l'établissement d'une statistique spéciale en vue de la revision des comptes de frais de transit ou de frais terminaux du courrier de surface s'il y a une modification importante dans l'acheminement par voie de surface des dépêches d'un pays pour un ou plusieurs autres pays./.../

Motifs. – Grâce à l'enregistrement ininterrompu et sans lacune de tous les sacs reçus au cours d'une année, des inexactitudes qui se sont manifestées lors de l'utilisation de l'ancienne méthode de décompte se basant uniquement sur les périodes statistiques peuvent être évitées. Les variations de trafic qui ne peuvent pas être influencées par les Administrations postales seront prises en considération dans leurs conséquences effectives.

Les dispositions appliquées jusqu'ici conduisent à une surestimation du mois statistique et, inévitablement, à un faux résultat de décompte, car celui-ci s'écarte considérablement du volume de trafic réel.

Article 190

Revision des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface

GRANDE-BRETAGNE

3590.4

Paragraphe 3. Créer la lettre bbis) suivante:

bbis) constatation, après la fin de l'année, d'une différence de plus de 10 pour cent entre le poids moyen des sacs contrôlés pendant la période statistique et le poids moyen des sacs reçus au cours de l'année.

Motifs. – La disposition proposée est un complément logique à celle de la lettre b) qui concerne le nombre de sacs. La nouvelle disposition permettrait à une Administration intermédiaire de demander l'établissement d'une statistique spéciale lorsqu'il y aurait une différence appréciable entre le poids moyen des sacs contrôlés pendant la période statistique et le poids moyen véritable de tous les sacs reçus au cours de l'année.

Le paragraphe 1 de l'article 190 permet actuellement la revision de la statistique mais non l'établissement d'une statistique spéciale. D'ailleurs, l'annotation (1) suggère qu'une revision serait justifiée par une différence de plus de 20 pour cent, mais cette analogie n'est pas exacte car il est peu probable qu'une différence de plus de 20 pour cent dans le nombre de sacs produise une différence du même ordre dans le poids moyen des sacs. De plus, un écart de 20 pour cent dans le poids moyen constitue une marge d'erreur inacceptable dont la conséquence pourrait être une rémunération considérablement excessive ou trop minime.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

CONVENTION, FORMULES (TARIFICATION ET RÉMUNÉRATION)

Formule AV 3bis

CANADA, COLOMBIE

3903.1/Rev 1

La modifier selon le modèle ci-après:

Récapitulation des feuilles d'avis C 12										
Date d'expédition	N° de la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Poids des LC/AO		Poids des sacs M		Poids des colis		Observations
1	2	3	4	5		6		7		8
				kg	g	kg	g	kg	g	

Motifs. – Conséquence des propositions 2556.6/Rev 1 et 3571.6/Rev 1.

Formule C 12ter

LUXEMBOURG

3912.1 R/Rev 1

Modifier cette formule comme suit:

Remplacer «relevé C 20bis» par «compte particulier C 20bis».

Motifs. – Modification rédactionnelle.

Formule C 12bis

CANADA, COLOMBIE

3912.2/Rev 1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.8/Rev 1.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Année

RELEVÉ MENSUEL DE POIDS
Dépêches

C 12bis

☐ par S.A.L.
☐ par voie de surface

Administration expéditrice	Administration de destination	
Bureau d'échange expéditeur	Bureau d'échange de destination	
Administration(s) de transit	Mois	Année

Poids des dépêches expédiées pendant le mois, selon les formules C 12[illegible]

Formule C 12bis

CONSEIL EXÉCUTIF

3912.3

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.1.

Année

RELEVÉ MENSUEL DE POIDS

C 12bis

Dépêches

☐ par S.A.L.

	par voie de surface
--	---------------------

Administration expéditrice	Administration de destination	
Bureau d'échange expéditeur	Bureau d'échange de destination	
Administration(s) de transit	Mois	Année

Poids des dépêches expédiées pendant le mois, selon les formules C 18 et C 18bis[illegible]

Formule C 12ter

CONSEIL EXÉCUTIF

3912.4

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.1.

Formule C 12bis

CHINE (RÉP. POP.) **3912.5**

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

RELEVÉ DE POIDS

Dépêches reçues

Administration expéditrice	Administration de destination	
Bureau d'échange expéditeur	Bureau d'échange de destination	
Administration(s) de transit	Mois	Année

Données reprises de la formule C 18

[illegible]

Formule C 12ter

CHINE (RÉP. POP.)	3912.6
-------------------	--------

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d’après le poids réel.

ÉTAT
des poids des dépêches reçues

Administration de destination	Administration(s) de transit	
Administration d'origine	Premier trimestre	Année
	Deuxième trimestre	
	Troisième trimestre	
	Quatrième trimestre	

Données reprises de la formule C 12bis

[illegible]

Formule C 12bis

CHINE (RÉP. POP.) 3912.7

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

RELEVÉ DE SACS
Dépêches expédiées

Administration expéditrice	Administration de destination	
Bureau d'échange expéditeur	Bureau d'échange de destination	
Administration(s) de transit	Mois	Année

Nombre de sacs expédiés pendant le mois, selon les formules C 12

[illegible]

Formule C 12ter

CHINE (RÉP. POP.) 3912.8

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

C 12ter

Administration expéditrice	Administration(s) de transit		
Administration de destination		Premier trimestre	Année
		Deuxième trimestre	
		Troisième trimestre	
		Quatrième trimestre	

[illegible]

Formule C 12bis

COLOMBIE

3912.9

Amendement à la proposition 3912.3

Modifier le titre du tableau permettant l'inscription des dépêches comme suit:

Poids des dépêches expédiées pendant le mois, selon les feuilles d'avis C 12

Motifs. – Conséquence des propositions 2556.4 et 3570.4.

Formule C 12bis

COLOMBIE

3912.10

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.7.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Années

RELEVÉ MENSUEL DE POIDS

Dépêches expédiées

C 12bis

par avion

par S.A.L.

par voie de surface

Administration expéditrice	Administration de destination	
Bureau d'échange expéditeur	Bureau d'échange de destination	
Administration(s) de transit	Mois	Année

Poids des dépêches expédiées pendant le mois, selon les formules C 12[illegible]

Formule C 12ter

COLOMBIE

3912.11

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.7.

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

Dépêches expédiées

par avion

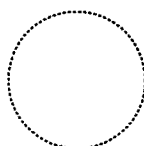
par S.A.L.

par voie de surface

Administration expéditrice	Administration(s) de transit		
Administration de destination		Premier trimestre	Année
		Deuxième trimestre	
		Troisième trimestre	
		Quatrième trimestre	

[illegible]

Lieu, date et signature



Formule C 15

CONSEIL EXÉCUTIF

3915.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3573.1.

Administration expéditrice

BORDEREAU STATISTIQUE DE POIDS
DES LC ET DES AO
Dépêches expédiées

☐ par avion
☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

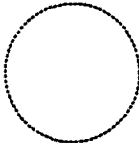
C 15

Bureau d'échange expéditeur	Mois	Année
	Période de statistique	
Bureau d'échange de destination	<input type="checkbox"/> Première dépêche	
	<input type="checkbox"/> Dernière dépêche	

Indication du poids des sacs LC et des sacs AO soumis aux frais terminaux (à porter au relevé C 15bis)

Date	N° de la dépêche	Sacs LC		Sacs AO		Observations
		Nombre	Poids	Nombre	Poids	
1	2	3	4	5	6	7
			kgg		kgg	

Timbre du bureau d'échange expéditeur



Formule C 15bis

CONSEIL EXÉCUTIF

3915.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3577.1.

☐ par avion
☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

Bureau d'échange expéditeur des dépêches	Mois	Année
	Période de statistique	
Bureau d'échange de destination des dépêches	Administration expéditrice des dépêches	

Récapitulation des bordereaux de poids C 15

[illegible]

Le bureau d'échange de destination
Lieu, date et signature

Formule C 15ter

CONSEIL EXÉCUTIF

3915.3

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3577.1.

Dépêches reçues

☐ par avion
☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

Administration expéditrice	Mois	Année
	Période de statistique	
Administration de destination		

[illegible]

Formule C 15

CHINE (RÉP. POP.)

3915.4

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 15bis

CHINE (RÉP. POP.)

3915.5

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 15ter

CHINE (RÉP. POP.) 3915.6

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 15bis

CHINE (RÉP. POP.) 3915.7

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

RELEVÉ STATISTIQUE

Sacs expédiés

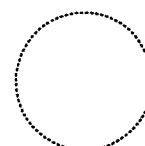
Bureau d'échange expéditeur des dépêches	Mois	Année
	Période de statistique	
Bureau d'échange de destination des dépêches	Administration <u>destinataire</u> des dépêches	
	Administration(s) de transit	

Récapitulation des bordereaux C 15

[illegible]

Le bureau d'échange d'origine

Lieu, date et signature



Formule C 15ter

CHINE (RÉP. POP.)	3915.8
-------------------	--------

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

Administration expéditrice	Mois	Année
	Période de statistique	
Administration de destination	Administration(s) de transit	

[illegible]

Formule C 15ter

LUXEMBOURG

3915.9 R

Modifier cette formule comme suit:

Remplacer «relevé C 20bis» par «compte particulier C 20bis».

Motifs. – Modification rédactionnelle.

Formule C 16

CONSEIL EXÉCUTIF

3916.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3573.1.

BULLETIN DE VÉRIFICATION

Données statistiques

Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin	N°	Dépêche n°
Bureau de destination du bulletin	Date d'expédition		Heure
	Bureau d'échange expéditeur		
	Bureau d'échange de destination		

Proportion en poids des envois LC et des envois AO

Constatations et différences	Sacs LC		Sacs AO	
	Nombre	Poids	Nombre	Poids
D'après la déclaration du bureau expéditeur		kg		kg
D'après les constatations du bureau de destination		kg		kg
Différence		kg		kg

Observations

La présente formule doit être renvoyée sous recommandation à

Timbre du bureau qui établit le bulletin et date Signature des agents	Vu et accepté Timbre du bureau de destination du bulletin et date Signature du chef
--	---

Formule C 16

CHINE (RÉP. POP.) **3916.2**

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 17

CONSEIL EXÉCUTIF **3917.1**

Supprimer la formule actuelle et créer la nouvelle formule selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence des propositions 3582.1 et 3577.93.

Administration expéditrice

BORDEREAU DES ENVOIS (statistique spéciale)

C 17

Dépêches expédiées

☐ par avion

☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

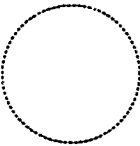
Bureau d'échange expéditeur	Période de statistique	Année
Bureau d'échange de destination	<div><input type="checkbox"/> Première dépêche</div> <div><input type="checkbox"/> Dernière dépêche</div>	

Indication du nombre et du poids des envois LC et AO soumis aux frais terminaux

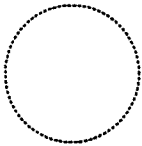
Date	N° de la dépêche	Envois LC		Envois AO		Observations
		Nombre d'envois	Poids total	Nombre d'envois	Poids total	
1	2	3	4	5	6	7
			kgg		kgg	

Timbre du bureau d'échange expéditeur

Timbre du bureau qui a constaté les différences
Signature de l'agent



Si le bureau d'échange de destination constate des différences du poids et/ou du nombre d'envois, il envoie, par avion, une copie corrigée du présent bordereau au bureau d'échange expéditeur



Formule C 17

CHINE (RÉP. POP.)

3917.2/Rev 1

Changer l'intitulé en C 12quater et la modifier selon le modèle ci-après.



Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel. Ces changements de présentation et d'intitulé sont la conséquence de la proposition 3581.3/Rev 1.

RELEVÉ ANNUEL
Poids des dépêches en transit

Administration expéditrice	Dépêches acheminées de	
	à	
	Année	Date du relevé

Données reprises de la formule C 12ter

[illegible]

<p>L'Administration de transit</p> <p>Lieu, date et signature</p> 	<p>Vu et accepté par l'Administration expéditrice</p> <p>Lieu, date et signature</p> 
--	---

Formule C 17

CHINE (RÉP. POP.)

3917.3

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.3 concernant l'établissement du relevé C 12ter par l'Administration d'origine et l'établissement du relevé C 17 par l'Administration de transit.

RELEVÉ ANNUEL
Poids des dépêches en transit

Administration de destination	Dépêches acheminées de
	à
Administration expéditrice	Année

Courrier en transit de la même Administration d'origine pour la même Administration de destination

Nombre de sacs reçus			Observations
Trimestre	LC/AO	M	
1 ^{er}			
2 ^e			
3 ^e			
4 ^e			
Total des sacs			
	kg	kg	
multiplié par les poids moyens			
	kg	kg	
Poids total			

Poids total LC/AO + M à porter au compte C 20	kg
--	----

L'Administration de transit Lieu, date et signature	Vu et accepté par l'Administration d'origine Lieu, date et signature
--	---

Formule C 17

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

3917.4

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Comme les formules C 17 sont remplies sur la base des renseignements des formules C 12ter et C 15ter et servent de document de départ pour le décompte ultérieur au moyen des formules C 20, il est proposé de concevoir l'en-tête de cette formule par analogie et de prévoir d'une manière obligatoire la mention «Vu et accepté» au contenu des C 17.

RELEVÉ ANNUEL
Poids des dépêches en transit

Administration expéditrice	Administration(s) de transit
Administration de destination	Année

Courrier en transit de la même Administration d'origine pour la même Administration de destination

Nombre de sacs reçus			Observations
Trimestre	LC/AO	M	
1 ^{er}			
2 ^e			
3 ^e			
4 ^e			
Total des sacs			
multiplié par les poids moyens ¹	kg	kg	
Poids total	kg	kg	

Poids total LC/AO + M à porter au compte C 20	kg
--	----

L'Administration de destination Lieu, date et signature	Vu et accepté par l'Administration d'origine des dépêches Lieu, date et signature
--	--

¹ Données à reprendre de la formule C 15ter (dépêches reçues) de la période de statistique

Formule C 17bis

CONSEIL EXÉCUTIF

3917.91

Créer la nouvelle formule C 17bis selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3577.93.

☐ par avion
☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

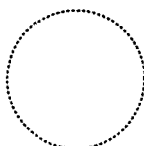
Bureau d'échange expéditeur des dépêches	Période de statistique	Année
Bureau d'échange de destination des dépêches	Administration d'origine des dépêches	
	Administration de destination des dépêches	

Récapitulation des bordereaux C 17

[illegible]

Le bureau d'échange

Lieu, date et signature



Formule C 17ter

CONSEIL EXÉCUTIF

3917.92

Créer la nouvelle formule C 17ter selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3577.93.

☐ par avion
☐ par voie de surface
(y compris S.A.L.)

Administration expéditrice des dépêches	Période de statistique spéciale	Année
Administration de destination des dépêches		

Récapitulation des relevés C 17bis

[illegible]

L'Administration établissant la formule
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration correspondante
Lieu, date et signature

Calcul des taux		C 17ter (verso)
	LC	AO
	<input type="checkbox"/> Fr-or <input type="checkbox"/> DTS	<input type="checkbox"/> Fr-or <input type="checkbox"/> DTS
Nombre d'envois par kg		
x frais par envoi		
Frais unitaires par kg		
+ frais fixes par kg		
Frais totaux par kg		

Formule C 20

CONSEIL EXÉCUTIF

3920.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3582.1.

COMPTE PARTICULIER
Frais de transit

C 20

Administration créancière	Année du compte
Administration débitrice	

[illegible]

<p>L'Administration créancière</p> <p>Lieu, date et signature</p>	<p>Vu et accepté par l'Administration débitrice</p> <p>Lieu, date et signature</p>
---	--

Formule C 20bis

CONSEIL EXÉCUTIF

3920.2

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3582.1. Pour les Administrations de faible trafic, il suffit de faire imprimer le recto de la formule.

Année de compte

Administration créancière	Administration débitrice
---------------------------	--------------------------

Courrier reçu (données à reprendre des formules C 12ter et AV 5bis – indiquer les poids en kg seulement)

Courrier LC/AO				Sacs M			
Trimestre	Surface/S.A.L.	Par avion	Total	Trimestre	Surface/S.A.L.	Par avion	Total
	kg	kg	kg		kg	kg	kg
1 ^{er}				1 ^{er}			
2 ^e				2 ^e			
3 ^e				3 ^e			
4 ^e				4 ^e			
Total				Total			

Courrier expédié (données à reprendre des formules C 12ter et AV 5bis – indiquer les poids en kg seulement)

Courrier LC/AO				Sacs M			
Trimestre	Surface/S.A.L.	Par avion	Total	Trimestre	Surface/S.A.L.	Par avion	Total
	kg	kg	kg		kg	kg	kg
1 ^{er}				1 ^{er}			
2 ^e				2 ^e			
3 ^e				3 ^e			
4 ^e				4 ^e			
Total				Total			

Frais terminaux pour les échanges où un taux commun LC/AO est utilisé dans les deux sens (pour d'autres échanges, voir au verso)

	Poids des sacs LC/AO		Poids des sacs M		Observations
	kg		kg		
Courrier reçu					
Courrier expédié					
Différence					
x taux frais terminaux		Fr-or		Fr-or	
		DTS		DTS	
Totaux		Fr-or		Fr-or	
		DTS		DTS	
Montant à payer		Fr-or			
		DTS			

L'Administration créancière

Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice

Lieu, date et signature

Détermination du poids du courrier LC et AO reçu

C 20bis (verso)

	Poids	Pourcentage de LC selon C 15ter	Poids des LC	Pourcentage d'AO selon C 15ter	Poids des AO
Courrier LC/AO reçu par voie de surface/S.A.L.	kg		kg		kg
Courrier LC/AO reçu par avion					
Total		_____		_____	

Détermination du poids du courrier LC et AO expédié

	Poids	Pourcentage de LC selon C 15ter	Poids des LC	Pourcentage d'AO selon C 15ter	Poids des AO
Courrier LC/AO reçu par voie de surface/S.A.L.	kg		kg		kg
Courrier LC/AO reçu par avion					
Total		_____		_____	

Frais terminaux pour les échanges où les mêmes taux séparés LC, AO et sacs M sont utilisés dans les deux sens

	Poids des LC	Poids des AO	Poids des sacs M	Observations
Courrier reçu	kg	kg	kg	
Courrier expédié				
Différence				
x taux frais terminaux	Fr-or DTS			
Totaux	Fr-or DTS			
Montant à payer	Fr-or DTS			

Frais terminaux pour les échanges où des taux ou des systèmes différents sont utilisés pour chaque sens

Frais du courrier reçu				Frais du courrier expédié			
Catégorie	Poids	Taux	Totaux	Catégorie	Poids	Taux	Totaux
Total	_____	_____		_____	_____	_____	
Frais du courrier reçu		Fr-or DTS					
Frais du courrier expédié		Fr-or DTS					
Différence à payer		Fr-or DTS					

Formule C 20

CHINE (RÉP. POP.)

3920.3

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

COMPTE PARTICULIER
Frais de transit

Administration créancière	Année du compte
Administration débitrice	

[illegible]

Formule C 20bis

CHINE (RÉP. POP.)

3920.4

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

COMPTE PARTICULIER
Frais terminaux
Courrier de surface

Année de compte

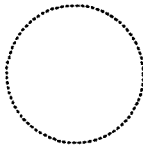
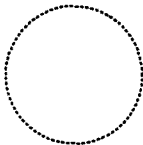
Administration créancière	Administration débitrice
---------------------------	--------------------------

Courrier reçu	Poids des sacs reçus d'après la formule C 12ter		
	Trimestre	LC/AO	M
		kg	kg
	1 ^{er}		
	2°		
	3°		
	4°		
	Total		

Courrier expédié	Poids des sacs expédiés d'après la formule C 12ter		
	Trimestre	LC/AO	M
		kg	kg
	1 ^{er}		
	2°		
	3°		
	4°		
	Total		

Frais terminaux		Poids des sacs LC/AO	Poids des sacs M
		kg	kg
	Courrier reçu		
	Courrier expédié		
	Différence		
	x taux frais terminaux	Fr-or DTS	Fr-or DTS
	Totaux	Fr-or DTS	Fr-or DTS
	Montant à payer	Fr-or DTS	Fr-or DTS

L'Administration créancière Lieu, date et signature	Vu et accepté par l'Administration débitrice Lieu, date et signature
--	---



Formule C 20

URSS

3920.5

La remplacer par le modèle ci-annexé.

Motifs. – Ceci permet l'introduction d'une colonne «Poids trimestriel des dépêches LC/AO + M» avec total annuel ainsi que d'une colonne «Parcours de l'acheminement», qui s'avère nécessaire pour le contrôle du tarif utilisé.

COMPTE PARTICULIER
Frais de transit

Administration créancière	Année du compte
Administration débitrice	

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches LC/AO + M	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg 1 ^{er}	kg	<input type="text"/> Fr-or <input type="text"/> DTS	<input type="text"/> Fr-or <input type="text"/> DTS
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
Total				
+ report du verso				
Frais de transit				
Montant total à recevoir				

L'Administration créancière Lieu, date et signature	Vu et accepté par l'Administration débitrice Lieu, date et signature
--	---

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches LC/AO + M	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg 1 ^{er}	kg	<input type="text"/> Fr-or <input type="text"/> DTS	<input type="text"/> Fr-or <input type="text"/> DTS
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2°			
	3°			
	4°			
Total pour l'année				
		A reporter au recto		

Formule C 21

URSS

3921.1

La remplacer par le modèle ci-annexé.

Motifs. – Simplification de la procédure des décomptes concernant la poste aux lettres de surface, par analogie avec le trafic des colis postaux.

COMPTE GÉNÉRAL

Administration correspondante

Année à laquelle se réfèrent les montants

Echange	Type de compte	Total des comptes C 20 et C 20bis en faveur de l'Administration		Observations
		qui établit le compte	correspondante	
1	2	3	4	5
Comptes présentés par l'Administration qui établit le compte général				
Comptes reçus par l'Administration qui établit le compte général				
Totaux				
A déduire				
Administration créancière				
Solde créditeur				

L'Administration qui établit le compte
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration qui reçoit le compte
Lieu, date et signature

Formule C 21bis

URSS 3921.2

La supprimer.

Motifs. – Simplification de la procédure des décomptes concernant la poste aux lettres de surface, par analogie avec le trafic des colis postaux.

Formule C 28bis

CHINE (RÉP. POP.) 3928.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3067.3 visant à régler les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface d'après le poids réel.

Formule C 28bis

CONSEIL EXÉCUTIF

3928.2

La modifier selon le modèle ci-après:

Dépêche n°		Date d'expédition		C 28bis	
⊙ Statistique	Poids LC	kg	g		
	Poids AO	kg	g		
<input type="checkbox"/> Sac M					
<input type="checkbox"/> Sac exempt					

Motifs. – Conséquence des propositions 3575.1 et 3575.91.

Formule AV 12

CONSEIL EXÉCUTIF

3962.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la suppression de l'article 185 du Règlement d'exécution de la Convention (voir proposition 3585.1).

III C

Convention (poste aérienne)

- Propositions d'ordre général
- Convention
- Protocole final
- Règlement d'exécution
- - Formules

Note. - Les propositions sont présentées sur la base des textes de Hamburg 1984.

CONVENTION (POSTE AÉRIENNE), PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

4000.1

Recommandation

Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances-avion

Le Congrès,

prenant acte
des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 82 du Congrès de Hamburg 1984,

notant
que d'après les résultats de ladite étude la quasi-totalité des Administrations ne rencontre pas de difficultés particulières dans l'application des nouvelles dispositions énoncées aux articles 80, paragraphe 1, et 81, paragraphe 1, de la Convention, concernant la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales-avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),

constatant
par ailleurs que le coût de la réexpédition et du renvoi à l'origine par la même voie des AO-avion est faible comparé à l'amélioration du service rendu à la clientèle de la poste,

reconnaissant
l'impact sur la qualité du service postal international face aux pressions de la concurrence, d'une généralisation de la réexpédition et du renvoi à l'origine par voie aérienne des envois-avion,

recommande

aux Administrations qui n'utilisent pas déjà systématiquement la voie aérienne pour la réexpédition et le renvoi à l'origine des AO-avion de recourir à cette voie, dans la plus grande mesure possible, selon leurs possibilités économiques.

Motifs. – Afin d'améliorer la qualité du service offert aux usagers, le Congrès de Hamburg a institué comme règle la réexpédition et le renvoi à l'origine des lettres-avion et cartes postales-avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). En même temps, le Congrès a chargé le Conseil exécutif de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être réexpédiés ou renvoyés à l'origine par la voie aérienne, d'actualiser et de simplifier les dispositions y relatives (résolution C 82).

Ayant conclu à l'issue de l'étude, en premier lieu, que l'utilisation systématique de la voie la plus rapide (voie aérienne) pour la réexpédition et le renvoi à l'origine des lettres-avion et cartes postales-avion ne présente en général pas de difficultés, le Conseil exécutif a décidé de poursuivre l'étude dans le but de déterminer si certains problèmes d'ordre économique pouvaient être surmontés en vue de rendre possible l'utilisation systématique de la même voie pour les AO-avion. Il s'est avéré que, en effet, les frais de réexpédition ou de renvoi à l'origine par la voie aérienne des AO ne sont pas très conséquents par rapport au coût total des envois-avion et que les Administrations semblent déjà appliquer certaines limitations de poids pour les envois en question.

En conclusion, le Conseil exécutif a décidé de proposer au Congrès de recommander aux Administrations qui n'utilisent pas systématiquement la voie aérienne pour la réexpédition et le renvoi à l'origine des AO-avion de recourir à cette voie, dans la plus grande mesure possible, selon leurs possibilités économiques.

CONSEIL EXÉCUTIF

4000.2

Recommandation

Messages électroniques normalisés concernant les dépêches

Le Congrès,

reconnaissant

l'intérêt qu'il y a à recevoir et à utiliser par avance les renseignements concernant les dépêches pour améliorer les opérations de traitement, de transbordement, de réception et de vérification des dépêches postales effectuées tant par les Administrations postales que par les compagnies aériennes,

désirant

définir une forme type normalisée de message électronique pour communiquer les données relatives aux dépêches échangées entre les Administrations postales et les compagnies aériennes,

notant

que la non-réception fréquente des bordereaux de livraison au lieu de destination finale entraîne des frais superflus de personnel pour la réception du courrier et la conduite d'enquêtes,

recommande

l'emploi de la norme IATA «IMP Cargo» comme forme type provisoire pour la transmission électronique des messages relatifs aux dépêches, jusqu'à ce qu'une norme de message appartenant au système EDIFACT de l'ONU ait été élaborée et approuvée,

charge

le Conseil exécutif de procéder à la mise au point définitive d'une forme type normalisée de message, en s'appuyant sur les recommandations du Comité de contact IATA/UPU, et de la faire diffuser par le Bureau international. Cette forme type comprendra les éléments suivants:

- Administration d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange de destination de l'AV 7;
- numéro de l'AV 7 (mécanisme de contrôle informatisé);
- renseignements sur le transport et les voies d'acheminement:
 - transporteur(s) aérien(s);
 - numéro(s) de vol;
 - date;
 - origine/destination/lieux de transbordement;
- détails sur les dépêches:
 - numéro de la dépêche;
 - bureau d'origine du courrier;
 - bureau de destination du courrier;
 - numéro du sac (attribué par système informatique);
 - catégorie d'envois et catégorie spéciale;
 - poids du sac;
 - nombre total des sacs par catégorie;
 - poids total par catégorie.

Motifs. – Proposée par le Comité de contact IATA/UPU, cette recommandation vise à améliorer les opérations de traitement du courrier aérien grâce à une forme type de message électronique concernant les dépêches échangées entre les Administrations postales et entre celles-ci et les compagnies aériennes.

CONSEIL EXÉCUTIF

4000.3

Résolution

Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion

Le Congrès,

considérant

les dispositions de l'article 36 de la Convention (notamment le paragraphe 4, lettre d)), relatives à l'interdiction du transport des matières dangereuses,

ayant pris connaissance

des travaux du Comité de contact IATA/UPU concernant le transport par la poste aérienne des marchandises dangereuses, travaux qui ont à nouveau souligné la gravité des risques que présente ce transport,

prenant acte

des mesures préconisées par ledit Comité de contact et entérinées par le Conseil exécutif en vue d'exclure l'insertion de marchandises dangereuses des envois postaux par une action éducative et de sensibilisation plus poussée à l'intention des agents et des usagers de la poste, notamment par l'organisation d'expositions, la diffusion de films et la production d'affiches portant sur les marchandises dangereuses,

conscient

des efforts qui restent à accomplir par les Administrations postales dans l'action de lutte contre le transport des marchandises dangereuses,

recommande

aux Administrations postales:

- de renforcer les dispositifs tendant à prévenir l'insertion des objets dangereux dans les envois postaux et, le cas échéant, à détecter au dépôt les envois contenant de tels objets;
- d'élaborer à cet effet des mesures éducatives adaptées à la situation locale, à l'intention des usagers et des agents postaux;
- de veiller à une large diffusion de ces mesures et à une formation appropriée du personnel, en utilisant les moyens techniques modernes les plus efficaces (audiovisuels ou autres),

charge

le Conseil exécutif de continuer à suivre de près cette question pendant la prochaine période quinquennale.

Motifs. – Par la résolution C 15, le Congrès de Hamburg a chargé le Conseil exécutif d'étudier la possibilité de permettre l'expédition par la poste aérienne d'envois contenant une «petite quantité» de certaines matières dangereuses, et cela pour répondre aux besoins scientifiques et commerciaux des organismes de recherche, des institutions publiques et des entreprises commerciales.

L'IATA, principale intéressée par la question, s'est opposée à ce genre de transport par la poste aérienne; les opérations de contrôle, estime-t-elle, sont difficiles à appliquer; et sa nouvelle réglementation, entrée en vigueur en 1988, prévoit des dispositions très restrictives en la matière.

Néanmoins, le Conseil exécutif a décidé de poursuivre le dialogue avec l'IATA sur cette question au sein du Comité de contact IATA/UPU, dans le cadre général de l'envoi dans le courrier-avion de marchandises dangereuses. C'est dans ce contexte qu'il a décidé, sur recommandation du Groupe de travail IATA/UPU chargé de l'étude de la question, d'engager une action de sensibilisation de la clientèle postale et d'amélioration de la formation du personnel postal chargé de l'acceptation et du traitement des marchandises dangereuses actuellement admises au transport aéropostal (circulaire du BI n° 139 du 20 juin 1988). L'action du Conseil exécutif s'est également matérialisée par l'organisation, lors de sa session de 1989 et pour le Congrès de Washington, d'une exposition portant sur tout le matériel et les moyens utilisés par les Administrations dans le domaine considéré, et par le développement de moyens de publicité sur les marchandises dangereuses dans le courrier-avion, notamment la préparation d'une affiche, de dépliants et de films vidéo qui seront mis à la disposition des Administrations postales. En outre, le Conseil exécutif a estimé utile le maintien de cette question à l'ordre du jour de ses travaux après le Congrès de Washington, de manière à tenir compte des évolutions à cet égard.

CONSEIL EXÉCUTIF

4000.4/Rev 1

Résolution

Taux de base du transport aérien du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du rapport du Conseil exécutif sur les travaux effectués, en collaboration avec l'IATA, au sujet du taux de base de transport aérien du courrier,

constatant

qu'il ressort de ces travaux et de ceux menés au cours des années précédentes qu'il n'a pas été possible de proposer un système rationnel pour la fixation du taux de base de transport aéropostal,

considérant

cependant la nécessité de maintenir dans les Actes de l'Union, pour les règlements de comptes entre Administrations, un taux de base qui tient compte des données économiques actualisées relatives au marché des transports aériens,

prenant note

de l'offre de l'OACI d'aider à l'élaboration d'un concept de coûts de la poste aérienne,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de rassembler, à la veille du Congrès, les informations financières les plus significatives obtenues de l'IATA et de l'OACI lui permettant de proposer, en cas de besoin, une actualisation (suivant une méthode qu'il aura mise au point) du taux de base du transport aérien du courrier;
- 2° de présenter, en toute hypothèse, un rapport sur ses travaux ainsi que, le cas échéant, les propositions visant à modifier les Actes de l'Union.

GRANDE-BRETAGNE

4000.5

Amendement à la proposition 4000.2

Recommandation

Messages électroniques normalisés concernant les dépêches

Le Congrès,

reconnaissant

l'intérêt qu'il y a à recevoir et à utiliser par avance les renseignements concernant les dépêches pour améliorer les opérations de traitement, de transbordement, de réception et de vérification des dépêches postales effectuées tant par les Administrations postales que par les compagnies aériennes,

désirant

définir des formes types normalisées de messages électroniques pour communiquer les données relatives aux dépêches échangées entre les Administrations postales et les compagnies aériennes,

notant

que la non-réception fréquente des bordereaux de livraison au lieu de destination finale entraîne des frais superflus de personnel pour la réception du courrier et la conduite d'enquêtes,

recommande

l'emploi de la norme IATA «IMP Cargo» comme forme type provisoire pour la transmission électronique des messages relatifs aux dépêches, jusqu'à ce que des normes de messages appartenant au système EDIFACT de l'ONU aient été élaborées et approuvées,

charge

le Conseil exécutif de procéder à la mise au point définitive de formes types normalisées de messages, en s'appuyant sur les recommandations du Comité de contact IATA/UPU, et de la faire diffuser par le Bureau international. Les formes types comprendront les éléments suivants:

- Administration d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange d'origine de l'AV 7;
- bureau d'échange de destination de l'AV 7;
- numéro de l'AV 7 (mécanisme de contrôle informatisé);
- renseignements sur le transport et les voies d'acheminement:
 - transporteur(s) aérien(s);
 - numéro(s) de vol;
 - date;
 - origine/destination/lieux de transbordement;
- détails sur les dépêches:
 - numéro de la dépêche;
 - bureau d'origine du courrier;
 - bureau de destination du courrier;
 - numéro du sac (attribué par système informatique);
 - catégorie d'envois et catégorie spéciale;
 - poids du sac;
 - nombre total des sacs par catégorie;
 - poids total par catégorie.

charge, en outre,

le Conseil exécutif d'identifier les données qui devraient être incluses dans:

- a) les messages échangés entre les Administrations postales d'origine et les compagnies aériennes;
- b) les messages échangés entre les Administrations postales d'origine, de transit et de destination.

Motifs. – Proposée par le Comité de contact IATA/UPU, cette recommandation vise à améliorer les opérations de traitement du courrier aérien grâce à une forme type de message électronique concernant les dépêches échangées entre les Administrations postales et entre celles-ci et les compagnies aériennes.

Afin d'assurer une meilleure efficacité et de minimiser les coûts, il serait désirable de limiter autant que possible la longueur des messages. Par conséquent, il pourrait être utile de définir un certain nombre de messages nécessaires pour chacun de ces échanges et de spécifier les données qui devraient être incluses dans chaque message.

CONVENTION (POSTE AÉRIENNE)

Article 71

Correspondances-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4071.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2018.1.

CONSEIL EXÉCUTIF

4071.91

Créer l'article suivant:

Article 71bis

Dépêches-avion

Les dépêches transportées par la voie aérienne avec priorité sont dénommées «dépêches-avion». Les dépêches-avion peuvent contenir des correspondances-avion et des envois prioritaires de la poste aux lettres. Les dispositions relatives au transport aérien pour les correspondances-avion sont applicables aux envois prioritaires par analogie.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition vise à créer un nouvel article qui préconise que les dispositions relatives au transport des dépêches-avion s'appliquent soit aux dépêches-avion contenant des correspondances-avion, soit aux dépêches-avion contenant des envois prioritaires.

Article 72

Aérogrammes

CONSEIL EXÉCUTIF

4072.1

Le supprimer.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Cette proposition, en combinaison avec les propositions 3019.5 et 2524.91, vise, d'une part, à transférer à l'article 19 les dimensions des aérogrammes et, d'autre part, à transférer au Règlement les autres dispositions relatives aux aérogrammes. Les dispositions spéciales applicables à d'autres catégories d'envois figurent déjà dans le Règlement, deuxième partie, titre I, chapitre III.

Article 73

Correspondances-avion surtaxées et non surtaxées

CONSEIL EXÉCUTIF

4073.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.91.

Article 74

Surtaxes aériennes

CONSEIL EXÉCUTIF

4074.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.91.

Article 75

Taxes combinées

CONSEIL EXÉCUTIF

4075.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.91.

Article 76

Modalités d'affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF

4076.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2028.1.

Article 77

Correspondances-avion non ou insuffisamment affranchies

CONSEIL EXÉCUTIF

4077.1

Le supprimer.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Les dispositions du paragraphe 1 sont, sous une forme abrégée, transférées à l'article 27 (voir proposition 2027.1). Les dispositions du paragraphe 2 ne sont guère nécessaires étant donné que l'article 139, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention couvre ce cas.

Article 78

Acheminement des correspondances-avion et des dépêches-avion en transit

URSS

4078.1

Le modifier comme suit:

1. La voie d'acheminement des dépêches-avion closes doit être convenue au préalable avec toutes les Administrations concernées.
2. (Sans changement.)
3. Les Administrations sont tenues d'acheminer les correspondances en transit à découvert par les communications aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs propres correspondances.
4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 2001.1.

BRÉSIL

4078.91

Créer l'article 78bis suivant:

Article 78bis

Transbordement direct de dépêches-avion dans le pays de destination

1. Pour autant que cela ait été convenu entre les Administrations intéressées, le transbordement direct de dépêches-avion peut être effectué entre des compagnies aériennes différentes dans le cadre d'un aéroport intermédiaire à l'intérieur du pays de destination des dépêches.
2. Dans ce cas, le bordereau de livraison AV 7 doit faire apparaître le nom de l'aéroport de transbordement direct et celui de l'aéroport de destination des dépêches.
3. Le transbordement, réalisé sans l'intervention de l'Administration de destination des dépêches, est effectué sous l'entière responsabilité des compagnies aériennes assurant le transport du courrier.
4. Par dérogation au paragraphe 1, le règlement des frais de transport encourus sur le parcours en question incombe exclusivement à l'Administration d'origine des dépêches qui peut l'effectuer comme suit:
 - a) le montant des frais est réglé à l'Administration du pays de destination des dépêches qui le fait parvenir à la compagnie aérienne ayant assuré le dernier parcours;
 - b) le montant des frais encourus sur la totalité du parcours est directement réglé au premier service de transport auquel il appartient de rétribuer l'autre (les autres) service(s) de transport;
 - c) le montant des frais est directement réglé à chacun des services de transport ayant pris part au transbordement.

Motifs. – Suite aux suggestions contenues dans l'étude Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur, mise au point par la Commission 6 du CE, il est proposé de définir les responsabilités en ce qui concerne les opérations et le paiement du transbordement direct effectué – à la demande de l'Administration d'origine – entre des compagnies aériennes différentes du pays de destination des dépêches.

Article 78bis

Transbordement direct des dépêches-avion dans le pays de destination

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

4078.92

Amendement à la proposition 4078.91

Paragraphe 4, lettre a). La modifier comme suit:

- a) le montant des frais est réglé à l'Administration du pays de destination des dépêches, avec son accord, (le reste sans changement).

Motifs. – Il conviendrait d'obtenir l'assentiment de l'Administration de destination avant de la faire participer au règlement des frais de transport.

Article 79

Priorité de traitement des correspondances-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4079.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2032.92.

Article 80

Réexpédition des correspondances-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4080.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2034.1.

Article 80

Réexpédition des correspondances-avion

GRANDE-BRETAGNE

4080.2

Modifier cet article comme suit:

1. Les correspondances-avion adressées à un destinataire ayant changé d'adresse sont réexpédiées sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). /.../
2. Les autres correspondances peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse du destinataire et si celui-ci s'engage à payer les surtaxes ou les taxes combinées correspondant au nouveau parcours aérien, ou bien si ces surtaxes ou taxes combinées sont payées au bureau réexpéditeur par une tierce personne, les correspondances en question peuvent être réacheminées par la voie aérienne; dans le premier cas, la surtaxe ou la taxe combinée est perçue, en principe, au moment de la remise et reste acquise à l'Administration distributrice. La réexpédition de tels envois par la voie aérienne à l'intérieur du pays de destination est soumise à la réglementation intérieure de ce pays.
3. (Supprimé.)
4. (Supprimé.)
5. Les enveloppes spéciales C 6 et les sacs utilisés pour la réexpédition collective des correspondances-avion sont acheminés sur la nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). /.../

Motifs. – Afin d'améliorer la qualité du service, il est proposé d'introduire une réexpédition systématique de tous les envois-avion par la voie aérienne.

Il en résulterait un service un peu plus consistant que le service actuel qui offre seulement la réexpédition par voie aérienne des lettres-avion et des cartes postales-avion. Les clients qui ont payé pour le service aérien peuvent avec justesse espérer que la réexpédition se fasse par voie aérienne, sans tenir compte du contenu de l'envoi.

Les conditions restent les mêmes en ce qui concerne la réexpédition par la voie aérienne, à la demande du destinataire, de la correspondance qui avait été initialement acheminée par voie de surface. La formule n'est qu'une réunion des anciens paragraphes 2 et 4.

Voir aussi les propositions 4081.2 et 4601.2.

Appuis. – Luxembourg.

Article 80

Réexpédition des correspondances-avion

ARGENTINE

4080.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les lettres-avion et les cartes postales-avion adressées à un destinataire ayant changé d'adresse sont réexpédiées sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les autres correspondances-avion sont réexpédiées par les moyens de transport normalement utilisés pour la correspondance non surtaxée sauf si l'Administration réexpéditrice a choisi de façon systématique la voie aérienne pour la réexpédition de cette correspondance ou, à défaut, dans les cas visés aux paragraphes 2, 3 et 4. A cet effet, l'article 34, paragraphes 1 à 3, est applicable par analogie.

Motifs. – Il serait nécessaire d'assouplir la disposition du paragraphe 1 du présent article afin de prévoir la possibilité de réexpédier les envois AO par voie aérienne, si l'Administration postale l'estime faisable.

La présente proposition procède de l'intérêt qu'il y aurait à améliorer cet aspect de la qualité du service et de la nécessité d'adapter la règle à la pratique suivie par quelques Administrations. Actuellement, cette pratique est en contradiction avec ce qui est stipulé au paragraphe 1, qui prévoit la réexpédition des envois AO par les moyens de transport normalement utilisés pour la correspondance non surtaxée, à l'exception des cas très particuliers mentionnés dans les paragraphes 2 à 4.

Article 80

Réexpédition des correspondances-avion

**ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI, ÉGYPTE, ÉMIRATS
ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE,
KUWAIT, MAURITANIE, OMAN, QATAR, SYRIENNE (RÉP. ARABE),
TUNISIE**

4080.4

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

2. Les correspondances autres que les lettres-avion et cartes postales-avion peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse du destinataire et si celui-ci s'engage à payer les surtaxes ou les taxes combinées correspondant au nouveau parcours aérien, ou bien si ces surtaxes ou taxes combinées sont payées au bureau réexpéditeur par une tierce personne; dans le premier cas, la surtaxe ou la taxe combinée est perçue, en principe, au moment de la remise et reste acquise à l'Administration distributrice, à moins qu'elle ne soit réclamée par l'Administration de réexpédition.

Motifs. – Si la quantité d'envois à réexpédier est considérable, le réacheminement impliquera des frais de transport aérien coûteux que l'Administration réexpéditrice devra supporter. En outre, cette dernière aura à prendre des mesures appropriées au réacheminement. C'est pourquoi il n'est pas juste de ne pas lui accorder le droit de demander le remboursement de ces frais, si l'Administration le souhaite.

Article 81

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4081.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2035.1.

Article 81

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

GRANDE-BRETAGNE

4081.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les correspondances-avion non distribuables et à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
2. (Supprimé.)
3. (Supprimé.)

Motifs. – Depuis le Congrès de Hamburg, les lettres-avion et les cartes postales-avion non distribuables sont à renvoyer par la voie aérienne, mais les envois-avion AO sont renvoyés à l'origine par voie de surface. Les clients seraient mieux servis si toutes les correspondances-avion non distribuables étaient renvoyées par la voie la plus rapide. Les clients qui ont payé pour un service avion devraient pouvoir espérer que le renvoi se fasse aussi par la voie aérienne sans tenir compte du contenu de l'envoi.

Voir aussi la proposition 4080.2.

Appuis. – Canada, Danemark, France, Suède.

Article 81

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

ARGENTINE

4081.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées, /.../ sauf:

- a) si l'Administration réexpéditrice a choisi de façon systématique la voie aérienne pour le renvoi de cette correspondance;
- b) en cas d'interruption des moyens de transport /.../ par voie de surface.

Motifs. – Les mêmes que ceux invoqués pour la proposition 4080.3.

Article 81

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

ESPAGNE

4081.4

Paragraphe 2. Le modifier de la manière suivante:

2. Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées; toutefois, en cas d'interruption de ces moyens de transport, ou de l'abandon de la voie de surface par l'application du service S.A.L., le renvoi à l'origine a lieu par la voie aérienne.

Motifs. – Les pays qui font application du service S.A.L., en raison des longs et parfois incertains délais du transport de surface, sont de plus en plus nombreux. Certains d'entre eux ont même abandonné l'emploi de la voie de surface. Il paraît donc convenable de faire état de cette situation pour le cas du renvoi à l'origine des envois non distribuables.

Appuis. – Belgique, Chypre, Danemark, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Article 81

Renvoi à l'origine des correspondances-avion

CHINE (RÉP. POP.)

4081.5

Amendement à la proposition 4081.3

Paragraphe 2, lettre a). La modifier comme suit:

- a) si l'Administration /.../ de destination a choisi de façon systématique la voie (le reste sans changement);

Motifs. – Ici, on traite de l'Administration de destination au lieu de l'Administration réexpéditrice.

Article 82

Principes généraux

CONSEIL EXÉCUTIF

4082.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination doivent être uniformes pour toutes les dépêches-avion et les dépêches prioritaires provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Les envois prioritaires peuvent être transportés par voie de surface jusqu'au pays de destination dans les dépêches prioritaires (voir proposition 2550.1). Les Administrations de destination qui traitent les correspondances-avion et les envois prioritaires de la même manière doivent recevoir la même rémunération pour le transport aérien intérieur des deux types d'envois.

Proposition corollaire: 2564.1.

Article 82

Principes généraux

CONSEIL EXÉCUTIF

4082.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien à l'intérieur de son pays du courrier international a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais /.../ doivent être uniformes pour toutes les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 64. Lors de deux consultations, une forte majorité d'Administrations s'est prononcée en faveur de l'introduction d'une distance minimale de 300 kilomètres au-dessous de laquelle l'Administration de destination ne serait pas en droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur. Si la distance moyenne pondérée est courte, les frais de transport aérien intérieur sont normalement peu élevés. En effet, les Administrations qui transportent le courrier par voie de surface sur de très longues distances ont des frais d'un niveau comparable. De plus, la perception de ces frais entraîne des dépenses comptables.

La plupart des Administrations estiment également que le remboursement aux Administrations des pays de grande surface devrait être limité à la différence entre les frais du transport par avion et ceux du transport par voie de surface, étant donné qu'en principe les frais de transport par voie de surface sont couverts par les frais terminaux.

Article 82

Principes généraux

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

4082.3

Ajouter le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Il doit être tenu compte de la multiplicité des aéroports de déchargement au pays de destination qui reçoivent des dépêches closes destinées à la zone desservie par ces aéroports et dont on a payé les taxes de transport par avion jusqu'à l'aéroport de destination. Ces dépêches doivent être exemptes des frais de transport aérien intérieur.

Motifs. –

1. Différenciation des frais de transport aérien intérieur selon la contribution de l'Administration d'origine à réduire ou à augmenter les frais encourus par l'Administration de destination.
2. Encourager les Administrations d'origine à former des dépêches directes pour plusieurs régions disposant d'un aéroport au pays de destination.
3. Améliorer la qualité du service en réduisant les délais d'acheminement, puisque ces dépêches arriveraient directement à leur destination déjà préparées et triées pour la zone où se trouve l'aéroport.
4. Eviter le paiement répété pour des parcours aériens déjà pris en compte dans le pays d'origine avec les différentes compagnies aériennes et pour lesquels l'Administration de destination réclame encore le paiement des frais de transport aérien intérieur, ce qui fait que la rémunération est payée deux fois.
5. L'Administration de destination ne supportera aucune charge financière pour réacheminer ces dépêches par avion jusqu'à leur destination puisque le traitement aura lieu dans la région même.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 83

Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes

CONSEIL EXÉCUTIF

4083.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les frais dus au titre du transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont, s'il y a lieu, fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix unitaire inclut tous les frais de transport aérien à l'intérieur du pays, quel que soit l'aéroport d'arrivée des dépêches, moins les frais de transport correspondants par voie de surface. Il est calculé sur la base des taux effectivement payés pour le transport /.../ du courrier à l'intérieur du pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau intérieur. La distance moyenne pondérée est calculée par le Bureau international en fonction du poids brut total des dépêches-avion arrivant au pays de destination, y compris le courrier qui n'est pas réacheminé par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4082.2.

Par ailleurs, la modification de la dernière phrase est conforme aux résultats d'une consultation effectuée en 1987 (voir Congrès – Doc 64), où la plupart des Administrations se sont prononcées en faveur du calcul des distances moyennes pondérées par le Bureau international sur la base des données fournies par les Administrations de destination. De cette manière, on est assuré d'appliquer la même procédure pour tous les pays ainsi qu'un calcul exact. De plus, le calcul par chaque Administration concernée est assez complexe et onéreux.

Lors de la consultation effectuée en 1987, la plupart des Administrations ont estimé que les Administrations d'origine peuvent vérifier la distance moyenne pondérée, mais qu'une telle vérification ne devrait pas être la norme. Le CE estime souhaitable de doter l'article 83 d'une annotation dans ce sens.

Article 83

Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes

GRANDE-BRETAGNE

4083.2/Rev 2

Ajouter le nouveau paragraphe 6bis suivant:

6bis. Lorsqu'une Administration de départ achemine des dépêches closes à plusieurs aéroports dans le pays de destination, l'Administration de départ pourra bénéficier d'une réduction sur le montant des frais de transport aérien intérieur normalement dû. Dans ces conditions, à la demande de l'Administration de départ, une distance moyenne pondérée spécifique au pays de départ sera calculée selon la méthode figurant au paragraphe 3. La distance moyenne pondérée ainsi obtenue sera appliquée lorsqu'elle est d'au moins 10% inférieure à la distance moyenne pondérée type du pays de destination, et le montant dont devra s'acquitter le pays de départ sera calculé en multipliant la distance moyenne pondérée par le tarif du transport aérien en vigueur au pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux prévu au paragraphe 1.

Motifs. – Les dépêches multidestinations impliquent des coûts de transport plus élevés pour le pays de départ.

Réciproquement, les frais du pays de destination sont réduits, du fait que le volume de courrier à réacheminer par avion est réduit.

Les dépêches multidestinations améliorent la qualité du service, selon la Déclaration de Hamburg.

Selon une consultation menée à bien par le Conseil exécutif, 50% des réponses (32 sur 64) étaient en faveur de l'introduction d'un système destiné à satisfaire ces cas particuliers.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d'. Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Irlande, Islande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Article 84

Calcul et décompte des frais de transport aérien
des correspondances-avion en transit à découvert

CONSEIL EXÉCUTIF

4084.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert a lieu, en principe, d'après les données de relevés statistiques établis annuellement, conformément aux dispositions de l'article 215, paragraphe 1. /.../

Motifs. – Conséquence de la proposition 4615.2.

Article 86

Paielement des frais de transport aérien

CONSEIL EXÉCUTIF

4086.1

Paragraphe 2, lettre b). La modifier comme suit:

- b) l'Administration qui remet des dépêches-avion à une entreprise de transport aérien peut régler directement à cette entreprise les frais de transport pour une partie ou la totalité du parcours /.../.

Motifs. – Proposée par le Comité de contact IATA/UPU, cette modification vise à faciliter le règlement direct des comptes aéropostaux entre les Administrations et les transporteurs aériens afin d'en réduire les retards constatés.

Article 86

Palement des frais de transport aérien

CHILI

4086.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont /.../ payables:
 - a) à l'Administration postale, soit du pays dont relève le service aérien emprunté, soit du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les dépêches-avion ont été prises en charge par l'entreprise de transport aérien;
 - b) à l'entreprise de transport aérien qui a effectué le transport sur une partie ou la totalité du parcours.

Motifs. – Il est prouvé que le principe selon lequel les frais de transport aérien sont payables à l'Administration du pays dont relève le service aérien emprunté est devenu obsolète.

Compte tenu de ce qui précède, il convient non seulement d'assouplir cette disposition, mais aussi de la modifier pour l'adapter à la réalité actuelle et à la liberté commerciale qui prévaut aujourd'hui afin de créer une égalité des chances avec les concurrents de la poste qui, eux, agissent librement en la matière.

La présente proposition offrant une alternative en matière de paiement, à savoir qu'il soit versé soit à l'Administration postale concernée soit directement à l'entreprise de transport aérien qui a effectué le transport, laisse un choix égal entre les deux possibilités, à charge pour les Administrations de faire savoir, par l'intermédiaire du Bureau international, la modalité qu'elles ont adoptée.

Article 86

Palement des frais de transport aérien

CHINE (RÉP. POP.)

4086.3

Amendement à la proposition 4086.2

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Après que le paragraphe 1 eut été modifié et complété par la proposition chilienne, le texte actuel du paragraphe 2, devenu superflu, doit être supprimé.

Article 89

Echange par la voie aérienne des dépêches de surface

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

4089.1

Le modifier et le compléter comme suit:

1. Les Administrations ont la faculté d'expédier par avion, avec priorité réduite, les dépêches de /.../ surface. Ce service, connu sous la dénomination S.A.L. (Surface Air Lifted), peut être réalisé par l'Administration d'origine, sous réserve de l'accord des Administrations qui reçoivent ces dépêches dans les aéroports de leur pays et de l'accord des compagnies aériennes sollicitées au transport.

1bis. Pour les envois postaux transmis par S.A.L., les Administrations ont la faculté de percevoir sur les expéditeurs des surtaxes aériennes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les correspondances-avion et pour les colis-avion, en vertu des articles 73 et 74 de la Convention et de l'article 8 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

1ter. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches S.A.L. sont calculés d'après les distances mentionnées dans la Liste des distances aéropostales, le poids brut des dépêches et le taux de base pour le transport aérien, dont on applique des réductions correspondant au service de transport aérien avec priorité réduite, offert par les compagnies aériennes.

2. Lorsque les dépêches-surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par avion par les soins d'une autre Administration, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées pour établir:

- l'aéroport de gestion des dépêches S.A.L. arrivées par avion et réacheminées par la même voie;
- les conditions de transport aérien et de surface offertes aux dépêches S.A.L. arrivées par voie de surface et réacheminées par avion.

3. (Sans changement.)

Motifs. – La réglementation postale du service S.A.L. doit prévoir les relations avec les compagnies aériennes et les taxes réduites qui sont à négocier avec les compagnies pour ce service, parce qu'il y a des cas où les compagnies aériennes ne désirent transporter les dépêches S.A.L. qu'au prix de transport appliqué aux dépêches-avion.

Les prévisions relatives aux taxes perçues sur les expéditeurs pour les envois S.A.L. sont nécessaires pour l'unité des tarifs postaux prévus par les Actes de l'UPU.

La réglementation du service S.A.L. doit comprendre aussi des mentions relatives à l'acheminement des dépêches.

Proposition corrélatrice à la proposition 4090.2.

Article 90

Surtaxes aériennes réduites

CONSEIL EXÉCUTIF

4090.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.91.

Article 90

Surtaxes aériennes réduites

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

4090.2

Le supprimer.

Motifs. – Proposition corrélatrice à la proposition 4089.1; voir les motifs de cette proposition.

CONVENTION, PROTOCOLE FINAL (POSTE AÉRIENNE)

Article XXI

Surtaxe aérienne exceptionnelle

CONSEIL EXÉCUTIF

4321.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3019.91.

CHINE (RÉP. POP.)

4326.91

Créer le nouvel article suivant:

Article XXVibis

Distance moyenne pondérée utilisée au calcul des frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination

L'Administration postale de la République populaire de Chine ne reconnaîtra que la distance moyenne pondérée calculée selon les dispositions du paragraphe 3 de l'article 83 de la Convention, applicables à toutes les Administrations d'origine; elle n'accepte pas les «distances moyennes pondérées spécifiques» demandées par certains pays d'après les dispositions du paragraphe 6bis de cet article.

Motifs. – L'application de la «distance moyenne pondérée spécifique» rendra plus compliqués le calcul de la distance moyenne pondérée et le règlement des frais de transport à l'intérieur du pays de destination, et entraînera d'importantes pertes dans la perception des frais de transport aérien intérieur.

PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE, VANUATU

4326.92

Créer l'article XXVIII suivant:

Article XXVIII

Principes généraux

Par dérogation à l'article 82, les Administrations de la Papouasie – Nouvelle-Guinée et de Vanuatu se réservent le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 de l'article 82 de la Convention.

Motifs. – Compte tenu des contraintes financières que pose la situation géographique de ces pays et du fait que la distance moyenne pondérée est de 300 km et au-dessous.

EL SALVADOR

4326.93

Créer l'article XXVIII suivant:

Article XXVIII

Principes généraux

Par dérogation à l'article 82, paragraphe 4, l'Administration postale d'El Salvador se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

DOMINICAINE (RÉP.)

4326.94

Créer l'article XXVIII suivant:

Article XXVIII

Principes généraux

Par dérogation à l'article 82, paragraphe 4, l'Administration postale de la République dominicaine se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

GUATÉMALA

4326.95

Créer l'article XXVIII suivant:

Article XXVIII

Principes généraux

Par dérogation à l'article 82, paragraphe 4, l'Administration postale du Guatemala se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

TCHÉCOSLOVAQUIE

4327.1

Créer le nouvel article suivant:

Article XXVII

Paiement des frais de transport aérien

Par dérogation à l'article 86, paragraphe 2, lettre b), l'Administration postale de la Tchécoslovaquie se réserve le droit de marquer son accord avec le paiement des frais de transport aérien relatif aux dépêches-avion, payables au service aérien de son pays.

Motifs. – Les principes économiques et de devises en vigueur et concernant le paiement des frais de transport aérien au service aérien national sont à l'origine de la proposition.

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

4327.2

Créer le nouvel article suivant:

Article XXVII

Palement des frais de transport aérien

Par dérogation à l'article 86, paragraphe 2, lettre b), l'Administration postale de la Rép. dém. allemande se réserve le droit de marquer son accord avec le paiement des frais de transport aérien relatif aux dépêches-avion, payables au service aérien de son pays.

Motifs. – Les principes économiques et de devises en vigueur et concernant le paiement des frais de transport aérien au service aérien national sont à l'origine de la proposition.

CANADA

4327.3

Ajouter l'article XXIbis suivant:

Article XXIbis

Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes

Par référence à l'article 83, paragraphe 6bis, ces dispositions ne s'appliqueront au Canada que suite à une entente entre le Canada et les pays désireux de se prévaloir des dispositions de ce paragraphe. Ceci concerne le principe d'acheminement des dépêches closes à plusieurs aéroports dans le pays de destination ainsi que la réduction sur les montants des frais de transport aérien intérieur normalement dus.

Article XXVII

Palement des frais de transport aérien

BRÉSIL

4327.4

Ajouter, à son ordre alphabétique, «le Brésil».

CONVENTION, RÈGLEMENT (POSTE AÉRIENNE)

Article 200

Signalisation des correspondances-avion surtaxées

CONSEIL EXÉCUTIF 4600.1

Le supprimer.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Le texte a été transféré à l'article 113bis (voir proposition 2513.91).

Article 201

Suppression des mentions «Par avion» et «Aérogramme»

CONSEIL EXÉCUTIF 4601.1

Le supprimer.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Le paragraphe 1 a été transféré à l'article 113bis, paragraphe 2, et le paragraphe 2 a été transféré à l'article 124bis, paragraphe 5 (voir propositions 2513.91 et 2524.91).

Article 201

Suppression des mentions «Par avion» et «Aérogramme»

GRANDE-BRETAGNE

4601.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. La mention «Par avion» et toute annotation relative au transport aérien doivent être barrées au moyen de deux forts traits transversaux lorsque l'acheminement des correspondances-avion surtaxées non ou insuffisamment affranchies /.../ a lieu par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées; /.../ il faut en indiquer brièvement les motifs.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4080.2.

Appuis. – Luxembourg.

Article 202

Confection des dépêches-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4602.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les dépêches-avion /.../ doivent être confectionnées au moyen de sacs entièrement bleus ou à larges bandes bleues et portant les indications visées à l'article 155, paragraphe 4. Pour les correspondances-avion expédiées en petit nombre, il peut être fait usage d'enveloppes conformes au modèle AV 9 ci-annexé, confectionnées soit avec du papier fort de couleur bleue, soit en matière plastique ou autre et portant une étiquette bleue.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. La première phrase, qui n'intéresse pas l'IATA, a été transférée à l'article 155, paragraphe 1 (voir proposition 2555.1). Voir également la proposition 2554.3.

Article 202

Confection des dépêches-avion

CANADA

4602.2/Rev 1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les correspondances-avion, déposées en petit nombre en dernière limite d'heure aux bureaux de poste établis dans les aéroports, sont expédiées, par les avions en partance, sous enveloppe AV 9 seulement à l'adresse des bureaux d'échange des Administrations de destination qui ont accepté ce mode de confection des dépêches-avion.

Motifs. – Cette proposition vise à améliorer le service en limitant la réception des enveloppes AV 9 aux Administrations équipées pour les traiter. Bon nombre de compagnies aériennes internationales n'ont pas l'équipement nécessaire pour traiter ces enveloppes qui ne contiennent que peu de lettres et les transférer, par l'intermédiaire de leurs agents au sol, aux autres compagnies aériennes. Dans la pratique, l'utilisation des enveloppes AV 9 n'a de sens que quand le voyage est effectué par de petits avions. Les pilotes de ces avions peuvent alors inclure l'enveloppe dans leurs documents de vol, la transmettre en main propre à l'agent des postes ou la confier personnellement à un autre pilote, dans le cas où les douanes n'interviennent pas. Cette pratique entre moins bien dans le cadre des opérations des avions commerciaux de grandes lignes qui impliquent une conteneurisation, des transbordements et un contrôle douanier.

Il ne se fait pas de contrôle sur les enveloppes AV 9. A l'opposé des dépêches assorties de documents normalisés, la réception des dépêches expédiées dans des enveloppes AV 9 ne peut être garantie par les bureaux d'échange de destination. Il s'ensuit que les dépêches envoyées dans des enveloppes AV 9 risquent fort d'être perdues ou de subir des retards.

La présente proposition permettra à chaque Administration de destination de décider, compte tenu de sa situation particulière, si elle est en mesure ou non de recevoir des enveloppes AV 9.

Article 205

Bordereaux de livraison AV 7

SUISSE

4605.1

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Les Administrations peuvent s'entendre entre elles pour l'utilisation systématique du courrier électronique et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages pour transmettre les bordereaux de livraison AV 7 entre le bureau qui établit le document et le bureau qui le reçoit.

Motifs. – La transmission rapide de ce document devrait permettre aux bureaux intéressés de prendre des mesures préalables, notamment de reporter les données concernant les dépêches en transit avant l'arrivée de celles-ci et, de ce fait, de réduire éventuellement le temps minimal nécessaire pour les opérations de transbordement. Elle devrait également permettre de résoudre la question du dépassement au dernier moment du poids réservé sur un vol.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Espagne, Italie, Japon, Portugal, Turquie, Yougoslavie.

Article 205

Bordereau de livraison AV 7

URSS

4605.2

Le modifier comme suit:

1. Les dépêches à remettre à l'aéroport sont accompagnées de six exemplaires, pour chaque escale aérienne, d'un bordereau de livraison de couleur blanche, conforme au modèle AV 7 ci-annexé.
2. Ces six exemplaires du bordereau de livraison AV 7 sont répartis de la façon suivante:
 - a) un exemplaire, signé contre remise des dépêches au service terrestre de la compagnie aérienne, est conservé par le bureau d'échange expéditeur;
 - b) un exemplaire est gardé avec les documents de l'aéroport d'expédition des dépêches;
 - c) un exemplaire est transmis par l'aéroport au représentant de la compagnie aérienne qui transporte les dépêches;
 - d) trois exemplaires sont mis sous enveloppe, confectionnée en papier de couleur bleu clair conforme au modèle AV 6, et sont acheminés par avion jusqu'à l'aéroport de débarquement. A l'arrivée à l'aéroport de débarquement des dépêches-avion, ces trois exemplaires sont utilisés de la façon suivante:
 - le premier, avec le récépissé de transmission de la dépêche, est conservé par la compagnie aérienne qui a transporté les dépêches;
 - le deuxième est transmis avec les dépêches au bureau d'échange de destination du bordereau AV 7;
 - le troisième est conservé par le service de surface de l'aéroport de débarquement de la dépêche-avion.

3 et 4. (Sans changement.)

Motifs. – Selon la disposition actuelle, le service terrestre de l'aéroport de débarquement des dépêches ne reçoit pas les copies AV 7.

Article 206

Etablissement et vérification des bordereaux AV 7

CONSEIL EXÉCUTIF

4606.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le numéro, l'origine et la destination de la dépêche, le nombre total et le poids total des sacs inscrits globalement, ainsi que toutes autres indications utiles figurant sur l'étiquette AV 8 ou sur la suscription extérieure doivent être reportés sur le bordereau AV 7. Les Administrations d'expédition peuvent, si elles le désirent, opter pour l'inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part du nombre et du poids des autres sacs, et un «R» doit être marqué dans la colonne «Observations» du bordereau AV 7 pour indiquer qu'il s'agit des sacs munis d'étiquettes rouges. Le nombre et le poids des sacs M transportés par la voie aérienne selon les dispositions de l'article 161 doivent être inscrits dans des colonnes distinctes du bordereau AV 7. Si les poids inscrits sur le bordereau AV 7 incluent ceux du courrier exempt de frais terminaux, la colonne «Observations» doit également être utilisée pour signaler, par catégorie LC/AO et sacs M, le poids à déduire.

Motifs. – Conséquence de la proposition 3065.2.

Article 206

Etablissement et vérification des bordereaux AV 7

SUISSE

4606.2

Paragraphe 4. Le compléter comme suit:

4. Tout bureau intermédiaire ou de destination qui constate des erreurs dans les indications figurant sur le bordereau AV 7 doit immédiatement les rectifier et les signaler, par bulletin de vérification C 14, au dernier bureau d'échange expéditeur de même qu'au bureau d'échange qui a confectionné la dépêche. Les Administrations peuvent s'entendre pour signaler les irrégularités en utilisant systématiquement le courrier électronique et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages.

Motifs. – Cette proposition tend à simplifier la liquidation des irrégularités et à accélérer les procédures de recherches dans les cas de manque ou d'excédent de sacs.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Autriche, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Yougoslavie.

Article 207

Absence du bordereau de livraison AV 7

CONSEIL EXÉCUTIF

4607.1

Ajouter le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, si le bordereau de livraison AV 7 ou C 18bis original manque, l'Administration recevant la dépêche doit accepter le bordereau de substitution AV 7/C 18bis. Le fait est signalé par un bulletin de vérification C 14 transmis au bureau d'origine, accompagné d'une copie du bordereau de substitution.

Motifs. – Lorsqu'une dépêche-avion (ou une partie d'une dépêche-avion) arrive dans un aéroport de transbordement non accompagnée du bordereau AV 7 ou C 18bis, les compagnies aériennes qui se charge du réacheminement de ce courrier éprouvent des difficultés pour se faire rembourser par l'Administration d'origine en l'absence d'un document postal justificatif. Aussi, en application de la résolution C 70, a été élaboré, dans le cadre des travaux du Comité de contact IATA/UPU, un bordereau AV 7/C 18bis de remplacement conforme au modèle ci-joint. La présente proposition vise à introduire dans les Actes la nouvelle pratique relative à l'utilisation dudit bordereau de substitution.

Compagnie aérienne d'origine du bordereau de substitution

BORDEREAU DE LIVRAISON DE SUBSTITUTION

Aéroport d'origine du bordereau de substitution

AV 7

C 18bis

Date du bordereau de substitution

I. Description des dépêches telles que trouvées (à partir des étiquettes AV 8 ou AV 8bis)

Observations concernant les dépêches trouvées				Administration d'origine des dépêches							
De	Pour	Vol n°	Aéroport		Dépêche n°	Date de la dépêche	Nombre de sacs			Poids brut	
			de transbordement	de déchargement			LC/AO	CP	M		
										kg	g
Totaux											

II. Acheminement des dépêches

Aéroport de chargement	Vol n°	Date du départ
Aéroport de déchargement	Bureau de destination des dépêches	

III. Timbres et signatures

La compagnie aérienne à l'aéroport de chargement Signature de l'agent	La compagnie aérienne à l'aéroport de déchargement Signature de l'agent	L'Administration postale destinataire des dépêches Timbre du bureau et signature
---	---	--

Principes directeurs de l'utilisation du bordereau de livraison de substitution AV 7/C 18bis

Les directives ci-après sont destinées à être observées par les Administrations postales et les compagnies aériennes dans les cas où une dépêche devant faire l'objet d'un transbordement direct entre transporteurs aériens est parvenue à l'aéroport de transbordement non accompagnée des bordereaux AV 7 ou C 18bis originaux:

- 1 Quand une dépêche-avion, ou S.A.L., arrive à un aéroport, dépourvue du bordereau d'accompagnement AV 7 ou C 18bis, la compagnie aérienne à laquelle est remise la dépêche établit, à l'aide des étiquettes AV 8, AV 8bis, CP 24 et/ou CP 24bis, un bordereau de substitution conforme au modèle conçu conjointement par l'UPU et l'IATA
- 2 Le nombre d'exemplaires à établir varie selon les circonstances. Outre les exemplaires requis par la compagnie aérienne établissant les documents pour ses besoins internes d'archivage et de comptabilité, les copies suivantes sont à prévoir:
 - une copie pour l'Administration d'origine
 - deux copies pour l'Administration de destination ou, si le courrier est transmis à une Administration intermédiaire, pour cette dernière
 - si le courrier faisant l'objet d'un transbordement direct est confié à une autre, ou plusieurs autres compagnies aériennes, trois copies pour chacune d'elles
- 3 Il incombe à l'Administration recevant la dépêche accompagnée d'un bordereau de substitution d'en fournir la copie à l'Administration d'origine, en annexe à un bulletin de vérification C 14 faisant état de l'arrivée du courrier sans les documents originaux
- 4 Il incombe aux compagnies aériennes d'imprimer le bordereau de substitution et de lui donner une présentation conforme au modèle agréé. L'original et les copies doivent être de couleur blanche
- 5 Les Administrations postales doivent accepter le bordereau de livraison de substitution, dûment signé par le bureau d'échange d'arrivée, pour le règlement des comptes envers les compagnies aériennes

Article 207

Absence du bordereau de livraison AV 7

SUISSE

4607.2

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les Administrations peuvent s'entendre pour régler les cas d'absence du bordereau de livraison AV 7 en utilisant systématiquement le courrier électronique et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages.

Motifs. – Le bordereau de livraison AV 7 fait souvent défaut; il est nécessaire de pouvoir disposer de ce document le plus rapidement possible. La proposition tend à simplifier et à accélérer la liquidation de ces cas.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Autriche, Italie, Norvège, Portugal.

Article 207

Absence du bordereau de livraison AV 7

CHINE (RÉP. POP.)

4607.3

Amendement à la proposition 4607.1

Compléter le titre de cet article comme suit:

Absence du bordereau de livraison AV 7 ou C 18bis

Motifs. – Comme la proposition 4607.1 du Conseil exécutif a fait ajouter dans cet article les dispositions concernant le bordereau C 18bis, le titre de l'article doit par conséquent être adapté.

Article 208

Transbordement des dépêches-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4608.1

Ajouter le nouveau paragraphe 2bis suivant :

2bis. Dans les cas visés au paragraphe 2, les sacs de dépêches doivent être munis d'une étiquette AV 8ter du modèle ci-annexé.

Motifs. – Pour mieux identifier les sacs devant faire l'objet d'un transbordement direct entre compagnies aériennes, le Comité de contact IATA/UPU a préconisé l'emploi d'une étiquette d'identification AV 8ter de couleur orange vif qui viendrait se superposer à l'étiquette AV 8 (voir proposition 4908.91).

URSS

4608.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 208bis

Mesures à prendre au cas où le transbordement de dépêches-avion ne saurait être effectué dans les conditions habituelles

Si des dépêches-avion n'ont pas été transbordées à l'aéroport de transit pour diverses raisons sur le vol indiqué dans les documents d'accompagnement, l'Administration intermédiaire peut les réacheminer, dans les vingt-quatre heures qui suivent, par le vol d'une même compagnie aérienne indiquée dans la formule AV 7. Si, dans ce délai, il n'y a pas de vol de la compagnie aérienne en question, l'Administration intermédiaire réachemine ce courrier vers le pays de destination par le vol le plus proche.

Motifs. – La proposition vise à faire respecter davantage la voie d'acheminement habituelle du courrier-avion.

Article 212

Correspondances-avion transmises dans des dépêches-surface

CONSEIL EXÉCUTIF

4612.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence des propositions 2550.1 et 2560.1, selon lesquelles les correspondances-avion sont insérées dans les dépêches-surface prioritaires quand, dans des cas exceptionnels, elles sont transmises par la voie de surface.

Article 213

Envoi des correspondances-avion en transit à découvert

CONSEIL EXÉCUTIF

4613.1

Le supprimer.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. D'après la proposition 2554.3, l'article – qui n'intéresse pas l'IATA – est intégré à l'article 154.

Article 214

Etablissement et vérification des bordereaux AV 2

CONSEIL EXÉCUTIF

4614.1

Paragrapes 1 et 4. Les modifier comme suit:

1. Lorsque, dans les conditions prévues aux articles 215 et 216, les correspondances-avion et les envois prioritaires à découvert sont accompagnés de bordereaux conformes au modèle AV 2 ci-annexé, leur poids est indiqué séparément pour chaque (le reste sans changement).

4. En cas d'absence du bordereau AV 2, les correspondances-avion et les envois prioritaires à découvert doivent être réexpédiés par la voie aérienne, à moins que la voie de surface ne soit plus rapide; le cas échéant, le bordereau AV 2 est établi d'office et l'irrégularité fait l'objet d'un bulletin C 14 à la charge du bureau d'origine.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59.

Article 215

Correspondances-avion en transit à découvert. Opérations de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

4615.1

Modifier le titre et ajouter le paragraphe 3bis comme suit:

Correspondances-avion et envois prioritaires en transit à découvert.
Opérations de statistique

3bis. Cet article et l'article 216 sont applicables par analogie aux envois prioritaires en transit à découvert à réacheminer par la voie aérienne.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59.

Article 215

Correspondances-avion en transit à découvert. Opérations de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

4615.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert prévus à l'article 84 de la Convention sont calculés sur la base de statistiques effectuées annuellement et alternativement pendant le mois de mai et le mois d'octobre de telle sorte que ces périodes coïncident avec celles qui se rapportent aux statistiques relatives au courrier de surface en transit prévues à l'article 173, paragraphe 1.

Motifs. – Cette proposition vise à mettre en harmonie le texte de l'article 215, paragraphe 1, avec celui de l'article 173, paragraphe 1, auquel il est fait renvoi, concernant la période des statistiques.

Article 215

Correspondances-avion en transit à découvert. Opérations de statistique

GRANDE-BRETAGNE

4615.3

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Durant la période de statistique, toutes les correspondances-avion en transit à découvert sont placées avec le bordereau AV 2 dans un sac clos, qui peut être un sac transparent en plastique, et qui est placé dans le sac qui contient la feuille d'avis.

Motifs. – En arrivant dans un pays intermédiaire dans les mêmes sacs que le courrier vers d'autres destinations, les correspondances-avion en transit à découvert sont quelquefois difficiles à identifier. Ceci est particulièrement compliqué si le courrier n'a pas été regroupé en liasses individuelles pour chaque pays de destination. L'usage d'un sac spécial distinct aiderait à surmonter ces difficultés.

Appuis. – Autriche, Espagne, Italie, Turquie.

Article 217

Renvoi des sacs-avion vides

BRÉSIL

4617.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur le bordereau de livraison AV 7.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4907.1.

Article 219

Modes de décompte des frais de transit de surface relatifs aux dépêches-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

4619.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la modification apportée à l'article 182 (voir proposition 3582.1).

Article 220

Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

CONSEIL EXÉCUTIF

4620.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour les correspondances parvenues à découvert et réacheminées par la voie aérienne, l'Administration créancière établit annuellement à la fin de chaque période de statistique prévue à l'article 215, paragraphe 1, et d'après les indications figurant sur les bordereaux AV 2 «S», un relevé conforme au modèle AV 4 ci-annexé. Les poids totaux sont multipliés par 12 /.../ sur le relevé AV 4. Si les comptes doivent être établis d'après le poids réel des correspondances, les relevés AV 4 sont établis selon la périodicité prévue au paragraphe 1 pour les relevés AV 3 et sur la base des bordereaux AV 2 correspondants.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4615.2.

Article 220

Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

CANADA

4620.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration créancière établit, mensuellement ou trimestriellement à son choix et d'après les indications relatives aux dépêches-avion portées sur les /.../ feuilles d'avis C 12, un relevé conforme au modèle AV 3 ci-annexé. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Prière de se reporter aux motifs invoqués pour appuyer la proposition 2556.6.

Appuis. – Bahamas, Barbade, Chypre, Irlande.

Article 221

Etablissement des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

4621.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Etablissement des comptes particuliers AV 5 /.../

1. (Sans changement.)

2. (Sans changement.)

2bis. Lorsque les frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont à régler, l'Administration de ce pays transmet, pour acceptation, les comptes AV 5 y relatifs simultanément avec les états de poids AV 5bis et les relevés AV 3bis.

3. (Supprimé.)

4. Les comptes particuliers AV 5 peuvent être réglés directement entre les Administrations, ou peuvent être inclus dans un décompte général postal (DGP) établi trimestriellement par les Administrations créancières qui ont adopté le système de règlement par compensation des comptes /.../.

Motifs. – Compte tenu des dispositions de l'article 220, paragraphe 1, et du fait que la pratique a permis de relever comme normale et efficace la vérification simultanée des comptes AV 5-intérieur et des état de poids AV 5bis, il est proposé de réglementer cette pratique.

La modification du paragraphe 4 et la suppression du paragraphe 3 sont les conséquences de la proposition 2501.2. La suppression du dernier membre de phrase de l'actuel paragraphe 4 est la conséquence du fait que le décompte général postal, qui comprend divers comptes postaux, doit avoir une fréquence trimestrielle permettant le recouvrement, dès que possible, des frais.

Article 222

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4,
des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

4622.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3bis et AV 4 et des comptes particuliers AV 5
/.../

1. Aussitôt que possible, et dans le délai maximal de six mois après la fin de la période à laquelle ils se rapportent, l'Administration créancière transmet ensemble et en double expédition à l'Administration débitrice les relevés AV 3, les duplicata des relevés AV 3bis et les relevés AV 4 quand le paiement est effectué sur la base du poids réel des correspondances-avion à découvert, et les comptes particuliers AV 5 correspondants. /.../

2. Après avoir vérifié les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 et accepté les comptes particuliers AV 5 correspondants, l'Administration débitrice renvoie un exemplaire des comptes AV 5 à l'Administration créancière. Si les vérifications font apparaître des divergences, /.../ on applique les dispositions similaires de l'article 172, paragraphe 2. L'Administration créancière qui n'a reçu aucune observation rectificative dans un délai de trois mois à compter du jour de l'envoi considère les comptes comme admis de plein droit et transmet une notification dans ce sens à l'Administration débitrice.

3. (Sans changement.)

4 et 5. (Supprimés.)

6, 7 et 8. (Sans changement.)

9 et 10. (Supprimés.)

Motifs. – La dernière phrase du premier paragraphe est devenue caduque, compte tenu de la généralisation du délai de dix-huit mois pour la transmission des comptes postaux (proposition 2503.1). Il reste aux Administrations à accélérer les paiements dus aux compagnies aériennes et à recouvrer leurs frais par la suite.

Les dispositions visant le décompte AV 11 – respectivement, les paragraphes 4, 5 et 9 – ont été supprimées, conséquence des propositions 2501.2 et 2503.1.

La transmission rapide des comptes, prévue au paragraphe 10, a fait l'objet de la proposition 2501.2.

Article 222

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4,
des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

4622.2

Paragraphe 8. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2501.1 visant une réglementation globale du problème en question dans les dispositions générales relatives à l'établissement et à la liquidation des comptes.

Article 224

Bordereau de livraison C 18bis

BRÉSIL

4624.1

Le modifier comme suit:

Bordereau de livraison /.../ pour les dépêches S.A.L.

1. Les dépêches-surface à remettre à l'aéroport sont accompagnées de cinq exemplaires, par escale aérienne, du bordereau de livraison AV 7.
2. Ces cinq exemplaires du bordereau de livraison AV 7 sont répartis de la façon prescrite à l'article 205, paragraphes 2 et 3 /.../.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4907.1.

Article 225

Mesures à prendre en cas d'interruption de vol,
de déviation ou de mauvais acheminement du courrier de surface
transporté par la voie aérienne

BRÉSIL

4625.1

Le modifier comme suit:

Lorsque du courrier faisant partie d'une dépêche-surface transportée par la voie aérienne fait l'objet d'une interruption de vol ou est débarqué à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau AV 7, il est procédé comme suit:

- a) (sans changement);
- b) (sans changement);
- c) l'Administration du pays de transit établit un nouveau bordereau de livraison (C 18 /.../ ou AV 7, selon le cas) et réexpédie le courrier selon les instructions reçues de l'Administration d'origine.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4907.1.

Article 226

Renseignements à fournir par les Administrations

SUISSE

4626.1

Paragraphe 1, lettre b). Ajouter le chiffre 5°bis suivant:

5°bis la liste de ses bureaux d'échange chargés du service postal aérien avec les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphones, télex et télécopieurs;

Motifs. – Les renseignements en question permettraient un contact rapide et direct entre les bureaux d'échange, notamment afin d'accélérer la liquidation des cas de recherches et autres irrégularités. Ces renseignements pourraient être repris dans la Liste AV 1, prévue à l'article 227, paragraphe 1, lettre a).

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie.

Article 227

Documentation à fournir par le Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

4627.1

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – En application des dispositions de l'article 227, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, le Bureau international agit en tant qu'intermédiaire entre la maison éditrice ABC «Travel Guides Ltd» et les Administrations postales membres de l'UPU et souscrit à l'intention de celles-ci les abonnements aux diverses publications ABC. L'objectif recherché est de permettre aux Administrations de disposer à temps de renseignements fiables sur les horaires et les lignes aériennes en vue de la confection des tableaux d'acheminement des dépêches aériennes.

Or, depuis plusieurs années, le système mis en place donne lieu à de sérieuses difficultés:

- non-réception (ou réception avec retard) par les Administrations de la publication la plus importante, le «World Airways Guide», se traduisant par des complications importantes dans l'établissement des tableaux d'acheminement;
- difficultés comptables résultant des irrégularités de la facturation indirecte;
- accumulation des impayés, due notamment au système de facturation indirecte (les sommes dues au Bureau international par les Administrations et les Unions restreintes s'élevaient au 31 décembre 1988 à plus de 175 000 francs);
- intense échange de messages entre les Administrations, le Bureau international et la maison éditrice, du fait de la complexité du système.

Or, 50 pour cent seulement des Administrations postales ont recours à l'intermédiaire du Bureau international pour s'approvisionner en publications ABC. Les autres Administrations, ainsi qu'il ressort d'une consultation effectuée à ce sujet en 1989, obtiennent ces publications par des moyens tels que:

- abonnements directs à la maison ABC ou à une maison régionale de distribution;
- agences de voyages;
- compagnies aériennes, etc.

Par ailleurs, on a observé que certaines Unions restreintes étudient actuellement la possibilité:

- soit d'obtenir, sur supports magnétiques, les informations nécessaires à l'organisation des acheminements aériens;
- soit de conclure avec la Société des télécommunications aéronautiques (SITA) des accords permettant aux Administrations de leurs pays membres d'accéder directement au réseau de cette société et, par conséquent, aux données concernant les vols aériens.

Ayant examiné ces différents aspects de la question, et constatant, d'une part, l'extrême facilité des moyens d'obtenir les publications concernées (compagnies aériennes, agences de voyages, notamment) et, d'autre part, les perspectives qu'offre à court terme le recours à des technologies déjà disponibles, le Conseil exécutif a estimé que l'abrogation des dispositions de l'article 227, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention était devenue une nécessité.

Article 227

Documentation à fournir par le Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

4627.2

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Publications à fournir par le Bureau international

1. Le Bureau international est chargé d'élaborer et de distribuer aux Administrations les publications suivantes:
 - a) à c) (sans changement).
2. (Sans changement.)
3. Toutes modifications aux publications visées au paragraphe 1 ainsi que la date de mise en vigueur de ces modifications sont portées à la connaissance des Administrations par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les moindres délais et sous la forme la mieux appropriée.

Motifs. – Voir proposition 1507.1.

CONVENTION, FORMULES (POSTE AÉRIENNE)

Formule AV 3

URSS

4903.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Un bon nombre d'Administrations font usage de la réserve formulée par le Congrès de Hamburg 1984 à l'article 220, paragraphe 1. C'est la raison pour laquelle il semble utile de fusionner les formules AV 3 et AV 3bis (voir proposition corrélative 4903.2). Les pays qui ne participent pas aux décomptes pour le transport aérien peuvent ne pas remplir la colonne relative au «N° de la ligne aérienne utilisée».

Date du relevé

Administration expéditrice des dépêches	Dépêches acheminées	
	de	
	à	
	Mois ou trimestre	Année

Indications. A expédier en double exemplaire

[illegible]

Formule AV 3bis

URSS

4903.2

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 4903.1.

Note du Bureau international. – Si cette proposition est acceptée, il convient de modifier les références à la formule AV 3bis figurant à l'article 171.

Formule AV 4

CONSEIL EXÉCUTIF

4904.1

Remplacer, en bas de formule, la mention «A multiplier par 13 ou 26¹» par «A multiplier par 12¹».

Motifs. – Conséquence de la proposition 4615.2.

Formule AV 7

BRÉSIL

4907.1/Rev 1

Modifier la partie supérieure comme suit:

Administration des postes d'origine

Bureau d'origine du bordereau AV 7

BORDEREAU DE LIVRAISON

AV 7

☐ Dépêches-avion

☐ Dépêches-avion de sacs vides

☐ Dépêches-surface transportées par voie aérienne

Bureau de destination du bordereau AV 7

Date du départ

Heure

Ligne n°

Motifs. – Il est absolument indispensable de procéder à une rationalisation des formules de l'UPU. Celles-ci sont déjà virtuellement unifiées en raison de la mise sur pied de systèmes informatisés au sein de la plupart des Administrations postales. De ce fait, le coût de production et de vérification des formules internationales en sera réduit d'autant.
Propositions corrélatives: 2564.2, 4617.1, 4624.1, 4625.1.

Note pour la Commission de rédaction. – Si cette proposition est adoptée, les dispositions suivantes sont également à adapter en conséquence:

- Convention, Règlement d'exécution: article 165, paragraphe 9.
- Convention, Formules: formules C 18bis (la supprimer), AV 6, AV 7 S (la supprimer).
- Colis, Règlement d'exécution: articles 124, paragraphe 5, 125, paragraphe 5, 132, paragraphe 6.

Formule AV 8

CANADA

4908.1

Modifier la formule AV 8 de façon à ce qu'elle comprenne la mention suivante:

Nombre total de sacs dans la dépêche

Motifs. – Conséquence de la proposition 2562.5.

Formule AV 8

CANADA

4908.2

Modifier la formule AV 8 de façon à ce qu'elle comprenne la mention suivante:

Poids total de la dépêche

Motifs. – Conséquence de la proposition 2562.6.

CONSEIL EXÉCUTIF

4908.91

Créer la formule AV 8ter ci-après:



Dimensions: 150 x 90 mm, couleur orange vif, impression de couleur noire

Motifs. – Conséquence de la proposition 4608.1.

CHILI

4908.92

Amendement à la proposition 4908.91

Créer la formule AV 8ter ci-après:

AV 8ter

Postes

Transbordo directo
Transbordement direct
Direct Transfer

En/à/at

Dimensions: 150 x 90 mm, couleur orange vif, impression de couleur noire

Motifs. – Il convient de préciser le ou les aéroports de transbordement afin d'éviter les confusions.
Conséquence de la proposition 4608.1.

IV

Arrangement concernant les colis postaux

- Protocole final
- Règlement d'exécution
- - Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Hamburg 1984.

COLIS, ARRANGEMENT, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

SUISSE

5000.1

Vœu

**Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires
offertes dans le service des colis postaux**

Le Congrès,

constatant

les grandes différences qui existent actuellement entre les Administrations postales des Pays-membres en ce qui concerne les conditions d'admission et les prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux,

considérant

que ces différences sont difficilement comprises par la clientèle, compliquent le travail des services d'exploitation et sont la source de nombreuses erreurs de service,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales de prendre d'urgence toutes mesures utiles visant à conserver ou à récupérer leur part de marché dans le secteur très concurrencé du transport des petites marchandises,

invite

les Administrations postales des Pays-membres à admettre pour toutes les catégories de colis postaux:

- un poids maximal de 20 kg;
- les limites de dimensions prescrites à l'article 20, paragraphe 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984), à savoir 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions et 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur;
- les colis avec valeur déclarée;
- les colis exprès;
- des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle selon l'article 19, lettre a), chiffre 3°, troisième tiret, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984);
- l'avis de réception;
- l'envoi d'un avis de non-livraison conformément à l'article 22, paragraphe 2, lettre a) ou b), de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984).

Motifs. – Le transport de petites marchandises dans le service postal international souffre d'un manque évident d'harmonisation en matière de conditions d'acceptation et de prestations supplémentaires offertes. Ces différences irritent la clientèle, en particulier les gros expéditeurs qui préfèrent alors confier leurs envois à des transporteurs privés qui eux assurent un service complet et appliquent pratiquement les mêmes conditions d'acceptation et de transport sur l'ensemble de leur niveau international. La situation actuellement défavorable pour la poste sur le marché du transport de petites marchandises ainsi que les exigences justifiées de la clientèle impliquent de la part des Administrations postales des efforts urgents d'harmonisation de leurs prestations, afin de rendre le service des colis postaux vraiment attractif et de le simplifier.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie, Vatican.

SUÈDE

5000.2/Rev 1

Résolution

Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international

Le Congrès,

constatant

que les concurrents de la poste dans le domaine des transports de marchandises légères font des incursions considérables sur les marchés traditionnels de celle-ci,

constatant

que la gamme de produits des concurrents correspond mieux aux besoins du marché et que les tarifs appliqués sont considérés comme raisonnables (prix en fonction du travail effectué),

considérant

que, si les Administrations postales veulent rester à l'avenir des transporteurs de marchandises légères crédibles, il faut que leur gamme de produits et leurs tarifs soient adaptés à la demande du marché,

notant

à partir de plusieurs études que les clients demandent des produits qui soient acheminés selon l'une des variantes suivantes:

- acheminement J + 1, ou acheminement le plus rapide possible, par une chaîne de transports cohérente avec des transbordements rapides et éventuellement un service porte-à-porte (correspond au service EMS de la poste);

- un service rapide par lequel on peut transmettre un envoi à n'importe quel endroit du monde dans un délai d'acheminement garanti de trois à sept jours selon la destination (la poste offre à présent le colis-avion ou, en Europe, l'Eurocolis);
- un service économique où la modicité du prix est plus importante que la rapidité d'acheminement (dans cette catégorie, la poste offre à présent le colis S.A.L. ou le colis de surface),

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de façon urgente une étude visant à identifier et à mettre en place une gamme de nouveaux produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international;
- b) d'examiner particulièrement dans cette étude les points suivants:
 - aspects de la commercialisation du service actuel des colis postaux internationaux et de la gamme de nouveaux produits/services proposés en vue de faciliter leur promotion en tant que service concurrentiel, efficace et totalement sûr;
 - éventualité d'introduire des normes de qualité de service dans la définition de ces nouveaux services de colis postaux;
 - possibilité de fixer les rémunérations des Administrations et les taxes réclamées à la clientèle selon des modalités différentes de celles prévues dans l'Arrangement actuel, éventuellement par accord bilatéral ou multilatéral;
- c) de recommander aux Administrations postales des actions communes visant à introduire ou développer le service afin de contrecarrer les effets de la concurrence exercée au niveau international par les entreprises privées;
- d) de faire rapport sur cette question au Conseil exécutif de façon que ce dernier recommande, le cas échéant, l'adoption de nouvelles réglementations ou procédures appropriées, comme le prévoit l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal.

CONSEIL EXÉCUTIF

5000.3

Résolution

Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle

Le Congrès,

constatant

que la télématique prend, à notre époque, un essor remarquable et qu'elle constitue l'un des éléments fondamentaux de l'évolution de la société et que sa place dans cette évolution ira de plus en plus croissant au fur et à mesure de l'introduction progressive, à travers le monde entier, des matériels informatiques au service de tous les domaines d'activité de l'homme,

constatant

que les structures de communication qui seront parmi les bases de la société du XXI^e siècle reposeront sur un usage intensif de la télématique,

estimant

que, pour tenir un rôle majeur adapté à l'époque, l'UPU doit suivre cette évolution inéluctable afin de maintenir sa part dans le marché de la communication en offrant des services modernes et concurrentiels à la clientèle de la poste,

considérant

d'une part, l'existence de la norme ISO 9735 EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport) mise au point par l'ONU et adoptée par l'ISO,

considérant

d'autre part, l'adoption de cette norme par des organismes partenaires commerciaux de l'UPU (Conseil de coopération douanière (CCD) et Association internationale des transporteurs aériens (IATA) entre autres),

considérant

l'invitation faite à l'UPU par le CCD d'établir des interfaces télématiques entre les deux organismes,

jugeant

que l'UPU doit répondre positivement à l'invitation du CCD et établir des liaisons télématiques avec les douanes,

jugeant

que, pour s'intégrer harmonieusement dans l'ensemble des liaisons entre tous les organismes intéressés, l'UPU doit ouvrir des négociations avec ceux qui constituent des partenaires commerciaux habituels,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le Conseil consultatif des études postales, de prendre les mesures adéquates pour la mise en œuvre progressive de liaisons télématiques avec les partenaires commerciaux de l'UPU par les moyens les plus opportuns et en tenant compte des intérêts de toutes les Administrations postales des Pays-membres développés ou en voie de développement.

Motifs. – Vu l'extension accrue de la télématique dans le monde des affaires, ainsi que l'activité croissante dans ce domaine des partenaires de la poste, notamment de la douane, des transporteurs et des banques, le CE a estimé que l'UPU ne doit pas tarder à prendre des initiatives pour établir des liaisons télématiques avec ses partenaires commerciaux et à profiter, elle aussi, des avantages offerts par la télématique. Cela étant, il a été jugé nécessaire que le CE et le CCEP collaborent pour mettre en œuvre progressivement, dans le cadre de la norme ISO 9735 EDIFACT, des liaisons télématiques avec les partenaires de l'UPU en tenant compte des intérêts de toutes les Administrations postales des Pays-membres développés ou en voie de développement (voir Congrès – Doc 66).

CONSEIL EXÉCUTIF

5000.4

Recommandation

Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales un ensemble de règles régissant la structure des données qui soit convenu à l'échelon international et universellement applicable,

notant

que la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) a mis au point un ensemble de règles de syntaxes pour les messages à utiliser dans les échanges électroniques, sous le nom d'EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

conscient

que les règles de syntaxe des messages EDIFACT peuvent être utilisées indépendamment de leur domaine d'application et que leur usage généralisé dans les rapports internationaux facilitera dans une large mesure l'acheminement des envois postaux,

notant

que l'EDIFACT a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 9735,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'appliquer les règles de syntaxe des messages EDIFACT, ainsi que les mises à jour qui leur seront apportées ultérieurement, pour la rédaction des messages électroniques à échanger entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

Motifs. – Pour faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux et éviter une incompatibilité éventuelle des systèmes télématiques introduits d'une manière non coordonnée, il est nécessaire que les Administrations postales utilisent, dans les échanges électroniques, l'ensemble de règles de syntaxe normalisé pour les messages et connu sous le nom d'EDIFACT. Celui-ci a été mis au point par la CEE/ONU et accepté par l'ISO à titre de norme internationale ISO 9735. Certains partenaires de la poste, notamment le CCD et l'IATA, ont déjà apporté leur soutien à cette norme. La recommandation susmentionnée répond à ce besoin (voir Congrès – Doc 66).

CONSEIL EXÉCUTIF

5000.5

Recommandation

Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU

Le Congrès,

souhaitant

faciliter l'échange international de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux,

considérant

qu'il est souhaitable d'utiliser dans ces échanges de données commerciales à l'égard des éléments de données des noms, des descriptions et des modes de représentation convenus à l'échelon international et universellement applicables,

estimant

qu'il est souhaitable que ces noms, ces descriptions et ces modes de représentation soient utilisés pour les éléments de données indépendamment du contexte dans lequel les données commerciales sont échangées,

constatant

que ces éléments de données normalisés peuvent être utilisés, avec toutes les méthodes d'échange d'informations, sur papier aussi bien que par d'autres moyens de communication, qu'ils peuvent être choisis et transmis un à un ou utilisés dans le cadre d'un système particulier de règles d'échange comme, par exemple, la norme EDIFACT (Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport),

vu

que le répertoire a été accepté par l'Organisation internationale de normalisation à titre de norme internationale ISO 7372,

recommande

à toutes les Administrations postales des Pays-membres d'utiliser les noms, les descriptions et les modes de représentation des éléments de données figurant dans le Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU, ainsi que les mises à jour qui seront apportées ultérieurement à ce répertoire, dans les échanges de données avec la douane ainsi qu'avec les transporteurs ou autres partenaires commerciaux.

Motifs. – Pour faciliter l'échange de données entre les Administrations postales et la douane ainsi qu'entre les Administrations postales et les transporteurs ou autres partenaires commerciaux, les Administrations postales doivent utiliser, dans les échanges de données commerciales, les noms, descriptions et modes de représentation des éléments de données figurant dans le Répertoire d'éléments de données commerciales accepté par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) à titre de norme internationale ISO 7372. La présente recommandation répond à ce besoin (voir Congrès – Doc 66).

COLOMBIE

5000.6/Rev 1

Résolution

Introduction et extension du service des colis postaux

Le Congrès,

considérant

que l'échange de colis postaux constitue l'un des services les plus importants pour les usagers de la poste et que, de ce fait, il est indispensable que les Administrations postales prêtent à ce service la plus grande attention afin de l'assurer au mieux dans le contexte international,

tenant compte

de ce que, aujourd'hui, le service des colis postaux est assuré en vertu de l'Arrangement auquel ont adhéré 144 Pays-membres de l'Union,

que seuls 26 Pays-membres n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux,

vu

que les services postaux se doivent de prendre des mesures appropriées pour pouvoir jouer un rôle plus efficace dans l'organisation et la commercialisation du trafic des colis afin de participer plus activement au marché mondial de ces échanges,

souhaitant

que les Administrations postales soient en mesure d'offrir à leurs usagers un service garantissant un maximum de sécurité tant au niveau du traitement qu'à celui de la distribution des colis,

invite

les 26 Administrations des Pays-membres qui n'ont pas encore adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux à introduire ce service dans leurs échanges postaux internationaux et

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'examiner les difficultés qui empêchent ce petit nombre de pays d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux et de concevoir des moyens leur permettant de le faire;
- 2° d'entreprendre une étude économique du service des colis postaux en vue de faciliter sa commercialisation et sa promotion en tant que service concurrentiel, efficace et totalement sûr;
- 3° d'étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union tout entière;
- 4° de présenter au prochain Congrès les propositions ayant lieu d'être à cet effet.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Motifs. –

1. Faire du service des colis postaux un service plus souple, plus efficace, dûment approprié aux besoins des usagers et convenablement adapté aux exigences actuelles du commerce international.
2. Etant donné la complexité des dispositions économiques et des réserves multiples et spontanées qui actuellement freinent le développement du service des colis postaux, il est impossible de pénétrer dans le domaine concurrentiel du marché mondial du transport des colis.
3. Selon le «Rapport triennal sur le développement des services postaux de 1982 à 1984» élaboré par le Bureau international de l'UPU, le service postal des colis a accusé une baisse de 0,75% par an (croissance négative).

Appuis. – Chili, Costa-Rica, Equateur, Pérou.

COLIS, ARRANGEMENT

Article 2

Colis postaux

FINLANDE, ITALIE

5002.1

Paragraphe 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Des envois dénommés «colis postaux» dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. Sur la base d'accords bilatéraux, les Administrations peuvent échanger des colis postaux excédant 20 kilogrammes.

2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif. Les pays qui fixent un poids inférieur à 20 kilogrammes admettent toutefois les colis qui transitent en sacs ou autres récipients clos jusqu'au poids de 20 kilogrammes. Pour les colis d'un poids supérieur à 20 kilogrammes, l'accord des pays de transit est obligatoire.

Motifs. – A cause de la compétition vive sur le marché du transport des colis, le poids maximal du colis postal actuellement accepté est devenu un facteur limitant, voire diminuant, notre part de marché.

Pour que nous puissions maintenir le niveau actuel du service des colis postaux ou augmenter notre part de marché du transport des colis, il faudrait avoir la possibilité, par le moyen des seconds accords bilatéraux, d'élever la limite maximale des poids pour les colis postaux.

Appuis. – Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Vatican.

Article 4

Catégories de colis

NORVÈGE, BELGIQUE

5004.1

Paragraphe 3, lettre b). La modifier comme suit:

- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée ou d'un avis transmis par téléphone, téléx, ou tout autre moyen moderne de communication; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

Motifs. – Dans plusieurs cas, il sera moins cher et les clients seront avisés plus rapidement de l'arrivée d'un colis en utilisant les moyens modernes de communication qu'en distribuant l'avis par porteur spécial.

La modification proposée tient ainsi à rendre le service plus efficace et plus flexible.

Appuis. – Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Portugal, Turquie, Vatican.

Article 5

Coupures de poids

FINLANDE

5005.1

Le compléter comme suit:

1. Les colis définis à l'article 4 comportent les coupures de poids suivantes:

 jusqu'à 1 kilogramme
au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes
au-dessus de 3 jusqu'à 5 kilogrammes
au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes
au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes
au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes
au-dessus de 20 kilogrammes.

2. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues au paragraphe 1 les équivalents suivants (en livres avoirdupois):

	jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg	2-7 lb
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg	7-11 lb
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg	11-22 lb
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg	22-33 lb
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg	33-44 lb
au-dessus de 20 kg		44 lb-.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5002.1.

CANADA

5005.91

Introduire le nouvel article 5bis suivant:

Article 5bis

Objectifs de qualité du service

1. Les Administrations de destination fixent un objectif de service pour le traitement des colis postaux aériens adressés à leur pays. Cet objectif ne doit pas être moins favorable que ceux afférents aux envois comparables traités par leur service intérieur.

2. Les Administrations de destination fixent également, dans la mesure du possible, un objectif de service pour le traitement des colis de surface adressés à leur pays.

3. Les Administrations d'origine fixent des objectifs de service applicables aux colis-avion et aux colis de surface à destination de l'étranger, en se référant aux objectifs fixés par les Administrations de destination.

Motifs. – Semblables à ceux invoqués pour la proposition 2032.91.

Article 10

Colis francs de taxes et de droits

PAKISTAN

5010.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe additionnelle pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 4 francs (1,31 DTS) au maximum est perçue par l'Administration d'origine. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque, l'expéditeur doit payer en outre la taxe correspondante.

Motifs. – Dans le but d'utiliser tous les moyens appropriés pour communiquer au plus vite les instructions de l'expéditeur.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 13

Taxes supplémentaires

PAKISTAN

5013.1

Lettre n). La modifier comme suit:

n) taxe de demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse;

Motifs. – Pour mettre cette disposition en conformité avec l'intitulé de l'article 37 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 14

Tarif

PAKISTAN

5014.1

Paragraphe 1, tableau, lettre m), colonne 3. La modifier comme suit:

A cette taxe s'ajoute la
taxe télégraphique ou
télématique si l'expéditeur
a exprimé le désir que sa
demande soit transmise
par voie télégraphique
ou télématique.

Motifs. – Dans le but d'utiliser tous les moyens appropriés pour communiquer au plus vite les instructions de l'expéditeur.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 14

Tarif

PAKISTAN

5014.2

Paragraphe 1, tableau, lettre n). La modifier comme suit:

n)	taxe de demande de retrait, /.../ de modification <u>ou</u> <u>de correction</u> d'adresse	4 francs (1,31 DTS) au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe /.../ <u>appropriée</u> , si la demande doit être transmise par <u>un autre</u> <u>service que celui de la</u> <u>poste</u> .
----	--	-----------------------------------	--

Motifs. – Pour rendre cette disposition compatible avec l'intitulé de l'article 37 de l'Arrangement concernant les colis postaux et afin d'utiliser tous les moyens appropriés à son exécution.

Appuls. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 21

Traitement des colis acceptés à tort

CHILI

5021.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Lorsqu'un colis admis à tort ou une partie de son contenu ne sont ni livrés au destinataire, ni renvoyés à l'expéditeur, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à ce colis, au moyen d'une formule conforme au modèle C 33/CP 10bis ci-annexé. Cette information (le reste sans changement).

Motifs. – Pour faciliter l'exécution de la disposition de l'article 36, paragraphe 8, de la Convention postale universelle, le CE a proposé la création d'une formule type C 33/CP 10bis conçue pour signaler aux autorités postales et douanières les envois postaux confisqués. Cette formule, résultant de la proposition susmentionnée et conçue pour son exécution, devrait aussi servir en application de la présente règle.

Article 23

Colis avec valeur déclarée

FINLANDE

5023.1

Paragraphe 1, lettre a). La modifier comme suit:

- a) en ce qui concerne les Administrations postales:
- 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 10 000 francs (3266,91 DTS) ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 10 000 francs (3266,91 DTS);
 - 2° obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;

Motifs. – Relèvement du montant de la déclaration de valeur de 7000 à 10 000 francs pour:

- le besoin de relèvement entraîné du service à la clientèle;
- maintenir la compétitivité.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Vatican.

Article 23

Colis avec valeur déclarée

POLOGNE (RÉP. POP.)

5023.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:
 - a) en ce qui concerne les Administrations postales:
 - 1° la limite la plus basse de la valeur déclarée ne peut pas être inférieure à 100 francs (32,67 DTS);
 - 2° (texte actuel du chiffre 1°);
 - 3° obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites maximales différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
 - b) (sans changement).

Motifs. – Il résulte du fait qu'on n'a pas fixé, dans l'Arrangement concernant les colis postaux, la limite la plus basse de la valeur déclarée que, dans les relations entre certains pays, on rencontre des colis ayant une valeur de quelques francs. Ces colis, bien que leur valeur soit minime, doivent être traités d'une manière particulière sur toute leur voie d'acheminement et nécessitent beaucoup de travail de la part des services postaux. Leur admission est contraire à l'idée des colis avec valeur déclarée.

Article 27

Avis de réception

BANGLADESH

5027.1

Le modifier comme suit:

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 48 de la Convention. Toutefois, les Administrations peuvent limiter ce service aux colis recommandés et aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur.

Motifs. – La modification proposée contribuera à étendre le service offert aux clients. De plus, il se peut que certains pays admettent déjà la remise d'un avis de réception pour les colis recommandés comme pour ceux avec valeur déclarée. Il serait raisonnable d'inclure les colis recommandés dans la catégorie limitée d'envois pouvant bénéficier de cet avantage.

Article 28

Non-livraison au destinataire

PAKISTAN

5028.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'envoi des instructions visées au paragraphe 1 peut donner lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 13, lettre f); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois. En cas de transmission par la voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque, la taxe /.../ correspondante s'y ajoute.

Motifs. – Dans le but d'utiliser tous les moyens appropriés pour communiquer au plus vite les instructions de l'expéditeur ou du tiers concerné.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 29

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

HONGRIE (RÉP. POP.)

5029.1/Rev 2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. /.../ Un colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour la transmission des dépêches expédiées par l'Administration qui renvoie le colis. Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.

Motifs. – Il arrive que l'Administration renvoyant le colis n'utilise pas la voie que celui-ci a suivi à l'aller. Dans ce cas, il ne serait pas opportun de confectionner une dépêche spéciale expressément pour les colis à renvoyer. D'autre part, dans le cas des colis arrivés à découvert par l'intermédiaire de plusieurs Administrations, il est souvent difficile de déterminer la voie suivie à l'aller (voir également proposition corrélatrice 5538.1/Rev 1).

Article 31

Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire
ou par suite de modification d'adresse

PAKISTAN

5031.1

Modifier le titre et le paragraphe 1 comme suit:

Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire, /.../ de modification
ou de correction d'adresse

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire, /.../ de modification ou de correction d'adresse effectuée en application de l'article 37 peut avoir lieu soit à l'intérieur du pays de destination, soit hors de ce pays.

Motifs. – Pour mettre la présente disposition en conformité avec l'intitulé de l'article 37 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 35

Inobservation par une Administration des instructions données

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5035.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'Administration du pays du domicile de l'expéditeur est autorisée à mettre en compte d'office les frais mentionnés au paragraphe 1 à l'Administration qui n'a pas observé les instructions données et qui, régulièrement saisie du cas, a laissé s'écouler trois mois à compter du jour (le reste sans changement).

Motifs. – Dans bien des cas, les Administrations postales de destination envoient juste avant l'expiration de ce délai, qui était jusqu'à présent de cinq mois, une communication intérimaire qui ne précise pas les causes de l'inobservation des instructions données. Cela exige un nouvel échange de correspondance et le client (expéditeur) se trouve confronté à des temps d'attente inadmissibles jusqu'à ce que les taxes lui soient définitivement remboursées.

Appuis. – Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Suisse, Vatican.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

LUXEMBOURG

5039.1

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance.

Motifs. – La taxe d'assurance doit couvrir les risques encourus par un envoi avec valeur déclarée. Les indemnités sont payées par les Administrations postales sur la base des relations contractuelles existant entre elles et l'expéditeur ou le destinataire qui sont définies par les Actes. Il est illogique de rembourser cette «prime» d'assurance, n'importe que le sinistre survenu ait donné droit à indemnisation ou non.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Irlande, Italie, Vatican.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

FINLANDE

5039.2

Paragraphe 3, lettre b). La compléter comme suit:

- b) pour les autres colis, les montants ci-après:
 90 francs (29,40 DTS) par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
 135 francs (44,10 DTS) par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
 180 francs (58,80 DTS) par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
 225 francs (73,51 DTS) par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;
en plus, 45 francs (14,70 DTS) par colis pour chaque 5 kilogrammes ou une fraction au-dessus de 20 kilogrammes.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5002.1.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

BRÉSIL

5039.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis déposé à partir de la date de la mise à exécution du présent Arrangement (le reste sans changement).

Motifs. – Identique à celui étayant la proposition 2050.3.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

AUTRICHE, BELGIQUE, SUISSE

5039.4

Paragraphe 10. Le modifier comme suit:

10. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays, pour les colis sans valeur déclarée, les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois du même genre, à condition que ces indemnités ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 3, lettre b). Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire en vertu du paragraphe 8. Les montants fixés au paragraphe 3, lettre b), restent cependant applicables:

- 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou si le destinataire se désiste de ses droits en faveur de l'expéditeur.

Motifs. – Cette modification de caractère facultatif a pour but de traiter l'expéditeur et le destinataire d'un colis postal sur un pied d'égalité, en tenant compte des particularités de chaque pays. Actuellement, les destinataires qui acceptent avec des réserves des colis endommagés ou spoliés sont dans l'impossibilité de bénéficier des indemnités prévues par la législation intérieure. Il est en outre incompréhensible pour un client de recevoir une indemnité plus élevée pour un colis partant que pour un colis arrivant.

Comme le droit de recours contre l'Administration responsable s'exerce sur la base des montants fixés au paragraphe 3, lettre b), l'Administration qui appliquerait cette modification supporterait seule la charge financière supplémentaire en découlant.

Il s'agira cependant d'éviter que le destinataire ou l'expéditeur profitent du désistement concerné pour obtenir une indemnité plus élevée.

Voir également la proposition 2050.2.

Appuis. – Danemark, Finlande, France, Grèce, Norvège, Pays-Bas.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

NORVÈGE

5039.5

Paragraphe 3, lettre b), et 4. Les modifier comme suit:

- b) pour les autres colis, les montants ci-après:
- 135 francs (44,10 DTS) par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
 - 200 francs (65,34 DTS) par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
 - 270 francs (88,21 DTS) par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
 - 340 francs (111,07 DTS) par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

4. Par dérogation au paragraphe 3, lettre b), les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant maximal de 340 francs (111,07 DTS) par colis sans égard à son poids.

Motifs. – Relèvement des montants à verser pour les colis afin de:

- satisfaire aux exigences du service à la clientèle;
- maintenir la compétitivité.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Finlande, France, Grèce, Islande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

PAKISTAN

5039.6

Paragraphe 3, lettre b). La modifier comme suit:

- b) pour les autres colis, les montants ci-après:
45 francs (14,70 DTS) par colis jusqu'à 3 kilogrammes;
90 francs (29,40 DTS) par colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kilogrammes;
135 francs (44,10 DTS) par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
180 francs (58,80 DTS) par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
225 francs (73,51 DTS) par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

Motifs. – Les échelons de poids des colis indiqués dans l'article 5 sont de 1, 3, 5, 10, 15 et 20 kg. Afin de rendre plus adaptée la responsabilité assumée à l'égard des échelons de poids plus bas, il est proposé d'ajouter un nouvel échelon pour les colis pesant jusqu'à 3 kilogrammes. Un nombre important de colis enregistrés et reçus dans notre Administration tombe dans cette catégorie.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

IRAQ

5039.7

Paragraphe 3, lettre b). La modifier comme suit:

- b) pour les autres colis, les montants ci-après:
145 francs (47,3 DTS) par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
250 francs (82 DTS) par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
300 francs (98 DTS) par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
400 francs (131 DTS) par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

Motifs. – En raison de la hausse des prix et de l'insuffisance de l'indemnité pour couvrir la valeur des objets transportés, d'une part, et, d'autre part, compte tenu de la concurrence des sociétés de messagerie privée qui transportent les colis, il est nécessaire de revoir le montant de l'indemnité en question. L'augmentation s'élève à 50% des montants figurant dans l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984).

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 42

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', TURQUIE

5042.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas le montant fixé à l'article 39, paragraphe 3, lettre b), pour un colis jusqu'à 5 kg, (le reste sans changement).

Motifs. – Le montant de l'indemnité est à considérer en rapport étroit avec le montant mentionné à l'article 39, paragraphe 3, lettre b), de l'Arrangement concernant les colis postaux, applicable à un colis d'un poids allant jusqu'à 5 kg (actuellement 90 francs-or, soit 29,40 DTS).

Appuis. – Autriche, Finlande, France, Grèce, Italie, Norvège, Suisse, Vatican.

Article 42

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

JORDANIE

5042.2/Rev 1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 86, paragraphe 1, de la Convention est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention et du paragraphe 7 du présent article, de payer à l'Administration d'origine l'indemnité versée ou due, ainsi que les taxes et droits versés ou dus à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ces montants (le reste sans changement).

Motifs. – Mêmes motifs que pour la proposition 2055.2. Nous avons jugé nécessaire de rajouter l'expression «ou due» à «versée», de manière à éviter tout problème pouvant surgir du fait que certaines entreprises de transport exigent une preuve que cette indemnité a vraiment été versée à l'expéditeur, condition requise pour le paiement du montant en question à l'Administration concernée, alors que, pour une raison ou une autre, ce montant n'a pas été effectivement versé à l'expéditeur y ayant droit. C'est pourquoi nous sommes d'avis d'introduire cette modification.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen (Rép. arabe).

Article 43

Paiement de l'indemnité

GRANDE-BRETAGNE

5043.1

Paragraphe 2 à 4. Les modifier comme suit:

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de trois mois.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois: (le reste sans changement).

Motifs. – Les clients ne comprennent pas pourquoi six mois peuvent s'écouler avant qu'ils ne reçoivent une réponse à leur réclamation. Cette modification vise à ramener l'échéance à quatre mois, ce qui paraît très approprié si l'on tient compte des moyens de communication modernes maintenant disponibles.

Voir aussi la proposition 2058.1.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Norvège, Portugal, Suisse, Turquie, Vatican.

Article 43

Paielement de l'indemnité

TCHÉCOSLOVAQUIE

5043.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois:

- sans donner de solution définitive à l'affaire: le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 et 12, du Règlement d'exécution de la Convention ne peut être considéré comme une solution définitive; ou
- (sans changement).

Motifs. – Les formules C 9 sont souvent renvoyées sans indications déterminées (date de livraison, déclaration du destinataire établie sur une formule conforme au modèle C 32, etc.). Dans certains cas, l'Administration de destination autorise l'Administration d'origine de l'envoi réclamé à payer la moitié de l'indemnité pour son compte, sans vérification approfondie de la réclamation. Cette proposition a pour but d'assurer toujours une vérification approfondie.

Article 43

Paieement de l'indemnité

TCHÉCOSLOVAQUIE

5043.3

Créer le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 43, paragraphe 4, de l'Arrangement, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de cinq mois, doivent communiquer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

Motifs. – L'Administration qui accepte la réclamation concernant un colis destiné à l'un des pays susvisés n'a la possibilité d'informer les clients que lorsqu'elle reçoit une réponse définitive des pays de destination. Dans certains cas, l'instruction de celle-ci peut prendre plusieurs années. Voir aussi la proposition 2958.3.

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

FINLANDE

5046.1/Rev 1

Paragraphe 1, tableau. Le compléter comme suit:

Coupures de poids 1	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	
	Taux indicatif 2	
	fr	DTS
Jusqu'à 1 kg	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53
<u>En plus, pour chaque 5 kg ou une fraction au-dessus de 20 kg</u>	<u>2</u>	<u>0,65</u>

Motifs. – Conséquence de la proposition 5002.1.

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

CONSEIL EXÉCUTIF

5046.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée fixées comme suit, pour chaque pays et pour chaque colis:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	
1	Taux indicatif 2	
	fr-or	DTS
Jusqu'à 1 kg	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 53, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

	<u>fr-or</u>	<u>DTS</u>
<u>Quote-part territoriale d'arrivée et de départ par colis</u>	<u>12,24</u>	<u>4,00</u>
<u>Quote-part territoriale d'arrivée et de départ par kilogramme de poids brut des dépêches</u>	<u>1,22</u>	<u>0,40</u>

Toutefois, les Administrations ont la faculté:
(le reste sans changement).

Motifs. – L'article 53 de l'Arrangement concernant les colis postaux définit le principe général de l'attribution des quotes-parts aux Administrations. Cette attribution est effectuée, en principe, par colis. Dans le cas de transmission par dépêches directes, les quotes-parts peuvent également être attribuées globalement par coupure de poids.

En outre, l'article 53, paragraphe 3, offre la possibilité aux Administrations, toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, de s'entendre pour se faire créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

La détermination de ces rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme sur la base d'éléments statistiques est stipulée à l'article 149 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux. Cette méthode pourrait être simplifiée davantage si un taux de rémunération unitaire pouvait être appliqué, sans égard au pays d'origine, à tous les colis reçus par une Administration partie à ladite méthode.

Dans le but de signaler aux Administrations des valeurs de référence leur permettant de fixer les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée par colis et par kilogramme de poids brut des dépêches, il est proposé de compléter l'article 46 par les taux indicatifs sus-indiqués.

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

CONSEIL EXÉCUTIF

5046.3

Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée /.../ pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	
1	Taux indicatif	
	2	
	fr-or	DTS
Jusqu'à 1 kg	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53

Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. Toutefois, leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ne peuvent pas dépasser de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts de départ.

1bis. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée sont publiées par le Bureau international dans le Recueil des colis postaux.

2 à 4. (Sans changement.)

Motifs. – L'article I du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux montre que de nombreuses Administrations aimeraient fixer, par dérogation à l'article 46, des quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à celui de leurs quotes-parts territoriales de départ. Ceci est justifié par les frais plus élevés que cause le traitement des colis à l'arrivée.

Les études ont montré que la plupart des pays participant au service des colis postaux sont en faveur d'une libéralisation partielle permettant une augmentation des quotes-parts territoriales d'arrivée jusqu'à 30 pour cent par rapport aux quotes-parts territoriales de départ.

A des fins de contrôle, le Bureau international de l'Union postale universelle publiera dans le Recueil des colis postaux non seulement les quotes-parts territoriales d'arrivée mais également les quotes-parts territoriales de départ.

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

PAKISTAN

5046.4

Amendement à la proposition 5046.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée fixées comme suit, pour chaque pays et chaque colis /.../:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	
	Taux indicatif	
1	2	
	fr-or	DTS
Jusqu'à 1 kg	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53

Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. /.../

Motifs. – Il a été suggéré de supprimer la restriction attachée à la réduction des quotes-parts de départ. Les quotes-parts de départ correspondent essentiellement aux coûts de traitement des colis envoyés à l'étranger encourus par l'Administration d'origine. Il serait donc judicieux de laisser chaque Administration libre de réduire ce montant si celle-ci veut, pour des raisons économiques et sociales, accorder des avantages à ses usagers, toute perte résultant de cette politique étant supportée par l'Administration concernée. D'autre part, le coût de traitement d'un colis à destination de l'étranger étant bien inférieur au coût de traitement d'un colis étranger arrivant, il n'y a pas lieu de lier les quotes-parts de départ et les quotes-parts d'arrivée d'une manière qui maintienne la quote-part de départ à un taux élevé. Cet aspect est déjà pris en compte par le terme de taux indicatif figurant dans le présent article.

Article 47

Quote-part territoriale de transit

FINLANDE

5047.1/Rev 1

Paragraphe 1. Ajouter la nouvelle colonne ci-après:

en plus,
pour chaque 5 kg
ou une fraction
au-dessus de 20 kg

8

fr DTS

<u>3.00</u>	<u>0.98</u>
<u>4.20</u>	<u>1.37</u>
<u>5.60</u>	<u>1.83</u>
<u>0.80</u>	<u>0.26</u>

Motifs. – Conséquence de la proposition 5002.1.

Article 47

Quote-part territoriale de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

5047.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après:

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit											
	jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
	2	3	4	5	6	7						
1	fr-or DTS		fr-or DTS		fr-or DTS		fr-or DTS		fr-or DTS		fr-or DTS	
Jusqu'à 600 km	0,60	0,20	1,60	0,52	2,90	0,95	5,10	1,67	8,30	2,71	11,50	3,76
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0,90	0,29	2,30	0,75	4,10	1,34	7,30	2,38	11,90	3,89	16,50	5,39
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	1,20	0,39	3,10	1,01	5,50	1,80	9,80	3,20	15,90	5,19	22,10	7,22
Au-delà de 2000 km par 1000 km en sus	0,30	0,10	0,70	0,23	1,40	0,46	2,40	0,78	3,90	1,27	5,40	1,76

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 53, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit			
	par colis		par kg de poids brut des dépêches	
	fr-or	DTS	fr-or	DTS
Jusqu'à 600 km	4,50	1,47	0,60	0,20
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	6,40	2,09	0,90	0,29
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	8,60	2,81	1,20	0,39
Au-delà de 2000 par 1000 km en sus	2,00	0,65	0,30	0,10

Motifs. -

Quotes-parts territoriales de transit établies selon l'article 47 de l'Arrangement concernant les colis postaux

Conformément à la résolution C 22 du Congrès de Hamburg, le Conseil exécutif a décidé de rajuster les quotes-parts territoriales de transit en fonction des frais de transit territorial révisés de la poste aux lettres. La méthode utilisée pour calculer les nouvelles quotes-parts proposées ci-dessus est la même que celle employée pour l'établissement des quotes-parts actuelles, c'est-à-dire la «méthode comparative colis postaux – poste aux lettres» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo (voir les Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452). En résumé, cette méthode consiste à fixer le montant des quotes-parts de transit par référence aux frais de transit territorial. A cet effet, les poids moyens déterminés pour chaque coupure de poids (soit 1; 2,5; 4,5; 8; 13 et 18 kg respectivement pour les coupures de poids de 1; 3; 5; 10; 15 et 20 kg) sont multipliés par les taux révisés des frais de transit territorial afférents à chaque échelon de distance prévu à l'article 47, paragraphe 1, de l'Arrangement.

Toutefois, étant donné que ces échelons de distance ne concordent pas avec ceux du barème des frais de transit territorial (à l'exception de celui de 600 à 1000 km), les taux des frais de transit appliqués pour le calcul des nouvelles quotes-parts sont les suivants (ces taux ont été déterminés au cours de l'établissement des barèmes révisés des frais de transit – voir Congrès – Doc 61):

Jusqu'à 600 km	0,64 franc-or
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0,92 franc-or
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	1,23 franc-or
Au-delà de 2000 par 1000 km en sus	0,29 franc-or

Les quotes-parts proposées ont été arrondies au décime inférieur ou supérieur selon que la fraction atteint ou non 0,05.

Quotes-parts territoriales de transit établies selon l'article 53, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant les colis postaux (quotes-parts par colis ou par kg de poids brut des dépêches)

L'article 53 de l'Arrangement concernant les colis postaux définit le principe général de l'attribution des quotes-parts aux Administrations. Cette attribution est effectuée, en principe, par colis. Dans le cas de transmission par dépêches directes, les quotes-parts peuvent également être attribuées globalement par coupure de poids.

En outre, l'article 53, paragraphe 3, offre aux Administrations, toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, de s'entendre pour se faire créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

La détermination de ces rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme sur la base d'éléments statistiques est stipulée à l'article 149 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux. Cette méthode pourrait être simplifiée davantage si un taux de rémunération unitaire pouvait être appliqué, sans égard au pays d'origine, à tous les colis reçus par une Administration partie à ladite méthode.

Dans le but de signaler aux Administrations des valeurs de référence leur permettant de fixer les quotes-parts territoriales de transit par colis et par kilogramme de poids brut des dépêches, il est proposé de compléter l'article 47 par les taux indicatifs sus-indiqués.

Note du Bureau international. – Le Groupe de travail des colis postaux a calculé pour le Congrès de Hamburg la valeur des montants «au-delà de 2000 km par 1000 km en sus» en utilisant les informations ci-après:

	Fr-or	écart entre deux échelons	Fr-or	écart entre deux échelons	Fr-or	écart entre deux échelons	Fr-or	écart entre deux échelons	Fr-or	écart entre deux échelons	Fr-or	écart entre deux échelons
	0-1 kg		1-3 kg		3-5 kg		5-10 kg		10-15 kg		15-20 kg	
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000 km	1.4		3.6		6.5		11.5		18.7		26.0	
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000 km	1.7	0.3	4.3	0.7	7.8	1.3	13.8	2.3	22.4	3.7	31.1	5.1
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000 km	2.0	0.3	5.0	0.7	8.9	1.1	15.9	2.1	25.8	3.4	35.8	4.7
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000 km	2.2	0.2	5.6	0.6	10.0	1.1	17.8	1.9	29.0	3.2	40.1	4.3

Ces données ont permis de calculer les taux d'augmentation pour les distances «au-delà de 2000 km par 1000 km en sus». Les montants de ceux-ci ont été déterminés afin de respecter une certaine homogénéité, et ont été arrondis comme suit:

	Jusqu'à 1 kg	Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
	fr-or	fr-or	fr-or	fr-or	fr-or	fr-or
Taux d'augmentation	0,30	0,70	1,50	2,20	3,60	5,00

Ces montants ont été adoptés par le Congrès de Hamburg.

Dans le barème de Washington, on constate une seule diminution, soit pour les colis de 3 à 5 kg (1,40 fr-or au lieu de 1,50 fr-or). Pour conserver dans ce barème une parfaite homogénéité avec le barème de Hamburg, il serait nécessaire que la valeur de 1,40 fr-or obtenue dans ce projet de barème soit portée à 1,50 fr-or.

Cependant, cette opération fausserait les calculs effectués pour le nouveau projet dans lequel on peut remarquer que les prix par 1000 km sont bien plus homogènes d'un échelon de poids à un autre. En effet, la valeur de 1,40 fr-or obtenue pour les colis de 3 à 5 kg est bien plus près de celle de 1,35 fr-or (obtenue en multipliant le poids moyen de cette coupure de poids de 4,5 kg par la valeur afférente aux colis de 1 kg) que la valeur de 1,50 fr-or.

De ce fait, le Bureau international recommande de conserver cette valeur de 1,40 fr-or, même si elle est inférieure à celle du barème de Hamburg.

Article 48

Quote-part maritime

FINLANDE

5048.1/Rev 1

Paragraphe 2. Ajouter la nouvelle colonne ci-après:

en plus,
pour chaque 5 kg
ou une fraction
au-dessus de 20 kg

9

<u>fr</u>	<u>DTS</u>
<u>1.80</u>	<u>0.59</u>
<u>2.40</u>	<u>0.78</u>
<u>2.80</u>	<u>0.91</u>
<u>3.20</u>	<u>1.05</u>
<u>3.50</u>	<u>1.14</u>
<u>3.80</u>	<u>1.24</u>
<u>4.00</u>	<u>1.30</u>
<u>4.20</u>	<u>1.37</u>
<u>4.40</u>	<u>1.44</u>
<u>0.10</u>	<u>0.03</u>

Motifs. – Conséquence de la proposition 5002.1.

Article 48

Quote-part maritime

CONSEIL EXÉCUTIF

5048.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Echelons de distance		Coupures de poids											
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr-or	DTS	fr-or	DTS	fr-or	DTS	fr-or	DTS	fr-or	DTS	fr-or	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0.50	0.16	1.20	0.39	2.10	0.69	3.70	1.21	6.00	1.96	8.30	2.71
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	0.60	0.20	1.40	0.46	2.50	0.82	4.40	1.44	7.20	2.35	10.00	3.27
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	0.60	0.20	1.60	0.52	2.90	0.95	5.10	1.67	8.30	2.71	11.40	3.72
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	0.70	0.23	1.80	0.59	3.20	1.05	5.70	1.86	9.20	3.01	12.70	4.15
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	0.80	0.26	1.90	0.62	3.40	1.11	6.10	1.99	9.90	3.23	13.70	4.48
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	0.80	0.26	2.00	0.65	3.60	1.18	6.50	2.12	10.50	3.43	14.60	4.77
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	0.90	0.29	2.10	0.69	3.80	1.24	6.80	2.22	11.10	3.63	15.30	5.00
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	0.90	0.29	2.20	0.72	4.00	1.31	7.10	2.32	11.50	3.76	16.00	5.23
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0.90	0.29	2.30	0.75	4.10	1.34	7.40	2.42	12.00	3.92	16.60	5.42
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1852 en sus	0.10	0.03	0.10	0.03	0.10	0.03	0.20	0.07	0.40	0.13	0.50	0.16

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 53, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

Echelons de distance		Quote-part maritime			
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1.852 km	par colis		par kg de poids brut des dépêches	
		fr-or	DTS	fr-or	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	3.20	1.05	0.50	0.16
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	3.90	1.27	0.60	0.20
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	4.40	1.44	0.60	0.20
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	5.00	1.63	0.70	0.23
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	5.30	1.73	0.80	0.26
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	5.70	1.86	0.80	0.26
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	6.00	1.96	0.90	0.29
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	6.20	2.03	0.90	0.29
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	6.40	2.09	0.90	0.29
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1852 en sus	0.20	0.07	0.10	0.03

Motifs. –

Quotes-parts maritimes établies selon l'article 48 de l'Arrangement concernant les colis postaux
Conformément à la résolution C 22 du Congrès de Hamburg, le Conseil exécutif a décidé de rajuster les quotes-parts maritimes en fonction des frais de transit maritime révisés de la poste aux lettres. A l'instar des quotes-parts actuelles, le rajustement a été fait sur la base desdits frais de transit majorés de 10 pour cent (voir annotation 2, lettre b), au titre IV de l'Arrangement, Code annoté, 3e fascicule, page 59). La méthode utilisée pour calculer les nouvelles quotes-parts proposées ci-dessus est la même que celle employée pour l'établissement des quotes-parts actuelles, c'est-à-dire la «méthode comparative colis postaux – poste aux lettres» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo (voir les Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452). En résumé, cette méthode consiste à fixer le montant des quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit maritime. A cet effet, les poids moyens déterminés pour chaque coupure de poids (soit 1; 2,5; 4,5; 8; 13 et 18 kg respectivement pour les coupures de poids de 1; 3; 5; 10; 15 et 20 kg) sont multipliés par les taux révisés (majorés de 10 pour cent) des frais de transit maritime afférents à chaque échelon de distance prévu à l'article 48, paragraphe 1, de l'Arrangement. Toutefois, étant donné que ces échelons de distance ne concordent pas avec ceux du barème des frais de transit maritime jusqu'à l'échelon de 3000 à 4000 milles marins, les taux des frais de transit appliqués pour le calcul des nouvelles quotes-parts sont les suivants (ces taux ont été déterminés au cours de l'établissement des barèmes révisés des frais de transit – voir Congrès – Doc 61):

Jusqu'à 500 milles marins	0,63 franc-or
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	0,76 franc-or
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	0,87 franc-or
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	0,97 franc-or
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	1,04 franc-or

Au-delà de 4000 milles marins, taux des frais de transit maritime.

Les nouvelles quotes-parts proposées sont des quotes-parts de base, c'est-à-dire des quotes-parts qui, majorées de 50 pour cent, correspondent aux frais de transit maritime révisés de la poste aux lettres majorés de 10 pour cent. Elles ont été arrondies au décime inférieur ou supérieur selon que la fraction atteint ou non 0,05.

Quotes-parts maritimes établies selon l'article 53, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant les colis postaux (quotes-parts par colis ou par kg de poids brut des dépêches)

L'article 53 de l'Arrangement concernant les colis postaux définit le principe général de l'attribution des quotes-parts aux Administrations. Cette attribution est effectuée, en principe, par colis. Dans le cas de transmission par dépêches directes, les quotes-parts peuvent également être attribuées globalement par coupure de poids.

En outre, l'article 53, paragraphe 3, offre aux Administrations, toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, de s'entendre pour se faire créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

La détermination de ces rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme sur la base d'éléments statistiques est stipulée à l'article 149 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux. Cette méthode pourrait être simplifiée davantage si un taux de rémunération unitaire pouvait être appliqué, sans égard au pays d'origine, à tous les colis reçus par une Administration partie à ladite méthode.

Dans le but de signaler aux Administrations des valeurs de référence leur permettant de fixer les quotes-parts maritimes par colis et par kilogramme de poids brut des dépêches, il est proposé de compléter l'article 48 par les taux indicatifs sus-indiqués.

Note du Bureau international. – L'augmentation des prix du barème étant assez faible pour les différentes distances au-delà de 500 milles marins, l'arrondissement effectué sur les valeurs en fr-or entraîne une égalité de prix pour les colis de 1 kg sur les distances suivantes: 500 à 1000 et 1000 à 2000 milles marins; 3000 à 4000 et 4000 à 5000 milles marins; 5000 à 6000, 6000 à 7000 et 7000 à 8000 milles marins. La même situation s'est produite déjà lors du calcul des quotes-parts maritimes adoptées par le Congrès de Hamburg 1984 (4000 à 5000, 5000 à 6000 et 6000 à 7000 milles marins).

Article 50

Application de nouvelles quotes-parts
à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement

PAKISTAN

5050.1

Le modifier comme suit:

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique ou par tout moyen télématique approprié, toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours.

Motifs. – Dans le but d'utiliser tous les services appropriés à l'information la plus rapide de l'Administration concernée.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 51

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

CONSEIL EXÉCUTIF

5051.1

Paragraphe 4 et 5. Les modifier comme suit:

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays du courrier international a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 km. Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

5. Les frais visés au paragraphe 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien des colis-avion dans le pays de destination moins les frais de transport correspondants par voie de surface, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est calculée par le Bureau international en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.

Motifs. – Conséquence des propositions 4082.2 et 4083.1.

Article 51

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

CHINE (RÉP. POP.)

5051.2

Amendement à la proposition 5051.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les frais visés au paragraphe 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien des colis-avion dans le pays de destination moins /.../ le taux des frais de transport correspondants par voie de surface, (le reste sans changement).

Motifs. – Modification rédactionnelle.

Article 56

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

5056.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

1bis. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à cet Arrangement.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement /.../ doivent réunir:
- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement et de son Protocole final /.../;
 - b) (supprimé);
 - c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
 - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Protocole final /.../;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

Motifs. – Conséquence de la proposition 1022.1, visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 72, chiffre 18.

Concernant le paragraphe 2, lettre c), chiffre 1°, les termes «hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution» n'ont absolument rien à faire dans un tel article. Il convient donc de les supprimer.

COLIS, ARRANGEMENT, PROTOCOLE FINAL

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

AFGHANISTAN

5301.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 2 suivant:

2. Par dérogation à l'article 46, l'Administration d'Afghanistan est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après en plus de celles mentionnées dans cet article:

-	colis jusqu'à	1 kg	7,87 fr-or
-	au-dessus de	1 kg jusqu'à 3 kg	9,00 fr-or
-	au-dessus de	3 kg jusqu'à 5 kg	10,72 fr-or
-	au-dessus de	5 kg jusqu'à 10 kg	15,75 fr-or
-	au-dessus de	10 kg jusqu'à 15 kg	20,25 fr-or
-	au-dessus de	15 kg jusqu'à 20 kg	27,00 fr-or

Motifs. – En raison de la situation géographique et du faible niveau de développement de notre pays qui expliquent la mauvaise qualité des liaisons entre la capitale, les capitales de provinces et les districts, les quotes-parts territoriales normales n'arrivent pas à couvrir les coûts du service de distribution des colis à l'arrivée. Pour que les quotes-parts correspondent aux coûts du service, il nous faut percevoir des quotes-parts territoriales exceptionnelles.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

CHILI

5301.2

Par dérogation à l'article 46, le Chili se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ÉGYPTE

5301.3

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation à l'article 46, l'Administration postale de la République arabe d'Egypte est autorisée à percevoir une quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle de 20 fr-or par colis, en plus de celles mentionnées dans l'article précitée.

Motifs. –

- En raison des circonstances économiques que traverse la République arabe d'Egypte;
- en vue d'étendre le service des colis postaux et de couvrir les coûts élevés du service des colis postaux d'arrivée.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

PAKISTAN

5301.4

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Pakistan se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

BRÉSIL

5301.5

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Brésil se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

GRÈCE

5301.6

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Grèce se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

SRI LANKA

5301.7

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Sri Lanka se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

BULGARIE (RÉP. POP.)

5301.8

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Bulgarie (Rép. pop.) se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

TCHÉCOSLOVAQUIE

5301.9

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Tchécoslovaquie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

SOMALIE

5301.10

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Somalie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

BAHRAIN

5301.11

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Bahrain se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Couvrir les frais découlant du traitement des colis d'arrivée, lesquels sont nettement supérieurs à ceux occasionnés par les colis de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

5301.12

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Rép. dém. allemande se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Couvrir les frais découlant du traitement des colis d'arrivée, lesquels sont nettement supérieurs à ceux occasionnés par les colis de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ÉTHIOPIE

5301.13

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de l'Éthiopie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ZIMBABWE

5301.14

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Zimbabwe se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

5301.15

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Papouasie – Nouvelle-Guinée se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

KENYA **5301.16**

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Kenya se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

MALAISIE **5301.17**

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Malaisie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

SINGAPOUR **5301.18**

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de Singapour se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

BRUNEI DARUSSALAM

5301.19

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de Brunei Darussalam se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

YÉMEN (RÉP. DÉM. POP.)

5301.20

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Yémen (Rép. dém. pop.) se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

YÉMEN (RÉP. ARABE)

5301.21

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Yémen (Rép. arabe) se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ZAMBIE

5301.22

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Zambie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

JORDANIE

5301.23

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Jordanie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

SYRIENNE (RÉP. ARABE)

5301.24

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la République arabe syrienne se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

VIET NAM

5301.25

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Viet Nam se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

GHANA

5301.26

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Ghana se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

VÉNÉZUÉLA

5301.27

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Vénézuéla se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

UGANDA

5301.28

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de l'Ouganda se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ISRAËL

5301.29

Par dérogation à l'article 46, l'Administration d'Israël se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ALGÉRIE

5301.30

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de l'Algérie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

BÉNIN

5301.31

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Bénin se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

CONGO (RÉP. POP.)

5301.32

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la République populaire du Congo se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

LIBAN

5301.33

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Liban se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

SIERRA LEONE

5301.34

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Sierra Leone se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

IRAQ

5301.35

Par dérogation à l'article 46, l'Administration d'Iraq se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

NÉPAL

5301.36

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Népal se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

MONGOLIE (RÉP. POP.)

5301.37

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de Mongolie (Rép. pop.) se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

GAMBIE

5301.38

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de la Gambie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

GABON

5301.39

Par dérogation à l'article 46, l'Administration du Gabon se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

ANGOLA

5301.40

Par dérogation à l'article 46, l'Administration de l'Angola se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article I

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

EL SALVADOR

5301.41

Par dérogation à l'article 46, l'Administration d'El Salvador se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

AFGHANISTAN

5302.1

Tableau, numéro d'ordre 1, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
1	Afghanistan	<u>4.70</u>	<u>1.54</u>	<u>6.00</u>	<u>1.96</u>	<u>7.50</u>	<u>2.45</u>	<u>9.00</u>	<u>2.94</u>	<u>14.00</u>	<u>4.57</u>	<u>18.00</u>	<u>5.88</u>

Motifs. – En raison de la situation géographique et du faible niveau de développement de notre pays qui expliquent la mauvaise qualité des liaisons entre la capitale, les capitales de provinces et les districts, les quotes-parts territoriales normales n'arrivent pas à couvrir les coûts du service de distribution des colis à l'arrivée. Pour que les quotes-parts correspondent aux coûts du service, il nous faut percevoir des quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

ÉGYPTE **5302.2**

Tableau, numéro d'ordre 24, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
24	Egypte	<u>3.00</u>	<u>3.00</u>	<u>3.00</u>	<u>6.00</u>	<u>6.00</u>	<u>6.00</u>

Motifs. – Les circonstances économiques que traverse la République arabe d’Egypte. Les coûts du service sont élevés en ce qui concerne les colis en transit par la République arabe d’Egypte en raison du taux élevé des frais de transport par chemin de fer du fait de l’éloignement des bureaux d’échange.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

FRANCE

5302.3

Tableau, numéro d'ordre 28, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
28	France	1,00	0,33	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61

Motifs. – Pour couvrir ses coûts d'exploitation, la France souhaite pouvoir appliquer, le cas échéant, tout ou partie des quotes-parts de transit exceptionnelles indiquées ci-dessus.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

BAHRAIN

5302.4

Tableau, numéro d'ordre 6, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
6	Bahrain	2,55	2,70	3,00	4,00	<u>4,60</u>	<u>6,00</u>

Motifs. – Vu que nous appliquons les deux dernières catégories de poids de 15 et de 20 kg, nous avons ajouté les quotes-parts de transit exceptionnelles relatives à ces catégories dans les colonnes 7 et 8, alors que nous avons conservé telles quelles nos quotes-parts de transit exceptionnelles pour les autres catégories de poids. Il est ainsi possible de couvrir les frais encourus.

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

AUSTRALIE

5302.5

Tableau, numéro d'ordre 4, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
4	Australie	<u>0,70</u>	<u>0,70</u>	<u>0,95</u>	<u>1,45</u>	<u>2,10</u>	<u>2,75</u>

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

INDE

5302.6

Tableau, numéro d'ordre 33, colonnes 3 à 8. Les modifier comme suit:

1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
33	Inde	<u>4,75</u>	<u>4,75</u>	<u>4,75</u>	<u>6,30</u>	<u>6,30</u>	<u>6,30</u>

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

ZIMBABWE

5302.7

Tableau, numéro d'ordre 73bis, colonnes 3 à 8. Insérer les montants suivants:

1	2	3	4	5	6	7	8
		DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS
73bis	Zimbabwe	1,31	1,63	1,96	2,45	2,94	3,27

Article II

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

ZAMBIE

5302.8

Tableau, numéro d'ordre 73, colonnes 7 et 8. Insérer les montants suivants:

1	2	3	4	5	6	7	8
						DTS	DTS
73	Zambie					<u>5.08</u>	<u>7.06</u>

Article IV

Quotes-parts maritimes

BRÉSIL

5304.1

Ajouter à son ordre alphabétique «le Brésil».

Motifs. – Hausse des tarifs de 50% pour couvrir le coût réel du transport maritime (Colis, Arrangement, articles 48 et 49).

Article IV

Quotes-parts maritimes

PORTUGAL

5304.2

Insérer à son ordre alphabétique «le Portugal».

Motifs. – Pour couvrir les frais à payer aux compagnies maritimes pour le transport maritime des colis.

Article IV

Quotes-parts maritimes

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5304.3

L'Allemagne, Rép. féd. d', se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

Motifs. – La Deutsche Bundespost se voit obligée de formuler cette réserve afin d'éviter des difficultés que l'on craint au cas où les frais augmenteraient jusqu'en 1995.

Article IV

Quotes-parts maritimes

FRANCE

5304.4

La France se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

Motifs. – Pouvoir majorer éventuellement les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49 de manière à couvrir les frais à payer aux compagnies maritimes pour le transport des colis.

Article IV

Quotes-parts maritimes

GRÈCE

5304.5

La Grèce se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

Motifs. – La Grèce se voit obligée de formuler cette réserve afin d'éviter des difficultés que l'on craint au cas où les frais augmenteraient jusqu'en 1995.

Article IV

Quotes-parts maritimes

FINLANDE

5304.6

La Finlande se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

Motifs. – La Finlande se voit obligée de formuler cette réserve afin d'éviter des difficultés que l'on craint au cas où les frais augmenteraient jusqu'en 1995.

Article IV

Quotes-parts maritimes

ESPAGNE

5304.7

L'Espagne se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

Motifs. – Pour pouvoir couvrir les frais de transport dans le cas des augmentations éventuelles des tarifs maritimes.

Article VI

Quotes-parts supplémentaires

PORTUGAL

5306.1/Rev 2

Ajouter le paragraphe 6bis suivant:

6bis. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne en transit entre le Portugal continental et les régions autonomes de Madère et Açores donne lieu à la perception des quotes-parts et des frais supplémentaires suivants:

a) colis «voie de surface»

1° la quote-part territoriale de transit portugaise;

2° la quote-part maritime portugaise correspondant à l'échelon de distance séparant le Portugal continental de chacune des régions autonomes en cause;

b) colis-avion

1° la quote-part territoriale de transit portugaise;

2° les frais de transport aérien correspondant à la distance aéropostale séparant le Portugal continental de chacune des régions autonomes en cause.

Motifs. – Pour couvrir les frais de transport respectifs.

Article VI

Quotes-parts supplémentaires

ÉGYPTE

5306.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les Administrations postales de la République arabe d'Égypte et de la République /.../ du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 2 francs en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article 47, paragraphe 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Égypte) et Wadi Halfa (Soudan).

Motifs. – Taux élevés pour le transport par bateau entre les deux Administrations.
Les circonstances économiques actuelles des deux Administrations.

Article VI

Quotes-parts supplémentaires

FRANCE

5306.3

Paragraphe 1. Remplacer «de la Collectivité de Mayotte» par «des Collectivités de Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon».

Motifs. – Couvrir les coûts de réacheminement des colis à destination des Départements et Territoires français d'outre-mer acheminés en transit par la France métropolitaine.

Article VI

Quotes-parts supplémentaires

ESPAGNE

5306.4

Ajouter le paragraphe 6bis suivant:

6bis. Les colis adressés aux provinces insulaires de Grande Canarie et Tenerife, acheminés en transit par l'Espagne continentale, donneront lieu à la perception, outre la quote-part territoriale d'arrivée correspondante, aux quotes-parts supplémentaires suivantes:

a) colis «voie de surface»

1° la quote-part territoriale de transit espagnole;

2° la quote-part maritime espagnole correspondant à la distance de 1000 à 2000 milles marins;

b) colis-avion

- les frais de transport aérien correspondant à la distance aéropostale entre l'Espagne continentale et chacune des provinces insulaires considérées.

Motifs. – La réserve vise à couvrir les frais de transport encourus par l'Administration espagnole pour les colis en transit entre l'Espagne continentale et les provinces insulaires des îles Canaries. Les colis acheminés directement sur les îles ne sont pas concernés.

Article VII

Tarifs spéciaux

PANAMA (RÉP.)

5307.1

Ajouter le paragraphe 2bis ci-après:

2bis. L'Administration du Panama est autorisée à percevoir 0,60 franc-or (0,20 DTS) par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

Article VII

Tarifs spéciaux

FRANCE

5307.2

Paragraphe 1. Maintenir, à son ordre alphabétique, «de France».

Motifs. – En raison des coûts induits par la priorité qu'elle accorde au traitement des colis postaux-avion (dédouanement, acheminement et livraison), la France souhaite pouvoir appliquer pour ces colis des quotes-parts d'arrivée plus élevées que celles des colis de surface.

Article VII

Tarifs spéciaux

LIBAN

5307.3

Paragraphe 2. Maintenir la réserve suivante concernant le Liban:

2. L'Administration postale du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.

Article X

Retrait. Modification ou correction d'adresse

COSTA-RICA

5310.1

Ajouter, à son ordre alphabétique, «le Costa-Rica».

Article XII

Exceptions au principe de la responsabilité

IRAQ

5312.1

Modifier la réserve actuelle comme suit:

Par dérogation à l'article 39, la République d'Iraq est autorisée à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays à destination de l'Iraq et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile ou périssable.

Article XIII

Dédommagement

BRÉSIL

5313.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer l'article 39 en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie, y compris les cas visés aux articles 40 et 42.

Article XIII

Dédommagement

EL SALVADOR

5313.2

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre alphabétique, «El Salvador».

Article XIII

Dédommagement

DOMINICAINE (RÉP.)

5313.3

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre alphabétique, «la Dominicaine (Rép.)»

Article XIII

Dédommagement

ZIMBABWE

5313.4

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre alphabétique, «le Zimbabwe».

Article XIII

Dédommagement

ANGOLA

5313.5

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre alphabétique, «l'Angola».

Article XIII

Dédommagement

GUATÉMALA

5313.6

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre alphabétique, «le Guatemala».

Article XIV

Paielement de l'indemnité

LIBAN

5314.1

L'Administration postale du Liban n'est pas tenue d'observer l'article 43, paragraphe 4, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai prescrit. Elle n'accepte pas en outre que l'expéditeur ou le destinataire soient désintéressés par une autre Administration pour son compte à l'expiration du délai précité.

Motifs. – En raison de l'absence de documents et des locaux étroits utilisés actuellement.

Article XIV

Paielement de l'indemnité

MAURITANIE

5314.2

Ajouter, à son ordre alphabétique, «la Mauritanie (Rép. islamique)».

Article XIV

Paielement de l'indemnité

GUINÉE

5314.3

Ajouter, à son ordre alphabétique, «la Guinée».

Article XIV

Paielement de l'indemnité

ANGOLA

5314.4

Ajouter, à son ordre alphabétique, «l'Angola».

COLIS, RÈGLEMENT, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

5500.1

Résolution

Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la résolution C 22 du Congrès de Hamburg 1984,

étant donné:

- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);
- que ces mêmes quotes-parts ont été calculées d'après la méthode dite «des moindres carrés» donnant une équation des courbes des prix moyens (méthode de Hamburg 1984),

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989);
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 47 et 48 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

Motifs. – Ajuster les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée à l'évolution des prix de revient et maintenir le rapport existant entre les quotes-parts afférentes au transit territorial et maritime et les frais de transit de même nature de la poste aux lettres.

CONSEIL EXÉCUTIF

5500.2

Résolution

Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude qu'il a effectuée à la suite de la résolution C 22 adoptée par le Congrès de Hamburg 1984,

considérant:

- que les trois méthodes actuelles de fixation des quotes-parts territoriales et maritimes, soit par tranche de poids (articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement), soit par colis (article 53, paragraphe 3), soit par kg de poids brut des dépêches (article 53, paragraphe 3) ont pour conséquence une tendance inflationniste sur les tarifs;
- qu'un taux universel basé sur une rémunération à l'objet, pour tenir compte des charges fixes, et une rémunération selon le poids, pour tenir compte des charges variant avec celui-ci, tiendrait mieux compte de la réalité des coûts, compte tenu notamment de la moyenne de ces derniers dans l'ensemble des pays de l'Union;
- qu'un tel système de rémunération présenterait, outre le moyen d'éviter les tendances inflationnistes, également l'avantage de la simplification,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant taux par colis et taux par kg de poids brut de la dépêche, s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables;
- 2° de soumettre, le cas échéant, des propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

Motifs. – Il s'agit d'établir un taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes combinant un taux par colis et un taux par kg de poids brut des dépêches pour tenir compte des frais fixes et des frais variables et pour éviter ainsi la tendance inflationniste des trois méthodes actuelles de fixation des quotes-parts territoriales et maritimes prévues aux articles 46, 47, 48 et 53 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

COLIS, RÈGLEMENT

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations

SUISSE

5501.1

Paragraphe 1. Créer la nouvelle lettre cbis) suivante:

cbis) la liste de ses bureaux d'échange chargés du service des colis postaux avec les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et télécopieurs;

Motifs. – Les renseignements en question permettraient un contact rapide et direct entre les bureaux d'échange, notamment afin d'accélérer la liquidation des cas de recherches et autres irrégularités. Ces renseignements pourraient être repris dans le Recueil des colis postaux.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Suède.

Article 102

Voies d'acheminement et quotes-parts

CANADA

5502.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange expéditeur peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 163, paragraphe 3, du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route sur laquelle sa présence est signalée. Si, lors de

l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.

Motifs. – Voir proposition 2563.2.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Portugal, Suède, Vatican.

Article 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives ou des médicaments urgents

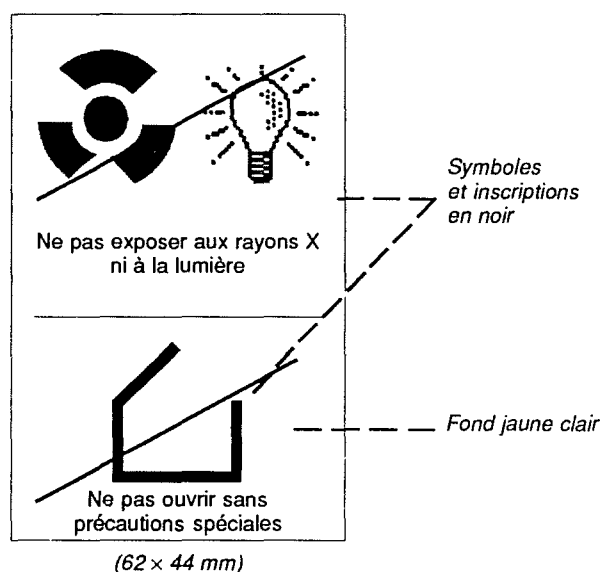
CONSEIL EXÉCUTIF

5505.1

Modifier le titre comme suit et ajouter au paragraphe 1 la lettre ibis) suivante:

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives, des médicaments urgents ou des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière

ibis) les envois contenant des marchandises que l'expéditeur ne souhaite pas voir faire l'objet d'un contrôle à l'aide d'appareils radiographiques ou qui ne devraient pas être ouverts sans précautions spéciales (matériel photographique, tissus vivants, etc.) doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur jaune clair portant la mention et les symboles suivants:



Motifs. – Cette proposition de l'Administration douanière de la Tchécoslovaquie, présentée à la 11e réunion du Comité de contact CCD/UPU, vise à créer une étiquette spéciale pour la désignation des colis postaux qui ne doivent pas être ouverts en raison de la sensibilité de leur contenu. Une enquête menée par le BI (lettre-circulaire n° 3710(B)1880 du 26 septembre 1986) a fait ressortir que les Administrations postales, comme les Administrations douanières, favorisent l'utilisation d'une étiquette spéciale pour désigner les colis en question, la douane se réservant toutefois le droit de vérifier les envois visés si elle le juge nécessaire. Les symboles adoptés sont ceux utilisés par l'ISO. L'étiquette établie par le BI en collaboration avec la Tchécoslovaquie a été approuvée par le Comité de contact CCD/UPU et par le CE. Voir également la proposition 2518.1.

Article 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives ou des médicaments urgents

CONSEIL EXÉCUTIF

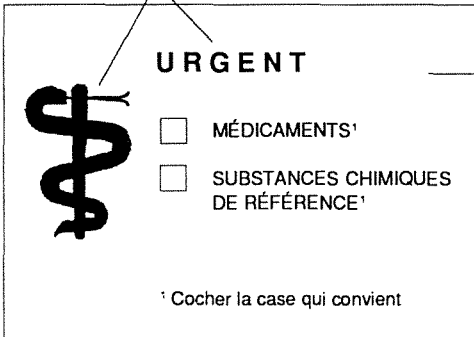
5505.2

Modifier le titre et la lettre i) du paragraphe 1 comme suit:

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives, des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence

- i) médicaments urgents et substances chimiques de référence: les colis contenant des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants:

Symbole et inscription en noir



URGENT

☐ MÉDICAMENTS¹

☐ SUBSTANCES CHIMIQUES DE RÉFÉRENCE¹

¹ Cocher la case qui convient

Fond vert clair

(Dimensions 62 × 44 mm)

Motifs. – Suite à une résolution adoptée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette organisation a demandé à l'UPU et au Conseil de coopération douanière (CCD) de lui apporter leur concours pour faciliter l'importation, au niveau international, des substances chimiques de référence. Le projet d'étiquette, élaboré par le Bureau international suite à des consultations au sein du Comité de contact CCD/UPU, a été approuvé par l'OMS ainsi que par le Comité de contact lors de sa treizième réunion en janvier 1988, et ensuite par le CE 1988.

Voir également la proposition 2518.2.

Article 108

Colis avec valeur déclarée

AUTRICHE

5508.1/Rev 1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et ajouter le paragraphe 2 suivant:

2. Chaque Administration a la faculté de fixer, pour la déclaration de valeur, un montant maximal jusqu'à concurrence duquel elle renoncera à appliquer les dispositions du paragraphe 1, lettres a) et b). Dans les relations entre pays dont les Administrations auront fixé des maxima différents sera appliqué le moins élevé des montants concernés.

Motifs. – A l'heure actuelle, seul un nombre négligeable d'expéditeurs sont en mesure de respecter les dispositions actuellement valables de l'article 108, lettres a) et b), du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux et qui, de ce fait, sont à considérer comme périmées. A part la nécessité urgente d'adapter les dispositions concernées aux exigences actuelles, il conviendra de tenir compte du fait qu'il existe – et qu'il existera toujours – une catégorie d'usagers ne disposant pas des moyens de fermeture exigés (touristes, particuliers expédiant des envois-cadeaux) ainsi qu'une autre catégorie de clients qui, pour des raisons économiques, préfèrent des emballages aussi simples que possible.

Il y aura donc lieu de faire bénéficier les catégories d'usagers précitées des avantages d'une sécurité accrue dans le transport des colis avec valeur déclarée et d'une indemnité plus élevée versée en cas de dommage. Il semble que le risque en résultant pour les Administrations postales puisse être couru sans autre par ces dernières, compte tenu des dispositions spéciales régissant le transport et la remise des colis avec valeur déclarée et jusqu'à un montant bien déterminé, même si, conformément à l'article 23, paragraphe 1, lettre b), chiffre 2°, la déclaration de valeur ne concerne qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis (ce qui signifie que l'expéditeur accepte de courir un plus grand risque ou bien qu'il en assure ailleurs la couverture complète).

Le montant de la déclaration de valeur définissant la non-application des dispositions de l'article 108, lettres a) et b), étant fonction des conditions de sécurité et des législations nationales des différentes Administrations, il serait recommandable de ne pas le préciser a priori.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd, d', Danemark, Grèce.

Article 108

Colis avec valeur déclarée

JAPON

5508.2/Rev 1

Le modifier comme suit:

Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé avec un ou plusieurs plombs, des cachets en cire identiques, des rubans adhésifs ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur; sur un seul et même colis, seule une empreinte ou marque uniforme peut être utilisée; s'il s'agit d'un colis dont la fermeture est constituée par une ficelle, il peut être scellé au moyen d'un seul plomb ou cachet de cire, appliqué de telle sorte que la ficelle ne puisse être ni dénouée ni enlevée sans qu'une trace de violation n'apparaisse; les Administrations peuvent convenir de ne pas exiger une telle empreinte ou marque;
- b) (début sans changement) les étiquettes sur lesquelles /.../ figure l'adresse peuvent être collées sur l'emballage même, auquel cas l'empreinte du timbre à date apposée par le bureau d'origine doit couvrir à la fois le bord de l'étiquette et l'emballage adjacent;
- c) (sans changement);
- d) la valeur doit être déclarée en monnaie du pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, soit en caractères latins, en toutes lettres, soit en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué ni au crayon ni au crayon-encre;
- dbis) par dérogation à lettre d) ci-dessus, les Administrations peuvent convenir de permettre la correction de la valeur déclarée, si cette correction est certifiée à la fois par l'expéditeur et un agent du bureau d'origine; lors de cette correction, la valeur déclarée initiale est barrée de deux gros traits horizontaux rouges et la signature ou la marque de l'expéditeur ainsi que l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine figurent sur le montant erroné; la nouvelle valeur déclarée est portée au-dessus des indications initiales;
- e) à g) (sans changement).

Motifs. – Cette proposition a pour objectif de:

- 1° permettre aux usagers de sceller les colis avec des rubans adhésifs, méthode plus simple actuellement utilisée par notre Administration en accord avec 45 autres Administrations afin d'encourager l'envoi de ce type de colis et de venir à bout de la sévère concurrence exercée par les compagnies de messageries privées qui disposent d'un système établi de garanties en cas d'irrégularités. Puisque, jusqu'à présent, aucune irrégularité n'a été constatée du fait de l'emploi de cette méthode, il semble opportun que l'UPU adopte celle-ci en l'ajoutant expressément à la liste des méthodes actuelles de fermeture; les Administrations qui souhaitent adopter cette méthode ont le choix entre les deux méthodes suivantes:
 - mettre du ruban adhésif à l'endroit où les deux côtés du papier se rejoignent, aucun sceau personnel ni signature de l'expéditeur n'étant exigé sur ce ruban au moment du dépôt;
 - mettre du ruban adhésif à l'endroit où les deux côtés du papier se rejoignent, le sceau personnel ou la signature de l'expéditeur étant exigé sur le ruban au moment du dépôt;

- 2° adopter une nouvelle technique pour les envois de courrier, les techniques informatiques étant aujourd'hui communément utilisées pour l'émission des étiquettes-adresse; il s'ensuit que les restrictions existantes quant à l'utilisation des étiquettes-adresse devraient être levées sous réserve de l'application de certaines modalités d'étiquetage et d'emballage du colis;
- 3° éviter à l'usager le souci de refaire l'emballage du colis s'il s'est trompé en indiquant la valeur déclarée.

Voir aussi la proposition 2533.2/Rev 1.

Article 108

Colis avec valeur déclarée

NOUVELLE-ZÉLANDE

5508.3/Rev 2

Ajouter la lettre ebis) suivante:

ebis) par dérogation aux lettres d) et e), les Administrations ont la faculté de s'entendre pour que la valeur déclarée ne figure pas sur l'envoi, que ce soit en monnaie du pays d'origine, en francs-or ou en DTS. Dans ce cas, la valeur est inscrite sur un récépissé à délivrer à l'expéditeur, conformément à l'article 23, paragraphe 3. Le bureau ayant accepté l'envoi conserve également sur place une trace écrite de cette valeur déclarée pour que l'on puisse s'y reporter en cas de réclamation;

Motifs. – Le but de cette proposition est de donner aux Administrations la possibilité de s'entendre entre elles pour ne pas réclamer que figure la valeur sur l'enveloppe d'un envoi avec valeur déclarée. L'expérience a montré que l'indication de la valeur déclarée sur des envois peut induire les employés en tentation et les inciter à commettre une malversation.

Le fait d'inscrire la valeur déclarée sur l'envoi et ses documents d'accompagnement ne détermine pas nécessairement la valeur des indemnités payables en cas de perte ou de dommage. Dans une telle éventualité, la vérification de la valeur déclarée originelle se fait en comparant celle-ci à la formule de réclamation C 9 qui est envoyée au bureau d'origine.

Les institutions bancaires ainsi que les importateurs et exportateurs de joaillerie, qui comptent parmi les clients les plus importants de la poste, expriment de plus en plus leur inquiétude que leur cause l'obligation d'avoir à faire apparaître la valeur déclarée sur les paquets. Les concurrents de la poste n'exigent pas l'indication de la valeur sur l'emballage des envois et, aux yeux des clients, cet avantage confère à l'acheminement d'objets de valeur un caractère bien plus grand de sécurité et de confidentialité. Aux termes de l'article 116, paragraphe 2, de la Convention, les documents douaniers peuvent être insérés dans l'envoi lui-même et l'article 121, paragraphe 6, du Règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux, permet aux Administrations d'origine et de destination de s'entendre pour que les documents d'accompagnement soient transmis selon d'autres systèmes. Il s'ensuit que, même aujourd'hui, les expéditeurs ont la faculté de cacher les renseignements concernant le contenu de leur envoi à l'intérieur même du paquet,

malgré le risque d'avoir à présenter ces renseignements aux douanes du pays de destination. L'obligation actuelle d'indiquer le montant de la valeur déclarée sur l'emballage des envois de valeur est incompatible avec le droit des expéditeurs de cacher la valeur et la nature du contenu de ces envois.

Il est donc proposé que si deux Administrations s'entendent pour ne pas exiger l'indication de la valeur déclarée sur l'envoi lui-même, la valeur soit en revanche portée sur le récépissé donné à l'expéditeur au moment du dépôt et qu'une trace de cet envoi soit conservée au bureau d'origine, afin de permettre la vérification de la valeur déclarée en cas de réclamations ultérieures. (Voir aussi la proposition 2533.1/Rev 1.)

Article 108

Colis avec valeur déclarée

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5508.4

Lettre b). La modifier comme suit:

- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse peuvent être collées sur l'emballage même; /.../

Motifs. – La proposition d'amendement répond aux exigences des développements techniques. Les formules – y compris les étiquettes – sont aujourd'hui confectionnées par de nombreuses entreprises à l'aide de l'informatique. L'adressage à la main des emballages prend d'ailleurs beaucoup de temps.

Grâce à la proposition énoncée ci-dessus, les Administrations postales répondraient aux vœux de nombreuses entreprises et la compétitivité du service des colis postaux s'en trouverait accrue.

Appuls. – Autriche, Suisse.

Article 111

Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt

PAKISTAN

5511.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique ou par un moyen télématique quelconque, le bureau d'origine en avertit /.../ le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

Motifs. – Dans le but d'utiliser tous les moyens appropriés à la communication d'une demande de l'expéditeur liée à l'accomplissement de formalités postérieurement au dépôt.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 112

Retrait. Modification d'adresse

PAKISTAN

5512.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. En règle générale, les demandes de modification, de correction d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles 144 et 145 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique ou télématique de modification ou de correction d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier;

la demande confirmative établie sur la formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation «Confirmation de la demande télégraphique ou télématique du ...»; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 144, paragraphe 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – Conséquence des propositions 5028.1 et 5031.1.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 119

Feuilles de route

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

5519.1

Paragraphe 1 et 3. Les modifier comme suit:

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface ou par S.A.L. sont inscrits, par le bureau d'échange expéditeur, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. (Le reste sans changement.)

3. Sauf entente spéciale, les feuilles de route par voie de surface et les feuilles de route S.A.L. doivent être numérotées séparément d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange expéditeur et pour chaque bureau d'échange de destination ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Les dispositions actuelles régissant la rédaction des feuilles de route CP 11 ne précisent pas que c'est la formule à utiliser pour les envois S.A.L. Or, il arrive parfois que les formules CP 20 «Feuille de route-avion» soient utilisées à tort pour les envois S.A.L. Pour des raisons pratiques, il est souhaitable que les feuilles de route par voie de surface et les feuilles de route S.A.L. soient numérotées d'après une série différente.

Voir aussi la proposition 5911.4 relative à la modification de la formule CP 11 pour qu'une mention particulière soit faite concernant les colis de surface envoyés par voie aérienne (S.A.L.).

Article 120

Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20

CHINE (RÉP. POP.)

5520.1

Paragraphe 2. Ajouter la lettre cbis) ci-après:

cbis) globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids est porté sur les feuilles de route, étant inscrits individuellement le numéro, le poids et l'origine de chaque colis.

Motifs. – Il s'agit là d'une combinaison de l'inscription individuelle et de l'inscription globale. Cette nouvelle méthode simplifiée pour l'établissement des feuilles de route permet non seulement d'atteindre le but de la simplification, mais aussi de répondre aux besoins souvent ressentis par des bureaux d'échange dans la vérification des colis d'arrivée et dans la réclamation et l'indemnisation des colis mis en cause.

Inscrire globalement par coupure de poids le nombre de colis permettrait aux bureaux d'échange de se dispenser de l'indication de la quote-part d'arrivée pour chaque colis de départ et de la vérification de celle-ci pour chaque colis d'arrivée. Ce qui simplifiera les travaux des bureaux d'échange, évitera toutes les discussions et modifications des comptes dues au changement des quotes-parts. Le fait que seuls les services de la comptabilité disposent des changements des quotes-parts, ceux-ci pourraient faire à temps la mise à jour, réduire les erreurs éventuelles et améliorer la qualité du règlement. Cette nouvelle méthode simplifiée, introduite depuis juillet 1987 dans nos relations avec plus de 50 Administrations postales, a connu un résultat satisfaisant.

Article 120

Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20

CHINE (RÉP. POP.)

5520.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Dans tous les cas d'inscription globale, les colis réexpédiés, les colis renvoyés à /.../ l'expéditeur ou les colis acheminés en transit à découvert jusqu'au dernier pays de transit (le reste sans changement).

Motifs. – Suivant le principe déterminé par le Congrès de Hamburg concernant le renvoi à l'expéditeur des colis non livrés, le terme «origine» doit être remplacé par le terme «expéditeur».

Article 121

Transmission des documents d'accompagnement des colis

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5521.1

Paragraphe 4. Le compléter comme suit:

4. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre b), les documents d'accompagnement sont placés dans une enveloppe autocollante transparente, conforme aux modèles CP 5 ou CP 5bis ci-annexés, qui est apposée sur le colis. Toutefois, dans les cas où il n'est pas possible d'apposer l'enveloppe autocollante transparente sur des colis en raison des dimensions de ces derniers et de la nature de leur emballage, les documents d'accompagnement sont solidement attachés sur les colis.

Motifs. – L'emballage des colis est souvent en tissu ou en une matière semblable, de sorte que les dimensions ne sont pas le seul critère à prendre en considération pour déterminer le mode de fixation des documents d'accompagnement.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Grèce, Irlande, Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article 121

Transmission des documents d'accompagnement des colis

CANADA**5521.2**

Paragraphe 4. Le compléter comme suit:

4. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre b), les documents d'accompagnement sont placés dans une enveloppe autocollante transparente, conforme aux modèles CP 5 ou CP 5bis ci-annexés, qui est apposée sur le colis. Toutefois, dans les cas où il n'est pas possible d'apposer l'enveloppe autocollante transparente sur des colis en raison des dimensions de ces derniers, ou de la nature du matériau qui les enveloppe, les documents d'accompagnement sont solidement attachés sur les colis.

Motifs. – La présente proposition envisage l'éventualité de l'impossibilité d'apposer l'enveloppe autocollante transparente sur le colis en raison du type de matériau utilisé pour envelopper le colis. Il s'agit d'un problème que l'on rencontre de plus en plus souvent et qui devrait être pris en compte en même temps que ceux que pose la dimension des colis.

Article 125

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

CHINE (RÉP. POP.)**5525.1**

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à /.../ l'expéditeur, sauf application de l'article 21, paragraphes 3 et 4, de l'Arrangement.

Motifs. – Suivant le principe déterminé par le Congrès de Hamburg concernant le renvoi à l'expéditeur des colis non livrés, le terme «origine» doit être remplacé par le terme «expéditeur».

Article 125

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5525.2

Paragraphe 4. Le compléter comme suit:

4. Les irrégularités constatées sont signalées sans délai par un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé établi selon l'article 126. Lorsque le bureau d'échange de destination n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu la totalité des sacs et colis en bon état.

Motifs. – L'amendement proposé ci-dessus est à notre avis important pour délimiter la responsabilité.

Appuis. – Autriche, Suisse.

Article 126

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification

FRANCE

5526.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'échange de destination doit établir une feuille de route de remplacement /.../.

Motifs. – Pour éviter toute contestation ultérieure, il paraît souhaitable qu'en cas d'absence de la feuille de route le bureau d'échange de destination établisse dans tous les cas un duplicata de la feuille de route.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Portugal, Suède, Suisse, Vatican.

Article 126

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification

HONGRIE (RÉP. POP.)

5526.2

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent un exemplaire. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

Motifs. – L'article 165, paragraphe 17, du Règlement d'exécution de la Convention prévoit un délai de deux mois pour le traitement des bulletins de vérification. Il serait opportun d'harmoniser ce délai dans les Actes, en prévoyant également un délai de deux mois dans le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Article 127

Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis

POLOGNE (RÉP. POP.)

5527.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids inférieures à 250 grammes, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification /.../; on établit les bulletins de vérification toujours dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des quotes-parts. Les différences constatées dans le poids d'un colis ne peuvent pas causer son renvoi.

Motifs. – Il est très fréquent qu'on arrondisse le poids déclaré à la limite supérieure de la coupure de poids; par exemple, dans le cas d'un colis de 6 kg, on inscrit le poids de 10 kg, ce qui est à l'origine de plusieurs malentendus dans les relations avec les destinataires des colis et, en conséquence, donne lieu à des réclamations et des paiements d'indemnités.

Article 132

Renvoi des récipients vides

ÉMIRATS ARABES UNIS

5532.1/Rev 1

Paragraphe 3. Le compléter comme suit:

3. Le renvoi des sacs vides a /.../ lieu sans frais et, sauf accord contraire, l'Administration d'origine qui expédie son courrier par la voie de surface prend en charge les frais résultant du renvoi des sacs vides lui appartenant.

Motifs. – D'après la première partie de ce paragraphe, le renvoi des sacs vides a lieu sans frais. Cependant, comme la voie empruntée à l'aller est parfois différente de celle du retour, puisque certaines Administrations font transporter tout leur courrier de surface par avion, tandis que d'autres Administrations continuent à l'expédier par voie maritime, il est difficile pour les Administrations de destination qui n'utilisent pas la voie maritime ou terrestre de renvoyer les grandes quantités de sacs vides par la voie aérienne qu'elles utilisent pour le transport de leur propre courrier. Ceci leur occasionne des frais dont elles ne sont pas responsables et il incombe aux Administrations d'origine de supporter les frais résultant du renvoi de leurs sacs vides. Voir également la proposition 2568.3/Rev 1.

Appuis. – Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Mauritanie, Oman, Qatar, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie.

Article 133

Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés

FRANCE

5533.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'exemplaire du procès-verbal CP 14 établi par le bureau d'échange d'entrée conformément à l'article 129, paragraphe 2, /.../ est traité, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination; en cas de refus du colis, il reste annexé au colis.

Motifs. –

1. Dans sa rédaction actuelle, le texte du paragraphe 3 est en contradiction avec celui du paragraphe 1. Au paragraphe 1, il est indiqué que le bureau de livraison établit un procès-verbal CP 14 en double exemplaire, tandis que le paragraphe 3 fait référence à l'exemplaire du procès-verbal CP 14 établi par le bureau de destination.

2. Les modalités de traitement des deux exemplaires du procès-verbal CP 14 établi par le bureau de livraison sont explicitées au paragraphe 1 et il est donc inutile de les réitérer au paragraphe 3.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suisse, Vatican.

Article 137

Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

PAKISTAN

5537.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique ou par tout moyen télématique approprié lorsque la taxe correspondante est acquittée.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5028.1.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 138

Renvoi des colis à l'expéditeur

HONGRIE (RÉP. POP.)

5538.1/Rev 1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi d'un colis par la voie aérienne, ce renvoi se fait, tant dans le cas d'un colis de surface que dans celui d'un colis-avion, par la voie utilisée normalement pour la transmission des dépêches expédiées par l'Administration qui renvoie le colis.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5029.1/Rev 2.

CONSEIL EXÉCUTIF

5538.91

Créer le nouvel article suivant:

Article 138bis

Envois admis à tort

En cas de saisie d'un envoi postal admis à tort à l'expédition, l'Administration de destination doit en informer l'Administration d'origine conformément à l'article 36, paragraphe 8, de la Convention. Cette information est fournie par l'envoi d'une formule conforme au modèle C 33/CP 10bis ci-annexé.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2933.91.

Article 141

Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse

PAKISTAN

5541.1

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Traitement des demandes de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse

1. A la réception de la demande de retrait, /.../ de modification ou de correction d'adresse effectuée conformément à l'article 112, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.
2. Quand il reçoit la demande télégraphique ou télématique visée à l'article 112, paragraphe 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande /.../.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5512.1.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Turquie.

Article 150

Etablissement des comptes

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

5550.1

Paragraphe 4. Le compléter comme suit:

4. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15bis établis en double exemplaire mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 3570.6 visant à une procédure unifiée et à la garantie des contrôles nécessaires.

Article 150

Etablissement des comptes

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

5550.2/Rev 1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Après avoir vérifié les états CP 15 et CP 15bis et accepté les comptes particuliers CP 16 correspondants, l'Administration débitrice renvoie un exemplaire des comptes CP 16 à l'Administration créancière, au plus tard à l'expiration du troisième mois à partir du jour de l'envoi. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ce délai, le compte est considéré comme accepté de plein droit. Si les vérifications font apparaître des divergences, les états CP 15 et CP 15bis rectifiés doivent être joints à l'appui en bonne et due forme des différences. Si l'Administration créancière conteste les modifications portées sur ces états, l'Administration débitrice confirmera les données réelles en transmettant des photocopies des formules CP 11, CP 12 et CP 20 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter les comptes CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de six mois qui s'écoule après la date de réception des feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20 par les bureaux d'échange.

Motifs. – Cette proposition vise à l'emploi – par analogie – des dispositions de l'article 222 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle et de notre proposition 3572.4.

Le volume des documents de compte à expédier (jusqu'ici le renvoi des CP 15 et CP 15bis était obligatoire dans tous les cas) sera réduit à un minimum.

Note. – La correction apportée à la troisième phrase ne concerne que les versions arabe, française et portugaise de cette proposition.

Article 150

Etablissement des comptes

RÉP. DÉM. ALLEMANDE**5550.3**

Paragraphe 4. Supprimer la dernière phrase.

Motifs. – Conséquence de la proposition 2501.1.

Article 150

Etablissement des comptes

NOUVELLE-ZÉLANDE**5550.4**

Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration fait établir /.../ immédiatement à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration,
 - a) (sans changement);
 - b) (sans changement).
2. (Sans changement.)
3. (Sans changement.)
4. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15bis mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant l'arrivée de la dernière feuille de route de la période à laquelle il se rapporte. Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. /.../ Si l'Administration recevant les comptes CP 16 conteste les indications incluses dans les états CP 15 et CP 15bis, elle inscrit les nouveaux totaux et les reporte sur le compte CP 16 correspondant. Les feuilles de route correspondantes (CP 11, CP 12 ou CP 20) portant la modification sont jointes au compte CP 16 renvoyé à l'Administration d'origine.

5. Les erreurs constatées dans les comptes CP 16 ne sont pas prises en considération si elles ne dépassent pas 30 fr-or (9,80 DTS) par compte.
6. Après avoir été acceptés ou modifiés, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15bis, accompagnés des copies des feuilles de route correspondantes portant les modifications, sont retournés à l'Administration qui les a préparés, au plus tard à la fin du troisième mois à partir de la date des comptes. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter des comptes CP 16 qui n'ont pas été soumis par les Administrations créancières dans les dix-huit mois suivant la date de réception des feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20 par les bureaux d'échange.
7. Dans le cas où les Administrations ont choisi de régler les comptes CP 16 trimestriellement, lorsque le solde /.../ n'excède pas 50 francs (16,33 DTS), il est repris dans le compte CP 16 suivant. Si, en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte CP 16 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas 50 francs (16,33 DTS), l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.
8. (Sans changement.)
9. (Sans changement.)

Motifs. – Le but de la présente proposition est d'améliorer le mode d'établissement des comptes et de réduire la période de règlement à une durée commercialement acceptable.

Dans le système actuel, le compte CP 16 est établi une fois que le sac final et les documents relatifs à un mois donné ont été reçus. Ces opérations prennent environ trois mois. Dès réception du compte CP 16, l'Administration débitrice dispose de trois mois pour accepter ou modifier ce compte. Mais le paragraphe 5 de l'article 150 fournit une échappatoire à cette règle. Ce paragraphe permet en effet aux Administrations d'envoyer leurs comptes CP 16 au plus tard dix-huit mois après la réception des feuilles de route CP 11 et CP 20. Ce n'est que quand les comptes CP 16 (y compris les comptes modifiés, le cas échéant) sont à la disposition des deux Administrations que le solde peut être calculé et le compte général CP 18 établi. L'Administration débitrice a ensuite trois mois pour payer.

Il s'ensuit en définitive que si l'article 150, sous sa forme actuelle, était suivi à la lettre par une Administration débitrice, l'Administration créancière pourrait attendre jusqu'à deux ans avant de recevoir le paiement afférent à un mois donné.

On ne voit pas ce qui pourrait empêcher d'effectuer le règlement sur la base du compte CP 16. Les feuilles de route des colis (CP 11, CP 12 et CP 20) sont les documents servant de base à la confirmation de l'exactitude des modifications apportées au compte CP 16. Le recours à l'état des différences CP 17 n'a pas de raison d'être et retarde en fait le règlement des comptes litigieux.

On ne voit pas non plus la nécessité du compte général CP 18.

Les avantages que comportent la présente proposition sont les suivants:

- 1° simplification des procédures comptables;
- 2° instauration d'un système régulier de fonds de roulement pour les deux Administrations;
- 3° réduction de neuf mois du règlement des comptes (et parfois de plus de douze mois), permettant ainsi aux Administrations de tirer des revenus plus importants des fonds qui leur appartiennent en propre;
- 4° économie de temps et de travail administratif grâce à l'élimination du besoin de l'état des différences CP 17 et du compte général CP 18.

La poste néo-zélandaise effectue le règlement de ses comptes sur une base bilatérale en utilisant ce système avec l'autre Administration et il s'est avéré que cette méthode avait pour effet de simplifier considérablement les procédures comptables.

Dans le contexte commercial d'aujourd'hui, les Administrations ne peuvent plus se permettre d'attendre neuf mois ou davantage pour être payées pour les services rendus. Cette proposition aligne donc les procédures comptables sur les pratiques commerciales habituelles.

Article 150

Etablissement des comptes

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

5550.5

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 /.../ sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du troisième mois à partir du jour de l'envoi. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ce délai, le compte est considéré comme accepté de plein droit /.../ et l'Administration débitrice en est informée. Si les vérifications font apparaître des divergences, les états CP 15 ou CP 15bis rectifiés doivent être joints au compte CP 16 modifié. L'Administration créancière peut contester les modifications portées sur les états CP 15 ou CP 15bis dans le délai de six mois prévu par l'article 107, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Dans ce cas, l'Administration débitrice confirme les modifications apportées aux états CP 15 et CP 15bis en transmettant des photocopies des feuilles de route ou des bulletins de vérification relatifs aux dépêches litigieuses. Si les documents justificatifs n'ont pas été transmis dans le délai d'un mois à partir du jour de contestation, les états CP 15 ou CP 15bis, ainsi que le compte CP 16, sont considérés comme admis de plein droit à leur valeur initiale.

Motifs. – Compte tenu que l'article 103, paragraphe 9, du Règlement d'exécution de la Convention prévoit que le délai de paiement fasse référence à la date de notification des comptes considérés comme admis de plein droit, il nous semble nécessaire que les Administrations débitrices soient informées lorsqu'un compte est considéré comme admis de plein droit.

La réglementation actuelle prévoit l'utilisation de l'état des différences CP 17 pour le règlement de toute divergence relevée lors de la vérification des comptes CP 16. Toutefois, beaucoup d'Administrations rectifient les comptes CP 16 par besoin d'économie de temps et de matériel. Cela rend nécessaire l'introduction d'une réglementation relative à la modification des comptes CP 16 et au renvoi dans ce cas des états CP 15 et CP 15bis rectifiés.

Dans l'idée de préciser les délais et uniformiser la réglementation en cas de litige postal relatif au décompte du trafic, des propositions analogues ont été faites pour les comptes AV 5 et les relevés C 12ter et AV 5bis (voir propositions 3572.3 et 4622.1).

La dernière phrase du paragraphe 5 actuel est supprimée en conséquence de la proposition 2503.1 modifiant l'article 103, paragraphe 9, du Règlement d'exécution de la Convention (délai de dix-huit mois généralisé pour la transmission de tous les comptes et décomptes postaux).

Article 150

Etablissement des comptes

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

5550.6

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Etablissement et règlement des comptes

1 à 4. (Sans changement.)

5. (Proposition séparée 5550.5.)

6. Aussitôt que les comptes CP 16 entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, l'Administration débitrice doit effectuer le paiement dans le délai de six semaines prévu à l'article 103, paragraphe 9, du Règlement d'exécution de la Convention. Les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour régler les comptes CP 16 par l'entremise d'un décompte général postal conforme au modèle C 19bis ci-annexé.

7. (Supprimé.)

8. (Sans changement.)

9. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 44 de l'Arrangement, et qu'il s'agit d'un ou de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle C 31/CP 22 ci-annexé et le montant total est, en principe, reporté sur le compte CP 16. Les Administrations qui n'échangent pas entre elles des comptes CP 16 peuvent régler le compte C 31/CP 22 soit directement, soit par un décompte général postal conforme au modèle C 19bis prévu au paragraphe 6.

Motifs. – La modification des paragraphes 6 et 9 et la suppression du paragraphe 7 sont la conséquence des propositions 2501.2 et 2503.1.

En ce qui concerne la formule commune C 31/CP 22, la mention de celle-ci au présent article va dans le sens d'uniformiser la réglementation (voir propositions 2598.1 et 2931.1 pour les motifs de la fusion des formules C 31 et CP 22).

Voir aussi la proposition 5552.2.

Article 152

Règlement des comptes

NOUVELLE-ZÉLANDE

5552.1

Le modifier comme suit:

1. Le règlement des comptes abrégés CP 16 est effectué selon l'article 12 de la Convention.
2. La vérification des comptes CP 16 par l'Administration débitrice et leur règlement sont effectués dans les trois mois suivant la date indiquée sur ces comptes. /.../ L'Administration
* débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent.
3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 5550.4.

Article 152

Règlement des comptes

ROUMANIE (RÉP. SOC.)

5552.2

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence des propositions 2501.2, 2503.1 et 5550.6.

Article 152

Règlement des comptes

SUÈDE

5552.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre que les comptes CP 16 soient renvoyés et acceptés, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de six semaines après la réception du compte général. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Voir les dispositions de l'article 103, paragraphe 9, du Règlement de la Convention. Cette proposition est soumise dans le but d'uniformiser le délai de paiement entre la Convention et l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Suisse.

COLIS, FORMULES

Formule C 2/CP 3

CONSEIL EXÉCUTIF

5902.1

La modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. – Certains colis ne contiennent que des documents ou des objets sans valeur commerciale et leur présentation au contrôle douanier dans le pays de destination a pour effet de retarder le dédouanement des colis passibles de droits.

Mandatée par la CEPT, l'Administration postale de France a proposé de doter les colis sans valeur commerciale d'une signalisation particulière susceptible de leur éviter d'être soumis systématiquement au contrôle de la douane dans le pays de destination. Les indications «échantillons de marchandises sans valeur commerciale» et «documents sans valeur commerciale» ont ainsi été ajoutées à la case 4 de la déclaration en douane C 2/CP 3. Une nouvelle définition de la notion d'échantillons a également été indiquée au verso de la déclaration en douane afin d'éviter toute confusion possible. Cette définition, proposée par la douane, est conforme aux recommandations de l'Annexe B.2 de la Convention douanière de Kyoto.

AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO

Administration des postes

DÉCLARATION EN DOUANE

C 2/CP 3 (recto)

(1) Nom et adresse de l'expéditeur		(2) Eventuellement n° de référence de l'expéditeur			
(3) Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination		(4) Faire une croix (x) s'il s'agit <input type="checkbox"/> d'un cadeau <input type="checkbox"/> d'échantillons de marchandises sans valeur commerciale <input type="checkbox"/> de documents sans valeur commerciale			
		(5) Le soussigné certifie l'exactitude des renseignements donnés dans la présente déclaration			
		(6) Lieu et date			
(7) Observations		(8) Signature			
		(9) Pays d'origine des marchandises		(10) Pays de destination	
		(11) Poids brut total kg g			
(12) Nombre d'envois	(13) Désignation détaillée du contenu	(14) N° tarifaire	(15) Poids net kg g		(16) Valeur

Instructions

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fausse, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquérir des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration

- Case (4) L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination:
- par «échantillons sans valeur commerciale», on entend articles considérés par la douane comme étant de valeur négligeable et qui ne sont utilisés que pour rechercher des commandes de marchandises du genre de celles qu'ils représentent
 - par «documents sans valeur commerciale», on entend tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données qui, de par leur qualité ou leur nature, sont considérées par la douane comme étant de valeur négligeable
- Case (5) Votre signature au recto est considérée comme impliquant que votre envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale
- Case (7) Voir renvoi 1 ci-dessous
- Case (13) Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.
- Case (14) Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination
- Case (15) Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise
- Case (16) Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée

¹ Donner dans la case (7), le cas échéant, toute autre indication utile («marchandise en retour», «admission temporaire», par exemple)

Formule CP 2

NOUVELLE-ZÉLANDE

5902.2/Rev 2

Recto. Supprimer la case réservée à l'indication du montant de la valeur déclarée en lettres et chiffres.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5508.3/Rev 1.

Formule CP 11

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5911.1

La compléter comme suit:

Recto. Sur la formule «Feuille de route» CP 11, une case supplémentaire est à prévoir, dans laquelle sera mentionné le nombre des colis hors récipients.

Motifs. – D'après les indications portées dans les cases existantes «Nombre de récipients de la dépêche» et «Nombre de colis de la dépêche», il n'est pas possible de déterminer si le nombre indiqué de colis correspond au contenu des récipients dont le nombre est indiqué ou si la dépêche contient également des colis circulant isolément. Cette information ne peut être obtenue qu'en consultant le bordereau de livraison C 18.

Etant donné que le bureau d'échange de destination n'est souvent pas identique au port de débarquement, il est indiqué de reprendre cette information dans la formule CP 11 pour le bureau d'échange de destination. Il est en effet d'une importance décisive, pour régler la question de la responsabilité, de savoir si le colis manquant lors de la prise en charge était hors récipient ou était contenu dans un sac clos en bonne et due forme.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède, Turquie.

Formule CP 11

FRANCE

5911.2/Rev 1

Modifier comme suit la deuxième ligne du renvoi 1 qui figure au bas de la formule CP 11:

Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer /.../ le pays de destination.

Motifs. – L'emplacement disponible dans la colonne 5 de cette formule permet difficilement d'indiquer pour les colis en transit à découvert le lieu et le pays de destination. La seule indication du pays de destination permet de savoir quelles quotes-parts il convient d'attribuer. En ce qui concerne les recherches éventuelles en cas de réclamation, la connaissance du numéro du colis, du bureau d'origine et du pays de destination permet d'écarter tout risque d'homonymie.

Appuis. – Belgique, Danemark, Finlande, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie, Vatican.

Formule CP 11

NOUVELLE-ZÉLANDE

5911.3/Rev 2

Recto et verso. Modifier l'intitulé de l'en-tête de la colonne 7 comme suit:

Valeur déclarée
ou n° d'ordre
(d'après
l'étiquette
CP 7)

Motifs. – Conséquence de la proposition 5508.3/Rev 2.

Formule CP 11

AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE

5911.4

Modifier l'en-tête comme suit:

Administration expéditrice	FEUILLE DE ROUTE Colis postaux				CP 11
Bureau d'échange expéditeur	Date du départ	Heure	Dépêche n°	Surface S.A.L.	
Bureau d'échange de destination	Nombre de réipients de la dépêche		Nombre de colis de la dépêche		
	Nombre de réipients à renvoyer		Un bulletin C 27 est joint à la dépêche		
	N° de la feuille de route (si plusieurs)				
	Navire		Vol n° (pour S.A.L.)		

Motifs. – Pour qu’il soit fait une mention particulière des colis de surface envoyés par voie aérienne (S.A.L.).
Conséquence de la proposition 5519.1.

Formule CP 17

NOUVELLE-ZÉLANDE

5917.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5550.4.

Formule CP 18

NOUVELLE-ZÉLANDE

5918.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 5550.4.

Formule CP 20

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

5920.1

La compléter comme suit:

Recto. Sur la formule «Feuille de route-avion» CP 20, une case supplémentaire est à prévoir, dans laquelle sera mentionné le nombre des colis hors réceptients.

Motifs. – D'après les indications portées dans les cases existantes «Nombre de réceptients dont se compose la dépêche» et «Nombre de colis compris dans la dépêche», il n'est pas possible de déterminer si le nombre indiqué de colis correspond au contenu des réceptients dont le nombre est indiqué ou si la dépêche contient également des colis circulant isolément. Cette information ne peut être obtenue qu'en consultant le bordereau de livraison C 18bis.

Etant donné que le bureau d'échange de destination n'est souvent pas identique à l'aéroport de débarquement, il est indiqué de reprendre cette information dans la formule CP 20 pour le bureau d'échange de destination. Il est en effet d'une importance décisive, pour régler la question de la responsabilité, de savoir si le colis manquant lors de la prise en charge était hors réceptient ou était contenu dans un sac clos en bonne et due forme.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède, Turquie.

Formule CP 20

FRANCE

5920.2/Rev 1

Modifier comme suit la deuxième ligne du renvoi 1 qui figure au bas de la formule CP 20:

Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer /.../ le pays de destination.

Motifs. – L'emplacement disponible dans la colonne 5 de cette formule permet difficilement d'indiquer pour les colis en transit à découvert le lieu et le pays de destination. La seule indication du pays de destination permet de savoir quelles quotes-parts il convient d'attribuer. En ce qui concerne les recherches éventuelles en cas de réclamation, la connaissance du numéro du colis, du bureau d'origine et du pays de destination permet d'écarter tout risque d'homonymie.

Appuis. – Belgique, Danemark, Finlande, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie, Vatican.

Formule CP 20

NOUVELLE-ZÉLANDE

5920.3/Rev 2

Recto et verso. Modifier l'intitulé de l'en-tête de la colonne 7 comme suit:

Valeur déclarée
ou n° d'ordre
(d'après
l'étiquette
CP 7)

Motifs. – Conséquence de la proposition 5508.3/Rev 2.

V

Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage

- Règlement d'exécution
- - Formules

Note. - Les propositions sont présentées sur la base des projets d'Actes élaborés par le Conseil exécutif.

MANDATS, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

6000.1

I. Refonte des Arrangements concernant les services financiers postaux: présentation générale

1. Par sa résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le Conseil exécutif:

« 1^o de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2^o de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent».

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette revision, le Conseil exécutif de 1985 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép. pop.), Sénégal et Suisse (pays rapporteur).

3. Ce Groupe de travail a tenu sept réunions présidées pour les trois premières par M. Ulysse Haenggi, actuellement à la retraite, puis par M. Jean-Marie Berset, Chef de la Section des services financiers internationaux de la Direction générale des PTT de la Suisse.

4. Afin de réaliser la première phase de l'étude, le Conseil exécutif a chargé le BI de recueillir l'avis des Administrations postales sur l'utilité des Arrangements. Cette consultation a permis au GT de recommander au CE 1986:

a) de maintenir les Arrangements ci-après dont l'utilité a été unanimement reconnue:

- l'Arrangement concernant les mandats de poste;
- l'Arrangement concernant le service des chèques postaux;
- l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

b) de supprimer:

- la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage;
- l'Arrangement concernant les recouvrements;
- l'Arrangement concernant le service international de l'épargne;
- l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;

- c) d'introduire dans la Convention postale universelle (article 6) une mention pouvant servir de base juridique à l'exécution éventuelle d'autres services que ceux prévus dans les Actes;
- d) de proposer au Congrès une résolution permettant de remettre en vigueur les Arrangements supprimés en cas de nécessité.

5. Dans une deuxième étape, le GT a étudié la présentation des Arrangements maintenus. Il a en fin de compte opté pour une solution qui permette un regroupement des dispositions se rapportant à un même sujet, ainsi que leur attribution soit à l'Arrangement, soit au Règlement d'exécution. Cette présentation permet entre autres de faire suivre les articles de l'Arrangement immédiatement par ceux du Règlement qui se rapportent au même sujet avec une numérotation adéquate qui en facilite l'étude et la consultation.

6. C'est par conséquent sur cette base, approuvée par le CE, que le GT a successivement révisé les Arrangements concernant les mandats de poste, les chèques postaux et les envois contre remboursement.

7. Au fur et à mesure, tous ces documents ont été soumis aux Administrations qui ont eu tout loisir de formuler des remarques, des suggestions et des avis en ce qui concerne les nouvelles versions. D'une manière générale, on peut dire que la réaction des Administrations a été positive, voire élogieuse, à l'endroit de la nouvelle présentation.

8. S'agissant des suggestions et remarques, elles ont toutes fait l'objet d'un examen dans le cadre des travaux du Groupe de travail et certaines ont été retenues pour être incorporées dans le projet définitif des Arrangements. Il convient de relever que le GT, tout au long de ses travaux, s'est fixé comme objectifs d'alléger les dispositions trop particulières, de ne maintenir autant que possible que les dispositions obligatoires pour tous les partenaires et de ne pas introduire de modifications fondamentales.

9. La nouvelle présentation ainsi que les modifications y relatives ont été adoptées par la Commission 8 et entérinées par le CE 1989 pour être soumises à l'approbation du Congrès de Washington.

II. Arrangement concernant les mandats de poste

10. L'Arrangement concernant les mandats de poste fait l'objet de la présente proposition d'ordre général 6000.1, tandis que les formules y relatives font l'objet de la proposition 6900.1.

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes remaniés (6000.1 pour l'Arrangement et son Règlement d'exécution, 6900.1 pour les formules).

En outre, une référence aux articles et paragraphes du texte de Hamburg est portée dans la partie gauche du projet de revision. La référence en sens inverse est donnée dans le tableau de concordance qui figure sur les pages suivantes.

Projet de refonte de l'Arrangement concernant les mandats de poste

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Arrangement

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Titre I	Article premier – Objet de l'Arrangement
Dispositions préliminaires	
Article premier – Objet de l'Arrangement	§ 1
Titre II	
Mandats	
Chapitre I	
Dispositions générales	
Article 2. Modes d'échange	Article 5. Modalités d'échange
§ 1	supprimé
§ 2, 1re ligne	§ 1 modifié
§ 3	§ 3
§ 4	§ 4
§ 5	§ 2 modifié
Chapitre II	
Emission des mandats	
Article 3. Monnaie. Conversion	Article 3. Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
Article 4. Montant maximum à l'émission	Article 3, § 3
§ 1	supprimé
§ 2	
Article 5. Versement des fonds. Récépissé	RE – Article 310 – Versement des fonds. Récépissé
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
Article 6. Taxes	Article 4. Taxes
§ 1, première phrase }	§ 1 modifié
§ 2 }	
§ 1, dernière phrase	§ 2 modifié
§ 3	§ 4

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 7. Franchise de taxe

Article 4, § 7

Article 8. Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

§ 1

§ 2

Article 3, § 5

RE - Article 402 – Taxe des mandats télégraphiques

Chapitre III

Particularités relatives à certaines facultés accordées au public

Article 9. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

§ 5

RE – Article 311 – Avis de paiement

§ 1

§ 4 modifié

RE – Article 313 – Remise par exprès

RE – Article 314 – Paiement en main propre

RE – Article 315 – Communication destinée au bénéficiaire

Article 10. Retrait. Modification d'adresse

RE - Article 317, § 1

Article 11. Réexpédition

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

Article 7. Réexpédition

§ 1

RE – Article 701 – Réexpédition

§ 1

§ 2

RE – Article 7, § 2 modifié

Article 12. Endossement

RE – Article 607 – Endossement (modifié)

Chapitre IV

Paiement des mandats

Article 13. Durée de validité. Visa pour date

§ 1 a), b)

§ 2

§ 3

§ 4

Article 6. Paiement des mandats

§ 1 a), b)

§ 2

§ 3

§ 4

Article 14. Montant maximal au paiement

§ 1

§ 2

supprimé

Article 6, § 5

Article 15. Règles générales de paiement des mandats

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

Article 6, § 6

RE – Article 602 – Paiement des mandats ordinaires

§ 1

§ 2

RE – Article 601 – Montant à payer

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 16. Remise par exprès

RE - Article 606 – Remise par exprès

Article 17. Taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire

Article 4, § 5

- a)
- b)
- c)
- d)

- a)
- supprimé
- c)
- d)

Article 18. Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

RE – Article 604

- § 1
- § 2
- § 3

- § 2
- § 3
- § 4

Chapitre V

Mandats impayés. Autorisations de paiement

Article 19. Mandats impayés

RE – Article 608 – Mandats impayés

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4 modifié

Article 20. Autorisation de paiement

RE - Article 609 – Autorisation de paiement

- § 1
- § 2 a), b)
- § 3
- § 4
- § 5

- § 1
- § 2 a), b)
- § 3
- § 4

Article 4, § 5, lettre b), modifié

Article 21. Mandats prescrits

RE – Article 612 – Mandats prescrits

Chapitre VI

Responsabilité

Article 22. Principe et étendue de la responsabilité

Article 9. Responsabilité

- § 1
- § 2
- § 3

- § 1
- supprimé
- § 2, a), modifié

Article 23. Exceptions au principe de la responsabilité

Article 9, § 2 – Exceptions

- a)
- b)
- c)

- § 2 b)
- c)
- d)

Article 24. Détermination de la responsabilité

Article 9, § 3 – Détermination de la responsabilité

- § 1
- § 2
- § 3 a), b)
- § 4 a), b), c)
- § 5 a), b)

- § 3.1
- § 3.2
- § 3.3 a), b)
- § 3.4 a), b), c)
- § 3.5 a), b)

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 25. Paiement des sommes dues. Recours
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 9, § 4 – Paiement des sommes dues. Recours
§ 4.1
§ 4.2
§ 4.3
§ 4.4

Article 26. Délai de paiement
§ 1
§ 2
§ 3

Article 9, § 5 – Délai de paiement
§ 5.1
§ 5.2
§ 5.3

Article 27. Remboursement à l'Administration intervenante
§ 1
§ 2 a), b)
§ 3

Article 9, § 6 – Remboursement à l'Administration
intervenante
§ 6.1
§ 6.2 a), b)
§ 6.3

Chapitre VII

Comptabilité

Article 28. Rémunération de l'Administration de paiement
§ 1
§ 2 a), b)

§ 3
§ 4
§ 5
§ 6
§ 7

Article 10. Rémunération de l'Administration de paiement
§ 1
RE – Article 1001 – Rémunération de l'Administration de
paiement
§ 1 a), b)
Article 10, § 2
§ 3
§ 4
§ 5
RE – Article 1001, § 2

Article 29. Etablissement des comptes
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 11. Etablissement des comptes
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 30. Règlement des comptes
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5

Article 12. Règlement des comptes
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5

Chapitre VIII

Dispositions diverses

Article 31. Bureaux participant à l'échange

supprimé

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Article 32. Participation d'organismes non postaux § 1 § 2	Article premier, § 2 Article premier, § 2
Article 33. Interdiction de droits fiscaux ou autres	Article 4, § 6 modifié
Titre III	
Mandats de versement	
Article 34. Nature des mandats de versement	supprimé
Article 35. Dispositions générales § 1 § 2	RE – Article 302 – Etablissement des mandats de versement § 2 modifié § 1
Article 36. Montant maximal à l'émission	Article 3, § 4
Article 37. Taxes § 1 § 2	Article 4, § 3 modifié supprimé
Article 38. Avis d'inscription	RE – Article 312 – Avis d'inscription
Article 39. Interdictions § 1 § 2	Article 7, § 3 RE – Article 607, dernière phrase
Titre IV	Titre supprimé
Bons postaux de voyage	
Titre V	
Dispositions finales	Article 13. Dispositions finales
Article 49. Application de la Convention	Article 13, § 1
Article 50. Exception à l'application de la Constitution	Article 13, § 2
Article 51. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution § 1 § 2 a), b), c)	Article 13, § 3 – Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement Article 13, § 3.1 Article 13, § 3.2, a), b), c), modifié
Article 52. Mise à exécution et durée de l'Arrangement	Article 13, § 4

Projet de refonte du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Règlement d'exécution

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Première partie	
Dispositions préliminaires	
Article 101. Renseignements à fournir par les Administrations	RE – Article 1302 – Renseignements à fournir par les Administrations
§ 1 a)	§ 1
§ 1 b)	supprimé
§ 2	§ 2
§ 3	§ 3
§ 4	§ 4
Article 102. Application du Règlement d'exécution de la Convention	RE – Article 1301 – Application du Règlement d'exécution de la Convention
a)	a)
b)	b)
c)	c)
Article 103. Formules à l'usage du public	RE – Article 201 – Formules à l'usage du public
MP 10	supprimé
MP 11	supprimé
Deuxième partie	
Mandats	
Titre I	
Mandats-cartes	
Chapitre I	
Emission. Transmission	
Article 104. Formules de mandats-cartes	RE – Article 202 – Formules de mandats ordinaires et de versement
§ 1	§ 1
§ 2	§ 3
§ 3	§ 4

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 105. Etablissement des mandats-cartes

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

§ 5

§ 6

§ 7

§ 8

§ 9

RE - Article 301 – Etablissement des mandats ordinaires

{ § 1 modifié

{ § 3 modifié

RE – Article 307 – Indication du montant

§ 1

§ 2

RE – Article 301, § 2

RE – Article 301, § 4

RE – Article 316 – Mandats de service

RE – Article 314, § 2

RE – Article 311, § 2

RE – Article 401 – Indication de la taxe perçue

Article 106. Mentions interdites ou autorisées

RE – Article 306 – Mentions interdites ou autorisées

Article 107. Recommandation d'office

RE – Article 308 – Recommandation d'office

Article 108. Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions

RE – Article 309 – Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions

Article 109. Transmission des mandats-cartes

§ 1 }

§ 2 }

RE – Article 501 – Transmission des mandats ordinaires et de versement

Chapitre II

Particularités relatives à certaines facultés accordées au public

Article 110. Retrait. Modification d'adresse

§ 1

§ 2

§ 3

RE – Article 317, § 2

§ 3

§ 4

Article 111. Réexpédition des mandats-cartes

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

RE – Article 702 – Réexpédition des mandats ordinaires

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

Chapitre III

Traitements particuliers. Réclamations

Article 112. Mandats-cartes irréguliers

§ 1 a)

b)

c)

d)

e)

f)

g)

h)

i)

RE – Article 610 – Traitement des mandats irréguliers

§ 1 a)

b)

c)

d)

e)

f)

g)

h)

i)

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

§ 2	§ 2
§ 3	§ 3
§ 4	§ 4
§ 5	§ 5
§ 6	§ 6
Article 113. Etablissement de l'avis de paiement	RE – Article 311, § 3
Article 114. Visa pour date	RE – Article 605 – Visa pour date
Article 115. Réclamations	RE – Article 801 – Traitement des réclamations
§ 1	§ 1, une partie de la dernière phrase supprimée
§ 2	§ 2
§ 3	§ 3, dernière phrase supprimée
Chapitre IV	
Mandats-cartes impayés	
Article 116. Renvoi des mandats-cartes impayés	
§ 1	RE – Article 608, § 5
§ 2	RE – Article 608, § 6
Article 117. Autorisation de paiement	RE – Article 609, § 5
Article 118. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement	RE – Article 609, § 6
Article 119. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement	RE – Article 613 – Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement
§ 1	§ 1.1
§ 2	§ 1.2
§ 3	§ 1.3
Titre II	
Mandats-listes	
Chapitre I	
Dispositions préliminaires	
Article 120. Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes	supprimé
Chapitre II	
Emission. Transmission	
Article 121. Bureaux d'échange	Article 5, § 1, dernières lignes

Références au texte de Hambourg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 122. Transmission des mandats-listes

§ 1

§ 2 a)
b)
c)
d)

§ 3

RE – Article 502 – Echanges au moyen de listes

§ 1.1

§ 1.2 1.2.1 modifié
1.2.2
1.2.3
1.2.4

§ 1.3

Article 123. Listes spéciales

RE – Article 502, § 2

Article 124. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

RE – Article 502, § 4.1

Chapitre III

Particularités relatives à certaines facultés accordées au public

Article 125. Retrait. Modification d'adresse

RE – Article 317, § 7

Article 126. Réexpédition des mandats-listes

RE – Article 704 – Réexpédition des mandats échangés au moyen de listes

Chapitre IV

Opérations dans le pays de paiement

Article 127. Traitement des listes manquantes ou irrégulières

§ 1

§ 2

§ 3

RE – Article 502, § 5

§ 5.1

§ 5.2

§ 5.3

Article 128. Envoi de l'avis de paiement

RE – Article 602, § 3

Article 129. Renvoi des mandats-listes impayés

§ 1 a)
b)

§ 2

RE – Article 608

§ 8 a)
b)

§ 8, dernière phrase

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Titre III

Système d'échange mixte

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article 130. Dispositions communes

supprimé

Chapitre II

Emission. Transmission

Article 131. Transmission des mandats

RE – Article 503 – Système d'échange mixte

- a)
- b)
- c)
- d)

- a)
- b)
- c)
- d)

Titre IV

Mandats télégraphiques

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article 132. Dispositions communes

supprimé

Chapitre II

Emission. Transmission

Article 133. Etablissement des mandats télégraphiques

RE – Article 303 – Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

- § 1
- § 2
 - a)
 - b)
- § 3
- § 4
- § 5
- § 6
- § 7

- § 1, 1re phrase modifiée
- supprimé
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5
- § 6 modifié

Article 134. Avis d'émission

RE – Article 305 – Avis d'émission des mandats ordinaires télégraphiques et des mandats de versement télégraphiques

- § 1
- § 2
- § 3
 - a)
 - b)

- § 1
- § 2
- § 3
 - a) modifié
 - b) modifié

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Article 135. Transmission des mandats-listes télégraphiques	RE – Article 502, § 3
§ 1	§ 3.1
§ 2	§ 3.2
§ 3	§ 3.3
Chapitre III	
Particularités relatives à certaines facultés accordées au public	
Article 136. Modification d'adresse	RE – Article 317, § 5
§ 1	RE – Article 317, § 6
§ 2	
Article 137. Réexpédition des mandats télégraphiques	RE – Article 703 – Réexpédition des mandats télégraphiques
Chapitre IV	
Opérations dans le pays de paiement	
Article 138. Traitement des mandats télégraphiques irréguliers	RE – Article 611 – Traitement des mandats ordinaires télégraphiques
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
§ 3	§ 3
Article 139. Transcription des télégrammes-mandats	RE – Article 603 – Transcription des télégrammes
Article 140. Paiement des mandats télégraphiques	RE – Article 604 – Paiement des mandats ordinaires télégraphiques
§ 1	§ 1
§ 2	§ 5
§ 3	§ 6
§ 4	§ 7
Article 141. Etablissement de l'avis de paiement	RE – Article 604, § 8
Article 142. Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés	
§ 1 }	RE – Article 608, § 7 modifié
§ 2 }	
Titre V	
Mandats de versement	
Article 143. Dispositions générales	supprimé
Article 144. Etablissement des mandats de versement	
§ 1	RE – Article 202, § 2
§ 2	RE – Article 302, § 3

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 145. Liste de mandats de versement

§ 1

§ 2

supprimé
RE – Article 502, § 4
RE – Article 502, § 4.2

Article 146. Mandats de versement télégraphiques

RE – Article 304 – Etablissement des mandats de versement télégraphiques

Article 147. Mandats de versement égarés, perdus ou détruits après inscription

RE – Article 613, § 2.1

Article 148. Dispositions comptables concernant les mandats de versement

RE – Article 1102 – Etablissement des comptes mensuels pour mandats de versement

Titre VI

Dispositions comptables

Chapitre I

Règles communes

Article 149. Etablissement des comptes mensuels

§ 1 a)
b)
c)

§ 2

§ 3

§ 4

§ 5 a)
b)

§ 6

§ 7

§ 8

§ 9

§ 10

RE – Article 1101 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

§ 1 modifié a)
b)
c)

§ 2

§ 3

§ 4

§ 5 a)
b)

§ 6

§ 7

§ 8

§ 9

§ 10

Article 150. Etablissement du compte général

§ 1

§ 2

§ 3

RE – Article 1105 – Etablissement du compte général

§ 1

§ 2

§ 3

Article 151. Modes et délais de paiement

§ 1 a)
b)

§ 2

§ 3

§ 4

RE – Article 1201 – Règlement des comptes. Modes et délais de paiement

§ 1 a)
b)

§ 2

§ 3

§ 4

Article 152. Acomptes

§ 1 a)
b)
c)

§ 2

§ 3

RE – Article 1202 – Acomptes

§ 1 a)
b)
c)

§ 2

§ 3

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Chapitre II

Règles comptables particulières aux mandats-listes et aux mandats télégraphiques

Article 153. Etablissement des comptes mensuels

- a) 1°
- 2°
- 3°
- b) 1°
- 2°
- 3°

RE – Article 1103 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats échangés au moyen de listes

- 1°
- 2°
- 3°

RE – Article 1104 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires télégraphiques

- 1°
- 2°
- 3° modifié

Troisième partie

Bons postaux de voyage

Quatrième partie

Dispositions finales

}
}
}
}
}
}

supprimé

Article 161. Mise à exécution et durée du Règlement

- § 1
- § 2

RE – Article 1303 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

- § 1
- § 2

TABLE DES MATIÈRES

Art. 1 – Objet de l'Arrangement

Art. 2 – Différentes catégories de mandats de poste (nouveau)

- RE – Art. 201 – Formules à l'usage du public
- RE – Art. 202 – Formules de mandats ordinaires et de versement

Art. 3 – Emission des mandats

- RE – Art. 301 – Etablissement des mandats ordinaires
- RE – Art. 302 – Etablissement des mandats de versement
- RE – Art. 303 – Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques
- RE – Art. 304 – Etablissement des mandats de versement télégraphiques
- RE – Art. 305 – Avis d'émission des mandats ordinaires télégraphiques et des mandats de versement télégraphiques
- RE – Art. 306 – Mentions interdites ou autorisées
- RE – Art. 307 – Indication du montant
- RE – Art. 308 – Recommandation d'office
- RE – Art. 309 – Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions
- RE – Art. 310 – Versement des fonds – Récépissé
- RE – Art. 311 – Avis de paiement
- RE – Art. 312 – Avis d'inscription
- RE – Art. 313 – Remise par exprès
- RE – Art. 314 – Paiement en main propre
- RE – Art. 315 – Communication destinée au bénéficiaire
- RE – Art. 316 – Mandats de service
- RE – Art. 317 – Retrait – Modification d'adresse

Art. 4 – Taxes

- RE – Art. 401 – Indication de la taxe perçue
- RE – Art. 402 – Taxe des mandats télégraphiques

Art. 5 – Modalités d'échange

- RE – Art. 501 – Transmission des mandats ordinaires et de versement
- RE – Art. 502 – Echanges au moyen de listes
- RE – Art. 503 – Système d'échange mixte

Art. 6 – Paiement des mandats

- RE – Art. 601 – Montant à payer
- RE – Art. 602 – Paiement des mandats ordinaires
- RE – Art. 603 – Transcription des télégrammes
- RE – Art. 604 – Paiement des mandats ordinaires télégraphiques
- RE – Art. 605 – Visa pour date
- RE – Art. 606 – Remise par exprès
- RE – Art. 607 – Endossement
- RE – Art. 608 – Mandats impayés
- RE – Art. 609 – Autorisation de paiement
- RE – Art. 610 – Traitement des mandats irréguliers
- RE – Art. 611 – Traitement des mandats télégraphiques irréguliers
- RE – Art. 612 – Mandats prescrits
- RE – Art. 613 – Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement

Art. 7 – Réexpédition

- RE – Art. 701 – Réexpédition
- RE – Art. 702 – Réexpédition des mandats ordinaires
- RE – Art. 703 – Réexpédition des mandats télégraphiques
- RE – Art. 704 – Réexpédition des mandats échangés au moyen de listes

Art. 8 – Réclamations (nouveau)

- RE – Art. 801 – Traitement des réclamations

Art. 9 – Responsabilité

Art. 10 – Rémunération de l'Administration de paiement

- RE – Art. 1001 – Rémunération de l'Administration de paiement

Art. 11 – Etablissement des comptes

- RE – Art. 1101 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires
- RE – Art. 1102 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats de versement
- RE – Art. 1103 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats échangés
au moyen de listes
- RE – Art. 1104 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats
télégraphiques
- RE – Art. 1105 – Etablissement du compte général

Art. 12 – Règlement des comptes

- RE – Art. 1201 – Règlement des comptes – Modes et délais de paiement
- RE – Art. 1202 – Acomptes

Art. 13 – Dispositions finales

- RE – Art. 1301 – Application du Règlement d'exécution de la Convention
- RE – Art. 1302 – Renseignements à fournir par les Administrations
- RE – Art. 1303 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

Texte actuel

Texte proposé

Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

Arrangement concernant les mandats de poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Règlement d'exécution¹ de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste:

¹ Les articles de ce Règlement sont désignés de la manière suivante: «RE – Article ...»

Texte actuel

Texte proposé

Article premier – Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des mandats de poste, dénommés ci-après «mandats» et le service des bons postaux de voyage que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 32

1. Les pays dans lesquels le service des mandats est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article premier – Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'échange des mandats de poste /.../ que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Les pays dans lesquels le service des mandats de poste est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article 2 – Différentes catégories de mandats de poste1. Le mandat ordinaire

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte courant postal et demande le paiement du montant en numéraire au bénéficiaire. Le mandat ordinaire est transmis par la voie postale. Le mandat ordinaire télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

2. Le mandat de versement

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire géré par la poste. Le mandat de versement est transmis par la voie postale. Le mandat de versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

Motifs. – Nouvelle rédaction élaborée par le Groupe de travail pour définir les différentes catégories de mandats de poste. Ici, par mandat ordinaire, l'on comprend à la fois le mandat-carte et le mandat-liste, ce dernier ne se différenciant du premier que par le mode de transmission. Le mandat de versement, quant à lui, a une destination différente puisque son montant est crédité sur un compte courant postal, ce qui n'est pas le cas du mandat ordinaire.

Texte actuel

Article 103 – Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 3, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (Mandat de poste international),
- MP 1bis (Mandat de poste international photolisible),
- MP 4 (Réclamation concernant un mandat de poste international),
- MP 10 (Bon postal de voyage),
- MP 11 (Carnet de bons postaux de voyage),
- MP 12 (Mandat de poste international pour libellé mécanographique),
- MP 12bis (Mandat de poste international photolisible pour libellé mécanographique),
- MP 16 (Mandat de versement international).

Article 104 – Formules de mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule:
 - soit en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 ci-annexé;
 - soit en papier résistant de fond blanc, imprimé en rose et conforme au modèle MP 1bis ci-annexé. La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle.

Article 144

1. Les mandats de versement sont établis sur une formule en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé.

Article 104

2. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats peuvent les autoriser à faire usage de formules conformes soit au modèle MP 12, soit au modèle MP 12bis ci-annexés.

3. Les caractéristiques techniques des formules MP 1bis et MP 12bis et les renseignements concernant leur utilisation sont déposés au Bureau international.

Texte proposé

RE – Article 201 – Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (Mandat ordinaire international);
- MP 1bis (Mandat ordinaire international photolisible);
- MP 4 (Réclamation concernant un mandat /.../ international);
- MP 12 (Mandat ordinaire international pour libellé mécanographique);
- MP 12bis (Mandat ordinaire international photolisible pour libellé mécanographique);
- MP 16 (Mandat de versement international).

Motifs. – Conséquence de la nouvelle définition des différentes catégories de mandats.

RE – Article 202 – Formules de mandats ordinaires et de versement

1. Les mandats ordinaires sont établis sur une formule:
 - soit en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 ci-annexé;
 - soit en papier résistant de fond blanc, imprimé en rose et conforme au modèle MP 1bis ci-annexé. La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle.

2. Les mandats de versement sont établis sur une formule en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé.

3. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats ordinaires peuvent les autoriser à faire usage de formules conformes soit au modèle MP 12, soit au modèle MP 12bis ci-annexés.

4. Les caractéristiques techniques des formules MP 1bis et MP 12bis et les renseignements concernant leur utilisation sont déposés au Bureau international.

Texte actuel

Article 3 – Monnaie. Conversion

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat est exprimé en monnaie du pays de paiement.
2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

Article 4

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 7000 francs (2286,83 DTS). Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.

Article 36

Le montant des mandats de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 8

1. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

Article 105 – Etablissement des mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. Les inscriptions sont faites à la main, si possible en caractères d'imprimerie, ou à la machine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises; toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre. Les formules MP 12 et MP 12bis doivent, à l'exception des indications de service, être remplies intégralement à la machine.
4. Lorsque les mandats de poste sont établis selon un procédé mécanographique, la signature manuscrite de l'agent ou l'apposition d'un indicatif chiffré pouvant la remplacer ne sont pas obligatoires.
5. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

Texte proposé

Article 3 – Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat est exprimé en monnaie du pays de paiement.
2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

3. Le montant maximal d'un mandat ordinaire est fixé d'un commun accord entre les Administrations concernées.

4. Le montant d'un mandat de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

5. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

Motifs. – Pour plus de flexibilité en matière de montant maximal à l'émission, le CE propose de laisser aux Administrations postales le soin de fixer ce montant entre elles, sur la base d'accord bilatéral.

RE – Article 301 – Etablissement des mandats ordinaires

1. Les mandats ordinaires sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. Les inscriptions sont faites à la main, si possible en caractères d'imprimerie, ou à la machine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises /.../
2. Lorsque les mandats sont établis selon un procédé mécanographique, la signature manuscrite de l'agent ou l'apposition d'un indicatif chiffré pouvant la remplacer ne sont pas obligatoires.
3. Les formules MP 12 et MP 12bis doivent, à l'exception des indications de service, être remplies intégralement à la machine.
4. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

Texte actuel

Texte proposé

Article 35 – Dispositions générales

2. Une Administration qui n'a pas encore créé de service des chèques postaux peut participer à l'émission des mandats de versement.
1. Sous réserve des articles 36 à 39, les mandats de versement sont soumis aux dispositions fixées pour les mandats de poste dans le présent Arrangement.

Article 144

2. L'adresse des mandats de versement comporte le nom patronymique ou la raison sociale du bénéficiaire, le numéro de son compte courant postal précédé des mots «compte courant postal» ou de l'abréviation «CCP» et de la désignation du bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

RE – Article 302 – Etablissement des mandats de versement

1. Une Administration qui n'a pas encore créé de service des chèques postaux peut participer à l'émission des mandats de versement.
2. En ce qui concerne le libellé, les dispositions du RE, article 301, paragraphe 1, s'appliquent par analogie aux mandats de versement.
3. L'adresse des mandats de versement comporte le nom patronymique ou la raison sociale du bénéficiaire, le numéro de son compte courant postal précédé des mots «compte courant postal» ou de l'abréviation «CCP» et de la désignation du bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

Texte actuel

Texte proposé

Article 133 – Etablissement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont établis par le bureau de poste d'émission et donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de poste de paiement. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre indiqué ci-après:

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- les indications de service postales, s'il y a lieu (AVIS PAIEMENT et PAIEMENT MAIN PROPRE);
- nom du bureau de poste de paiement.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à payer;
- désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé;
- communication particulière (le cas échéant).

2. Le nom du bénéficiaire est transformé en un groupe mixte composé de chiffres, de signes et de lettres. Cette transformation se fait de la manière suivante:

- a) le chiffre 1) est utilisé pour identifier le groupe;
- b) toutes les parties du nom du bénéficiaire sont séparées par une barre de fraction, suivant l'exemple ci-après: La mention «M Jean de Biasé» se transforme en «1)MONSIEUR/JEAN/DE/BIASE».

3. Le nom patronymique d'un bénéficiaire, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots «Monsieur», «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

4. Lorsque plusieurs mandats télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201–203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

RE – Article 303 – Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

1. Pour tout mandat ordinaire télégraphique, le bureau de poste d'émission établit un télégramme-mandat adressé directement au bureau de poste de paiement. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- les indications de service postales, s'il y a lieu (AVIS PAIEMENT et PAIEMENT MAIN PROPRE);
- nom du bureau de poste de paiement.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à payer;
- désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé;
- communication particulière (le cas échéant).

2. Le nom patronymique d'un bénéficiaire, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé d'un des mots «Monsieur», «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

3. Lorsque plusieurs mandats ordinaires télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201–203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

Texte actuel

5. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert. Lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

6. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement. Quand les mandats télégraphiques sont adressés «poste restante» ou «télégraphe restant», ces mots (ou leur équivalent dans une langue du pays de destination) doivent figurer dans le texte du télégramme-mandat après la désignation du bénéficiaire.

7. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres, puis nom de l'unité monétaire.

Texte proposé

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert. Lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement. Quand les mandats ordinaires télégraphiques sont adressés «poste restante» ou «télégraphe restant», ces mots (ou leur équivalent dans une langue du pays de destination) doivent figurer dans le texte du télégramme-mandat après la désignation du bénéficiaire.

6. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres, puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

Motifs. – Pour suivre l'évolution technologique, le CCITT a proposé que la répétition d'office obligatoire pour les chiffres isolés et les groupes mixtes contenant des chiffres devienne facultative et n'ait désormais lieu que lorsque l'Administration d'origine le juge nécessaire.

Consultées, les Administrations ont relevé que cette modification entraînera un danger pour la sécurité des transferts de fonds et qu'il est donc nécessaire de prendre des mesures à ce sujet. Lors de sa session de 1987, le CE, sur proposition de sa Commission 8, a décidé de prendre comme mesure la réintroduction de la répétition des sommes en toutes lettres au paragraphe 7 dudit article. S'agissant du paragraphe 2, celui-ci avait été introduit par le Congrès de Rio de Janeiro en 1979 en conformité avec la procédure de répétition d'office prévue pour les chiffres et le nom du bénéficiaire. Dès lors que cette procédure n'est plus admise par le CCITT, le paragraphe 2 devient caduc.

Texte actuel

Article 146 – Mandats de versement télégraphiques

Les mandats de versement télégraphiques sont établis conformément à l'article 133. Ils donnent lieu à l'envoi simultané de télégrammes-mandats et d'avis d'émission conformes au modèle MP 3 adressés directement au bureau de chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- l'indication de service postale, s'il y a lieu (AVIS INSCRIPTION);
- nom du bureau de chèques postaux de destination.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire;
- désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP;
- communication particulière (le cas échéant).

Texte proposé

RE – Article 304 – Etablissement des mandats de versement télégraphiques

1. Pour tout mandat de versement télégraphique, le bureau de poste d'émission établit un télégramme-mandat adressé directement au bureau de chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie «Adresse» contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- l'indication de service postale, s'il y a lieu (AVIS INSCRIPTION);
- nom du bureau de chèques postaux de destination.

La partie «Texte» contient:

- MANDAT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom du bureau de poste d'émission, son numéro caractéristique s'il y a lieu et nom du pays d'origine;
- nom de l'expéditeur;
- montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire;
- désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP;
- communication particulière (le cas échéant).

2. Les dispositions des paragraphes 2, 3, et 6 de l'article RE 303 sont applicables à l'établissement des mandats de versement télégraphiques.

Texte actuel

Article 134 – Avis d’émission

1. Tout mandat télégraphique donne lieu à l’établissement, par le bureau d’émission, d’un avis d’émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.
2. Il est interdit d’apposer des timbres-poste ou des empreintes d’affranchissement sur cet avis.
3. L’avis d’émission est adressé sous enveloppe, par le premier courrier et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface):
 - a) directement au bureau de paiement, s’il s’agit d’un mandat-carte télégraphique;
 - b) au bureau d’échange du pays d’émission, s’il s’agit d’un mandat-liste télégraphique.

Article 106 – Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner sur les mandats d’autres mentions que celles que comporte la contexture des formules, à l’exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu’en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; toutefois, l’expéditeur a le droit d’inscrire au recto ou au verso du coupon une communication particulière ainsi qu’il est prévu à l’article 9, paragraphe 5, de l’Arrangement.

Texte proposé

RE – Article 305 – Avis d’émission des mandats ordinaires télégraphiques et des mandats de versement télégraphiques

1. Tout mandat ordinaire télégraphique donne lieu à l’établissement, par le bureau d’émission, d’un avis d’émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.
2. Il est interdit d’apposer des timbres-poste ou des empreintes d’affranchissement sur cet avis.
3. L’avis d’émission est adressé sous enveloppe, par le premier courrier et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface):
 - a) directement au bureau de paiement, dans les relations où il existe des échanges directs (mandat ordinaire);
 - b) au bureau d’échange du pays d’émission, dans les relations où les échanges s’effectuent au moyen de listes (mandat ordinaire);
 - c) directement au bureau des chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire (mandat de versement).

RE – Article 306 – Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner sur les mandats d’autres mentions que celles que comporte la contexture des formules, à l’exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu’en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; toutefois, l’expéditeur a le droit d’inscrire au recto ou au verso du coupon une communication particulière ainsi qu’il est prévu à l’article RE 315.

Texte actuel

Texte proposé

Article 105 – Etablissement des mandats-cartes

2. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'émission. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres, à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

3. L'indication en toutes lettres du montant des mandats MP 1, MP 1bis, MP 12 et MP 12bis peut être remplacée par une indication chiffrée fournie par un protectographe et précédée d'un signe autre qu'un chiffre ou une lettre. Dans ce cas, le montant à payer n'est indiqué qu'une seule fois dans le corps du titre. Les caractères utilisés doivent avoir des dimensions telles que ces caractères ne prêtent pas à confusion.

Article 107 – Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office, à condition que ce montant excède l'équivalent de 300 francs (98,01 DTS).

Article 108 – Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions

Les mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant provisoirement dans des hôtels, pensions ou autres lieux publics d'hébergement et dont le montant excède l'équivalent de 300 francs (98,01 DTS) doivent être soit soumis à la recommandation d'office, soit transmis par la voie télégraphique. Les Administrations conviennent entre elles du traitement à appliquer.

RE – Article 307 – Indication du montant

1. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'émission. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres, à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

2. L'indication en toutes lettres du montant des mandats MP 1, MP 1bis, MP 12 et MP 12bis peut être remplacée par une indication chiffrée fournie par un protectographe et précédée d'un signe autre qu'un chiffre ou une lettre. Dans ce cas, le montant à payer n'est indiqué qu'une seule fois dans le corps du titre. Les caractères utilisés doivent avoir des dimensions telles que ces caractères ne prêtent pas à confusion.

RE – Article 308 – Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office /.../.

Motifs. – Pour tenir compte des particularités des Administrations en matière de sécurité, elles doivent pouvoir fixer librement la limite à partir de laquelle ces mandats doivent être soit soumis à la recommandation d'office, soit transmis par la voie des télécommunications. Aussi, pour des raisons d'assouplissement de la réglementation, le CE propose-t-il la suppression dans le texte du montant de 300 francs (98,01 DTS).

RE – Article 309 – Mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions

Pour les mandats adressés «Poste restante» ou à des personnes séjournant provisoirement dans des hôtels, pensions et autres lieux publics d'hébergement, les Administrations conviennent entre elles du montant à partir duquel ces mandats doivent être soit soumis à la recommandation d'office, soit transmis par la voie des télécommunications /.../.

Motifs. – Les mêmes que ceux énoncés à l'article RE – 308 ci-dessus.

Texte actuel

Texte proposé

Article 5 – Versement des fonds. Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé portant le numéro du mandat est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

Article 9 – Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. L'article 48, paragraphe 1, de la Convention est applicable aux avis de paiement.

Article 105

8. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement».

Article 113

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

Article 9

2. Lorsque le premier avis de paiement ne lui est pas parvenu dans les délais normaux, l'expéditeur peut en déposer un second moyennant paiement de la taxe prévue. Si le paiement du mandat a eu lieu avant le dépôt d'une seconde demande d'avis de paiement, la taxe perçue est remboursée à l'expéditeur.

Article 38 – Avis d'inscription

Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le déposant peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 48 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

RE – Article 310 – Versement des fonds – Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé portant le numéro du mandat est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

RE – Article 311 – Avis de paiement /.../

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. L'article 48, paragraphe 1, de la Convention, est applicable aux avis de paiement.
2. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement».
3. Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.
4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de paiement qui ne lui est pas parvenu dans les délais normaux, il n'est perçu ni une deuxième taxe, ni la taxe prévue à l'article 42 de la Convention pour les réclamations.

RE – Article 312 – Avis d'inscription

Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le déposant d'un mandat de versement peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 48 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

Texte actuel

Texte proposé

Article 9 – Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire

3. Sous réserve de l'article 16, l'expéditeur d'un mandat peut demander que la remise des fonds soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 32 de la Convention est applicable.

Article 9 – Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire

4. Dans les relations avec les pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. Le paiement peut avoir lieu au profit d'un mandataire spécialement désigné selon les règles juridiques en vigueur dans le pays de destination lorsque le bénéficiaire est dans l'incapacité de se déplacer ou de donner son acquit. L'expéditeur demandant le paiement d'un mandat en main propre acquitte une taxe spéciale égale à celle qui est prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre t), de la Convention.

Article 105

7. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

Article 9 – Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication au bénéficiaire

5. Le verso du coupon ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. Sur les mandats-listes, seules des références sont admises.

Article 105 – Etablissement des mandats-cartes

6. Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

RE – Article 313 – Remise par exprès /.../

Sous réserve de l'article RE 606, l'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander que la remise des fonds, du titre ou de l'avis d'arrivée, soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 32 de la Convention est applicable.

RE – Article 314 – Paiement en main propre /.../

1. Dans les relations avec les pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. Le paiement peut avoir lieu au profit d'un mandataire spécialement désigné selon les règles juridiques en vigueur dans le pays de destination lorsque le bénéficiaire est dans l'incapacité de se déplacer ou de donner son acquit. L'expéditeur demandant le paiement d'un mandat en main propre acquitte une taxe spéciale égale à celle qui est prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre t), de la Convention.

2. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

RE – Article 315 – Communication destinée au bénéficiaire

Le verso du coupon ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. Sur les mandats échangés au moyen de listes, seules des références sont admises.

RE – Article 316 – Mandats de service

Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

Texte actuel

Texte proposé

Article 10 – Retrait. Modification d'adresse

L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire.

Article 110

1. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale est établie sur une formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé.

2. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale. La formule MP 4 est revêtue en tête de la mention «Confirmation de la demande télégraphique du ...» soulignée au crayon rouge; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.

3. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de retrait ou de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

Article 136

1. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 33, paragraphe 6, de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

2. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

Article 125

Par dérogation à l'article 144 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse MP 4 relatives aux mandats-listes sont envoyées au bureau d'échange du pays de paiement par l'intermédiaire du bureau d'échange du pays d'émission.

RE – Article 317 – Retrait. Modification d'adresse

1. L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire.

2. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale est établie sur une formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé.

3. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale. La formule MP 4 est revêtue en tête de la mention «Confirmation de la demande télégraphique du ...» soulignée /.../ en rouge; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.

4. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de retrait ou de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

5. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 33, paragraphe 6, de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

6. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

7. Par dérogation à l'article 144 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse MP 4 relatives aux mandats échangés au moyen de listes sont envoyées au bureau d'échange du pays de paiement par l'intermédiaire du bureau d'échange du pays d'émission.

Texte actuel

Texte proposé

Article 6 – Taxes

1. L'Administration d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. Le montant de cette taxe ne peut excéder 45 francs (14,70 DTS).

2. A cette taxe principale, elle ajoute, éventuellement, les taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement, de paiement par exprès, etc.).

Article 37

1. L'Administration d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. Cette taxe, qu'elle garde en entier, doit être inférieure à la taxe d'un mandat de même montant.

Article 6

3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant, peuvent être soumis, par l'Administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de 1/4 pour cent, mais au minimum de 2,50 francs (0,82 DTS) et au maximum de 5 francs (1,63 DTS) prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

Article 17

Peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;

Article 20

5. Si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite «d'autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 24, paragraphe 1, lettre o), de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement.

- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 13, paragraphe 4;
- d) la taxe visée à l'article 24, paragraphe 1, lettre e), de la Convention, lorsque le mandat est adressé poste restante.

Article 33

Les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont autorisés par le présent Arrangement.

Article 7

Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 15 de la Convention.

Article 4 – Taxes

1. L'Administration d'émission détermine librement, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute, éventuellement, les taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement ou d'inscription, de remise par exprès, etc.).

2. Le montant de la taxe principale d'un mandat ordinaire ne peut excéder 70 francs (22,86 DTS).

3. La taxe d'un mandat de versement doit être inférieure à la taxe d'un mandat ordinaire de même montant.

4. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant, peuvent être soumis, par l'Administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de 1/4 pour cent, mais au minimum de 2,50 francs (0,82 DTS) et au maximum de 5 francs (1,63 DTS), prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

5. Les taxes facultatives suivantes peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
- b) en cas de réclamation et si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite «d'autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 24, paragraphe 1, lettre o), de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement;
- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 6, paragraphe 4;
- d) la taxe visée à l'article 24, paragraphe 1, lettre e), de la Convention, lorsque le mandat est adressé «Poste restante».

6. Les mandats tant à l'émission qu'au paiement ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont prévus par le présent Arrangement.

7. Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 15 de la Convention.

Motifs. – Le CE propose le relèvement de 45 francs (14,70 DTS) à 70 francs (22,86 DTS) de la taxe à percevoir par l'Administration d'émission pour tenir compte des coûts d'exploitation supportés par celle-ci, d'une part, et, d'autre part, de la nécessité de fixer un maximum afin de préserver la compétitivité du service des mandats de poste. Ce maximum fixé initialement à 20 francs a été porté à 30 francs par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et à 45 francs par celui de Hambourg 1984.

Texte actuel

Texte proposé

Article 105 – Etablissement des mandats-cartes

9. L'indication, sur le mandat, de la taxe perçue sur l'expéditeur n'est pas obligatoire. Le cas échéant, cette indication se fait soit par l'application de timbres-poste, soit par l'inscription de la taxe perçue à l'emplacement prévu sur les formules MP 1, MP 1bis, MP 12, MP 12bis et MP 16.

RE – Article 401 – Indication de la taxe perçue

L'indication, sur le mandat, de la taxe perçue sur l'expéditeur n'est pas obligatoire. Le cas échéant, cette indication se fait soit par l'application de timbres-poste, soit par l'inscription de la taxe perçue à l'emplacement prévu sur les formules MP 1, MP 1bis, MP 12, MP 12bis et MP 16.

Article 8 – Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

2. En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

RE – Article 402 – Taxe des mandats télégraphiques

En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

Texte actuel

Texte proposé

Article 121

L'échange des mandats-listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Article 2 – Modes d'échange

2. L'échange par la voie postale peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés «mandats-cartes» et, dans le second, «mandats-listes».

5. L'échange par la voie télégraphique peut avoir lieu par mandat-carte télégraphique ou par mandat-liste télégraphique, les deux catégories étant dénommées «mandats télégraphiques».

3. Toutefois, les Administrations peuvent également convenir d'un système d'échange mixte, si l'organisation interne de leurs services respectifs l'exige. Dans ce cas, l'échange s'opère au moyen de cartes directement entre des bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante.

4. Les mandats prévus aux paragraphes 2 et 3 peuvent être présentés au pays destinataire sur bandes magnétiques ou sur tout autre support convenu entre les Administrations. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des mandats émis. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.

Article 109 – Transmission des mandats-cartes

1. Les mandats sont transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, à découvert.

2. Les mandats sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 157, paragraphes 2 à 6, ou à l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

Article 5 – Modalités d'échange

1. L'échange par la voie postale s'opère, au choix des Administrations, soit au moyen de mandats ordinaires ou de versement, directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

2. L'échange par la voie télégraphique s'opère par télégramme-mandat adressé directement au bureau de paiement.

3. Toutefois, les Administrations peuvent également convenir d'un système d'échange mixte, si l'organisation interne de leurs services respectifs l'exige. Dans ce cas, l'échange s'opère au moyen de cartes directement entre des bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante.

4. Les mandats prévus aux paragraphes 1 et 3 peuvent être présentés au pays destinataire sur bandes magnétiques ou sur tout autre support convenu entre les Administrations. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des mandats émis. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.

RE – Article 501 – Transmission des mandats ordinaires et de versement

Les mandats ordinaires et de versement sont transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, à découvert. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 157, paragraphes 2 à 6, ou à l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention, suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

Texte actuel

Article 122 – Transmission des mandats-listes

1. La transmission des mandats-listes entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du pays d'émission ou entre le bureau d'échange du pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.
2. Entre bureaux d'échange de pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après:
 - a) chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 ci-annexé, récapitulant les mandats déposés dans son pays pour être payés dans un autre;
 - b) tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1er janvier ou le 1er juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
 - c) les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1er janvier ou du 1er juillet de chaque année;
 - d) les listes sont transmises en franchise de port au bureau d'échange correspondant par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission.
3. Les Administrations intéressées peuvent convenir de limiter la description des mandats sur la liste MP 2 à l'indication dans la colonne 7 du montant des mandats transmis. Dans ce cas, le pays d'émission annexe à la liste les formules utilisées pour la transmission des mandats entre le bureau d'émission et son propre bureau d'échange ou toute autre formule que les Administrations conviennent d'adopter.

Article 123

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise visés tant à l'article 16 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement ainsi que pour les mandats-listes visés à l'article 129, paragraphe 1; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

Article 135

1. Les mandats-listes télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.
2. Les mandats-listes télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Mandats télégraphiques».

Texte proposé

RE – Article 502 – Echanges au moyen de listes

1. Transmission de mandats ordinaires et de versement

- 1.1 La transmission des mandats entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du pays d'émission ou entre le bureau d'échange du pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.
- 1.2 Entre bureaux d'échange de pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après:
 - 1.2.1 chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 ci-annexé, récapitulant les mandats déposés dans son pays pour être payés dans un autre. Les mandats de versement sont transmis au moyen d'une liste spéciale MP 2 intitulée «Mandats de versement»;
 - 1.2.2 tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1er janvier ou le 1er juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
 - 1.2.3 les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1er janvier ou du 1er juillet de chaque année;
 - 1.2.4 les listes sont transmises en franchise de port au bureau d'échange correspondant par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission.
- 1.3 Les Administrations intéressées peuvent convenir de limiter la description des mandats sur la liste MP 2 à l'indication dans la colonne 7 du montant des mandats transmis. Dans ce cas, le pays d'émission annexe à la liste les formules utilisées pour la transmission des mandats entre le bureau d'émission et son propre bureau d'échange ou toute autre formule que les Administrations conviennent d'adopter.

2. Liste spéciale

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise visés tant aux articles 15 et 16 de la Convention qu'à l'article 4, paragraphe 6, de l'Arrangement ainsi que pour les mandats visés à l'article RE 608, paragraphe 4; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

3. Transmission des mandats télégraphiques

- 3.1 Les mandats télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Texte actuel

3. Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats-listes télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

Article 124

1. Lorsque l'expéditeur du mandat demande la remise par exprès, la mention «Exprès» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription correspondante.

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande un avis de paiement, la mention «AP» est portée sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande le paiement en main propre, la mention «Ne payer qu'en main propre» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

Article 145

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat de versement demande un avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, la mention «AI» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription relative au mandat.

Article 127

1. Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence. Le bureau d'échange du pays d'émission envoie sans délai, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

2. Les listes sont vérifiées soigneusement par le bureau d'échange du pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance. Le bureau d'échange du pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du pays de paiement lui accuse réception de la liste.

3. Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu. Les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Texte proposé

3.2 Les mandats /.../ télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Mandats télégraphiques».

3.3 Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats /.../ télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

4. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

4.1 Lorsque l'expéditeur d'un mandat ordinaire demande la remise par exprès, un avis de paiement ou le paiement en main propre, la mention correspondante («Exprès», «AP» ou «Ne payer qu'en main propre») est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

4.2 Lorsque l'expéditeur d'un mandat de versement demande un avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, la mention «AI» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

5. Traitement des listes manquantes ou irrégulières

5.1 Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence. Le bureau d'échange du pays d'émission envoie sans délai, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

5.2 Les listes sont vérifiées /.../ par le bureau d'échange du pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance. Le bureau d'échange du pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du pays de paiement lui accuse réception de la liste.

5.3 Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu. Les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Texte actuel

Texte proposé

Article 131 – Transmission des mandats

La transmission des mandats entre les bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante ainsi qu'entre le bureau d'échange de cette Administration et ses bureaux de poste s'effectue selon les règles ci-après:

- a) chaque bureau de poste émetteur établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre, sous enveloppe, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), directement au bureau d'échange désigné par l'Administration correspondante;
- b) ce bureau d'échange établit, sur la base de la formule MP 1 ou MP 1bis reçue, un titre sur une formule de son régime intérieur pour le paiement au bénéficiaire;
- c) chaque bureau de poste émetteur de l'Administration correspondante établit le titre sur une formule de son régime intérieur à transmettre, selon ses règles internes, au bureau d'échange de son pays;
- d) ce bureau d'échange, sur la base des formules reçues de son bureau de poste émetteur, établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre à découvert au pays de destination, selon les dispositions de l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention.

RE – Article 503 – Système d'échange mixte

La transmission des mandats entre les bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante ainsi qu'entre le bureau d'échange de cette Administration et ses bureaux de poste s'effectue selon les règles ci-après:

- a) chaque bureau de poste émetteur établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre, sous enveloppe, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), directement au bureau d'échange désigné par l'Administration correspondante;
- b) ce bureau d'échange établit, sur la base de la formule MP 1 ou MP 1bis reçue, un titre sur une formule de son régime intérieur pour le paiement au bénéficiaire;
- c) chaque bureau de poste émetteur de l'Administration correspondante établit le titre sur une formule de son régime intérieur à transmettre, selon ses règles internes, au bureau d'échange de son pays;
- d) ce bureau d'échange, sur la base des formules reçues de son bureau de poste émetteur, établit le mandat sur une formule MP 1 ou MP 1bis à transmettre à découvert au pays de destination, selon les dispositions de l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention.

Texte actuel

Texte proposé

Article 13 – Durée de validité. Visa pour date

1. La validité des mandats s'étend:
 - a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission;
 - b) après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission.
2. Après ces délais, les mandats-cartes parvenus directement aux bureaux de poste payeurs ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné, par le service désigné par l'Administration d'émission, à la requête du bureau de poste de paiement. Les mandats-listes et les mandats-cartes parvenus aux bureaux d'échange selon l'article 2, paragraphe 3, ne peuvent bénéficier du visa pour date.
3. Le visa pour date confère au mandat-carte, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.
4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre o), de la Convention.

Article 14

2. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

Article 15

1. Le paiement des mandats est effectué selon la réglementation du pays de paiement.

Article 15 – Règles générales de paiement des mandats

4. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

Article 6 – Paiement des mandats

1. La validité des mandats s'étend:
 - a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission;
 - b) après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission.
2. Après ces délais, les mandats parvenus directement aux bureaux de poste payeurs ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné, par le service désigné par l'Administration d'émission, à la requête du bureau de poste de paiement. Les mandats parvenus aux Administrations de destination selon l'article 5, paragraphe 4, ne peuvent bénéficier du visa pour date.
3. Le visa pour date confère au mandat, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.
4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre o), de la Convention.
5. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.
6. Le paiement des mandats est effectué selon la réglementation du pays de paiement.

RE – Article 601 – Montant à payer

Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

Texte actuel

Article 15 – Règles générales de paiement des mandats

2. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.

3. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.

Article 128

L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, prévue à l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

Article 139 – Transcription des télégrammes-mandats

Les télégrammes-mandats sont transcrits sur une formule adaptée ou sur la formule MP 1 ou MP 1bis dont la texture est modifiée de la façon suivante:

- le nom du pays de destination est remplacé par le nom du pays d'émission;
- la mention «mandat de poste international» est complétée par le mot «télégraphique».

La formule utilisée est authentifiée à l'aide du timbre du bureau qui effectue la transcription.

Texte proposé

RE – Article 602 – Paiement des mandats ordinaires

1. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.

2. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.

3. L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, prévue à l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

RE – Article 603 – Transcription des télégrammes-mandats

Les télégrammes-mandats sont transcrits sur une formule adaptée ou sur la formule MP 1, MP 1bis ou MP 16 dont la texture est modifiée de la façon suivante:

- le nom du pays de destination est remplacé par le nom du pays d'émission;
- la mention «mandat ordinaire international» ou «mandat de versement international» est complétée par le mot «télégraphique».

La formule utilisée est authentifiée à l'aide du timbre du bureau qui effectue la transcription.

Texte actuel

Article 140 – Paiement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

Article 18

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 16.

2. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale.

3. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

Article 140

2. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'une demande de régularisation conforme au modèle MP 14.

3. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

4. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2 font l'objet de demandes d'explication adressées au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai. En cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats-listes télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

Article 141

Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe au bureau de paiement qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

Texte proposé

RE – Article 604 – Paiement des mandats ordinaires télégraphiques

1. Les mandats ordinaires télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

2. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article RE 606.

3. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale.

4. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

5. Les mandats ordinaires télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'une demande de régularisation conforme au modèle MP 14.

6. Dans les échanges au moyen de listes, les mandats ordinaires télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

7. Dans les échanges au moyen de listes, les mandats télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2, font l'objet de demandes d'explication adressées au bureau d'échange du pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai. En cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

8. Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat ordinaire télégraphique incombe au bureau de paiement qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

Texte actuel	Texte proposé
<p>Article 114 – Visa pour date</p> <p>Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.</p>	<p>RE – Article 605 – Visa pour date</p> <p>Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.</p>
<p>Article 16 – Remise par exprès</p> <p>Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que sa réglementation le prévoit.</p>	<p>RE – Article 606 – Remise par exprès</p> <p>Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que sa réglementation le prévoit.</p>
<p>Article 12 – Endossement</p> <p>Tout pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre pays.</p> <p>Article 39</p> <p>2. Par dérogation à l'article 12, l'endossement n'est pas admis pour les mandats de versement.</p>	<p>RE – Article 607 – Endossement</p> <p>Tout pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre pays. <u>Cependant</u>, l'endossement n'est pas admis pour les mandats de versement.</p>

Texte actuel

Article 19 – Mandats impayés

1. Tout mandat refusé ou tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée est renvoyé immédiatement à l'Administration d'émission.
2. Tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé durant le délai de validité est renvoyé immédiatement après l'expiration de ce délai ou, si le mandat a été remis au bénéficiaire, dès sa présentation au bureau de paiement.
3. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
4. L'article 34, paragraphe 6, de la Convention est applicable à la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'express.

Article 116

1. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 143, paragraphes 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.
2. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article 111 doivent être transmis à l'Administration qui les a établis. Celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

Article 142

1. Les mandats-cartes télégraphiques qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont soumis aux dispositions de l'article 116.
2. Ils doivent être renvoyés sous enveloppe, sans attendre l'arrivée des avis d'émission y relatifs. Les avis d'émission arrivant ultérieurement sont également renvoyés sous enveloppe.

Article 129

1. Sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans une liste MP 2 spéciale, comme s'il s'agissait d'un mandat en franchise:
 - a) les mandats visés à l'article 19 de l'Arrangement;
 - b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.
2. Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

Texte proposé

RE – Article 608 – Mandats impayés

1. Tout mandat refusé ou tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée est renvoyé immédiatement à l'Administration d'émission.
2. Tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé durant le délai de validité est renvoyé immédiatement après l'expiration de ce délai ou, si le mandat a été remis au bénéficiaire, dès sa présentation au bureau de paiement.
3. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
4. Les dispositions de l'article 7, paragraphe 2, sont applicables aux mandats impayés.
5. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 143, paragraphes 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.
6. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article RE 702 doivent être transmis à l'Administration qui les a établis. Celle-ci met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par la voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.
7. Les mandats télégraphiques impayés, et non les télégrammes, doivent être renvoyés sous enveloppe, sans attendre l'arrivée des avis d'émission y relatifs. Les avis d'émission arrivant ultérieurement sont également renvoyés sous enveloppe.
8. S'agissant des mandats échangés au moyen de listes, ils sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans une liste MP 2 spéciale, comme s'il s'agissait d'un mandat en franchise:
 - a) les mandats visés aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus;
 - b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

Texte actuel

Article 20 – Autorisation de paiement

1. Tout mandat-carte égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation est établie:
 - a) au profit de l'expéditeur lorsque la demande est formulée avant la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée au bénéficiaire;
 - b) au profit du bénéficiaire lorsque la demande est formulée après la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée.
3. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
4. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.

Article 117

Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose conforme au modèle MP 13 ci-annexé; elles sont transmises dans les mêmes conditions que les mandats qu'elles remplacent.

Article 118

1. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.
2. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.
3. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 26, paragraphes 1 et 2, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

Texte proposé

RE – Article 609 – Autorisation de paiement

1. Tout mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation est établie:
 - a) au profit de l'expéditeur lorsque la demande est formulée avant la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée au bénéficiaire;
 - b) au profit du bénéficiaire lorsque la demande est formulée après la remise du mandat ou de l'avis d'arrivée.
3. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
4. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
5. Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose conforme au modèle MP 13 ci-annexé; elles sont transmises dans les mêmes conditions que les mandats qu'elles remplacent.
6. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.
7. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.
8. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 9, paragraphe 5, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

Texte actuel

Texte proposé

Article 112 – Mandats-cartes irréguliers

1. Est renvoyé au bureau d'émission par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous enveloppe, accompagné d'une formule conforme au modèle MP 14 ci-annexé pour être régularisé, tout mandat-carte qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse ou omission du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- b) différences ou omissions de sommes;
- c) dépassement du montant maximal convenu entre les Administrations intéressées;
- d) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- e) omission de timbre, de signature sur les mandats non établis selon un procédé mécanographique, ou d'autres indications de service;
- f) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise ou omission de la désignation de l'unité monétaire;
- g) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du pays d'émission et celle du pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- h) emploi de formule non réglementaire;
- i) absence de la recommandation d'office ou non-utilisation de la voie télégraphique, lorsque ces dispositions ont été prévues en application des articles 107 et 108.

2. Néanmoins, en ce qui concerne les irrégularités qui sont ou paraissent imputables à l'expéditeur, l'Administration de paiement peut, le cas échéant, après avoir avisé le bénéficiaire, lui permettre de formuler une demande de régularisation. Celle-ci peut être transmise par la voie aérienne ou télégraphique, aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur résulte d'une faute de service.

3. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa responsabilité, rectifier d'office des erreurs sans gravité. Ces rectifications sont inscrites à l'encre rouge et signées par le préposé.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

RE – Article 610 – Traitement des mandats irréguliers

1. Est renvoyé au bureau d'émission par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous enveloppe, accompagné d'une formule conforme au modèle MP 14 ci-annexé pour être régularisé, tout mandat qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante, douteuse ou omission du nom ou du domicile du bénéficiaire, indication du numéro de compte courant postal manquante ou erronée;
- b) différences ou omissions de sommes;
- c) dépassement du montant maximal convenu entre les Administrations intéressées;
- d) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- e) omission de timbre, de signature sur les mandats non établis selon un procédé mécanographique, ou d'autres indications de service;
- f) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise ou omission de la désignation de l'unité monétaire;
- g) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du pays d'émission et celle du pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- h) emploi de formule non réglementaire;
- i) absence de la recommandation d'office ou non-utilisation de la voie télégraphique, lorsque ces dispositions ont été prévues en application des articles RE 308 et RE 309.

2. Néanmoins, en ce qui concerne les irrégularités qui sont ou paraissent imputables à l'expéditeur, l'Administration de paiement peut, le cas échéant, après avoir avisé le bénéficiaire, lui permettre de formuler une demande de régularisation. Celle-ci peut être transmise par la voie aérienne ou télégraphique, aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur résulte d'une faute de service.

3. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa responsabilité, rectifier d'office des erreurs sans gravité. Ces rectifications sont inscrites en rouge et signées par le préposé.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

Texte actuel

6. Si à l'issue d'un délai de trente jours, l'expéditeur n'a pas donné suite à une demande de régularisation d'un mandat transmis à l'appui d'une formule MP 14, le titre est considéré comme impayé. Ladite formule, revêtue de l'information adéquate, est renvoyée au bureau de destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Article 138 – Traitement des mandats télégraphiques irréguliers

1. Tout mandat télégraphique dont la remise ne peut être effectuée par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause de la non-remise.
2. A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article 112, paragraphes 5 et 6.
3. Tout mandat télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats de poste.

Article 21 – Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit pays.

Texte proposé

6. Si à l'issue d'un délai de trente jours, l'expéditeur n'a pas donné suite à une demande de régularisation d'un mandat transmis à l'appui d'une formule MP 14, le titre est considéré comme impayé. Ladite formule, revêtue de l'information adéquate, est renvoyée au bureau de destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

RE – Article 611 – Traitement des mandats ordinaires télégraphiques irréguliers

1. Tout mandat ordinaire télégraphique dont la remise ne peut être effectuée par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause de la non-remise.
2. A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article RE 610, paragraphes 5 et 6.
3. Tout mandat ordinaire télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats.

RE – Article 612 – Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit pays.

Texte actuel

Texte proposé

Article 119 – Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

1. Tout mandat égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1 ou MP 1bis. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date.

2. Une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds doit être donnée de préférence directement au verso du titre de remplacement. Exceptionnellement, cette déclaration peut être recueillie sur une fiche annexée à ce titre comme pièce à l'appui; cette déclaration tient lieu d'acquit primitif.

3. S'il n'est pas possible de demander cette déclaration au bénéficiaire, une annotation est faite d'office au verso du titre de remplacement ou sur une pièce à l'appui particulière, précisant que le montant du mandat de poste a été effectivement payé.

Article 147

Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 portant les indications prescrites à l'article 119, paragraphe 1, et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

RE – Article 613 – Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement

1. Mandats ordinaires /.../

1.1 Tout mandat ordinaire égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1 ou MP 1bis. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date.

1.2 Une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds doit être donnée de préférence directement au verso du titre de remplacement. Exceptionnellement, cette déclaration peut être recueillie sur une fiche annexée à ce titre comme pièce à l'appui; cette déclaration tient lieu d'acquit primitif.

1.3 S'il n'est pas possible de demander cette déclaration au bénéficiaire, une annotation est faite d'office au verso du titre de remplacement ou sur une pièce à l'appui particulière, précisant que le montant du mandat a été effectivement payé.

2. Mandats de versement /.../

2.1 Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 portant les indications prescrites au présent article, paragraphe 1, et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

Texte actuel

Texte proposé

Article 11 – Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le pays réexpéditeur et le pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire. Dans ce cas, l'article 34, paragraphes 1 à 3, de la Convention est applicable par analogie.
4. En cas de réexpédition, l'article 34, paragraphe 6, de la Convention est applicable en ce qui concerne la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'exprès.

Article 39

1. La réexpédition d'un mandat de versement sur un autre pays de destination n'est pas admise.

Article 11 – Réexpédition

2. Dans tous les cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.
3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat a demandé à être avisé du paiement ou a demandé le paiement en main propre, le mandat ne peut être réexpédié qu'au cas où la nouvelle Administration de destination admet ces possibilités.

Article 7 – Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le pays réexpéditeur et le pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire. Dans ce cas, l'article 34, paragraphes 1 à 3, de la Convention est applicable par analogie.
2. En cas de réexpédition, la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'exprès sont annulées (article 34, paragraphe 6, de la Convention).
3. La réexpédition d'un mandat de versement sur un autre pays de destination n'est pas admise.

RE – Article 701 – Réexpédition

1. Dans tous les cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.
2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat a demandé à être avisé du paiement ou a demandé le paiement en main propre, le mandat ne peut être réexpédié qu'au cas où la nouvelle Administration de destination admet ces possibilités.

Texte actuel

Texte proposé

Article 111 – Réexpédition des mandats-cartes

1. Lors de la réexpédition, un nouveau mandat est établi pour la somme restant disponible après déduction de la taxe postale et éventuellement de la taxe télégraphique si la réexpédition a lieu par voie télégraphique. Dans ce dernier cas, la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. Le montant du mandat est ensuite converti en la monnaie du pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays de réexpédition.

2. Le bureau de poste réexpéditeur revêt le nouveau mandat et le coupon y afférent de la mention en caractères très apparents «Réexpédié». En cas de réexpédition par voie télégraphique, la mention «Réexpédié» est apposée sur l'avis d'émission visé à l'article 134.

3. Le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de ... à ... sous déduction des taxes de ...» et comptabilisé comme mandat payé.

4. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.

Article 137 – Réexpédition des mandats télégraphiques

La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée selon les dispositions de l'article III et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

RE – Article 702 – Réexpédition des mandats ordinaires

1. Lors de la réexpédition, un nouveau mandat est établi pour la somme restant disponible après déduction de la taxe postale et éventuellement de la taxe télégraphique si la réexpédition a lieu par voie télégraphique. Dans ce dernier cas, la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. Le montant du mandat est ensuite converti en la monnaie du pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays de réexpédition.

2. Le bureau de poste réexpéditeur revêt le nouveau mandat et le coupon y afférent de la mention en caractères très apparents «Réexpédié». En cas de réexpédition par voie télégraphique, la mention «Réexpédié» est apposée sur l'avis d'émission visé à l'article RE 305.

3. Le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de ... à ... sous déduction des taxes de ...» et comptabilisé comme mandat payé.

4. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.

RE – Article 703 – Réexpédition des mandats ordinaires télégraphiques

La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat ordinaire télégraphique est effectuée selon les dispositions de l'article RE 702 et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

Texte actuel

Article 126 – Réexpédition des mandats-listes

Tout mandat-liste réexpédié sur un autre pays est quittancé par le bureau réexpéditeur. La somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

Article 115 – Réclamations

1. Toute réclamation concernant un mandat-carte est établie sur une formule MP 4 et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 42 de la Convention.

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation est déposée dans un pays autre que le pays d'émission ou le pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission accompagnée du récépissé de dépôt. Si, pour des raisons particulières, le récépissé produit ne peut être joint à la formule MP 4, celle-ci doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt No ... délivré le ... par le bureau de ... pour un montant de ...». Le délai prescrit à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention est applicable.

Texte proposé

RE – Article 704 – Réexpédition des mandats échangés au moyen de listes

Tout mandat échangé au moyen de listes et réexpédié sur un autre pays est quittancé par le bureau réexpéditeur. La somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

Article 8 – Réclamations

Les dispositions de l'article 42 de la Convention sont applicables.

RE – Article 801 – Traitement des réclamations

1. Toute réclamation concernant un mandat est établie sur une formule MP 4 et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). /.../

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation est déposée dans un pays autre que le pays d'émission ou le pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission accompagnée du récépissé de dépôt. Si, pour des raisons particulières, le récépissé produit ne peut être joint à la formule MP 4, celle-ci doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt No ... délivré le ... par le bureau de ... pour un montant de ...» /.../.

Texte actuel

Texte proposé

Article 22 – Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

Article 23

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article 21;
- c) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

Article 24

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.

3. La responsabilité incombe à l'Administration postale du pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du pays d'émission ou du pays de paiement.

4. La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel pays l'erreur s'est produite;
- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un pays intermédiaire;
- c) s'il n'est pas possible d'établir le pays où cette erreur de transmission s'est produite.

5. Sous réserve du paragraphe 2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;

Article 9 – Responsabilité

1. Principe /.../

Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

2. Exceptions /.../

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) en cas de retard dans la transmission et le paiement des mandats;
- b) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- c) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article RE 612;
- d) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

3. Détermination de la responsabilité

3.1. Sous réserve des paragraphes 3.2 à 3.5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

3.2 La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.

3.3 La responsabilité incombe à l'Administration postale du pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du pays d'émission ou du pays de paiement.

3.4 La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel pays l'erreur s'est produite;
- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un pays intermédiaire;
- c) s'il n'est pas possible d'établir le pays où cette erreur de transmission s'est produite.

Texte actuel

- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

Article 25

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.
2. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée.
3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.
4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

Article 26

1. Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. L'Administration qui, selon l'article 25, paragraphe 1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.
3. L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à la réclamation.

Texte proposé

- 3.5 Sous réserve du paragraphe 3.2, la responsabilité incombe:
- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

4. Paiement des sommes dues. Recours

- 4.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.
- 4.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée.
- 4.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.
- 4.4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

5. Délai de paiement

- 5.1 Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
- 5.2 L'Administration qui, selon l'article 9, paragraphe 4.1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.
- 5.3 L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à la réclamation.

Texte actuel

Texte proposé

Article 27

1. L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenue de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière:

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention;
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce pays dans le compte des mandats.

3. Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 6 pour cent par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

6. Remboursement à l'Administration intervenante

6.1 L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenue de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

6.2 Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière:

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention;
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce pays dans le compte des mandats.

6.3 Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 6 pour cent par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

Texte actuel

Texte proposé

Article 28 – Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement pour chaque mandat payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats-cartes compris dans un même compte mensuel, à:

- 2,00 francs (0,65 DTS) jusqu'à 200 francs (65,34 DTS);
- 2,50 francs (0,82 DTS) au-delà de 200 francs (65,34 DTS) et jusqu'à 400 francs (130,68 DTS);
- 3,00 francs (0,98 DTS) au-delà de 400 francs (130,68 DTS) et jusqu'à 600 francs (196,01 DTS);
- 3,70 francs (1,21 DTS) au-delà de 600 francs (196,01 DTS) et jusqu'à 800 francs (261,35 DTS);
- 4,50 francs (1,47 DTS) au-delà de 800 francs (261,35 DTS) et jusqu'à 1000 francs (326,69 DTS);
- 5,30 francs (1,73 DTS) au-delà de 1000 francs (326,69 DTS).

3. Toutefois, les Administrations concernées peuvent, à la demande de l'Administration de paiement, convenir d'une rémunération supérieure à celle qui est fixée au paragraphe 1 lorsque la taxe perçue à l'émission est supérieure à 25 francs (8,17 DTS).

4. Les mandats de versement et les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune rémunération.

5. Pour les mandats-listes, en sus de la rémunération prévue au paragraphe 1, une rémunération supplémentaire de 50 centimes (0,16 DTS) est attribuée à l'Administration de paiement. Le paragraphe 3 s'applique par analogie aux mandats-listes.

6. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement une rémunération additionnelle de 0,40 franc (0,13 DTS) pour chaque mandat payé en main propre.

Article 10 – Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement pour chaque mandat ordinaire payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel, à:

- 2,00 francs (0,65 DTS) jusqu'à 200 francs (65,34 DTS);
- 2,50 francs (0,82 DTS) au-delà de 200 francs (65,34 DTS) et jusqu'à 400 francs (130,68 DTS);
- 3,00 francs (0,98 DTS) au-delà de 400 francs (130,68 DTS) et jusqu'à 600 francs (196,01 DTS);
- 3,70 francs (1,21 DTS) au-delà de 600 francs (196,01 DTS) et jusqu'à 800 francs (261,35 DTS);
- 4,50 francs (1,47 DTS) au-delà de 800 francs (261,35 DTS) et jusqu'à 1000 francs (326,69 DTS);
- 5,30 francs (1,73 DTS) au-delà de 1000 francs (326,69 DTS).

2. Toutefois, les Administrations concernées peuvent, à la demande de l'Administration de paiement, convenir d'une rémunération supérieure à celle qui est fixée au paragraphe 1 lorsque la taxe perçue à l'émission est supérieure à 25 francs (8,17 DTS).

3. Les mandats de versement et les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune rémunération.

4. Pour les mandats échangés au moyen de listes, en sus de la rémunération prévue au paragraphe 1, une rémunération supplémentaire de 50 centimes (0,16 DTS) est attribuée à l'Administration de paiement. Le paragraphe 2 s'applique par analogie aux mandats échangés au moyen de listes.

5. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement une rémunération additionnelle de 0,40 franc (0,13 DTS) pour chaque mandat payé en main propre.

Texte actuel

Texte proposé

Article 28 – Rémunération de l'Administration de paiement

2. La rémunération due à l'Administration de paiement au titre de chaque compte mensuel est établie de la façon suivante:

- a) le taux de rémunération en DTS, à appliquer pour chaque mandat payé, est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des mandats sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
- b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte.

7. En cas de réexpédition, l'Administration du pays de la nouvelle destination reçoit la rémunération qui lui aurait été due si elle avait été l'Administration du pays de première destination.

RE – Article 1001 – Rémunération de l'Administration de paiement

1. La rémunération due à l'Administration de paiement au titre de chaque compte mensuel est établie de la façon suivante:

- a) le taux de rémunération en DTS, à appliquer pour chaque mandat payé, est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des mandats sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
- b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte.

2. En cas de réexpédition, l'Administration du pays de la nouvelle destination reçoit la rémunération qui lui aurait été due si elle avait été l'Administration du pays de première destination.

Texte actuel

Texte proposé

Article 29 – Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats-cartes ou un compte mensuel du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats-listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.
2. En cas d'application du système d'échange mixte prévu à l'article 2, paragraphe 3, chaque Administration de paiement établit un compte mensuel des sommes payées, si les mandats parviennent de l'Administration d'émission directement à ses bureaux de paiement, ou un compte mensuel du montant des mandats reçus pendant le mois, si les mandats parviennent des bureaux de poste de l'Administration d'émission à son bureau d'échange.
3. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.
4. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

Article 11 – Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé, des sommes payées pour les mandats ou un compte mensuel MP 15 ci-annexé du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats échangés au moyen de listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.
2. En cas d'application du système d'échange mixte prévu à l'article 503, chaque Administration de paiement établit un compte mensuel des sommes payées, si les mandats parviennent de l'Administration d'émission directement à ses bureaux de paiement, ou un compte mensuel du montant des mandats reçus pendant le mois, si les mandats parviennent des bureaux de poste de l'Administration d'émission à son bureau d'échange.
3. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.
4. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

Texte actuel

Article 149 – Etablissement des comptes mensuels

1. Chaque Administration de paiement établit mensuellement, pour chacune des Administrations dont elle a reçu des mandats, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé s'il s'agit de mandats-cartes et de mandats parvenus directement suivant le système d'échange mixte prévu à l'article 2, paragraphe 3, de l'Arrangement, ou un compte mensuel conforme au modèle MP 15 ci-annexé s'il s'agit de mandats-listes. Elle récapitule sur ce compte tous les mandats payés par ses propres bureaux ou tous les mandats parvenus à son bureau d'échange, pour le compte de l'Administration correspondante, pendant le mois précédent. La récapitulation est faite en respectant:

- a) l'ordre chronologique des mois d'émission;
- b) l'ordre alphabétique ou numérique des bureaux d'émission selon ce qui a été convenu;
- c) pour chaque bureau d'émission, l'ordre numérique des mandats.

2. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel établi, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

3. Les mandats payables en main propre doivent être individualisés soit par une mention marginale «M.P.», soit par une inscription sur des feuillets séparés.

4. La récapitulation des mandats MP 1bis et MP 12bis peut se faire soit selon le paragraphe 1, lettres a) à c), soit dans l'ordre des numéros de séquence des mandats.

5. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des rémunérations qui lui reviennent en vertu de l'article 28 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 27 et celui des intérêts prévus aux articles 27, paragraphe 3, et 30, paragraphe 4, de l'Arrangement.

6. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

7. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés), classées dans le même ordre que sur la liste récapitulative MP 6. Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumé du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie télégraphique.

Texte proposé

RE – Article 1101 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

1. Pour l'établissement des comptes prévus à l'article 11, la récapitulation est faite en respectant:

- a) l'ordre chronologique des mois d'émission;
- b) l'ordre alphabétique ou numérique des bureaux d'émission selon ce qui a été convenu;
- c) pour chaque bureau d'émission, l'ordre numérique des mandats.

2. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel établi, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

3. Les mandats payables en main propre doivent être individualisés soit par une mention marginale «M.P.», soit par une inscription sur des feuillets séparés.

4. La récapitulation des mandats MP 1bis et MP 12bis peut se faire soit selon le paragraphe 1, lettres a) à c), soit dans l'ordre des numéros de séquence des mandats.

5. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des rémunérations qui lui reviennent en vertu de l'article 10 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 9, paragraphe 6, et celui des intérêts prévus aux articles 9, paragraphe 6.3, et 12, paragraphe 3, de l'Arrangement.

6. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

7. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés), classées dans le même ordre que sur la liste récapitulative MP 6. Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumé du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie des télécommunications.

Texte actuel

8. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.
9. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels, qu'il s'agisse de la récapitulation des titres ou du calcul des rémunérations, sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 10 francs (3,27 DTS) par compte.
10. Les Administrations peuvent convenir, par accords bilatéraux, d'appliquer une méthode d'établissement des décomptes et de transmission des mandats payés autre que celle prévue aux paragraphes 1 à 7.

Article 148 – Dispositions comptables concernant les mandats de versement

Sauf entente spéciale, les mandats de versement sont décrits sur une liste MP 6 spéciale et incorporés dans le compte mensuel des mandats.

Article 153 – Etablissement des comptes mensuels

Les mandats-listes et les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

- a) Mandats-liste
- 1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;
 - 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
 - 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste.

Texte proposé

8. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.
9. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels, qu'il s'agisse de la récapitulation des titres ou du calcul des rémunérations, sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 10 francs (3,27 DTS) par compte.
10. Les Administrations peuvent convenir, par accords bilatéraux, d'appliquer une méthode d'établissement des décomptes et de transmission des mandats payés autre que celle prévue aux paragraphes 1 à 7.

RE – Article 1102 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats de versement

Sauf entente spéciale, les mandats de versement sont décrits sur une liste MP 6 spéciale et incorporés dans le compte mensuel des mandats.

RE – Article 1103 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats échangés au moyen de listes

Les mandats /.../ sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

- 1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;
- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
- 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste.

Texte actuel

Texte proposé

Article 153 – Etablissement des comptes mensuels

b) Mandats télégraphiques

- 1^o les mandats télégraphiques sont récapitulés, selon le cas avec les mandats-cartes ou avec les mandats-listes;
- 2^o les mandats télégraphiques accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels il se rapportent sont renvoyés, à l'Administration d'émission, annexés à l'un des comptes suivants;
- 3^o les dispositions de la lettre b), chiffre 2^o, ne s'appliquent pas aux mandats-listes télégraphiques.

Article 150 – Etablissement du compte général

1. Le compte général est établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.
2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte.
3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue d'établir le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

RE – Article 1104 – Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires télégraphiques

Les mandats ordinaires télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

- 1^o les mandats ordinaires télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats ordinaires, les mandats de versement ou avec les mandats échangés au moyen de listes;
- 2^o les mandats télégraphiques, et non les télégrammes, accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels il se rapportent sont renvoyés, à l'Administration d'émission, annexés à l'un des comptes suivants;
- 3^o les dispositions du chiffre 2^o, ne s'appliquent pas aux mandats télégraphiques des relations régies par le système liste.

RE – Article 1105 – Etablissement du compte général

1. Le compte général est établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.
2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte.
3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue d'établir le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

Texte actuel

Article 30 – Règlement des comptes

1. Sauf entente spéciale, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.
2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.
3. Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.
4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 6 pour cent par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.
5. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

Texte proposé

Article 12 – Règlement des comptes

1. Sauf entente spéciale, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.
2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.
3. Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.
4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 6 pour cent par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.
5. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

Texte actuel

Texte proposé

Article 151 – Modes et délais de paiement

1. Sauf entente spéciale et sous réserve du paragraphe 2, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés en monnaie du pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:
 - a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier ou au moyen de virements postaux;
 - b) soit par prélèvement sur des provisions éventuelles constituées en vertu de l'article 30, paragraphe 2, de l'Arrangement.
2. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) perçus dans le pays débiteur ainsi que les frais prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers sont à la charge de l'Administration débitrice. Les frais perçus dans le pays créancier sont à la charge de l'Administration créancière.
3. Le paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte.
4. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au paragraphe 3, les raisons de la contestation.

RE – Article 1201 – Règlement des comptes. Modes et délais de paiement

1. Sauf entente spéciale et sous réserve du paragraphe 2, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés en monnaie du pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:
 - a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou une place commerciale du pays créancier ou au moyen de virements postaux;
 - b) soit par prélèvement sur un avoir constitué en vertu de l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement.
2. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) perçus dans le pays débiteur ainsi que les frais prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers sont à la charge de l'Administration débitrice. Les frais perçus dans le pays créancier sont à la charge de l'Administration créancière.
3. Le paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte.
4. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au paragraphe 3, les raisons de la contestation.

Texte actuel

Article 152 – Acomptes

1. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs (9800,72 DTS) par mois a le droit de réclamer le versement automatique d'un acompte au plus tard le 15e jour du mois pendant lequel les mandats sont émis. Le montant de cet acompte est calculé sur la base du montant moyen des trois derniers comptes mensuels acceptés et adaptés en fonction:

- a) de l'importance du compte relatif à la période correspondante de l'année précédente;
- b) de l'évolution du trafic pendant l'année en cours;
- c) des 30 000 francs (9800,72 DTS) en dessous desquels aucun acompte n'est dû et qui, par conséquent, sont à déduire de la moyenne obtenue.

En cas de non-paiement dans le délai précité, l'article 30, paragraphe 4, de l'Arrangement est applicable sauf si l'Administration débitrice est en mesure de prouver que l'Administration créancière ne transmet pas régulièrement ses comptes dans le délai fixé par l'article 149, paragraphe 7.

2. L'Administration débitrice qui désire bénéficier de la faculté prévue à l'article 30, paragraphe 2, de l'Arrangement, sans avoir été préalablement saisie d'une demande d'acompte de l'Administration créancière, détermine, à sa convenance, le montant et la fréquence des versements qu'elle estime devoir opérer pour assurer la couverture de ses émissions.

3. Lorsque le total des versements effectués à titre d'acomptes est supérieur au montant dû à l'Administration correspondante pour la période considérée, la différence est reprise dans l'un des comptes suivants, conformément aux directives formulées par l'Administration débitrice ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu à l'article 30, paragraphe 2, de l'Arrangement.

Texte proposé

RE – Article 1202 – Acomptes

1. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs (9800,72 DTS) par mois a le droit de réclamer le versement automatique d'un acompte au plus tard le 15e jour du mois pendant lequel les mandats sont émis. Le montant de cet acompte est calculé sur la base du montant moyen des trois derniers comptes mensuels acceptés et adaptés en fonction:

- a) de l'importance du compte relatif à la période correspondante de l'année précédente;
- b) de l'évolution du trafic pendant l'année en cours;
- c) des 30 000 francs (9800,72 DTS) en dessous desquels aucun acompte n'est dû et qui, par conséquent, sont à déduire de la moyenne obtenue.

En cas de non-paiement dans le délai précité, l'article 12, paragraphe 3, de l'Arrangement est applicable sauf si l'Administration débitrice est en mesure de prouver que l'Administration créancière ne transmet pas régulièrement ses comptes dans le délai fixé par l'article 1101, paragraphe 6.

2. L'Administration débitrice qui désire bénéficier de la faculté prévue à l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement, sans avoir été préalablement saisie d'une demande d'acompte de l'Administration créancière, détermine, à sa convenance, le montant et la fréquence des versements qu'elle estime devoir opérer pour assurer la couverture de ses émissions.

3. Lorsque le total des versements effectués à titre d'acomptes est supérieur au montant dû à l'Administration correspondante pour la période considérée, la différence est reprise dans l'un des comptes suivants, conformément aux directives formulées par l'Administration débitrice ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu à l'article 12, paragraphe 2, de l'Arrangement.

Texte actuel

Texte proposé

Article 49 – Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 50

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 51

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 11, paragraphe 4, 12 à 14, 15, paragraphes 1, 2 et 4, 16 à 18, 19, paragraphe 4, 20, paragraphe 5, 22 à 30, 33 et 48 à 52 du présent Arrangement et 102 à 106, 110, 117, 120 à 122, 125, 130 à 136, 140, paragraphe 1, et 161 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées sous lettres a) et c), des articles 107 à 109, 111, 113, 116, 118, 119, 123, 124, 126, 128, 137, 141 et 142 à 148 de son Règlement.
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 20, paragraphe 3, de l'Arrangement et des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 52

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

Article 13 – Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement.

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement, qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès, doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le ... et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le

Texte actuel

Texte proposé

Article 102 – Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 135 «Avis de réception»;
- b) article 138 «Envois exprès»;
- c) articles 144 et 145 «Retrait. Modification d'adresse», complétés par les articles 110, 125 et 136 du présent Règlement.

RE – Article 1301 – Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 135 «Avis de réception»;
- b) article 138 «Envois exprès»;
- c) articles 144 et 145 «Retrait», «Modification d'adresse», complétés par l'article RE 317, paragraphes 2 à 7, du présent Règlement.

Texte actuel

Article 101 – Renseignements à fournir par les Administrations

1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

a) Service des mandats

- 1^o la liste des pays avec lesquels elle échange des mandats de poste et des mandats de versement, ainsi que les systèmes d'échange convenus sur la base de l'Arrangement;
- 2^o soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3^o le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4^o le montant maximal adopté à l'émission et au paiement;
- 5^o la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son pays;
- 6^o la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7^o soit le mode d'indication de cette taxe, soit l'avis que cette taxe n'est pas indiquée;
- 8^o le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9^o La durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10^o la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques);
- 11^o sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12^o un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13^o l'orthographe, dans la langue officielle de son pays, des nombres de 1 à 1000 à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14^o la liste des pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15^o le service auquel les réclamations, les demandes de retrait et de modification d'adresse ainsi que les demandes de «visa pour date» doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné);

Texte proposé

RE – Article 1302 – Renseignements à fournir par les Administrations

1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après, concernant le service des mandats:

- 1^o la liste des pays avec lesquels elle échange des mandats ordinaires et des mandats de versement, ainsi que les systèmes d'échange convenus sur la base de l'Arrangement;
 - 2^o soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
 - 3^o le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
 - 4^o le montant maximal adopté à l'émission et au paiement;
 - 5^o la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son pays;
 - 6^o la taxe appliquée aux mandats émis;
 - 7^o soit le mode d'indication de cette taxe, soit l'avis que cette taxe n'est pas indiquée;
 - 8^o le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
 - 9^o La durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
 - 10^o la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques);
 - 11^o sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
 - 12^o un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
 - 13^o l'orthographe, dans la langue officielle de son pays, des nombres 1 à 1000 à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
 - 14^o la liste des pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
 - 15^o le service auquel les réclamations, les demandes de retrait et de modification d'adresse ainsi que les demandes de «visa pour date» doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné).
2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.
3. Les Administrations peuvent convenir de se communiquer mutuellement les taux de conversion qu'elles appliquent à l'émission dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

Texte actuel

Texte proposé

- b) Service des bons postaux de voyage
- 1^o la liste des pays avec lesquels elle échange des bons postaux de voyage sur la base de l'Arrangement;
 - 2^o soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des bons, soit l'avis que tous ses bureaux participent au service;
 - 3^o le montant, en monnaie des pays sur lesquels les bons sont tirés, de chaque bon postal de voyage;
 - 4^o les taxes appliquées aux bons émis.

2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

3. Les Administrations peuvent convenir de se communiquer mutuellement les taux de conversion qu'elles appliquent à l'émission dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

4. Si le montant des mandats est exprimé en une monnaie autre que celle du pays de paiement, l'Administration de ce pays peut accepter de communiquer le taux de conversion qu'elle applique au moment du paiement aux bénéficiaires et toutes les modifications apportées à ces taux.

4. Si le montant des mandats est exprimé en monnaie autre que celle du pays de paiement, l'Administration de ce pays peut accepter de communiquer le taux de conversion qu'elle applique au moment du paiement aux bénéficiaires et toutes les modifications apportées à ces taux.

Texte actuel

Texte proposé

Article 161 – Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

RE – Article 1303 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Washington, le

CONSEIL EXÉCUTIF

6000.2

Décision

Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)

Le Congrès

décide

de mettre en application la disposition tendant à la réintroduction des sommes en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN) le 1er juillet 1990.

Motifs. – Etant donné que les Actes du Congrès de Washington 1989 n'entreront probablement en vigueur qu'en 1991, il est proposé, pour l'exécution anticipée des télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN), de fixer la date du 1er juillet 1990.

MANDATS, ARRANGEMENT

Article premier

Objet de l'Arrangement

JAPON

6001.1

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. /.../ Des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Motifs. – Il faudrait stipuler dans l'Arrangement que les organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions de l'Arrangement, si une telle participation est autorisée par l'Administration postale de l'organisation non postale en question. L'intention de cette proposition est de rendre les services de mandats de poste plus facilement accessibles au public par l'intermédiaire d'un grand nombre d'organismes émetteurs. Dans ce cas, le fait que ces organismes aient le droit de servir le public en tant qu'organismes postaux et que, d'autre part, ils aient des obligations, devrait figurer dans la présente disposition afin que l'échange via de tels organismes non postaux se fasse harmonieusement et en toute sécurité.

Article premier

Objet de l'Arrangement

ITALIE

6001.2

Amendement à la proposition 6001.1

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. Des organismes non postaux peuvent participer par l'intermédiaire de l'Administration postale à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Motifs. – Il faut stipuler dans l'Arrangement que les organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions de l'Arrangement, *mais par l'intermédiaire de l'Administration postale.*

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Suède, Vatican.

Article 2

Différentes catégories de mandats de poste

JAPON

6002.1

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. Le mandat de versement

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire géré par la poste ou, selon accord entre Administrations concernées, par d'autres organismes. Le mandat de versement est transmis par la voie postale. Le mandat de versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

Motifs. – Le développement rapide de la technologie allant de pair avec la diversification des besoins des usagers a entraîné la nécessité de moderniser nos services.

Dans ces circonstances, il nous faut offrir à nos clients un éventail plus large de possibilités de versements sur comptes.

La présente proposition vise à rendre possibles des versements non seulement sur les comptes courants postaux, mais aussi sur tout autre type de compte, y compris les comptes d'épargne postale, etc.

Article 2

Différentes catégories de mandats de poste

JAPON

6002.2

Ajouter le nouveau paragraphe 2bis suivant:

2bis. Autres services

Les Administrations postales peuvent convenir, dans leurs relations bilatérales ou multilatérales, d'instaurer d'autres services dont les conditions sont à définir entre les Administrations concernées.

Motifs. – Le même type de disposition que celle qui figure dans le projet final d'Arrangement concernant le service des chèques postaux préparé par le CE devrait aussi être prévu dans l'Arrangement concernant les mandats de poste, de sorte que la mise en place de nouveaux types de services puisse se faire en temps utile et de manière plus souple, nous donnant la possibilité de nous tenir à la page et d'améliorer nos services.

Article 4

Taxes

AUTRICHE

6004.1

Paragraphe 5. Insérer la lettre abis) suivante:

abis) une taxe, lorsque le montant est inscrit au crédit d'un compte courant postal:

Motifs. – Depuis quelques années, les titulaires de comptes bancaires sont devenus beaucoup plus exigeants vis-à-vis des banques en ce qui concerne la gamme de services offerts dans le cadre de la gestion des comptes. Pour faire face à la concurrence bancaire, divers offices de chèques postaux étaient également contraints de s'adapter à cette situation. Cette amélioration des services entraîne, notamment dans le service international, des coûts considérables qui devraient être compensés, entre autres, par une taxe perçue lors de la mise en compte de paiements en provenance de l'étranger.

Article 4

Taxes

JAPON

6004.2

Ajouter le nouveau paragraphe 3bis suivant:

3bis. En sus de la taxe principale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie les taxes de télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

Motifs. – Compte tenu du projet final d'article RE 402 du Règlement d'exécution élaboré par le CE, une disposition est prévue en matière de taxes du télégramme.

Dans la mesure où ces taxes sont les taxes de base des mandats télégraphiques, il faut insérer dans l'Arrangement une stipulation qui les rende obligatoires. En même temps, il est souhaitable de remplacer les expressions «la taxe postale» et «les taxes du télégramme» actuellement utilisées dans le RE 402 par, respectivement, «la taxe principale» et «les taxes de télécommunications».

Article 4

Taxes

JAPON

6004.3

Paragraphe 5. Supprimer la lettre b) et ajouter le nouveau paragraphe 5bis suivant:

5bis. Si des autorisations de paiement sont exigibles en vertu des dispositions du Règlement d'exécution du présent Arrangement, et si aucune faute de service n'a été commise, une taxe «d'autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 24, paragraphe 1, lettre o), de la Convention, peut être perçue sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement.

Motifs. – Une «autorisation de paiement» peut être perçue sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire et, dans ce cas, il n'est pas recommandé de le stipuler sous le titre «les taxes facultatives suivantes peuvent être perçues sur le bénéficiaire». Par conséquent, la lettre b) du paragraphe 5 est à formuler séparément sous forme d'un nouveau paragraphe 5bis afin d'éviter toute confusion. Sous sa forme actuelle, le contenu de la lettre b) du paragraphe 5 tiré de l'article 20, paragraphe 5, du présent Arrangement, ne s'accorde pas avec le contenu des autres lettres (a), c), et d)) du paragraphe 5.

Article 5

Modalités d'échange

JAPON

6005.1

Modifier le paragraphe 2 et ajouter le nouveau paragraphe 4bis suivant:

2. L'échange par la voie télégraphique s'opère par télégramme-mandat adressé directement au bureau de paiement. Toutefois, les Administrations concernées peuvent également convenir d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission des mandats télégraphiques.

4bis. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser des moyens d'échange autres que ceux prévus aux paragraphes 1 à 4.

Motifs. – A l'article RE 313, paragraphe 6, du projet final d'Arrangement concernant le service des chèques postaux élaboré par le CE, une disposition prévoit que les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission des virements télégraphiques et qu'elles en déterminent les modalités d'exécution.

A cet égard, il devrait aussi être stipulé dans le présent article que les Administrations peuvent déterminer les modalités d'exécution relatives à l'échange des mandats télégraphiques par un moyen de télécommunications autre que le télégraphe, ce qui permettrait d'utiliser le télex, etc. D'autre part, il importe d'autoriser les Administrations à adopter de nouvelles méthodes d'échange si celles-ci conviennent mieux à leur système particulier de façon que les Administrations suivent l'évolution rapide des services postaux et des télécommunications.

Article 6

Paiement des mandats

JAPON

6006.1

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. Après ces délais, les mandats parvenus directement aux bureaux de poste payeurs ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné, par le service désigné par l'Administration d'émission, à la requête du bureau de poste de paiement. Les mandats échangés au moyen de listes et ceux qui sont envoyés aux bureaux d'échange selon l'article 5, paragraphe 3, ne peuvent bénéficier du visa pour date.

Motifs. – En ce qui concerne les visas pour date délivrés pour les mandats, la définition des mandats qui ne peuvent bénéficier d'un tel visa, comme stipulé au paragraphe 2, prête à confusion. Il faudrait la modifier en conséquence (comme le stipule actuellement l'article 13, paragraphe 2, du présent Arrangement).

Article 9

Responsabilité

SUISSE

6009.1

Paragraphe 6.3. Le modifier comme suit:

6.3 Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'un intérêt dont le taux ne peut excéder celui du marché du jour dans le pays créancier, à dater du jour d'expiration dudit délai.

Motifs. – L'évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire et le développement des techniques rapides de transferts font apparaître la nécessité d'actualiser la réglementation en vigueur relative aux taux d'intérêt à percevoir en de telles circonstances.

Appuis. – Belgique, Espagne, France.

Article 9

Responsabilité

FRANCE

6009.2

Paragraphe 6.2, lettre b). La modifier comme suit:

- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce pays dans le compte des mandats. Cette inscription est effectuée d'office si la demande d'accord n'a pas reçu de réponse dans le délai visé au paragraphe 6.1.

Motifs. – Adjonction visant à supprimer une contradiction entre le paragraphe 6.1 et la lettre b) du paragraphe 6.2.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne, Grèce, Italie, Norvège, Portugal, Yougoslavie.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement

JAPON

6010.1

Modifier le paragraphe 3 comme suit:

3. Les mandats de versement et les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune rémunération. Toutefois, pour les mandats de versement dont le montant est porté au crédit de comptes autres que des comptes courants postaux, les Administrations concernées peuvent convenir de payer une rémunération inférieure à celle fixée au paragraphe 1.

Motifs. – En ce qui concerne les mandats de versement dont les montants sont portés au crédit de comptes autres que des comptes courants postaux, les organismes qui tiennent ces comptes peuvent avoir à encourir quelques frais en l'occurrence. Si ces dépenses ne peuvent pas être déduites du montant lorsque les mandats de versement sont portés au crédit des comptes, l'Administration émettrice devrait rémunérer les organismes du montant en question pour garder la possibilité d'effectuer une telle transaction.

Article 12

Règlement des comptes

SUISSE

6012.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt /.../ dont le taux ne peut excéder celui du marché du jour dans le pays créancier, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.

Motifs. – L'évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire et le développement des techniques rapides de transferts font apparaître la nécessité d'actualiser la réglementation en vigueur relative aux taux d'intérêt à percevoir en de telles circonstances.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Norvège, Suède, Yougoslavie.

Article 4

Montant maximal à l'émission

FINLANDE

16 004.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 10 000 francs (3266,91 DTS). Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.

Motifs. – Relèvement du montant maximal des mandats de 7000 à 10 000 francs pour:

- possibilité d'augmenter le service des mandats de remboursement au moyen des mandats de remboursement d'un montant plus élevé;
- empêcher les clients d'utiliser d'autres messageries.

Note. – Cette proposition est présentée sur la base des textes de Hamburg 1984.

MANDATS, RÈGLEMENT

RE – Article 201

Formules à l'usage du public

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

65 0201.1

Modifier cet article comme suit:

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (Mandat ordinaire international),
- MP 1bis (Mandat ordinaire international photolisible),
- MP 4 (Réclamation concernant un mandat international),
- MP 12 (Mandat ordinaire international pour libellé mécanographique),
- MP 12bis (Mandat ordinaire international photolisible pour libellé mécanographique),
- MP 16 (Mandat de versement international),
- MP 16bis (Mandat de versement international photolisible).

Motifs. – Conséquence de la proposition de création de la formule MP 16bis.

Appuis. – Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Yougoslavie.

RE – Article 202

Formules de mandats ordinaires et de versement

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

65 0202.1

Paragrapes 2 et 4. Les modifier comme suit:

2. Les mandats de versement sont établis sur une formule;
- soit en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé;
 - soit en papier résistant de fond blanc, imprimé en jaune conforme au modèle MP 16bis ci-annexé. La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle.
4. Les caractéristiques techniques des formules MP 1bis, /.../ MP 12bis et MP 16bis et les renseignements concernant leur utilisation sont déposés au Bureau international.

Motifs. – Conséquence de la proposition de création de la formule MP 16bis.

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 202

Formules de mandats ordinaires et de versement

JAPON

65 0202.2

Ajouter le nouveau paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les Administrations peuvent convenir par voie d'accords d'utiliser des formules de mandats autres que celles prévues aux paragraphes 1 à 3.

Motifs. – Vu l'évolution rapide de la technologie et les besoins spécifiques de chaque Administration, il peut être nécessaire de laisser la possibilité de modifier parfois les formules des mandats de poste annexées au Règlement d'exécution.

La présente proposition vise à permettre aux Administrations d'utiliser des formules différentes des spécimens annexés au présent Règlement d'exécution et de rendre ainsi possibles de telles modifications.

RE – Article 302

Etablissement des mandats de versement

JAPON

65 0302.1

Ajouter le nouveau paragraphe 3bis suivant:

3bis. L'établissement des mandats de versement dont les montants sont portés au crédit de comptes autres que des comptes courants postaux peut être effectué par les Administrations sans tenir compte des dispositions prévues au paragraphe 3.

Motifs. – Conséquence de la proposition précédente relative à l'article 2, paragraphe 2, de l'Arrangement.

En ce qui concerne les mandats de versement dont les montants sont versés au crédit de comptes autres que les CCP et actuellement couverts par le paragraphe 3 de l'article RE 302, un accord mutuel entre Administrations concernées peut s'avérer nécessaire pour garantir la bonne prise en compte de toutes les indications requises pour l'écriture du montant au crédit du compte.

RE – Article 303

Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

JAPON

65 0303.1

Ajouter le nouveau paragraphe 6bis suivant:

6bis. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour transmettre les mandats ordinaires télégraphiques, elles déterminent les modalités d'exécution.

Motifs. – A l'article RE 313, paragraphe 6, du projet final d'Arrangement concernant le service des chèques postaux élaboré par le CE, une disposition prévoit, pour les Administrations qui conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission des virements télégraphiques, qu'elles en déterminent les modalités d'exécution.

A cet égard, il devrait aussi être stipulé dans le présent article que les Administrations peuvent décider des modalités d'exécution relatives à la transmission des mandats ordinaires télégraphiques par un moyen de télécommunications autre que le télégraphe, ce qui permettrait d'utiliser le télex, etc.

RE – Article 303

Etablissement des mandats ordinaires télégraphiques

FRANCE

65 0303.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres, puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire également en toutes lettres et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

Motifs. – Préciser la forme dans laquelle doit être indiqué le nom de l'unité monétaire.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Vatican.

RE – Article 304

Etablissement des mandats de versement télégraphiques

JAPON

65 0304.1

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. Les dispositions des paragraphes 2, 3, 6 et 7 de l'article RE 303 sont applicables à l'établissement des mandats de versement télégraphiques.

Motifs. – Conséquence de la proposition précédente relative à l'article RE 303, paragraphe 7.

A l'article RE 313, paragraphe 6, du projet final d'Arrangement concernant le service des chèques postaux élaboré par le CE, une disposition prévoit, pour les Administrations qui conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission des virements télégraphiques, qu'elles en déterminent les modalités d'exécution.

A cet égard, il devrait aussi être stipulé dans le présent article que les Administrations peuvent décider des modalités d'exécution relatives à la transmission des mandats de versement télégraphiques par un moyen de télécommunications autre que le télégraphe, ce qui permettrait d'utiliser le télex, etc.

RE – Article 305

Avis d'émission des mandats ordinaires télégraphiques
et des mandats de versement télégraphiques

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

65 0305.1

Le supprimer.

Motifs. – Les télégrammes-mandats relatifs aux mandats ordinaires télégraphiques sont en général transmis dans ce qu'on appelle «le réseau Gentex». Les personnes extérieures à ce réseau, par exemple les abonnés télex, n'ont pas accès à ce réseau. L'envoi ultérieur de l'avis d'émission n'a pour cette raison presque aucun effet sur la sécurité. Même si l'on suppose qu'un télégramme-mandat puisse être introduit en fraude dans le service postal d'une manière ou d'une autre, l'avis d'émission ne pourra empêcher que le paiement soit effectué, étant donné que ledit avis ne parvient au bureau de paiement que quelques jours après l'arrivée du télégramme-mandat.

Les erreurs de transcription qui ont été faites lors de l'émission d'un mandat de poste télégraphique et qui n'ont tout d'abord pas été remarquées sont de toute façon constatées par l'Administration d'émission lors de la vérification ultérieure du compte mensuel, et ce sans qu'il y ait lieu d'avoir un avis d'émission. Un essai d'exploitation entrepris en mai 1985 par la «Deutsche Bundespost» en accord avec d'autres Administrations a montré qu'il pouvait aisément être renoncé à l'avis d'émission.

L'acceptation de cette proposition entraînerait des modifications des articles RE 604, 608, 703 et 1104 ainsi que des formules MP 3 et MP 14. Les propositions 65 0604.1, 65 0608.2, 65 0703.1, 65 1104.1, 6903.1 et 6914.1 sont présentées à ce sujet.

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 307

Indication du montant

SUISSE

65 0307.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'émission. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité /.../ monétaire en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres, à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

Motifs. – La législation en vigueur qui prescrit l'utilisation d'une «abréviation usuelle» se révèle trop imprécise pour garantir un minimum d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les mandats de poste. Elle varie souvent en fonction de la langue utilisée et prête à confusion lorsqu'il s'agit de déterminer des monnaies différentes portant le même nom (par exemple franc, couronne, livre, dinar, etc.).

Par ailleurs, certaines Administrations utilisent d'ores et déjà l'abréviation alphabétique ISO dans leurs relations financières internationales.

Il nous paraît dès lors nécessaire de réglementer plus précisément l'usage des abréviations monétaires sur les titres de l'espèce. L'adoption de la norme ISO 4217 nous semble la mesure la plus appropriée.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie, Vatican, Yougoslavie.

RE – Article 315

Communication destinée au bénéficiaire

SUISSE

65 0315.1

Le modifier comme suit:

Le verso du coupon ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. Si l'Administration d'origine a informatisé le traitement des mandats, elle peut limiter cette communication à 80 caractères. Sur les mandats échangés au moyen de listes, seules des références sont admises.

Motifs. – En raison de l'informatisation croissante des opérations de dépôt des mandats de poste ainsi qu'en fonction de l'instauration de la télétransmission des données entre Administrations, il convient de permettre à une Administration qui a informatisé le traitement de tels titres de limiter au strict minimum la possibilité offerte à sa clientèle d'apporter des communications sur les titres de l'espèce. En effet, le traitement de telles informations souvent volumineuses et peu lisibles alourdit considérablement les travaux de saisie dans l'Administration de dépôt, accroît les coûts de transmission et complique singulièrement l'impression des documents dans le pays de destination.

En l'occurrence, l'octroi d'un espace équivalant à 80 caractères est estimé suffisant pour couvrir les besoins du public en la matière tout en permettant une meilleure intégration du service des mandats de poste dans les projets d'informatisation en cours au sein de nombreuses Administrations.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 401

Indication de la taxe perçue

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

65 0401.1

Le compléter comme suit:

L'indication, sur le mandat, de la taxe perçue sur l'expéditeur n'est pas obligatoire. Le cas échéant, cette indication se fait soit par l'application de timbres-poste, soit par l'inscription de la taxe perçue à l'emplacement prévu sur les formules MP 1, MP 1bis, MP 12, MP 12bis, MP 16 et MP 16bis.

Motifs. – Conséquence de la proposition de création de la formule MP 16bis.

Appuis. – Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Yougoslavie.

RE – Article 402

Taxe des mandats télégraphiques

JAPON

65 0402.1

Supprimer cet article.

Motifs. – C'est la conséquence de la proposition précédente concernant l'article 4, paragraphe 3bis.

Le contenu de cet article, vu sa nature, devrait être stipulé dans l'Arrangement et cette disposition devrait donc être placée, après modification partielle, à l'article 4 «Taxes» de l'Arrangement.

RE – Article 604

Païement des mandats ordinaires télégraphiques

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

65 0604.1

Le modifier comme suit:

1. Les mandats ordinaires télégraphiques sont mis en paiement dès réception /.../.

2 à 4. (Sans changement.)

5. (Supprimé.)

6 à 8. (Sans changement.)

Motifs. – La suppression de l'avis d'émission (proposition 65 0305.1) entraîne, au paragraphe 1, également la suppression de la demi-phrase figurant jusqu'à présent «et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire».

Les dispositions du paragraphe 5 sont inutiles pour la même raison.

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 608

Mandats impayés

SUISSE

65 0608.1

Paragrapes 2 et 7. Les modifier comme suit:

2. Tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé durant le délai de validité est renvoyé immédiatement après l'expiration de ce délai ou, si le mandat a été remis au bénéficiaire, dès sa présentation au bureau de paiement. Les mandats télégraphiques dont le paiement n'a pas été réclamé dans un délai de vingt jours à compter du jour d'arrivée au bureau de paiement doivent être renvoyés au bureau d'émission.

7. Les mandats télégraphiques impayés, et non les télégrammes, doivent être renvoyés sous enveloppe, dans un délai de vingt jours à compter du jour d'arrivée au bureau de paiement, sans attendre l'arrivée des avis d'émission y relatifs. Les avis d'émission arrivant ultérieurement sont également renvoyés sous enveloppe.

Motifs. – En cas de non-paiement au bénéficiaire d'un mandat télégraphique et quel qu'en soit le motif, il s'écoule dans la pratique plusieurs mois avant que le montant dudit mandat puisse être remboursé à l'expéditeur. Eu égard au caractère urgent des titres de l'espèce, cette situation fait naître de nombreuses réclamations.

L'indication d'un délai de garde maximal de vingt jours au-delà duquel les mandats télégraphiques impayés ou non réclamés doivent être renvoyés au bureau d'émission permet le remboursement des titres de l'espèce dans des délais plus acceptables.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Danemark, Espagne, Finlande, Norvège, Suède.

RE – Article 608

Mandats impayés

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

65 0608.2

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Les mandats télégraphiques impayés, et non les télégrammes, doivent être renvoyés sous enveloppe /.../.

Motifs. – La suppression de l'avis d'émission (proposition 65 0305.1) entraîne au paragraphe 7 la suppression de la dernière phrase du paragraphe et de la demi-phrase «sans attendre l'arrivée des avis d'émission y relatifs».

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 609

Autorisation de paiement

FRANCE

65 0609.1

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai /.../ de cinq mois, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

Motifs. – Le paragraphe 5.1 de l'article 9 impose l'indemnisation du réclamant dans un délai limite de six mois, à compter du lendemain du jour de la réclamation. Dans ces conditions, la réponse de l'Administration de paiement doit obligatoirement parvenir dans un délai inférieur. Le paragraphe 5.2 de l'article 9 qui annule la notion de délai limite pour le versement des sommes dues aux réclamants traite d'affaires instruites avec diligence. S'agissant de non-réponse d'une Administration, la fixation d'un délai de cinq mois semble plus conforme aux dispositions de l'article 58, paragraphe 4, de la Convention.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Yougoslavie.

RE – Article 613

Mandats égarés, perdus ou détruits après paiement

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

65 0613.1

Paragraphe 2.1. Le compléter comme suit:

2.1 Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 ou MP 16bis portant les indications prescrites au présent article, paragraphe 1, et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

Motifs. – Conséquence de la proposition de création de la nouvelle formule MP 16bis.

Appuis. – Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Yougoslavie.

RE – Article 703

Réexpédition des mandats ordinaires télégraphiques

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

65 0703.1

Le modifier comme suit:

La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat ordinaire télégraphique est effectuée selon les dispositions de l'article RE 702 /.../.

Motifs. – La suppression de l'avis d'émission (proposition 65 0305.1) entraîne également la suppression de la demi-phrase figurant jusqu'à présent «et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission».

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 1101

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

FRANCE

65 1101.1

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés), classées dans le même ordre que sur la liste récapitulative MP 6. Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumée du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie des télécommunications. Les Administrations s'efforcent, en tout état de cause, de faire parvenir ce document avant la fin du 2e mois qui suit celui auquel il se rapporte.

Motifs. – Il semble nécessaire de fixer une date limite impérative pour la transmission des comptes mensuels, afin de ne pas retarder outre mesure le traitement des réclamations et la prise en comptabilité.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

RE – Article 1104

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires télégraphiques

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

65 1104.1

Chiffre 2°. Le modifier comme suit:

2° les mandats télégraphiques /.../ sont joints au compte mensuel /.../;

Motifs. – Cette nouvelle version résulte de la suppression de l'avis d'émission (proposition 65 0305.1).

Appuis. – Autriche, Danemark, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 1202

Acomptes

CHILI

65 1202.1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. La limite de 30 000 francs (9800,72 DTS), fixée dans le paragraphe précédent, ne s'applique pas à l'Administration qui s'occupe du service des mandats exclusivement en qualité d'Administration de paiement. Dans ce cas, une limite inférieure peut être fixée d'un commun accord avec l'Administration émettrice.

Motifs. – Les conditions actuelles relatives aux acomptes, mentionnées dans le présent article, ne favorisent que les Administrations qui règlent leurs comptes mutuels au moyen de mandats de poste.

En ce qui concerne l'Administration postale du Chili, qui agit exclusivement en tant qu'organisme payeur des mandats provenant de l'extérieur, le paiement des mandats lui fait encourir des coûts financiers importants et, de ce fait, grève les revenus qui doivent lui revenir au titre des quotes-parts.

L'Administration émettrice des mandats retient les fonds et tarde quelque peu à les transférer à l'Administration correspondante. Cette dernière, en revanche, soucieuse d'offrir un bon service, doit effectuer le versement des mandats avant d'avoir reçu les fonds.

Il existe bien d'autres dispositions tendant à réduire le coût financier du paiement des mandats, telles que celles mentionnées dans les articles 12, paragraphe 2, et 1103, paragraphe 3, de la nouvelle version de l'Arrangement, mais pour que celles-ci se passent dans la pratique, il faut que l'Administration émettrice fasse preuve de compréhension et de bonne volonté.

Dans ce contexte, il convient de procéder à une modification de cet article en donnant à l'Administration agissant exclusivement en tant qu'organisme payeur la faculté de fixer une limite inférieure à celle indiquée dans le paragraphe 1, d'un commun accord avec l'Administration émettrice, de façon à faciliter les discussions visant au versement d'un acompte approprié.

RE – Article 1302

Renseignements à fournir par les Administrations

AUTRICHE

65 1302.1

Paragraphe 1, chiffre 8°. Le modifier comme suit:

8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, l'inscription au crédit d'un compte courant postal, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;

Motifs. – Conséquence de la proposition 6004.1.

MANDATS, FORMULES

CONSEIL EXÉCUTIF

6900.1

Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules

Liste des formules

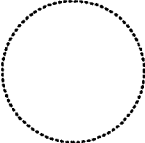
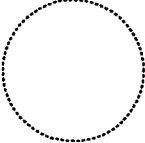
N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
MP 1	Mandat <u>ordinaire</u> international	RE – Art. 202, § 1
MP 1bis	Mandat <u>ordinaire</u> international photolisible	RE – Art. 202, § 1
MP 2	Liste des mandats de poste	RE – Art. 502, § 1.2
MP 3	Avis d'émission d'un mandat télégraphique	RE – Art. 305, § 1
MP 4	Réclamation ou demande de retrait de modification d'adresse concernant un mandat /.../ international	RE – Art. 317, § 2
MP 5	Compte mensuel des mandats /.../ et des autorisations de paiement	RE – Art. 11, § 1
MP 6	Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de paiement	RE – Art. 1101, § 2
MP 7	Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement	RE – Art. 1101, § 2
MP 8	Compte général des mandats de poste	RE – Art. 1105, § 1
MP 12	Mandat <u>ordinaire</u> international pour libellé mécanographique	RE – Art. 202, § 3
MP 12bis	Mandat <u>ordinaire</u> international photolisible pour libellé mécanographique	RE – Art. 202, § 3
MP 13	Autorisation de paiement	RE – Art. 609, § 5
MP 14	Demande de régularisation d'un mandat <u>ordinaire</u> , d'un mandat de versement ou demande d'autorisation de paiement	RE – Art. 610, § 1
MP 15	Compte mensuel des mandats <u>échangés au moyen de listes</u>	RE – Art. 11, § 1
MP 16	Mandat de versement international	RE – Art. 202, § 2

Annexes: formules MP 1 à MP 8; MP 12 à MP 16

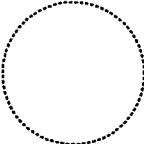
Les formules ci-après ont été supprimées:

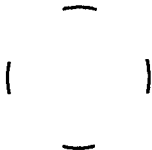
MP 9	Compte mensuel des bons postaux de voyage
MP 10	Bon postal de voyage
MP 11	Carnet de bons postaux de voyage

Note. – Seules les formules modifiées sont reproduites ci-après. Les parties soulignées indiquent les changements.

COUPON (Peut être détaché par le bénéficiaire)		Administration des postes		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 1	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Cours du change ¹	S'il y a lieu, application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue
Date d'émission		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Somme payée ¹	
Nom et adresse de l'expéditeur		Nom et prénoms du bénéficiaire			
		Rue et n°			
		Lieu de destination			
		Pays de destination		¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion	
Timbre du bureau d'émission	Timbre du bureau d'émission	Indications du bureau d'émission			
		N° du mandat		Somme versée	
		Bureau		Date	
		Signature de l'agent			

MP 1 (verso)

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire	
Reçu la somme indiquée d'autre part	
Lieu et date	
Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée	Timbre du bureau payeur
N°	

(Talon)				
Nom et adresse de l'expéditeur (Indication facultative)	COUPON *)	(Pays) MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 1bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
		Nom et adresse de l'expéditeur		Timbre du bureau d'émission
Communications	*) Peut être détaché par le bénéficiaire	Avis de paiement – Paiement en main propre – Remise par exprès		<div style="text-align: center;">  </div>
		Nom et prénoms du bénéficiaire		
		Rue et n°		
		Lieu de destination		
		Pays de destination		
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	Somme versée
Timbre du bureau d'émission		Cours du change 1) Somme payée 1)		Signature de l'agent
		1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS				
N° de référence 21987654321		+ 21987654321+21+		

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part	Particularités relatives à certaines facultés
Lieu et date	
Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur
(Talon)	

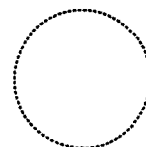
(Talon)

(Pays)		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 1bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION	
Nom et adresse de l'expéditeur				Timbre du bureau d'émission	
Avis de paiement – <u>Paiement</u> en main propre – <u>Ramise</u> par exprès					
Nom et prénoms du bénéficiaire					
Rue et n°				Taxe perçue	
Lieu de destination				Date	
Pays de destination				N° du mandat	
				Bureau	
Montant en chiffres arabes		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Somme versée	
				Signature de l'agent	
Cours du change 1)		Somme payée 1)		1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion	
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS					
+ 21987654321+21+					

Bureau de poste ou de chèques postaux d'origine

☐ RÉCLAMATION☐ DEMANDE DE RETRAIT☐ DEMANDE DE MODIFICATION D'ADRESSE


Bureau de poste ou de chèques postaux de destination		Date de la formule MP 4	
		Notre référence	
		Votre référence	
Description du mandat	<input type="checkbox"/> Mandat <u>ordinaire</u> <input type="checkbox"/> Mandat <u>échangé au moyen de listes</u> <input type="checkbox"/> Mandat de versement		
Mode de transmission	<input type="checkbox"/> Voie de surface ou aérienne <input type="checkbox"/> Voie télégraphique		
Emission	Bureau	N° du mandat	Date
Montant	<input type="checkbox"/> En monnaie du pays de paiement <input type="checkbox"/> En monnaie du pays d'émission		
	Montant du mandat		
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Bénéficiaire	Nom, prénoms et adresse complète		
	Bureau de chèques postaux	N° du compte	
Réclamant ou demandeur	Nom et adresse complète		
Renseignements complémentaires			
Motif de la réclamation ou de la demande	<input type="checkbox"/> D'après la déclaration de l'expéditeur, le bénéficiaire n'a pas reçu le montant. Veuillez effectuer une enquête à ce sujet et nous en communiquer le résultat		
	<input type="checkbox"/> Prière de me renvoyer le mandat susmentionné pour remise à l'expéditeur		
	<input type="checkbox"/> Prière de modifier comme suit		
	Adresse actuelle du mandat		
	Adresse modifiée		
Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé	<input type="checkbox"/> au bénéficiaire primitif		
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur		
Mode de transmission de la réponse	<input type="checkbox"/> Voie de surface <input type="checkbox"/> Voie aérienne <input type="checkbox"/> Voie télégraphique		
La présente formule doit être renvoyée au bureau d'origine de la demande			
Lieu et date	Timbre du bureau d'où émane la demande		
Signature du réclamant ou du demandeur	Signature du chef		



Bureau de poste ou de chèques postaux de destination de la réponse	Date de la réponse
	Notre référence
	Votre référence

<input type="checkbox"/> Il a été dûment payé au bénéficiaire	Date du paiement
<input type="checkbox"/> Il a été inscrit au crédit du compte du bénéficiaire	Date de l'inscription
<input type="checkbox"/> Il est encore en instance au bureau de poste	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il est encore en instance au bureau de chèques	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il a été remis au bénéficiaire, qui n'a pas encore pris livraison du montant	
<input type="checkbox"/> Il a été renvoyé au pays d'émission	Date
<input type="checkbox"/> Il a été réexpédié	Date
Nouvelle adresse du mandat réexpédié	
<input type="checkbox"/> Il n'est pas parvenu au bureau de poste	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il n'est pas parvenu au bureau de chèques	Nom du bureau
Autres raisons du non-paiement du mandat ou de la non-inscription du montant du compte	

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is a vertical margin line on the left side, creating a narrow left margin. The paper appears to be from a notebook or a standard writing template.



COMPTE MENSUEL
Mandats [...] et autorisations de paiement

Administration d'émission					Date du compte					
					Mois				Année	
N° courant des mandats et autori- sations de paiement payés	Emission				Mandats et autorisations de paiement taxés	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe		Débit de l'Administration émettrice des mandats		Observations
	Année	Mois	Bureau	N°						
1	2	3	4	5	6		7		8	9
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
Totaux										
Mandats et autorisations de paiement taxés (col. 6)										
Nombre de mandats			Montant moyen							
Rémunération			Montant par mandat							
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (col. 7)										
Rémunération additionnelle sur les mandats payés en main propre										
Total général des sommes dues par l'Administration d'émission										

Le présent compte mensuel est certifié conforme au total des mandats et autorisations de paiement ci-annexés

Timbre, date et signature

Note. – Les mandats à payer en main propre doivent être signalés au moyen de la mention «en main propre» dans la colonne «Observations»

(Talon)

(Talon)						
Nom et adresse de l'expéditeur <small>(Indication facultative)</small>	COUPON *)	(Pays) MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL MP 12bis	INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION Timbre du bureau d'émission <div style="text-align: center; font-size: 2em;">()</div> Taxe perçue Date N° du mandat Bureau			
Communications	*) Peut être détaché par le bénéficiaire	Nom et adresse de l'expéditeur <hr/> Avis de paiement – <u>Paiement</u> en main propre – <u>Remise</u> par exprès Bénéficiaire <div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>				
Montant en chiffres arabes <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>		Montant en chiffres arabes Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	Somme versée <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>			
Timbre du bureau d'émission <div style="text-align: center; font-size: 2em;">()</div>		<div style="border: 1px solid black; height: 40px; width: 100%;"></div>	Signature de l'agent <div style="border: 1px solid black; height: 40px; width: 100%;"></div>			
		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; padding: 2px;">Cours du change 1)</td> <td style="width: 33%; padding: 2px;">Somme payée 1)</td> <td style="width: 34%; padding: 2px;">1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.</td> </tr> </table>	Cours du change 1)	Somme payée 1)	1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.	
Cours du change 1)	Somme payée 1)	1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.				
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS						
N° de référence <div style="font-size: 1.5em;">21987654321</div>		<div style="font-size: 1.5em;">+ 21987654321+21+</div>				

Note: – Les caractéristiques techniques obligatoires de cette formule et les renseignements concernant son utilisation sont déposés au Bureau international.

Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu	
Quittance du bénéficiaire Reçu la somme indiquée d'autre part	Particularités relatives à certaines facultés
Lieu et date	
Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur
(Talon)	

(Talon)

(Pays)		MANDAT ORDINAIRE INTERNATIONAL	MP 12bis	INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION	
Nom et adresse de l'expéditeur				Timbre du bureau d'émission	
Avis de paiement – <u>Paiement</u> en main propre – <u>Remise</u> par exprès				<div>()</div> <div>Taxe perçue</div>	
Bénéficiaire					
COPIE					
Montant en chiffres arabes		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins		Somme versée	
				Signature de l'agent	
Cours du change 1)		Somme payée 1)		1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion	
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS					

+ 21987654321+21+

☐ d'un mandat ordinaire ☐ d'un mandat de versement

II. DEMANDE D'AUTORISATION

☐ de paiement (verso)

Bureau d'émission du mandat	Date de la demande
	Notre référence
	Votre référence

Description du mandat	<input type="checkbox"/> Mandat <u>ordinaire</u> <input type="checkbox"/> Mandat télégraphique
Emission	Bureau N° du mandat Date
Montant	<input type="checkbox"/> En monnaie du pays de paiement <input type="checkbox"/> En monnaie du pays d'émission Montant du mandat
Expéditeur	Nom et adresse complète
Bénéficiaire	Nom, prénoms et adresse complète Bureau de chèques postaux N° du compte
Renseignements complémentaires	

I. Demande de régularisation d'un mandat

Le mandat décrit ci-dessus, que vous voudrez bien trouver ci-joint, ne peut être payé pour le motif suivant:

- ☐ Indication inexacte, insuffisante ou douteuse, ou omission du nom ou du domicile du bénéficiaire
- ☐ Le numéro du compte courant postal indiqué est erroné
- ☐ Différences ou omission de sommes
- ☐ Ratures ou surcharges dans les inscriptions
- ☐ Omission de timbres, de signature ou d'autres indications de service
- ☐ Indication de la somme à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise
- ☐ Dépassement du montant maximal autorisé
- ☐ Erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du pays d'émission et celle du pays de paiement
- ☐ Omission du nom de l'unité monétaire
- ☐ Emploi de formule non réglementaire
- ☐ Délai de validité expiré. A viser pour date
- ☐ L'avis d'émission (MP 3) n'est pas arrivé. Prière d'en envoyer un duplicata ou de confirmer l'émission

Autres motifs

Prière de renvoyer le mandat, sous enveloppe, immédiatement après sa régularisation, accompagné de la présente formule

Le mandat décrit ci-contre

- ☐ a été égaré avant paiement
- ☐ a été détruit avant paiement
- ☐ a été perdu avant paiement
- ☐ nécessite, par suite d'une erreur de conversion, un paiement complémentaire au bénéficiaire

Montant du paiement complémentaire

Prière de délivrer une autorisation de paiement et de transmettre celle-ci accompagnée de la présente formule

Timbre du bureau de paiement et date
Signature

Timbre du bureau d'émission du mandat

Timbre, date et signature

Formule MP 3

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

6903.1

La supprimer.

Motifs. – Voir la proposition 65 0305.1.

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

Formule MP 14

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D'

6914.1

Suppression du dernier motif «☐ L'avis d'émission (MP 3) n'est pas arrivé. Prière d'envoyer un duplicata ou de confirmer l'émission» figurant sous «I. Demande de régularisation d'un mandat».

Motifs. – Voir la proposition 65 0305.1.

Appuis. – Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Yougoslavie.

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

6916.91

Créer la formule MP 16bis ci-après.

Motifs. – Le besoin de moderniser les formules de la poste financière et de les adapter aux techniques nouvelles, y compris l'informatique, se manifeste de plus en plus impérativement au sein des Administrations.

L'adoption des formules MP 1bis et MP 12bis par le Congrès de Hamburg 1984 n'a qu'imparfaitement satisfait ce besoin.

Il importe dès lors de donner maintenant aux Administrations qui le jugent nécessaire la faculté de pouvoir émettre également des mandats de versement internationaux MP 16bis qui, à l'instar des formules MP 1bis et MP 12bis, se prêtent à la lecture optique et au traitement informatisé.

Les principales caractéristiques de cette nouvelle formule (en principe les mêmes que celles du mandat MP 1bis) sont les suivantes:

- elle est pourvue d'une zone de lecture blanche pour permettre la lecture optique dans le pays d'émission et/ou le pays de paiement;
- elle est munie d'un numéro de séquence unique et d'un code numérique du pays d'émission permettant d'identifier aisément chaque mandat;
- elle est de couleur jaune et peut être imprimée sur un fond de sécurité dont le modèle sera déposé au Bureau international;
- elle peut être émise sous forme d'un jeu de formules à deux exemplaires, dont l'original est transmis au bureau de paiement et la copie est gardée par le pays d'émission comme base pour tout traitement ultérieur du mandat;
- elle permet d'établir le décompte des mandats payés soit selon la méthode simplifiée basée sur les numéros de séquence, soit selon une méthode informatisée à convenir entre les Administrations intéressées;
- elle permet de supprimer le renvoi systématique de tous les mandats payés dans les relations où cela est possible, l'Administration d'émission disposant déjà de renseignements complets sur les copies des mandats émis.

L'introduction de cette nouvelle formule devrait pouvoir se faire sans inconvénient majeur pour les pays de paiement qui pourront en profiter pour simplifier l'établissement des décomptes.

Appuis. – Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Yougoslavie.

210 mm (83/10")

(Talon)		
COUPON destiné au titulaire du compte n°	(Pays) MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL MP 16bis Nom et adresse de l'expéditeur	
	Avis d'inscription, expresse Bénéficiaire	
Nom et adresse de l'expéditeur (Indication facultative)		
Communications		
	CCP n°	Bureau de chèques
	Pays de destination	
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins
Timbre du bureau d'émission	Somme versée Signature de l'agent	
	Cours du change 1)	Somme payée 1) 1) A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion
	NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS - NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS	
N° de référence 21987654321	+ 21987654321+21+	

101,6 mm (24/6")

1

62 mm (24/10")

148 mm (59/10")

45,2 mm (18/10")

MP 16bis (verso)

The diagram illustrates the layout and dimensions of the back of a French postal mandate (MP 16bis verso). The overall dimensions are 210 mm (8 3/10") in width and 101,6 mm (24/6") in height.

The layout is divided into three main horizontal sections:

- Top Section:** A horizontal line separates this section from the middle section. It contains the text "Cadre réservé au service de chèques postaux".
- Middle Section:** A horizontal line separates this section from the bottom section. It contains the text "Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire".
- Bottom Section:** A dashed horizontal line separates this section from the middle section. It contains the text "(Talon)".

The width is divided into two parts by a vertical dashed line:

- Left Part:** 62 mm (24/10").
- Right Part:** 148 mm (59/10").

MP 16bis (zone de codage)

Renvoi 1

Informations obligatoires et préimprimées

Position No	Designation of field	Number of positions
1—4	Start margin/ Marge initiale	4
5	Start character for reading/ Signe d'entrée	1
6—7	Transaction code/ Type de transaction	2
8	Field separator/ Signe de séparation	1
9—16	Unique serial number and/ Numéro de séquence et	8
17—19	(country code ISO/3166-1981)/ (code de pays ISO/3166-1981)	3

Type de caractères: OCR-B (ISO 1073/2-1976).
Les renseignements sur un codage supplémentaire (facultatif) et la qualité du papier pour lecture optique (OCR) peuvent être obtenus du Bureau international.

VI

Arrangement concernant le service des chèques postaux

- Règlement d'exécution
- - Formules

Note. - Les propositions sont présentées sur la base des projets d'Actes élaborés par le Conseil exécutif.

CHÈQUES, PROPOSITION D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

7000.1

I. Refonte des l'Arrangements concernant les services financiers postaux: présentation générale

1. Par sa résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le Conseil exécutif:

« 1^o de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2^o de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent».

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette revision, le Conseil exécutif de 1985 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép. pop.), Sénégal et Suisse (pays rapporteur).

3. Ce Groupe de travail a tenu sept réunions présidées pour les trois premières par M. Ulysse Haenggi, actuellement à la retraite, puis par M. Jean-Marie Berset, Chef de la Section des services financiers internationaux de la Direction générale des PTT de la Suisse.

4. Afin de réaliser la première phase de l'étude, le Conseil exécutif a chargé le BI de recueillir l'avis des Administrations postales sur l'utilité des Arrangements. Cette consultation a permis au GT de recommander au CE 1986:

a) de maintenir les Arrangements ci-après dont l'utilité a été unanimement reconnue:

- l'Arrangement concernant les mandats de poste;
- l'Arrangement concernant le service des chèques postaux;
- l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

b) de supprimer:

- la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage;
- l'Arrangement concernant les recouvrements;
- l'Arrangement concernant le service international de l'épargne;
- l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;

- c) d'introduire dans la Convention postale universelle (article 6) une mention pouvant servir de base juridique à l'exécution éventuelle d'autres services que ceux prévus dans les Actes;
- d) de proposer au Congrès une résolution permettant de remettre en vigueur les Arrangements supprimés en cas de nécessité.

5. Dans une deuxième étape, le GT a étudié la présentation des Arrangements maintenus. Il a en fin de compte opté pour une solution qui permette un regroupement des dispositions se rapportant à un même sujet, ainsi que leur attribution soit à l'Arrangement, soit au Règlement d'exécution. Cette présentation permet entre autres de faire suivre les articles de l'Arrangement immédiatement par ceux du Règlement qui se rapportent au même sujet avec une numérotation adéquate qui en facilite l'étude et la consultation.

6. C'est par conséquent sur cette base, approuvée par le CE, que le GT a successivement révisé les Arrangements concernant les mandats de poste, les chèques postaux et les envois contre remboursement.

7. Au fur et à mesure, tous ces documents ont été soumis aux Administrations qui ont eu tout loisir de formuler des remarques, des suggestions et des avis en ce qui concerne les nouvelles versions. D'une manière générale, on peut dire que la réaction des Administrations a été positive, voire élogieuse, à l'endroit de la nouvelle présentation.

8. S'agissant des suggestions et remarques, elles ont toutes fait l'objet d'un examen dans le cadre des travaux du Groupe de travail et certaines ont été retenues pour être incorporées dans le projet définitif des Arrangements. Il convient de relever que le GT, tout au long de ses travaux, s'est fixé comme objectifs d'alléger les dispositions trop particulières, de ne maintenir autant que possible que les dispositions obligatoires pour tous les partenaires et de ne pas introduire de modifications fondamentales.

9. La nouvelle présentation ainsi que les modifications y relatives ont été adoptées par la Commission 8 et entérinées par le CE 1989 pour être soumises à l'approbation du Congrès de Washington.

II. Arrangement concernant le service des chèques postaux

L'Arrangement concernant le service des chèques postaux fait l'objet de la présente proposition d'ordre général 7000.1, tandis que les formules y relatives font l'objet de la proposition 7900.1.

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes remaniés (7000.1 pour l'Arrangement et son Règlement d'exécution, 7900.1 pour les formules).

En outre, une référence aux articles et paragraphes du texte de Hambourg est portée dans la partie gauche du projet de révision. La référence en sens inverse est donnée dans le tableau de concordance qui figure sur les pages suivantes.

Projet de refonte de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Arrangement

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Titre I	
Dispositions préliminaires	
Article premier. Objet de l'Arrangement	Article premier – Objet de l'Arrangement
Article 2. Relations financières entre les Administrations participantes	RE – Article 101 – Relations financières entre Administrations participantes
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2 modifié
Article 3. Alimentation des comptes courants postaux de liaison. Intérêts moratoires	RE – Article 102 – Alimentation du compte courant postal. Intérêts moratoires
§ 1	§ 1 modifié
§ 2	§ 2
§ 3	§ 3
§ 4	§ 4
§ 5	§ 5 modifié
§ 6	§ 6 modifié
§ 7	§ 7
Article 4. Bureaux d'échange	RE – Article 104 – Bureaux d'échange (modifié)
Article 5. Application de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution	supprimé
Titre II	
Virements postaux	
Chapitre I	
Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement	
Article 6. Modes d'échange	supprimé
	Chapitre II – Le virement
Article 7. Monnaie. Conversion	Article 3. Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement
§ 1	§ 1
§ 2	supprimé
§ 3	§ 2
Article 8. Montant maximal	RE – Article 202 – Montant des virements
Article 9. Taxes	Article 3
§ 1	§ 3
§ 2	§ 4

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 10. Franchise de taxe

Article 3, § 5

Article 11. Avis de virement

§ 1

§ 2

§ 3

RE – Article 301, § 1 modifié

RE – Article 301, § 3 modifié

Article 3, § 6

Article 12. Dispositions particulières aux virements télégraphiques

§ 1 }

§ 2 }

§ 3 }

Article 3, § 7

Article 13. Inscriptions au compte du bénéficiaire

§ 1

§ 2 }

§ 3 }

RE – Article 309 – Avis d'inscription

RE – Article 308 – Montant à créditer

RE – Article 309, § 1

Article 14. Notification des virements

§ 1

§ 2

RE – Article 303 – Listes de virements ordinaires

§ 1

§ 2

Chapitre II

Annulation. Réclamations

Article 15. Annulation des virements

RE – Article 310 – Annulation d'un virement ordinaire

§ 1

Article 16. Réclamations

§ 1

§ 2

RE – Article 320 – Réclamations

§ 1

§ 2

Article 17. Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire

RE – Article 311 – Non-exécution d'un virement ordinaire

§ 1

Chapitre III

Responsabilité

Article 18. Principe et étendue de la responsabilité

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

Article 4. Responsabilité

1. Principes et étendue de la responsabilité

§ 1.1

§ 1.2

§ 1.3

§ 1.4

Article 19. Exceptions au principe de la responsabilité

a)

b)

Article 4, § 1.5

a)

b)

Article 20. Détermination de la responsabilité

Article 4, § 2

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 21. Paiement des sommes. Recours

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 4, § 3

§ 3.1
§ 3.2
§ 3.3
§ 3.4

Article 22. Délai de paiement

§ 1
§ 2

Article 4, § 4

§ 4.1
§ 4.2

Article 23. Remboursement à l'Administration intervenante

§ 1
§ 2

Article 4, § 5

§ 5.1
§ 5.2

Titre III

Versements aux comptes courants postaux

Article 24. Dispositions générales

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5

Article 5, § 3 – Versement par avis de versement

supprimé
§ 3.1
§ 3.2
§ 3.3
supprimé

Article 25. Modes d'échange des versements

§ 1
§ 2
§ 3

supprimé
Article 5, § 1, dernière phrase supprimée
supprimé

Titre IV

Paiements effectués par chèques d'assignation ou mandats de poste

Chapitre I

Chapitre V – Le paiement par chèque d'assignation

Dispositions générales

Article 26. Modalités d'exécution des paiements

§ 1
§ 2
§ 3

Article 7. Emission des chèques d'assignation

§ 1 modifié
Article 8, § 1
Article 6, § 2

Chapitre II

Emission des chèques d'assignation

Article 27. Monnaie. Conversion

Article 7, § 2

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 28. Montant maximal à l'émission

RE – Article 702 – Montant des chèques d'assignation
§ 1

Article 29. Taxe à percevoir sur le tireur

Article 7, § 3

Article 30. Utilisation de la voie des télécommunications pour la transmission des chèques d'assignation

§ 1

§ 2

Article 7, § 4

Article 7, § 5

Chapitre III

Particularités relatives à certaines facultés accordées au public

Article 31. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification d'adresse. Endossement

RE – Article 704 – Services spéciaux: Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification d'adresse. Endossement

Article 32. Réexpédition

§ 1

§ 2

RE – Article 806 – Autorisation de paiement

§ 1

§ 2

Chapitre IV

Paiement des chèques d'assignation

Article 33. Dispositions diverses

§ 1

§ 2

Article 8, § 2

Article 8, § 3

Chapitre V

Chèques d'assignation impayés. Autorisation de paiement

RE – Article 807 – Chèques d'assignation impayés

Article 34. Chèques d'assignation impayés

§ 1

Article 35. Autorisation de paiement

§ 1

§ 2

RE – Article 808 – Autorisation de paiement

§ 1

§ 2

Article 36. Chèques d'assignation prescrits

RE – Article 809 – Chèques d'assignation prescrits

Références au texte de Hambourg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Chapitre VI

Responsabilité

Article 37. Principe et étendue de la responsabilité

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

Article 9. Responsabilité

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

Chapitre VII

Rémunération de l'Administration de paiement

Article 38. Rémunération de l'Administration de paiement

- § 1
- § 2
- § 3, a), b), c)

Article 10. Rémunération de l'Administration de paiement

- § 1
- § 2
- § 3, a), b), c)

Titre V

Autres paiements effectués par débit des comptes courants postaux

Article 39. Dispositions générales

- § 1
- § 2

Article 11. Autres modes d'échange des paiements

- § 1
- § 2

Titre VI

Délivrance de devises aux voyageurs

Chapitre I

Postchèques

Article 40. Délivrance des postchèques

- § 1
- § 2

Chapitre VII – Le postchèque

Article 12. Délivrance des postchèques

- § 1, modifié
- § 2

Article 41. Monnaie. Taux de conversion

- § 1
- § 2

Article 12, § 3

Article 12, § 4

Article 42. Montant maximal

Article 13, § 2

Article 43. Taxes

Article 12, § 5

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 44. Durée de validité	
§ 1 }	
§ 2 }	
§ 3 }	
Article 45. Règles générales de paiement	Article 12, § 6, modifié
Article 46. Rémunération de l'Administration de paiement	Article 13. Paiement
Article 47. Responsabilité	§ 1
	Article 15. Rémunération de l'Administration de paiement
	Article 14. Responsabilité (modifié)
Chapitre II	}
Chèques postaux de voyage	}
Article 48. Chèques postaux de voyage	}
	}
Titre VII	}
Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux	}
	}
Article 49. Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux	}
	}
Article 50. Taxe	}
	}
Article 51. Responsabilité	}
	}
Titre VIII	Chapitre VIII – Dispositions diverses
Dispositions diverses	Article 16. Dispositions diverses
Article 52. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger	§ 1. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger
§ 1	§ 1.1
§ 2	§ 1.2
§ 3	§ 1.3
Article 53. Franchise postale	§ 2. Franchise postale
§ 1	§ 2.1
§ 2	§ 2.2
Article 54. Liste des titulaires de comptes	}
§ 1	}
§ 2	}
§ 3	}
§ 4	}
	supprimé

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Titre IX	Chapitre IX – Dispositions finales
Dispositions finales	Article 17. Dispositions finales
Article 55. Application de la Convention	§ 1
Article 56. Exception à l'application de la Convention	Article 17, § 2
Article 57. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution	Article 17, § 3
§ 1	§ 3.1
§ 2, a), b)	§ 3.3, a), b), c) modifié
	§ 3.2, nouveau
Article 58. Mise à exécution et durée de l'Arrangement	Article 17, § 4

Projet de refonte du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Règlement d'exécution

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Titre I

Dispositions communes à tous les services de chèques postaux

Article 101. Renseignements à fournir par les Administrations

- § 1 a)
b)
c)
d)
- § 2 a)
b)
- § 3

RE – Article 1701 – Renseignements à fournir par les Administrations

- § 1 a)
b)
c)
d)
- § 2 a)
b)
- § 3

Article 102. Formules à l'usage du public

- § 1
- § 2

RE – Article 201 – Formules à l'usage du public

RE – Article 201 – Première phrase
§ 1

Titre II

Dispositions générales

Article 103. Fonctionnement du compte courant postal de liaison

- § 1 a)
b)
- § 2 a)
b)
c)
d)
e)
- § 3
- § 4

RE – Article 103 – Fonctionnement du compte courant postal de liaison

- § 1 a)
b)
- § 2 a)
b)
c)
d)
e)
- § 3
- § 4

Titre III

Virements

Chapitre I

Emission. Notification

Article 104. Inscriptions sur les formules

- § 1 }
- § 2 }

RE – Article 301, § 5, modifié

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 105. Etablissement des avis de virement

§ 1

§ 2

§ 3

RE – Article 301, § 2

RE – Article 301, § 4

RE – Article 301, § 6

Article 106. Listes de virements

RE – Article 303, § 3

Article 107. Etablissement des lettres d'envoi

RE – Article 304 – Etablissement des lettres d'envoi de virements ordinaires

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

§ 1

§ 2

§ 3

§ 4

Article 108. Notification des virements

RE – Article 305 – Notification des virements ordinaires

Chapitre II

Particularités relatives à certaines facultés accordées au public

Article 109. Demande d'avis d'inscription

RE – Article 309

§ 1

§ 2

§ 2

§ 3

Article 110. Demande d'annulation d'un virement

RE – Article 310

§ 1

§ 2

§ 3

§ 2

§ 3

§ 4 modifié

Article 111. Réclamations

RE – Article 320, § 3

Chapitre III

Opérations au bureau de chèques destinataire

Article 112. Renvoi de l'avis d'inscription

RE – Article 309, § 4 modifié

Article 113. Vérification des envois et traitement des irrégularités

RE – Article 306 – Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires

§ 1

§ 2

§ 1, modifié, dernière phrase

§ 2

Article 114. Annulation d'un virement

RE – Article 310

§ 1

§ 2

§ 3

§ 5

§ 6

§ 7

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 115. Non-exécution d'un virement
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 311, § 2
§ 3
§ 4
§ 5

Chapitre IV

Règlements financiers entre Administrations

Article 116. Paiement des sommes dues
§ 1
§ 2

RE – Article 307 – Débits des virements ordinaires du compte courant postal de liaison
§ 1
§ 2

Chapitre V

Virements télégraphiques

Article 117. Dispositions communes

RE – Article 312 – Dispositions générales concernant les vire-ments télégraphiques

Article 118. Etablissement des virements télégraphiques
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

RE – Article 313 – Etablissement des virements télégra-
phiques
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

Article 119. Liste de virements télégraphiques

RE – Article 314 – Liste de virements télégraphiques

Article 120. Etablissement des lettres d'envoi

RE – Article 315 – Etablissement des lettres d'envoi de vire-
ments télégraphiques

Article 121. Demande d'avis d'inscription

supprimé

Article 122. Inscription des virements télégraphiques

RE – Article 316 – Crédit du compte courant postal du
bénéficiaire des virements télégraphiques

Article 123. Avis d'inscription

RE – Article 318 – Avis d'inscription

Article 124. Vérification des envois et traitement des irrégularités
§ 1
§ 2

RE – Article 319 – Traitement des irrégularités relatives aux
virements télégraphiques
§ 1 modifié
§ 2

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Titre IV

Versements postaux

Chapitre I

Avis de versement

Article 125. Dispositions générales

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

RE – Article 503 – Traitement des avis de versement

§ 1
§ 2
§ 3 modifié
§ 4
§ 5
§ 6

Chapitre II

Mandats de versement. Traitement des versements reçus par mandats de versement MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1

Article 126. Dispositions générales

Article 127. Acheminement des mandats de versement

§ 1
§ 2

Article 128. Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

§ 1
§ 2
§ 3

Article 5, § 2 – Versement par mandat de versement

RE – Article 501 – Acheminement des mandats de versement MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1

§ 1
§ 2

RE – Article 502 – Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

§ 1
§ 2
§ 3

Titre V

Paiements effectués par chèques d'assignation

Chapitre I

Emission des chèques d'assignation

Article 129. Formule de chèques d'assignation

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 201, § 4 – Chèques d'assignation VP 13 et VP 13bis

§ 4.1
§ 4.2
§ 4.3
§ 4.4 modifié

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 130. Etablissement des chèques d'assignation
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 701 – Etablissement des chèques d'assignation
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 131. Mentions interdites ou autorisées.
Recommandation d'office

RE – Article 703 – Mentions interdites ou autorisées. Recommandation d'office

Chapitre II

Notification des chèques d'assignation

Article 132. Liste de chèques d'assignation
§ 1
§ 2

RE – Article 705 – Listes de chèques d'assignation
§ 1
§ 2

Article 133. Etablissement des lettres d'envoi
§ 1
§ 2

RE – Article 706 – Etablissement des lettres d'envoi de chèques d'assignation
§ 1
§ 2

Article 134. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

RE – Article 705, § 3

Article 135. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

RE – Article 707 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

Article 136. Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux

RE – Article 708 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux

Article 137. Retrait. Modification d'adresse

RE – Article 704

Chapitre III

Opérations auprès de l'Administration de paiement

Article 138. Listes manquantes ou irrégulières

RE – Article 801 – Listes manquantes ou irrégulières

Article 139. Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 802 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Références au texte de Hambourg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 140. Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux

§ 1
§ 2
§ 3

RE – Article 803 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux

§ 1
§ 2
§ 3

Article 141. Chèques d'assignation irréguliers

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 804 – Chèques d'assignation irréguliers

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

Article 142. Etablissement de l'avis de paiement

RE – Article 805 – Etablissement de l'avis de paiement

Article 143. Chèques d'assignation impayés

§ 1
§ 2

RE – Article 807, § 2
§ 3

Article 144. Réclamations

§ 1
§ 2

RE – Article 810 – Réclamations
§ 1
§ 2

Article 145. Autorisations de paiement. Chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement

§ 1
§ 2

RE – Article 808, § 3
RE – Article 808, § 4

Article 146. Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

RE – Article 709 – Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

Article 147. Avis d'émission

§ 1
§ 2
§ 3

RE – Article 710 – Avis d'émission

§ 1
§ 2
§ 3

Article 148. Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

RE – Article 711 – Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Titre VI

Postchèques

Chapitre I

Chapitre VII – Le postchèque

Formules

Article 149. Postchèques

RE – Article 201, § 5 – Postchèque VP 14

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5
- § 6

- § 5.1
- § 5.2
- § 5.3
- § 5.4
- § 5.5
- § 5.6

Article 150. Carte de garantie postchèque

RE – Article 201, § 6 – Carte de garantie postchèque VP 15

Chapitre II

Paiement des postchèques

Article 151. Présentation des postchèques

RE – Article 1301 – Présentation des postchèques au guichet de paiement

- § 1
- § 2
- § 3

- § 1
- § 2, modifié
- § 3

Article 152. Conditions de paiement

RE – Article 1302 – Conditions de paiement

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

Article 153. Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

RE – Article 1303 – Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

- § 1
- § 2
- § 3
- § 4
- § 5

Article 154. Remplacement des postchèques perdus après paiement

RE – Article 1304 – Remplacement des postchèques perdus après paiement

- § 1
- § 2

- § 1
- § 2

921

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I – Dispositions préliminaires

Art. premier – Objet de l'Arrangement

- RE – Art. 101 – Relations financières entre les Administrations participantes
- RE – Art. 102 – Alimentation du compte courant postal de liaison – Intérêts moratoires
- RE – Art. 103 – Fonctionnement du compte courant postal de liaison
- RE – Art. 104 – Bureaux d'échange

Art. 2 – Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux (nouveaux)

- RE – Art. 201 – Formules à l'usage du public

Chapitre II – Le virement

Art. 3 – Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

- RE – Art. 301 – Etablissement des avis de virement
- RE – Art. 302 – Montant des virements
- RE – Art. 303 – Listes de virements ordinaires
- RE – Art. 304 – Etablissement des lettres d'envoi de virements ordinaires
- RE – Art. 305 – Notification des virements ordinaires
- RE – Art. 306 – Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires
- RE – Art. 307 – Débit des virements ordinaires du compte courant postal de liaison
- RE – Art. 308 – Montant à créditer (paragraphe 1)
- RE – Art. 309 – Avis d'inscription
- RE – Art. 310 – Annulation d'un virement ordinaire
- RE – Art. 311 – Non-exécution d'un virement ordinaire
- RE – Art. 312 – Dispositions générales concernant les virements télégraphiques
- RE – Art. 313 – Etablissement des virements télégraphiques
- RE – Art. 314 – Listes de virements télégraphiques
- RE – Art. 315 – Etablissement des lettres d'envoi de virements télégraphiques
- RE – Art. 316 – Crédit du compte courant postal du bénéficiaire des virements télégraphiques
- RE – Art. 317 – Débit des virements télégraphiques du compte courant postal de liaison (nouveau)
- RE – Art. 318 – Avis d'inscription
- RE – Art. 319 – Traitement des irrégularités relatives aux virements télégraphiques (124)
- RE – Art. 320 – Réclamations (16, 111)

Art. 4 – Responsabilité

Chapitre III – Le versement

Art. 5 – Le versement

- RE – Art. 501 – Acheminement des mandats de versement MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1
- RE – Art. 502 – Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux
- RE – Art. 503 – Traitement des avis de versement

Chapitre IV – Le paiement par mandat

Art. 6 – Modalités d'exécution des paiements par mandat

Chapitre V – Le paiement par chèque d'assignation

Art. 7 – Emission des chèques d'assignation

- RE – Art. 701 – Etablissement des chèques d'assignation
- RE – Art. 702 – Montant des chèques d'assignation
- RE – Art. 703 – Mentions interdites ou autorisées – Recommandations d'office
- RE – Art. 704 – Services spéciaux: Avis de paiement – Remise par exprès – Paiement en main propre – Communication destinée au bénéficiaire – Retrait – Modification d'adresse – Endossement
- RE – Art. 705 – Liste de chèques d'assignation
- RE – Art. 706 – Etablissement des lettres d'envoi de chèques d'assignation
- RE – Art. 707 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux
- RE – Art. 708 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux
- RE – Art. 709 – Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques
- RE – Art. 710 – Avis d'émission
- RE – Art. 711 – Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

Art. 8 – Paiement des chèques d'assignation

- RE – Art. 801 – Listes manquantes ou irrégulières
- RE – Art. 802 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination
- RE – Art. 803 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux
- RE – Art. 804 – Chèques d'assignation irréguliers
- RE – Art. 805 – Etablissement de l'avis de paiement
- RE – Art. 806 – Réexpédition
- RE – Art. 807 – Chèques d'assignation impayés
- RE – Art. 808 – Autorisation de paiement
- RE – Art. 809 – Chèques d'assignation prescrits
- RE – Art. 810 – Réclamations

Art. 9 – Responsabilité

Art. 10 – Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VI – Autres modes d'échange des paiements

Art. 11 – Autres modes d'échange des paiements

Chapitre VII – Le postchèque

Art. 12 – Délivrance des postchèques

Art. 13 – Paiement

RE – Art. 1301 – Présentation des postchèques au guichet de paiement

RE – Art. 1302 – Conditions de paiement

RE – Art. 1303 – Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

RE – Art. 1304 – Remplacement des postchèques perdus après paiement

Art. 14 – Responsabilité

Art. 15 – Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VIII – Dispositions diverses

Art. 16 – Dispositions diverses

RE – Art. 1601 – Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

RE – Art. 1602 – Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Chapitre IX – Dispositions finales

Art. 17 – Dispositions finales

RE – Art. 1701 – Renseignements à fournir par les Administrations

RE – Art. 1702 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

Texte actuel	Texte proposé
Arrangement concernant le service des chèques postaux	Arrangement concernant le service des chèques postaux
Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant.	Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:
Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux
Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux

Texte actuel

Texte proposé

Titre I – Dispositions préliminaires

Chapitre I – Dispositions préliminaires

Article premier – Objet de l'Arrangement

Article premier – Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2 – Relations financières entre les Administrations participantes

RE – Article 101 – Relations financières entre les Administrations participantes

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen.
2. Lorsque l'Administration de paiement ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, l'Administration d'émission des chèques d'assignation correspond avec celle-ci, conformément aux articles 29 et 30 de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen.
2. Lorsque l'Administration de destination ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, l'Administration d'émission des chèques d'assignation correspond avec celle-ci, conformément aux articles 11 et 12 de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Texte actuel

Texte proposé

Article 3 – Alimentation des comptes courants postaux de liaison – Intérêts moratoires

1. Chaque Administration entretient auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir en monnaie de ce pays sur lequel sont prélevées les sommes dues. Le cas échéant, les sommes transférées pour constituer ou alimenter cet avoir sont inscrites au crédit du compte courant postal de liaison ouvert par l'Administration de destination au nom de l'Administration d'origine.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements, les versements et les paiements sont néanmoins exécutés, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert.

5. Lorsque le découvert est supérieur à 100 000 francs (32 669,06 DTS), les sommes à régler deviennent productives d'intérêt à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la notification par voie télégraphique de l'absence de couverture. Le taux de cet intérêt ne peut excéder 6 pour cent par an.

6. Si, après application du paragraphe 5, l'Administration débitrice ne procède pas au paiement dans les quinze jours qui suivent, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis télégraphique.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc.

RE – Article 102 – Alimentation du compte courant postal de liaison – Intérêts moratoires

1. Chaque Administration d'origine maintient un avoir suffisant sur le compte courant postal de liaison ouvert à son nom auprès de l'Administration de destination pour permettre le débit des sommes dues à cette dernière.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements, les versements et les paiements sont néanmoins exécutés, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert.

5. Lorsque le découvert est supérieur à 100 000 francs (32 669,06 DTS), les sommes à régler deviennent productives d'intérêt à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la notification par la voie des télécommunications de l'absence de couverture. Le taux de cet intérêt est de 6 pour cent par an.

6. Si, après application du paragraphe 5, l'Administration débitrice ne procède pas au paiement dans les quinze jours qui suivent, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis transmis par la voie des télécommunications.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc.

Texte actuel

Article 103 – Fonctionnement du compte courant postal de liaison

1. Sont portés notamment au crédit du compte courant postal de liaison:
 - a) les sommes transférées pour constituer ou alimenter un avoir. Les transferts correspondants sont opérés soit au moyen de chèques bancaires ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
 - b) les virements, versements et paiements qui n'ont pu être exécutés.
2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison:
 - a) le montant des listes de virements ou de versements visées aux articles 106 et 125 et dont l'Administration de destination doit assurer l'inscription au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires;
 - b) le montant des listes de chèques d'assignation visées à l'article 132 et dont elle doit effectuer la mise en paiement;
 - c) le montant des listes des postchèques effectivement payés visées à l'article 153;
 - d) le montant des rémunérations visées aux articles 38 et 46 de l'Arrangement et qui lui sont bonifiées par l'Administration d'origine des chèques d'assignation et des postchèques;
 - e) les sommes dont le rapatriement est demandé par l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison en vue du nivellement éventuel de l'avoir de ce dernier.
3. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser les comptes courants postaux de liaison pour liquider toutes les opérations autres que celles ayant trait au fonctionnement du service de chèques postaux. Elles déterminent, le cas échéant, la procédure applicable.
4. Les frais éventuels sont supportés par l'Administration d'origine, à l'exception des frais extraordinaires tels que les frais de clearing imposés par le pays créancier.

Article 4 – Bureaux d'échange

L'échange des listes de virements, de versements ou de chèques d'assignation, les régularisations éventuelles de toutes natures ont lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits "bureaux d'échange" désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Texte proposé

RE – Article 103 – Fonctionnement du compte courant postal de liaison

1. Sont portés notamment au crédit du compte courant postal de liaison:
 - a) les sommes transférées pour constituer ou alimenter un avoir. Les transferts correspondants sont opérés soit au moyen de chèques bancaires ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
 - b) les virements, versements et paiements qui n'ont pu être exécutés.
2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison:
 - a) le montant des listes de virements ou de versements visées aux articles RE 303, paragraphe 3, et RE 503 et dont l'Administration de destination doit assurer l'inscription au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires;
 - b) le montant des listes de chèques d'assignation visées à l'article RE 705 et dont elle doit effectuer la mise en paiement;
 - c) le montant des listes des postchèques payés visées à l'article RE 1303;
 - d) le montant des rémunérations visées aux articles 10 et 15 de l'Arrangement et qui lui sont bonifiées par l'Administration d'origine des chèques d'assignation et des postchèques;
 - e) les sommes dont le rapatriement est demandé par l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison en vue du nivellement éventuel de l'avoir de ce dernier.
3. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser les comptes courants postaux de liaison pour liquider toutes les opérations autres que celles ayant trait au fonctionnement du service de chèques postaux. Elles déterminent, le cas échéant, la procédure applicable.
4. Les frais éventuels sont supportés par l'Administration d'origine, à l'exception des frais extraordinaires tels que les frais de clearing imposés par le pays créancier.

RE – Article 104 – Bureaux d'échange

Les échanges de toute nature ont lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits "bureaux d'échange" désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Texte actuel

Texte proposé

Motifs. – Nouvel article créé par le CE pour définir les catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux. Il a en outre été donné aux Administrations la possibilité d'instaurer, par la voie bilatérale ou multilatérale, des prestations autres que celles qui y sont énumérées, ceci par l'adjonction d'un paragraphe 5 «Autres prestations». A noter également que certaines Administrations ne délivrent pas de postchèque à leurs clients titulaires de comptes courants postaux.

Article 2 – Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux (nouveau)

1. Le virement

1.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

1.2 Le virement ordinaire est transmis par la voie postale.

1.3 Le virement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

2. Le versement à un compte courant postal

2.1 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

2.2 Le versement ordinaire est transmis par la voie postale.

2.3 Le versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

3. Le paiement par mandat ou par chèque d'assignation

3.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, le paiement d'un montant en numéraire au bénéficiaire.

3.2 Le paiement ordinaire est transmis par la voie postale.

3.3 Le paiement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

4. Le postchèque

4.1 Le postchèque est un titre international qui peut être délivré aux titulaires de comptes courants postaux et payable à vue dans les bureaux de poste des pays participant au service.

4.2 Le postchèque peut également être remis en paiement à des tiers après entente entre les Administrations contractantes.

5. Autres prestations

Les Administrations postales peuvent convenir dans leur relation bilatérale ou multilatérale d'instaurer d'autres prestations dont les modalités sont à définir entre les Administrations intéressées.

Texte actuel

Article 102 – Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- VP 1 (Avis de virement ou de versement),
- VP 7 (Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement),
- VP 10 (Avis d'inscription),
- VP 13 et VP 13bis (Chèque d'assignation),
- VP 14 (Postchèque),
- VP 15 (Carte de garantie postchèque).

2. Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement ou éventuellement comme avis de versement dans les conditions indiquées aux articles 105, paragraphe 1, et 125, paragraphe 2, ne sont pas soumises à ces dispositions.

Article 129 – Formule de chèques d'assignation

- 1. Les chèques d'assignation sont établis sur formule en papier résistant de fond blanc imprimé en bleu azur clair conforme aux modèles VP 13 ou VP 13bis ci-annexés.
- 2. Le papier utilisé pour la confection des formules doit répondre aux exigences techniques de la lecture optique.
- 3. La partie inférieure de la formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes aux modèles annexés au présent Arrangement.
- 4. A l'exclusion de la zone de lecture visée au paragraphe 3, la formule VP 13 ou VP 13bis est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression répétée en bleu azur des lettres "CCP" entrelacées, suffisamment atténuée pour ne pas gêner la lecture de l'indication de la somme à payer et de la désignation du tireur et du bénéficiaire.

Texte proposé

RE – Article 201 – Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- 1. Avis de virement ou de versement VP 1
Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement ou éventuellement comme avis de versement dans les conditions indiquées aux articles RE 301, paragraphe 2, et 503, paragraphe 2, ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention visé ci-dessus.
- 2. Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement VP 7
- 3. Avis d'inscription VP 10
- 4. Chèques d'assignation VP 13 et VP 13bis

- 4.1 Les chèques d'assignation sont établis sur formule en papier résistant de fond blanc imprimé en bleu azur clair conforme aux modèles ci-annexés.
- 4.2 Le papier utilisé pour la confection des formules doit répondre aux exigences techniques de la lecture optique.
- 4.3 La partie inférieure de la formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes aux modèles ci-annexés.
- 4.4 A l'exclusion de la zone de lecture visée au paragraphe 4.3, la formule VP 13 ou VP 13bis est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression répétée en bleu azur des lettres "CCP" entrelacées, suffisamment atténuée pour ne pas gêner la lecture de l'indication de la somme à payer et de la désignation du tireur et du bénéficiaire.

Texte actuel

Texte proposé

Article 149 – Postchèques

1. Les postchèques sont établis sur une formule en papier conforme au modèle VP 14 ci-annexé dont les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international.

2. Le papier comporte, dans la partie gauche de la formule, une bande verticale de filigranes ombrés ou un filigrane positionné, chaque filigrane représentant une tête allégorique.

3. La formule est revêtue, au recto et au verso, d'un fond de sécurité.

4. Les textes et motifs de couleur bleu foncé qui figurent au recto de la formule sont imprimés en relief (taille-douce).

5. Les mentions figurant sur le postchèque sont indiquées dans la ou les langues du pays émetteur.

6. Sous réserve de satisfaire aux dispositions des paragraphes 1 à 5, les Administrations peuvent convenir d'utiliser éventuellement une formule adaptée aux exigences du service intérieur.

Article 150 – Carte de garantie postchèque

La carte de garantie postchèque doit être conforme au modèle VP 15 ci-annexé dont les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international. Toutefois, si l'Administration d'émission le juge nécessaire, la carte de garantie peut être munie d'une flèche indiquant le sens d'introduction dans les distributeurs automatiques de billets de banque.

5. Postchèque VP 14

5.1 Les postchèques sont établis sur une formule en papier conforme au modèle ci-annexé dont les caractéristiques sont déposées au Bureau international.

5.2 Le papier comporte, dans la partie gauche de la formule, une bande verticale de filigranes ombrés ou un filigrane positionné, chaque filigrane représentant une tête allégorique.

5.3 La formule est revêtue, au recto et au verso, d'un fond de sécurité.

5.4 Les textes et motifs de couleur bleu foncé qui figurent au recto de la formule sont imprimés en relief (taille-douce).

5.5 Les mentions figurant sur le postchèque sont indiquées dans la ou les langues du pays émetteur.

5.6 Sous réserve de satisfaire aux dispositions des paragraphes 5.1 à 5.5, les Administrations peuvent convenir d'utiliser éventuellement une formule adaptée aux exigences du service intérieur.

6. Carte de garantie postchèque VP 15

La carte de garantie postchèque doit être conforme au modèle ci-annexé dont les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international. Toutefois, si l'Administration d'émission le juge nécessaire, la carte de garantie peut être munie d'une flèche indiquant le sens d'introduction dans les distributeurs automatiques de billets de banque.

Texte actuel

Texte proposé

Article 7 – Monnaie. Conversion

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination.
3. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.

Article 9

1. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un virement postal et qu'elle garde en entier.
2. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 10

Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 15 de la Convention.

Article 11

3. Les avis de virement sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.

Article 12

1. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. En sus de la taxe prévue à l'article 9, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.
3. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

Chapitre II – Le virement

Article 3 – Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination.
2. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.
3. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un virement postal et qu'elle garde en entier.
4. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.
5. Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 15 de la Convention.
6. Les avis de virement ordinaire sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.
7. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications. En sus de la taxe prévue au paragraphe 3 ci-dessus, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

Texte actuel

Texte proposé

Article 11 – Avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement établi soit par le tireur, soit par le bureau de chèques postaux détenteur de son compte.

Article 105

1. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut utiliser les formules de son service intérieur.

Article 11

2. Le verso de cet avis ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une brève communication particulière destinée au bénéficiaire.

Article 105

2. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement – ou le bureau d'échange dont il relève – opère la conversion et inscrit sur l'avis le montant du virement en monnaie du pays de destination. Ce montant doit être précédé de l'abréviation usuelle du nom de l'unité monétaire.

Article 104

1. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine.

2. Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises; toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

Article 105

3. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

Article 8 – Montant maximal

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

RE – Article 301 – Etablissement des avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement /.../

2. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut utiliser les formules de son service intérieur.

3. Le verso de l'avis de virement ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisées pour une brève communication particulière destinée au bénéficiaire.

4. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement – ou le bureau d'échange dont il relève – opère la conversion et inscrit sur l'avis le montant du virement en monnaie du pays de destination. Ce montant doit être précédé de l'abréviation usuelle du nom de l'unité monétaire.

5. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni rature, ni surcharge, ni grattage, même approuvés.

6. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

RE – Article 302 – Montant des virements

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Texte actuel

Article 14 – Notification des virements

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.
2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du pays de destination.

Article 106

Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

Article 107 – Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi établie en double exemplaire conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.
2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.
3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.
4. La lettre d'envoi est expédiée en double exemplaire.

Article 108 – Notification des virements

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis et expédiés une fois par jour ouvrable en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la recommandation. Les Administrations peuvent également convenir d'utiliser pour cette transmission les moyens électroniques tels que la télétransmission de données.

Texte proposé

RE – Article 303 – Listes de virements ordinaires

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.
2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du pays de destination.
3. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

RE – Article 304 – Etablissement des lettres d'envoi de virements ordinaires

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi établie en double exemplaire conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.
2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.
3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange de destination.
4. La lettre d'envoi est expédiée en double exemplaire.

RE – Article 305 – Notification des virements ordinaires

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis et expédiés une fois par jour ouvrable en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la recommandation. Les Administrations peuvent également convenir d'utiliser pour cette transmission les moyens électroniques tels que la télétransmission de données.

Texte actuel

Texte proposé

Article 113 – Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes. Les duplicata des pièces manquantes sont également échangés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virement, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virement et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

Article 116 – Paiement des sommes dues

1. Après vérification des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3, le montant total des virements reçus est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements.

2. Un exemplaire de la lettre d'envoi VP 3, revêtu d'une empreinte du timbre à date du service des chèques postaux destinataire, est joint à l'extrait de compte journalier qui est adressé le jour même de l'opération à l'Administration titulaire du compte courant de liaison débité.

Article 13 – Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

1. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

RE – Article 306 – Vérification des envois et traitement des irrégularités des virements ordinaires

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par la voie des télécommunications le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la même voie et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). En cas d'impossibilité d'utiliser la voie des télécommunications, l'échange d'information est effectué par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé.

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virement, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virement et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4 conforme au modèle ci-annexé.

RE – Article 307 – Débit des virements ordinaires du compte courant postal de liaison

1. Après vérification des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3, le montant total des virements reçus est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements.

2. Un exemplaire de la lettre d'envoi VP 3, revêtu d'une empreinte du timbre à date du service des chèques postaux destinataire, est joint à l'extrait de compte journalier qui est adressé le jour même de l'opération à l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison débité.

RE – Article 308 – Montant à créditer

Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

Texte actuel

Article 13 – Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

2. Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 48 de la Convention est applicable aux avis d'inscription.
3. La taxe à percevoir conformément au paragraphe 2 est prélevée sur le compte du tireur.

Article 109

1. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon l'article 13 de l'Arrangement, la mention "AI" est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente "Avis d'inscription".
2. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5 prévue à l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.

Article 112

L'avis d'inscription visé à l'article 109, dûment complété par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis directement au tireur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Texte proposé

RE – Article 309 – Avis d'inscription

1. Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 48 de la Convention est applicable aux avis d'inscription. La taxe à percevoir /.../ est prélevée sur le compte du tireur.
2. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon le paragraphe 1 ci-dessus, la mention "AI" est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente "Avis d'inscription".
3. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5 prévue à l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.
4. L'avis d'inscription /.../, dûment complété par le bureau de chèques postaux /.../ du compte crédité, est transmis directement au tireur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Texte actuel

Article 15 – Annulation des virements

Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, faire annuler ce virement aussi longtemps que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

Article 110

1. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son pays; ce bureau complète la formule par les données de la transmission du virement au bureau d'échange du pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Si la demande est à transmettre par la voie télégraphique, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du pays d'origine et les indications en sont transmises sous forme d'avis de service taxé télégraphique au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux pays.

3. Si la demande d'annulation est transmise par d'autres moyens de télécommunications et que, pour de tels échanges, il ait été convenu d'un code secret entre les Administrations concernées, celles-ci peuvent s'entendre pour renoncer à l'envoi de la confirmation écrite VP 5.

Article 114

1. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article 115; si l'annulation a été demandée par la voie des télécommunications et qu'aucune disposition contraire n'ait été convenue entre les Administrations concernées, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

2. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande d'annulation par la voie des télécommunications, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

3. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par l'article 110.

Texte proposé

RE – Article 310 – Annulation d'un virement ordinaire

1. Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, faire annuler ce virement tant que le crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectué. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

2. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son pays; ce bureau complète la formule par les données de la transmission du virement au bureau d'échange du pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

3. Si la demande est à transmettre par la voie des télécommunications, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du pays d'origine et les indications /.../ sont transmises sous forme d'avis de service taxé au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux pays.

4. Si la demande d'annulation est transmise par le moyen des télécommunications pour lequel il a été convenu d'un code secret entre les Administrations concernées, celles-ci peuvent s'entendre pour renoncer à l'envoi de la confirmation écrite VP 5.

5. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article RE 311; si l'annulation a été demandée par la voie des télécommunications et qu'aucune disposition contraire n'ait été convenue entre les Administrations concernées, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

6. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande d'annulation par la voie des télécommunications, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

7. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par les paragraphes 2 à 4 ci-dessus.

Texte actuel

Texte proposé

Article 17 – Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire

Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.

Article 115

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est décrit sur une formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant. La formule VP 4 peut éventuellement recevoir la description de plusieurs virements inexécutés.
2. Les virements rejetés sont inscrits sur la formule VP 4 pour leur montant exprimé dans la monnaie du pays de première destination, tel qu'il a été calculé par l'Administration d'origine du virement.
3. Le montant total de la formule VP 4 est porté au crédit du compte courant postal ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements rejetés.
4. La formule VP 4 et les avis de virement qui y sont annexés sont joints à l'extrait de compte visé à l'article 116, paragraphe 2.

Article 117 – Dispositions communes

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent chapitre V, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

RE – Article 311 – Non-exécution d'un virement ordinaire

1. Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.
2. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est décrit sur une formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant. La formule VP 4 peut éventuellement recevoir la description de plusieurs virements inexécutés.
3. Les virements rejetés sont inscrits sur la formule VP 4 pour leur montant exprimé dans la monnaie du pays de première destination, tel qu'il a été calculé par l'Administration d'origine du virement.
4. Le montant total de la formule VP 4 est porté au crédit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements rejetés.
5. La formule VP 4 et les avis de virement qui y sont annexés sont joints à l'extrait de compte visé à l'article RE 307, paragraphe 2.

RE – Article 312 – Dispositions générales concernant les virements télégraphiques

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par les articles RE 313 à RE 320 ci-après, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

Texte actuel

Texte proposé

Article 118– Etablissement des virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf entente spéciale, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie "Adresse" contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- l'indication de service postale AVIS INSCRIPTION, s'il y a lieu;
- nom du bureau de chèques destinataire.

La partie "Texte" contient:

- VIREMENT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom ou désignation du tireur;
- numéro du compte débité;
- nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur;
- montant de la somme à créditer;
- nom ou désignation du bénéficiaire;
- numéro du compte à créditer;
- communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres. Cependant, la répétition du montant en toutes lettres n'est pas exigée si le montant viré est compris dans un code-télex secret.

5. Ni le tireur, ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

Article 119 – Listes de virements télégraphiques

Les virements télégraphiques font l'objet de listes VP 2 distinctes. Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

RE – Article 313 – Etablissement des virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf entente spéciale, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après:

La partie "Adresse" contient:

- POSTFIN (précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant);
- l'indication de service postale AVIS INSCRIPTION, s'il y a lieu;
- nom du bureau de chèques destinataire.

La partie "Texte" contient:

- VIREMENT, suivi du numéro postal d'émission;
- nom et désignation du tireur;
- numéro du compte débité;
- nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur;
- montant de la somme à créditer;
- nom ou désignation du bénéficiaire;
- numéro du compte à créditer;
- communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clé secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres. Cependant, la répétition du montant en toutes lettres n'est pas exigée si le montant viré est compris dans un code-télex secret.

5. Ni le tireur, ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. Lorsque les Administrations conviennent d'utiliser un moyen de télécommunications autre que le télégraphe pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

RE – Article 314 – Listes de virements télégraphiques

Les virements télégraphiques font l'objet de listes VP 2 distinctes. Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

Texte actuel

Texte proposé

Article 120 – Etablissement des lettres d'envoi

Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi VP 3 distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

RE – Article 315 – Etablissement des lettres d'envoi de virements télégraphiques

Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi VP 3 distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

Article 122 – Inscription des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

RE – Article 316 – Crédit du compte courant postal du bénéficiaire des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

Motifs. – Nouvel article introduit pour permettre la vérification du montant (listes VP 2–VP 3) à porter au débit du compte courant postal de liaison de l'Administration d'origine des virements.

RE – Article 317 – Débit des virements télégraphiques du compte courant postal de liaison (nouveau)

Après vérification des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3, le montant total de cette dernière est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des virements.

Article 123 – Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte.

RE – Article 318 – Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte du tireur.

Article 124 – Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine, d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-exécution. Si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télé-graphique. Dans le cas contraire, la rectification est faite par voie postale, après consultation du tireur; toutefois, si celui-ci le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite par la voie aérienne ou par le moyen d'un avis de service télégraphique taxé.

RE – Article 319 – Traitement des irrégularités relatives aux virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine par la voie des télécommunications, d'un avis de service indiquant le motif de la non-exécution. Si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service transmis par la voie des télécommunications. Dans le cas contraire, le tireur est consulté et la rectification est faite soit gratuitement par la voie postale, soit aux frais du tireur par la voie des télécommunications.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article 115.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article RE 311, paragraphes 2 à 5.

Texte actuel

Texte proposé

Article 16 – Réclamations

1. Toute réclamation concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. L'article 42 de la Convention est applicable aux réclamations.

Article 111

Toute réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 146, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

RE – Article 320 – Réclamations

1. Toute réclamation concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. L'article 42 de la Convention est applicable aux réclamations.

3. Toute réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 146, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

Texte actuel

Texte proposé

Responsabilité

Article 18 – Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.
2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.
4. Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

Article 19

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

Article 20 – Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 24, paragraphes 2 à 5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, la responsabilité incombe à l'Administration du pays dans lequel l'erreur s'est produite.

Article 21 – Paiement des sommes dues. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.
2. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.
3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.
4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

Article 4 – Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

- 1.1 Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.
- 1.2 Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ordinaires ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.
- 1.3 Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.
- 1.4 Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.5 Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

2. Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 9, paragraphe 3.3, de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../, la responsabilité incombe à l'Administration du pays dans lequel l'erreur s'est produite.

3. Paiement des sommes dues – Recours

- 3.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.
- 3.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.
- 3.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.
- 3.4 L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

Texte actuel

Texte proposé

Article 22 – Délai de paiement

1. Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

Article 23 – Remboursement à l'Administration intervenante

1. L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.
2. A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires à raison de 6 pour cent par an.

4. Délai de paiement

- 4.1 Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
- 4.2 Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

5. Remboursement à l'Administration intervenante

- 5.1 L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.
- 5.2 A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires, à raison de 6 pour cent par an.

Texte actuel

Texte proposé

Chapitre III – Le versement

Article 25 – Modes d'échange des versements

2. Les Administrations conviennent d'adopter pour l'échange des versements par voie postale le type de formule et la réglementation qui s'adaptent le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent notamment convenir d'utiliser dans leurs relations réciproques l'avis de versement de leur service intérieur.

Article 126 – Dispositions générales

Sous réserve de ce qui est expressément prévu dans ce chapitre, les mandats de versement sont soumis aux dispositions du titre V du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 24 – Dispositions générales

2. Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements postaux s'applique également aux versements.
3. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige de l'expéditeur d'un versement postal et qu'elle garde en entier. Cette taxe ne peut pas être supérieure à celle qui est perçue pour l'émission d'un mandat de poste.
4. Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

Article 5 – Le versement

1. Les Administrations conviennent d'adopter pour l'échange des versements par voie postale le type de formule et la réglementation qui s'adaptent le mieux à l'organisation de leur service. /.../
2. Versements par mandats de versement
- Sous réserve des dispositions particulières des articles RE 501 et RE 502, les versements par mandats de versement s'effectuent conformément aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste.
3. Versements par avis de versement
- 3.1 Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements s'applique également aux versements.
- 3.2 L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige de l'expéditeur d'un versement et qu'elle garde en entier. Cette taxe ne peut pas être supérieure à celle qui est perçue pour l'émission d'un mandat ordinaire.
- 3.3 Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

Texte actuel

Texte proposé

Article 127– Acheminement des mandats de versement

1. Les Administrations de versement PM 16 sont acheminés directement par l'Administration d'émission sur le Bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire

2. Les listes spéciales MP 2, sur lesquelles sont décrits les mandats-listes de versement, sont transmises:

- soit par l'intermédiaire des bureaux d'échange du service des chèques postaux lorsque les deux Administrations disposent d'une institution de chèques postaux;
- soit par l'intermédiaire du bureau d'échange des mandats-listes et du bureau d'échange du service des chèques postaux lorsque l'Administration d'émission ne dispose pas d'un tel service.

Le cas échéant, les listes MP 2 sont annexées aux listes de virement VP 2 et leur total est repris sur la lettre d'envoi VP 3.

RE – Article 501 – Acheminement des mandats de versement
MP 16 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation de l'avis de versement VP 1

1. Les mandats de versement MP 16 sont acheminés directement par l'Administration d'émission sur le bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

2. Les listes spéciales MP 2, sur lesquelles sont décrits les mandats de versement échangés au moyen de listes, sont transmises:

- soit par l'intermédiaire des bureaux d'échange du service des chèques postaux lorsque les deux Administrations disposent d'une institution de chèques postaux;
- soit par l'intermédiaire du bureau d'échange des mandats échangés au moyen de listes et du bureau d'échange du service des chèques postaux lorsque l'Administration d'émission ne dispose pas d'un tel service.

Le cas échéant, les listes MP 2 sont annexées aux listes de virement VP 2 et leur total est repris sur la lettre d'envoi VP 3.

Texte actuel

Article 128 – Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

1. Les mandats de versement MP 16 en provenance d'un pays déterminé, après leur inscription au crédit du compte du bénéficiaire, sont enregistrés par le bureau de chèques de destination détenteur du compte courant de liaison de l'Administration d'émission sur une liste VP 2 dont l'intitulé est modifié en conséquence. Cette liste est établie en double exemplaire.
2. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des mandats. La liste VP 2 et les mandats MP 16 correspondants sont joints à l'extrait de compte transmis à l'Administration d'émission des titres. Le mandat est revêtu au verso d'une annotation précisant la date d'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire et d'une empreinte du timbre à date du bureau de chèques de destination. Le coupon du mandat MP 16 peut être détaché par le centre de chèques de destination et utilisé comme avis de versement.
3. Lorsque les mandats de versement MP 16 sont originaires d'un pays qui n'a pas encore créé une institution de chèques postaux, le compte relatif aux mandats de versement est établi sur formule MP 8; il est adressé, accompagné de la liste VP 2 et des mandats, au service de l'Administration d'émission chargé de procéder à l'échange des comptes de mandats. Le règlement du compte MP 8 est effectué directement par l'Administration d'émission au profit du service des chèques postaux de destination des mandats.

Texte proposé

RE – Article 502 – Etablissement et règlement des comptes de mandats de versement MP 16 parvenant directement à un bureau de chèques postaux de destination qui n'utilise pas les mandats pour créditer ses comptes de chèques postaux

1. Les mandats de versement MP 16 en provenance d'un pays déterminé, après leur inscription au crédit du compte du bénéficiaire, sont enregistrés par le bureau de chèques de destination détenteur du compte courant postal de liaison de l'Administration d'émission sur une liste VP 2 dont l'intitulé est modifié en conséquence. Cette liste est établie en double exemplaire.
2. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'origine des mandats. La liste VP 2 et les mandats MP 16 correspondants sont joints à l'extrait de compte transmis à l'Administration d'émission des titres. Le mandat est revêtu au verso d'une annotation précisant la date d'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire et d'une empreinte du timbre à date du bureau de chèques de destination. Le coupon du mandat MP 16 peut être détaché par le centre de chèques de destination et utilisé comme avis de versement.
3. Lorsque les mandats de versement MP 16 sont originaires d'un pays qui n'a pas encore créé une institution de chèques postaux, le compte relatif aux mandats de versement est établi sur formule MP 8; il est adressé, accompagné de la liste VP 2 et des mandats, au service de l'Administration d'émission chargé de procéder à l'échange des comptes de mandats. Le règlement du compte MP 8 est effectué directement par l'Administration d'émission au profit du service des chèques postaux de destination des mandats.

Texte actuel

Texte proposé

Article 125 – Dispositions générales

1. Sous réserve des paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements postaux sont aussi applicables aux versements postaux.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 ou, si les Administrations conviennent de les utiliser, sur les formules d'avis de versement du service intérieur, soit par le déposant, soit par le bureau de poste de dépôt, soit encore par le bureau d'échange du pays d'origine. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date de l'un de ces bureaux.

3. Les listes de versement, auxquelles sont annexés les avis de versement, sont établies par les bureaux d'échange sur formule VP 2.

4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.

5. Sauf entente spéciale, l'article 116 s'applique aux listes et lettres d'envoi des versements.

6. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux versements émis sur formule VP 1 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation du mandat de versement.

RE – Article 503 – Traitement des avis de versement

1. Sous réserve des paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements sont aussi applicables aux versements.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 ou, si les Administrations conviennent de les utiliser, sur les formules d'avis de versement du service intérieur, soit par le déposant, soit par le bureau de poste de dépôt, soit encore par le bureau d'échange du pays d'origine. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date de l'un de ces bureaux.

3. Sauf entente spéciale, les versements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes. Ces listes de versement, auxquelles sont annexés les avis de versement, sont établies par les bureaux d'échange sur formule VP 2.

4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.

5. Sauf entente spéciale, l'article RE 307 s'applique aux listes et lettres d'envoi des versements.

6. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux versements émis sur formule VP 1 à destination d'une Administration dont l'organisation des chèques postaux est basée sur l'utilisation du mandat de versement.

Texte actuel

Texte proposé

Chapitre IV – Le paiement par mandat

Article 26 – Modalités d'exécution des paiements

- 1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation, de mandats-cartes ou de mandats-listes .
- 3. Les mandats-cartes et les mandats-listes émis en représentation des sommes débitées des comptes courants postaux sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution.

Article 6 – Modalités d'exécution des paiements par mandat

- 1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de mandats ordinaires.
- 2. Les mandats ordinaires /.../ émis en représentation des sommes débitées des comptes courants postaux sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste. /.../

Texte actuel

Texte proposé

Article 26 – Modalités d'exécution des paiements

1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation, de mandats-cartes ou de mandats-listes.

Article 27

L'article 7 s'applique aux chèques d'assignation.

Article 29

L'Administration d'origine détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un chèque d'assignation.

Article 30

1. Les chèques d'assignation peuvent être transmis par la voie des télécommunications, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau d'échange de l'Administration de paiement, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau de poste chargé du paiement, lorsque les Administrations conviennent d'utiliser ce mode de transmission.

2. Les articles 4 et 8 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques.

Article 130– Etablissement des chèques d'assignation

1. L'article 105 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 suivants. Toutefois, les timbres-poste ne sont pas admis.

2. Les indications de service prévues au recto de la formule sont portées exclusivement par le bureau d'échange de l'Administration de destination.

3. Au verso de la formule, le bureau d'échange de l'Administration d'origine de l'ordre de paiement porte dans les emplacements prévus à cet effet l'empreinte de son timbre à date et les diverses indications de service qu'il juge indispensables.

4. Lorsque le tireur demande l'émission simultanée de plusieurs chèques d'assignation, l'Administration d'origine peut le dispenser d'apposer sa signature au recto des formules VP 13 et VP 13bis.

Chapitre V – Le paiement par chèque d'assignation

Article 7 – Emission des chèques d'assignation

1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation /.../

2. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 s'appliquent aux chèques d'assignation.

3. L'Administration d'origine détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un chèque d'assignation.

4. Les chèques d'assignation peuvent être transmis par la voie des télécommunications, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau d'échange de l'Administration de paiement, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau de poste chargé du paiement, lorsque les Administrations conviennent d'utiliser ce mode de transmission.

5. Les articles 3 de l'Arrangement et RE 402 du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques.

RE – Article 701 – Etablissement des chèques d'assignation

1. L'article RE 401 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable aux chèques d'assignation sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 suivants. Toutefois, les timbres-poste ne sont pas admis.

2. Les indications de service prévues au recto de la formule sont portées exclusivement par le bureau d'échange de l'Administration de destination.

3. Au verso de la formule, le bureau d'échange de l'Administration d'origine de l'ordre de paiement porte dans les emplacements prévus à cet effet l'empreinte de son timbre à date et les diverses indications de service qu'il juge indispensables.

4. Lorsque le tireur demande l'émission simultanée de plusieurs chèques d'assignation, l'Administration d'origine peut le dispenser d'apposer sa signature au recto des formules VP 13 et VP 13bis.

Texte actuel	Texte proposé
<p>Article 28 – Montant maximal à l'émission</p> <p>L'Administration d'origine à la faculté de limiter le montant des paiements que tout tireur peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.</p>	<p>RE – Article 702 – Montant <u>des chèques d'assignation</u></p> <p>L'Administration d'origine à la faculté de limiter le montant des paiements que tout tireur peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.</p>
<p>Article 131 – Mentions interdites ou autorisées – Recommandations d'office</p> <p>Les articles 106 et 107 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation.</p>	<p>RE – Article 703 – Mentions interdites ou autorisées – Recommandations d'office</p> <p>Les articles <u>RE 306</u> et <u>RE 308</u> du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ s'appliquent aux chèques d'assignation.</p>
<p>Article 31 – Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Communication destinée au bénéficiaire. Retrait. Modification d'adresse. Endossement</p> <p>Les articles 9, 10 et 12 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation.</p>	<p>RE – Article 704 – <u>Services spéciaux</u>: Avis de paiement – Remise par exprès – Paiement en main propre – Communication destinée au bénéficiaire – Retrait – Modification d'adresse – Endossement</p> <p>Les articles <u>RE 311</u>, <u>RE 317</u> et <u>RE 607</u> du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ sont applicables aux chèques d'assignation. Pour les retraits et modifications d'adresse, les Administrations peuvent convenir d'utiliser les formules VP 5 ou VP 6.</p>
<p>Article 137</p> <p>L'article 125 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation. Pour les retraits et modifications d'adresse, les Administrations peuvent convenir d'utiliser les formules VP 5 ou VP 6.</p>	
<p>Article 132 – Listes de chèques d'assignation</p> <p>1. Les chèques d'assignation sont décrits sur une liste VP 2 établie en double exemplaire par le bureau d'échange du service des chèques postaux.</p> <p>2. Les articles 106 et 108 s'appliquent aux listes de chèques d'assignation.</p>	<p>RE – Article 705 – Listes de chèques d'assignation</p> <p>1. Les chèques d'assignation sont décrits sur une liste VP 2 établie en double exemplaire par le bureau d'échange du service des chèques postaux.</p> <p>2. Les articles <u>RE 303</u>, paragraphe 3, et <u>RE 305</u> s'appliquent aux listes de chèques d'assignation.</p>
<p>Article 134</p> <p>L'article 124 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique aux listes de chèques d'assignation VP 2 chaque fois que l'expéditeur a demandé à bénéficier de services spéciaux.</p>	<p>3. L'article <u>RE 305</u> du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ s'applique aux listes de chèques d'assignation VP 2 chaque fois que l'expéditeur a demandé à bénéficier de services spéciaux.</p>

Texte actuel

Article 133 – Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chaque liste de chèques d'assignation destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.
2. L'article 107 s'applique aux lettres d'envoi VP 3 propres aux chèques d'assignation.

Article 135 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

Les lettres d'envoi VP 3 et les listes VP 2, accompagnées des chèques d'assignation correspondants, sont adressées par le bureau d'échange du service des chèques postaux d'origine au bureau d'échange de service des chèques postaux de destination.

Article 136 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux

Les listes VP 2 et les lettres d'envoi VP 3 qui se substituent aux listes MP 2 visées à l'article 122, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont transmises accompagnées des chèques d'assignation correspondants au bureau d'échange du service des mandats visé à l'article 121, dudit Règlement.

Article 146 – Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

L'article 133 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation télégraphiques. Toutefois, dans la partie "Texte", le mot "Mandat" est remplacé par le terme "Chèque d'assignation", suivi du numéro d'émission. L'expression "Nom du bureau de poste d'émission" est remplacée par "Nom du bureau d'échange d'émission".

Texte proposé

RE – Article 706 – Etablissement des lettres d'envoi de chèques d'assignation

1. Le total de chaque liste de chèques d'assignation destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.
2. L'article RE 304 s'applique aux lettres d'envoi VP 3 propres aux chèques d'assignation.

RE – Article 707 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations disposant d'une institution de chèques postaux

Les lettres d'envoi VP 3 et les listes VP 2, accompagnées des chèques d'assignation correspondants, sont adressées par le bureau d'échange du service des chèques postaux d'origine au bureau d'échange de service des chèques postaux de destination.

RE – Article 708 – Notification des chèques d'assignation à destination d'Administrations ne disposant pas d'un service de chèques postaux

Les listes VP 2 et les lettres d'envoi VP 3 qui se substituent aux listes MP 2 visées à l'article RE 502, paragraphe 1.2, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ sont transmises accompagnées des chèques d'assignation correspondants au bureau d'échange du service des mandats visé à l'article 5, paragraphe 1, dudit Arrangement.

RE – Article 709 – Etablissement des chèques d'assignation télégraphiques

L'article RE 303 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable aux chèques d'assignation télégraphiques. Toutefois, dans la partie "Texte", le mot "Mandat" est remplacé par le terme "Chèque d'assignation", suivi du numéro d'émission. L'expression "Nom du bureau de poste d'émission" est remplacée par "Nom du bureau d'échange d'émission".

Texte actuel

Article 147 – Avis d'émission

1. Tout chèque d'assignation télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'échange de l'Administration d'émission, d'un avis d'émission confirmatif MP 3.
2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.
3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe, par le premier courrier et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange de destination.

Article 148 – Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

1. Les chèques d'assignation télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste VP 2 spéciale qui porte en tête la mention "Chèque d'assignation télégraphique". Cette liste est adressée par le plus prochain courrier au bureau d'échange de l'Administration de destination.
2. Le total de chaque liste de chèques d'assignation télégraphiques destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3 spéciale.
3. Les lettres d'envoi VP 3 des listes de chèques d'assignation télégraphiques reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de chèques d'assignation ordinaires.
4. Le bureau d'échange d'origine peut attribuer aux chèques d'assignation télégraphiques, décrits sur la liste spéciale de l'espèce, un numéro international d'une série propre aux chèques d'assignation télégraphiques.
5. Les articles 139 ou 140 sont applicables suivant le cas aux listes spéciales des chèques d'assignation télégraphiques.
6. Lorsque des Administrations conviennent d'utiliser le télex pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

Texte proposé

RE – Article 710 – Avis d'émission

1. Tout chèque d'assignation télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'échange de l'Administration d'émission, d'un avis d'émission confirmatif MP 3.
2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.
3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe, par le premier courrier et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau d'échange de destination.

RE – Article 711 – Transmission des chèques d'assignation télégraphiques

1. Les chèques d'assignation télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste VP 2 spéciale qui porte en tête la mention "Chèques d'assignation télégraphiques". Cette liste est adressée par le plus prochain courrier au bureau d'échange de l'Administration de destination.
2. Le total de chaque liste de chèques d'assignation télégraphiques destinée à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3 spéciale.
3. Les lettres d'envoi VP 3 des listes de chèques d'assignation télégraphiques reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de chèques d'assignation ordinaires.
4. Le bureau d'échange d'origine peut attribuer aux chèques d'assignation télégraphiques, décrits sur la liste spéciale de l'espèce, un numéro international d'une série propre aux chèques d'assignation.
5. Les articles RE 802 et RE 803 sont applicables suivant le cas aux listes spéciales des chèques d'assignation télégraphiques.
6. Lorsque des Administrations conviennent d'utiliser le télex pour la transmission entre leurs bureaux d'échange, elles déterminent les modalités d'exécution.

Texte actuel

Texte proposé

Article 26 – Modalités d'exécution des paiements

2. Les Administrations conviennent d'adopter pour le service des paiements la réglementation qui s'adapte le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des chèques d'assignation qui leur sont adressés.

Article 33

1. L'Administration de paiement n'est pas tenue d'assurer le paiement à domicile des chèques d'assignation dont le montant excède celui des mandats de poste habituellement payés à domicile.

2. En ce qui concerne la durée de validité, le visa pour date, les règles générales de paiement, la remise par exprès, les taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire, les dispositions particulières au paiement télégraphique, les articles 13 à 18 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation pour autant que les règles du service intérieur ne s'y opposent pas.

Article 138 – Listes manquantes ou irrégulières

Sont applicables, suivant le cas:

- l'article 113 du présent Règlement;
- l'article 127 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 8 – Paiement des chèques d'assignation

1. Les Administrations conviennent d'adopter pour le service des paiements la réglementation qui s'adapte le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des chèques d'assignation qui leur sont adressés.

2. L'Administration de paiement n'est pas tenue d'assurer le paiement à domicile des chèques d'assignation dont le montant excède celui des mandats ordinaires habituellement payés à domicile.

3. En ce qui concerne la durée de validité, le visa pour date, les règles générales de paiement, la remise par exprès, les taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire, les dispositions particulières au paiement télégraphique, l'article 6 de l'Arrangement concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation pour autant que les règles du service intérieur ne s'y opposent pas.

RE – Article 801 – Listes manquantes ou irrégulières

Sont applicables, suivant le cas:

- l'article RE 306 du présent Règlement;
- l'article RE 502, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../

Texte actuel

Article 139 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination

1. Après vérification des listes et de la lettre d'envoi, le service de chèques de destination porte au débit du compte courant postal de liaison ouvert dans son service au nom de l'Administration d'origine le montant total de la lettre d'envoi VP 3 et le montant des rémunérations ou des taxes accessoires qui lui reviennent pour chaque chèque d'assignation joint à la liste. Ce montant est reporté sur la lettre d'envoi VP 3 au-dessous du total des chèques d'assignation. Les Administrations peuvent convenir d'une mise en compte périodique des rémunérations sur le compte de liaison; dans ce cas, le montant comptabilisé pourra être communiqué séparément par un extrait de compte.
2. Le service des chèques de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation en faisant application de la réglementation en vigueur dans son régime intérieur.
3. Le numéro d'émission qui est attribué à chaque chèque d'assignation est reporté sur les deux exemplaires de la liste VP 2.
4. Un extrait de compte est transmis à l'Administration d'origine accompagné d'un exemplaire de la liste VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3. La liste et la lettre d'envoi sont revêtues d'une empreinte du timbre à date du service des chèques de destination.

Article 140 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux

1. Après vérification des listes et des lettres d'envoi reçues, l'Administration de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation reçus selon la procédure qui s'adapte le mieux aux exigences de son service intérieur.
2. A l'expiration de la période comptable, l'Administration de destination récapitule les lettres d'envoi reçues de chacun de ses correspondants sur un compte MP 15 sur lequel elle indique également le montant des rémunérations qui lui reviennent en application de l'article 38 de l'Arrangement. Ce compte, accompagné d'un exemplaire de chaque lettre d'envoi, est transmis pour approbation au service des chèques postaux de l'Administration d'origine des ordres de paiement.
3. Dès réception du compte MP 15, l'Administration d'origine procède au règlement de sa dette conformément aux articles 151 et 152 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Texte proposé

RE – Article 802 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par le service de chèques postaux de destination

1. Après vérification des listes et de la lettre d'envoi, le service de chèques de destination porte au débit du compte courant postal de liaison ouvert dans son service au nom de l'Administration d'origine le montant total de la lettre d'envoi VP 3 et le montant des rémunérations ou des taxes accessoires qui lui reviennent pour chaque chèque d'assignation joint à la liste. Ce montant est reporté sur la lettre d'envoi VP 3 au-dessous du total des chèques d'assignation. Les Administrations peuvent convenir d'une mise en compte périodique des rémunérations sur le compte de liaison; dans ce cas, le montant comptabilisé pourra être communiqué séparément par un extrait de compte.
2. Le service des chèques postaux de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation en faisant application de la réglementation en vigueur dans son régime intérieur.
3. Le numéro d'émission qui est attribué par le service des chèques postaux de destination à chaque chèque d'assignation est reporté sur les deux exemplaires de la liste VP 2.
4. Un extrait de compte est transmis à l'Administration d'origine accompagné d'un exemplaire des listes VP 2 et de la lettre d'envoi VP 3. Les listes et la lettre d'envoi sont revêtues d'une empreinte du timbre à date du service des chèques de destination.

RE – Article 803 – Traitement des listes et des lettres d'envoi par l'Administration de destination qui ne dispose pas d'un service de chèques postaux

1. Après vérification des listes et de la lettre d'envoi reçues, l'Administration de destination procède à la mise en paiement des chèques d'assignation reçus selon la procédure qui s'adapte le mieux aux exigences de son service intérieur.
2. A l'expiration de la période comptable, l'Administration de destination récapitule les lettres d'envoi reçues de chacun de ses correspondants sur un compte MP 15 sur lequel elle indique également le montant des rémunérations qui lui reviennent en application de l'article 10 de l'Arrangement. Ce compte, accompagné d'un exemplaire de chaque lettre d'envoi, est transmis pour approbation au service des chèques postaux de l'Administration d'origine des ordres de paiement.
3. Dès réception du compte MP 15, l'Administration d'origine procède au règlement de sa dette conformément aux articles RE 1201 et RE 1202 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../

Texte actuel

Texte proposé

Article 141 – Chèques d'assignation irréguliers

1. Sous réserve des paragraphes suivants, l'article 112 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation irréguliers.

2. La régularisation des chèques d'assignation irréguliers est opérée exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange de l'Administration de destination et de l'Administration d'origine.

3. L'absence de signature au recto de la formule VP 13 ou VP 13bis ne peut en aucun cas être considérée comme une irrégularité s'opposant au paiement.

4. En cas de non-réponse du tireur, la formule MP 14 est renvoyée à l'Administration de destination par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Article 142 – Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'origine sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

RE – Article 804 – Chèques d'assignation irréguliers

1. Sous réserve des paragraphes suivants, l'article RE 610 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable aux chèques d'assignation irréguliers.

2. La régularisation des chèques d'assignation irréguliers est opérée exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange de l'Administration de destination et de l'Administration d'origine.

3. L'absence de signature au recto de la formule VP 13 ou VP 13bis ne peut en aucun cas être considérée comme une irrégularité s'opposant au paiement.

4. En cas de non-réponse du tireur à une demande de régularisation, la formule MP 14 est renvoyée à l'Administration de destination par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

RE – Article 805 – Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'origine sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

Texte actuel

Texte proposé

Article 32– Réexpédition

RE – Article 806 – Réexpédition

- 1. Le chèque d'assignation ne peut être réexpédié en dehors des limites du pays de destination.
- 2. Lorsque le bénéficiaire a fixé sa résidence hors du pays de première destination, le chèque d'assignation est traité comme chèque impayé. Si la réglementation intérieure du pays d'origine le permet, le tireur est avisé de la nouvelle adresse du bénéficiaire.

- 1. Le chèque d'assignation ne peut être réexpédié en dehors des limites du pays de destination.
- 2. Lorsque le bénéficiaire a fixé sa résidence hors du pays de première destination, le chèque d'assignation est traité comme chèque impayé. Si la réglementation intérieure du pays d'origine le permet, le tireur est avisé de la nouvelle adresse du bénéficiaire.

Article 34 – Chèques d'assignation impayés

RE – Article 807 – Chèques d'assignation impayés

Le montant de tout chèque d'assignation qui n'a pu être payé pour l'un des motifs indiqués à l'article 19 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est remis à la disposition du service des chèques postaux de l'Administration d'origine par l'intermédiaire du bureau d'échange des chèques postaux de l'Administration de paiement pour être réinscrit au crédit du compte du tireur.

1. Le montant de tout chèque d'assignation qui n'a pu être payé pour l'un des motifs indiqués à l'article RE 608 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste est remis à la disposition du service des chèques postaux de l'Administration d'origine par l'intermédiaire du bureau d'échange des chèques postaux de l'Administration de paiement pour être inscrit au crédit du compte du tireur.

Article 143

- 2. Lorsque, pour une cause quelconque, un chèque d'assignation transmis dans les conditions prévues à l'article 135 n'a pu être payé au bénéficiaire, l'article 115 est applicable. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à la formule VP 4.
- 3. Lorsque le chèque d'assignation impayé a été transmis dans les conditions prévues à l'article RE 708, le montant du chèque d'assignation est pris en diminution du total du plus prochain compte MP 15 à établir. Le coupon destiné au bénéficiaire est annexé à une formule MP 15 descriptive jointe au compte MP 15.

Texte actuel

Texte proposé

Article 35 – Autorisation de paiement

1. Tout chèque d'assignation égaré, perdu ou détruit avant paiement peut à la demande du tireur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de paiement.

2. A l'exception du paragraphe 1, l'article 20 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique aux autorisations de paiement établies en remplacement d'un chèque d'assignation.

Article 145

1. Les articles 117 et 118 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage sont applicables aux chèques d'assignation.

2. En ce qui concerne les chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement, l'article 119 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable mais la formule VP 13 est substituée à la formule MP 1.

Article 36 – Chèques d'assignation prescrits

L'article 21 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation prescrits.

Article 144 – Réclamations

1. L'article 112 ou, suivant le cas, l'article 115 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage est applicable aux chèques d'assignation.

2. La formule VP 7 ou, suivant le cas, la formule MP 4 convenablement adaptée est toujours expédiée par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

RE – Article 808 – Autorisation de paiement

1. Tout chèque d'assignation égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande du tireur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de paiement.

2. A l'exception du paragraphe 1, l'article RE 609, paragraphes 1 à 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux autorisations de paiement établies en remplacement d'un chèque d'assignation.

3. L'article RE 609 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable aux chèques d'assignation.

4. En ce qui concerne les chèques d'assignation perdus ou détruits après paiement, l'article RE 613 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable, mais la formule VP 13 est substituée à la formule MP 1.

RE – Article 809 – Chèques d'assignation prescrits

L'article RE 612 du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste est applicable aux chèques d'assignation prescrits.

RE – Article 810 – Réclamations

1. L'article RE 610 ou, suivant le cas, l'article RE 801 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ est applicable aux chèques d'assignation.

2. La formule VP 7 ou, suivant le cas, la formule MP 14 adaptée est expédiée par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

Texte actuel

Texte proposé

Article 37 – Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le chèque d'assignation a été régulièrement payé.
2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les documents remis au service télégraphique pour la transmission des chèques d'assignation télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission ou le paiement des chèques d'assignation.
4. Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.
5. Les articles 23, 24, 25, 26 et 27 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'appliquent aux chèques d'assignation.

Article 9 – Responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le chèque d'assignation a été régulièrement payé.
2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les documents remis au service télégraphique pour la transmission des chèques d'assignation télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission ou le paiement des chèques d'assignation.
4. Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.
5. L'article 9 de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux chèques d'assignation.

Texte actuel

Texte proposé

Article 38 – Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque chèque d'assignation une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des chèques d'assignation compris dans les lettres d'envoi adressées au cours de chaque mois à:

- 1,80 franc (0,59 DTS) jusqu'à 200 francs (65,34 DTS);
- 2,20 francs (0,72 DTS) au-delà de 200 francs (65,34 DTS) et jusqu'à 400 francs (130,68 DTS);
- 2,70 francs (0,88 DTS) au-delà de 400 francs (130,68 DTS) et jusqu'à 600 francs (196,01 DTS);
- 3,30 francs (1,08 DTS) au-delà de 600 francs (196,01 DTS) et jusqu'à 800 francs (261,35 DTS);
- 4,00 francs (1,31 DTS) au-delà de 800 francs (261,35 DTS) et jusqu'à 1000 francs (326,69 DTS);
- 4,80 francs (1,57 DTS) au-delà de 1000 francs (326,69 DTS).

2. Au lieu des taux prévus au paragraphe 1, les Administrations peuvent toutefois convenir d'attribuer une rémunération uniforme en DTS ou en monnaie du pays de paiement indépendante du montant des chèques d'assignation.

3. La rémunération due à l'Administration de paiement est établie chaque mois de la façon suivante:

- a) le taux de rémunération en DTS à appliquer pour chaque chèque d'assignation est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des chèques d'assignation, sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
- b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte;
- c) lorsque la rémunération uniforme prévue au paragraphe 2 est fixée en DTS, sa conversion en monnaie du pays de paiement est effectuée comme il est dit à l'alinéa b).

Article 10 – Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque chèque d'assignation une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des chèques d'assignation compris dans les lettres d'envoi adressées au cours de chaque mois, à:

- 1,80 franc (0,59 DTS) jusqu'à 200 francs (65,34 DTS);
- 2,20 francs (0,72 DTS) au-delà de 200 francs (65,34 DTS) et jusqu'à 400 francs (130,68 DTS);
- 2,70 francs (0,88 DTS) au-delà de 400 francs (130,68 DTS) et jusqu'à 600 francs (196,01 DTS);
- 3,30 francs (1,08 DTS) au-delà de 600 francs (196,01 DTS) et jusqu'à 800 francs (261,35 DTS);
- 4,00 francs (1,31 DTS) au-delà de 800 francs (261,35 DTS) et jusqu'à 1000 francs (326,69 DTS);
- 4,80 francs (1,57 DTS) au-delà de 1000 francs (326,69 DTS).

2. Au lieu des taux prévus au paragraphe 1, les Administrations peuvent toutefois convenir d'attribuer une rémunération uniforme en DTS ou en monnaie du pays de paiement indépendante du montant des chèques d'assignation.

3. La rémunération due à l'Administration de paiement est établie chaque mois de la façon suivante:

- a) le taux de rémunération en DTS à appliquer pour chaque chèque d'assignation est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des chèques d'assignation, sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
- b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte;
- c) lorsque la rémunération uniforme prévue au paragraphe 2 est fixée en DTS, sa conversion en monnaie du pays de paiement est effectuée comme il est dit à l'alinéa b).

Texte actuel

Texte proposé

Article 39 – Dispositions générales

- 1. Les paiements internationaux à assurer par débit des comptes courants postaux peuvent également être effectués au moyen de bandes magnétiques ou de tout autre support convenu entre les Administrations.
- 2. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des ordres de paiement qui leur sont ainsi adressés. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.

Chapitre VI – Autres modes d'échange des paiements

Article 11 – Autres modes d'échange des paiements

- 1. Les paiements internationaux à assurer par débit des comptes courants postaux peuvent également être effectués au moyen de bandes magnétiques ou de tout autre support convenu entre les Administrations.
- 2. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des ordres de paiement qui leur sont ainsi adressés. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.

Texte actuel

Texte proposé

Article 40 – Délivrance des postchèques

1. Chaque Administration peut délivrer aux titulaires de comptes postaux des postchèques payables à vue aux guichets des bureaux de poste des pays contractants qui conviennent d'instituer ce service dans leurs relations réciproques. Les postchèques peuvent également être remis en paiement à des tiers après entente entre les Administrations contractantes.

2. Il est remis également aux titulaires de comptes postaux auxquels des postchèques ont été délivrés une carte de garantie postchèque qui doit être présentée au moment du paiement.

Article 41

1. Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, en monnaie des divers pays contractants.

2. Sauf accord particulier avec l'Administration de paiement, l'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

Article 43

L'Administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

Article 44

1. La durée de validité des postchèques est fixée éventuellement par l'Administration d'émission.

2. Elle est indiquée sur le postchèque par l'impression de la date ultime de validité.

3. En l'absence d'une telle indication, la validité des postchèques est illimitée.

Article 45 – Règles générales de paiement

Le montant des postchèques est versé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement aux guichets des bureaux de poste.

Article 42

Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'un postchèque est fixé d'un commun accord par les pays contractants.

Chapitre VII – Le postchèque

Article 12 – Délivrance des postchèques

1. Chaque Administration peut délivrer des postchèques à ses titulaires de comptes courants postaux. /.../

2. Il est remis également aux titulaires de comptes courants postaux auxquels des postchèques ont été délivrés une carte de garantie postchèque qui doit être présentée au moment du paiement.

3. Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, en monnaie des divers pays contractants.

4. Sauf accord particulier avec l'Administration de paiement, l'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

5. L'Administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

6. Le cas échéant, la durée de validité des postchèques est fixée par l'Administration d'émission. Elle est indiquée sur le postchèque par l'impression de la date ultime de validité. En l'absence d'une telle indication, la validité des postchèques est illimitée.

Article 13 – Paiement

1. Le montant des postchèques est versé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement aux guichets des bureaux de poste.

2. Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'un postchèque est fixé d'un commun accord par les pays contractants.

Texte actuel

Texte proposé

Article 151 – Présentation des postchèques

1. Lors de la présentation du postchèque au guichet de paiement, le bénéficiaire, autre qu'un tiers, mentionne, dans l'emplacement réservé à cet effet, en chiffres arabes, la somme à payer, exprimée en monnaie du pays de paiement.
2. Le montant est précédé des initiales réglementaires représentant l'abréviation du nom de la monnaie de paiement.
3. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni ratures, ni grattages, ni surcharges, même approuvés.

Article 152 – Conditions de paiement

1. Le postchèque est revêtu de la signature du bénéficiaire, autre qu'un tiers, apposée en présence de l'agent payeur.
2. Le bénéficiaire, autre qu'un tiers, doit présenter sa carte de garantie postchèque. Pour tout encaissement de trois postchèques ou plus, une pièce d'identité: passeport, carte d'identité admise pour le passage des frontières, ou carte d'identité postale, est en outre exigée. Elles est également demandée par l'agent du guichet dans les cas suivants:
 - dans les pays où la législation l'exige;
 - en cas de doute sur l'identité de la personne demandant le paiement des titres ou sur l'authenticité de ces titres ou sur celle de la carte de garantie;
 - à la demande de toute Administration émettrice pour une durée limitée en cas de vol ou de fraude portant sur ces titres.
3. L'agent payeur s'assure de la concordance des indications (nom et éventuellement prénom du titulaire de compte, numéro du compte postal et signature) figurant sur le postchèque, la carte de garantie et, le cas échéant, la pièce d'identité.
4. L'agent payeur appose sur le postchèque une empreinte du timbre à date du bureau payeur et note le numéro de la carte de garantie postchèque aux endroits réservés à cet effet. Il décrit, le cas échéant, la pièce d'identité présentée au verso de l'un des postchèques payés.
5. Les modalités de remise en paiement de postchèques à des tiers sont fixées par convention entre les Administrations concernées.

RE – Article 1301 – Présentation des postchèques au guichet de paiement

1. Lors de la présentation au guichet de paiement, le bénéficiaire, autre qu'un tiers, mentionne, dans l'emplacement réservé à cet effet, en chiffres arabes, la somme à payer, exprimée en monnaie du pays de paiement.
2. Le montant est précédé de l'abréviation usuelle du nom de l'unité monétaire du pays de paiement.
3. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni rature, ni grattage, ni surcharge, même approuvés.

RE – Article 1302 – Conditions de paiement

1. Le postchèque est revêtu de la signature du bénéficiaire, autre qu'un tiers, apposée en présence de l'agent payeur.
2. Le bénéficiaire, autre qu'un tiers, doit présenter sa carte de garantie postchèque. Pour tout encaissement de trois postchèques ou plus, une pièce d'identité: passeport, carte d'identité admise pour le passage des frontières, ou carte d'identité postale, est en outre exigée. Elles est également demandée par l'agent du guichet dans les cas suivants:
 - dans les pays où la législation l'exige;
 - en cas de doute sur l'identité de la personne demandant le paiement des titres ou sur l'authenticité de ces titres ou sur celle de la carte de garantie;
 - à la demande de toute Administration émettrice pour une durée limitée en cas de vol ou de fraude portant sur ces titres.
3. L'agent payeur s'assure de la concordance des indications (nom et éventuellement prénom du titulaire de compte, numéro du compte postal et signature) figurant sur le postchèque, la carte de garantie et, le cas échéant, la pièce d'identité.
4. L'agent payeur appose sur le postchèque une empreinte du timbre à date du bureau payeur et note le numéro de la carte de garantie postchèque aux endroits réservés à cet effet. Il décrit, le cas échéant, la pièce d'identité présentée au verso de l'un des postchèques payés.
5. Les modalités de remise en paiement de postchèques à des tiers sont fixées par convention entre les Administrations concernées.

Texte actuel

Texte proposé

Article 153 – Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

1. Les postchèques payés sont centralisés par le bureau d'échange de l'Administration de paiement.
2. Ils sont décrits sur une liste VP 2 ou sur un compte MP 5 faisant apparaître le montant total des paiements exécutés, exprimé en monnaie du pays de paiement. Au montant total de la liste VP 2 ou du compte MP 5 est ajouté le montant des rémunérations dues par l'Administration d'émission à l'Administration de paiement.
3. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'émission. La liste VP 2 et les postchèques payés sont joints à l'extrait de compte correspondant qui est envoyé à l'Administration d'émission.
4. Les postchèques payés doivent être renvoyés à l'Administration d'émission aussitôt que possible, et au maximum dans un délai d'un mois après le paiement.
5. L'article 151 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage s'applique éventuellement au paiement du compte MP 5.

Article 154 – Remplacement des postchèques perdus après paiement

1. Les postchèques perdus ou détruits après paiement sont remplacés par l'Administration de paiement par un duplicata établi sur une formule vierge. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention "Duplicata établi en remplacement d'un postchèque perdu après paiement" ainsi qu'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange de l'Administration de paiement.
2. L'Administration émettrice des postchèques fournit à l'Administration de paiement les formules de postchèques nécessaires pour l'établissement des duplicata susvisés.

RE – Article 1303 – Renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine

1. Les postchèques payés sont centralisés par le bureau d'échange de l'Administration de paiement.
2. Ils sont décrits sur une liste VP 2 ou sur un compte MP 5 faisant apparaître le montant total des paiements exécutés, exprimé en monnaie du pays de paiement. Au montant total de la liste VP 2 ou du compte MP 5 est ajouté le montant des rémunérations dues par l'Administration d'émission à l'Administration de paiement.
3. Le montant total de la liste VP 2 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration d'émission. La liste VP 2 et les postchèques payés sont joints à l'extrait de compte correspondant qui est envoyé à l'Administration d'émission.
4. Les postchèques payés doivent être renvoyés à l'Administration d'émission aussitôt que possible, et au maximum dans un délai d'un mois après le paiement.
5. L'article RE 1201 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique éventuellement au paiement du compte MP 5.

RE – Article 1304 – Remplacement des postchèques perdus après paiement

1. Les postchèques perdus ou détruits après paiement sont remplacés par l'Administration de paiement par un duplicata établi sur une formule vierge. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention "Duplicata établi en remplacement d'un postchèque perdu après paiement" ainsi qu'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange de l'Administration de paiement.
2. L'Administration émettrice des postchèques fournit à l'Administration de paiement les formules de postchèques nécessaires pour l'établissement des duplicata susvisés.

Texte actuel

Texte proposé

Article 47 – Responsabilité

L'Administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions réglementaires.

Article 14 – Responsabilité

L'Administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions fixées aux articles RE 1301 et RE 1302.

Article 46 – Rémunération de l'Administration de paiement

Les Administrations qui conviennent de participer au service des postchèques fixent d'un commun accord le montant de la rémunération qui est attribuée à l'Administration de paiement.

Article 15 – Rémunération de l'Administration de paiement

Les Administrations qui conviennent de participer au service des postchèques fixent d'un commun accord le montant de la rémunération qui est attribuée à l'Administration de paiement.

Texte actuel

Texte proposé

Dispositions diverses

Article 52 – Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays avec lequel le pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

2. Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

3. Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

Article 53 – Franchise postale

1. Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout pays de l'Union.

2. La réexpédition de ces plis dans tout pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

Article 54 – Liste des titulaires de comptes

1. Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

2. Chaque Administration fournit aux Administrations des autres pays contractants, à titre gratuit, les listes nécessaires à l'exécution du service.

3. La responsabilité des Administrations ne peut pas être engagée du fait d'erreurs figurant dans la liste des titulaires de comptes.

4. Dans le cas où les listes de titulaires ne sont pas publiées ou que de telles informations figurent dans une banque de données, les Administrations conviennent de la manière d'échanger ces informations lorsque les besoins du service l'exigent.

Chapitre VIII – Dispositions diverses

Article 16 – Dispositions diverses

1. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1.1 En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays avec lequel le pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

1.2 Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

1.3 Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

2. Franchise postale

2.1 Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout pays de l'Union.

2.2 La réexpédition de ces plis dans tout pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

Paragraphe 3 – Liste des titulaires de comptes. Le supprimer.

Motifs. – Les Administrations n'éditent plus pareilles listes de titulaires pour des motifs divers tels:

- coûts (impression coûteuse, distribution aussi);
- protection des données (protection de la sphère privée des individus);
- utilisation abusive (escrocs);
- automatisation (de plus en plus, ces données font partie d'une «banque de données» à laquelle l'on peut accéder pour toute information);
- nos Administrations sont organisées pour fournir les renseignements nécessaires à la clientèle (téléphone, télex, télécopie, etc.).

Texte actuel

Texte proposé

Article 160 – Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers, non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du pays de destination, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange du pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

Article 159 – Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention "Service des postes".

RE – Article 1601 – Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers, non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du pays de destination par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre à date du bureau d'échange du pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

RE – Article 1602 – Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention "Service des postes".

Texte actuel

Texte proposé

Dispositions finales

Article 55 – Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 56

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 57 – Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement;
- b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 58

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

Chapitre IX – Dispositions finales

Article 17 – Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement /.../

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement, qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès, doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le

Texte actuel

Article 101 – Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:
 - a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 4 de l'Arrangement;
 - b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
 - c) la liste – revêtue des spécimens de leur signature – des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;
 - d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement, de versement, ou les chèques d'assignation, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:
 - a) la liste des pays avec lesquels elle échange des virements, des versements postaux, des chèques d'assignation ou des postchèques et, éventuellement, des virements, des versements ou des chèques d'assignation télégraphiques;
 - b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 4 de l'Arrangement.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessous doit être notifiée sans retard.

Article 161 – Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

Texte proposé

RE – Article 1701 – Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:
 - a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article RE 104;
 - b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
 - c) la liste – revêtue des spécimens de leur signature – des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;
 - d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement, de versement, les mandats ou les chèques d'assignation, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:
 - a) la liste des pays avec lesquels elle échange des virements, des versements postaux, des chèques d'assignation ou des postchèques et, éventuellement, des virements, des versements ou des chèques d'assignation télégraphiques;
 - b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article RE 104.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

RE – Article 1702 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Washington, le

CHÈQUES, ARRANGEMENT

Article premier

Objet de l'Arrangement

JAPON

7001.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et créer le nouveau paragraphe 2 suivant:

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer par l'intermédiaire du service des chèques postaux à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Motifs. – Dans certains pays, des organismes non postaux exploitent effectivement les services régis par le présent Arrangement.

Par conséquent, il faudrait stipuler que les organismes non postaux peuvent participer par l'intermédiaire du service des chèques postaux à l'échange régi par le présent Arrangement. Le même type de disposition figurant à l'article premier, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les mandats de poste devrait aussi figurer dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier

Objet de l'Arrangement

JAPON

7001.2

Insérer les deux articles du Règlement d'exécution après l'article premier de l'Arrangement comme suit:

Article 1bis

Relations financières entre les Administrations participantes

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom, auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen.

2. Lorsque l'Administration de destination ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, l'Administration d'émission des chèques d'assignation correspond avec celle-ci, conformément aux articles 11 et 12 de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Article 1ter

Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires

1. Chaque Administration d'origine maintient un avoir suffisant sur le compte courant postal de liaison ouvert à son nom auprès de l'Administration de destination pour permettre le débit des sommes dues à cette dernière.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements, les versements et les paiements sont néanmoins exécutés, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert dus à la distance.

5. Lorsque le découvert est supérieur à 100 000 francs (32 669.06 DTS), les sommes à régler deviennent productives d'intérêt à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la notification par la voie des télécommunications de l'absence de couverture. Le taux de cet intérêt est de 6 pour cent par an.

6. Si, après application du paragraphe 5, l'Administration débitrice ne procède pas au paiement dans les quinze jours qui suivent, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis transmis par la voie des télécommunications.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc.

Motifs. – Le règlement des comptes étant une partie indispensable de l'exploitation du service, une disposition correspondant à ce propos figure dans l'Arrangement concernant les mandats de poste (article 12).

Le même type de provision devrait être stipulé dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux, et non dans le Règlement d'exécution (RE 101 et 102).

Article 2

Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux

JAPON

7002.1

Le modifier comme suit:

1. Le virement

1.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon accord entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

1.2 et 1.3 (Sans changement.)

2. Le versement à un compte courant postal

2.1 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon accord entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

2.2 et 2.3 (Sans changement.)

3 à 5. (Sans changement.)

Motifs. – L'évolution rapide de la technologie allant de pair avec la diversification des besoins des usagers, elle a entraîné la nécessité de moderniser nos services. Dans ces circonstances, il nous faut offrir à nos clients un éventail plus large de possibilités de versements sur comptes. La présente proposition vise à rendre possible des versements non seulement sur les comptes courants postaux, mais aussi sur tout autre type de compte, y compris les comptes d'épargne postale, etc.

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

FRANCE

7003.1

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les avis de virement ordinaire sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes. Lorsqu'ils ne comportent aucune communication particulière, ils peuvent être remplacés par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.

Motifs. – Cette proposition a pour but de permettre aux Administrations dont les bureaux de chèques postaux sont automatisés de rapprocher la réglementation internationale de leur réglementation intérieure.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Grande-Bretagne.

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

FRANCE

7003.2

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications. En sus de la taxe prévue au paragraphe 3 ci-dessus, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire. Lorsque le télégramme-virement ne comporte aucune communication particulière, l'avis d'arrivée ou l'avis de virement peut être remplacé par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.

Motifs. – Cette proposition a pour but de permettre aux Administrations dont les bureaux de chèques postaux sont automatisés de rapprocher la réglementation internationale de leur réglementation intérieure.

Appuis. – Grande-Bretagne, Italie.

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

AUTRICHE

7003.3/Rev 1

Le paragraphe 4 du présent article devra se lire comme suit:

4. L'Administration de destination a la faculté de déterminer la taxe qu'elle perçoit pour l'inscription d'un virement postal au crédit d'un compte courant postal.

Motifs. – Depuis quelques années, les titulaires de comptes bancaires sont devenus beaucoup plus exigeants vis-à-vis des banques en ce qui concerne la gamme de services offerts dans le cadre de la gestion des comptes. Pour faire face à la concurrence bancaire, divers offices de chèques postaux étaient également contraints de s'adapter à cette situation. Cette amélioration des services entraîne, notamment dans le service international, des coûts considérables qui devraient être compensés, entre autres, par une taxe perçue lors de la mise en compte de paiements en provenance de l'étranger.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas, Suède.

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

JAPON

7003.4

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications. En sus de la taxe prévue au paragraphe 3 ci-dessus, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe /.../ pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

Motifs. – Lorsque les Administrations choisissent d'utiliser un moyen de télécommunication autre que le télégraphe pour les virements télégraphiques, le coût du matériel en sus de la taxe de télécommunication doit être supporté par l'Administration.

Afin d'exprimer clairement que la taxe à la charge du tireur correspond à l'ensemble des frais occasionnés par la transmission au moyen des télécommunications, le mot «prévue» devrait être supprimé de cette disposition.

Article 7

Emission des chèques d'assignation

JAPON

7007.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. L'article 3 et l'article 4, paragraphe 3bis, de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques.

Motifs. – Conséquence des propositions concernant l'article 4, paragraphe 3bis, de l'Arrangement concernant les mandats de poste ainsi que l'article RE 402 de son Règlement d'exécution.

Article 9

Responsabilité

FRANCE

7009.1 R

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les /.../ chèques d'assignation télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

Motifs. – Proposition d'ordre rédactionnel.

Rédaction du paragraphe 2 mise en concordance avec celle de l'article 4, paragraphe 1.2.

Article 12

Délivrance des postchèques

LUXEMBOURG

7012.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, /.../ dans la monnaie convenue entre les pays contractants.

Motifs. – Dans certains cas, il peut être indiqué de fixer le montant maximal dans une monnaie autre que celle du pays payeur ou même celle du pays émetteur.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, Yougoslavie.

Article 14

Responsabilité

LUXEMBOURG

7014.1

Numéroter le texte actuel comme paragraphe 1 et créer le paragraphe 2 suivant:

2. L'Administration émettrice n'est pas tenue d'honorer les postchèques falsifiés ou contre-faits qui lui sont renvoyés après le délai prévu à l'article RE 1303, paragraphe 4.

Motifs. – Pour réagir rapidement en cas de fraude, il importe de disposer des postchèques payés le plus vite possible, parce que les fraudes ne peuvent souvent être décelées par l'Administration émettrice qu'après réception des postchèques payés. Il importe dès lors de faire respecter de façon contraignante les délais de renvoi.

Appuis. – Belgique, Danemark, Grande-Bretagne.

Article 17

Dispositions finales

JAPON

7017.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste ainsi que son Règlement d'exécution sont applicables, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Motifs. – A l'article 5 de l'Arrangement actuel, une disposition prévoit l'application de l'Arrangement concernant les mandats de poste et de son Règlement d'exécution, l'inclusion d'une telle clause étant nécessaire pour régir les questions qui ne sont pas prévues dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux. Le contenu de cette disposition devrait être conservé dans l'Arrangement révisé.

CHÈQUES, RÈGLEMENT

RE – Article 101

Relations financières entre les Administrations participantes

JAPON

75 0101.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 7001.2.

RE – Article 102

Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires

SUISSE

75 0102.1

Paragraphe 5 et 6. Les modifier comme suit:

5. Lorsqu'un découvert est constaté sur un compte de liaison, l'Administration créancière est en droit d'appliquer un intérêt sur les sommes dues dont le taux ne peut excéder celui du marché du jour dans le pays créancier, pour autant que le montant destiné à l'alimentation du compte soit crédité le jour de l'arrivée au centre de chèques qui tient le compte de liaison. Lorsque plusieurs comptes de liaison sont ouverts au nom d'une même Administration, le calcul des intérêts doit être convenu bilatéralement. Le montant de ces intérêts est prélevé sur le compte de liaison de l'Administration débitrice.

6. Lorsque le compte est à découvert plus de quinze jours durant une période de trente jours consécutifs, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis transmis par la voie des télécommunications.

Motifs. – Les Administrations échangeant des virements postaux et payant des postchèques sont de plus en plus souvent confrontées au problème des comptes de liaison accusant des soldes négatifs.

L'évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire, le développement des techniques rapides de transferts font apparaître la nécessité d'actualiser la réglementation en vigueur relative aux taux d'intérêt à percevoir en de telles circonstances.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Suède.

RE – Article 102

Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires

PAYS-BAS

75 0102.2

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

Les Administrations d'origine et de destination s'entendent bilatéralement sur la manière d'échanger les informations relatives aux débits et aux crédits.

Motifs. – En vue de faciliter la gestion commerciale de son compte de liaison, l'Administration d'émission doit être informée régulièrement et de manière appropriée sur les mouvements et l'état de son compte.

Cette proposition vise à donner la possibilité aux Administrations qui le désirent de fixer bilatéralement le système d'information le mieux adapté à leurs besoins.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Suède.

RE – Article 102

Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires

JAPON

75 0102.3

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 7001.2.

RE – Article 103

Fonctionnement du compte courant postal de liaison

ESPAGNE

75 0103.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison:
- a) le montant des listes de virements ou de versements visées aux articles RE 303, paragraphe 3, et RE 503, des virements télégraphiques visés à l'article 317 et dont l'Administration de destination doit assurer l'inscription au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires;
 - b) à e) (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 75 0317.1.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Norvège, Suède, Turquie, Yougoslavie.

RE – Article 201

Formules à l'usage du public

LUXEMBOURG

75 0201.1

Paragraphe 5. Postchèque VP 14. Le modifier comme suit:

5.1 Les postchèques sont établis sur une formule en papier conforme au modèle VP 14 /.../ dont la contexture et les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international.

5.2 à 5.4 (Supprimés.)

5.5 (Sans changement.)

5.6 (Supprimé.)

Motifs. – La contexture et les caractéristiques techniques ne doivent pas être comprises dans les Actes de l'UPU, d'un côté pour des raisons de sécurité et d'un autre côté afin de disposer d'une liberté suffisante pour modifier rapidement la formule de postchèque pendant la période d'application des Actes adoptés par le Congrès (par exemple en cas de contrefaçon massive).

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Yougoslavie.

RE – Article 201

Formules à l'usage du public

LUXEMBOURG

75 0201.2

Paragraphe 6. Carte de garantie postchèque VP 15. Le modifier comme suit:

La carte de garantie postchèque doit être conforme au modèle VP 15 /.../ dont la contexture et les caractéristiques techniques sont déposées au Bureau international. Toutefois, si l'Administration d'émission le juge nécessaire, la carte de garantie peut être munie d'une flèche indiquant le sens d'introduction dans les distributeurs automatiques de billets de banque.

Motifs. – Voir la proposition 75 0201.1.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Yougoslavie.

RE – Article 301

Etablissement des avis de virement

SUISSE

75 0301.1

Paragrophes 3 et 4. Les modifier comme suit:

3. Le verso de l'avis de virement ou une partie déterminée du recto peuvent être utilisés pour une brève communication particulière destinée au bénéficiaire. Si l'Administration d'origine a informatisé le traitement des avis de virement, elle peut limiter cette communication à 80 caractères.

4. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement – ou le bureau d'échange dont il relève – opère la conversion et inscrit sur l'avis le montant du virement en monnaie du pays de destination. Ce montant doit être précédé de l'abréviation /.../ de l'unité monétaire en principe conforme à la norme internationale ISO 4217.

Motifs. – En raison de l'informatisation croissante des opérations de dépôt des virements postaux ainsi que de l'instauration de la télétransmission entre Administrations, il convient de permettre à une Administration qui a informatisé le traitement de tels titres de limiter au strict minimum la possibilité offerte à sa clientèle d'apporter des communications sur les titres de l'espèce. En effet, le traitement de telles informations souvent volumineuses et peu lisibles alourdit considérablement les travaux de saisie dans l'Administration de dépôt, accroît les coûts de transmission et complique singulièrement l'impression des documents dans le pays de destination.

En l'occurrence, l'octroi d'un espace équivalent à 80 caractères est estimé suffisant pour couvrir les besoins du public en la matière tout en permettant une meilleure intégration du service des virements postaux dans les projets d'informatisation en cours au sein de nombreuses Administrations.

S'agissant de l'unité monétaire, la législation en vigueur prescrit l'utilisation d'une «abréviation usuelle». L'expérience démontre cependant que cette notion se révèle trop imprécise pour garantir un minimum d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de la monnaie utilisée et prête à confusion lorsqu'il s'agit de déterminer des monnaies différentes portant le même nom (par exemple franc, couronne, etc.). Par ailleurs, quelques Administrations utilisent d'ores et déjà l'abréviation ISO dans leurs relations financières internationales.

En conséquence et par analogie à la même proposition visant l'article 307 du Règlement des mandats, il nous paraît judicieux de proposer également l'adoption de la norme internationale ISO 4217 pour l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les ordres de virement internationaux.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède.

RE – Article 313

Etablissement des virements télégraphiques

FRANCE

75 0313.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les Administrations peuvent convenir d'un système de codage pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

Motifs. – Proposition de forme visant à généraliser l'expression «code secret» utilisée par ailleurs dans les Arrangements.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède.

RE – Article 313

Etablissement des virements télégraphiques

FRANCE

75 0313.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. La somme à créditer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres. Cependant, la répétition du montant en toutes lettres n'est pas exigée si le montant viré est compris dans un système de codage.

Motifs. – Les télégrammes-virements peuvent être protégés par un code secret, qu'ils soient échangés par la voie télex ou par la voie télégraphique.

Appuis. – Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède.

RE – Article 317

Débit des virements télégraphiques du compte courant postal de liaison

ESPAGNE

75 0317.1

Lui donner la teneur suivante:

Le bureau de chèques destinataire porte les montants des virements télégraphiques reçus immédiatement au fur et à mesure de leur réception au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration postale d'origine. Il n'est pas établi de listes VP 2 ni de lettres d'envoi VP 3.

Motifs. – Cette proposition vise à supprimer l'usage des listes VP 2 et des lettres d'envoi VP 3 dont font l'objet les mandats télégraphiques.

Actuellement, le compte de liaison de l'Administration d'émission ne peut être débité qu'à réception des documents susmentionnés. Leur suppression permettrait le débit immédiat du compte de liaison.

Remarques. – Si le principe de la suppression des listes VP 2 et des lettres d'envoi VP 3 pour les mandats télégraphiques était adopté, les articles 314, 315 et 316 devraient être supprimés par voie de conséquence.

L'article 317 nouvellement libellé ci-dessus porterait alors le numéro 314.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Norvège, Suède, Turquie, Yougoslavie.

RE – Article 1301

Présentation des postchèques au guichet de paiement

SUISSE

75 1301.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le montant est précédé de l'abréviation /.../ du nom de l'unité monétaire du pays de paiement, en principe conforme à la norme internationale ISO 4217.

Motifs. – La législation en vigueur prescrit l'utilisation d'une «abréviation réglementaire». L'expérience démontre cependant que cette notion se révèle trop imprécise pour garantir un minimum d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les postchèques. Elle varie souvent en fonction de la langue utilisée et prête à confusion lorsqu'il s'agit de déterminer des monnaies différentes portant le même nom (par exemple franc, couronne, etc.). Par ailleurs, quelques Administrations utilisent d'ores et déjà l'abréviation ISO dans leurs relations financières internationales.

Par analogie à la même proposition visant l'article 307 du Règlement des mandats et l'article 301 du Règlement des chèques postaux, il nous paraît judicieux de proposer également l'adoption de la norme internationale ISO 4217 pour l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les postchèques.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Suède.

RE – Article 1301

Présentation des postchèques au guichet de paiement

LUXEMBOURG

75 1301.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Lors de la présentation du postchèque au guichet de paiement, le bénéficiaire, autre qu'un tiers, mentionne, dans l'emplacement réservé à cet effet, en chiffres arabes, la somme à payer, exprimée /.../ dans la monnaie convenue entre les pays contractants.

Motifs. – Conséquence de la proposition 7012.1.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, Yougoslavie.

RE – Article 1302

Conditions de paiement

FRANCE

75 1302.1

Paragrophes 1 et 3. Les modifier comme suit:

1. Le postchèque est revêtu de la signature du bénéficiaire, autre qu'un tiers, apposée en présence de l'agent payeur. Dans le cas où le titre a été préalablement acquitté, le guichetier doit demander la répétition, en sa présence, de la signature au verso du titre.

3. L'agent payeur s'assure de la concordance des indications (nom et éventuellement prénom du titulaire de compte, numéro du compte postal et signature au recto et éventuellement au verso) figurant sur le postchèque, la carte de garantie et, le cas échéant, la pièce d'identité.

Motifs. – Les postchèques volés sont le plus souvent présentés au paiement préalablement signés. Exiger la répétition de la signature au verso du titre, en présence de l'agent du guichet et sans avoir la signature initiale figurant sur la carte de garantie sous les yeux doit permettre de déjouer l'encaissement frauduleux de postchèques volés.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Yougoslavie.

RE – Article 1302

Conditions de paiement

FRANCE

75 1302.2

Numéroter le texte actuel comme paragraphes 2 à 6 et ajouter le paragraphe 1 suivant:

1. Le nombre maximal de postchèques payables simultanément est limité à 10.

Motifs. – La limitation du nombre de postchèques payables simultanément est introduite pour tenter de déjouer l'encaissement frauduleux de postchèques volés et falsifiés ou faux ou de limiter l'importance de tels encaissements.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Yougoslavie.

CHÈQUES, FORMULES

CONSEIL EXÉCUTIF

7900.1

Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules

Liste des formules

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
VP 1	Avis de virement ou de versement	RE – Art. <u>301, § 2</u>
VP 2	Liste de virements, de versements ou de chèques d'assignation	RE – Art. <u>303, § 3</u>
VP 3	Lettre d'envoi	RE – Art. <u>304, § 1</u>
VP 4	Liste de régularisation	RE – Art. <u>306, § 1</u>
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de virement, de versement ou d'assignation par voie postale	RE – Art. <u>310, § 2</u>
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement, de versement ou d'assignation	RE – Art. <u>310, § 3</u>
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement, de versement ou d'assignation	RE – Art. <u>320, § 3</u>
VP 9	Attestation (ouverture d'un compte courant postal à l'étranger)	RE – Art. <u>1601, § 3</u>
VP 10	Avis d'inscription	RE – Art. <u>309, § 3</u>
/-/		
VP 13	Ordre de virement ou de chèque d'assignation	RE – Art. <u>201, § 4</u>
VP 13bis	Ordre de virement ou de chèque d'assignation (grand modèle)	RE – Art. <u>201, § 4</u>
VP 14	Postchèque	RE – Art. <u>201, § 5</u>
VP 15	Carte de garantie postchèque	RE – Art. <u>201, § 6</u>

Annexes: formules VP 1 à VP 7; VP 9; VP 10 à VP 15 (voir Liste des formules du XIXe Congrès, Hamburg 1984).

La formule VP 12 a été supprimée.

Formule VP 14

LUXEMBOURG

7914.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 75 0201.1.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Yougoslavie.

Formule VP 15

LUXEMBOURG

7915.1

La supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 75 0201.2.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Yougoslavie.

VII

Arrangement concernant les envois contre remboursement

- Règlement d'exécution
- - Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des projets d'Actes élaborés par le Conseil exécutif.

REMBOURSEMENTS, PROPOSITION D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

8000.1

I. Refonte des Arrangements concernant les services financiers postaux: présentation générale

1. Par sa résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le Conseil exécutif:

«1° de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent».

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette revision, le Conseil exécutif de 1985 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép. pop.), Sénégal et Suisse (pays rapporteur).

3. Ce Groupe de travail a tenu sept réunions présidées pour les trois premières par M. Ulysse Haenggi, actuellement à la retraite, puis par M. Jean-Marie Berset, Chef de la Section des services financiers internationaux de la Direction générale des PTT de la Suisse.

4. Afin de réaliser la première phase de l'étude, le Conseil exécutif a chargé le BI de recueillir l'avis des Administrations postales sur l'utilité des Arrangements. Cette consultation a permis au GT de recommander au CE 1986:

a) de maintenir les Arrangements ci-après dont l'utilité a été unanimement reconnue:

- l'Arrangement concernant les mandats de poste;
- l'Arrangement concernant le service des chèques postaux;
- l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

b) de supprimer:

- la partie de l'Arrangement concernant les mandats de poste relative aux bons postaux de voyage;
- l'Arrangement concernant les recouvrements;
- l'Arrangement concernant le service international de l'épargne;
- l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;

- c) d'introduire dans la Convention postale universelle (article 6) une mention pouvant servir de base juridique à l'exécution éventuelle d'autres services que ceux prévus dans les Actes;
- d) de proposer au Congrès une résolution permettant de remettre en vigueur les Arrangements supprimés en cas de nécessité.

5. Dans une deuxième étape, le GT a étudié la présentation des Arrangements maintenus. Il a en fin de compte opté pour une solution qui permette un regroupement des dispositions se rapportant à un même sujet, ainsi que leur attribution soit à l'Arrangement, soit au Règlement d'exécution. Cette présentation permet entre autres de faire suivre les articles de l'Arrangement immédiatement par ceux du Règlement qui se rapportent au même sujet avec une numérotation adéquate qui en facilite l'étude et la consultation.

6. C'est par conséquent sur cette base, approuvée par le CE, que le GT a successivement révisé les Arrangements concernant les mandats de poste, les chèques postaux et les envois contre remboursement.

7. Au fur et à mesure, tous ces documents ont été soumis aux Administrations qui ont eu tout loisir de formuler des remarques, des suggestions et des avis en ce qui concerne les nouvelles versions. D'une manière générale, on peut dire que la réaction des Administrations a été positive, voire élogieuse, à l'endroit de la nouvelle présentation.

8. S'agissant des suggestions et remarques, elles ont toutes fait l'objet d'un examen dans le cadre des travaux du Groupe de travail et certaines ont été retenues pour être incorporées dans le projet définitif des Arrangements. Il convient de relever que le GT, tout au long de ses travaux, s'est fixé comme objectifs d'alléger les dispositions trop particulières, de ne maintenir autant que possible que les dispositions obligatoires pour tous les partenaires et de ne pas introduire de modifications fondamentales.

9. Ce travail de regroupement, de suppression et d'allègement d'un certain nombre de stipulations a permis de réduire le nombre d'articles de l'Arrangement de 20 à 9 et le nombre d'articles du Règlement d'exécution de 23 à 21. Cet Arrangement fait l'objet de la présente proposition d'ordre général 8000.1, tandis que les formules y relatives font l'objet de la proposition 8900.1.

II. Arrangement concernant les remboursements

10. L'Arrangement concernant les remboursements fait l'objet de la présente proposition d'ordre général 8000.1, tandis que les formules y relatives font l'objet de la proposition 8900.1.

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes remaniés (8000.1 pour l'Arrangement et son Règlement d'exécution, 8900.1 pour les formules).

En outre, une référence aux articles et paragraphes du texte de Hambourg est portée dans la partie gauche du projet de révision. La référence en sens inverse est donnée dans le tableau de concordance qui figure sur les pages suivantes.

Projet de refonte de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Arrangement

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Chapitre I	
Dispositions préliminaires	
Article premier. Objet de l'Arrangement	Article premier – Objet de l'Arrangement
Chapitre II	
Conditions générales. Taxes. Transfert des fonds	
Article 2. Envois admis	RE – Article 201 – Envois admis
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
Article 3. Montant maximal	Article 3, § 2
Article 4. Monnaie	Article 3, § 1
Article 5. Modes de règlement avec l'expéditeur	Article 2. Définition du service
a), b), c)	§ 2 a), b), c)
Article 6. Modes d'échange des mandats de remboursement	Article 5. Transmission des mandats de remboursement modifié
Article 7. Taxes	Article 3, § 3
§ 1 }	Article 4, § 2
§ 2 }	Art. 3, § 5
§ 3	Article 4, § 3
§ 4	a)
§ 5 a)	b) modifié
b)	c)
c)	
Article 8. Annulation ou modification du montant du remboursement	Article 3, § 4
§ 1 }	
§ 2 }	
Article 9. Mandats de remboursement et mandats de versement-remboursement	RE – Article 4 – Rôle du bureau de destination des envois
§ 1	supprimé
§ 2	§ 1

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Article 10. Paiement des mandats de remboursement afférents à des colis	Article 6, § 1
Article 11. Non-paiement au bénéficiaire	Article 6, § 2
§ 1 }	
§ 2 }	
Chapitre III	
Responsabilité	
Article 12. Principe et étendue de la responsabilité	Article 8. Responsabilité
§ 1 }	§ 1
§ 2 }	
§ 3 }	
Article 13. Exceptions	Article 8, § 2
a) }	a) }
b) }	b) }
c) }	c) }
Article 14. Paiement de l'indemnité. Recours. Délais	
§ 1 }	Article 8, § 3
§ 2 }	
§ 3 }	
Article 15. Détermination de la responsabilité en matière d'encaissement	
§ 1 a) }	Article 8, § 4 a) }
b) }	b) }
§ 2	
Article 16. Restitution à l'expéditeur d'un envoi livré au destinataire sans perception du montant du remboursement	
§ 1 }	Article 8, § 5
§ 2 }	
§ 3 }	
Chapitre IV	
Dispositions diverses et finales	
Article 17. Rémunération de l'Administration d'encaissement	Article 7. Rémunération. Etablissement et règlement des comptes
§ 1	§ 1 modifié
§ 2	§ 2
Article 18. Application de la Convention et de certains Arrangements	Article 9, § 1
Article 19. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution	Article 9, § 2
§ 1	§ 2.1
§ 2 a), b), c)	§ 2.3 a), b), c) modifié
	Article 9, § 2.2 nouveau
Article 20. Mise à exécution et durée de l'Arrangement	Article 9, § 3

Projet de refonte du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement

Tableau de concordance entre les textes actuel et nouveau

Règlement d'exécution

Références au texte de Hamburg 1984	Références au texte après refonte par le CE
Chapitre I	
Dispositions préliminaires	
Article 101. Renseignements à fournir par les Administrations	RE – Article 902 – Renseignements à fournir par les Administrations
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
Article 102. Formules à l'usage du public	RE – Article 202 – Formules à l'usage du public
Chapitre II	RE – Article 301 – Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition
Dépôt	§ 1
Article 103. Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition	§ 2 modifié
§ 1	§ 3
§ 2	
§ 3	
Article 104. Etiquettes	RE – Article 302 – Etiquettes
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2
Article 105. Formules à joindre aux envois	RE – Article 303 – Formules à joindre aux envois
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2 modifié
§ 3	§ 3
§ 4	§ 4 modifié
§ 5	§ 5
§ 6	§ 6
Article 106. Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement	RE – Article 304 – Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement
Chapitre III	
Particularités relatives à certaines facultés accordées au public	
Article 107. Annulation ou modification du montant du remboursement	RE – Article 305 – Annulation ou modification du montant du remboursement
§ 1	§ 1
§ 2	§ 2 modifié
§ 3	§ 3 modifié

Références au texte de Hamburg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Article 108. Réexpédition
§ 1
§ 2

RE – Article 405 – Réexpédition
§ 1
§ 2

Chapitre IV

Opérations au bureau d'encaissement

Article 109. Conversion. Traitement des titres de paiement
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6

RE – Article 401 – Conversion. Traitement des titres de paiement
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5 modifié
§ 6

Article 110. Traitement des irrégularités
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5

RE – Article 402 – Traitement des irrégularités
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5

Article 111. Délai de paiement. Renvoi à l'origine
§ 1
§ 2
§ 3

RE – Article 403 – Délai de paiement. Renvoi à l'origine
§ 1
§ 2
§ 3

Article 112. Destruction ou remplacement de formules de titres de paiement
§ 1 a), b), c)
§ 2

RE – Article 404 – Destruction ou remplacement de formules de titres de paiement
§ 1 a), b), c)
§ 2

Article 113. Mandats-cartes non remis ou non encaissés
§ 1
§ 2

RE – Article 601 – Mandats de remboursement non remis, non encaissés ou non parvenus
§ 1
§ 2

Article 114. Mandats de remboursement non parvenus aux bénéficiaires

RE – Article 601, § 3

Chapitre V

Comptabilité

Article 115. Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats-cartes
§ 1
§ 2
§ 3
§ 4

RE – Article 701 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés directement
§ 1
§ 2
§ 3 modifié
§ 4

Références au texte de Hambourg 1984

Références au texte après refonte par le CE

Chapitre VI

Dispositions particulières aux mandats-listes de remboursement

Article 116. Bureaux d'échange des mandats-listes de remboursement

RE – Article 501 – Bureaux d'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes

Article 117. Etablissement et transmission des listes de remboursement

RE – Article 502 – Etablissement et transmission des listes de remboursement

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6
§ 7§ 1
§ 2
§ 3
§ 4
§ 5
§ 6
§ 7

Article 118. Listes spéciales de remboursement

RE – Article 502, § 8

Article 119. Vérification et rectification des listes de remboursement

RE – Article 503 – Traitement des listes de remboursement
§ 1

Article 120. Paiement des mandats-listes de remboursement

RE – Article 503, § 2

Article 121. Mandats non remis ou non encaissés

§ 1 }
§ 2 }

RE – Article 503, § 3

Article 122. Etablissement et règlement des comptes

RE – Article 702 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés au moyen de listes

§ 1
§ 2
§ 3
§ 4§ 1
§ 2
§ 3 modifié
§ 4

Chapitre VII

Dispositions finales

Article 123. Mise à exécution et durée du Règlement

RE – Article 903 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

§ 1
§ 2§ 1
§ 2

TABLE DES MATIÈRES

Art. premier – Objet de l'Arrangement

Art. 2 – Définition du service

- RE – Art. 201 – Envois admis
- RE – Art. 202 – Formules à l'usage du public

Art. 3 – Rôle du bureau de dépôt des envois

- RE – Art. 301 – Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition
- RE – Art. 302 – Etiquettes
- RE – Art. 303 – Formules à joindre aux envois
- RE – Art. 304 – Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement
- RE – Art. 305 – Annulation ou modification du montant du remboursement

Art. 4 – Rôle du bureau de destination des envois

- RE – Art. 401 – Conversion – Traitement des titres de paiement
- RE – Art. 402 – Traitement des irrégularités
- RE – Art. 403 – Délai de paiement – Renvoi à l'origine
- RE – Art. 404 – Destruction ou remplacement des titres de paiement
- RE – Art. 405 – Réexpédition

Art. 5 – Transmission des mandats de remboursement

- RE – Art. 501 – Bureaux d'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes
- RE – Art. 502 – Etablissement et transmission des listes de remboursement
- RE – Art. 503 – Traitement des listes de remboursement

Art. 6 – Règlement des expéditeurs des envois

- RE – Art. 601 – Mandats de remboursement non remis, non encaissés ou non parvenus

Art. 7 – Rémunération – Etablissement et règlement des comptes

- RE – Art. 701 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés directement
- RE – Art. 702 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés au moyen de listes

Art. 8 – Responsabilité

Art. 9 – Dispositions finales

- RE – Art. 901 – Application des Règlements d'exécution de la Convention et de certains Arrangements
- RE – Art. 902 – Renseignements à fournir par les Administrations
- RE – Art. 903 – Mise à exécution et durée du Règlement

Texte actuel

Texte proposé

Arrangement concernant les envois contre remboursement

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:

Article premier – Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 5 – Modes de règlement avec l'expéditeur

Les fonds destinés à l'expéditeur des envois peuvent lui être envoyés:

- a) par mandat de remboursement dont le montant est payé en espèces dans le pays d'origine de l'envoi; ce montant peut, toutefois, lorsque la réglementation de l'Administration de paiement le permet, être versé à un compte courant postal tenu dans ce pays;
- b) par mandat de versement-remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, lorsque la réglementation de l'Administration de ce pays le permet;
- c) par virement ou versement à un compte courant postal tenu soit dans le pays d'encaissement, soit dans le pays d'origine de l'envoi, dans les cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés.

Arrangement concernant les envois contre remboursement

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Règlement d'exécution de l'Arrangement¹ concernant les envois contre remboursement

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:

Article premier – Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2 – Définition du service1. Certains envois de la poste aux lettres et colis postaux peuvent être expédiés contre remboursement.

2. Les fonds destinés à l'expéditeur des envois peuvent lui être envoyés:

- a) par mandat de remboursement dont le montant est payé en espèces dans le pays d'origine de l'envoi; ce montant peut, toutefois, lorsque la réglementation de l'Administration de paiement le permet, être versé à un compte courant postal tenu dans ce pays;
- b) par mandat de versement-remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, lorsque la réglementation de l'Administration de ce pays le permet;
- c) par virement ou versement à un compte courant postal tenu soit dans le pays d'encaissement, soit dans le pays d'origine de l'envoi, dans les cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés.

¹ Les articles de ce Règlement sont désignés de la manière suivante: «RE – Article ...».

Texte actuel

Texte proposé

Article 2 – Envois admis

- 1. Peuvent être expédiés contre remboursement les envois de la poste aux lettres non recommandés dont le montant du remboursement ne dépasse pas 100 francs (32,67 DTS), les envois recommandés, les lettres avec valeur déclarée ainsi que les colis postaux qui satisfont respectivement aux conditions prévues par la Convention ou l'Arrangement concernant les colis postaux.
- 2. Les Administrations ont la faculté de n'admettre au service des envois contre remboursement que certaines des catégories d'envois mentionnées ci-dessus.

RE – Article 201 – Envois admis

- 1. Peuvent être expédiés contre remboursement les envois de la poste aux lettres non recommandés dont le montant du remboursement ne dépasse pas 100 francs (32,67 DTS), les envois recommandés, les lettres avec valeur déclarée ainsi que les colis postaux qui satisfont respectivement aux conditions prévues par la Convention ou l'Arrangement concernant les colis postaux.
- 2. Les Administrations ont la faculté de n'admettre au service des envois contre remboursement que certaines des catégories d'envois mentionnées ci-dessus.

Article 102 – Formules à l'usage du public

- En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:
- R 3 (Mandat de remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),
 - R 4 (Mandat de remboursement international, service des colis postaux),
 - R 6 (Mandat de versement–remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),
 - R 7 (Mandat de versement–remboursement international, service des colis postaux),
 - R 8 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des envois de la poste aux lettres),
 - R 9 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des colis postaux).

RE – Article 202 – Formules à l'usage du public

- En vue de l'application de l'article 10, § 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:
- R 3 (Mandat de remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),
 - R 4 (Mandat de remboursement international, service des colis postaux),
 - R 6 (Mandat de versement–remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),
 - R 7 (Mandat de versement–remboursement international, service des colis postaux),
 - R 8 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des envois de la poste aux lettres),
 - R.9 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des colis postaux).

Texte actuel

Article 4 – Monnaie

Sauf entente spéciale, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le pays d'encaissement, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce pays.

Article 3

Lorsque la liquidation du remboursement est effectuée par un mandat de remboursement, le montant de celui-ci ne peut excéder le maximum adopté dans le pays d'encaissement pour l'émission des mandats à destination du pays d'origine de l'envoi. Par contre, lorsque le règlement à l'expéditeur est effectué par un mandat de versement-remboursement ou par virement, le montant maximal peut s'adapter à celui qui est fixé pour les mandats de versement ou les virements. Dans les deux cas, un maximum plus élevé peut être convenu d'un commun accord.

Article 7

1. L'Administration d'origine de l'envoi détermine librement la taxe à verser par l'expéditeur, en sus des taxes postales applicables à la catégorie à laquelle appartient l'envoi, lorsque le règlement est exécuté au moyen d'un mandat de remboursement ou d'un mandat de versement-remboursement.

2. La taxe appliquée à un envoi contre remboursement liquidé au moyen d'un mandat de versement-remboursement doit être inférieure à celle qui serait appliquée à un envoi de même montant liquidé au moyen d'un mandat de remboursement.

Article 8

1. L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement.

2. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe visée à l'article 7, paragraphe 1; cette taxe n'est pas perçue lorsque le montant est à porter au crédit d'un compte courant postal au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement.

Article 7

4. Si le montant du remboursement doit être réglé au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement destiné à être porté au crédit d'un compte courant postal soit dans le pays d'encaissement, soit dans le pays d'origine de l'envoi, il est perçu sur l'expéditeur une taxe fixe de 50 centimes (0,16 DTS) au maximum.

Texte proposé

Article 3 – Rôle du bureau de dépôt des envois

1. Sauf entente spéciale, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le pays de destination, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce pays.

2. Lorsque la liquidation du remboursement est effectuée par un mandat de remboursement, le montant de celui-ci ne peut excéder le maximum adopté dans le pays de destination pour l'émission des mandats à destination du pays d'origine de l'envoi. Par contre, lorsque le règlement à l'expéditeur est effectué par un mandat de versement-remboursement ou par virement, le montant maximal peut s'adapter à celui qui est fixé pour les mandats de versement ou les virements. Dans les deux cas, un maximum plus élevé peut être convenu d'un commun accord.

3. L'Administration d'origine de l'envoi détermine librement la taxe à verser par l'expéditeur, en sus des taxes postales applicables à la catégorie à laquelle appartient l'envoi, lorsque le règlement est exécuté au moyen d'un mandat de remboursement ou d'un mandat de versement-remboursement. La taxe appliquée à un envoi contre remboursement liquidé au moyen d'un mandat de versement-remboursement doit être inférieure à celle qui serait appliquée à un envoi de même montant liquidé au moyen d'un mandat de remboursement.

4. L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 33 de la Convention, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe visée au paragraphe 3 ci-dessus; cette taxe n'est pas perçue lorsque le montant est à porter au crédit d'un compte courant postal au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement.

5. Si le montant du remboursement doit être réglé au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement destiné à être porté au crédit d'un compte courant postal soit dans le pays de destination, soit dans le pays d'origine de l'envoi, il est perçu sur l'expéditeur une taxe fixe de 50 centimes (0,16 DTS) au maximum.

Texte actuel

Article 103 – Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition

1. Les envois recommandés ou non, les lettres avec valeur déclarée, les colis postaux grevés de remboursement et les bulletins d'expédition correspondants doivent porter, d'une manière très apparente, du côté de la suscription, en ce qui concerne les envois, l'en-tête «Remboursement» suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. L'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite ni au crayon ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.

2. Le montant du remboursement et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'origine. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

3. L'expéditeur doit indiquer du côté de la suscription de l'envoi et, s'il s'agit d'un colis, au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque la somme encaissée est à porter au crédit d'un compte courant postal, l'envoi et, le cas échéant, le bulletin d'expédition portent, en outre, du côté de la souscription, la mention suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination: «A porter au crédit du compte courant postal No ... de M. ... à ... tenu par le bureau de chèques de ...».

Texte proposé

RE – Article 301 – Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition

1. Les envois recommandés ou non, les lettres avec valeur déclarée, les colis postaux grevés de remboursement et les bulletins d'expédition correspondants doivent porter, d'une manière très apparente, du côté de la suscription, en ce qui concerne les envois, l'en-tête «Remboursement» suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins et en chiffres arabes. L'indication de la somme est portée à l'encre et ne doit comporter ni rature, ni grattage, ni surcharge, même approuvés.

2. Le montant du remboursement et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'origine. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

3. L'expéditeur doit indiquer du côté de la suscription de l'envoi et, s'il s'agit d'un colis, au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque la somme encaissée est à porter au crédit d'un compte courant postal, l'envoi et, le cas échéant, le bulletin d'expédition portent, en outre, du côté de la suscription, la mention suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination: «A porter au crédit du compte courant postal No ... de M. ... à ... tenu par le bureau de chèques de ...».

Texte actuel

Texte proposé

Article 104 – Etiquettes

1. Lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les envois de la poste aux lettres sont revêtus, du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle R 1 ci-annexé. L'étiquette du modèle C 4 prévue à l'article 131, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention (ou empreinte du timbre spécial en tenant lieu) est appliquée autant que possible dans l'angle supérieur de l'étiquette R 1; toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues ci-dessus, d'une seule étiquette conforme au modèle R 2 ci-annexé portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot «Remboursement».

2. Les colis postaux contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition sont revêtus, du côté de la suscription, de l'étiquette R 1.

RE – Article 302 – Etiquettes

1. Lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les envois de la poste aux lettres sont revêtus, du côté de la suscription, autant que possible à l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle R 1 ci-annexé. L'étiquette du modèle C 4 prévue à l'article 131, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention (ou empreinte du timbre spécial en tenant lieu) est appliquée autant que possible à l'angle supérieur de l'étiquette R 1; toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues ci-dessus, d'une seule étiquette conforme au modèle R 2 ci-annexé portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot «Remboursement».

2. Les colis postaux contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition sont revêtus, du côté de la suscription, de l'étiquette R 1.

Texte actuel

Texte proposé

Article 105 – Formules à joindre aux envois

1. Sauf les cas prévus aux paragraphes 4 et 6, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme aux modèles R 3, R 6 ou R 8 ci-annexés, de couleur vert clair s'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres et conforme aux modèles R 4, R 7 ou R 9 ci-annexés, de couleur blanche s'il s'agit d'un colis. La formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.
2. Lorsque le montant du mandat de remboursement peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le titre, au lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro du compte courant postal ainsi que le bureau qui tient ce compte.
3. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaires de son pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3, R 4, R 6, R 7, R 8 ou R 9.
4. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays d'encaissement, l'envoi est, sauf entente spéciale, accompagné d'un bulletin de versement du modèle prescrit par la réglementation de ce pays. Ce bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes autres indications exigées par la formule, à l'exception du montant à porter au crédit, lequel, après encaissement, sera inscrit par l'Administration de destination de l'envoi. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y inscrit son nom et son adresse ainsi que toutes autres indications qu'il juge nécessaires.
5. Le mandat est solidement attaché à l'envoi ou, s'il concerne un colis, au bulletin d'expédition; il en est de même, éventuellement, du bulletin de versement.
6. Aucune formule n'est à joindre ni à l'envoi, ni au bulletin d'expédition, si l'expéditeur, par application de l'article 5, lettre c), de l'Arrangement, demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi ou viré à un compte courant postal.

RE – Article 303 – Formules à joindre aux envois

1. Sauf les cas prévus aux paragraphes 4 et 6, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme aux modèles R 3, R 6 et R 8 ci-annexés, de couleur vert clair s'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres et conforme aux modèles R 4, R 7 ou R 9 ci-annexés, de couleur blanche s'il s'agit d'un colis. La formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.
2. Lorsque le montant du mandat de remboursement peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le titre, en lieu et place de son adresse, le nom du titulaire et le numéro du compte courant postal à créditer ainsi que le bureau qui tient ce compte.
3. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaires de son pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3, R 4, R 6, R 7, R 8 ou R 9.
4. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays de destination, l'envoi est, sauf entente spéciale, accompagné d'un bulletin de versement du modèle prescrit par la réglementation de ce pays. Ce bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes autres indications exigées par la formule, à l'exception du montant à porter au crédit, lequel, après encaissement, sera inscrit par l'Administration de destination de l'envoi. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y inscrit son nom et son adresse ainsi que toutes autres indications qu'il juge nécessaires.
5. Le mandat est solidement attaché à l'envoi ou, s'il concerne un colis, au bulletin d'expédition; il en est de même, éventuellement, du bulletin de versement.
6. Aucune formule n'est à joindre ni à l'envoi, ni au bulletin d'expédition, si l'expéditeur, par application de l'article 2, lettre c), de l'Arrangement, demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi ou viré à un compte courant postal.

Texte actuel

Article 106 – Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement

Les envois ordinaires de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement, sont insérés dans les dépêches conformément à l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 107 – Annulation ou modification du montant du remboursement

1. Toute demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement est soumise à l'article 144 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci est confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 144, paragraphe 1, susvisé. Le bureau d'encaissement retient l'envoi jusqu'à la réception de cette confirmation; l'Administration d'encaissement peut, toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une nouvelle formule R 3, R 4, R 6, R 7, R 8 ou R 9, selon le cas, indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau d'encaissement dans les conditions déterminées à l'article 112, paragraphe 2.

Texte proposé

RE – Article 304 – Transmission des envois de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement

Les envois ordinaires de la poste aux lettres non recommandés, grevés de remboursement, sont insérés dans les dépêches conformément à l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention.

RE – Article 305 – Annulation ou modification du montant du remboursement

1. Toute demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement est soumise à l'article 144 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci est confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 144, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention. Le bureau de destination retient l'envoi jusqu'à la réception de cette confirmation; l'Administration de destination peut, toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une nouvelle formule R 3, R 4, R 6, R 7, R 8 ou R 9, selon le cas, indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau de destination dans les conditions déterminées à l'article RE – 404, paragraphe 2.

Texte actuel

Texte proposé

Article 9 – Mandats de remboursement et mandats de versement-remboursement

2. Sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 7

3. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau payeur ou au bureau des chèques postaux chargé de la mise en compte.

5. En outre, pour les virements ou versements visés sous paragraphe 4, l'Administration du pays d'encaissement prélève sur le montant du remboursement les taxes ci-après:

- a) une taxe fixe de 2 francs (0,65 DTS) au maximum;
- b) s'il y a lieu, la taxe intérieure applicable aux virements ou aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'encaissement;
- c) la taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi.

Article 4 – Rôle du bureau de destination des envois

1. Sous les réserves prévues au Règlement d'exécution, les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../

2. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau payeur ou au bureau des chèques postaux chargé de la mise en compte.

3. En outre, pour les virements ou versements visés à l'article 3. paragraphe 5 l'Administration du pays de destination prélève sur le montant du remboursement les taxes ci-après:

- a) une taxe fixe de 2 francs (0,65 DTS) au maximum;
- b) s'il y a lieu, la taxe intérieure applicable aux virements ou aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays de destination;
- c) la taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi.

Texte actuel

Texte proposé

Article 109 – Conversion. Traitement des titres de paiement

1. Sauf entente spéciale, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie d'un pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du pays d'encaissement par les soins de l'Administration postale de ce dernier pays; celle-ci se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats à destination du pays d'origine de l'envoi.

2. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau d'encaissement ou tout autre bureau désigné par l'Administration d'encaissement remplit la partie «Indications de service» du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, l'envoie sans taxe à l'adresse qu'il comporte ou à son bureau d'échange, selon le cas.

3. En cas de réexpédition et sous réserve de l'article 108, paragraphe 2, l'Administration de nouvelle destination procède de la même façon, comme si les envois lui avaient été transmis directement.

4. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau payeur ou au bureau des chèques postaux chargé de la mise en compte.

5. En cas de virement ou de versement des fonds encaissés à un compte courant postal, l'avis de virement ou de versement destiné au titulaire du compte doit porter, au recto, la mention «Remboursement» et, au verso, la catégorie, le numéro de l'envoi contre remboursement et, le cas échéant, le nom du destinataire de l'envoi.

6. Les bulletins de versement des envois contre remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal dans le pays d'encaissement sont traités d'après la réglementation de ce pays.

RE – Article 401 – Conversion – Traitement des titres de paiement

1. Sauf entente spéciale, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie d'un pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du pays de destination par les soins de l'Administration postale de ce dernier pays; celle-ci se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats à destination du pays d'origine de l'envoi.

2. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'Administration de destination remplit la partie «Indications de service» du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, l'envoie sans taxe à l'adresse qu'il comporte ou à son bureau d'échange, selon le cas.

3. En cas de réexpédition et sous réserve de l'article RE – 405 paragraphe 2, l'Administration de nouvelle destination procède de la même façon, comme si les envois lui avaient été transmis directement.

4. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au bureau payeur ou au bureau des chèques postaux chargé de la mise en compte.

5. En cas de virement ou de versement des fonds encaissés à un compte courant postal, le bureau de destination doit porter sur l'avis de virement ou de versement destiné au titulaire du compte les indications suivantes: au recto, la mention «Remboursement» et, au verso, la catégorie, le numéro de l'envoi contre remboursement et, le cas échéant, le nom du destinataire de l'envoi.

6. Les bulletins de versement des envois contre remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal dans le pays de destination sont traités d'après la réglementation de ce pays.

Texte actuel

Texte proposé

Article 110 – Traitement des irrégularités

1. En cas de différence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi, d'une part, et sur le mandat ou le bulletin d'expédition, d'autre part, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.
2. Si le destinataire refuse de verser cette somme, l'envoi peut, sauf l'exception prévue au paragraphe 5, être remis contre paiement de la somme la moins élevée, sous réserve qu'il s'engage à effectuer, s'il y a lieu, un versement complémentaire dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration d'origine; s'il n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.
3. Dans tous les cas, une demande de renseignements est adressée immédiatement, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au service indiqué par l'Administration d'origine, lequel doit y répondre dans le plus bref délai et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, l'article 107, paragraphe 3.
4. Il est sursis à l'envoi du mandat de remboursement, du bulletin de versement ou de l'ordre de virement jusqu'à réception de la réponse à la demande de renseignements.
5. Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé; en cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

RE – Article 402 – Traitement des irrégularités

1. En cas de différence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi, d'une part, et sur le mandat ou le bulletin d'expédition, d'autre part, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.
2. Si le destinataire refuse de verser cette somme, l'envoi peut, sauf l'exception prévue au paragraphe 5, être remis contre paiement de la somme la moins élevée, sous réserve qu'il s'engage à effectuer, s'il y a lieu, un versement complémentaire dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration d'origine; s'il n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.
3. Dans tous les cas, une demande de renseignements est adressée immédiatement, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au service indiqué par l'Administration d'origine, lequel doit y répondre dans le plus bref délai et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, l'article RE – 305, paragraphe 3.
4. Il est sursis à l'envoi du mandat de remboursement, du bulletin de versement ou de l'ordre de virement jusqu'à réception de la réponse à la demande de renseignements.
5. Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé; en cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

Texte actuel

Texte proposé

Article 111 – Délai de paiement. Renvoi à l'origine

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau d'encaissement; ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation du pays d'encaissement le permet.

2. S'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres, il est renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai de paiement; l'expéditeur peut, toutefois, demander par une annotation le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. Le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, refuse formellement tout paiement. Les motifs du renvoi sont, dans tous les cas, indiqués sur l'envoi, par application de l'article 143 du Règlement d'exécution de la Convention.

3. S'il s'agit d'un colis, celui-ci est traité à l'expiration du délai de paiement conformément aux articles 22, 25, paragraphes 2 et 3, 28 et 29 de l'Arrangement concernant les colis postaux; l'expéditeur peut, toutefois, demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 106, paragraphe 7, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement. Si, en réponse à un avis de non-livraison, l'expéditeur a donné des instructions au bureau d'encaissement, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

RE – Article 403 – Délai de paiement – Renvoi à l'origine

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau de destination; ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation du pays de destination le permet.

2. S'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres, il est renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai de paiement; l'expéditeur peut, toutefois, demander par une annotation le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. Le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, refuse formellement tout paiement. Les motifs du renvoi sont, dans tous les cas, indiqués sur l'envoi, par application de l'article 143 du Règlement d'exécution de la Convention.

3. S'il s'agit d'un colis, celui-ci est traité à l'expiration du délai de paiement conformément aux articles 22, 25, paragraphes 2 et 3, 28 et 29 de l'Arrangement concernant les colis postaux; l'expéditeur peut, toutefois, demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 106, paragraphe 7, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement. Si, en réponse à un avis de non-livraison, l'expéditeur a donné des instructions au bureau de destination, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

Texte actuel

Texte proposé

Article 112 – Destruction ou remplacement de formules de titres de paiement

1. Sont détruites par les soins de l'Administration d'encaissement:
 - a) toute formule de mandat de remboursement devenue inutilisable pour cause de différence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de modification du montant;
 - b) toute formule de bulletin de versement devenue inutilisable en cas d'annulation du montant du remboursement;
 - c) toute formule de mandat de remboursement ou de bulletin de versement afférente à un envoi renvoyé à l'origine pour un motif quelconque.
2. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant encaissement, le bureau d'encaissement en établit des duplicata sur formules réglementaires.

Article 108 – Réexpédition

1. Tout envoi grevé de remboursement peut être réexpédié si le pays de nouvelle destination assure, dans ses relations avec le pays d'origine, le service des envois de l'espèce; dans ce cas, la formule de mandat de remboursement reste annexée à l'envoi.
2. Si l'expéditeur a demandé le règlement par inscription au crédit d'un compte courant postal et si le pays de nouvelle destination n'admet pas ce mode de règlement, l'article 11, paragraphe 2, de l'Arrangement est applicable. Le bureau de nouvelle destination convertit le montant du remboursement en monnaie de son pays en prenant pour base le taux défini à l'article 109, paragraphe 1.

RE – Article 404 – Destruction ou remplacement de titres de paiement

1. Sont détruites par les soins de l'Administration de destination:
 - a) toute formule de mandat de remboursement devenue inutilisable pour cause de différence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de modification du montant;
 - b) toute formule de bulletin de versement devenue inutilisable en cas d'annulation du montant du remboursement;
 - c) toute formule de mandat de remboursement ou de bulletin de versement afférente à un envoi renvoyé à l'origine pour un motif quelconque.
2. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant encaissement, le bureau de destination en établit des duplicata sur formules réglementaires.

RE – Article 405 – Réexpédition

1. Tout envoi grevé de remboursement peut être réexpédié si le pays de nouvelle destination assure, dans ses relations avec le pays d'origine, le service des envois de l'espèce; dans ce cas, la formule de mandat de remboursement reste annexée à l'envoi.
2. Si l'expéditeur a demandé le règlement par inscription au crédit d'un compte courant postal et si le pays de nouvelle destination n'admet pas ce mode de règlement, l'article 6, paragraphe 2, de l'Arrangement est applicable. Le bureau de nouvelle destination convertit le montant du remboursement en monnaie de son pays en prenant pour base le taux défini à l'article RE – 401, paragraphe 1.

Texte actuel

Article 6 – Modes d'échange des mandats de remboursement

L'échange des mandats de remboursement peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés «mandats–cartes de remboursement» et dans le second cas «mandats–listes de remboursement».

Article 116 – Bureaux d'échange des mandats–listes de remboursement

L'échange des «mandats–listes de remboursement» a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Texte proposé

Article 5 – Transmission des mandats de remboursement

La transmission des mandats de remboursement peut, au choix des Administrations, s'opérer, soit directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes.

RE – Article 501 – Bureaux d'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes

L'échange des mandats de remboursement échangés au moyen de listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.

Texte actuel

Texte proposé

Article 117 – Etablissement et transmission des listes de remboursement

1. Chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes MP 2 portant l'empreinte «Remboursement» et récapitulant les mandats-listes de remboursement qui lui sont adressés par les bureaux d'encaissement. Si les mandats ne sont pas annexés, il est fait mention sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», de la catégorie et du numéro de l'envoi contre remboursement.

2. Tout mandat de remboursement inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro d'ordre international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1er janvier ou le 1er juillet.

3. Lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente.

4. Les listes sont elles-mêmes numérotées selon la suite naturelle des nombres, à partir du 1er janvier ou du 1er juillet de chaque année.

5. Les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier de la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats-listes de remboursement y relatifs.

6. Le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

7. Sauf entente spéciale, une même liste peut être utilisée pour les remboursements relatifs aux envois de la poste aux lettres et aux colis.

Article 118

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise visés tant à l'article 16 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

RE – Article 502 – Etablissement et transmission des listes de remboursement

1. Chaque bureau d'échange établit, journellement ou à des dates convenues, des listes MP 2 portant l'empreinte «Remboursement» et récapitulant les mandats de remboursement échangés au moyen de listes qui lui sont adressés par les bureaux de destination. Si les mandats ne sont pas annexés, il est fait mention sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», de la catégorie et du numéro de l'envoi contre remboursement.

2. Tout mandat de remboursement inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro d'ordre international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1er janvier ou le 1er juillet.

3. Lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le premier numéro de la nouvelle série, le dernier numéro de la série précédente.

4. Les listes sont elles-mêmes numérotées selon la suite naturelle des nombres, à partir du 1er janvier ou du 1er juillet de chaque année.

5. Les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier de la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats de remboursement échangés au moyen de listes y relatifs.

6. Le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

7. Sauf entente spéciale, une même liste peut être utilisée pour les remboursements relatifs aux envois de la poste aux lettres et aux colis.

8. Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour les mandats en franchise visés tant à l'article 16 de la Convention qu'à l'article 4, paragraphe 6 de l'Arrangement concernant les mandats de poste; /.../ la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe».

Texte actuel

Article 119 – Vérification et rectification des listes de remboursement

Les opérations de vérification, de rectification des montants et des indications apportées dans les listes de remboursement ainsi que le traitement des autres irrégularités sont soumis à l'article 127 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 120

Lors de la réception d'une liste MP 2, le bureau d'échange du pays d'origine de l'envoi effectue, au moyen d'une formule que son Administration détermine selon ses convenances, le paiement aux bénéficiaires des mandats-listes de remboursement.

Article 121

1. Les mandats de remboursement portés sur les listes mais dont les titres de paiement n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont attribués à l'Administration d'origine des envois.

2. Il en est de même lorsqu'il s'agit de titres de paiement remis aux ayants droit mais dont les montants n'ont pas été encaissés.

Texte proposé

RE – Article 503 – Traitement des listes de remboursement

1. Les opérations de vérification, de rectification des montants et des indications apportées dans les listes de remboursement ainsi que le traitement des autres irrégularités sont soumis à l'article RE – 502, § 5 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste. /.../

2. Lors de la réception d'une liste MP 2, le bureau d'échange du pays d'origine de l'envoi effectue, au moyen d'une formule que son Administration détermine selon ses convenances, le paiement aux bénéficiaires des mandats de remboursement.

3. Les mandats de remboursement portés sur les listes mais dont les titres de paiement n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont attribués à l'Administration d'origine des envois. Il en est de même lorsqu'il s'agit de titres de paiement remis aux ayants droit mais dont les montants n'ont pas été encaissés.

Texte actuel

Article 10 – Paiement des mandats de remboursement afférents à des colis

Les mandats de remboursement afférents à des colis contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.

Article 11

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du pays d'origine de l'envoi; il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription en vigueur dans ledit pays.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité de l'article 5, lettre b), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds les convertit en un mandat de remboursement au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

Article 113 – Mandats-cartes non remis ou non encaissés

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

2. Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Ces titres doivent préalablement être remplacés par des autorisations de paiement établies par l'Administration d'origine des mandats.

Article 114

Tout mandat de remboursement émis qui est égaré, perdu ou détruit avant paiement peut être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'encaissement sur une formule de couleur verte conforme au modèle R 10 ci-annexé.

Texte proposé

Article 6 – Règlement des expéditeurs des envois

1. Les mandats de remboursement afférents aux envois contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.

2. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du pays d'origine de l'envoi; il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription en vigueur dans ledit pays. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité de l'article 2, lettre b), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds établit un mandat de remboursement d'un montant correspondant au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

Motifs. –Le titre du nouvel article 6 se rapporte aux envois, terme qui concerne aussi bien les colis que les lettres. Dans cette condition, il a été jugé opportun de remplacer dans le texte du paragraphe 1 les mots «des colis» par «aux envois» pour l'harmoniser avec le titre de l'article susvisé.

RE – Article 601 – Mandats de remboursement non remis, non encaissés ou non parvenus

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

2. Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Ces titres doivent préalablement être remplacés par des autorisations de paiement établies par l'Administration d'origine des mandats.

3. Tout mandat de remboursement émis qui est égaré, perdu ou détruit avant paiement peut être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration de destination sur une formule de couleur verte conforme au modèle R 10 ci-annexé.

Texte actuel

Texte proposé

Article 17 – Rémunération de l'Administration d'encaissement

1. L'Administration d'origine de l'envoi attribue à l'Administration d'encaissement, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 7, une rémunération dont le montant est fixé à 3 francs (0,98 DTS).

2. Les envois contre remboursement liquidés au moyen du mandat de versement-remboursement donnent lieu à l'attribution de la même rémunération que celle qui est attribuée lorsque la liquidation est effectuée au moyen du mandat de remboursement.

Article 115 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats-cartes

1. Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux mandats de remboursement payés sont établis sur une formule conforme au modèle R 5 ci-annexé. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle R 5bis ci-annexé, qui est jointe au compte mensuel établi dans ce cas sur une formule conforme au modèle R 5ter ci-annexé.

2. Sauf entente spéciale, les formules R 5 peuvent être utilisées pour les mandats de remboursement afférents à des envois de la poste aux lettres ou à des colis.

3. Les mandats de remboursement payés et quittancés accompagnent le compte particulier R 5. Ils sont inscrits dans l'ordre alphabétique ou numérique des bureaux d'émission, selon entente, et suivant l'ordre numérique de l'inscription aux registres de ces bureaux, autant que possible dans l'ordre chronologique. L'Administration qui a établi le compte déduit du total de sa créance le montant des taxes revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article 17 de l'Arrangement.

4. Le solde du compte R 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et son Règlement d'exécution.

Article 7 – Rémunération – Etablissement et règlement des comptes

1. L'Administration d'origine de l'envoi attribue à l'Administration de destination, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 3, paragraphes 3, 4 et 5, une rémunération dont le montant est fixé à 3 francs (0,98 DTS).

2. Les envois contre remboursement liquidés au moyen du mandat de versement-remboursement donnent lieu à l'attribution de la même rémunération que celle qui est attribuée lorsque la liquidation est effectuée au moyen du mandat de remboursement.

RE – Article 701 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés directement

1. Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux mandats de remboursement payés sont établis sur une formule conforme au modèle R 5 ci-annexé. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle R 5bis ci-annexé, qui est jointe au compte mensuel établi dans ce cas sur une formule conforme au modèle R 5ter ci-annexé.

2. Sauf entente spéciale, les formules R 5 peuvent être utilisées pour les mandats de remboursement afférents à des envois de la poste aux lettres ou à des colis.

3. Les mandats de remboursement payés et quittancés accompagnent le compte particulier R 5. Ils sont inscrits dans l'ordre alphabétique ou numérique des bureaux d'émission selon entente, et suivant l'ordre numérique de l'inscription aux registres de ces bureaux, autant que possible dans l'ordre chronologique. L'Administration qui a établi le compte déduit du total de sa créance le montant des taxes revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article Z, paragraphe 1.

4. Le solde du compte R 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ et son Règlement d'exécution.

Texte actuel

Texte proposé

Article 122 – Etablissement et règlement des comptes

1. Sous réserve des dispositions particulières ci-dessous, les mandats-listes de remboursement sont soumis, en ce qui concerne l'établissement et le règlement des comptes, aux dispositions relatives aux mandats-listes contenues dans l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.
2. Chaque Administration d'origine des envois contre remboursement établit à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations de destination, un compte mensuel R 5. Les totaux des listes reçues au cours du mois sont récapitulées sur ce compte.
3. L'Administration qui a établi le compte déduit du total le montant des taxes qui reviennent à l'Administration correspondante en application de l'article 17 de l'Arrangement.
4. Le solde du compte R 5 est ajouté autant que possible à celui du compte mensuel des mandats établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon les dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution.

RE – Article 702 – Etablissement et règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement échangés au moyen de listes

1. Sous réserve des dispositions particulières ci-dessous, les mandats-listes de remboursement sont soumis, en ce qui concerne l'établissement et le règlement des comptes, aux dispositions relatives aux mandats échangés au moyen de listes contenues dans l'Arrangement concernant les mandats de poste. /.../
2. Chaque Administration d'origine des envois contre remboursement établit à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations de destination, un compte mensuel R 5. Les totaux des listes reçues au cours du mois sont récapitulées sur ce compte.
3. L'Administration qui a établi le compte déduit du total le montant des rémunérations qui reviennent à l'Administration correspondante en application de l'article 7 de l'Arrangement.
4. Le solde du compte R 5 est ajouté autant que possible à celui du compte mensuel des mandats établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon les dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ et de son Règlement d'exécution.

Texte actuel

Article 12 – Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des fonds encaissés jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régulière au crédit d'un compte courant postal.

2. En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

Article 13

Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention – article 36, paragraphes 1, 2 et 3, lettre b) –, soit par l'Arrangement concernant les colis postaux – article 19, lettres a), chiffres 2^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, et b), et article 23;
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

Article 14

1. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 59 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

2. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers.

3. L'article 58 de la Convention relatif aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'applique, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

Texte proposé

Article 8 – Responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des fonds encaissés jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régulière au crédit du compte courant postal du bénéficiaire. En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

2. Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention – article 36, paragraphes 1, 2 et 3, lettre b) –, soit par l'Arrangement concernant les colis postaux – article 19, lettres a), chiffres 2^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, et b), et article 23;
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 42, paragraphe 1, de la Convention.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 59 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers. L'article 58 de la Convention relatif aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'applique, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

4. L'Administration de destination n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut:

- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du pays d'origine;
- b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

Texte actuel

Texte proposé

Article 15 – Détermination de la responsabilité en matière d'encaissement

1. L'Administration d'encaissement n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut:
- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du pays d'origine;
 - b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires.
2. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

Article 16

1. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu de l'article 12, paragraphe 2.
2. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage.
3. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont supporté le dommage.

5. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu du paragraphe 1 ci-devant. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont supporté le dommage.

Texte actuel

Texte proposé

Article 18 – Application de la Convention et de certains Arrangements

La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

Article 19 – Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 9, 11 à 17, 19 et 20 du présent Arrangement et de l'article 123 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions autres que celles qui sont mentionnées à la lettre a);
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 20 – Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

Article 18 – Application de la Convention et de certains Arrangements

La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

Article 9 – Dispositions finales

1. La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste /.../ et l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

2. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

2.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.

2.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, hors le cas de différent à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

3. Le présent Arrangement sera mis à exécution le et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

RE – Article 901 – Application des Règlements d'exécution de la Convention et de certains Arrangements

Sont applicables aux envois contre remboursement, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions des Règlements d'exécution de la Convention, de l'Arrangement concernant les mandats de poste, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux ainsi que de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Texte actuel

Texte proposé

Article 101 – Renseignements à fournir par les Administrations

- 1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, tous renseignements utiles concernant le service des envois contre remboursement.
- 2. Toute modification doit être notifiée sans retard.

Article 123 – Mise à exécution et durée du Règlement

- 1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.
- 2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

RE – Article 902 – Renseignements à fournir par les Administrations

- 1. Chaque Administration doit communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, tous renseignements utiles concernant le service des envois contre remboursement.
- 2. Toute modification doit être notifiée sans retard.

RE – Article 903 – Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

- 1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.
- 2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Washington, le

REMBOURSEMENTS, RÈGLEMENT

RE – Article 202

Formules à l'usage du public

NORVÈGE, SUISSE

85 0202.1

Le compléter comme suit:

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

R 3 (Mandat de remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),

R 3bis (Mandat de remboursement international photolisible, commun aux services des envois de la poste aux lettres et des colis postaux),

R 4 (Mandat de remboursement international, service des colis postaux),

R 6 (Mandat de versement-remboursement international, service des envois de la poste aux lettres),

R 6bis (Mandat de versement-remboursement international photolisible, commun aux services des envois de la poste aux lettres et des colis postaux),

R 7 (Mandat de versement-remboursement international, service des colis postaux),

R 8 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des envois de la poste aux lettres),

R 9 (Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique, service des colis postaux),

R 11 (Réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire).

Motifs. – Conséquence des propositions de création des formules R 3bis, R 6bis et R 11.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne.

RE – Article 301

Indications à porter sur les envois et sur les bulletins d'expédition

SUISSE

85 0301.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le montant du remboursement et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'origine. Le montant en lettres peut être exprimé chiffre par chiffre écrits isolément. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité /.../ monétaire en principe conforme à la norme internationale ISO 4217. Dans la somme en chiffres, les fractions d'unité monétaire sont exprimées au moyen de deux (ou trois) chiffres, y compris les zéros, correspondant respectivement aux dixièmes, centièmes (et millièmes). Dans la somme en lettres, où leur répétition n'est pas obligatoire, elles peuvent être exprimées en chiffres à la suite du libellé du nombre d'unités monétaires.

Motifs. – La législation en vigueur prescrit l'utilisation d'une «abréviation usuelle». L'expérience démontre cependant que la notion d'«abréviation usuelle» se révèle trop imprécise pour garantir un minimum d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les envois contre remboursement. Elle varie souvent en fonction de la langue utilisée et prête à confusion lorsqu'il s'agit de déterminer des monnaies différentes portant le même nom (par exemple franc, couronne, livre, dinar, etc.). Par ailleurs, certaines Administrations utilisent d'ores et déjà l'abréviation alphabétique ISO dans leurs relations financières internationales. En conséquence et par analogie aux mêmes propositions visant les Arrangements des mandats et des chèques postaux, il nous paraît nécessaire de réglementer également plus précisément l'usage des abréviations monétaires sur les envois contre remboursement et les bulletins d'expédition. L'adoption de la norme ISO 4217 nous semble là aussi la mesure la plus appropriée.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Portugal, Suède, Vatican.

RE – Article 303

Formules à joindre aux envois

NORVÈGE, SUISSE

85 0303.1

Paragrophes 1 et 3. Les rédiger comme suit:

1. Sauf les cas prévus aux paragraphes 4 et 6, tout envoi contre remboursement est accompagné;

- soit d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme aux modèles R 3, R 6 ou R 8 ci-annexés, de couleur vert clair s'il s'agit d'un envoi de la poste aux lettres et conforme aux modèles R 4, R 7 ou R 9 ci-annexés, de couleur blanche s'il s'agit d'un colis;
- soit d'une formule de mandat de remboursement en papier résistant de fond blanc, conforme aux modèles R 3bis ou R 6bis ci-annexés, imprimée en couleur vert clair et commune aux envois de la poste aux lettres et aux colis postaux.

La formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.

3. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaires de son pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3, R 3bis, R 4, R 6, R 6bis, R 7, R 8 ou R 9.

Motifs. – Conséquence de la proposition visant à créer les formules R 3bis et R 6bis.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne.

RE – Article 305

Annulation ou modification du montant du remboursement

NORVÈGE, SUISSE

85 0305.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une /.../ formule R 3, R 3bis, R 4, R 6, R 6bis, R 7, R 8 ou R 9, selon le cas, indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau de destination dans les conditions déterminées à l'article RE – 404, paragraphe 2.

Motifs. – Conséquence des propositions de création des formules R 3bis et R 6bis.

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne.

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

85 0601.91

Créer l'article suivant:

RE – Article 601bis

Réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire

L'expéditeur d'un envoi contre remboursement qui a acquis la certitude que son envoi a bien été remis au destinataire et qui, compte tenu des délais mentionnés à l'article RE 403, paragraphe 1, n'est pas entré en possession du montant du remboursement peut déposer une réclamation. La réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire doit être établie sur une formule R 11 et transmise, en règle générale, au bureau qui a distribué l'envoi contre remboursement. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 42 de la Convention. La formule dûment complétée par les services concernés est renvoyée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau qui l'a établie.

Motifs. – Cette proposition vise à modifier les procédures actuelles de traitement des réclamations concernant les envois contre remboursement, en vue d'accélérer le règlement de ces litiges et d'en diminuer les coûts. Il y a lieu à ce propos de distinguer deux types de recherches, différentes en la matière:

- 1° les recherches relatives à l'envoi contre remboursement;
- 2° les recherches concernant le montant du remboursement.

Ces enquêtes sont actuellement exécutées au moyen d'une seule et même formule (C 9) qui emprunte le chemin parcouru par l'envoi contre remboursement, puis par le titre de paiement.

Nous souhaitons créer une formule de recherche (R 11) destinée uniquement à la recherche du montant du remboursement, en excluant dans un premier temps les investigations relatives à l'envoi proprement dit.

Ce procédé permet un gain de temps considérable, étant entendu que la perte du titre de remboursement, plus que la disparition de l'envoi, est à l'origine de la plupart des réclamations.

Appuis. – Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Vatican.

REMBOURSEMENTS, FORMULES

CONSEIL EXÉCUTIF

8900.1

Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules

Liste des formules

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
R 1	Etiquette «Remboursement»	RE – Art. <u>302, § 1</u>
R 2	Etiquette «R» combinée avec le nom du bureau d'origine, le numéro de l'envoi et le triangle portant la mention «Remboursement»	RE – Art. <u>302, § 1</u>
R 3	Mandat de remboursement international (Envois de la poste aux lettres)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 4	Mandat de remboursement international (Colis postaux)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 5	Compte particulier des mandats de remboursement	RE – Art. <u>701, § 1</u>
R 5bis	Liste récapitulative – Mandats de remboursement	RE – Art. <u>701, § 1</u>
R 5ter	Compte particulier – Mandats de remboursement	RE – Art. <u>701, § 1</u>
R 6	Mandat de versement-remboursement international (Envois de la poste aux lettres)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 7	Mandat de versement-remboursement international (Colis postaux)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 8	Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique (Envois de la poste aux lettres)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 9	Mandat de remboursement international pour libellé mécanographique (Colis postaux)	RE – Art. <u>303, § 1</u>
R 10	Remplacement d'un mandat de remboursement international	RE – Art. <u>601, § 3</u>

Annexes: formules R 1 à R 10 (voir Liste des formules du XIXe Congrès, Hamburg 1984).

NORVÈGE, SUISSE

8903.91

Créer la formule R 3bis ci-après.

Motifs. – Par la création des formules MP 1bis et MP 12bis, le Congrès de Hamburg 1984 a initialisé la modernisation nécessaire des formules de la poste financière en vue de les adapter aux techniques nouvelles, y compris l'informatique.

Il convient dès lors de poursuivre l'effort de modernisation amorcé en 1984 en donnant aux Administrations qui l'estiment nécessaire la faculté de pouvoir également utiliser une formule de mandat de remboursement adaptée aux exigences de l'informatique.

Par souci de simplicité et dans l'espoir de réduire à l'avenir le nombre de formules de remboursement, nous proposons la création d'une nouvelle formule de mandat de remboursement photolisible, commune aux envois de la poste aux lettres et aux colis, à savoir la formule R 3bis (Mandat de remboursement international photolisible).

Les principales caractéristiques de cette nouvelle formule sont les suivantes:

- elle est pourvue d'une zone de lecture blanche pour permettre la lecture optique dans le pays d'émission et/ou de paiement;
- elle peut être munie d'un numéro de séquence unique et d'un code numérique du pays d'émission permettant d'identifier facilement chaque mandat;
- elle est de couleur verte et peut être imprimée sur un fond de sécurité dont le modèle sera déposé au Bureau International;
- elle permet d'établir le décompte des mandats payés soit selon la méthode manuelle actuelle, soit selon une méthode simplifiée basée sur les numéros de séquence, soit encore selon une méthode informatisée à convenir entre les Administrations intéressées.

L'adjonction d'une telle formule aux envois contre remboursement n'est possible qu'en accord avec le pays qui distribue l'envoi (pays émetteur du mandat de remboursement).

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne.

(Talon)			
COUPON Expéditeur	MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 3bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION
Envoi n°	Nom et adresse de l'expéditeur	Bureau de dépôt de l'envoi	() () ()
Bureau	Nom et prénom du bénéficiaire	Pays de destination de l'envoi	
Date du dépôt	Rue et n°		Date
Destinataire de l'envoi	Lieu de destination	Envoi n°	N° du mandat
	Pays de destination	Date du dépôt	Bureau
Montant en chiffres arabes <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%; height: 10px;"></div>	Montant en chiffres arabes <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%; height: 10px;"></div>	Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%; height: 10px;"></div>	
Timbre du bureau d'émission <div style="text-align: center; padding: 20px;"> () () () </div>	<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%; height: 10px;"></div>		Somme encaissée <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%; height: 10px;"></div>
N° de référence <div style="text-align: center; padding: 20px;"> () () () </div>	NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS		
+ XXXXXXXXXXXX+21+			

62 mm (24/10")

148 mm (59/10")

45,2 mm (18/10")

101,6 mm (24/6")

R 3bis (verso)

	<p>210 mm (83/10")</p>
	<p>101,6 mm (24/6")</p>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu</p> </div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée au recto</p> <p>Lieu et date</p> <p>Signature du bénéficiaire</p> </div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 60%;"> <p>Registre d'arrivée</p> <p>N°</p> </div> <div style="width: 35%; text-align: center;"> <p>Timbre du bureau payeur</p> </div> </div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> <p>(Talon)</p> </div>
<p>62 mm (24/10")</p>	<p>148 mm (59/10")</p>

NORVÈGE, SUISSE

8906.91

Créer la formule R 6bis ci-après.

Motifs. – L'adoption des formules MP 1bis et MP 12bis par le Congrès de Hamburg 1984 a initialisé la modernisation nécessaire des formules de la poste financière en vue de les adapter aux techniques nouvelles, y compris l'informatique.

Il convient dès lors de poursuivre l'effort de modernisation amorcé en 1984 en donnant aux Administrations qui le jugent nécessaire la faculté de pouvoir également utiliser une formule de mandat de remboursement adaptée aux exigences de l'informatique.

Par souci de simplicité et dans l'espoir de réduire à l'avenir le nombre de formules de remboursement, il est proposé de créer une nouvelle formule de mandat de versement-remboursement international commune aux envois de la poste aux lettres et aux colis, à savoir la formule R 6bis (Mandat de versement-remboursement international photolisible).

Les principales caractéristiques de cette nouvelle formule sont les suivantes:

- elle est pourvue d'une zone de lecture blanche pour permettre la lecture optique dans le pays d'émission et/ou de paiement;
- elle peut être munie d'un numéro de séquence unique et d'un code numérique du pays d'émission permettant d'identifier facilement chaque mandat;
- elle est de couleur verte et peut être imprimée sur un fond de sécurité dont le modèle sera déposé au Bureau international;
- elle permet d'établir le décompte des mandats payés soit selon la méthode manuelle actuelle, soit selon une méthode simplifiée basée sur les numéros de séquence, soit encore selon une méthode informatisée à convenir entre les Administrations intéressées.

L'adjonction d'une telle formule aux envois contre remboursement n'est possible qu'en accord avec le pays qui distribue l'envoi (pays émetteur du mandat de remboursement).

Appuis. – Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Danemark, Espagne.

← 210 mm (83/10") →

(Talon)					
COUPON destiné au titulaire du CCP n°		MANDAT DE VERSEMENT-REMBOURSEMENT INTERNATIONAL R 6bis		INDICATIONS DU BUREAU D'ÉMISSION	
Expéditeur		Nom et adresse de l'expéditeur		Bureau de dépôt de l'envoi	
Envoi n°		Date du dépôt		Bénéficiaire	
Bureau		Pays de destination de l'envoi		Date	
Destinataire de l'envoi		CCP n°		Bureau de chèques	
		Envoi n°		N° du mandat	
		Pays de destination		Date du dépôt	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins	
Timbre du bureau d'émission				Somme encaissée	
N° de référence				Signature de l'agent	
NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS – NE RIEN INSCRIRE CI-DESSOUS					
+ XXXXXXXXXXXX+21+					

↑ 101,6 mm (24/6") ↓

← 62 mm (24/10") →

← 148 mm (59/10") →

← 45,2 mm (18/10") →

R 6bis (verso)

The diagram illustrates the layout and dimensions of the back of a French postal check form (R 6bis verso). The overall dimensions are 210 mm (8 3/10") in width and 101,6 mm (24/6") in height.

The form is divided into three main horizontal sections:

- Top Section:** A rectangular area with a width of 148 mm (59/10"). It contains two horizontal lines. The first line is labeled "Cadre réservé au service de chèques postaux". The second line is labeled "Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire".
- Middle Section:** A large rectangular area with a width of 148 mm (59/10"). It is separated from the top section by a dashed line.
- Bottom Section:** A rectangular area with a width of 62 mm (24/10"). It is separated from the middle section by a dashed line and is labeled "(Talon)".

Dimensions are indicated by arrows:

- Overall width: 210 mm (83/10")
- Overall height: 101,6 mm (24/6")
- Width of the top section: 148 mm (59/10")
- Width of the bottom section: 62 mm (24/10")

ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', SUISSE

8911.91

Créer la formule R 11 ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition visant à créer un nouvel article 601bis.

Appuis. – Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Vatican.

RÉCLAMATION

Montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire

Service d'origine	Références
-------------------	------------

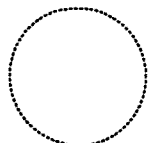
1. Renseignements à fournir par le service d'origine de l'envoi

Description de l'envoi			
<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé N°	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/> Non recommandé N°
<input type="checkbox"/> Recommandé	<input type="checkbox"/> Colis ordinaire N°	<input type="checkbox"/> Lettre avec valeur déclarée	
<input type="checkbox"/> Colis avec valeur déclarée			
Poids de l'envoi			
Mentions spéciales			
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Exprès	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/>
Date de dépôt de l'envoi		Montant du remboursement	
Nom et adresse de l'expéditeur de l'envoi (bénéficiaire du montant du remboursement)			
.....			
.....			
N° de CCP			
Nom et adresse du destinataire de l'envoi contre remboursement			
.....			
.....			
L'envoi contre remboursement était accompagné d'une formule			
<input type="checkbox"/> R 3	<input type="checkbox"/> R 4	<input type="checkbox"/> R 6	<input type="checkbox"/> R 7
			Date
Selon les indications du réclamant, l'envoi aurait été délivré le			

2. Renseignements à fournir par le service de destination de l'envoi

L'envoi désigné d'autre part a été livré à l'ayant droit le			Date
Le montant du remboursement		Date	N° du mandat
<input type="checkbox"/> a été transmis à l'expéditeur de l'envoi			
<input type="checkbox"/> a été transmis au bureau de chèques postaux de			
<input type="checkbox"/> est transmis par mandat ci-joint			
<input type="checkbox"/> Un duplicata a été établi le			

Timbre du service et signature



R 11 (verso)

Le montant du remboursement		Date
<input type="checkbox"/> a été payé au bénéficiaire		
<input type="checkbox"/> a été inscrit au crédit du CCP n°		
<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>		

Timbre du service et signature

Autres communications

